THEORIE COMMUNISTE
N° 28

Directeur de publication
Roland Simon
ARHIS BP N°5
Marseille ROME
13484 Marseille cedex 20

Sommaire

Propos d'étape....5

La théorie dans sa nécessaire dimension idéologique....6

De l'objectivité des rapports de production à leur subjectivation....13

De question en question, jusqu'à l'épuisement et son aurore....18

« Séquence particulière » ou nouvelle configuration de la lutte des classes ?....21

La lutte de classe comme combinatoire....24

De la combinatoire à la conjoncture....44

La conjoncture et son « régisseur »....50

Le lieu de la combinatoire....55

En conclusion : foire d'empoigne dans la crise de la mondialisation sous supervision américaine....59

Annexe : sur les luttes au Bangladesh, etc....62

Ukraine 2022....65

Dans la crise et des guerres, la reconfiguration de la mondialisation cherche sa voie....65

La crise de la mondialisation sous supervision américaine....69

Poutine n'est pas seul....78

Annexe : A fair amount of killing....91

Gaza 2024....101

Gaza : « une militarisation extrême de la guerre de classe en Israël-Palestine »....106

Entretien avec Emilio Minassian, 30 octobre 2023....107

Commentaires sur l'entretien avec Emilio Minassian....124

Gaza 2024, réponse à Théorie Communiste....137

Européennes 2024....139

Commentaires....162

Les clés de la boutique (tract)....173

Émeutes 2023 - Statistiques et sentiments....177

Brève histoire de la mondialisation sous supervision américaine et de sa sénescence....183

État / États.....215
À propos de la postface « Entre histoire et posthistoire » "in *Lato cattivo*; "Intérêts matériels", éd. L'Asymétrie".....231
Annexe : À propos de « nature intérieure » et « nature extérieure »....246
Annexe : Sur Bordiga : de L'État et de la Nation.....258
Sur Stoff.....279
Surnuméraires, spectacle de la marchandise. Et après ?.....279
Politique de l'écart.....295
Ray Brassier, *Politics of the rift on Théorie Communiste*.....295
Réponse de Théorie communiste au texte de Ray Brassier.....315
Prologue : « La politique de l'écart, sur Théorie Communiste ».....315
Restructuration / cycle de luttes / identité ouvrière.....326
« *En attendant la révolution, on veut du pognon* ».....336
Antinomie de la lutte des classes ?.....346
Production / répartition du travail social / temps libre.....353
Au-delà de l'économie.....370
La singularité est sociale.....375
Il n'y a pas de poupées russes.....379
Il y a de la contradiction dans la particularité.....381
Annexe : Réponse à la référence de Brassier aux critiques de Bruno Astarian sur la double déconnexion.....388
Annexe : Contradiction P/K = dvpt K.....393
Les éditions SENONEVERO.....397
Théorie communiste, Déjà parus.....399

Sans ce « Propos d'étape» *qui tente de faire une synthèse, dans une même problématique d'éléments divers et disparates, les textes publiés dans ce numéro de* Théorie Communiste *pourraient apparaître comme une simple suite d'analyses sociales, économiques, géopolitiques, etc., sans unité. L'objet de ce* « Propos d'étape» *est de poser ce qui marque spécifiquement la production théorique : l'affirmation, dans une situation particulière, d'une « perspective révolutionnaire » dans le cours des luttes de classes, dans leur diversité et leurs formes d'apparition. C'est le* risque idéologique *de la théorie, mais risque sans lequel elle se perdrait misérablement elle-même en se considérant comme se croyant la « meilleure » analyse de ce qui est.*

Propos d'étape [1]

(*Subjectivité, combinatoire et conjoncture*)

> « Il existe des sphères de pensée dans lesquelles il est impossible de concevoir une vérité absolue existant indépendamment des valeurs et des positions du sujet et sans relation avec le contexte social. […] car ce qui est intelligible en histoire ne peut être formulé qu'en rapport avec le problème et les constructions conceptuelles qui prennent eux-mêmes naissance dans le flux de l'expérience historique. […] Ainsi, l'élément idéologique dans la pensée humaine, considéré sur ce plan, est toujours lié à la situation vitale actuelle du penseur[2]. »
>
> « Le chercheur qui entreprend les études historiques suggérées ci-dessus, n'a pas à s'occuper du problème de savoir ce qu'est la vérité ultime. Des rapports réciproques sont maintenant devenus apparents, à la fois dans le présent et dans l'histoire, qui autrefois

[1] On trouvera dans ce « Propos d'étape» quelques reprises de fragments de numéros antérieurs de *Théorie Communiste* et même des répétitions intérieures aux textes de ce numéro même. Cela ne saurait étonner tout lecteur assidu de *TC*. Mais la répétition de fragments théoriques n'est jamais vraiment identique et tout change selon la problématique dans laquelle ils s'inscrivent et qui devient leur définition.

[2] Karl Mannheim, *Idéologie et utopie*, Librairie Marcel Rivière, 1956, p 78-79 [Première édition, Londres 1936].

> n'auraient pu être analysés aussi complètement. Admettre ce fait dans toutes ses ramifications donne au penseur moderne un immense avantage. Il ne sera plus porté à soulever la question de savoir laquelle des parties en présence à la vérité de son côté ; il dirigera plutôt son attention vers la découverte de la vérité approximative telle qu'elle se présente au cours du développement historique du processus social dans sa complexité[3]. »

La théorie dans sa nécessaire dimension idéologique

Spéculation et téléologie

Puisqu'il nous faut abandonner les certitudes, foin de La *Sainte Famille* et de son : ce que le prolétariat « sera obligé de faire conformément à son *être* [4]», et de la « négation de la production capitaliste […] avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. (*Le Capital)*[5].» Il n'y a de « sens de l'Histoire » et de nécessité du communisme que de par la situation, la pratique et le point de vue d'un acteur particulier qui ne peut faire naître et exister ce « sens » que par et dans sa pratique.

L'appréhension de la situation actuelle interroge fortement la nature et la validité de la production théorique. Une production théorique est d'autant plus rigoureuse qu'elle est ouverte, et soumise à des aléas et réfutable (ou, selon cet anglicisme, falsifiable). La théorie ne peut être une science de par l'identité entre son sujet et son objet, mais elle ne peut se contenter d'avoir pour base le subjectivisme d'un « point de vue de classe », en ce que la conscience de soi du prolétariat ne peut être immédiate, étant pour être conscience de soi, connaissance de la société par la médiation de la contradiction avec la classe antagonique[6]. Dans la mesure où le capital subsume le rapport contradictoire

[3] *Ibid*, p. 85.
[4] Marx, Éd. Sociales, p. 48.
[5] Marx, *Le Capital*, t. 3, Éd. Sociales, 1962, p. 205.
[6] C'est là également toute la limite de la théorie dans la mesure où le « point de vue général » qu'elle implique trouve la plupart de ses producteurs et de ses porteurs chez des intellectuels dissidents issus des classes moyennes, mais aussi chez des « bonzes » syndicaux ou associatifs, qui découvrent le « sens général de l'Histoire et de l'Humanité ». Sens dont les prolétaires, toujours soit trop impétueux, soit temporisateurs et timorés, et généralement tenus pour peu capables de perspectives globales et à long terme, sont les acteurs, voire les « idiots utiles » de son accomplissement.

et le fait sien, il n'en est pas de même pour la conscience de soi de la classe capitaliste qui demeure une conscience de soi, c'est-à-dire (sous réserves de nombreuses autres déterminations) une *idéologie* hégémonique définissant les termes dans lesquels sont formulées les oppositions à elle.

Si, actuellement (c'est-à-dire au-delà de l'inéluctabilité du communisme tel que le programmatisme le produisait), la production théorique est toujours menacée du « délire », c'est qu'elle ne peut, par nature, que viser le communisme dans le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, c'est sa raison d'être, alors que ce même au-delà du programmatisme fait de la révolution une conjoncture, c'est-à-dire une chose par nature *aléatoire*. Pour le programmatisme, la révolution était *nécessaire*, dépendant seulement de circonstances et soumises à des conditions subjectives (conscience, politique des partis et des avant-gardes avec leurs possibles bureaucratisation et « trahisons », etc.), l'objectivité, quant à elle était assurée.

Le concept passe-partout de « prolétariat » est le marqueur de la nécessaire dimension idéologique de la théorie (voir plus loin). Si le concept passe-partout de « prolétariat » est le marqueur de la nécessaire dimension idéologique de *la théorie* (voir plus loin), son identification avec la classe ouvrière, justifiée à la fois sociologiquement et dans la problématique du programmatisme occultait sa dimension idéologique. De même que l'identité ouvrière, dans la première phase de la subsomption réelle du travail sous le capital n'était pas, elle aussi, une donnée objective, mais une pratique ouvrière dans un certain rapport au capital. Elle n'était pas un donné englobant de fait et de soi toute la classe, elle s'était constituée en excluant ou tout au moins dans des rapports complexes et conflictuels d'intégration avec, par exemple, les travailleurs immigrés et les femmes. L'identité ouvrière était une construction sociale de la classe ouvrière, un mouvement dans lequel elle s'auto-construisait. Sa force résidait dans son apparente adéquation aux rapports de production.

Quelles sont aujourd'hui non pas le « sens des contradictions » mais *nos perspectives* affirmées en elles ?

Dans *La Matérielle*[7], Christian Charrier présente, de façon critique, deux types d'approche de la question :

[7]Christian Charrier, Éd. Senonevero/Entremonde, 2018.

* soit, le rapport des luttes actuelles à la révolution est un rapport *sélectif*. Le « des luttes actuelles à la révolution » se décline alors en un « quelles luttes actuelles pour la révolution ? : les luttes anti-travail, l'autonomie, etc., chacun fait son marché dans la lutte de classe ».

* soit, dans le cas de *TC* (comme il le résume justement), la relation entre les luttes actuelles et la révolution tient à la « contradiction » entre le prolétariat et le capital qu'est l'exploitation comme mouvement du capital, simultanément dans sa reproduction et dans le procès de son abolition : « le capital comme contradiction en procès ». Le capital est virtuellement (en puissance) aboli au niveau du procès contradictoire de la valorisation du capital « dans son concept ». La fin est toujours *déjà* présupposée.

Dans tous les cas, la relation repose sur un *déjà* mais *pas encore* (le *noch nicht* hégélien pivot de toute systématicité spéculative), la « fin » est là mais pas encore réellement *pour elle-même*, c'est-à-dire « effective ».

La critique des théories existantes par Charrier n'est pas leur critique au nom d'une « autre théorie », elle est, de fait, *la critique de toute théorie* dans sa nature même qui, sous peine d'un plat positivisme, ne peut échapper à la téléologie et la spéculation. La critique de *La Matérielle* voit juste, mais si on ne considère pas qu'il s'agit là de déterminations inhérentes à toute production théorique, la seule option est alors le silence.

La production théorique est toujours prise de parti, *spéculative* et *téléologique* (le « *noch nicht* » hégélien, comme le dit Charrier), c'est son incontournable dimension idéologique. La théorie, quelle qu'elle soit, de la plus « terre à terre » à la plus sophistiquée, optimiste ou pessimiste, est nécessairement téléologique (donc idéologique). Si elle était la Science que parfois elle prétend être, elle ne se serait pas aussi régulièrement trompée sur l'aboutissement des situations historiques analysées.

Conjurer le délire

Malgré sa nature nécessairement spéculative et téléologique, ce qui peut préserver la production théorique du « délire », c'est sa capacité à se produire comme une *approximation* du processus social qu'elle *présuppose* comme devant ou pouvant aboutir au communisme. Une théorie approximative est une théorie qui, sur la base d'acquis, construit, de façon ouverte à de possibles remises en cause, le développement historique de la lutte

de classes … « jusqu'au communisme ». Ses critères de validation sont donc doubles : d'une part, être susceptible de formuler des acquis, d'autre part, construire la perspective communiste de telle sorte que cette construction soit *vulnérable* au développement historique. Ce qui implique que cette formulation des acquis soit telle qu'elle autorise la réfutabilité de ce qui est construit sur eux.

Par exemple : la division de la société en classes, la lutte entre ces classes, le caractère historique du mode de production capitaliste sont, entre autres, des acquis anciens que l'évolution de la société, les crises, ont théoriquement confortés. L'intégration de la défense de la condition prolétarienne avec le passage en subsomption réelle du travail sous le capital, la critique du syndicalisme, de la démocratie, de l'avant-gardisme, des conceptions sociales-démocrates ou bolchéviques de la lutte de classes, les concepts de programmatisme, de cycle de luttes, d'implication réciproque, résultent quant à eux de la dernière crise révolutionnaire des années 1960-1970, avec la critique de l'affirmation de la classe, de l'autogestion, des conseils ouvriers. À partir de là, on formule une théorie de la lutte de classes et de son devenir comme production du communisme, théorie qui doit être cohérente avec ces acquis considérés en quelque sorte comme des faits objectifs que la théorie se doit d'intégrer dans sa réponse à la question essentielle : de la situation actuelle à la révolution. Ce qui, sur la base de ces acquis, se formule aujourd'hui de la façon suivante : comment le prolétariat agissant strictement en tant que classe du mode de production capitaliste peut-il abolir le capital et donc s'abolir lui-même ? C'est à partir de là que l'on peut formuler aujourd'hui une théorie de la lutte de classe et de son devenir.

Si la théorie est produite sur la base d'acquis, il faut considérer qu'il y en aura toujours de nouveaux. En ce sens, par exemple, après l'impossibilité définitive du programmatisme, même en décomposition, comme forme dominante de la lutte de classe, toute théorie se référant à une *nature* révolutionnaire du prolétariat, à une vision non-historique de la révolution et du communisme, à une essentialisation de l'activité en tant que classe du prolétariat, et ne considérant pas la contradiction « révolutionnaire » entre le prolétariat et le capital comme identique au cours du capital, c'est-à-dire comme étant l'exploitation, aboutit à un « délire », dans la mesure où elle se ferme à sa propre remise en cause, à moins de considérer une nature révolutionnaire du prolétariat inhérente mais variable et historicisée, ce qui est une chimère.

Considérer la théorie comme une approximation réfutable n'aboutit pas à se laisser bercer au gré des vagues de l'actualité. Pour être réfutable, la théorie doit avoir de solides bases conceptuelles : l'identité entre développement du capital et contradiction prolétariat/capital[8] ; la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat ; le concept de programmatisme ; le communisme comme production historique ; le concept de cycle de luttes. Par exemple, c'est sur la base de ces concepts développés dans *TC* 2, que nous avons pu passer d'une vision immédiate de la révolution dans la phase de l'époque (1978), à la considération d'une restructuration du rapport entre prolétariat et capital, dont nous avons défini les grandes lignes dès 1979, et sur la définition de laquelle nous avons toujours retravaillé. Cela, à la fois grâce à la cohérence interne du socle théorique, et à l'évolution historique du phénomène. La base théorique développée dans *TC* 2 nous rendait heureusement vulnérables[9].

C'est cette vulnérabilité qui est importante. Prenons un autre exemple : la différence, pour rendre compte du même phénomène (celui de l'impossibilité de l'affirmation du prolétariat), entre d'une part la critique du programmatisme comme structuration d'une période historique particulière de la lutte de classes et d'autre part la « critique du travail». Si nous considérons l'acquis essentiel du cycle de luttes s'achevant à la fin des années 1960-début des années 1970, comme « crise du travail », la révolution ne peut être que là et maintenant. Cela peut traîner, patiner, se reconduire sous de faux-semblants, mais au-delà de la remise en cause du travail il n'y a rien que le communisme. La révolution est alors le résultat d'une contradiction qui parcourt l'histoire depuis les « origines ». Le communisme est produit comme le résultat d'une contradiction qui subsume le cours contradictoire du mode de production capitaliste, celui-ci l'illustre et ne peut rien nous apprendre dans son histoire, il ne peut y avoir production de nouveau dans la théorie (c'est la téléologie). Le même « fait » (l'échec du cycle de luttes de la fin des années 1960-début des années 1970), compris comme impossibilité de l'affirmation du prolétariat, comme programmatisme, c'est-à-dire strictement comme forme de la lutte de classe et non crise du travail, demeure ancré dans le cours de cette lutte de classe et admet que la suite des événements soit pratiquement et théoriquement productive. L'acquis théorique n'est pas un « fait » qui s'impose de lui-même, il est le produit d'une théorie dans laquelle il fait système et dont

[8] C'est le fondement de tout le parcours de *Théorie Communiste*. Fondement qui évacue toute norme, qui serait désuète avant même d'être formulée. C'est en intégrant toutes les vagues, les courants et les vents qu'un navire fixe son cap.

[9] Voir, dans ce numéro, « Contradiction P/K + dvpt K ».

les critères de validité sont la cohérence, la vulnérabilité et l'approximation du cours des luttes actuelles au communisme.

C'est parce que, dès *TC* 2 (1979), nous avons identifié la contradiction et son développement que nous pouvons dire que le dépassement de la contradiction est identique à son procès. Sur cette base théorique nous étions à la fois solides et réfutables et ainsi dans *TC* 3 (1980) nous avons commencé à théoriser la restructuration du mode de production capitaliste que nous rejetions dans *TC* 2.

On peut considérer de la même façon la définition de la contradiction entre prolétariat et capital. Dans *TC* 2, celle-ci est définie comme exploitation : séparation travail/capital ; implication réciproque ; contradiction pour les rapports sociaux dont elle est le mouvement : « L'implication réciproque est pour chacun d'eux – prolétariat et capital – une contradiction à l'autre et par là à soi-même » (p. 11) ; *identité de la contradiction et de son histoire*. Cependant une des conclusions de *TC* 2 était fausse : « Il est identique de dire que le mode de production capitaliste ou que le prolétariat est porteur du communisme » (p. 12).

Dans *TC* 8 (1987), nous revenons sur la question : « Le communisme résulte du développement de la contradiction *de par la situation spécifique du prolétariat dans cette contradiction*, ce qui signifie rien d'autre que le prolétariat produit le communisme contre le capital, cependant cela signifie aussi que le sujet de cette production est bien le prolétariat et non la contradiction en général. » (p. 10). L'apport nouveau de *TC* 8 consiste dans la reconnaissance de l'asymétrie de l'implication réciproque : le rapport d'exploitation est subsomption du travail sous le capital. L'ensemble du rapport contradictoire qu'est l'exploitation est enfin exposé de façon globale et logique dans *TC* 22 (2009) : « L'exploitation : définition d'une contradiction ».

Dans la perspective de *TC* 2, le mouvement général de la dynamique comme contradiction subsumait toutes les pratiques particulières du prolétariat qui, en tant que telles, dans leur singularité, apparaissaient chaque fois *seulement* comme limite, c'est-à-dire obstacles à franchir, en regard d'une norme de la « vraie révolution » dont les critères ne seraient pas remplis.

Mais, le normativisme se reconstitue constamment sur la critique même de la norme précédente, ainsi sa critique n'est jamais achevée. Dans le « Le plancher de verre », texte, issu de *TC,* sur les émeutes de 2008 en Grèce, publié dans *Les émeutes en Grèce*[10], les limites du mouvement (sa non

[10] Éd. Senonevero, 2009.

extension à la sphère de la production) apparaissent comme intrinsèques, définitoires du mouvement. La limite n'est plus seulement quelque chose qui borde le mouvement, une frontière qu'il n'a pas franchie. Elle est comprise comme définitoire de ce qu'elle borde. Ce texte explique la nature même du mouvement *dans sa force* par ses limites. C'est par sa limitation que le mouvement a atteint les « sommets » que ce texte même met en valeur : l'attaque de toutes les formes et les instances de la reproduction sociale.

Considérons enfin le concept d'autonégation du prolétariat, fondamental dans la compréhension de la révolution à la suite de la « période 68 » et dans la problématique de *TC* 1 (1977). Il est critiqué et abandonné dans *TC* 7 (1986), au moment où nous abordons, pour la première fois de façon systématique, la définition d'un nouveau cycle de luttes. Ce concept d'autonégation du prolétariat était non seulement lié à l'ancien cycle de luttes, à l'auto-organisation et à l'autonomie (ce n'était qu'en s'opposant à ce qui le définit comme classe du mode de production capitaliste que le prolétariat pouvait être révolutionnaire, en séparant cela de ce qui en fait une classe de la société capitaliste), mais encore en faisant de la dynamique du rapport contradictoire entre les classes une contradiction interne à l'un des termes, il en revenait à conserver une nature révolutionnaire du prolétariat. La défense de la condition ouvrière n'étant plus l'antichambre de la révolution, l'autonégation du prolétariat se contente d'opposer la situation de classe qui définit le prolétariat dans le mode de production capitaliste à sa véritable nature révolutionnaire qui n'existerait et n'apparaîtrait qu'en rupture avec son existence et son action de classe spécifique du mode de production, véritable nature que sa reproduction de classe masquerait (cf. *TC* 7, p. 6-7).

La crise actuelle, débutée en 2008, nous a contraints d'ouvrir un nouveau chantier, une nouvelle révision. Jusque-là, dans *TC*, la théorie des crises était celle de la baisse tendancielle du taux de profit, telle que Paul Mattick l'expose dans *Marx et Keynes* et *Crises et théories des crises*. Il ne s'agit pas d'introduire un peu de théorie sous-consommationniste dans la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit (crise de suraccumulation) mais de montrer que cette théorie menée à son terme est identique au problème de la sous-consommation ouvrière (il ne s'agit pas d'une conséquence). À partir de la théorie de la suraccumulation et de la baisse tendancielle du taux de profit, on peut parvenir à une théorie unifiée des crises[11].

[11]Voir, dans *TC* 22, « Too Much Monkey Businesss », 2009.

De l'objectivité des rapports de production à leur subjectivation

Le déroulement « objectif » du mode de production capitaliste avec les contradictions qui le constituent, les conditions matérielles de vie qui en résultent ne nous disent rien sans leur *processus de subjectivation*, c'est-à-dire la façon dont les individus ressentent et se représentent eux-mêmes *quotidiennement* leur place dans les rapports de production, dans un processus qui est celui de la reproduction des rapports de production. L'individu apparaît toujours comme ce dont on part, le commencement, le donné, le sujet, ce qui « va sans dire », ce qui « tombe sous le sens » (comme le proclame *l'Idéologie Allemande*). C'est « exact », dans l'Histoire, on *voit* des individus qui « sont toujours et partout partis d'eux-mêmes[12] » et des rapports de production qui ne seraient que leurs relations interindividuelles, les individus sont alors comme tels les sujets constituant les rapports sociaux. Mais, précisément, loin d'être le point de départ irréfutable, l'individu est le problème. Il faut partir de la structure sociale pour produire et comprendre l'individu et non pas « partir de lui ». Les rapports sociaux construisent et investissent l'individu comme tel. L'acceptation ou non d'un « système », dans son autoprésupposition, est aussi, en plus des contraintes matérielles, régulée par des principes normatifs, des valeurs et des obligations. Il s'agit de se débarrasser du « sens de l'histoire » et du « matérialisme historique ». À notre connaissance cette dernière expression n'existe pas chez Marx, ni chez Engels qui parle de « conception matérialiste de l'histoire ». En outre, entre le mécanisme de Marx dans sa lettre à Annenkov (18 décembre 1846) et la prudence d'Engels dans ses lettres à P. Ernst, C. Schmidt et J. Bloch, toutes datées de 1890, la suite de l'histoire de la théorie a majoritairement opté pour le premier terme, hormis ce qui a été appelé « École de Francfort ». Si bien que quand le « matérialisme historique » devient une *doctrine* et non « avant tout, une directive pour l'étude[13] », les guesdistes en France et Plekhanov en Russie n'hésitent pas à le désigner comme « matérialisme économique [14]».

En remettant en cause, dans un procès révolutionnaire la « détermination en dernière instance » de l'économie, en étant un nécessaire bouleversement révolutionnaire de la hiérarchie déterminative des instances, le concept de conjoncture approche le problème de la subjectivation des

[12] Marx, *Idéologie allemande*, Éd. Sociales, 1968, p. 108.
[13] Engels, *Lettre à Schmidt*, 5 août 1890.
[14] Voir Bensussan et Labica, *Dictionnaire critique du marxisme*, entrée « Matérialisme historique », Éd. PUF, 1982.

contradictions inhérentes aux rapports de production comme lutte des classes. Des rapports de production à la lutte des classes, il y a la production des individus (voir *supra*, l'individu comme problème) en sujet, il y a de l'idéologie, un décalage par rapport aux rapports de production.

C'est comme sujets que les individus sont pris dans les structures mêmes, dans les contradictions objectives, dans la lutte des classes. C'est ainsi qu'ils ne veulent pas, selon leur propre situation de sujets, « rester ce qu'ils sont[15] » et « …combien peu eux-mêmes [les prolétaires] veulent rester ce qu'ils étaient [16]». Entre les individus comme sujets et leur appartenance de classe il n'y pas de contradiction. Que le sujet soit en tant que tel toujours insatisfait de lui-même, qu'il se sente grugé, est un effet structurel de l'exploitation, cette insatisfaction est inhérente à l'existence des classes. C'est ainsi que le « mystère » de la subjectivation peut, dans certaines circonstances, résider dans l'appropriation pratique – le faire sien – des contradictions objectives des rapports de production[17].

C'est dans la contradiction interne de l'existence de la classe ouvrière telle que produite dans le cycle de luttes issu de la restructuration des années 1970-1980 (à la fois appartenance, limite et contradiction à ce à quoi elle appartient et contradiction pour ce qui la définit – toujours nécessaire, toujours de trop) que se trouve le fondement de cette appropriation pratique des conditions objectives et de leurs contradictions. *C'est dans le passage de l'objectivité à la contradiction interne à l'objectivité que surgit la subjectivation* : *il est « impossible » de « rester ce que l'on est »*. Le concept de conjoncture pour ne pas demeurer une dérivée de l'objectivisme doit intégrer en lui-même, dans sa production, la transformation qualitative des contradictions qu'effectue la subjectivation, c'est-à-dire l'apparition du sujet, que nous appelons « prolétariat » avec *ses propres déterminations*. « Ses propres déterminations », c'est-à-dire celles de sa constitution : professionnelles, morales, genrées, sexuelles, politiques, culturelles, modes de vie, nationales, historiques, etc., qui au travers de toutes les instances de sa constitution, dans la *reproduction* des rapports de production, le produisent à partir et sur la base des rapports de production.

---

[15] Marx et Engels, *L'Idéologie allemande*, Éd. Sociales, 1968, p. 525.
[16] *Ibid*., p. 242.
[17] Sur cette question qui mobilise et entrelace un grand nombre de problèmes théoriques, on peut voir, pour une approche plus « terre-à-terre », le chapitre « La contradiction dans la vie quotidienne » du texte « Vie quotidienne et lutte des classes » (*TC* 27, p. 91).

Les contradictions inhérentes aux rapports de production ne sont pas *ipso facto* des classes et donc lutte des classes (qui ne sont pas un calque des rapports de production[18]).

La chose est partiellement comprise, mais pas *produite*, par Korsch dans le *Livre des abolitions*[19] :

Thèse I : « Il est de peu d'utilité d'opposer simplement à la doctrine subjectiviste du rôle déterminant de la personnalité dans le processus historique, cette autre doctrine, toute aussi abstraite, qui met en avant le caractère nécessaire de ce processus. Il est plus utile d'étudier de la façon la plus précise possible les rapports antagoniques qui surgissent à partir des rapports de production matériels propres à la formation économique de la société, entre les groupes sociaux qui la composent. »

Thèse II : « On éclaire bien mieux l'histoire si, face à la prétendue nécessité du processus historique, on se pose la question : *a)* quelle nécessité du point de vue de l'action de quelle classe ? *b)* quelles conséquences découlent de cette nécessité, pour les classes gênées par cette action ? »

Thèse III : « Dans l'analyse des rapports antagoniques qui existent entre les différentes classes et fractions de classe d'une formation économique et sociale donnée, il est souhaitable de considérer outre les formes matérielles, également les formes idéologiques dans lesquelles ces rapports antagoniques se présentent dans la société en objet. »

Korsch distingue, définit et délimite ce qui appartient aux « contradictions créées par le mode de production capitaliste » et l'abolition de toutes les déterminations du mode de production, c'est-à-dire ce qui appartient à l'action révolutionnaire en propre du *prolétariat*. Ce qui ne pouvait qu'échapper à Korsch dans les années 1930, c'est que le prolétariat n'est pas un « donné » (dans l'objectivité des rapports de production) mais un procès, il est lui-même le *devenir-sujet*, c'est-à-dire la subjectivation de la contradiction incarnée par la classe ouvrière. Contradiction qui bouleverse toutes les classes mais ne redistribue pas les cartes au hasard.

Cette redistribution, c'est la recomposition toujours historique et conjoncturelle de diverses catégories sociales lorsque la classe ouvrière dans sa lutte se trouve confrontée à et affronte sa propre situation entraînant par là

[18]Voir *TC* 27.

[19] Éd. L'Asymétrie, 2024, traduit et présenté par Robert Ferro [*Il latto cativo*]. Les trois thèses citées se trouvent dans « Thèses sur le matérialisme activiste », p. 139-140.

une *polarisation sociale* qui traverse toutes les catégories dominées de la société avec toutes les confrontations qui peuvent alors advenir. Dans chaque conjoncture historique, le prolétariat *se définit lui-même* mais sur un fondement objectif. Il est l'ensemble des pratiques dans lesquelles, à partir de sa contradiction avec le capital et sur la base de sa propre contradiction à elle-même que la première contient (la contradiction entre surtravail et travail nécessaire est une contradiction interne du travail nécessaire), la classe ouvrière se remet en cause comme telle.

La subjectivation, le devenir-sujet, est un procès qui s'origine dans les rapports de production et la contradiction inhérente à la pratique de la classe ouvrière entre son appartenance absolue au mode de production et cette appartenance comme la limite de toute sa pratique ; cela ne pouvait qu'être hors de vue dans les années 1930, ou alors on basculait, comme Korsch lui-même, dans un *quasi abandon* de la théorie prolétarienne[20].

Contrairement à toutes les constructions « modernistes » qui ont contesté « l'objectivisme », si les classes ne sont pas un calque des rapports de production, il faut cependant toujours en revenir et insister sur le fait que les rapports de production capitalistes impliquent en eux-mêmes leurs *métamorphoses idéologiques et fétichistes* (voir, dans *TC* 27, le texte sur la vie quotidienne, et la critique de *Temps libre*). C'est ce qui échappe à l'éclectisme universitaire de Robert Brenner ou d'Ellen Meiksins Wood quand ils abordent la question. Il est toujours valorisant de citer l'une et l'autre alors qu'il faudrait presque s'excuser de citer Althusser dont la production sur l'idéologie, les « superstructures » et le sujet ne se cantonne pas à dire que tout est dans tout et inversement.

« Wood affirme que la restauration de l'enjeu culturel au sein de la théorie marxiste et la compréhension des dimensions extra-économiques pour la critique de l'ordre social passent par d'autres voies que celles empruntées par les théories postmarxistes et post-modernes. […] Toutefois, pour bien appréhender son traitement de la culture, il faut se pencher sur sa critique du modèle base/superstructure, qu'elle interprète comme une métaphore ayant malheureusement acquis un poids théorique qu'elle ne peut supporter. […] Une telle perspective repose sur le fait que pour Wood, il n'y a pas comme le veulent les variantes déterministes du marxisme qui reprennent cette métaphore, l'économie d'un côté, puis les sphères superstructurelles (politique, idéologique, culture, etc.), car la définition même de l'économie doit être

[20] Korsch, thèses 1, 2 et 10, *in* « Dix thèses sur le marxisme aujourd'hui » [1950], in *Marxisme et philosophie*, Éd. de Minuit, 1964, p. 185 à 187.

sociale et politique. […] Wood a été très influencée par les travaux d'E. P. Thompson. Cette influence se manifeste aussi dans sa conception des classes sociales, qu'elle aborde de façon relationnelle : les classes ne peuvent se définir que dans leur rapport aux autres classes, ainsi qu'au regard de leurs traditions culturelles, sociales et institutionnelles. Wood s'oppose en particulier à la déduction de la position des classes à partir du mode de production, une position qu'ont tour à tour adoptée plusieurs variantes du marxisme orthodoxe, mais aussi G. A. Cohen et Perry Anderson. Ainsi les conflits sociaux ne se résument pas aux seules relations d'exploitation. […] La volonté de Thompson de ne pas réduire la définition des classes aux seules relations "objectives" d'un mode de production mène Wood à souligner l'importance des conflits dans une même classe. […] Cette attention accordée aux conflits politiques qui opposent aussi bien les classes adverses que différentes factions au sein d'une même classe constitue un élément distinctif du marxisme politique. […] On s'intéresse aux contradictions et conflits qui les traversent et qui se manifestent aussi bien dans les sphères dites culturelles ou idéologiques que dans leur dimension matérielle. Ce sont ces contradictions et conflits qui démontrent que l'appartenance de classe dépasse l'appartenance à une structure ou des rapports de production[21]. »

Il y a là des éléments, une perspective, des visions que l'on peut utiliser, mais, chez Meiksins Wood, tout est dans tout, pas de structure à dominante mais une « totalité significative » (Althusser), c'est-à-dire sans explication de pourquoi et comment les diverses instances peuvent être produites par la « détermination en dernière instance » comme dominante en tant que mode d'effectivité de la « dernière instance ».

Tout est exposé comme étant ainsi *de fait*. C'est, entre autres, un des gros problèmes du « marxisme politique », y compris en ce qui concerne, chez Brenner, la transition entre féodalisme et capitalisme. Ce qui échappe à toutes ces théories remettant en cause « l'objectivisme mécaniste » c'est tout simplement que *les rapports de production sont eux-mêmes le principe (l'origine) de leur métamorphose* (ce qui est également absent chez Althusser qui conserve les rapports de production dans une sorte de pureté originelle). Cette absence de la métamorphose inhérente aux rapports de production est également la limite de l'analyse de *Stoff* (voir dans ce numéro de *TC* la critique de l'éditorial du premier numéro de cette revue). On a du mal à suivre le cheminement de *Stoff*, quand de l'existence des classes et de leur

[21] Nancy Turgeon, *Marxisme anglo-saxon, figures contemporaines*, s /dir. Jonathan Martineau, Éd. Lux, 2013, p. 291 à 294.

contradiction, le discours ne se veut que celui des « formes de manifestation » (*Erscheinungform*) qui alors ne manifesteraient rien. « Toutefois, il faut bien remarquer, il y a toujours ici cette réserve à faire, que nous pouvons au moins *penser* ces mêmes objets comme choses en soi, quoique nous ne puissions pas les connaître (en tant que tels). *Car autrement on arriverait à cette proposition absurde qu'un phénomène (ou apparence) existerait sans qu'il n'y ait rien qui apparaisse* [nous soulignons][22].»

Parler de « formes d'apparition » ou « de manifestation » (*Erscheinungform*), suppose l'existence d'un « mouvement réel » dont elles sont les « formes », mais le mouvement réel n'est ni un « au-dessus », ni un « au-delà », ni ailleurs que dans cesdites « formes d'apparition ». Le « mouvement réel » n'est qu'un *concept*. C'est la réalité même des formes d'apparition *dans leur connexion* qui les désigne comme telles. Pour chaque forme d'apparition, son existence même implique les autres formes et leur connexion nécessaire. *Cette connexion c'est le mouvement réel*. C'est alors et seulement alors qu'à partir d'elles-mêmes ces réalités sont des formes d'apparition. Elles se produisent elles-mêmes comme telles dans leur relation (salaire, profit, intérêt, rente, capital industriel, capital commercial, capital financier ou capital fictif, etc.) sans qu'il y ait un « mouvement réel » sous-jacent, immanent ou transcendant.

Le refus légitime de la « réduction » en arrive à évacuer ce dont les « formes de manifestation » sont la manifestation. Couper court à tous les « sens de l'histoire » (ce qui est central dans *Stoff* et en fait tout l'intérêt) n'implique pas de rejeter aux « poubelles de l'histoire » les classes et leur contradiction définie par l'exploitation, au profit d'une relation pas vraiment définie entre une prolifération des identités et une « tension à la communauté » sur fond d' « économie », sans relation explicite avec le rapport d'exploitation. Tout cela subsumé dans la catégorie floue des « surnuméraires ».

De question en question, jusqu'à l'épuisement et son aurore

De critique du programmatisme en critique du programmatisme, cette aurore ce fut la théorie de la communisation. Une telle théorie ne pouvait exister sans théorie de la distinction de genre et de la segmentation raciale du prolétariat. Rien ne sera aboli en conséquence de l'abolition des classes ou de l'exploitation ou par la simple définition de « La Révolution » qui, tautologiquement et par là-même irréfutable, ne peut être qu'en étant ce

[22] Kant, *Préface* à la seconde édition de *Critique de la raison pure*, Éd. PUF, 1950, p. 22-23.

qu'elle est. Quand nous avons entrepris le travail sur la théorie de la distinction de genre ou de la segmentation raciale du prolétariat, nous nous sommes trouvés face à un « analyseur » de notre théorie générale. Il fallait revenir sur la définition des classes et sur cet étrange objet théorique qu'est le « prolétariat ».

On peut, bien sûr, dans chaque « texte révolutionnaire », ajouter un petit couplet sur les femmes, ou sur les travailleurs immigrés et les racisés, ajouter des « e » inclusifs un peu partout ou se complaire dans le « long sanglot de l'homme blanc » succédant à son « lourd fardeau ». Cela ne mange pas de pain, ça fait bien, mais c'est sans intérêt. La difficulté est d'avoir une théorie de la lutte des classes qui soit intrinsèquement (non pas « en conséquence… » ou additionnellement) une théorie de la distinction de genres et de la racialisation *et de leur abolition*.

Les développements que nous avons apportés sur la distinction de genre et la segmentation raciale ne changent ni la validité de « la question fondatrice de *TC* » (comment une classe agissant strictement en tant que classe peut abolir les classes ?), ni la réponse positive implicite qu'elle appelle. Ces développements densifient la question et la réponse. La contradiction de genre et les segmentations sont définitoires de la position commune des prolétaires, elles existent de façon interne à l'existence et à la pratique de la classe. Le prolétariat n'existe pas d'abord comme tel et est ensuite traversé par la contradiction de genre et des segmentations (raciale, surtout), comme si le prolétariat était masculin et blanc, ce qui est alors implicitement présupposé. Être une classe n'existant que comme rapport au capital, c'est posséder de façon intérieure toutes les segmentations et contradiction produites par les catégories du mode de production capitaliste. La contradiction entre les femmes et les hommes, la segmentation raciale ne sont pas des « antagonismes englobés dépourvus de dynamique propre » (texte de présentation d'Il lato cattivo sur le site dndf). Les antagonismes auxquels fait référence Il lato cattivo ne sont pas des « antagonismes englobés » dont il faudrait chercher « la dynamique propre », ils sont tout simplement constitutifs de l'exploitation. Comment penser l'exploitation de la force de travail sans la distinction entre les hommes et les femmes ou sans la segmentation raciale, même si nous pensons que cette dernière n'est pas appréhendable au même niveau conceptuel[23].

[23] La distinction et l'appropriation des femmes sont intrinsèques au concept même de Capital en tant qu'exploitation du travail. Les segmentations raciales dans leur perpétuation et leur variabilité appartiennent au développement historique du Capital.

La conjoncture actuelle des luttes de classes comme crise de la mondialisation sous supervision américaine nous conduit vers de nouvelles aventures théoriques, comme les pièces d'un puzzle à assembler dans la production théorique systémique parce que téléologique, avec d'inévitables risques et périls. La vulnérabilité de *Théorie Communiste*, sa réfutabilité, est dans sa proposition principielle : l'identité entre la contradiction prolétariat/capital et le développement du capital ou, si l'on préfère la forme développée d'une *théorie de l'implication réciproque*. Ces nouvelles aventures seront celles que provoquera le cours de la lutte des classes, mais le nouveau ne s'impose théoriquement qu'à une théorie qui a les concepts pour le voir. Beaucoup, même avec une lunette, avaient vu des ombres sur la Lune, mais il ne s'agissait pour eux que de reflets sur une surface lisse et non corrompue, personne n'avait vu de relief, il fallait être nourri de peinture et de perspective, pour y voir des cirques et des montagnes.

La formulation du concept de programmatisme, conçu avec d'autres, mais, globalement théorisé dans ses déterminations et son histoire par *Théorie Communiste*, nous avait amenés à la théorie de la restructuration et des cycles de luttes et à la mise au jour qu'il n'y avait d'évidence programmatique de la classe ouvrière et de son avenir que dans sa construction idéologique efficace d'*identité ouvrière*.

Après la longue période de la théorisation de la relation entre « dynamique » et « limite(s) » (« TC : un chantier permanent », *TC* 23, 2010)[24], la théorie de l'écart et de l'auto-organisation comme « premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle » (brochure, 2006), après la lutte en tant que classe comme limite de la lutte de classe, la théorie de la communisation (le terme remis, avec d'autres camarades, au goût du jour, *TC* 13, 1997), après la contradiction femmes/hommes, la segmentation raciale du prolétariat inhérente au mode de production capitaliste, la théorie de la

[24] La dynamique est un produit de la limite, elle est alors une différence à l'intérieur de la limite. C'est la limite (agir en tant que classe contre le capital en n'existant comme classe que dans son rapport au capital) qui, dans ce cycle de luttes est amenée à se différencier à l'intérieur d'elle-même et qui par là seulement pose (médie) la dynamique en même temps que par là même elle se définit comme limite. *C'est la dynamique qui est une auto-détermination de la limite*. Cela n'est pas sans importance quant au positionnement général vis-à-vis des luttes et à la participation personnelle à l'occasion. Il n'existe pas *a priori* des éléments dynamiques qu'il faudrait pousser, valoriser dans une perspective révolutionnaire, mais, quand la chose se présente (et cela se voit, se sent rapidement) nous sommes embarqués par l'écart que la limite crée à l'intérieur d'elle-même. Nous restons à l'intérieur de la limite, telle ou telle lutte de la classe, mais c'est elle-même, à partir d'elle-même qui se différencie. La limite qui se différencie à l'intérieur d'elle-même, ce sont des actions, des activités particulières.

conjoncture puis de de la vie quotidienne, et enfin l'interrogation sur le concept même de prolétariat (*TC* 27, critique de *Temps libre*), il est nécessaire de renouer avec ce qui fut à l'origine de *TC*, c'est-à-dire une nouvelle problématisation de la lutte des classes[25].

Toutes ces productions théoriques étaient des extensions de la critique du programmatisme mais la théorisation de la contradiction femmes/hommes, de la segmentation raciale du prolétariat, de la conjoncture puis de de la vie quotidienne, et l'interrogation sur le concept même de prolétariat annonçaient plus ou moins que nous en sortions définitivement.

La critique du programmatisme n'est plus un fondement pertinent de l'analyse de la configuration présente des luttes de classes et de la crise de la mondialisation, ni dans les aires centrales et encore moins dans les anciennes « périphéries » (même si les éléments constituant le programmatisme sont inhérents à la lutte de classe, mais ne faisant plus *système*)[26].

« Séquence particulière » ou nouvelle configuration de la lutte des classes ?

Dans une situation actuellement (2025) très confuse où les repères issus de la restructuration des années 1970-1980 sont en train de s'effacer, ce que nous avions qualifié, peut-être par excès d'optimisme, de « Séquence particulière » (*TC* 25, 2016) ne semble pas si « particulière ».

Il s'agit de revenir sur l'analyse de cette « séquence » et de ses principales caractéristiques car c'est de la configuration, se modulant et se particularisant au niveau mondial, des luttes de classes dont il s'agit.

« Des luttes et des mouvements aussi divers que le soulèvement arabe depuis 2011, les mouvements "*indignés*" ou "*occupy*", les manifestations turques, brésiliennes ou bosniennes, les émeutes ukrainiennes, le " *mouvement des fourches* " en Italie, les grèves et émeutes ouvrières en Chine, Asie du Sud et du Sud-Est, Afrique du Sud, et même, à une échelle incomparable, les événements de Bretagne, en France, à l'automne 2013 ou l'adhésion populaire aux thèses politiques de l'extrême droite partout en Europe, définissent, à l'intérieur de la crise ouverte en 2007-2008, une séquence particulière de la lutte des classes débutant autour de 2010 et dans laquelle nous nous trouvons

[25]Dans cet inventaire, nous n'oublions pas les belles aventures de *Meeting* et de *Sic*.
[26]Voir critique de la postface d'*ILC* dans ce numéro.

actuellement. […] En tant qu'idéologique, la citoyenneté nationale répond au problème réel de son époque : la crise du rapport salarial devenue crise de la société salariale, la crise de l'État dénationalisé, l'opposition irréductible entre les gagnants et les perdants de la mondialisation. Mais le recours à la citoyenneté nationale est alors l'aveu même dans les luttes sur la base et à l'intérieur de la société salariale que ces luttes opèrent sous une idéologie. D'une part, la citoyenneté nationale répond au problème réel de la crise de la société salariale ; d'autre part, elle ne lui correspond pas, car elle la traite de façon " inauthentique " comme représentation d'autre chose : la perte des valeurs, la décomposition de la famille, l'identité nationale, la communauté du travail. C'est-à-dire qu'elle ne répond, de façon pertinente, qu'à ses propres questions.

« Au premier abord, cette idéologie est critique, mais seulement dans la mesure où elle est le langage de la revendication *dans le miroir que lui tend la logique de la distribution et de la nécessité de l'État*. Les pratiques qui opèrent sous cette idéologie sont efficaces parce qu'elles renvoient aux individus une image vraisemblable et une explication crédible de ce qu'ils sont et de ce qu'ils vivent et sont constitutives de la *réalité* de leurs luttes. La question de la distribution, celle du travail et de l' " assistanat " , de la déshérence des territoires dans " l'unité nationale ", des valeurs, de la famille, structurent adéquatement la relation des individus aux enjeux actuels des luttes de classes dans cette séquence de la crise. Il s'agit d'affirmer comment c'est un processus objectif des rapports de production qui se reconstruit *à partir de lui-même* comme pratiques idéologiques significatives d'une séquence particulière[27]. »

Dans cette « séquence », la nation devient le langage et le formatage, dans la politique, des conflits et revendications économiques. Il s'agit d'équilibre budgétaire, de dette publique, de fiscalité. Sur la santé, l'éducation, l'ensemble des services publics, l'avenir des nouvelles générations, le « pacte » fondant « l'économie morale » est rompu. Nous nous référons ici aux travaux historiques de E.P. Thompson et à son concept d' « économie morale » (on trouve facilement sur internet les références précises au travail de Thompson). Le concept d' « économie morale » permet de ne pas s'intéresser seulement aux conditions matérielles objectives, mais aussi au processus de subjectivation, c'est-à-dire la façon dont les individus ressentent eux-mêmes leur place dans les rapports de production. Thompson montre que le système économique est aussi régulé par des principes normatifs, des valeurs et des obligations.

[27] *TC* 25, p. 38 à 42.

Dans la crise de la société salariale et au fur et à mesure que les rapports de distribution (simple envers des rapports de production) surdéterminent les rapports de production et l'ensemble de la reproduction, les classes moyennes deviennent les représentantes naturelles de cette rupture du pacte que constitue l' « économie morale », et la *reproduction*[28] comme ensemble.

L'exploitation n'est alors plus vécue que comme un partage injuste de la « richesse », il ne s'agit plus que de distribution donc de politique avec ses choix. De cette injustice l'État est la fois le responsable et la solution ; responsable parce que dévoyé par des « élites ». La citoyenneté, qui se module de façons diverses selon les aires nationales, devient l'idéologie sous laquelle sont menées, par la classe capitaliste comme par le prolétariat, les luttes de classes.

La citoyenneté nationale (existante ou revendiquée selon les États) se conjugue majoritairement en « identité populaire authentique ». S'il s'agit d'une construction idéologique, elle répond cependant aux problèmes réels de l'époque : l'État ; la société salariale, la mondialisation avec ses gagnants et ses perdants. Comme toute idéologie, si elle répond aux problèmes réels c'est de façon « « inauthentique », elle ne fait que leur *correspondre* les traitant comme valeurs métamorphosant, dans leur origine, les antagonismes de classes en conflits culturels. Il s'agit, dans l'opposition entre les riches (du moins, qui ne créent pas d'emplois, nationaux) et les pauvres, de réinstaurer le local (actualisé) et son appartenance, la famille, la « sécurité », une protection sociale « méritée et non dévoyée » et l'authenticité du peuple contre la mondialisation ayant rompu la communauté nationale. Toutes les conflagrations sociales ont changé de nature, nous ne pouvons plus les comprendre comme la crise du programmatisme et même de sa fin, ni même comme son au-delà pour lequel il demeurerait la référence. *La référence est obsolète*, même si, dans cette autre configuration de la lutte des classes, nous demeurons évidemment dans un monde où l'accumulation de plus-value demeure le principe. Le paradigme même de l'interclassisme n'est pas vraiment pertinent, s'il fait référence à un être de classe constitué avant le rapport entre les classes et la pratique.

[28] Les rapports de distribution, c'est la relation fétichiste des revenus à leur source comme facteur autonome, cette relation est inhérente au mode de production et aux rapports de production. Relation fétichiste en ce qu'elle lie le travail à une certaine fraction de la valeur produite, alors que le travail (producteur de valeur, substance de la valeur) crée tout autant les autres fractions de la valeur distribuée (profit, intérêt, rente). Qu'est-ce que le travail salarié comme *rapport de production* ? Ce n'est pas en tant qu'échangistes que prolétaires et capitalistes se font face, mais en tant que pôles d'un rapport social, en tant que classes (Marx, *Chapitre inédit*, Éd. 10/18, p. 262-263). Si on relie, comme cela se passe dans les rapports de distribution, le travail au salaire, il est alors tout aussi légitime de lier capital et profit ou intérêt, terre et rente.

Les luttes de classes ne peuvent être que multidimensionnelles, y compris dans les catastrophes écologiques. Nous allons au-devant de toutes sortes de conflits imbriqués les uns dans les autres avec une définition mouvante des camps et des adversaires, avec des luttes internes et des oppositions très diverses à l'intérieur même des « camps ».

Il y avait toujours, auparavant, la classe ouvrière ramenant tout à l'unité absorbante d'une seule contradiction. Cette contradiction était l'essence de tout, elle avait une forme simple et homogène, comprenait tout, expliquait tout, mais…comme une avalanche emporte tout sur son passage. Tout le reste n'était que phénomènes et accidents, contingences. Auprès de l'économie toutes les autres instances du mode de production capitaliste ne faisaient que de la figuration.

La configuration actuelle des luttes de classes est la résultante de multiples éléments qui se combinent et se hiérarchisent de manières diverses selon les moments et les lieux. Mondialement, la situation est le résultat diversifié d'un faisceau d'éléments selon leur prégnance et leur densité : dictature de la subsomption réelle sur la société, profondeur de la crise dans son identité (suraccumulation et sous-consommation), dénationalisation et délégitimation de l'État, asystémie de la revendication salariale, zonage de la mondialisation, déconnexions de la force de travail, effets possibles d'une surdétermination des rapports de production par les rapports de distribution. Les luttes de classes se jouent dans le « dosage », les modalités spécifiques régionales, nationales, locales, d'articulation et de hiérarchie de ces éléments, parce que la mondialisation est un système à développement inégal de mobilisation et d'exploitation de la force de travail.

La lutte de classe comme combinatoire

Nous sommes partis de la « critique de la raison théorique » et d'une approche générale de la lutte de classe actuelle dans le passage de l'objectivité des contradictions à leur subjectivation. Il nous faut parvenir à une construction *abstraite* de cette situation actuelle, c'est-à-dire bâtir un modèle qui permet de construire, à partir de cette situation, la contradiction entre le prolétariat et le capital. Un tel modèle (abstraction) permet de débrouiller l'écheveau du cours immédiat des luttes. Nous allons nous trouver dans le monde des particules élémentaires de la lutte des classes, là où les effets de chaleur, de souffle et de rayonnement s'évanouissent pour laisser place à la

valse abstraite des bosons, ou, plus trivialement, à l'infinie combinaison des pièces d'un « Lego ». Dans cette combinatoire d'éléments dans lesquels se constituent les luttes actuelles, il ne s'agit pas de types de luttes divers (bien qu'ils en proviennent), mais d'éléments « purs » ou « abstraits » Il ne s'agit pas non plus d'une convergence attendue entre eux.

1) *Crise du rapport salarial et société salariale*

Si le rapport salarial est maintenant au cœur de la crise actuelle, c'est que la consommation ouvrière est insuffisante, par rapport à la production croissante. Trop de plus-value a été transformée en capital constant proportionnellement à sa transformation en force de travail supplémentaire ou en croissance des revenus, en fin de compte la production de moyens de production ne peut jamais qu'être au service de la consommation finale[29]. Trop de plus-value a été transformée en capital constant parce que le but de la production capitaliste est la production maximale de plus-value et la réduction relative de la consommation ouvrière. Cette réduction bloque alors la reproduction optimale du capital.

Cette même crise du rapport salarial devient crise de la société salariale et de la légitimité de l'État. Le champ de la lutte des classes s'élargit du *rapport salarial* à la *société salariale* où les rapports de production capitalistes ne sont vécus que comme des *rapports de distribution*. Les formes de la distribution s'autonomisent alors comme objet de la lutte de classe. L'injustice de la distribution a un responsable qui a « failli à sa mission » : *l'État*.

2) *Asystémie de la revendication salariale*

Depuis longtemps la lutte revendicative n'est plus la voie royale de la montée en puissance de la classe ouvrière se renforçant, s'unissant pour devenir « l'avenir du monde », comme ce le fut en Occident, centre du capitalisme mondial. De son côté, pour la classe capitaliste, la grève revendicative n'est plus légitime, systémique dans un processus conflictuel interne et largement national d'accumulation appelé « fordiste », comme elle avait pu l'être. La revendication ne construit plus un rapport au capital comportant la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa base, sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la reproduction du capital, dans ses modalités historiques, venait confirmer. Avec

[29] « … la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle. » (Marx, *Le Capital*, Éd. Sociale, t. 6, p. 314).

la crise du « régime fordiste d'accumulation » et son dépassement dans la restructuration du mode de production capitaliste au cours des années 1970-1980, lentement, dans le rapport entre prolétariat et capital, la revendication salariale devient illégitime et même « hors système ». Le « partage des richesses », de question essentiellement conflictuelle dans le mode de production capitaliste est devenu, en outre, *tabou,* dans les pays du centre, ainsi qu'en Chine et dans les pays périphériques, chacun selon leur configuration dans la mondialisation.

Il y a une erreur à éviter, celle qui consisterait à simplement considérer cette attaque du salaire comme une constante linéaire du capitalisme allant en s'aggravant. Dans la phase antérieure du mode de production capitaliste, dans les pays centraux cette exploitation produisait ses propres conditions d'effectuation alors optimales du point de vue même de la valorisation du capital.

3) La crise du travailleur libre

a) *L'achat global de la force de travail*

Mondialement, la classe capitaliste présuppose comme à disposition une totalité de force de travail soit, dans les pays centraux, par son achat global, soit, dans les périphéries, par la destruction toujours à répéter de tout lien entre l'individu et ses moyens de travail et reproduction. À partir des aires centrales, c'est la force de travail mondiale qui est *mobilisée*, le dispositif de l'achat global s'étend *en se différenciant* à l'ensemble du monde jusqu'à déterminer ceux qui doivent plus ou moins survivre tout en participant et assurant la mise en valeur des secteurs « formels ».

Dans les pays centraux (surtout), il tend à y avoir péréquation entre revenus du travail et revenus d'inactivité et institutionnellement contagion entre les deux. La force de travail est présupposée comme propriété du capital en ce que le capital paie sa reproduction individuelle en dehors même de sa consommation immédiate en tant que fraction de la force de travail générale (représentant la totalité du travail nécessaire), fraction du travail nécessaire global.

b) Le caractère très majoritairement contraint des dépenses ouvrières.

c) L'absorption, au travers de la régulation de la consommation par toutes les formes d'endettement et de fonds, de la petite circulation dans la grande circulation. Est-ce que nous n'en sommes pas à la possibilité de « s'emparer directement du travail d'autrui » et à la remise en cause de cet échange libre que Marx considère comme une « formalité essentielle », quand les formes socialisées du salaire assurent plus ou moins (le « moins » actuel est une forme de la généralisation du « plus ») une liaison entre le travailleur et la subsistance (exemple, : RSA, ASS, en France ; impôt négatif, revenu garanti ...) ?

4) La question des surnuméraires et son idéologie

Pour Marx il existe plusieurs catégories de surnuméraires. L'accumulation demande des bras, mais elle augmente dans le même temps l'offre en fabriquant des surnuméraires. Les « surnuméraires » ne forment pas un bloc indifférencié : a) le nombre d'ouvriers exploités augmente mais baisse relativement à l'échelle de la production ; b) existe alors une surpopulation à l'état flottant dans les campagnes qui se convertit en urbaine (ce qui n'est plus valable que dans des pays de la périphérie) ; c) la catégorie stagnante devient la base de branches d'exploitation spéciales : temps de travail au maximum et salaire minimum ; d) enfin : l'enfer du paupérisme (faux-frais de la production capitaliste)[30].

« Mais plus cette armée de réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche de Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. *Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste*. L'action de cette loi, comme tout autre, est naturellement *modifiée par des circonstances particulières* [nous soulignons cette importante nuance]. » (« La loi générale de l'accumulation capitaliste[31]. »

Dans un système mondial d'exploitation où l'emploi salarié est largement organisé comme précaire et en rotation sur des masses parfois énormes, le capital libère une masse de travail disponible supérieure à celle qu'il absorbe productivement, c'est à la fois la condition de ces nouvelles modalités d'exploitation et un réel problème de « régulation ». En Occident, l'emploi précaire progresse fortement, mais reste minoritaire. Ailleurs, c'est plus important voire majoritaire. Partout, il s'agit plus souvent des conditions de

[30] Sur ces différentes catégories de « surnuméraires : Marx, *Le Capital*, Éd. Sociales, L. 1, t. 3, p. 83.
[31] *Ibid*., p. 87.

travail qui se dégradent, et en Occident une flexibilisation dans diverses variantes. La question de la « surnuméralité » de la force de travail disponible est toujours relative, elle n'a de sens comme configuration des contradictions du MPC et de la lutte des classes que contextuellement et localement.

Mais toute une théorie fonctionne sur une humanité qui, dans son ensemble, serait plus ou moins réduite à des surnuméraires réels ou potentiels *regardant* passer l'accumulation infinie du capital et des marchandises (voir dans ce numéro, la critique de la revue *Stoff*). Quand les « surnuméraires » deviennent la définition du prolétariat, l'exploitation comme contradiction de classes est alors invisibilisée.

5) Interclassisme

« C'était la première révolution [la Commune] dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale même par la grande masse de la classe moyenne de Paris – boutiquiers, commerçants, négociants – les riches capitalistes étant seuls exceptés. La Commune l'avait sauvée, en réglant sagement cette cause perpétuelle de différends à l'intérieur même de la classe moyenne : la question des créances et des débiteurs. Cette même partie de la classe moyenne avait participé à l'écrasement de l'insurrection ouvrière en juin 1848 ; et elle avait été sur l'heure sacrifiée sans cérémonie à ses créanciers par l'Assemblée constituante[32]. » Il faut aussi lire la suite où il est question du paysan parcellaire. Bien sûr, de nos jours, les mesures ne seraient pas celles de 1871, mais le processus est le même *à la différence* que l'affirmation du prolétariat comme seule classe « capable d'initiative sociale » est dans son « initiative » son abolition (ce qui n'était pas le cas en 1871).

C'est dans les années 1920, c'est-à-dire quand se confirme le passage du mode de production en subsomption réelle du travail sous le capital, que les questions qui jusque-là étaient posées comme celles relatives aux « alliances » ou aux « compromis » commencent à être posées de façon *négative* comme « interclassisme ».

Le terme d' « interclassisme » *présuppose une théorie*. Question épistémologique : il faut distinguer ce que l'on appelle un « fait » (encore faut-il le délimiter en tant que tel), c'est-à-dire la coprésence de salariés ouvriers, de

[32]Marx, *La guerre civile en France*, Éd. Sociales, 1963, p. 69.

salariés employés, avec des statuts différents (plus ou moins précaires), toute une segmentation, des artisans, des petits patrons, et la *construction théorique de cette coprésence sous le concept d'interclassisme*.

L'interclassisme découle évidemment de certaines caractéristiques de la crise ouverte en 2008 : l'injustice sociale via le fisc dont le responsable est l'État, identité crise de suraccumulation et crise de sous-consommation, détermination du salaire comme rapport de production par le salaire comme rapport de distribution et, couronnant tout cela, le peuple et le « populisme », le local, les élites, les riches et les pauvres, le territoire et le local, le peuple avec sa culture et sa « *common decency* ».

C'est pourtant bien à partir de ses intérêts propres que chaque composante se retrouve dans un mouvement interclassiste, mais l'interclassisme est alors pour chacun de façon *interne*, le cours de son action propre. L'interclassisme n'est pas une addition, mais la résultante de ces intérêts propres intérieurement affectés par leur coexistence ; *se fondant* dans une revendication commune, *les conflits apparaissant sur la base de cette pratique et de cette revendication communes*. Toutes les classes et segments de classes présents dans un mouvement interclassiste ne se contentent pas de se côtoyer, ils agissent ensemble et les uns sur les autres, pratiquement et politiquement, que ce soit pour s'exclure, pour s'allier, pour nier leur propre existence ou celle de l'autre, pour s'affronter ou simplement se caractériser eux-mêmes.

6) *Le débordement*[33]

À la suite de la crise de 2008 qui, avec les *subprimes*, met au grand jour la déconnexion entre la valorisation au niveau mondial du capital et la reproduction de la force de travail à la fois enfermée localement ou nationalement et engagée dans une concurrence mondialisée, les « conditions de vie indignes » et les inégalités deviennent insupportables, comme les « réformes » des retraites, des assurances chômage et du code du travail. Ce sont tous les ressorts qui des rapports de production mènent à l'autoprésupposition du capital avec tout ce qu'elle comporte de légitimité qui se défont. La « légitimité » c'est le nœud du conflit entre des gouvernements qui en sont dépourvus et les luttes et mouvements contestataires, dans leur

[33]Voir Michel Kokoreff, *La Diagonale de la rage, Une histoire de la contestation sociale en France des années 1970 à nos jours,* Éd. Divergences, 2021.

diversité de formes, d'objectifs et de composition sociale. Du côté de l'État, de tous ses appareils et de la classe dominante, la « légitimité reconnue » a été perdue. Pour ces luttes, leur puissance, partout dans le monde, réside dans leur faculté à mobiliser de la légitimité, ce dont manque cruellement les États qui leur font face et les firmes multinationales, ou non. Cette légitimité a été perdue de par la tripartition zonale de la mondialisation et sa répétition à toutes les échelles, perdue dans le découplage entre la reproduction du capital et la reproduction de la force de travail, perdue dans la dénationalisation de l'État. C'est le gouvernement (l'État) qui, lui, se veut incontrôlable.

Il n'y a jamais eu, dans tous les pays centraux et dans toutes les « périphéries », autant de manifs sauvages, de blocages, de « cortèges de tête », etc. On peut avec raison considérer avec méfiance et suspicion la diversité de composition sociale de tous ces mouvements, il n'empêche que tous manifestent (jusqu'à la « génération Z », la « GenZ ») une délégitimation de tous les organes qui, des rapports de production à l'État, en passant par la société civile, la représentation politique et les «appareils d'État » construisent l'autoprésupposition du capital ou plutôt en sont produits comme les organes. Il n'y a plus de formation politique pour capter la force des luttes, simultanément, les leaders syndicaux de terrain se radicalisent. Vouloir *a priori* séparer le bon grain de l'ivraie, c'est ne pas comprendre que c'est dans le maelström que les différentes classes et fractions, selon leur place dans les rapports de production, produisent, dans la lutte, les vraies distinctions et objectifs au-delà des statistiques socio-professionnelles de l'Insee[34].

[34] Il faut reconnaître que, momentanément, les textes appélistes ont collé à la situation. Si l'on en revient aux textes critiques de leurs thèses publiés dans la revue *Meeting*, on constate que si ces critiques sont absolument justes, le problème est qu'elles ne « collent » pas à la situation que couvrent les textes appélistes. Ce qui leur manque c'est dans la critique même de donner un sens à ce que l'on critique, et non de dénoncer des « erreurs ». Il faut que la critique donne un sens dans sa critique à ce que l'Appel donne un sens. La critique ne dit pas en quoi l'Appel « a raison ». Ce qu'il faut expliquer ce sont les 100 000 exemplaires vendus de « l'*Insurrection qui vient* » et non seulement les erreurs théoriques du texte. Il faut attendre le début des années 2000 pour qu'une production théorique (en dehors du gauchisme de la répétition) renoue la liaison entre l'analyse de la situation et « ce qu'il faut faire » (ce qui était évident et allait de soi dans toutes les variantes du programmatisme, et qui s'était perdu). Si l'appélisme reprend quasiment toutes les problématiques de l'IS, l'IS n'avait jamais dit ce qu'il fallait faire (sauf, peut-être, dans un texte débile de Trocchi dans le n° 8, critiqué avec beaucoup de gêne dans le n° 9, il est amusant de relever que le texte de Trocchi n'est pas très éloigné des communes tarnaciennes) dans la mesure où les situationnistes s'imaginaient que ce qu'ils écrivaient rendait compte adéquatement et parfaitement de ce qui était en train de se faire, sans avoir à donner de consignes.

C'est la figure, apparue en France en 1995, des « mouvements sociaux » qui est *débordée*. On pourrait écrire une généalogie française de ce « débordement » (Kokoreff) depuis la fin des années 1970 :

- en 1979, les sidérurgistes lorrains rencontrent « l'autonomie parisienne » dans la manifestation du 23 mars ;
- en 1986-1987, la longue grève des cheminots, dans un milieu très syndiqué, voit l'apparition des coordinations ;
- de 1988 à 1991, ce sont les coordinations infirmières qui dirigent la lutte ;
- en 1991, les mobilisations contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle) n'entrent dans aucun cadre institutionnel ;
- l'émergence dans les « quartiers populaires » de formes d'action et de mobilisation collectives inédites, s'autonomisant, parfois durement vis-à-vis de leurs « soutiens ».
- les ZAD apparaissent dans les années 2010 (Sivens). À Notre-Dame-des-Landes, la scission entre « négociateurs » et « ingouvernables » qui refusent de créer des formes d'organisation témoigne de la période ;
- l'irruption en 2018 des Gilets jaunes, venus d'une France imprévisible, s'insurgeant contre la vie chère et les fins de mois difficiles, les injustices sociales et fiscales, le mépris des gouvernants et des puissants.

Cheminots, infirmières, banlieues, Gilets Jaunes, écolos radicaux ou étudiants, ce sont de nouvelles formes d'action loin des pratiques syndicales usuelles qui apparaissent. Les grands mouvements de 1995 contre le plan Juppé (la dernière victoire d'une lutte avec celle contre le CPE de 2006[35]) sont eux-mêmes traversés, comme en 2003, d'une prise en charge « basique » inhabituelle, comme le mouvement contre la réforme des retraites de 2010. Dans ce même milieu des années 1990, émergent de nouveaux acteurs : DAL, 1991 ; AC, 1994 ; Attac, 1998 ; Act Up, 1989 ; sans-papiers avec Saint-Bernard en 1996.

Il ne s'agit pas de construire l'image d'une opposition radicale entre les formes autrefois usuelles des conflits sociaux ou entre classes, toujours produites et reproduites dans les conditions nécessaires de l'autoprésupposition du capital, et leurs contestation et remise en cause. La particularité des luttes actuelles, construites dans un cycle de luttes dont l'unité – quelles qu'en soient les

[35]La « victoire » de cette dernière est incompréhensible sans sa liaison avec les émeutes de banlieues de la fin de 2005.

formes – est de faire de la lutte en tant que classe (et de toute autre lutte) sa propre limite. Entre les « formes usuelles » et leur remise en cause ou contestation, le plus important pour saisir le moment présent c'est la circulation et la porosité des formes d'action dans le procès d'une même lutte.

Il arrive que dans ces conjonctions émerge un élément ne se réduisant pas à la simple addition et juxtaposition de ses origines. En 2016, en France, dans la simultanéité des « manifestations classiques », de leurs débordements rejoints par une grande partie des manifestants « ordinaires », et des « Nuits debout » a émergé, dans la conscience que dans sa totalité le mouvement pouvait avoir de lui-même, l'illégitimité, l'asystémie de toute revendication vis-à-vis du capital.

Kokoreff écrit : « On observe une double polarisation : d'un côté un pôle qui vise à revitaliser la démocratie et à favoriser l'accès à la citoyenneté du plus grand nombre par l'expérimentation de dispositifs "participationnistes" ; de l'autre, un pôle qui en appelle à des formes d'action et de vie, sinon marquées par la radicalité, du moins plus adéquates à leurs aspirations à l'autonomie ; ou encore un pôle qui tourne autour de l'écologie politique et de la désobéissance civile et un autre inspiré par les courants révolutionnaires maintenant le communisme comme expérience de vie, plus que comme idéal[36]. »

D'où des tensions au niveau des stratégies pour trouver ou non des débouchés aux mouvements et aux luttes. Deux stratégies alors s'affrontent qui ne recouvrent pas exactement des appartenances de classe selon les critères socio-professionnels : celle de la radicalité, de la désertion du champ politico-syndical, du débordement, de l'insurrection ; celle du « recentrage » par l'alliance entre militants radicaux et syndicalistes dans la mouvance de Solidaires.

7) Société civile

Par *société civile* nous entendons l'ensemble des instances, associations, organisations, institutions, dispositifs de négociation et de traduction des conflits, par lesquels les rapports de production du mode de production capitaliste existent, dans leur histoire spécifique sur une aire nationale, en tant que représentation et articulation de leur reproduction

[36] Kokoreff, *op. cit.*, p. 268.

vis-à-vis du pouvoir politique et des appareils directement étatiques. L'État pose lui-même en tant qu'élément du procès de production et de reproduction du capital la transformation des rapports sociaux, qui se définissent dans ce procès, en rapports sociaux existant par rapport à lui, l'État. Le résultat de cette transformation c'est la « *société civile* », en tant que médiation de l'État aux rapports de production. La société civile est la forme nécessaire que prennent les rapports de classes en ce qu'ils impliquent l'existence de l'État qui s'en sépare et est une abstraction par rapport à eux.

8) Crise de la représentation politique

L'État c'est le gourdin, de l'ASE au LBD. C'est une machine qui transforme la violence réciproque parcourant toutes les facettes de la lutte des classes en seule violence légitime, celle de la reproduction du mode de production capitaliste. Avec la désagrégation du « mouvement ouvrier », de ses instances et institutions, la démocratie représentative s'effondre en même temps que *la politique* qui est le rapport réciproque de l'État à la *société civile* (transcription en termes étatiques des rapports de production). La *représentation*, pacifiée en « volonté générale », d'une société reconnue comme nécessairement conflictuelle (c'est là toute la force de la démocratie) est un travail et non un reflet. C'est-à-dire que dans le fonctionnement démocratique de l'État, la réification et le fétichisme sont des *activités*, c'est la politique comme partis, débats, délibérations, accords et programmes électoraux, rapports de force dans la sphère spécifique de la société civile, décisions. Tout cela s'est décomposé et n'a plus guère d'efficience. Même si, dans certains pays périphériques, une société civile cherche à se constituer ou à exister véritablement, à l'occasion de luttes de grande ampleur. Le problème de la démocratie est actuellement de ne plus connaître qu'une seule particularité de la totalité sociale apte à concourir, la disparition de l'identité ouvrière et de sa représentation a entraîné toutes les autres dans son naufrage. La reconnaissance de la classe ouvrière avait été historiquement au cœur de la construction de la démocratie, elle en fut même le moteur et le critère.

9) Démocratisme radical

Ce que nous entendons par démocratisme radical ne désigne pas seulement une idéologie (« le citoyennisme »), c'est une pratique dont le contenu consiste à formaliser et entériner les limites des luttes actuelles dans leur spécificité. Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque. Le prolétariat produit tout ce qu'il est, toute son existence dans les catégories du capital, c'est pour cela qu'il peut en être l'abolition ; mais c'est aussi toute la limite des luttes de cette période que formalise le démocratisme radical : entériner l'existence de la classe dans le capital. Pour le démocratisme radical la critique du mode de production capitaliste se limite à la nécessité pour le prolétariat de maîtriser ses conditions d'existence : la démocratie revendiquée comme radicale (et sociale, voire écologique), le prolétaire est remplacé par le citoyen (impliqué), la révolution par l'alternative[37]. Si le démocratisme radical a connu son apogée au début des années 2000, il n'est pas évident qu'il ne soit plus présent et actif dans les actes et la formalisation idéologique des luttes actuelles.

10) La citoyenneté comme luttes

Si la nation, la citoyenneté, le peuple sont le langage des luttes actuelles c'est une « préemption » bien fragile des luttes qu'effectuent ainsi les classes dominantes. Du côté des prolétaires, la nation contient suffisamment de failles et de contradictions pour remettre en cause ce dans quoi ils s'étaient définis[38]. La crise de 2008 a révélé l'identité entre crise de suraccumulation et crise de sous-consommation. Avec la crise du rapport salarial qui en a résulté, l'État est devenu le responsable et la cible de l'injuste répartition. La citoyenneté devient alors l'idéologie sous laquelle est menée la lutte des classes.

[37] Voir : Roland Simon, *Le démocratisme radical*, Éd. Senonevero, 2001 et *TC* 17.
[38] Voir, dans ce numéro, **«** Européennes 2024 ».

11) La contradiction femmes/hommes : un tournant ?

Existe-t-il depuis *MeToo* un « tournant institutionnel du féminisme » qui fait d'une contradiction structurelle une somme de comportements déviants ? Il est vrai que tous les comportements sont constitutifs de la structure mais, pris en eux-mêmes, ils ne sont plus qu'une affaire de comportement et de morale. On constate cependant que dans le cours des luttes existe une tension entre la confirmation du rôle traditionnel (Gilets jaunes) et la remise en cause inhérente à cette confirmation.

Même si nous pouvons ramener la définition des femmes et leur appropriation, à la population, ce n'est pas là le seul objet de luttes[39]. Tout ramener immédiatement à la population, c'est ne pas voir comment la contradiction entre les femmes et les hommes existe et se construit ; il ne s'agit plus alors que d'un mode de production très abstrait dans lequel les hommes ne sont plus que des figures « théoriques » et transparentes. La lutte contre la naturalisation de l'assignation se déroule à tous les niveaux, car la catégorie naturelle est éternisée pour justifier tout le reste (les boulots, les enfants). Dans tous les moments, les caractéristiques féminines sont produites naturalisées. Sans le *care* et la « valorisation des autres » pas d'«amour maternel ». Sans soumission des femmes aux hommes, pas de rapports sexuels. Chaque moment rend possible la naturalisation de la définition par la reproduction biologique. Sans tous ces moments, « ça ne marche pas ».

[39] Partir de la reproduction (biologique) et de la place spécifique des femmes dans cette reproduction c'est présupposer comme donné ce qui est le résultat d'un processus social. Le point de départ est ce qui rend cette place spécifique comme construction et différenciation sociale : les modes de production jusqu'à aujourd'hui. Jusqu'au capital inclus où la chose devient contradictoire, la source principale de ce surtravail est bien sûr le travail, ce qui signifie la population. La population comme principale force productive n'est pas plus un rapport naturel que n'importe quel autre rapport de production. Posséder un utérus ne signifie pas « faire des enfants », pour passer de l'un à l'autre il faut tout un dispositif social d'appropriation et de mise en situation (de mise en fonction) de « faire des enfants », dispositif par lequel les femmes existent et qui est le fondement de toutes les appropriations et assignations. Posséder un utérus est une caractéristique anatomique et non déjà une distinction, mais « faire des enfants » est une distinction sociale qui fait de la caractéristique anatomique son fondement « naturel ». Il est dans l'ordre de cette construction sociale, de ce dispositif de contrainte, de toujours renvoyer ce qui est socialement construit, les femmes, à la biologie. La nécessaire appropriation du surtravail, phénomène purement social (le surtravail ne tient pas à une supposée surproductivité du travail) qui suppose le travail et la population crée les genres et la pertinence sociale de leur distinction sur un mode sexuel et naturalisé.

12) Luttes dans les « pays émergents »

La dissociation territoriale et fonctionnelle, élément de la mondialisation sous supervision américaine, qui travaille le prolétariat des « pays émergents » bloque la formation d'identités nationales ou ouvrières qui réclament de se stabiliser dans un système de reproduction nationalement cohérent, et ouvre la voie à des luttes interclassistes comme en témoignent les soulèvements politiques qui parcourent depuis deux ans l'Asie du Sud et du Sud-Est. Le prolétariat des pays « émergents » ne peut affronter les conditions qui lui sont faites comme des conditions particulières sur lesquelles il pourrait avoir le moindre contrôle. Ses propres conditions sont inséparables de celles des paysans, des diverses catégories de précaires et de populations flottantes, et des classes moyennes traditionnelles. Ils en viennent et y retournent souvent, y trouvent en partie une base de leur reproduction. Voir les luttes en Thaïlande entre les royalistes (les chemises jaunes) et les partisans et surtout partisanes de l'ancien Premier ministre (les chemises rouges). Idem en Indonésie, au Mexique, etc. En Égypte, en 2011, les ouvrières en lutte de Mahallah ou de Mansoura (les grands centres textiles du Delta) travaillent souvent pour leur dot et retournent à la campagne ou dans des quartiers du Caire, d'Alexandrie ou de Suez, véritables extensions urbaines du village. Nous avons là le marais de l'interclassisme, la source d'affrontements violents, mais aussi la possibilité que les intérêts propres du prolétariat deviennent ceux de la « société » et s'abolissent, dans leur défense, comme intérêts propres. Devenir les intérêts de la société, cela signifie la capacité dans les mesures prises (la communisation) d'absorber toutes les classes ou couches opprimées en lutte, ce qui est le processus même du prolétariat s'abolissant comme classe dans la lutte concrète contre la reproduction du capital. « Faire valoir son intérêt particulier comme intérêt général (universel) », la pratique même de toutes les classes dominantes, c'est très spécial pour le prolétariat : c'est sa propre abolition.

C'est par facilité de langage que nous avons utilisé jusqu'ici les termes de « centre » et de « périphérie ». Dans la mondialisation issue de la restructuration des années 1970-1980, on ne peut plus découper la reproduction du mode de production capitaliste en centre et périphéries, termes qui renvoient à une stricte et rigide différenciation dans des rôles fixes. La mondialisation définit des *positions dominantes* et des *positions subalternes* dans l'espace à la fois *hiérarchisé* et *continu* des « chaînes de valeur » et globalement dans la reproduction de chaque capital particulier ou de chaque capitalisme national. Elle a aboli cette division et établi une continuité

productive entre « centre» et « périphéries » intégrant l'ex prolétariat périphérique dans la segmentation générale de la force de travail.

Polarisation et diffusion du capital ne sont pas exclusives l'une de l'autre en tant que transformations de la plus-value en capital additionnel. Le rapport d'exploitation est susceptible de faire sien et d'articuler toute disparité locale et historique. Toute la classe ouvrière, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doit faire face en tant que telle à tout le capital. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est-à-dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international ne prédétermine cette transformation. La fin de la dichotomie entre centre et périphéries ne signifie pas la fin de la polarisation de l'accumulation. Le système monétaire et financier coiffe et rend cohérent l'ensemble, ramenant à un commun dénominateur les disparités productives et représente en chaque capital particulier la contrainte à la mondialisation.

Si nous trouvons à la racine de la mondialisation la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, cette déconnexion était un zonage géographique du mode de production capitaliste : des hypercentres capitalistes regroupant les fonctions hautes dans la hiérarchie de l'organisation des firmes (finance, haute technologie, centres de recherche…) ; des zones secondes avec des activités nécessitant des technologies intermédiaires, zones à la limitation floue consacrées aux activités de montage souvent en sous-traitance, et regroupant la logistique et la diffusion commerciale ; enfin, des zones de crises perpétuelles soumises de temps à autre à quelques expéditions sécuritaires préventives, dans lesquelles prospère toute une économie plus ou moins informelle sur des produits légaux ou non, à côté de quelques enclaves ou entreprises plus formelles (comme souvent en Afrique subsaharienne : grandes plantations, mines, exploitation d'hydrocarbures ; téléphonie mobile, banques par smartphone), économie qui le plus souvent s'articule avec les autres niveaux de la valorisation du capital et de la reproduction de la force de travail employée par ailleurs.

Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage, il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Chacune de ces zones a des modalités de reproduction spécifique. Ce zonage se doit d'être une mise en abyme : *chaque niveau d'échelle*, du monde au quartier, reproduit cette tripartition. La disjonction est totale entre la valorisation mondiale unifiée du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation.

Entre les deux, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui définissait le fordisme, a disparu.

Ce zonage est entré en crise dans la crise actuelle. Il tend à devenir contre-productif. L'identité, dans celle-ci, entre crise de suraccumulation et crise de sous-consommation signifie que la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail est devenue un problème. Dans cette identité de la crise, la déconnexion qui était fonctionnelle à une phase du mode de production devient contradictoire à sa propre poursuite. Cela tant au niveau de l'architecture mondiale de la réalisation faisant des États-Unis le consommateur en dernier ressort, qu'au niveau, tout aussi important et peut-être plus pour la suite, du développement « national » des « capitalismes émergents ». On ne reviendra pas en arrière, mais la mondialisation peut prendre un autre tour indéfinissable actuellement et qui ne pourrait être qu'une fonction de nouvelles modalités de la valorisation et du rapport d'exploitation.

Cette déconnexion était un système mondial. La Chine, l'Inde, le Brésil, etc. y avaient leur place à la fois comme puissances économiques autonomes montantes et pièces de cette structure mondiale.
Toute la géographie de la reproduction mondiale du capital et son zonage en abyme se délite. Cependant, si le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital n'est mis en œuvre, n'existe que comme cycle mondial, l'analyse de ce rapport contradictoire ne peut en rester au stade d'une abstraction générale considérant comme immanent à chaque lutte, le caractère mondial de cette contradiction en dehors des spécificités inhérentes qu'elle produit.

Le prolétariat des pays « émergents » ne porte probablement pas l'avenir de la « révolution communiste mondiale », mais il y participera dans la même dynamique, celle de la propre remise en cause du prolétariat dans son affrontement avec le capital, et cela à partir de ses propres conditions[40].

13) Jonction entre les luttes dans la production et dans la reproduction

Deux citations de Hegel pour poser correctement la question :

« Les expressions : *unité* du sujet et de l'objet, du fini et de l'infini, de l'être et de la pensée, etc., présentent cet inconvénient que les termes d'objet et

[40] Nous plaçons en annexe de ce « Propos d'étape», une brève présentation plus ou moins événementielle des affrontements récents (2024) au Bangladesh, etc.

de sujet, etc. désignent ce qu'ils sont *en dehors de leur unité* ; dans leur unité ils n'ont donc plus le sens que leur expression énonce ; c'est justement ainsi que le faux n'est plus comme faux, un moment de la vérité[41]. »

Dans la *Science de la logique* : « Les opposés sont avant la synthèse quelque chose de tout autre qu'après la synthèse, ils sont des opposés et rien de plus, l'un est, ce que l'autre n'est pas, et l'autre ce que l'un n'est pas[42]. » Est-ce qu'avec Hegel, nous pouvons reconnaître que « l'être-autre complet » (l'être qui a intégré son autre dans son propre développement : « le concept ») est nécessaire pour constituer la synthèse (voir plus loin) ?

La construction actuelle des luttes de classes est une vaste et instable combinatoire. Poser la question en termes de jonction relève peut-être encore d'une conception substantialiste des classes (voir *TC* 27).

Si le point de départ, le fondement, de la définition des classes est une situation objective donnée comme une place dans une structure, parce que cela signifie une *reproduction conflictuelle* et donc la mobilisation de l'ensemble du mode de production, cela implique une multitude de rapports qui ne sont pas strictement économiques dans lesquels les individus vivent cette situation objective, se l'approprient et *s'autoconstruisent comme classe dans la lutte avec une autre classe*. « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence[43] .»

Alors qu'à l'apogée du cycle de luttes précédent (en Occident), à la fin des années 1960, les luttes emblématiques se déroulaient chez General Motors, à Renault Billancourt ou à la Fiat, aujourd'hui les luttes emblématiques se fixent sur l'ensemble de la reproduction. Soit, nous estimons qu'il s'agit d'attendre que les rapports de production remettent tout le monde en place, soit, sachant que le « rappel à l'ordre » des rapports de production ne s'effectue que dans leurs formes d'apparition constituant la vie quotidienne (voir ci-dessous), c'est ce chaos que sont les luttes de classes dans chaque aire nationale ou régionale et au niveau mondial qu'il s'agit de décrypter.

Aujourd'hui c'est la conjonction des contradictions à tous les niveaux et dans toutes les instances de la reproduction qui constitue la lutte de classe immédiatement au niveau de la reproduction comme ensemble du rapport entre prolétariat et capital. Si nous pouvons apercevoir des annonces de ces « débordements » (cf. le point 6), au Chili, au Soudan, en Biélorussie (où le mouvement démocratique a été largement ouvrier jusqu'à l'investissement des

[41]Hegel, *Préface* à la *Phénoménologie de l'Esprit*, t. 1, Éd. Aubier-Montaigne, p. 35.
[42]Hegel, *Encyclopédie des sciences philosophiques. La science de la logique*, Éd. Vrin, « L'Être », § 61.
[43]Marx et Engels, *L'Idéologie allemande*, Éd. Sociales, 1968, p. 93.

usines par les polices et autres milices), en Indonésie, ou au Liban dans le cours des grèves des travailleurs migrants (mai 2020), c'est l'énorme insurrection ouvrière en Birmanie/au Myanmar (2021) suite au coup d'État militaire (voir ci-dessous, dans l' « Annexe ») qui pourrait nous en fournir actuellement le meilleur exemple.

Les luttes dans les entreprises, celles qu'on peut qualifier comme se déroulant dans le procès de production immédiat, là où les choses *paraissent* encore simples en ce que le rapport d'exploitation *paraît* très compréhensible et impossible à méconnaître[44] font partie de la vie quotidienne. La lutte de classe dans son existence la plus triviale, dans le cadre du travail à l'intérieur du procès de production *immédiat*[45] existe dans les « illusions de la distribution » et les conforte. Les luttes en entreprises, sur les lieux de travail et de production (ou de circulation, etc.), s'inscrivent dans la vie quotidienne en ce qu'elles participent et sont au fondement des métamorphoses des rapports de production

Dans la contradiction entre le prolétariat et le capital, il existe un hiatus entre le « plancher de verre » que constitue la production pour les mouvements sociaux actuels se constituant au niveau de la reproduction et, pour les luttes revendicatives, aussi violentes qu'elles puissent être, un « plafond de verre » que constitue la reproduction. Pour une lutte revendicative, se dépasser en tant que telle, c'est situer la contradiction entre les classes *au niveau de sa reproduction.* Il est vrai que le principal résultat du procès de production c'est le renouvellement de la séparation du travail et du capital, mais cela ne va pas sans inclure l'existence de la circulation et de l'échange et l'activité de *toutes les instances du mode de production*, dont l'État. Les luttes actuelles se fixent dans un hiatus rarement et très partiellement franchi[46].

Pour prendre l'exemple de la France, Gilets jaunes, manifestants contre la réforme des retraites, écolos radicaux de Sainte-Soline, adolescents (souvent) racisés des « quartiers populaires », tout cela ne se rencontrera pas, ne « convergera » pas tant que chacun restera ce qu'il est. Cette classe étrange que l'on nomme « prolétariat » ne se constitue que dans la remise en cause par

[44]Marx, *Théories sur la plus-value*, Éd. Sociales, t. 3, p. 568-569.
[45] Dans ce que Marx désigne ainsi comme unité du procès de travail et du procès de valorisation il n'est pas sans importance de souligner l'adjectif « immédiat ».
[46] Les Gilets jaunes ont parlé de la production, mais à leur façon (*TC* 27, « Gilets Jaunes » : « La revendication salariale hors de l'entreprise », p. 185).

tous et toutes les opprimé.e.s / exploité.e.s de ce qui les définit et non dans leurs revendications en tant que tels et telles.

14) L'espace

Dans les luttes en Argentine au début des années 2000, au Bangladesh (2024), en Birmanie (2021) et ailleurs, et avant, comme en France à la fin des années 1960 (« Le joint Français », à Saint-Brieuc, en Bretagne ou « Lip », à Besançon, dans le Doubs), c'est en se territorialisant (à partir de sources diverses et nécessairement interclassistes) que les luttes annoncent les conditions d'une possible fusion de la production et de la reproduction. Il est remarquable que le « réacteur » d'une telle jonction territoriale se conjugue et se construit souvent dans l'activité des femmes à l'intérieur des luttes[47]. La contradiction entre les femmes et les hommes est, sans vision irénique, le moteur possible de la jonction au niveau du territoire et de l'espace. Bien que les conditions actuelles soient radicalement différentes, l'importance de la pratique des femmes dans la jonction des luttes et leur spatialisation est évidente dans la Barcelone (et ailleurs) des années 1920 et 1930[48].

15) Luttes de classes et restructuration possible

Une restructuration du mode de production serait une gigantesque transformation des modes de vie : la mobilisation de la force de travail et ses modalités d'exploitation (organisationnelles, techniques et disciplinaires) bien sûr, mais aussi, de façon intriquée, l'aménagement du territoire, les communications, les transports, les modes de consommation, d'alimentation et de loisirs, le logement, l'éducation, la santé, le couple et la famille, l'individu, etc. Une « suppression de la vie quotidienne », c'est-à-dire une absorption de celle-ci par le travail est un enjeu hautement conflictuel aussi bien comme luttes des classes que pour le mode de production lui-même (les deux aspects n'étant pas étrangers l'un à l'autre).

[47]Voir « Camarades mais femmes », *TC* 23, p. 126.
[48]Voir : Myrtille, giménologue, *Les chemins du communisme libertaire en Espagne, 1868-1937* (trois volumes), Éd. Divergences, 2017.

Contrairement aux analyses de quelques auteurs enfermés dans l'actualité[49], le libertarianisme n'est globalement que la caricature du « néolibéralisme », ce n'est pas la matrice de la prochaine restructuration (si elle a lieu), même s'il peut en fournir quelques éléments.

Toutes les crises structurelles rythmant le mode de production capitaliste ont toujours, dans un premier temps, exacerbé les tendances antérieures. Même Adam Smith réservait à l'État l'armée, la police, la justice, et considérait l'agrégation des intérêts individuels comme la meilleure façon de produire un intérêt général formalisé par des lois émanant d'individus souverains. Tout cela a disparu de l'idéologie libertarienne et des quelques pratiques qu'elle inspire (ou dont elle est seulement la mise en forme). « Le néolibéralisme de Hayek, Friedman ou Mises rapatriait le bien commun dans le champ économique, mais continuait d'en faire un horizon de la doctrine économique[50] .» La nécessaire institutionnalisation du procès de reproduction des rapports de production fait du discours libertarien actuel (2025) l'idéologie (avec des pratiques qui prennent bien garde de conserver les soutiens et commandes étatiques) accompagnant la crise de la mondialisation sous supervision américaine.

Formant un tout avec cette institutionnalisation nécessaire, Hirsch écrit qu'« Une des fonctions de l'État est de mettre des "biens publics" à disposition, ou en d'autres termes une infrastructure matérielle, parce que le procès capitaliste de valorisation et de marché a besoin d'une instance extérieure à lui-même qui soit capable de garantir les *conditions générales de production* [nous soulignons] qui ne peuvent être instaurées par le capital lui-même[51]. »

À l'encontre de cette « mise à disposition des biens publics », si le libertarianisme n'est pas la matrice d'une éventuelle future restructuration, il accélère cependant des tendances structurelles du mode de production capitaliste.

Dans un passage des *Grundrisse*, Marx développe la thèse selon laquelle on juge le développement du capitalisme à sa prise en charge des

[49] Marlène Benquet, Théo Bourgeron, *La finance autoritaire, vers la fin du néolibéralisme*, Éd. Raisons d'agir, 2021 ; Marlène Benquet, « Vers une droitisation de la finance ? Les nouveaux soutiens financiers de l'extrême droite » in *Extrême droite : la résistible ascension,* s/dir. Ugo Palheta, Éd. Amsterdam, 2024 ; Laurent Mauduit, *Collaborations, enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires*, Éd. La Découverte, 2025 ; Quinn Slobodian, *Le capitalisme de l'apocalypse, ou le rêve d'un monde sans démocratie*, Éd. Le Seuil, 2025.

[50] Marlène Benquet, Théo Bourgeron, *La Finance autoritaire, vers la fin du néolibéralisme*, Éd. Raisons d'agir, 2021, p. 116.

[51] Joachim Hirsch, *La théorie matérialiste de l'État* [2005], Éd. Syllepse, 2025, p. 63.

infrastructures nécessaires (les « conditions générales de production[52] »). « Le détachement des *travaux publics* [en français dans le texte] de l'État et leur passage dans le domaine des travaux entrepris par le capital lui-même indique le degré auquel la communauté réelle s'est constituée sous la forme du capital[53]. » « Le capital atteint son développement maximum lorsque les conditions générales du procès de production social ne sont pas créées par prélèvement du revenu social, par les impôts d'État – situation où c'est le revenu, non le capital qui apparaît comme fonds de travail et où l'ouvrier bien qu'il soit travailleur libre comme tous les autres, se trouve néanmoins dans un autre rapport économique – mais à partir du capital en tant que capital[54]. »

On constate, depuis la fin des années 1980 que *tendanciellement* l'infrastructure matérielle (chemins de fer, aéroports, autoroutes, réseau électrique, réseau téléphonique et internet, etc. – mais pas toute, ex. : réseau routier et ponts, rarement « rentables »...) devient le champ de capitaux privés et d'entreprises choisies par l'État et plus ou moins en concurrence (mais qu'il soumet souvent à des « missions de service public », et dont il conserve parfois une part du capital pour « défendre les intérêts nationaux » ; sans compter qu'il abreuve certaines d' « aides financières ») . Il en est de même du crédit, du système bancaire et des circuits financiers dérégulés, ainsi que des dettes souveraines avec, en France, la fin du « circuit du Trésor ».

Les monnaies nationales elles-mêmes se voient, selon leur statut, fragilisées au travers des cryptomonnaies par des émissions privées des entreprises (des *stablecoins*). Enfin, l'armée, la défense nationale, c'est-à-dire le domaine régalien par excellence et définition se trouve de plus en plus soumise à sa prise en charge privée : « La croissance du groupe [Rheinmetall, un "géant de l'armement"], en contraste flagrant avec l'enlisement des projets franco-allemands d'avion (FCAS) et de char (MGCS), lancés il y a huit ans, semble soutenir l'idée que les économies d'échelle dans l'armement se feront moins par des projets décidés politiquement que par les groupes industriels, guidés par les profits à venir[55]. » « Cette capture des infrastructures critiques de l'État se manifeste dans cinq domaines stratégiques : les données personnelles, la monnaie, la défense, les communications par satellite et l'énergie[56]. »

[52] Éd. Sociales, t. 2, p. 16 à 26 ; Éd. Anthropos, t. 2, p. 14 à 26.
[53] *Grundrisse*, Éd. Sociales, t. 2, p. 23.
[54] *Ibid,* p. 25.
[55] *Le Monde*, 29 octobre 2025.
[56] Francesca Bria, « Le coup d'État de la tech autoritaire », in *Le Monde diplomatique*, novembre 2025.

Le libertarianisme avec son fondement dans la « Tech » et l'Intelligence Artificielle peut devenir l'outil boostant des gains de productivité dans l'industrie en général. L'IA investissant tous les actes de la vie quotidienne en fait des sources de marchés, mais surtout elle peut réduire les « faux frais de la production » que représentent la masse numérique et les salaires de la classe moyenne salariée improductive (libérant ainsi une masse énorme de plus-value actuellement stérilisée) et, enfin, permettre une mondialisation fractionnée en zones plus ou moins autonomes intégrant des zones blanches (ou seulement pillées) de la mondialisation actuelle. Il s'agirait alors de reconnecter, dans une nouvelle configuration de la mondialisation en aires concurrentielles avec leurs nécessités et modalités de reproduction propres dans une mondialisation fractionnée, la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. L'IA n'impose rien, elle répond comme outil technologique à une logique profonde, comme disait de Gaulle à propos de l'intendance : « la technologie suivra ».

La question est de savoir si nous avons là l'exacerbation de ladite phase « néolibérale » du capitalisme ou les prémisses, les linéaments, d'une restructuration de la configuration mondiale de l'exploitation. La question qui s'ensuit alors est celle de la nature et des acteurs des luttes de classes au travers desquelles cette restructuration fraierait sa voie. Les restructurations du mode de production capitaliste s'effectuent toujours non selon un plan mais au fil de l'eau des luttes. Comme à la fin du XIX^{e} siècle, comme dans les années 1920, puis à la fin des années 1930, comme enfin dans les années 1960-1970, c'est la pratique ouvrière (et prolétarienne) qui dans la crise rend obsolète un régime d'exploitation qui ne faisait que s'exacerber. S'ouvre alors une période à l'aboutissement et au contenu incertains que l'on nomme restructuration ou révolution.

De la combinatoire à la conjoncture

Rapports de production/rapports de distribution : une dialectique actuelle

Poser la configuration actuelle de la lutte de classe comme une combinaison plus ou moins aléatoire, c'est prendre le risque de *problématiques hasardeuses*. Que se passe-t-il en Afrique, en Amérique latine, en Asie du Sud et du Sud-Est, qu'est-ce que le djihadisme, que signifient les aléas du positionnement mondial des États-Unis, la résurgence des affrontements nationaux, la volonté d'affirmation mondiale de la Chine ? Qu'est-ce qu'un capitalisme national ? Repenser la politique et l'interclassisme, la contradiction entre femmes et hommes, la question relative à l'intégration de la « nature »

dans le capital. Existe-t-il un rapport du capitalisme à la nature ou la « nature » n'existe-t-elle que comme rapport du capitalisme à lui-même ?

Il s'agit de reconsidérer, à nouveaux frais, quelques points théoriques généraux de ce cycle de luttes, comme la contradiction au niveau de la reproduction, le fait de lutter en tant que classe comme la limite de la lutte de classe, etc. Ne plus les comprendre et les poser comme la disparition du programmatisme mais les considérer dans *l'immédiateté des circonstances du moment*.

Dans la conjoncture actuelle, au-delà d'une naïve et apparemment « sérieuse » vision géopolitique (utile néanmoins), le fondement même de cette crise de cette deuxième phase de la subsomption réelle réside dans la double déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail (voir, dans ce numéro, la « Réponse à Brassier »). Elle se manifeste (donc existe) dans la *réflexion* d'un type de rapports dans l'autre entre les rapports de production et les rapports de distribution. C'est dans un jeu entre les deux, que spécifiquement, dans la situation actuelle, peuvent avoir un impact toutes sortes de circonstances aléatoires de la reproduction des rapports de production, selon les circonstances locales, politiques, électorales, nationales et/ou mondiales. Le jeu n'est pas le même selon la position sociale des acteurs, selon la segmentation de chaque classe et les relations conflictuelles entre ces segments. Pour le prolétariat, c'est aussi la tension à l'unité qui existe dans cette « réflexion ».

Quand Marx écrit que les rapports de distribution ne sont que l'envers des rapports de production, il nous faut alors considérer que chacun de ces types de rapports n'est lui-même qu'en se réfléchissant dans l'autre, qu'il est intégralement constitué dans son rapport à l'autre, son « envers ». Il y a cependant une difficulté, si ce n'est un piège, dans cette *réflexion* : ne pas considérer l' « autre » comme « l'autre de soi-même », et confondre « son autre » avec soi ; la réflexion de chaque type de rapports n'est pas une réflexion dans soi pour chacun. C'est dans la reproduction des rapports de classes (le double moulinet de la reproduction) qu'est surmonté le « piège » de la réflexion, piège théorique, mais aussi piège réel dans lequel se débattent les luttes actuelles et l'identification des deux types de rapports dans leur réflexion. Dans le mouvement de la reproduction, la *réflexion* perd sa fixité et devient *effective*, agissante, réelle. « C'est seulement ce rapport *se reconstituant* ou la réflexion en soi-même dans l'être autre qui est le vrai et non une unité

originaire comme telle, ou une unité *immédiate* comme telle[57]. » L'ultime résultat du procès de production social est l'apparition de la société elle-même[58] : « Si dans le système bourgeois achevé [la traduction de Dangeville donne : « société bourgeoise achevée » ; la MEW écrit « *vollendeten bürgerlichen System* »[59]], chaque rapport économique présuppose l'autre dans sa forme économique-bourgeoise et qu'ainsi chaque terme posé est en même temps présupposition d'un autre, il en va de même pour tout système organique. En tant que totalité, ce système organique lui-même a aussi ses présuppositions, et son développement en une totalité consiste précisément à se subordonner tous les éléments de la société [*Gesellschaft*], ou à se créer à partir d'elle les organes qui lui font encore défaut. C'est ainsi qu'il devient totalité historiquement[60]. » On peut considérer que ce que Marx présente ici comme la constitution de la société bourgeoise en système achevé à partir des présuppositions antérieures est un processus continu de la société bourgeoise créant à partir d'elle-même les organes qui lui font toujours défaut. On peut cependant la considérer comme achevée dans la mesure ou c'est à partir d'elle-même et de ses propres nécessités qu'elle crée les « organes qui lui font défaut » (par exemple la Sécurité sociale ou le FMI). Considérer la société comme « l'ultime résultat du procès de production », c'est prendre en compte les différences qui expriment les relations sociales et les moments de la reproduction : « la société n'est pas constituée d'individus, mais exprime la somme des rapports où ces individus se situent les uns par rapport aux autres[61]. »

C'est dans la société comme « ultime résultat » qu'il faut alors considérer le jeu entre rapports de production et rapports de distribution dans leur réflexion et leur *différence*. C'est ainsi que la société apparaît comme un « universel concret » : *universelle* en tant qu'unité de tous ses rapports constitutifs et des nouveaux organes à produire, *concrète* en tant qu'elle est une totalité unique. On peut dire de la société ce qu'Hegel dit du logique : « ...quelque chose qui n'est pas seulement abstraitement universel ; mais comme l'universel qui saisit en soi la richesse du particulier[62]. »

---

[57] Hegel, Préface à *La Phénoménologie de l'Esprit*, Éd. Aubier-Montaigne, 1966, t. 1, p. 18.
[58] Marx, *Grundrisse*, Éd. Sociales, t. 1, p. 200.
[59] Respectivement : traduction de Roger Dangeville, in *Fondements*, Éd. Anthropos, 1968, t. 1, p. 226 ; MEW, t. 42, p. 203.
[60] Marx, *Grundrisse*, Éd. Sociales, 1980, t. 1, p. 219-220.
[61] *Ibid*., p. 205.
[62] Hegel, *Science de la logique*, t. 1- *L'Être*, Éd. Aubier, 1998, p. 31.

Mais, pour suivre Hegel dans les méandres de *La Science de la Logique*, la « réflexion » n'est pas encore le « concept ».

« L'essence est le concept comme concept posé, les déterminations sont dans l'essence, des déterminations seulement relatives, elles ne sont pas encore comme *réfléchies* [nous soulignons] absolument en elles-mêmes ; c'est pourquoi le concept n'est pas encore comme un pour-soi[63] .»

« Concept *posé* » », cela signifie qu'il est déployé en ses moments constitutifs (en ce qui nous concerne : les deux types de rapports) *dans l'élément de la différence*. « Cette *position* du concept n'est donc pas sa position comme concept, comme identité (concrète) de l'identité et de la différence. En d'autres termes, l'essence n'est pas encore le pour-soi vrai du concept. En elle, les déterminations indiquent bien, dans leur contenu même (dans leur identité à soi), les autres déterminations (leur différence), mais elles les indiquent précisément comme déterminations autres ; elles sont donc en elles-mêmes relatives, elles se réfléchissent les unes dans les autres, mais, dans les autres, ne se réfléchissent pas comme dans elles-mêmes. Dans l'essence, par conséquent le Soi (l'identité infinie, concrète, de l'être à lui-même) n'est pas encore accompli ; l'essence est *la réflexion inachevée* [nous soulignons], c'est-à-dire pour Hegel, la réflexion elle-même comme telle, car, en son achèvement, elle se nie en tant que simple réflexion et se dépasse dans l'identité de la réflexion et de l'irréfléchi, de la médiation et de l'immédiateté, c'est-à-dire dans le concept proprement dit[64]. »

Ce dépassement, dans le cours d'une conjoncture de luttes relevant encore de la réflexion entre types de rapports, nous pouvons le désigner comme « unité de rupture » qui est l'identité de toutes les médiations, de toutes les réflexions et de l'immédiateté en ce que chaque conflit se réfléchit en lui-même dans les autres.

Convergence et autonomie des luttes ne sont pas des moments diachroniques. Une « conjoncture révolutionnaire » n'est pas une « convergence », c'est chaque particulier qui, à partir de lui-même, se surpassant dans son rapport aux autres particuliers, devient global et non une somme de particuliers qui s'additionnant constitueraient le « global ». Le

[63] Hegel, *Encyclopédie des sciences philosophiques , La science de la logique*, Éd. Vrin, 1994, traduction de B. Bourgeois, p. 371, § 112. La théorie du concept constitue la 3° section de la *Science de la Logique*.
[64]Note de B. Bourgeois, *op. cit.*, p. 371.

global, en tant qu'« unité de rupture » n'est pas une somme, une « convergence » bien qu'il suppose une multiplicité de luttes et en résulte.

L'importance de l'effet possible des rapports de distribution sur les rapports de production est bien spécifique à la crise actuelle : crise du rapport salarial, double déconnexion entre la reproduction de la force de travail et la valorisation du capital, crise du zonage mondial et de sa mise en abyme, identité entre crise de suraccumulation et crise de sous-consommation, asystémie de la revendication salariale. Et l'on retrouve la pauvreté[65]. Parce que l'on a une dynamique dans la limite (agir en tant que classe), parce que l'on a des distinctions *fondées* on peut inversement appeler un chat un chat et avoir une intransigeance théorique totale face aux mouvements qui formalisent les limites et s'en tiennent là.

Dans la configuration actuelle (2025) des luttes de classes tout se joue dans l'intrication toujours changeante entre rapports de production et rapports de distribution. Ce jeu entre rapports de production et rapports de distribution est susceptible de dynamique à partir du moment où on ne considère pas les termes comme ceux d'une alternative (soit l'un, soit l'autre). Si les circonstances impactent cette relation, lui donnent forme c'est que cette relation est *spécifiquement déterminante* dans la crise actuelle et que par là *c'est elle-même qui définit la possibilité d'efficacité des circonstances sur elle*. Ce que nous appelons une conjoncture et en elle la coagulation des contradictions, antagonismes et conflits en *unité de rupture*[66].

Une conjoncture est cette situation propre aux périodes de crise où le capital comme contradiction en procès ne s'impose plus comme le sens toujours déjà là de chacune de ses propres formes d'apparition. Les

[65] « D'après les lois de l'économie bourgeoise, la plus grande partie du produit n'appartient pas aux travailleurs qui l'ont créé. Si nous disons alors : c'est injuste, ce ne doit pas être, cela n'a rien à voir avec l'économie, nous disons seulement que ce fait économique est en contradiction avec notre sentiment moral. C'est pourquoi Marx n'a jamais fondé là-dessus ses revendications communistes, mais bien sur la ruine nécessaire, qui se consomme sous nos yeux, tous les jours et de plus en plus, du mode de production capitaliste. Il se contente de dire que la plus-value se compose de travail non payé : c'est un fait pur et simple. Mais ce qui peut être formellement faux au point de vue économique, peut être encore exact au point de vue de l'histoire universelle. Si le sentiment moral de la masse regarde un fait économique, autrefois l'esclavage et le servage, comme injuste, cela prouve que ce fait lui-même est une survivance ; que d'autres faits économiques se sont produits grâce auxquels le premier est devenu insupportable, insoutenable. *Derrière l'inexactitude économique formelle peut donc se cacher un contenu économique très réel* [souligné par nous]. » (Engels, Préface à la première édition allemande [1884], in *Misère de la philosophie*, Éd. Sociales, 1968, p. 29). C'est ainsi que le sentiment moral de la masse regarde l'inégale répartition (exponentiellement croissante) des richesses et la pauvreté.

[66] Voir *TC* 22.

contradictions se recomposent, s'unissent en une *unité de rupture*. La pratique révolutionnaire, les mesures communisatrices, bouleversent la hiérarchie des instances du mode de production par laquelle sa reproduction était le sens immanent de chacune. Toutes les contradictions qui opposent « ceux d'en bas » à la reproduction de l'état de choses existant se conjuguent, fusionnent, en une conjoncture qui devient (ou non) une *unité de rupture*.

Une conjoncture est constituée de contradictions multiples et inégales. S'il est possible de remonter au capital comme contradiction en procès en tant qu'unité dynamique de la contradiction entre les classes et de la contradiction entre les genres, c'est-à-dire de remonter à un procès contradictoire *simple* comme à la détermination fondamentale de cette multiplicité et de ces inégalités, ce n'est pas pour autant que l'on peut réduire la multiplicité à la simplicité *comme à une origine* produisant les autres contradictions comme ses phénomènes. En effet, ce procès contradictoire simple lui-même *existe toujours déjà dans la multiplicité* sans laquelle il n'existerait pas lui-même. On ne peut pas réduire la complexité et la multiplicité à la simplicité et à l'unité, comme on réduit à une origine, ou comme on réduit des apparences à leur vérité (nous sommes ici complètement à l'opposé du développement hégélien : il n'y a pas d'unité originaire simple). La conjoncture a toujours une dominante (politique, économique, idéologique, polarisation des contradictions sur telle ou telle lutte de telle ou telle fractions du prolétariat,…) par laquelle elle a pour unité sa complexité et sa multiplicité même. Au cours de la lutte, selon les résultats momentanés et à dépasser qui apparaissent, selon les aspects changeants des rapports de force, les points ou les « acquis » où se sclérose la communisation, cette dominante change, les contradictions permutent de place dans la totalité[67]. C'est alors là, sur ce qui est peut être momentanément le point nodal, qu'il faut tirer pour continuer à démembrer l'ordre existant. Mais si les dominantes permutent, jamais la conjoncture n'est un pluralisme de déterminations s'additionnant et indifférentes entre elles.

« C'est "l'économisme" (le mécanisme), et non la véritable tradition marxiste, qui met une fois pour toutes en place la hiérarchie des instances, fixe à chacune son essence et son rôle, et définit le sens univoque de leurs rapports ; c'est lui qui identifie à jamais les rôles et les acteurs ne concevant pas que la nécessité du processus consiste dans l'échange des rôles "selon les circonstances" ; c'est l'économisme qui identifie d'avance et à jamais la

[67] Même s'il ne s'agit pas de « communisation », les luttes de 2024 au Bangladesh témoignent de cette variation des dominantes (voir l' « Annexe » ci-dessous).

contradiction-déterminante-en-dernière-instance avec le *rôle* de contradiction dominante, qui assimile à jamais tel ou tel "aspect" (forces de production, économie, pratique…) avec le *rôle* principal, et tel autre "aspect" (rapports de production, politique, idéologie, théorie…) avec le *rôle* secondaire, – alors que la détermination en dernière instance par l'économie s'exerce justement, dans l'histoire réelle, dans les permutations de premier rôle entre l'économie, la politique, et la théorie, etc. [68]»

Existe-il une unité de ce cycle de luttes à travers ses moments ?

On ne peut concevoir la combinaison des éléments constituant la configuration actuelle de la lutte de classe comme une conjoncture pouvant devenir « unité de rupture », sans soulever la question de l'unité historique du cours de ce cycle de luttes au travers de ses différentes phases et fluctuations. En effet « conjoncture » et « unité de rupture » sont dépendantes de la définition essentielle de ce cycle de luttes : lutter en tant que classe devenu la limite de la lutte de classe. Il s'agit de poser la question de la possibilité de construire une histoire raisonnée de ce cycle comme modulation d'un même principe : la lutte de classe comme limite d'elle-même.

Cette configuration est liée à la contradiction entre prolétariat et capital se nouant, à la suite de la restructuration des années 1970-1980, au niveau de la reproduction. Est-il possible de dire que cette configuration se module différemment tout au long du cycle de luttes qu'elle définit : de la crise et effondrement du programmatisme et du mouvement ouvrier dans l'après 68 (années 1970) au démocratisme radical qui entérine la contradiction dans la reproduction de la classe et du mode de production capitaliste, avec son alter ego, l'activisme. Le démocratisme radical est effacé par la crise de 2008, ce sont alors les pratiques d'écart (cf. *TC* 20) qui deviennent l'existence de la contradiction fondatrice de ce cycle de luttes jusqu'au passage à la « Séquence particulière » (cf. *TC* 25). Cette séquence particulière résulte toujours de la même contradiction de la lutte de classe comme limite d'elle-même. Dans le bouillon de culture que deviennent les luttes, la vie quotidienne (cf. *TC* 27) devient le lieu de l'ambigüité et de la confusion dont on ne sait ce qui peut en sortir. L'appellation de « Séquence particulière » sous-entendait un retour à la simple conflictualité de classes pure et visible. En fait la « Séquence » dure comme un nouveau moment de la contradiction interne de la lutte de classe

[68] Althusser, « Contradiction et surdétermination », in *Pour Marx*, Éd. Maspero, 1965, p. 219.

constituant ce cycle. Cela, il est vrai, avec des caractéristiques nouvelles car dans des circonstances nouvelles : la crise de la *société salariale*.

La conjoncture et son « régisseur »

Définir le prolétariat au niveau des trois moments de l'exploitation, du caractère jamais acquis du troisième moment[69], au niveau de la reproduction et des métamorphoses des rapports de production jusqu'aux formes les plus médiatisées de la vie quotidienne, c'est encore rester dans le cadre des catégories données du mode de production dans leur dynamique. Le concept de conjoncture amène à revenir sur le point de bascule où ces déterminations se retournent contre elles-mêmes, mais alors ce sont toutes les déterminations préalables qui, *à partir d'elles-mêmes* sont bousculées, bouleversées. Le prolétariat est le résultat de ce bouleversement, il est la classe définie par les pratiques immergées dans ce bouleversement. Ce n'est pas forcément la « révolution », *c'est un moment toujours existant à l'intérieur de la lutte de classe*.

La contradiction constitutive du mode de production capitaliste (l'appropriation de surtravail et la plus-value) se diffracte en une multitude de facettes mettant en mouvement et en jeu des classes et des catégories sociales hétérogènes aux frontières et intérêts mouvants se cristallisant dans un jeu politique au niveau des États ou des blocs étatiques qui en retour les formalisent et produisent les idéologies sous lesquelles les contradictions

[69] L'exploitation c'est la succession de trois moments :
- le face-à-face de la force de travail et du capital en soi et l'achat-vente de la force de travail,
- l'absorption du travail vivant par le travail objectivé dans le procès de production immédiat où se forme la plus-value,
- la transformation de la plus-value en capital additionnel.

« La possibilité de la crise gît au cœur même du rapport s'autoprésupposant ainsi que la pratique déterminée des acteurs de cette crise qui n'est pas crise « économique » mais lutte de classes. La transformation de la plus-value en profit et donc le processus de la baisse du taux de profit est le mouvement et le risque de l'autoprésupposition. En outre, et c'est fondamental, le caractère "jamais acquis" du renouvellement des trois moments constitutifs de l'exploitation se confond avec le mouvement de particularisation des termes contradictoires de la totalité. […] C'est donc le caractère intrinsèquement non acquis de la transformation de la plus-value en capital additionnel qui fonde la différenciation et l'activité propre des sujets de la contradiction, qui fait de celle-ci non pas en elle-même un procès automatique mais l'activité réelle de ses termes. […] La reproduction du mode de production capitaliste n'est jamais en soi un processus automatique, se particularisant nécessairement, elle est toujours activité des pôles de la contradiction dont l'autoprésupposition du capital est la dynamique de reproduction ; le capital ayant par rapport à la totalité une position différente de celle du prolétariat, position qui résulte du contenu même de l'exploitation : il est l'agent de la reproduction générale. » (*TC* 8, p. 7).

sociales ou de classes opèrent. Les contradictions sociales ou politiques sont toujours des contradictions de classes mais les considérer sans la multitude de médiations qui construisent les secondes en les premières c'est ne pas comprendre ces contradictions de classes elles-mêmes.

Cependant, pour en revenir à la combinatoire, il apparaît que l'agencement des pièces répond à un « puissant régisseur » : la crise de la mondialisation sous supervision américaine.

Avec cette crise, nous nous retrouvons dans une nouvelle figure du postulat[70] de Lénine : « Pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "*ceux d'en bas*" ne veulent plus vivre et "*ceux d'en haut*" ne *peuvent plus* continuer à vivre à *l'ancienne manière*, c'est alors seulement que la révolution peut triompher… [71]»

La maladie infantile… est un texte qui, avec raison, n'a pas bonne presse dans « notre milieu », cependant dans la veine du même postulat, considérons des textes assurant moins la suprématie bureaucratique, nationale et internationale, de l'État soviétique, les *Thèses d'Avril* et les *Lettres de loin*…, en général tous les textes de Lénine entre février et octobre 1917. Même à un leader de la contre-révolution bolchevique comme Lénine, on peut reconnaître d'être un génie de l'analyse de la dynamique dialectique d'une conjoncture (qui aurait parié, en 1914, un kopeck sur la prise du pouvoir par les bolchéviks trois ans après ?). Le génie de Lénine consiste à cerner et désigner, dans un faisceau de contradictions, le lieu (économique, social, politique ou idéologique) particulier qui, dans un plus ou moins bref moment, peut nouer tous les autres et qu'il faut saisir (voir les textes de Lénine sur la *Logique* de Hegel).

« Ni la nature, ni l'histoire ne connaissent de miracles ; mais chaque tournant brusque de l'histoire, et notamment chaque révolution, offre une telle richesse de contenu, met en jeu des combinaisons si inattendues et si originales de formes de lutte et de rapports entre les forces en présence que, pour un esprit vulgaire, bien des choses doivent paraître miraculeuses [72].»

[70] « Point de départ indémontrable mais tenu pour incontestable » (*Le Robert*).
[71] Lénine, *La maladie infantile du communisme*, Œuvres, t. 31, p. 80-81
[72] Lénine, *Lettre de loin 1*, 7 mars 1917, Œuvres, t. 23, p. 325.

« …en raison d'une situation historique d'une extrême originalité, *des courants absolument différents*, des intérêts de classe *absolument hétérogènes*, des tendances politiques et sociales *absolument opposées* se sont *fondus* avec une "cohésion" remarquable[73]. »

« La première révolution [1905] a profondément ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie politique et à la lutte politique des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, révélé les unes aux autres et au monde entier *toutes les classes* (et les principaux partis) de la société russe quant à leur nature réelle, quant au rapport réel de leurs intérêts, de leurs forces, de leurs moyens d'action, de leurs buts immédiats et lointains » (Lénine, *ibid*).

Marx : « Avec la proclamation de la République sur la base du suffrage universel s'effaçait jusqu'au souvenir des mobiles et des objectifs limités qui avaient précipité la bourgeoisie dans la révolution de Février. Au lieu de quelques rares fractions de la bourgeoisie, c'était toutes les classes de la société française qui étaient soudain projetées dans l'orbite du pouvoir politique, contraintes de délaisser les loges, le parterre, et la galerie pour jouer en personne sur la scène révolutionnaire ![74] »

Encore faut-il pour précipiter toutes les classes sur la scène révolutionnaire qu'existe comme l'écrit Lénine (*Lettre de loin 1*) un « puissant régisseur » : « Cette révolution de 8 jours [la révolution de février 1917] a été jouée, s'il est permis de se servir d'une métaphore, comme après une dizaines de répétitions générales et partielles ; les "acteurs" se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs places et tout le décor en long et en large, […] Il a fallu encore un grand, un vigoureux, un tout-puissant "régisseur" capable, d'une part, d'accélérer énormément la marche de l'histoire universelle et, d'autre part, d'engendrer *des crises mondiales économiques, politiques, nationales et internationales d'une intensité sans précédent* [nous soulignons]. » Si la « Grande Guerre » fut le « régisseur » évoqué par Lénine, il se pourrait que la politique présente (2025) des États-Unis et ses conséquence mondiales en soient un nouveau.

« Croire que la révolution sociale soit *concevable* sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie *avec tous ses préjugés*, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes

[73] *Ibid*., p. 330.
[74] Marx, *Les luttes de classes en France*, Éd. la Pléiade, Œuvres politiques, t. 1.

politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., – c'est *répudier la révolution sociale*. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira : "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! […] Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. […] La révolution socialiste en Europe *ne peut pas être* autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement – sans cette participation, la lutte *de masse n'est pas* possible, *aucune* révolution n'est possible – et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, *objectivement*, ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, …[75] » Bien sûr, le texte de Lénine est politiquement daté et se poursuit sur les mesures programmatiques de la prise du pouvoir et de l'affirmation du prolétariat, sous la ferme direction du Parti ; il n'empêche que, moyennant quelques mises à jour des termes, on peut dire maintenant que c'est en se nouant dans la vie quotidienne, de par les spécificités de la subsomption réelle du travail sous le capital, de la restructuration des années 1970-1980 et de la crise actuelle, que les contradictions de ce cycle de luttes bouleversent, pour le meilleur et parfois le pire la « détermination en dernière instance » et qu'une révolution sociale, comme le dirait Lénine, est une lutte « disparate » « discordante » et « bigarrée ».

Quels sont actuellement ces « courants absolument différents », ces « intérêts de classe hétérogènes », ces « tendances politiques opposées », cette « richesse de contenu » et ces « combinaisons inattendues » qui affectent « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » ?

Ils sont innombrables, encore plus nombreux, intriqués et surtout plus mondiaux et universels que ce que Lénine pouvait alors imaginer. Trump, le « puissant régisseur », va peut-être soulever les bidonvilles de Nairobi, les fermiers du Middle West, les ouvriers de Cleveland, les « exploitants agricoles »

[75] Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* [juillet 1916], Œuvres, Éd. Sociales, 1976, t. 22, p. 383-384.

français, le sous-traitant vietnamien de Nike, les ouvrières du Bangladesh, l'émergente classe moyenne chinoise aussi bien que les travailleurs migrants internes, le kleptocrate africain ou l'oligarque russe, etc. Quelle contradiction momentanément peut focaliser ce faisceau ? Quelle peut être la dynamique de ces conflits ? Il ne faut ni surestimer, ni sous-estimer les vastes mouvements interclassistes qui, depuis 2010, parcourent le monde. Dans ces mouvements coexistent, s'articulent et entrent en conflits les crises *économiques, politiques, nationales et internationales* dont parlait Lénine. Tout l'avenir tient au type de contradiction, à la classe ou sous-catégorie de classe qui coagule et donne sens à l'ensemble. Lénine n'a pas inventé ou produit le moment où éphémèrement le prolétariat très minoritaire mais très concentré des grands centres urbains russes a focalisé les contradictions, il a « seulement » saisi le moment. Pour le pire et surtout pour le meilleur, il nous faut espérer qu'il n'y ait pas de Lénine. Mais espérons que dans ce nœud de contradictions et de vipères apparaissent une lutte prolétarienne (une lutte de classe où la lutte en tant que classe devienne la contradiction et la limite même de la lutte) s'universalisant en organisant et donnant sens, comme *totalité*, à la *somme* des contradictions.

Il est sûr qu'à la *racine* de tout nous trouvons l'extorsion générale de plus-value et l'appropriation conflictuelle des profits par les diverses classes dominantes nationales et entre les fractions qui les composent. C'est dans la combinaison et l'unité de cette double contradiction que la « dernière instance » s'impose. Mais, si nous pouvons déduire une telle possibilité de l'appréhension des fondements de la situation comme conjoncture, cette même conception comme conjoncture fait de cette possibilité un événement nécessairement aléatoire. Un événement est ce qui outrepasse ses causes.

Le lieu de la combinatoire

pourquoi la Vie Quotidienne maintenant ? (TC 27)

Deux préalables : comment un tel lieu est-il possible ?

1) Les classes

C'est dans tout un processus que se constituent les classes telles qu'engendrées par les rapports de production, mais qui ne peuvent en être un

calque du fait de toutes les instances au travers desquelles la production est nécessairement *reproduction,* qui n'est pas une *répétition*.

Dans cette reproduction, les fonctions économiques qui ne sont que la matière première des classes sont retravaillées, hachées, recomposées pour constituer ce produit que sont les classes.

Dans la constitution des classes on ne peut pas séparer d'une part, l'historique, le conjoncturel, les aléas sociologiques, géopolitiques, culturels et, d'autre part, le structurel (ou alors seulement comme la nécessité *proprement intellectuelle* de cette construction des classes). C'est le structurel lui-même qui produit, se reproduit, n'existe que dans *ses* manifestations par lesquelles seulement il se *reproduit* dans la lutte des classes. Mais si être une classe est une situation objective donnée comme une place dans une structure, parce que cela signifie une *reproduction* conflictuelle et donc la mobilisation de l'ensemble du mode de production, cela implique une multitude de rapports, qui ne sont pas strictement économiques, dans lesquels les individus vivent cette situation objective, se l'approprient et s'auto-construisent comme classe.

2) Le prolétariat

Le prolétariat est la classe *constituée* par le travail productif en tant que contradiction pour lui-même, mais il n'est pas la classe des seuls travailleurs productifs. Toutes les utilisations du concept de prolétariat ne sont qu'une fonction, une détermination, d'une « théorie de la révolution ». Le prolétariat n'est pas une forme historiquement ultime dont on doit espérer et attendre l'apparition, *il est une fonction présente dans la lutte de classe de la classe ouvrière*[76]. C'est d'un processus social dont il s'agit, un processus de rupture dans la lutte de classe, l'autotransformation d'un sujet qui abolit ce qui le définit. *Le prolétariat comme sujet de la révolution s'abolit parce qu'il s'abolit comme classe ouvrière*[77]. Le concept de prolétariat est toujours un concept qui n'est *nécessaire qu'à l'intérieur de la production théorique* dans la mesure où cette dernière pose le mode de production capitaliste comme transitoire et le communisme comme « le mouvement d'abolition des conditions existantes ». En cela, le prolétariat est un concept et une réalité qui ne peut appartenir qu'à

[76]Voir, supra, à propos de la « subjectivation ».

[77] Sur tous ces points, voir « Théorie de l'écart » (*TC* 20) *; L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle* (brochure *TC*, 2006), « La révolution comme conjoncture » (*TC* 24).

une compréhension du mode de production capitaliste le concevant dans le procès de son abolition. Le prolétariat est un concept *politique*.

On peut considérer, avec raison, les contradictions du mode de production capitaliste comme portant leur dépassement, mais alors cette énonciation signifie immédiatement un *positionnement* particulier, social et politique, dans ces contradictions et non leur seule et simple reconnaissance. C'est en cela que le concept a toujours été intuitivement utilisé et qu'il n'est pas le simple synonyme de classe ouvrière, quelles que soient les définitions, réserves, précisions ou élargissement apportés à ce dernier terme : d'un type d'emploi, à la seule présence dans l'industrie et la fabrication, un niveau de revenu, une conscience et une organisation politique et syndicale, les salariés de « l'usine diffuse », etc.

Le prolétariat c'est, dans un premier temps encore objectif, *la classe ouvrière se retournant contre elle-même* comme catégorie économique dans sa contradiction de catégorie économique avec le capital (cela tout en entraînant et absorbant d'autres couches sociales en lutte). Mais alors elle devient *autre*, le prolétariat n'est pas un simple moment d'une théodicée nécessaire de la classe ouvrière. Toutes les contradictions objectives (économiques) du mode de production capitaliste sont là et elles sont déterminantes, mais les classes acquièrent, de par ces bases objectives mêmes dans leur existence et métamorphoses propres, une existence qui ne se confond pas avec ces catégories de l'économie politique et leurs contradictions. Le prolétariat se définit lui-même, il est pratiquement sa propre production, il excède toutes ses définitions parce que toutes les définitions deviennent des pratiques convoquant les *individus* et les re-définissant comme *sujets*.

C'est là que le concept de prolétariat peut tomber sous la critique de la spéculation et de la téléologie (comme l'expose Charrier dans *La Matérielle* – voir plus haut).

Production et existence d'un tel lieu

Nous appelons vie quotidienne l'ensemble des activités par lesquelles le travailleur *se* met en relation, de façon régulière et prévisible, avec ses conditions aussi bien de travail (les moyens de production) que de consommation, à partir du moment où elles ne sont plus présupposées par l'appartenance préalable du travailleur à une communauté. Cette routine de la mise en relation s'effectue dans l'ensemble des *formes d'apparition* des

rapports de production constitué comme *vécu* par l'activité d'un *sujet*. Une telle définition suppose trois termes problématiques : « formes d'apparition » ; « vécu » ; « sujet » (cf. *TC* 27).

On peut schématiquement représenter le mouvement général de la façon suivante : La vie quotidienne c'est : rapports de production => reproduction qui n'est pas répétition => rapports de distribution => autoprésupposition du capital => toutes les formes d'apparition => les formes s'autonomisent => rapport aux rapports de production => idéologie => sujet (phénoménologie) => vie quotidienne.

Le concept de vie quotidienne est nécessaire à la théorie de la communisation non seulement parce qu'il qualifie la situation actuelle, mais aussi parce qu'il est le point de départ (« dépassement produit »), point d'ancrage, du concept de conjoncture. C'est dans la caractérisation présente des contradictions comme contradictions dans la vie quotidienne qu'il peut y avoir ce bouleversement chaotique de la hiérarchie déterminative des instances qui définit une conjoncture, c'est-à-dire le renversement de l'économie comme détermination ultime**,** par quoi seulement la communisation devient possible. C'est la poursuite d'un même chemin théorique qui de la révolution comme *communisation* nous mène au concept de *conjoncture* et ensuite à celui de *vie quotidienne* comme la matrice de la conjoncture.

La restructuration des années 1970-1980 fit passer la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de sa propre *reproduction*. En tant que crise de cette relation, la crise de 2008, à son tour, a posé la surdétermination des rapports de distribution sur les rapports de production. Il s'en est suivi que l'exploitation et la production de valeur qui sont le cœur du mode de production capitaliste déterminent et existent dans la reproduction d'ensemble, globale qu'est la vie quotidienne dans son fétichisme, ses idéologies et ses mythes mais aussi et par là-même dans sa capacité à remettre en cause toutes les instances du mode de production et avant tout l'économie comme détermination en dernière instance. *Sans cette ultime remise en cause tout mouvement révolutionnaire implique une restructuration du capital comme sa défaite.*

Le collectif *Ahou ahou ahou*, souligne dès les premières lignes de leur livre, *La révolte des Gilets jaunes, histoire d'une lutte de classes* : « Dans le monde capitaliste en crise depuis 2008, on ne compte plus les soulèvements. Après les révoltes dites "arabes", la fin des années 2010 a vu la paix sociale à nouveau battue en brèche dans de nombreux pays du globe : Algérie, Irak,

Soudan, Chili, Liban, Iran, Hong Kong, Équateur, Catalogne, etc. Partout des manifestations, des émeutes, des occupations de l'espace urbain. Partout des mouvements sans représentants ni encadrement, où se mêlent des revendications de dignité sociale et une contestation des systèmes politiques. Partout des prolétaires et des classes moyennes en voie de marginalisation qui se côtoient derrière une volonté commune de "dégager" des dirigeants que l'on regarde comme coupés du "peuple". La révolte des Gilets jaunes participe de ce mouvement mondial[78]. » Ajoutons la Turquie, le Mexique avec Oaxaca, La Réunion en 2012, le Brésil en 2013, la Guyane en 2017, la Birmanie/le Myanmar en 2021, le Pérou en 2023, etc. Si des mouvements de nature différente sont amalgamés, ce sont les contradictions actuelles des luttes des classes, dont « l'interclassisme » n'est qu'un symptôme, qui les amalgament.

La *vie quotidienne* est devenue le lieu où se nouent toutes les instances de la *reproduction*, mais aussi le lieu où toutes ces instances ne se présentent pas dans leur hiérarchie déterminative entre la « base économique » et les « superstructures ». Il est certain qu'avant les années 1970, les conditions de vie jouaient leur rôle dans les luttes ouvrières, mais elles n'étaient qu'une excroissance de l'usine, ce qui pouvait alors en être la limite.

La vie quotidienne devient réellement le problème, c'est-à-dire *se contredisant dans la liberté du sujet comme prolétaire*. C'est la racine de la possible communisation, c'est-à-dire le bouleversement de toutes les relations renversant la hiérarchie des instances (avec et contre l'économie comme toujours « inévitable » dernière instance). Rien ne se règle alors par voie de conséquence. Cette contradiction dans la vie quotidienne, c'est la « crise du travailleur libre », celui assigné à prendre en charge librement sa reproduction comme tel. C'est la transformation de la mobilisation, de l'exploitation et de la reproduction de la force de travail : un « réencastrement » pervers du travail, *non pas dans la « société » mais dans la vie quotidienne.*

En conclusion : foire d'empoigne dans la crise de la mondialisation sous supervision américaine.

Ce numéro de *Théorie Communiste* est loin d'aborder toutes ces questions, il faut le considérer comme un puzzle dont les pièces sont encore en vrac dans la boite et dont certaines sont même manquantes.

[78]Collectif Ahou, ahou, ahou, *La révolte des Gilets jaunes, histoire d'une lutte de classes*, niet! éditions, 2020, p. 5.

Cependant, il apparaît que l'agencement des pièces répond à un puissant régisseur : la crise de la mondialisation sous supervision américaine.

La politique américaine sous l'administration Trump fonctionne dans une énorme ambigüité : d'une part elle entérine la fin de l'unipolarité américaine et, d'autre part elle affirme l'existence des États-Unis comme *la seule grande puissance à vocation mondiale* dans la mesure où ils sont seuls à pouvoir imposer une série de négociations bilatérales. Endiguer la Chine, la maintenir dans un rang subalterne (bien que second) de la mondialisation, au risque de « séparer », comme le dit Musk, des « économies siamoises » (Chine et États-Unis). Reconnaître à la Russie un statut légitime de puissance régionale mais subordonnée aux intérêts américains en matière de production et d'exportation d'hydrocarbures ainsi que sur un éventuel « partage » des ressources ukrainiennes. Affaiblir, désunir et vassaliser l'UE. Considérer les pays du deuxième et troisième cercle de la tripartition zonale de la mondialisation américaine comme des sous-traitants ou des fournisseurs occasionnels et substituables du capitalisme national américain ne pouvant qu'implorer une « clémence douanière », et, pour ceux du troisième cercle, en renforçant les kleptocraties rivales, en encourageant les guerres intestines de prédations et, avec la fin de l'USAID, en menaçant de mettre à mal toute mécanique de reproduction locale.

Dans cette foire d'empoigne orchestrée par les États-Unis de Trump, il s'agit pour ce pays d'imposer à chaque espace défini et convenu comme national, au travers de la division du travail et des échanges, par des moyens économiques, financiers ou militaires une relation de dépendance spécifique avec le capitalisme national américain.

À l'expression de « capital national », nous préférons celle de *capitalisme national*. Nous appelons capitalisme national la reproduction, sur un territoire tel que nationalement délimité par un pouvoir d'État, des rapports sociaux de production capitalistes au travers de taux de profit nationaux *seulement tendanciellement égalisés* (voir dans ce numéro : « État/États »). La propre organisation mondiale des « chaînes de valeur » travaille à la différenciation des taux de profit tels que définissant des espaces nationaux (et tels que les États les organisent). Les chaînes de valeur ne sont pas une simple et neutre division du travail, elles sont hiérarchisées comme création et drainage de surprofits. Mais attention, ce ne sont pas les États qui sont à l'origine, la cause première, de ces différenciations, ce sont au contraire ces différenciations elles-mêmes, qui, nécessaires, se formalisent dans des États qui alors, par toutes les actions en leur pouvoir (recherche, subventions,

infrastructures, fiscalité, politique financière, éducation et formation, protection sociale, fixation des normes, « sécurité », capacités d'intervention militaire, etc.) en assurent plus ou moins la pérennité et la protection.

La reconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail que vise la politique actuelle des États-Unis (Trump, 2025) passe par la réorganisation, à leur profit, de la hiérarchie mondiale actuelle en crise, en exacerbant les fondements de leur domination tout en reconnaissant les changements survenus, engendrés par cette domination même, à laquelle la Chine a su s'articuler pour sa propre politique de développement. De là, son énorme point faible : elle ne peut alors n'être qu'une reconnexion très fragile, non seulement au niveau mondial, mais encore, dans son objectif et dans sa limitation même au territoire du capitalisme national américain.

Dans ce contexte qui surdétermine mondialement toutes les luttes de classes, pris individuellement, on peut dire qu'aucun des éléments énoncés se combinant dans le cours des luttes actuelles n'est nouveau. Ce qui importe et donne leur spécificité à ces luttes ce sont les diverses conjonctions, la coagulation possible de ces éléments. C'est dans leur coexistence et les contradictions existantes entre eux que peut se produire la conjoncture et l'unité de rupture que nous nommons communisation. La communisation est une lutte dans toutes les instances du mode de production et simultanément le bouleversement de leur hiérarchie. Les mesures communisatrices englobent, dans la pratique du prolétariat, toutes les classes ou couches dominées en lutte, les dissolvent dans le mouvement même où le prolétariat, contre le capital, s'abolit comme classe.

Annexe : sur les luttes au Bangladesh, etc.

Au Bangladesh le soulèvement qui démarre en juillet 2024 est d'abord « politique », mobilisant les étudiants contre l'instauration de quotas pour accéder aux emplois publics. Les bâtiments officiels sont attaqués, la répression provoque environ 500 morts. Les manifestations dépassent largement le milieu étudiant : la plupart des morts étaient des ouvriers, des employés, ou des travailleurs journaliers.

Dans les jours qui suivent, des usines de confection textile sont incendiées. De nombreuses usines ferment, donnant congé aux travailleurs. Les ouvriers déterminés à poursuivre le travail exigent que les usines restent ouvertes et attaquent celles fermées, mais aussi des usines restées ouvertes où les ouvriers ont repris le travail. De violents affrontements ont lieu entre les ouvriers des usines fermées et ceux des usines ouvertes qui veulent travailler. Début août 2024, le chef de l'armée annonce la démission de la Première ministre ; un économiste, surnommé « le banquier des pauvres » (il a créé la première banque de microcrédit), et prix Nobel de la paix, Muhammad Yunus, prend la tête du gouvernement intérimaire.

Les syndicats réclament l'arrêt des poursuites et la libération des manifestants emprisonnés. La présidente d'un des syndicats réclame en outre un congé de maternité payé, de 6 mois, et la mise en place d'unités chargées des plaintes contre le harcèlement sexuel, des droits au logement, à la santé, à l'éducation et un salaire minimum de 80 $ pour mettre fin au recours systématique des ouvriers (essentiellement des ouvrières) aux prêts.

Les grèves et les manifestations reprennent sur les conditions de travail et les retards de paiement de salaires. Le nouveau gouvernement dénonce un « comportement violent et destructeur des travailleurs dans les usines de la ceinture industrielle ». L'organisation patronale souligne de son côté que « Les dirigeants syndicaux nous ont appris que les manifestations actuelles ne sont pas assorties d'un ensemble clair de revendications, ce qui laisse même les dirigeants perplexes.»

Les luttes se complexifient, après les affrontements entre ouvriers d'usines fermées et d'usines ouvertes, ce sont les chômeurs qui réclamant des emplois : 35 usines de la confection annoncent leur fermeture suite aux manifestations de chômeurs. Ceux-ci bloquent les routes et les accès aux zones industrielles. Une nouvelle composante intervient lorsque les chômeurs réclament la parité à l'embauche dans les usines de confection entre hommes

et femmes. Les tensions sont intenses entre ouvriers et ouvrières, les hommes dénonçant une discrimination à l'embauche. Le nombre de femmes travaillant dans le secteur de l'habillement au Bangladesh n'a cessé de diminuer au fil des ans. Selon des données récentes, les femmes représentaient 80 % de la main-d'œuvre du secteur en 1980, la proportion est tombée à 53,7 % en 2021 puis à 52,28 % en 2024.

En septembre, des usines sont attaquées par une « Association de jeunes chômeurs ». Ce sont principalement les ouvriers licenciés (ceux et celles sur liste noire : refus d'accès à un emploi) qui mènent les manifs. À la suite des manifs pour les salaires de juillet-août, environ 100 000 travailleurs ont été licenciés. Mais les ouvriers qui demeurent en poste ne veulent pas que leur usine soit fermée. La fin septembre voit de nombreux affrontements entre ouvriers d'usines différentes : ouvriers employés / chômeurs / licenciés / hommes / femmes. Les ouvriers des usines fermées attaquent les usines qui fonctionnent.

Fin septembre, un accord est conclu entre les syndicats et les organisations patronales sur la « mise en œuvre d'un salaire minimum », le règlement des salaires impayés et un congé de maternité de 120 jours. Mais certains patrons ne mettent pas en œuvre les accords, il s'ensuit, en octobre et novembre 2024, une reprise des manifestations et des grèves spontanées en réaction au non-paiement des arriérés de salaires et à la poursuite des licenciements. À la suite de ces grèves et manifestations, les affrontements reprennent entre ouvriers exigeant la réouverture de leur usine et ouvriers d'usines rouvertes, affrontements auxquels se mêlent les habitants de chaque quartier. En mars 2025, ce type d'affrontement reprend quand, à la suite de la mort d'une ouvrière, une usine est vandalisée et que ses ouvriers se rendent dans certaines usines et tentent d'y entrer de force pour inclure les autres ouvriers à leur manifestation.

La crise économique qui touche le Bangladesh se répète dans les pays du « Sud » : au Kenya où des émeutes ont éclaté pour annuler la hausse des impôts exigée par le FMI ; au Pakistan, où le gouvernement s'est tourné pour la septième fois vers le FMI pour obtenir des fonds ; en Égypte, qui est au bord du défaut de paiement ; au Nigeria, où règne la faim ; en Argentine, etc. Toute cette accumulation de situations plus ou moins identiques témoigne de la crise de la mondialisation sous supervision américaine (là où la tripartition zonale pouvait faire système unifié, ce n'est plus le cas). Mais surtout cela témoigne de l'extrême complexité de la configuration actuelle des luttes de classes où toutes sortes de contradictions, d'antagonismes et de conflits sont

intriqués et se combinent, désignant dans le cours des luttes des dominantes rapidement changeantes et faisant du prolétariat un kaléidoscope où les cristaux s'entrechoquent en images mouvantes.

Ces luttes de classes au Bangladesh nous amènent à rappeler les soulèvements birmans de 2021[79]. Dans un immense mouvement de « désobéissance civile » (les services et les banques sont bloqués, l'armée doit investir les hôpitaux pour briser la résistance des personnels et empêcher les soins aux blessés), les ouvriers, principalement du secteur textile tenu par des entreprises chinoises et les conglomérats économiques de l'armée, se mettent massivement en grève. Des dizaines d'usines sont incendiées : « À chaque mort une usine brûle », tel est le mot d'ordre des ouvriers (à 80 % des ouvrières). L'insurrection débute en mars 2021, en avril on compte plus de 600 morts. C'est tout un système de reproduction sociale *y compris politique* qui est attaqué. Nombre de travailleurs ne pouvant plus payer leur loyer (comme dans l'immense bidonville Hlaing Tar Yar[80], regroupant 700 000 personnes, essentiellement des migrant.e.s. intérieur.e.s), il s'ensuit un exode massif depuis les centres industriels vers les villages. Ce qu'il s'est passé au printemps 2021 en Birmanie/Myanmar est certainement une des luttes les plus emblématiques de notre période.

C'est la question, abordée dans ce « Propos d'étape », de la « jonction » qui est mise en jeu par ces luttes fragmentées et diverses. La Chine, l'Asie du Sud (jusqu'au Népal) et du Sud-Est, l'Amérique latine concentrent au mieux les ingrédients d'une fusion : importance des luttes ouvrières prises entre l'asystémie de la revendication salariale et son caractère intenable ; ampleur des mouvements sociopolitiques, situation charnière pour faire basculer et rendre totalement inopérante le zonage de la mondialisation, importance des mouvements de la petite paysannerie, étranglement des classes moyennes suite à un bref moment d'euphorie pour elles.

[79] Voir *TC* 27, p. 36-37.
[80] Dans la commune de Yanlong, en banlieue de Rangoun.

Ukraine 2022

« La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines au sein des trusts se romprait. Les entreprises les plus favorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des sociétés par actions ou adopter toute autre forme transitoire de propriété telles que la participation des ouvriers aux bénéfices. Les kolkhozes se désagrégeraient en même temps et plus facilement. La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture. »
(Trotski, *La révolution trahie*, Éd. Grasset, 1936, p. 283 – traduit par Victor Serge).
[On ne pouvait exprimer plus clairement non pas la chute du « régime soviétique » mais sa nature même dont la « chute » ne fut que la réalisation.]

L'invasion de l'Ukraine par la Russie n'est pas une guerre mondiale, mais c'est une guerre au niveau mondial.

Dans la crise et des guerres, la reconfiguration de la mondialisation cherche sa voie

Chaque phase du mode de production capitaliste inclut sa mise en forme militaire : le rapport d'exploitation identique aux rapports de production, comme lutte des classes n'est pas un calque de ces rapports de production. Cette lutte se développe et ses protagonistes prennent forme, à partir du procès global de production-valorisation, tout autant économiquement que politiquement, culturellement, « racialement », incorporant la contradiction entre les hommes et les femmes. Le rapport d'exploitation en ce qu'il est toujours subsumé dans la reproduction sous le pôle du capital inclut sa mise en forme militaire embarquant les prolétaires. Dans la subsomption réelle du travail sous le capital, toutes les guerres entre pays centraux opposent non seulement deux ennemis poursuivant des buts antagoniques, mais surtout deux ennemis constitués et construits par la

nécessité de surmonter une même contradiction, chacun en représentant un pôle et chacun ayant en lui-même l'existence et la nécessité de l'autre. Tout le problème de « l'analyse concrète d'une situation concrète » réside dans le fait que la polarisation est elle-même un travail de médiation et de transposition de la contradiction constitutive dans des termes qui sont conjoncturellement les siens.

Actuellement, depuis la crise de 2008, celle du mode de production tel que restructuré dans les années 1970-1980, la contradiction à résoudre *mondialement* est celle suscitée par la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail[81]. De principe même de la mondialisation de l'accumulation, elle est devenue une entrave si ce n'est contradictoire à cette même accumulation. *Il s'agit de réarticuler mondialement l'accumulation du capital et la reproduction de la force de travail globale*. Il n'y aura pas de retour à des formes d'accumulation nationale, telles que celles qui, avant la restructuration des années 1970-1980, caractérisaient les pays centraux ou qu'essayaient d'édifier des pays du Tiers-monde. Et même si une reconfiguration, voire une restructuration de la mondialisation se constitue en « blocs » stables, ces derniers ne pourront être imperméables les uns aux autres comme pouvaient l'être globalement l'Est et l'Ouest de l'après-Seconde Guerre mondiale jusque dans les années 1980. Cela n'empêche que partout on assiste à une revalorisation du national et ce dernier n'est pas de même nature selon les États ou les alliances toujours mouvantes entre États. C'est au travers des formes différentes du nationalisme, plus ou moins radicales et sociales, sur un éventail allant de la « gauche » à l'« extrême droite », que la contradiction se manifeste. Si la nécessité d'inventer une réarticulation de la valorisation du capital et de la reproduction de la force de travail, et de remanier la configuration économique et géopolitique mondiale qui lui est inhérente, s'impose à tous comme une revalorisation du national, c'est pour ne pas se voir imposer les conditions de cette recomposition en situation de « variable d'ajustement » et d'en tirer le plus possible d'avantages.

Il est possible de distinguer dans la période actuelle un nationalisme expansif et un nationalisme défensif. Nous considérons comme le nationalisme expansif majeur celui des États-Unis – expansif y compris, et de plus en plus, contre l'UE et le Royaume-Uni, ses alliés subordonnés. Expansif en ce que son contrôle des circuits financiers mondiaux, de la monnaie de référence, des normes et des règles de production et de la plupart des technologies disruptives et conquérantes, l'extraterritorialité de nombre de

[81] Sur la double déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, voir, dans ce numéro, les annexes des « Commentaires à propos du texte de Ray Brassier ».

dispositions de son droit et *last but non least* sa puissance militaire, le mettent en position de changer les règles de la concurrence et de l'accumulation pour en demeurer le maître.

Face à ce nationalisme expansif dont les pratiques agressives le désignent comme la nouvelle figure de la « mondialisation occidentale », se dressent toutes les formes défensives de « souverainisme » national, se voulant parfois alternatives à celle-ci, plus ou moins alignées sur quelques challengers comme la Russie et avant tout la Chine et leurs propres visées expansives.

C'est ainsi que la contradiction à surmonter entre la déconnexion et l'accumulation distribue ses termes. Aucun des États ou « blocs » ne représente un terme de cette contradiction, aucun n'est l' « accumulation sans frein» ou la « mondialisation » et l'autre la « souveraineté nationale » ou la « bienveillance (intéressée) vis-à-vis de la force de travail » et de sa nécessaire reconnexion avec la valorisation du capital. Tous sont traversés, selon leurs spécificités, par la même contradiction qui distribue les rôles dans les termes d'un affrontement géopolitique entre États et alliances d'États[82].

On peut dire que les termes de la contradiction se polarisent à condition de préciser l'élément dans lequel et par lequel s'effectue cette polarisation : l'affrontement entre États ou « blocs ». Cet élément est lui-même un effet de la nature de la contradiction. Ce cadre national de l'État apparaît pour les classes dominées comme le lieu de la reconnexion possible et pour les classes dominantes comme la base de leur résistance et/ou selon leurs statut et position, de leur consolidation et de leur expansion. La nation, et parfois la citoyenneté ou sa revendication, se trouvent mobilisées *différemment* des deux côtés. Les enjeux divergents dans ce cadre formatent une séquence nationale particulière des luttes de classes, très diverse selon les pays, dont la reconfiguration, ou une éventuelle restructuration de la mondialisation, comme nouvel agencement du rapport d'exploitation, dépend dans son déroulement et son issue.

Dans l'affrontement entre les États-Unis et la Chine et en second rang la Russie, l'Union européenne, l'enjeu est de savoir quel « bloc », au travers des rivalités et des alliances entre ces quatre puissances, pourra, en

[82] Il est tout aussi faux de ramener une restructuration du mode de production capitaliste à un choc de volontés et de stratégies qu'à des acteurs considérés comme des agents. Dans le premier cas, l'évolution du mode de production capitaliste est ramenée à un jeu d'intérêts et de rapports de force, alors que dans le second cas les lois générales du capital sont hypostasiées et deviennent dans leur abstraction même, le moteur de l'histoire qui n'est alors que leur réalisation. Dans les deux cas on considère les acteurs comme indéterminés, dans le premier la loi n'est que le résultat fortuit de leur interaction, dans le second, ils ne sont que des fantoches manipulés par la loi ou par le concept.

réorganisant les modalités de l'exploitation de la force de travail globale disponible, imposer un modèle *hiérarchisé* mais mondialement *vivable* pour les « vaincus ».

Le capital (considéré comme le pôle dominant et subsumant d'un rapport de classes) ne produit jamais par lui-même de solutions à ses contradictions, ni dans le seul affrontement concurrentiel entre puissances. Au fondement il y a toujours l'exploitation qui fait que cet affrontement ne prend un sens que de par la confrontation avec le prolétariat. C'est la lutte de classe vaincue et les modalités et « inventions sociales » nécessaires pour la vaincre, initiées par un des protagonistes, qui dessinent les caractéristiques d'une restructuration. La subsomption réelle du travail sous le capital est toujours en devenir[83].

Les restructurations du mode de production capitaliste ne suivent jamais un plan, mais se construisent dans les affrontements internes de la classe capitaliste mondiale et par-dessus tout dans l'affrontement avec le prolétariat. La fraction de la classe capitaliste pouvant s'imposer aux autres (en tant que fonction dans la reproduction et simultanément ancrage « national » – ou non ? – de cette fonction) et créer une hiérarchie vivable pour l'ensemble de la classe mondiale est celle qui résout et reconfigure le rapport d'exploitation. Les luttes internes à la classe capitaliste nationalement et mondialement, jusqu'à, parfois, la guerre qui n'en n'est que la poursuite, n'ont de sens que de trouver la meilleure solution de renouvellement de l'exploitation pour l'ensemble du capital.

---

[83] « La soumission [le terme de « soumission » est celui retenu dans la traduction de Dangeville, nda] réelle du travail au capital s'accompagne d'une révolution complète (qui se poursuit et se renouvelle constamment, cf. le *Manifeste communiste*) du mode de production, de la productivité du travail et des rapports entre capitalistes et ouvriers. » (Marx, *Un Chapitre inédit du Capital*, Éd. 10/18, p. 218).

On ne peut parler de subsomption réelle, en accord avec le concept même de plus-value relative, qu'au moment où toutes les combinaisons sociales sont affectées. L'affectation de la totalité possède son critère. La subsomption réelle devient un système organique, c'est-à-dire qu'elle part de ses *présuppositions propres* pour créer à partir d'elle les organes qui lui font défaut, c'est ainsi qu'elle devient une totalité. La subsomption réelle se conditionne elle-même, alors que la subsomption formelle transforme et modèle, selon les intérêts et les nécessités du capital, un matériau social et économique existant.

Cela nous permet d'introduire un troisième point, la subsomption réelle du travail (donc de la société) sous le capital est par nature *toujours inachevée*. Il est dans la nature de la subsomption réelle d'atteindre des points de rupture car la subsomption réelle surdétermine les crises du capital comme *inachèvement de la société capitaliste*. C'est le cas lorsque le capital crée à partir de lui les organes spécifiques et les modalités d'absorption de la force de travail sociale qui avait été créée dans la première phase de la subsomption réelle. La subsomption réelle inclut dans sa nature d'être une perpétuelle autoconstruction scandée par des crises, le principe de cette autoconstruction réside dans son principe de base, l'extraction de plus-value sous son mode relatif.

Mais, actuellement, ni les États-Unis, ni la Chine, ni l'UE et encore moins la Russie ne portent une restructuration à venir. Le jeu, jusqu'à, éventuellement, la guerre entre ces puissances, n'est que l'existence manifeste (et non la solution) de la contradiction à résoudre et *la contradiction les traverse*, reproduisant en les transposant ses termes en chacune d'elles jusque dans les fractures politiques en Europe entre « pro-États-Unis » et « pro-Russie », mais aussi fractures aux États-Unis et en Russie (et ailleurs) vis-à-vis de l'UE et des États-Unis. Pour toutes, la contradiction est sur la table comme nature de l'État et relation entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail à l'échelle mondiale. La restructuration, ou du moins une reconfiguration de la mondialisation, « cherche sa voie », ressuscitant et actualisant toutes les variantes du nationalisme combinant économie, politique, identité culturelle, xénophobie, racisme, sexisme, masculinisme, et s'attaquant à l'obstacle que serait une « écologie punitive ».

Si la question de la reconfiguration de la mondialisation (ou d'une restructuration) est aujourd'hui si violemment posée, c'est que nous sommes parvenus à la limite de toutes les « largesses » des Banques centrales et de tous les « Quoi qu'il en coûte ». Dans la crise de 2008, la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail de dynamique de la mondialisation est devenue son entrave, les sections I et II de la reproduction ne s'articulent plus, la crise de suraccumulation est devenue identique à la crise de sous-consommation, l'équilibre financiarisé de sous-investissement qui avait maintenu le taux de profit s'effondre dans la gabegie monétaire et l'inflation des profits renforçant la déconnexion[84]. Si nous considérons la déconnexion comme l'essence et la dynamique de la mondialisation de ces quarante dernières années c'est alors *un monde* qui est entré en crise et doit se renouveler. Ce monde était celui de la mondialisation sous supervision américaine.

La crise de la mondialisation sous supervision américaine

Ce monde, de par la nature du capital restructuré dans les années 1970-1980 comme fluidité de la reproduction conforme à l'extraction de plus-value sous son mode relatif, était nécessairement globalisation. Cela s'est confirmé avec l'effondrement, de 1988 à 1991, du bloc de l'Est et de l'URSS. La dénationalisation des États centraux et la fin de l'internationalisation, c'est-à-dire les relations entre « systèmes nationaux intégrés » (Saskia Sassen), furent

[84]Voir "Too much monkey business", in *TC* 22, 2009.

également la fin de l'identité ouvrière dont l'URSS était étatiquement et géopolitiquement la représentation : c'est-à-dire la cristallisation d'une structure mondiale de la lutte des classes, bien qu'elle en fût la *contre-révolution liée* et quoi que nous puissions en penser [85].

En séparant, sous la tutelle du capital financier[86], la valorisation et la circulation du capital de la reproduction de la force de travail, la mondialisation a brisé les aires de reproduction cohérente dans des délimitations nationales et régionales qui caractérisaient, avant la restructuration des années 1970-1980, les pays centraux, et bouleversé les structures et les politiques étatiques, économiques et sociales des pays périphériques ainsi que leur insertion mondiale. Cette rupture a créé un désordre mondial qu'il a fallu réguler en continu par la violence qui assimilait les opérations militaires à des opérations de police[87]. À partir de la disparition de l'URSS, la régulation américaine du désordre a été sa gestion permanente, indifférente à une mise en forme stable du social. Les États-Unis, profitant de leur unipolarité comme puissance mondiale, ne cherchaient pas à conquérir le monde, mais à réguler le désordre (à la fois perturbant et nécessaire à la mondialisation telle que produite) au travers d'un autre système que celui de la concurrence entre États. Ce qui s'est souvent traduit par des massacres ciblés comme actes régulateurs avec la fin de la distinction entre guerre et paix, distinction supposant une gestion *locale* de

[85] Voir dans ce numéro de *TC* le commentaire sur la postface de *Intérêts matériels,* Il Lato Cattivo. Éd. de l'Asymétrie, 202

[86] En 1979, avec le relèvement simultané des taux d'intérêt et du dollar, La Fed opère un véritable coup d'État financier en faveur des créanciers. À la fin des années 1960 puis surtout durant les années 1970, le capitalisme financier s'est retrouvé être à l'avant-garde de la restructuration qui a liquidé l'ancien cycle de luttes, défait, et de la réorganisation capitaliste qui s'en est suivie. Il en a découlé une conception purement financière de l'entreprise qui fait de celle-ci une collection d'actifs divisibles et liquides susceptibles d'être cédés ou achetés au gré des opportunités. La financiarisation est une mise en forme du capitalisme productif qui devient financier au sens où il ne fonctionne que selon les critères définis par cette égalisation des taux de profit en temps réel qu'est la finance. Le marché des actifs structure le fonctionnement même de l'entreprise, du capital productif. Les normes de rentabilité financière ont transformé ce qui pouvait être le taux d'exploitation nécessaire de la force de travail pour la survie de l'entreprise. Le capital a toujours recherché la production maximale de plus-value, cependant celle-ci n'est pas un absolu mais une norme historique dictée par les modalités de la concurrence et de l'égalisation des taux de profit, l'état des forces productives, la concentration du capital, les modalités de reproduction de la force de travail et le système des besoins historiquement existant. Cette nouvelle norme fut une modification profonde des rapports du capital à la classe ouvrière : un salariat plus indéterminé, faiblement structuré politiquement et syndicalement, disparition de l'alternative socialiste, chômage et plus grande vulnérabilité. La configuration du capitalisme qui finalement est ressortie de cette évolution est le résultat de mesures prises par les pays capitalistes centraux pour résoudre la crise structurelle telle qu'elle se manifestait au début des années 1970 : déréglementation des flux financiers, des échanges commerciaux et des investissements directs, entre autres.

[87] Voir, en annexe, le texte (« ancien » : 2003) « A fair amount of killing ».

la « paix sociale ». C'était la « guerre globale contre le terrorisme » : globale et, par nature, interminable.

« Idéalement » les États ne devaient plus être que de simples gouverneurs de provinces. Les chefs de guerre autonomes locaux étaient autorisés à se livrer à quelques guerres locales de conquêtes, de reconquêtes ou de balkanisation (ex-Yougoslavie, Caucase, Proche et Moyen-Orient – Israël compris –, Colombie, Amérique centrale, Mexique, Indonésie et Timor oriental) avec, occasionnellement, en tant que sous-traitants, une alliance avec toutes sortes de réseaux mafieux : une branche mondiale du capital qui manie à la fois le capital financier et la violence *locale* permanente.

« Idéalement », la violence devait être la continuation de l'économie par d'autres moyens, sans médiations politiques si ce n'est divers degrés d'interventions « coup de poing », de « missions pacificatrices forcées », missions policières, missions humanitaires (favorisant aussi l'enracinement d'une économie de marché et la pénétration des « valeurs occidentales »). Dans tous les cas, pas de négociations pour établir « une vie de vaincu vivable ». La destruction des Gazaouis par l'Israël de Netanyahou est peut-être le dernier acte (contreproductif ?) de ce monde-là[88]. Localement, pouvaient se constituer des sous-systèmes conflictuels complexes (adversaires multiples) qui ne nécessitaient pas l'intervention du « leader ».

« Idéalement », il s'agissait d'affirmer *a priori* le globalisme des intérêts américains : de leurs firmes transnationales, de leur finance, de l'idéologie et des « valeurs » qui vont avec et approfondissent leur présence, en déconstruisant les souverainetés nationales et les logiques de voisinage territorial, de recomposer, partout où c'était possible, les éléments productifs, nationaux, politiques ou idéologiques en branches fonctionnelles transnationales sur lesquelles s'exerce le « leadership naturel » des États-Unis. Cela s'appliquait également, mais en devant composer avec la résistance/adaptation de leur souveraineté et à leur contribution majeure au processus de globalisation, à l'Union européenne, au Japon et autres pays du bloc occidental. Pour cela, il s'agissait d'éliminer les États, mouvements sociaux, ou guérillas hostiles ou bloquant le marché, le flux des marchandises, de capitaux, la « libération » de la main-d'œuvre, la progression de « l'esprit de libre entreprise » et de l'individualisme libéral. D'un côté, la mondialisation économique et militaire, régulée par les États-Unis à partir de la fin des années 1980, était destruction/reconfiguration globalisante de toutes les souverainetés ou régulations nationales des pays et régions qui pouvaient y être soumis et, de l'autre, une forme de réunification de ce monde-là par la construction

[88] Voir, dans ce numéro, le texte « Gaza 2023

d'espaces économiques unifiés selon des logiques non-souveraines. La mondialisation sous supervision américaine avait combiné deux stratégies : « l'élargissement clintonien »[89] et la « mise en ghettos civilisationnels » de la droite républicaine[90]

Ces transformations se *combinaient*, plus ou moins conflictuellement, aux politiques de développement de pays tels que la Chine, le Brésil, la Corée du Sud, Taïwan, le Mexique, l'Inde, etc. La mondialisation comme déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail a fortement infléchi, modelé et contribué à ces politiques de développement, *chacune particulière,* en en faisant des acteurs constitutifs. Ces pays n'en voyaient pas pour autant leur souveraineté nationale déconstruite – largement dépendante de la globalisation, elle *s'y ajustait et s'y articulait,* ils devaient évoluer dans les *règles du jeu* dictées essentiellement par la politique économique et financière des États-Unis, et de l'activité de leurs firmes transnationales (et de celles du reste de l'Occident).

Ce processus a profondément transformé leurs structures économiques, les conditions d'exploitation de leur classe ouvrière, et leurs sociétés, les rendant de plus en plus éléments, particuliers, du monde globalisé. Pour s'insérer dans la mondialisation sous supervision américaine *tout en cherchant* à diversifier et à sophistiquer leur économie, pour l'exportation, leurs propres besoins et accroître leur puissance, ils ont combiné rôle organisateur (ou planificateur) de l'État (législation, infrastructures, mise à disposition et contrôle de la force de travail, garanties de faibles salaires, protection sociale, normes diverses et fiscalité), accueil encouragé et contrôlé d'unités, délocalisées ou créées spécialement, du circuit de production-de la chaîne de valeur de firmes transnationales des pays centraux (États-Unis, Japon, des pays de l'UE,...), et soutien à l'adaptation ou à la création d'entreprises nationales. Usines *ad hoc* qui fabriquent et exportent massivement et à faibles coûts des

[89] La doctrine Clinton est une doctrine non-officielle du gouvernement américain issue de l'interprétation des priorités de politique étrangère sous la présidence de Bill Clinton (1993-2001). Celui-ci a pris son poste deux ans après la chute de l'URSS. Á l'opposé de la notion d'*endiguement* (*containment)* en vigueur durant la guerre froide, le globalisme clintonien est un élargissement fluide qui opère dans des espaces géographiques qui ne sont pas prédéfinis, selon une frontière mobile et dynamique. Il est permis notamment par l'effacement temporaire de la Russie et de la Chine. Ainsi, les États-Unis interviennent partout où c'est possible, en assignant leurs propres intérêts nationaux aux intérêt globaux. Il s'agit d'étendre et de faire circuler leurs capacités commerciales ou d'investissements, et de capter les ressources en matières premières, selon des formes d'ingérence à géométrie variable : forte lors de la guerre du Kosovo, ou en Somalie, et quasi inexistante lors du génocide au Rwanda.

[90] Voir le concept de Samuel Huntington : « le choc des civilisations » (1996).

biens de consommation et des composants industriels. Certaines sont implantées pour pénétrer plus facilement les marchés émergents que sont certains de ces pays. Il s'agit parfois aussi de services : les parcs technologiques de Bangalore, par exemple, travaillent pour toutes les firmes informatiques mondiales et font de l'Inde le premier exportateur mondial de services informatiques.

Ce système constituant de la mondialisation contribue à l'accumulation et à la compétitivité des entreprises concernées, ainsi qu'à la modération des prix des biens nécessaires à la reproduction de la force de travail des pays centraux (et des autres), *dynamique inhérente et fondamentale* de cette déconnexion.

Certains pays du « Sud » ont une contribution qui semble proche, mais elle en diffère en ce qu'ils ont peu de marges de manœuvre et ne peuvent que difficilement et faiblement la mettre au service de leur développement, car très dépendants des États-Unis (cf. ci-dessus) et autres pays centraux (ex. : Bangladesh, Tunisie...).

Pour les États-Unis, il s'agissait en outre de sortir des alliances à territorialité définie, ce fut le moment de « l'obsolescence de L'OTAN » et de l'éphémère *partnership* avec la Russie (début des années 1990 à 2014). L'OTAN devenait une nouvelle alliance offensive contre des probabilités d'insécurités plurielles, sans zone prédéterminée. Il ne s'agissait pas d'une alliance des États-Unis avec l' « État russe souverain », ce sont la Russie et ses abords eux-mêmes qui étaient devenus une « frontière de l'élargissement » avec le sens américain de « frontière ». Dans les termes de l'accord : « l'OTAN aide militairement la démocratisation et l'extension de l'économie capitaliste libérale en Russie et à sa périphérie ».

Dans des zones entières comme l'Asie centrale, le Mexique, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud ou en Afrique, bourgeoisie, bureaucratie, mafias, milices, police et armée se découpaient des monopoles, gérant les investissements étrangers, les activités pouvant s'articuler avec la valorisation mondiale et créant un constant décalage entre la masse de main-d'œuvre libérée disponible et son absorption comme force de travail.

Il y avait eu auparavant des interventions américaines (avec des alliés) au sol mais ponctuelles. En Afghanistan (2002) et en Irak (2003), à cet idéal s'est imposée l'incontournable nécessité de l'engagement au sol suivi

d'occupation mais sans modifier la stratégie générale : le *protectorat* n'impliquait sérieusement aucun « *nation building* ».

Aujourd'hui un mode d'exploitation de la force de travail à l'échelle mondiale, de mise en valeur du capital, et son système de relations économiques et géopolitiques, est à bout de souffle et s'effondre dans son exacerbation.

Dans les pays arabes du pourtour méditerranéen, la crise de la mondialisation fondée sur la déconnexion s'est traduite dans les révoltes prolétariennes et interclassistes signifiant la faillite d'une classe capitaliste (se survivant à elle-même) construite comme une oligarchie clientéliste se confondant avec les appareils répressifs de l'État métamorphosant en activités produisant de la rente toute production ou service pouvant entrer dans le flux de la valorisation mondiale du capital. Cette crise se traduit aussi, dans le cadre de situations économiques et politiques liées *à des niveaux divers* à la mondialisation, par les grandes luttes ouvrières au Vietnam et au Bangladesh, les énormes manifestations interclassistes au Chili (2019 à 2021) et d'autres luttes en Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique, Équateur,...), la révolution au Soudan en 2019, les soulèvements en Iran (dont celui de 2022-2023, suite à l'assassinat de Jina Mahsa Amini), les Gilets jaunes en France, la vague récente de luttes aux États-Unis, etc. Luttes souvent caractérisées par la participation massive des femmes, dans une dynamique féministe.

L'identité, dans la crise actuelle, entre crise de suraccumulation et de sous-consommation[91] signifie que la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail est devenue un problème. Dans cette identité de la crise, la déconnexion qui était fonctionnelle à une phase du mode de production devient contradictoire à sa propre poursuite. Cela tant au niveau de l'architecture mondiale de la réalisation faisant des États-Unis le consommateur en dernier ressort, qu'au niveau, tout aussi important et peut-être plus pour la suite, du développement « national » des « capitalismes émergents [92]».

[91] Voir « Too much monkey business », in *TC* 22, 2009.

[92] Dans la configuration mondiale actuelle, l'apport constant en liquidités est fourni par les déséquilibres américains, c'est-à-dire par l'endettement extérieur des États-Unis qui font figure de « consommateur en dernier ressort » comme on parle de « prêteur en dernier ressort ». Les liquidités sont créées par la Banque centrale dans ses opérations de politique monétaire (achat d'actifs contre injection de liquidités). La croissance très rapide de ces liquidités est due à deux raisons : d'une part, la politique très laxiste américaine faite d'un policy-mix expansionniste monétaire et budgétaire (baisse des taux et baisse des impôts) ; d'autre part, lié au premier point, le régime de change mondial. Le « consommateur en dernier ressort » américain alimente à l'autre

La relation entre économie et violence avait été simplifiée par la création des États-nations du XVIIème au XIXème s. et ensuite par la bipolarité Est / Ouest, durant la première phase de la subsomption réelle. La gestion américaine du désordre de la globalisation consistant à déconstruire, là où elle le pouvait, les souverainetés nationales et les logiques de voisinage, a engendré une situation proliférante, incontrôlable, entropique. Après s'être restructuré *mondialement* dans les années 1970-1980 contre « Keynes et Ford », en déconnectant la valorisation du capital de la reproduction de la force de travail, le mode de production est maintenant miné par un retour de manivelle de ce qui fut la dynamique de ces trente ou quarante dernières années.

Toute la géographie de la reproduction mondiale du capital et son zonage en abyme se délite. Ce qui faisait système ne le fait plus : austérité, baisse générale de la part salariale dans la valeur ajoutée n'alimentent plus les assignations sur une valorisation future du capital financiarisé qui s'alimente lui-même à la « planche à billets [93]».

bout de la chaîne d'énormes excédents commerciaux (la Chine bien sûr). Ces excédents commerciaux, accumulés par les pays exportateurs sous forme de réserves de change (pour éviter l'appréciation de leur monnaie par rapport au dollar) sont reprêtés sur les marchés financiers par l'intermédiaire des banques centrales et alimentent la création monétaire. Cette configuration repose sur l'existence aux États-Unis du système financier le plus développé, c'est-à-dire le plus liquide, et de la monnaie mondiale mais se traduit par l'accumulation de déficits gigantesques que seule une baisse concomitante du dollar, de la consommation intérieure et de l'investissement américain pourrait résorber. La disparition en cours de la connivence américano-chinoise aura de sérieuses conséquences sur le niveau de vie du travailleur américain.

[93] Dans les pays de l'Union européenne, la part salariale est à peu près stable jusqu'à la crise du milieu des années 1970 qui la fait brusquement augmenter ; le retournement de tendance intervient dans la première moitié des années 1980, la part salariale se met à baisser, puis tend à se stabiliser à un niveau historiquement très bas. Si l'on considère la situation précédant la crise de 2008 qui, rappelons-le, éclate sur la question des crédits *subprimes* : « Selon les dernières séries de l'Insee, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises est de 65,8 % en 2006 contre 74,2 % en 1982, soit un recul de 8,4 points. Selon la Commission européenne, la part des salaires dans l'ensemble de l'économie est passée de 66,5 % en 1982 à 57,2 % en 2006, soit une baisse de 9,3 points. Ce recul est analogue à celui que l'on peut observer pour l'ensemble de l'Union européenne (8,6 points). En revanche la baisse semble moins importante en ce qui concerne le G 7, cette différence provenant pour l'essentiel des États-Unis. Enfin la même tendance se retrouve dans des pays en développement comme la Chine [de 53,6 % à 41,4 % entre 1982 et 2005, nda], le Mexique [de 47,6 % à 30,2 %, sur la même période, nda] ou la Thaïlande » (Michel Husson, *Un pur capitalisme,* Éd. Page deux, 2008). Le paradoxe américain où la part salariale ne baisse « que » de 3,5 % sur la période, alors que le pouvoir d'achat de la majorité de la population stagne si ce n'est régresse, tient à la formidable progression des très hauts salaires d'une mince couche de bénéficiaires (la part du revenu national allant au 1 % des salariés les mieux payés est passée de 4,4 % à 8 % entre 1980 et 2005).

D'autre part, partout dans l'Union européenne, à la suite de la crise de la zone Euro, aucune politique d'austérité ne s'est traduite par une « relance économique ». (*Le Monde,* 3 octobre 2024).

Dans la crise actuelle, le zonage en abyme qu'est la mondialisation fondée sur la déconnexion s'est révélé et devient davantage, sur sa propre base et dans sa fuite en avant, dysfonctionnel. Sa dynamique et sa perpétuation érodent et dérèglent ses fondements, et tendent à se retourner contre les pays qui l'ont initiée : fort affaiblissement voire destruction de segments de l'industrie (ou de certains services) par délocalisation ou implantation dans des pays émergents, grande dépendance envers ces pays pour l'approvisionnement en composants ou produits plus ou moins stratégiques ; concurrence croissante de marchandises importées produites par des entreprises nationales de certains d'entre eux.

Elles accroissent fortement la concurrence entre les économies nationales et leurs entreprises (même les firmes transnationales ont une nationalité, du moins dominante), et entre travailleurs de tous les pays. Des pays émergents développent leurs propres entreprises de niveau mondial, diversifient et montent en gamme leur industrie (et des services), produisant pour l'exportation et leur marché intérieur. Il s'agit parfois de firmes transnationales vendant et investissant en Occident[94] comme au Sud (ex. : Brésil). Le rôle construit par et joué dans la globalisation de pays comme la Chine, le Brésil, l'Inde, etc. les amène et mute vers plus d'affirmation économique et de puissance mondiales.

Ces évolutions poussent elles aussi à l'exacerbation ou au développement de mesures protectionnistes, et à des politiques de fort soutien, défensif ou offensif, aux entreprises de certains États. Elles participent à la détérioration du fonctionnement de la déconnexion, contribuant au chômage, aux pressions à la baisse (ou à la stagnation) des salaires réels, sur les conditions de travail et de vie, cela en pire dans les pays du Sud. Elles contribuent aux luttes ouvrières ou interclassistes remettant en cause la mondialisation, exigeant plus de souveraineté et de protection nationales (voire régionales : UE), alimentant en partie des expressions et des pratiques politiques nationalistes.

Dans cette crise et l'exacerbation de la concurrence entre grands pays, certains pays dominés et faibles du zonage en abyme essaient de trouver plus de souveraineté par une fragile affirmation nationale s'appuyant sur des accords économico-politiques léonins avec certains États tels la Russie, la

[94] Le marché mondial de l'automobile électrique en donne un important exemple. Des entreprises chinoises le bouleversent. Elles font fortement reculer les ventes des constructeurs étrangers implantés localement sur ce premier marché du monde, les fragilisant fortement. De plus, la Chine, devenue premier producteur et exportateur mondial, vend de plus en plus en Europe et aux États-Unis, menaçant leurs entreprises. Elle commence même à y implanter des usines (en Hongrie, Espagne et Italie, Turquie, projet au Mexique...)

Chine ou la Turquie,... et firmes transnationales, jugés plus appropriés à cet objectif, comme en Afrique de l'Ouest achevant la destruction de la Françafrique.

Ces fortes transformations, mouvement interne de la mondialisation en crise, sont-elles, *en tant que telles*, l'amorce d'une résolution de la crise de l'accumulation mondiale ? Si l'on prend le cas du paradigme qu'est la Chine, « usine du monde », son régime d'accumulation extraverti est essentiellement le produit de son intégration dans la mondialisation sous supervision américaine. Elle ne parvient pas (encore ?) à en sortir. Elle accélère sa politique exportatrice fondement de cette insertion, mais de plus en plus sur la base de recherches scientifiques, de technologies et d'entreprises propres, performantes et conquérantes. Malgré ses gros efforts et ses progrès, elle n'arrive pas à disposer d'un marché intérieur garantissant de solides débouchés à ses entreprises et correspondant à sa puissance économique. Forte de sa puissance (technologique, économique, militaire et géopolitique) croissante et d'aspirations semblables de concurrents de l'Occident, elle ambitionne de changer les règles de la mondialisation, mais reste (actuellement ?) bloquée en elles ; elle n'apparaît pas porteuse d'une possible résolution de la crise débutée en 2008.

On ne reviendra pas en arrière, mais la mondialisation peut prendre un autre tour, indéfinissable actuellement, et qui ne pourrait être qu'une fonction de nouvelles modalités de la valorisation c'est-à-dire du rapport d'exploitation, par une restructuration ou, du moins, une profonde reconfiguration de celui-ci.

Dans l'effondrement du système mondial qu'était (qu'est encore) cette déconnexion, la nécessité d'une reconfiguration du cycle mondial du capital supplantant la globalisation actuelle se fait jour. Une renationalisation des économies dépassant/conservant la globalisation, une définanciarisation du capital productif (ou une financiarisation contrôlée), de nouvelles modalités d'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital, une nouvelle architecture économique globale et un réarrangement du système géopolitique mondial ne sont pour l'heure que des interrogations et des hypothèses.

Ces bouleversements semblent « se chercher» dans et par les diverses luttes de classes « contre la mondialisation » et leurs dérivées comme conflits économiques et géopolitiques entre États, dont la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et les mutations qu'elle a initiées.

Poutine n'est pas seul

« Si une nation fait preuve durant des siècles de sa volonté d'exister et de se constituer en entité étatique, toutes les tentatives visant à étouffer d'une manière ou d'une autre un tel développement ne pourront qu'introduire une dimension chaotique dans le processus d'ensemble de l'histoire universelle[95].

La crise de la mondialisation sous supervision américaine se fixe au niveau mondial sur deux kystes principaux : la Russie et la Chine et, sur deux autres, au niveau régional : l'Iran et la Corée du Nord. Il faut remarquer que dans ces quatre cas, *l'État domine l'économie* et n'a pas accédé à l'existence d'État séparé. En Russie, l'État n'est pas l'État de la classe capitaliste, son conseil d'administration général, mais c'est la classe capitaliste (les oligarques) qui est la classe capitaliste *de l'État*. La bureaucratie soviétique n'a pas encore achevé, même après l'effondrement de l'URSS, sa longue marche qui la mène à être une classe capitaliste ordinaire débarrassée de ses origines trop étroitement contre-révolutionnaires. En ce qui concerne l'Union européenne, pour les États-Unis et la Russie, il s'agit seulement d'en entretenir les divisions, elle n'est plus un enjeu central ou un rival potentiel même si elle garde un grand poids économique et joue un rôle important dans la guerre en Ukraine. Ce rôle d'abord par la continuité territoriale qu'elle offre à l'Ukraine avec le transit de l'aide militaire et par ses aides financières et en matériel militaire, mais aussi de par les dissensions politiques internes entre États et à l'intérieur des États, que la guerre a soudain mises en évidence en ce qui concerne la relation à la Russie. La perte de centralité géopolitique de l'UE tient dans le moment présent à son incapacité à être une puissance unique, mais la question géopolitique relève de ce qu'elle n'exprime et n'est la transposition « nationale » d'aucun terme de la contradiction à surmonter. Ni grande puissance souveraine, ni fer de lance de la mondialisation, ni source de technologies de rupture, tout cela car elle est demeurée à mi-chemin dans la restructuration de l'exploitation initiée dans les années 1970, malgré tous les efforts des Sarkozy, Hollande, Macron, Schröder, Major, Johnson (sans remonter à Thatcher[96] …). Situation que le récent *Rapport Draghi* (9/2024) sur « le futur de la compétitivité de l'économie européenne » expose. Déplorant son « décrochage économique » avec la Chine ou les États-Unis, il préconise une stratégie industrielle, soutenue par

[95] Mykola Khvylovy, cité par Zbigniew Kowalewski, *in* « L'Ukraine : réveil d'un peuple, reprise d'une mémoire », Revue *Hérodote*, « Les Marches de la Russie », 1989. Mykola Khvylovy était un écrivain et militant bolchévique ukrainien depuis 1917. Prônant l'indépendance culturelle ukrainienne, il est persécuté par le régime soviétique ; il se suicide en 1933.

[96] On attribue à Thatcher cette boutade typique de l'humour anglais : « On finit toujours par être à cours de l'argent des autres

d'énormes investissements, pour accroître fortement son innovation, sa productivité, sa compétitivité et sa croissance, afin d'en faire une véritable puissance, apte à faire face à ces deux géants.

Mais si cette crise se cristallise dans l'affrontement de l' « Occident » avec ces deux kystes principaux, c'est d'abord parce que cette mondialisation est devenue contre-productive pour elle-même : ses propres limites et contradictions sont face à elle dans son rapport à ce qui, dans la crise, émerge et se constitue comme *son Autre*. L' « Occident » et la Russie n'avaient aucune essence intérieure les amenant à se définir comme pôles dans lesquels s'exprime la même contradiction de la mondialisation telle qu'existante, tout au plus certaines prédispositions relevant de leur position hiérarchique dans le système. Ce sont les termes de la contradiction qui, dans leur relation, produisent graduellement leur cristallisation et confèrent, de façon transposée en contradiction géopolitique, à chaque terme une existence nationale. Aucun État (aucun protagoniste) ne représente l'expression d'un seul terme mais en chacun un terme joue le rôle de dominante dans l'expression de la contradiction.

Dans l'affrontement de l'Occident (États-Unis et UE), avec la Russie (mais aussi l'Iran, la Turquie, etc.) et à un niveau global avec la Chine, se jouent les solutions possibles à la reconfiguration mondiale de l'exploitation en de grands ensembles régionaux, dans la mesure ou, dans ces affrontements, s'inventent les nouvelles modalités de l'exploitation susceptibles de se diffuser hiérarchiquement à l'ensemble du système. En dernier ressort, c'est la lutte des classes qui tranchera.

Que cela soit en Ukraine, au Moyen-Orient ou dans bien d'autres régions du monde, essentiellement l'Indopacifique, la coercition et la menace deviennent pour les États-Unis le moyen principal pour faire face à une hégémonie fragilisée, y compris en direction des « alliés ». Cette fragilisation et la démarche chinoise de démolition de la supervision américaine du capitalisme global engendrent « une nouvelle panique patronale aux États-Unis »

« Mais, cette fois, celui qui a su orienter à son profit la panique des années 1970, le capital transnational américain, est en état de siège, et la défense s'annonce autrement plus difficile. La fabrication de la mondialisation a permis à la fois de discipliner les travailleurs américains et de capter d'immenses réservoirs de profits dans des pays étrangers incapables de résister

à la suprématie américaine. Aujourd'hui, les États-Unis ne sont plus la seule grande puissance capitaliste. La Chine, progéniture de cette organisation du marché mondial, ambitionne d'en changer les règles. Ainsi, elle fait planer une menace directe sur les profits des multinationales américaines. Cette menace est d'autant plus sérieuse que la perte du contrôle sur les règles du marché mondial risque de rétroagir sur la stabilité intérieure des États-Unis. Le scénario catastrophe du capital transnational américain serait effectivement le retour d'un cycle de révoltes populaires sur fond de perte de vitesse sur les marchés étrangers[97] .»

« L'enjeu est la supervision du capitalisme global. Mais, dès lors que l'on sort de cette *naïveté infantile de la pure logique géopolitique* [nous soulignons], les tensions sino-états-uniennes s'annoncent comme une des facettes de la crise plus générale du capitalisme contemporain, crise à la fois économique, sociale et écologique. [...] *le point de départ de cette tension mondiale réside dans la lutte de classes, aux États-Unis comme en Chine* [nous soulignons]. La forme du capitalisme contemporain est issue de la répression du mouvement social[98] pour freiner la faiblesse de la rentabilité du capital. Le capitalisme actuel, celui pour le contrôle duquel se déchirent à présent Chine et États-Unis, est le produit de cette répression[99] .»

Ajoutons : il est le produit de cette « répression » mais *ne peut le rester* dans la mesure où la crise de 2008 (inaugurée par les prolétaires américains ne pouvant plus payer leur crédits immobiliers), ses conséquences mondiales (Printemps arabes, grèves des ouvrières du Bangladesh, etc.) et les luttes qui en sont l'expression, montrent que ce que cette « répression » a mis en place est devenue son problème manifeste.

La crise actuelle a révélé l'identité absolue entre la suraccumulation du capital et la sous-consommation ouvrière comme processus général des crises de ce mode de production.

La pauvreté est devenue un problème (voir supra). Les questions sont maintenant sur la table : la nature de l'État ; la relation entre valorisation du

[97] Benjamin Bürbaumer, *Chine/États Unis, le capitalisme contre la mondialisation,* Éd. La Découverte, 2024, p. 293.

[98] L'ensemble du livre de Bürbaumer suggère que par « répression » il faut entendre la marginalisation du mouvement ouvrier et des syndicats, la compression des salaires, la mise à mal de l'État-providence, la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire un ensemble de déterminations de la restructuration du rapport prolétariat/capital de la fin des années 1970 et des années 1980.

[99] *Ibid*., p. 298.

capital et reproduction de la force de travail ; les modes de mobilisation de cette force de travail par le capital ; les modalités du rapport salarial dans les relations entre emploi / chômage / précarité ; les relations entre salaire / revenu / protection sociale / crédit ; la structuration économique et géopolitique mondiale de la globalisation ; le rôle et la hiérarchie des pays.

La baisse du taux de profit est toujours conjoncturelle, circonstanciée, déterminée, tant historiquement que localement. Si cette crise a pu revêtir la forme de cette identité et la révéler, c'est que la reproduction de la force de travail avait été l'objet, comme nous l'avons dit, d'une double déconnexion. D'une part déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation ouvrière et le salaire comme revenu.

À un tout autre niveau d'échelle et de conflictualité que la guerre en cours en Ukraine, en Grèce, après les émeutes de 2008, la lutte des classes mettait déjà à jour, dans les modalités spécifiques de ce pays, les contradictions et impasses du mode de valorisation et d'accumulation du capital qui venait d'entrer en crise.

Les termes des contradictions que l'on pouvait, en Grèce, caricaturer d'un côté comme la préservation du système financier et, de l'autre, comme la reproduction de la force de travail par le capital même, n'étaient que des moments morts, chaque terme n'avait qu'à reprocher à l'autre d'être ce qu'il était. Chacun restait enfermé dans les termes mêmes de la crise et répétait sans fin son rôle particulier. La relation de Syriza aux institutions européennes avait cependant formalisé les contradictions spécifiques de la crise actuelle. *Au nom du mode de production capitaliste*, Tsipras avait dit à Draghi que ça ne pouvait plus marcher. C'est en ce sens et en ce sens seulement que l'affrontement de six mois entre la « gauche radicale populiste » et les sages et vénérables institutions cravatées de Bruxelles, Francfort et Washington était un affrontement réel. Les contradictions étaient là, exprimées, les termes polarisés, mais sans une confrontation massive avec le prolétariat ils sont sans vie, condamnés à se caricaturer eux-mêmes. Les termes n'étaient reflétés que *dans un seul de ses pôles*, le capital, et ne manifestaient que l'apparition du problème.

De même, la guerre en Ukraine signifie que les questions sont toujours là mais qu'elles ont changé d'échelle, que les métastases sont mondiales et que, pour l'heure, aucune solution capitaliste ne peut unifier la résolution aux problèmes posés. L'histoire est faite de moments, de situations,

d'événements qui synthétisent des contradictions qui jusque-là menaient leur vie propre. Les contradictions ne perdent pas leur spécificité mais elles se rencontrent, s'interpénètrent. L'invasion russe en Ukraine est cette sorte d'événements. Le principe est unique, c'est la crise de la mondialisation comme fondamentalement crise de la déconnexion, mais les manifestations sont multiples chacune dans leur ordre, leurs caractéristiques et dimensions propres. Tout se coagule : lutte des classes, crise politique de la politique, affrontements géopolitiques.

Ce qui est en jeu depuis 2008, c'est une reconfiguration de la mondialisation passant par les États, leur organisation nationale d'existence et d'influence, et la réorganisation du système qui la constitue. Nous vivons un « moment national » nécessaire, ce n'est pas la « solution », c'est un moment de la crise et seulement une indication de la perspective. Il faudra en passer « momentanément (?) » par le renforcement des États ou des blocs étatiques, d'où pour la Russie l'importance de l'Ukraine.

La Russie, grande puissance mondiale lucide sur sa situation et ses capacités économiques, technologiques, sociales et démographiques, veut échapper à une place secondaire parmi les Grands, dans la perspective d'une reconfiguration (ou d'une restructuration) de l'exploitation dans le cadre de la globalisation. Elle se sait interlocutrice incontournable, il s'agit pour elle d'y participer au même niveau qu'eux et d'affirmer ses intérêts économiques et géopolitiques. Elle s'appuie sur sa puissance militaire (nucléaire), la forte rente issue de ses exportations massives d'hydrocarbures et de minerais, les grandes entreprises du secteur et l'attrait du potentiel d'investissements et du marché qu'elle représente pour les firmes transnationales mondiales. Le traumatisme des conditions et des résultats du gigantesque démantèlement et privatisation barbares du tissu économique soviétique, qui fut son insertion et son intégration à la globalisation, sous large direction et domination de l'Occident, et de la perte de « son » rang de superpuissance, stimule ses efforts pour devenir une grande puissance complète dans la reconfiguration mondiale qui s'ébauche. Ses moyens sont limités comparés à ceux des États-Unis, de la Chine, et même d'une éventuelle UE « souveraine ».

Annexer l'Ukraine, ou la vassaliser tout en s'emparant de certains de ses territoires, serait un gros atout économique et géopolitique dans sa confrontation avec eux. L'annexion (ou la vassalisation) contribuerait à repousser la menace que constitue la progression de l'OTAN à ses frontières, et à sa volonté de la démanteler. Cela l'aiderait aussi à être plus forte face à

l'UE dans le but de la diviser davantage, d'y accroître son influence voire de la paralyser ; UE qui a intégré (comme l'OTAN) les États baltes et les ex « Démocraties populaires » sitôt le bloc soviétique effondré, les arrachant à l'emprise de la Russie. L'annexer renforcerait son rang de principal exportateur mondial de céréales (rôle stratégique comme on l'a vu dans les premiers temps de la guerre)[100] et à s'assurer de ses importantes ressources minérales (terres rares...). Volonté d'annexion qu'elle justifie par les profonds liens historiques, religieux et culturels entre les deux espaces et populations, constitutifs de l'identité et de la plénitude de la Russie selon le nationalisme russe du « poutinisme »[101]. Les historiens, eux, montrent le processus historique heurté qui a constitué l'identité et la nation ukrainiennes, que la guerre actuelle semble parachever, dans cette période où le national revient en force.

Cette guerre menée par la Russie participe aussi de sa politique visant à contrôler son « étranger proche » (les autres ex républiques soviétiques), « sphère d'intérêt vital » s'étendant de la Baltique à l'Asie centrale en passant par la Géorgie, et à être en bonne position vis-à-vis des partenaires que sont la Turquie et de l'Iran. Il s'agit également dans sa périphérie sud, de contrôler des flux (gazoducs, navires) et, surtout, de contrecarrer l'influence croissante de son alliée la Chine, de plus en plus active envers ces pays, par exemple dans son développement des « Nouvelles routes de la soie ». Chine qui s'efforce de maintenir la Russie à flot tout en veillant à ce qu'elle ne retrouve pas sa puissance passée (« URSS »), qui la veut affaiblie et en situation de demandeur, comme élément de sa volonté de puissance face à l'Occident et au « pivot » (entamé sous Obama) des États-Unis vers l'Asie. Risque de situation de dépendance que la Russie s'efforce d'éviter, coincée entre cette crainte et des liens économiques indispensables et croissants [102].

---

[100] Avant même de se connecter, les humains mangent.

[101] Nous ne nous étendrons pas ici sur l'histoire millénaire des relations, toujours conflictuelles et toujours imbriquées entre l'Ukraine et la Russie durant laquelle l'une domine l'autre avant que l'autre domine l'une. Il est « amusant » de rappeler que le terme de Russie vient du grec (Byzance) *Rossiia* par lequel était désigné l'État ruthène formé au Xème s. autour de Kiev. Après la conquête de la Ruthénie par la Lituanie (XIVéme s.), les princes de Moscou reprennent à leur compte le terme et l'ancienne Ruthénie est progressivement appelée Ukraine ce qui signifie « les confins ». Ajoutons que les relations imposées par la Russie à l'Ukraine durant toute la période soviétique forgent, à partir de motivations différentes, un fort intérêt national commun au-delà des clivages de classes (voir *Hérodote*, op. cit.). Enfin, un petit clin d'œil à Makhno qui, lors de son entrevue avec Lénine (juillet 1918), à propos des « anarchistes-communistes d'Ukraine », ajoute à l'adresse de Lénine : « ou du "sud de la Russie", puisque vous, communistes-bolchéviks, vous efforcez d'éviter le mot Ukraine » (Makhno, *Mémoires*, cité *in* Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître*, Éd. de Delphes, p. 460).

[102] La Chine est son premier fournisseur (produits manufacturés surtout), elle en est le sixième ou septième client (hydrocarbures et matières premières principalement), elle y investit de plus en plus

L'intervention militaire de la Russie en soutien au régime d'Assad en Syrie, son action dans les BRICS+, dans l'élaboration d'organismes financiers, réglementaires et de coopération alternatifs à ceux dominants et soumis à l'Occident, ainsi que celle en Afrique contribuent à ce combat pour se renforcer et ne pas se voir imposer une place secondaire parmi les Grands dans une reconfiguration de la globalisation et des rapports de force économiques et géopolitiques mondiaux, donc d'un nouvel ordre du monde.

Pour peser et jouer son rôle dans la reconfiguration de la mondialisation dont elle représente maintenant un des pôles d'opposition face aux mutations sous pression américaine du « bloc occidental» et du système mondial qu'est la globalisation, aussi bien géopolitiquement que structurellement (conceptuellement), la Russie doit échapper à la malédiction de l'État rentier tout en préservant l'essentiel de son approvisionnement en devises et l'alimentation de son budget. Équation difficile, si ce n'est impossible à résoudre si ce n'est en pesant de tout son poids militaire (mais comme le disait Talleyrand à Napoléon : « On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'y asseoir dessus »).

Il faut longuement citer Thomas Gomart (directeur de l'Institut français des relations internationales – IFRI –) qui trace un panorama pertinent du grand jeu mondial actuel que la violence accélère.

« C'est une crise pivot pour le système international car elle percute l'équilibre des forces à l'échelle non seulement de l'Europe, mais aussi de l'Eurasie qui va de Brest à Vladivostok. Pour la Russie, l'Ukraine est un théâtre parmi d'autres. Le cycle des interventions occidentales s'est achevé à Kaboul en août 2021 avec la déroute américaine. Au Conseil de sécurité, l'action de la Russie n'est condamnée ni par la Chine, ni par l'Inde, ni par les Émirats arabes unis. Notons au passage que ces deux derniers pays sont les "partenaires stratégiques" de la France dans la région Indo-Pacifique. Plus profondément, le rapprochement entre la Chine et la Russie ne peut que s'accélérer à mesure de la mise en œuvre des sanctions occidentales à l'encontre de Moscou. En voulant annexer l'Ukraine, la Russie a un besoin de plus en plus évident de la Chine, comme alternative économique, financière et technologique. La nouvelle phase est ouverte par une guerre d'invasion européenne, tristement classique, mais annonce sans doute des coalitions géoéconomiques en

(dont remplacement d'entreprises occidentales), le Yuan y est devenu la devise étrangère la plus échangée, elle exerce une pression « économique » et démographique en Sibérie extrême-orientale, etc.

concurrence, ainsi qu'une réorganisation mondiale des flux maritimes, financiers et des données.

« Il y a une accélération de la lutte pour la suprématie mondiale entre les États-Unis et la Chine. Grâce à la Russie, cette dernière peut obliger Washington à avoir deux fronts ouverts : mer de Chine et mer Noire-mer Baltique. […] À l'époque de la guerre froide, les économies du bloc socialiste et des pays capitalistes n'avaient que peu de relations. Aujourd'hui, elles sont intensément connectées en premier lieu avec la Chine mais aussi avec la Russie. D'où l'importance du contrôle des bordures maritimes de cet ensemble continental. La plus grande tension s'exerce à la jointure entre l'Europe et la zone entre la mer Baltique et la mer Noire (pays baltes, Moldavie, Ukraine, Géorgie) limitrophe de la Russie. Côté Pacifique, ce sont la mer de Chine, Taïwan, les Corées, le Japon qui sont la zone de friction. […] L'enjeu, c'est la maîtrise de l'appareil productif mondial dans un contexte d'accentuation des contraintes environnementales et d'accélération de la mise en données du monde. » (*Le Monde* daté du 3 mars 2022).

L'analyse est exacte mais sans principes. Ce qui « percute l'équilibre des forces » c'est le blocage de l'accumulation à l'échelle mondiale tel qu'il se transpose en conflits nationaux. Tout est dit dans ces quelques lignes sauf la contradiction de la mondialisation comme totalité qui fait que la chose existe et particularise nationalement ses termes. Les termes de l'affrontement ne sont pas *sui generis*, c'est par la nature de la totalité que les termes sont particularisés et transposés. À l'intérieur de la crise de la mondialisation sous supervision américaine, la réalité westphalienne des relations entre État revient, mais *seulement* comme moment de la crise *interne* de la mondialisation. Contrairement aux confrontations westphaliennes, c'est maintenant la totalité qui est première et se polarise nationalement tout en traversant chacun de ses pôles. Tout est redéfini : « l'illibéralisme » de la Hongrie de Orban et de la Pologne (dirigée, de 2015 à 2023, par le PiS) a reçu de fait son absolution ; il n'y aurait plus d'oligarques en Ukraine, les milices « fascistes » actives à Maïdan en 2014 se sont muées en glorieuses auto-organisations défensives patriotiques et un prospère entrepreneur propulsé au pouvoir par un « sulfureux » oligarque, en icône de la démocratie ; même Israël, l'État de la colonisation sans complexe et de l'apartheid institutionnel, celui qui cumule le plus de condamnations onusiennes a été brièvement promu au rang de « médiateur » entre la Russie et l'Ukraine.

Sans que le résultat soit prédéterminé, ce qui apparaît comme certain c'est que tout État, en tant que représentant général de sa classe capitaliste, qui veut jouer un rôle dans la reconfiguration à venir de la mondialisation, doit se constituer en grande puissance souveraine sur un espace national à la reproduction relativement cohérente. Cela même si la reconfiguration de la mondialisation ne pourra pas être le retour de l'internationalisation, mais un mix encore indéterminable qui devra reconnecter, pas forcément nationalement, la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, et réarranger la structuration économique et géopolitique mondiale qui était le produit et un élément de cette mondialisation. Depuis 2004 et l'élargissement de l'OTAN aux frontières de la Russie (qui suit l'intervention unilatérale des États-Unis en Irak), puis 2008 avec l'annexion d'une partie de la Géorgie, la Russie joue ainsi sa place dans cette reconfiguration. Pour reprendre la terminologie de Clausewitz, ce jeu est fait d'engagements multiples[103]. Que ce soit en Syrie, en Libye, dans de nombreux pays sahéliens, dans la confrontation avec l'OTAN à ses frontières (nous ne chercherons pas à savoir qui a commencé à ne pas tenir ses engagements), que ce soit avec l'annexion de la Crimée, l'intervention policière en Biélorussie, puis militaire au Kazakhstan, la reconnaissance des républiques séparatistes de l'Est ukrainien, le maintien d'une guerre larvée dans l'ensemble du Donbass puis l'invasion de l'Ukraine, dans les engagements multiples, l'objectif final est un objectif politique. Cet objectif est lié à une telle quantité de conditions et de considérations qu'il ne peut plus être atteint grâce à un seul acte de grande envergure, mais seulement par un grand nombre d'actes plus ou moins important *qui constituent un tout*. Chacun de ces engagements particuliers est une partie d'un ensemble et comporte un objectif spécial *qui le rattache à cet ensemble*. Les engagements particuliers ne sont connaissables qu'à partir des causes communes dont ils surgissent.

L'invasion de l'Ukraine n'est qu'un engagement particulier, mais qui représente, pour continuer à parler comme Clausewitz, le « point culminant de l'offensive ». Mais « l'offensive » est un affaiblissement continu de l'attaquant au fur et à mesure qu'il progresse, chaque avance l'éloigne de ses bases, la « forme défensive de la guerre » est par elle-même plus forte que la « forme offensive » : « La défensive est la forme la plus forte de la conduite de la guerre [104]». L'invasion de l'Ukraine est ce « point culminant », au premier abord, sur le terrain militaire, avec le piétinement puis la très lente et meurtrière progression de l'armée russe, mais avant tout et surtout par rapport au but politique. « Point culminant de l'offensive » au travers des

[103] Nous reprenons dans ce paragraphe certains thèmes du chapitre « L'engagement en général » dans Carl von Clausewitz, *De la Guerre*, Éd. de Minuit, 1998, p. 242-243.
[104] Clausewitz, *op. cit.*, p. 400-401.

« engagements multiples » dans la recherche du but politique : être un terme face à l'Occident de la cristallisation nationale des pôles de la contradiction dans laquelle s'est enlisée la mondialisation et par là jouer dans le grand jeu de sa reconfiguration. De quelque façon que ce soit la Russie sera perdante ; elle ne vassalisera peut-être qu'un territoire détruit et vidé d'un quart de sa population.

L'Occident a parié sur la stratégie non du recul tactique (Koutousov face à Napoléon ; Mac Arthur face aux Soviétiques en 1945 en Corée puis aux Chinois pendant la « guerre de Corée », de 1950 à 1953) ; de nombreux exemples montrent que cette stratégie n'a pas forcément besoin de la profondeur de l'espace russe) mais du « recul politique » : *laissez faire*. Avec les déclarations préalablement apaisantes de Biden, de Macron, du secrétaire général de l'OTAN, l'Occident « a attiré » (guillemets, car ce ne fut pas bien difficile : quand on veut faire tomber quelqu'un, il faut le pousser du côté où déjà il penche) la Russie dans un piège non pas « mortel » (surtout pas) mais anémiant, dévitalisant. Dans tous les Parlements on ovationne debout Zelensky en visioconférence ou en personne, on copie même ses sweats kakis à capuche, mais il sait qu'il n'est qu'un pion et il est très rare qu'un pion arrive à reine avant qu'un fou ou une tour ne l'avale, parfois un cheval en embuscade. De façon unanime, avant d'applaudir sa « résistance » (maintenue avec soins à l'intérieur de certaines limite[105]), tous les dirigeants occidentaux ont fait pression sur l'Ukraine pour qu'elle accepte les accords de Minsk (2014) qui prévoyaient une révision de la Constitution et la représentation des régions sécessionnistes. L'Occident vise, outre à détacher définitivement l'Ukraine de la Russie, l'instauration d'une sorte de « pat » épuisant pour la Russie et à la durée incertaine, les Ukrainiens devenant une sorte de somme de dommages collatéraux. Il est probable que la réalisation de l'objectif, au départ « limité » (l'Ukraine), n'a maintenant, pour la Russie, aucune chance de « réussite » sans toucher aux États Baltes et/ou à la Pologne, membres de l'OTAN... Plus l'ennemi s'avance plus il perd ses bases, plus son but politique doit s'élargir jusqu'à l'amener à des positions qui n'étaient pas les siennes et qu'il ne peut soutenir et assumer.

On connaît la fameuse formule de Clausewitz : « La guerre c'est la politique poursuivie par d'autres moyens », cette formule n'est pas exactement

[105] Une intervention aérienne conventionnelle de l'OTAN au-dessus de l'Ukraine aurait transféré à la Russie l'option du passage impossible au nucléaire. Mais ce n'était pas du tout la stratégie occidentale du « recul défensif » *politique*. On pourrait dire que l'existence de l'armement stratégique nucléaire entérine et donne une existence matérielle à la dialectique clausewitzienne entre le « concept pur » de la guerre (anéantissement de l'ennemi) et la « guerre réelle » (poursuite de la politique).

celle du texte : « On sait évidemment que seuls les rapports politiques entre gouvernements et nations engendrent la guerre [Clausewitz demeure dans une conception Westphalienne de la guerre bien que, au passage, il signale quelque part qu'on ne peut réussir et maintenir l'occupation d'une nation que si la puissance occupante a un écho dans les conflits internes à la nation occupée, nda], mais on se figure généralement que ces rapports cessent avec la guerre et qu'une situation toute différente, soumise à ses propres lois et à elles seules s'établit alors. Nous affirmons au contraire : la guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques, avec l'appoint d'autres moyens. Nous disons que de nouveaux moyens s'y ajoutent, pour affirmer du même coup que la guerre elle-même ne fait pas cesser ces relations politiques, qu'elle ne les transforme pas en quelque chose de tout à fait différent, mais que celles-ci continuent à exister dans leur essence, quels que que soient les moyens dont elles se servent, et que les fils principaux qui courent à travers les événements de guerre et auxquels elles se rattachent ne sont que des linéaments d'une politique qui se poursuit à travers la guerre jusqu'à la paix[106] .» La logique interne de la politique pour Clausewitz (1780-1831) c'est le dépassement, la résorption des conflits tels qu'engendrés par les rapports sociaux de la « société civile », la politique résout une conflictualité dont elle est toujours tributaire. Il est à tous égards un contemporain de Hegel même si sa dialectique entre le « concept pur de la guerre » et la « guerre réelle » (les deux parties de *De la Guerre*) n'a rien à voir avec l'autoréalisation hégélienne du concept mais se réfère plutôt, avec Machiavel, à la recherche circonstancielle de la réalisation d'une nécessité dans les aléas des conjonctures.

La guerre représente le moment suprême des conflits, leur paroxysme, sans toutefois être d'une autre nature qu'eux : moment décisif de la totalité des conflits sociaux, politiques, économiques, culturels, idéologiques, y compris en étant une réécriture de la lutte des classes dont elle provient, la guerre les rassemble dans « l'élément de rupture » (Clausewitz) de la violence *organisée*.

Les choses seraient très simples si les conflits et les guerres exprimaient directement les contradictions en jeu dans l'accumulation du capital et dans le mode de production en général. Mais tout cela n'existe qu'au travers de toutes les médiations de la reproduction du capital dont ses structures nationales et leur histoire. Les États existent comme nécessaires dans le mode de production capitaliste dans la genèse duquel ils se sont constitués (XVIIème et XVIIIème siècles jusqu'à ce que l'Angleterre synthétise

[106] Clausewitz, *op. cit.*, p. 703.

tous les éléments de la genèse du capital comme mode de production ou plutôt, jusqu'à ce que tous les éléments se « synthétisent » et créent l'Angleterre[107]). Les États, en tant que tels, poursuivent leurs buts propres et cette poursuite appartient entièrement à la reproduction et aux restructurations du mode de production capitaliste qui n'est pas une entité se reproduisant sans toutes ses déterminations qui ne sont pas des autodéterminations du concept mais qui font que les choses existent *en réalité*.

On peut toujours dire, et ce n'est pas faux, que les prolétaires n'ont pas à choisir leurs exploiteurs, de toute façon, ils n'en ont pas le choix. Mais, comme n'importe qui, ils vivent, existent, et sont produits dans ce mode de production qui les définit, et ils pensent, agissent selon l'ensemble des rapports sociaux qui les définissent. Il se peut que, de par leur situation particulière dans ces rapports sociaux, ils se trouvent engagés dans une conjoncture qui les amène à les abolir et qu'eux seuls soient dans cette situation. Mais, actuellement, si une éventuelle « restructuration » ne peut passer que par la lutte des classes, le capital, dans la contradiction telle qu'elle se présente, s'est déjà comme emparé sous la forme nation (souveraineté, populisme, citoyenneté, protection), de la « politique » du prolétariat. Les dés sont pipés et les boules farcies.

La crise de la mondialisation se mue partout (centre et périphérie) en crise politique (on ne peut pas laisser cela de côté en disant « ce qui compte ce sont les intérêts économiques » car ces derniers ont une « *forme* » par laquelle ils sont efficaces). Dans le capital restructuré (depuis les années 1970-1980), la base de cette crise politique c'est la disparition de l'identité ouvrière qui a totalement déstabilisé l'ensemble du fonctionnement politique de l'État démocratique consubstantiel à la reconnaissance d'un clivage social réel et à sa pacification. Actuellement, la lutte des classes (englobant les surnuméraires centraux et périphériques) est marquée par le partage entre nation et globalisation sous la forme d'un clivage socio-politique dont le thème des inégalités et de la légitimité de l'État est devenu le cœur. La crise de la mondialisation passe, pour l'instant, par les mouvements populaires plus ou moins nationalistes sur les thèmes de la répartition du revenu, de la souveraineté nationale, de la citoyenneté, de la défense et valorisation du « local » et, selon une importance plus ou moins grande selon les cas, de la famille et des valeurs traditionnelles.

Que ce soit à propos de l'Ukraine ou de n'importe quel pays, ceux qui considèrent le nationalisme comme simplement un dévoiement ou une

[107] Voir Marx, *Le Capital*, Éd. Sociales, t. 3, p. 193.

manipulation de la classe ouvrière ne considèrent pas celle-ci comme une classe de ce mode de production mais comme étant par essence conforme, même avec des « occultations » contingentes, à son « devoir-être ». « Devoir-être » dont ils sont, c'est leur raison d'être, les représentants permanents, invariants mais toujours frustrés jusqu'à la prochaine.

La Russie s'est trouvée à représenter idéologiquement, politiquement, culturellement et, dans l'affirmation de sa confrontation avec l'Occident, le pôle de l'exigence de souveraineté nationale face à la mondialisation occidentale[108] et sa crise, jusqu'à prévoir et anticiper une fragile réorganisation de ses productions, de ses réserves de change, de son système de paiements de façon indépendante. Ce qui lui vaut de cristalliser des amitiés multiples et diverses dans le monde entier. *Poutine n'est pas seul, il représente un pôle important de la contradiction à surmonter*. Quelles que soient les faiblesses économiques, financières ou technologiques de la Russie, pour de nombreux États (y compris les BRICS+ qui, à l'ONU, n'ont jamais condamné l'invasion de l'Ukraine, sans cependant l'approuver explicitement) elle est créditée de savoir tenir fermement tête aux États-Unis et à l'Occident, et d'être devenue leur « première gâchette » (« Les Tontons flingueurs »). Le 28 janvier 2022, à Madrid, les partis souverainistes et d'extrême droite se sont réunis, il y avait Marine Le Pen, mais aussi Victor Orban, le Premier ministre Tchèque et le Premier ministre polonais (du PiS) qui est le seul explicitement critique vis-à-vis de la Russie (ça se comprend…). Plus largement, on connaît toutes les câlineries, plus ou moins ouvertes, des Chevènement, Mélenchon, Salvini, Bepe Grillo, Schröder, Zemmour, Le Pen (qui n'a pas fini de rembourser « *l'emprunt russe* »), Vox en Espagne, l'AfD en Allemagne etc., vis-à-vis de Poutine, auxquelles il faut y ajouter, aux États-Unis même, celles de Trump.

Momentanément, nous ne profiterons plus des magnifiques expositions de la Fondation Louis Vuitton dont Bernard Arnault, grâce à ses investissements oligarchiques et ses amitiés sur fond de Château Yquem, nous régalait à partir des réserves des collectionneurs et des musées russes. Mais, foin de Château Yquem, Macron nous a prévenu que pour la « défense de nos valeurs » il allait falloir se serrer la ceinture et faire de la trottinette.

L'article initial, ici complété et modifié, est paru le 23 mars 2022 sur le site dndf.org

[108] Mondialisation occidentale se ressourçant elle-même dans un nationalisme expansif.

Annexe : A fair amount of killing

Texte-tract (27/3/2003) au sujet de la Guerre du Golfe produit par le groupe *Théorie Communiste* et *Alcuni fautori de la communizzazione*.

A FAIR AMOUNT OF KILLING

En Irak, la guerre actuelle est la première, à grande échelle, qui a pour enjeu l'accélération de la mondialisation de la reproduction du capital. Les vestiges des deux guerres mondiales qui avaient organisé l'époque contemporaine achèvent de disparaître, tous les pôles concurrents de l'accumulation capitaliste mondiale sont brutalement redéfinis dans leur rapport aux États-Unis.

DE LA DÉFAITE DU MOUVEMENT OUVRIER À LA RESTRUCTURATION ET À LA GUERRE

La guerre actuelle impose, à l'échelle planétaire, le contenu et la forme du rapport d'exploitation capitaliste tel qu'il est sorti de la restructuration née dans la défaite ouvrière du début des années 1970. Des Partis Communistes jusqu'à toutes les formes du gauchisme, du conseillisme et de l'autonomie ; de la révolution allemande à Mai 68 et l'Automne chaud italien en passant par la guerre d'Espagne, il s'agissait toujours, pour le prolétariat, de faire valoir une réorganisation de la société sur la base de sa puissance acquise dans la société capitaliste. Toutes les vaches n'étaient pas grises, mais toutes étaient dans le même pré. Les modalités mêmes de reproduction du capital confirmaient cette puissance comme mouvement ouvrier et identité ouvrière qui trouvaient leurs marques les plus solides dans les compromis élaborés dans le cadre national où, de façon plus ou moins cohérente, se bouclait l'accumulation du capital. Le prolétariat était la classe du travail associé et, en tant que tel, il subvertissait les formes d'appropriation et d'exploitation capitalistes de ce travail associé qui se révélèrent alors comme limitées. À la demande de se sacrifier pour sortir de la crise ", il avait allègrement répondu que l'obligation au travail salarié méritait seulement de crever. Contre ce vaste mouvement de révoltes ouvrières, la classe capitaliste releva le défi. De droite à gauche de cette classe, il s'agissait de faire place nette de tous les obstacles à la fluidité de l'exploitation et de sa reproduction. Contre le cycle de luttes antérieur, la restructuration a aboli tous spécification, statuts, "welfare", "compromis fordien", division du cycle mondial en aires nationales d'accumulation, en rapports fixes entre centre et périphérie, en zones d'accumulation interne (Est / Ouest). Le mouvement ouvrier a disparu et l'identité ouvrière est devenue un folklore branché. L'extraction de plus-value sous son mode relatif se devait, dans cette

restructuration, cette lutte des classes, de bouleverser constamment et d'abolir toute entrave en ce qui concerne le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, le rapport des capitaux entre eux. Aujourd'hui, ce procès ne comporte aucun élément, aucun point de cristallisation, aucune fixation qui puisse être une entrave à sa fluidité nécessaire et au bouleversement constant qu'il nécessite. Dans ces caractéristiques, la restructuration est mondiale et crée un monde à son image. Le monde n'est pas un cadre donné. En ce sens, la mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste. La critique de la mondialisation ne peut être un point de départ de la critique actuelle du mode de production capitaliste. De la restructuration du rapport d'exploitation est sorti un monde nouveau. Là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la main-d'œuvre peut s'installer une disjonction entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail. D'un côté, les fractions ou segments du cycle mondial global du capital créent un " surmonde " au niveau des investissements, du procès productif, du crédit, du capital financier, de la circulation de la plus-value, du cadre concurrentiel. De l'autre, " ceux d'en bas " ont droit à une assistance compassionnelle et " ceux d'encore plus bas " aux missions humanitaires. À terme, le mieux auquel on puisse prétendre est d'appartenir à cette force de travail collective achetée à vie contre un revenu social misérable et par là individuellement et transitoirement exploitée à plus faibles coûts. Cette uniforme précarisation de la reproduction d'un salariat de plus en plus dévalué inclut la menace d'être précipité dans le cercle en dessous. Au dessous, c'est " l'enfer sur terre " : le " sous-monde " de la misère et de l'exode rural, des économies parallèles de survie, des camps de réfugiés. les espaces modernes de la souffrance télévisée montrent aux citoyens la nécessité des appareils de contrôle et de sécurité qui gèrent ces flux humains par l'exclusion et l'injustice ordinaire.

PETITE GUERRE BARBARE DEVIENDRA GRANDE[109]

Dans ce nouveau monde, un peu partout s'installe un système de répression prépositionné dans une étroite conformité entre l'organisation de la violence et celle de l'économie jusqu'à effacer la distinction entre guerre et paix, entre opérations de police et guerres. Dans les favelas du Brésil, les prisons des États-Unis, les banlieues des grandes métropoles, les zones franches de Chine, les contours pétroliers de la Caspienne, la Cisjordanie et Gaza, la guerre

[109] Alain Joxe : *L'empire du chaos : les républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, Éd. La Découverte, 2002.

policière est devenue la régulation sociale, démographique, géographique, de la gestion, de la reproduction et de l'exploitation de la force de travail. La répression est permanente, non pas partout, mais partout possible : interventions " coup de poing ", mission de pacification forcée, missions policières, missions humanitaires. Il s'agit d'une gestion globale : revenus à la limite de la survie, sous menace de mort, pour des masses d'individus lancées vers les villes par la destruction des agricultures, jetables après usage et massacrées par des paramilitaires ou para-policiers. L'espace de ce nouveau monde capitaliste n'est que la reproduction à toutes les échelles (monde, continents, aires régionales, pays, métropoles, quartiers) de cet enfer et de son organisation en cercles. L'exploitation et sa reproduction organisent une géographie où chaque territoire met en abyme la hiérarchisation mondiale. C'était déjà l'organisation classique de la " jungle américaine ", de ses villes, de ses ghettos, de ses banlieues proprettes, de ses Disneylands. À chaque niveau d'échelle, se côtoient et s'articulent : un noyau " surdéveloppé " ; des zones constellées de focalisations capitalistes plus ou moins denses ; des zones de crises et de violence directe s'exerçant contre des " poubelles sociales ", des marges, des ghettos, une économie souterraine du trafic d'hommes et de femmes contrôlée par des mafias diverses. Si Trotski définissait le fascisme comme Al Capone avec les manières du grand capital, aujourd'hui cette formule doit être renversée, dans ces nouvelles articulations de l'espace social c'est le grand capital qui a pris les manières d'Al Capone. Les mafias qui représentent la seule branche du capital international qui manie à la fois le capital financier et la violence locale permanente sont les alliées naturelles des " gouverneurs de province " qui entreprennent des guerres bon marché, des petites guerres de conquête, guerres de voisinage poussées jusqu'à l'ethnicisation et comportant le massacre et le nettoyage ethnique comme moyens ordinaires de traitement des exclus. Il ne s'agit jamais de la mise en forme d'un espace vierge mais d'une histoire. Le zonage est mouvant, la lutte des classes le modifie, transforme les niveaux d'insertion, c'est le cadre dans lequel elle se déroule et simultanément qu'elle construit (ex. : les entreprises quittent l'Indonésie où la main-d'œuvre est " trop chère " pour le Vietnam). C'est un cadre constamment à imposer parce qu'il est constitué par la lutte des classes elle-même qui peut même momentanément se renationaliser, chercher à recréer, comme au Brésil, des compromis au niveau hiérarchique assigné par la totalité. La lutte de classe modèle et rend mouvante cette décomposition-recomposition, elle impose pour chaque espace des marges de manœuvre et recrée pour chaque territoire des enjeux de différenciation. En même temps que la classe capitaliste mondiale et ses fractions locales imposent mondialement une mise en forme spatiale de l'exploitation. Après les petites

guerres barbares du Kosovo, du Timor oriental, de Colombie, de Panama, de Somalie, de Bosnie, du Rwanda et du Zaïre, d'Afghanistan, la guerre actuelle est la première, à grande échelle, qui a pour objet la mise en forme de cette nouvelle économie-monde globale qui est l'espace que construit la restructuration[110] du mode de production capitaliste.

IRAK : L'ENJEU

Il n'y a plus de Question d'Orient[111] , Israël est, au Moyen-Orient, le fer de lance, un véritable modèle de la formation d'un tel espace économico-social. Par sa seule existence, en tant que coupure géographique du monde arabe, incitation au fractionnement religieux, stérilisation des ressources dans l'effort militaire et avant-poste militaire qui a permis de frapper directement tout essai d'autonomie économique ou politique de la région, Israël en a signifié le " retard " et le " sous-développement ". Au travers des guerres de 1948, de 1956, de 1967 et de 1973, ce sont les contradictions sociales internes du monde arabe qui se développent et se règlent dans l'affrontement avec Israël. Par l'existence et la pression des réfugiés palestiniens, la contrainte au développement imposée par la présence israélienne devient une contrainte interne aux pays arabes. La trame des rapports sociaux traditionnels se décompose, se révélant incapable d'intégrer la masse des réfugiés. Le réfugié palestinien est désormais un prolétaire *a priori*. Après 1967, tout le prolétariat du Moyen-Orient est impliqué dans la tourmente que représente pour lui la crise du modèle de développement autocentré. Israël, une fois occupés les Territoires, est parvenu aux limites de son modèle de développement capitaliste "autosuffisant" fondé sur l'"exclusivisme", la valorisation du travail"juif" et les financements provenant de la diaspora, et s'engage donc dans la voie de l'industrie d'assemblage et de la sous-traitance, dans laquelle est utilisée une main-d'œuvre palestinienne sous-payée : un "petit dragon" qui fonde son économie sur la fixation d'un rapport de force de puissance occupante. C'est dans ce cadre que l'OLP, dont Arafat est président à partir du 1969, émerge comme dernier bastion du nationalisme arabe. Après Septembre Noir (1970) en Jordanie, l'intervention syrienne puis israélienne au Liban en 1975 et 1982, les Palestiniens sont progressivement éliminés en tant que force autonome qui avait déstabilisé les divers systèmes politiques et sociaux de la région. En 1973, la guerre ouvre une nouvelle phase dans le développement du capitalisme au Moyen-Orient. Le choc pétrolier de 1973-74 en est le début éclatant. Mais

[110] NOTE DE 2025 : à l'époque de ce texte-tract, en 2003, si nous parlions de « construction de l'espace de la restructuration », c'est au sens d'une « restructuration sans fin ».
[111] Théo Cosme, *Moyen-Orient 1945-2002 Histoire d'une lutte de classes*, Éd. Senonevero, 2002.

l'intoxication par la rente stérilise la rente. Cette dernière circule comme revenu dans une économie fondamentalement distributrice, dans laquelle la force de travail est toujours "trop chère" et les robinets en or trop nombreux. Avec la rente, la plus-value comme revenu est déjà donnée et il s'agit seulement de se l'approprier. La main-d'œuvre locale est trop prétentieuse et il faut lui substituer, dans les puits et sur les navires, une main-d'œuvre immigrée. Les transferts de salaires modifient alors profondément toutes les économies locales en même temps que la nécessité de cette circulation de main-d'œuvre, outre l'abaissement de son coût, signifie l'incapacité régionale à reproduire, dans les rapports capitalistes existant, une classe ouvrière. Le système entre en crise dans les années 1980, étouffé par les dettes qu'il a accumulées. Dans cette phase initiale de la globalisation, sur fond de pétrodollars, Israël et les pays arabes rivalisèrent dans la manière de reproduire et gérer une force de travail fondée sur son maintien en situation de relégation aussi longtemps qu'elle ne se révèle pas inutile et donc éliminée. La faillite du cadre national arabe et la délégitimation de l'État sont alors les fondements de la renaissance de l'islamisme. Il exprime, organise et contrôle la pauvreté en tant que telle. Il construit le peuple comme une communauté, d'un côté contre les classes sociales, de l'autre contre le citoyen (les deux Satans). Les " damnés de la Terre ", dont certains attendaient la destruction du système capitaliste " occidental ", sont devenus, à la suite de l'universalisation du mode de production capitaliste, les " inutiles au monde ", les " pauvres " qui trouvent l'expression de leur souffrance et la forme communautaire de leur révolte dans toutes les religions. La révolution iranienne fut le coup de grâce du nationalisme arabe. Mais la direction islamique exprima rapidement que sa principale fonction était le contrôle social et démographique sur une aire de crise. Elle s'engagea dans une guerre de dix ans avec l'Irak, dont l'unique but semble avoir été l'extermination réciproque de la population en excès, la mise au pas d'une classe ouvrière remuante au moment de la révolution en Iran, d'une main-d'œuvre essentiellement chiite dans les pétromonarchies et le sud de l'Irak. Le nationalisme de l'Irak était lui aussi fondé sur la circulation de la rente pétrolière. L'Irak ne contestait pas l'économie de rente, il ne contestait que son aspect " parasitaire ", la contradiction de son développement consistait à vouloir faire de la rente le fondement d'une économie nationale. Il était amené lui-même à plonger dans une formidable croissance des dépenses militaires. Le caractère improductif de ces dépenses n'est qu'un aspect particulier de l'absence d'objectifs et de projets industriels cohérents. L'Irak ne pouvait qu'espérer une reprise des exportations pétrolières et ne résista pas à la chute du prix du pétrole sous les huit dollars le baril. l'Irak de Saddam Hussein n'est pas l'ultime avatar du nationalisme économique arabe autocentré, il est le

résultat des contradictions et de l'échec, au Moyen-Orient, de l'intégration rentière régionale. Avec le plein accord occidental, l'intégration rentière avait assujetti les prolétaires à un projet de développement qui avait dans la dette extérieure son fondement et qui à la fin des années 1980 était devenu anachronique. Il y avait partout des rapports sociaux spécifiquement capitalistes et nulle part leur dynamique propre de reproduction. Le résultat de la guerre du Golfe de 1991 a garanti à l'Irak cette mise à l'écart du marché mondial à laquelle il aspirait et à laquelle pouvait résister sa bande d'affameurs, gras et en uniforme. Il y a dix ans, les États-Unis résolurent le problème global de la rente à travers son contrôle par l'État américain et les grandes compagnies pétrolières. La guerre de 1991 réalise l'élimination nécessaire de la figure autonome du rentier en tant qu'autonomisation de la rente face à la péréquation générale du taux de profit. La victoire américaine déconnecte la fixation, la circulation et l'utilisation de la rente des nécessités, des enjeux, des rivalités et des caractéristiques spécifiques (démographiques, historiques, économiques, sociaux, confessionnels), inhérents aux lieux de production. Ce fut un travail vite fait, bien fait, au nom de toute la " communauté internationale ".

LA GUERRE ACTUELLE

Cette solution globale a pu se stabiliser, mais avec l'éviction de l'Irak. Si la guerre de 1991 fut encore une guerre qui s'est jouée sur le plan des rapports inter-étatiques, l'actuelle se proclame ouvertement comme moment régional d'une " solution planétaire " aux désordres internes de la globalisation de la reproduction du capital : l'armée américaine intervient à Kandahar, à Mogadiscio ou à Bagdad comme à Los Angeles. Les États-Unis imposent à leurs " partenaires " les nouvelles règles du mode de production capitaliste. Au Moyen-Orient, comme partout, les intérêts économiques des États-Unis se situent à une échelle d'organisation supérieure à celle de chaque État de la région ou de leur somme. Le globalisme des intérêts américains impose de déconstruire les souverainetés nationales et les logiques de voisinage territorial et de recomposer les éléments nationaux en branches fonctionnelles à vocation transnationales sur lesquelles s'exerce le " leadership naturel " des États-Unis dans une réunification de ce nouveau monde balkanisé. " Hostile aux intérêts des États-Unis " désigne tout ce qui peut faire obstacle à la libre circulation du capital : un chantage absolu sur les autres puissances économiques, un contrôle absolu de tous les flux. L'Irak, de par son histoire récente, son poids démographique, sa capacité de nuisance militaire, ses réserves pétrolières est l'obstacle incontournable à l'installation de cette configuration. Si pour les

États-Unis, l'ennemi est désigné sous l'appellation de " terrorisme ", il ne s'agit pas seulement de propagande paranoïde. L'Irak lui-même n'est qu'un moment dans un processus guerrier d'emblée défini comme récurrent, l'ennemi n'est plus un adversaire désigné mais la forme labile d'opposition et de résistance intrinsèque à la réorganisation de l'exploitation et de sa reproduction. L'islamisme est l'adversaire parfait tout désigné. L'islamisme qui fut le comparse des États-unis dans la faillite du nationalisme arabe a disparu comme projet national. L'islamisme actuel résulte de la remise en cause du cadre national de l'accumulation capitaliste et de la situation paradoxale de la reproduction de la force de travail simultanément soumise à des conditions d'exploitation et de mise au travail relevant d'un cycle mondial du capital et, par cela même, renvoyée à la " re-création " de conditions et de cadres de reproduction " traditionnels". De la Mer Rouge à l'Indonésie ce n'est pas une supposée contraction du développement capitaliste qui pose problème mais au contraire l'énorme développement spécifiquement capitaliste qui y a eu lieu depuis 25 ans. La résurgence de communautés diverses trouve sa raison d'être dans leur dépendance vis-à-vis du marché mondial. La situation de la force de travail y est fondamentalement la même que dans les aires les plus développées : la force de travail existe face au capital comme force de travail sociale globale. Mais alors qu'elle est dans les aires développées globalement achetée par le capital et individuellement utilisée, il n'y a pas d'achat global dans les nouvelles périphéries. D'où l'importance de la disciplinarisation de la force de travail (pendant de l'ethnicisation de sa reproduction) face à un prolétaire transformé en pauvre qui revendique la richesse dans un désir/haine des États-Unis. De son côté Israël est à nouveau la contrainte et le fer de lance de l'histoire régionale du capitalisme. Le sionisme, son capitalisme social-pionnier, sa démocratie blindée, sont morts ; le " petit dragon " sur le dos de la main-d'œuvre palestinienne a fait long feu. L'équilibre sorti de la guerre du Golfe avait amené Israël à conclure des accords (à Oslo et à Paris) qui déjà au moment de leur ratification étaient largement anachroniques. L'éclatement communautariste de l'État israélien, le branchement high-tech de l'économie, la capacité des autres secteurs à gérer comme micro-flux leurs besoins de main-d'œuvre à l'échelle locale et plus massivement celle en provenance d'Extrême-Orient, l'identité entre son activité militaire et sa politique, assignent à Israël un rôle tout particulier dans le cadre régional général dont cette guerre doit accélérer la mise en place. Déjà, en Israël, la valorisation du capital est un emboîtement d'espaces. Les mois qui ont précédé cette guerre sont ceux-là mêmes où ont été poussés à l'extrême l'indistinction entre guerre et paix qui caractérise l'État israélien depuis sa fondation et le confinement des territoires occupés. De son côté, l'Autorité palestinienne était délégitimée dans le

mouvement de concertation continuelle avec la puissance occupante qui devait la mettre en place, elle devint un racket sur la main-d'œuvre intérimaire et sur les ressources provenant de l'aide humanitaire. La seconde Intifada éclate autant contre l'occupation capitaliste israélienne que contre l'Autorité palestinienne. Renvoyée à une mise en ghettos et à des solidarités de proximité, la société et la lutte palestiniennes s'ethnicisent, ethnicisation tout à fait moderne. Elle y trouve la capacité de survivre à un rapport de forces qui la condamne à être celle d'étrangers partout dans le monde et la sépare du prolétariat israélien. Même ethnicisée, c'est une lutte de classes qui oppose l'État d'Israël aux Palestiniens et c'est dans cette lutte entre des classes que partout se constituent conflictuellement les nouvelles configurations de la reproduction du capital.

LE MOUVEMENT PACIFISTE

Le mouvement pacifiste qui s'est manifesté depuis quelques mois veut préserver de l'horreur de la guerre la société vue comme l'ensemble de ses victimes civiles potentielles. Il dénonce et cherche à empêcher l'éclatement de la guerre comme si celle-ci devait encore devoir éclater. Il craint le début d'un processus d'explosions en chaîne destructrices et incontrôlables dont les fauteurs de guerre seraient seulement inconscients. Continuellement, il répète que la guerre aura des conséquences imprévisibles. Imprévisibles ? Les manifestants espagnols, italiens ou anglais (et même français) ont parfaitement fait le lien entre la violence voulue de la réorganisation sociale du Moyen-Orient et la violence déjà là et à venir du rapport d'exploitation. Le mouvement pacifiste, en tant que tel, est strictement à la hauteur de l'enjeu : le compromis, la gestion sociale de la reproduction de la force de travail et de son exploitation ne sont plus un soucis spécifique de la classe capitaliste. La guerre est la forme paroxystique de cette évidence quotidienne : " on prend les gens et on les jette ". La société a peur. Le mouvement est pacifiste. Il est contre l'évidence de la violence inscrite dans la restructuration des rapports capitalistes et il l'est, maintenant, de façon adéquate à cet accélérateur de la mise en forme de la restructuration qu'est cette guerre. Cette violence est tellement évidente qu'elle est comprise par les bonnes sœurs. Il est un mouvement de masse parce que précisément il a ces caractéristiques. Il est pacifiste parce qu'unanimiste, interclassiste, consensuel. Les manifestants savent que la guerre actuelle est l'expression d'une violence générale, mais aucun appel à la " guerre sociale " le fera dépasser ce démocratisme radical qui le pousse à s'opposer à la guerre comme si elle était seulement l'expression de la volonté de quelques politiciens dont ils dénoncent l'illégitimité et l'arrogance. Le mouvement défend une

gestion politique et sociale des conflits, la réalisation de compromis à toutes les échelles, il est contre l'instauration de la violence crue, physique et économique, comme régulation des rapports sociaux, il défend des intérêts bien concrets et bien réels et il a parfaitement compris la fonction générale de cette guerre comme paradigme de la mise en ordre mondiale. Tous les thèmes du mouvement pacifiste en découlent : la guerre comme un dysfonctionnement, un déséquilibre qu'il s'agit de corriger par la démocratie, par un sursaut de nos États (mais Chirac, le jour qui a suivi le déclenchement de la guerre a corrigé sa propre position en reconnaissant de façon réaliste que le nouvel ordre mondial ne pouvait être anti-américain), la négociation, le contrôle citoyen des institutions internationale, la désobéissance civile. Si c'est là qu'il trouve sa massivité, cela signifie qu'il la doit aussi aux fractures dans la classe capitaliste mondiale que cette guerre met à jour et à son adéquation à certaines fractions, il se construit et existe dans ces fractures qui lui confèrent son unanimisme en le légitimant ... qu'il le veuille ou non. Cependant, si la " communauté internationale " est déchirée par l'acte de force américain, elle est absolument unie quant aux moyens de la répression mis en œuvre dans tous les pays. De ce point de vue, sur le " front interne ", le paysage international est uniforme. Tous les États écoutent, émus, les appels à la raison des Papes de toutes le Églises, mais c'est l'armée ou la police qui intervient contre ceux qui dépassent le seuil du " symbolique ", c'est-à-dire ceux qui remettent en cause, dans la vie de tous les jours, ce dont cette guerre est précisément la mise en forme accélérée : les transformations du rapport d'exploitation. La restructuration bouleverse toutes les combinaisons sociales, tous les rapports sociaux fondés sur le capital, elle crée une opposition de la société à ces bouleversements multiples et en chaîne. Le mouvement pacifiste est une opposition sociale à la restructuration mais il n'est que cela : une opposition sociale. Il s'oppose au bouleversement de la société, mais la société n'est que le résultat dernier du procès de production dans lequel l'origine de ce résultat, le procès de production comme procès d'exploitation, a été abolie, s'est évanouie d'elle-même. Il en résulte cette chose paradoxale : si le mouvement pacifiste est réellement une opposition à la restructuration, la classe ouvrière n'a cependant pas manifesté un intérêt immédiat à y participer. Aux États-Unis, les dockers en grève de la côte Ouest ont continué à charger les navires militaires, en Grande-Bretagne, les Trade-unions n'envisagent d'utiliser le mécontentement anti-Blair que pour tenter de régler leurs comptes avec le New Labour, en Italie les drapeaux " Pace " sont de plus en plus clairsemés au fur et à mesure que l'on s'éloigne des centres-villes et la CGIL est plus que timide dans ses appels à la grève. Ce paradoxe est celui de la généralité sociale qui, dans dans sa constitution achevée, efface son propre procès de réalisation comme résultat

du procès de production. Lutte de classe et mouvement social ne s'excluent pas, ils se compénètrent, mais ils ne s'identifient jamais. Dans l'opposition à l'unipolarité américaine, le pacifisme a mis en forme une opposition conforme à la restructuration où la lutte de classe a disparu dans son résultat : le mouvement social.

Gaza 2024

Dans un texte publié sur le site *Lundi matin* il est question de Gaza mais on ne trouve rien sur Gaza, les Palestiniens, etc., on y trouve la boite à outils dont l'utilisation est préconisée en toute circonstance, quels que soient les lieux, les sujets, les conflits, les classes ou fractions de classes en présence : l'occupation. Et surtout, l'injonction de tout bon théoricien cultivé et dissident des classes dominantes, à être du « bon côté de l'Histoire ». Toujours « l'Histoire » comme le totem de ceux qui s'imaginent en être les représentants en chair et en os. Mais ceux qui sont dans le coup, qui sont embarqués dans les entrelacs de toutes les luttes et des guerres se foutent complètement du bon et du mauvais côté de l'Histoire et de l'Histoire elle-même. Il n'y a que ceux qui s'imaginent, parce que c'est leur raison d'être, être, en toutes circonstances, l'incarnation de l'Histoire et donc de son « sens » qui se soucient d'une telle chose : être du bon côté ou non.

Il est remarquable de voir combien en très peu de temps, dans les réactions à l'extermination des Gazaouis (qui s'accompagne, c'est important de le souligner, d'une recrudescence des expéditions militaires, des agressions des colons, des destructions et des confiscations de terres en Cisjordanie), les acteurs ont changé ainsi que le ton et la signification de ces réactions. De réactions plus ou moins spontanées de ceux qui, *toute proportion gardée*, voient dans cette extermination le symbole de leur propre situation sans avenir, on est passé aux militants professionnels prêts à combattre jusqu'au dernier Palestinien. On peut lire dans le *Monde Diplomatique* de mai 2024, un article intitulé « La rue avec Gaza, les élites derrière Israël ». *Que peut signifier maintenant « être avec Gaza »* ? Tout au long de l'article, cette « rue » ce sont « l'opinion publique », les « sondages », des juristes, des universitaires, etc. Et il est vrai qu'il y a des manifestations massives qui appellent à un « cessez-le-feu ». Il ne s'agit plus, centralement, comme cela fut brièvement le cas de reconnaître dans Gaza la forme paroxystique d'une situation vécue, mais d'exprimer une « solidarité » bienvenue mais sans enjeux. Le fondement de cette « solidarité », c'est le « droit », l' « égalité des peuples », le « cessez-le-feu », la paix.

Personne ne crie (et c'est heureux !) : « Hamas vaincra ! », comme à l'époque certains criaient « FNL vaincra ! » et manifestaient en scandant « HO-Ho-Ho Chi Minh ! » contre ceux qui se contentaient de « Paix au Vietnam ». La différence avec cette référence historique à laquelle certains textes renvoient

n'est pas sans importance. 800 000 personnes dans les rues de Londres (chiffre du *Monde diplomatique*) appellent à la paix, c'est-à-dire à ce que, de fait, rien ne change. 800 000 personnes conscientes, il est vrai, que le changement là-bas ne peut signifier que l'accentuation du plus ou moins pire ici, conscientes que ce n'est pas par hasard que tous les gouvernements (d' « Occident », mais aussi ceux se déclarant favorables aux « droits des Palestiniens ») ferment les yeux sur le massacre et répriment toute contestation. Autour de 35 000 morts[112], un territoire méthodiquement réduit à néant, une famine sciemment organisée, mais Gabriel Attal[113] répète que « Israël n'avait pas sur-réagi ». Tous ces gouvernements se reconnaissent dans le fer de lance du capitalisme qu'a toujours été Israël au Proche-Orient et d'autant plus aujourd'hui où les « surnuméraires (*Endnotes*) sont une question incontournable des linéaments possibles d'une restructuration envisageable mondialement. La solidarité avec Gaza c'est la volonté, sans trop d'illusions, de la préservation du *statu quo* social interne (dans les pays de ces manifestations) et conjointement international, contre toutes les politiques économiques et sociales aujourd'hui mises en œuvre.

Quand la majorité des Palestiniens soutient actuellement l'action du Hamas, sans forcément se reconnaître en lui, quand « l'Autorité palestinienne » est totalement discréditée allant même jusqu'à poursuivre, avec l'armée israélienne, les brigades armées « autonomes » de Cisjordanie, la solidarité avec la Palestine ne pouvant pas contourner ces faits ne peut que les surplomber et n'être qu'un appel à la paix ou un « Palestine vaincra » totalement hors-sol. « La Palestine de la rivière à la mer » sous-entendant un État multinational, si ce n'est multiconfessionnel, est totalement irréaliste à moins de vouloir officialiser les Palestiniens comme main-d'œuvre à bon marché de l'économie israélienne (c'est-à-dire officiellement « juive » depuis la réforme de la Constitution israélienne) qui demeurerait, avec l'appui d'investisseurs du Golfe, la structure dominante de cet État.

Pourtant, là où se manifeste cette solidarité, elle combine toujours le pacifisme comme réelle expression de son impasse proprement politique et l'identification des exclus (effectifs ou menacés) ou « étrangers » au paradigme mondial palestinien. On ne peut négliger sur certains campus américains (pas les plus huppés) le rôle joué par les étudiants d'origine mexicaine ou centre-américaine.

[112] Chiffre largement dépassé depuis la rédaction de ce texte [« officiellement », fin 2025, plus de 70 000 morts, mais probablement davantage].
[113] Alors Premier ministre.

Il faut accepter, reconnaître, exposer *l'impasse politique* de la solidarité en même temps que souligner le paradigme mondial palestinien, au prix de construire une image idéologique de celui-ci, dénoncer et dans la mesure des moyens combattre la propagande de tous les États occidentaux dans leur complicité intéressée à l'extermination des Palestiniens, au moment même où toute leur politique concourt à la création d'exclusion et de misère dans chacune de leur aire nationale. Malgré l'impasse politique que cela manifeste, réclamer la paix est le premier acte nécessaire.

Quand on parle de l'anéantissement de Gaza et qu'on le considère comme un événement / révélateur mondial, il faut aller à la racine : le « problème des surnuméraires » qui ne le sont jamais vraiment. Si Gaza est une crise mondiale, c'est que c'est que les « surnuméraires » sont une question qui traverse la crise actuelle de la mondialisation telle que présentement crise de l'articulation entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail.

Gaza c'est l'échec momentané (ou non, on ne peut pas le savoir) de la nouvelle réorganisation du mode de production capitaliste au Proche et au Moyen-Orient qui, cette fois, à la différence de 1948, 1967, 1973, des deux Intifadas, des invasions du Liban, s'effectue maintenant avec l'assentiment plus ou moins gêné des « pays arabes ».

Si nous en venons à une certaine « profondeur historique » :

1896, Herzl : « L'État Juif formera une partie du rempart de l'Europe contre l'Asie, un avant-poste de la civilisation opposée à la barbarie. »

En 1948, la guerre acta la faillite du pouvoir des oulémas, muftis et grands propriétaires absentéistes se prélassant à Damas, Alep, Amman ou Le Caire. La grande expulsion des Palestiniens fit place nette pour le développement des rapports sociaux spécifiquement capitalistes.

1967, ce fut le premier acte de la faillite du développement nationaliste de tous les jeunes et beaux officiers à moustaches. Occupation des « Territoires » : généralisation du salariat moderne et des règles bourgeoises de la propriété foncière en Cisjordanie.

1973 : leur faillite est achevée au profit de l'islamisation rentière régionale et lors des guerres au Liban. En 1982, l'armée israélienne protège les Phalangistes lors des massacres de Sabra et Chatila. L'action est poursuivie par l'expulsion de l'OLP de Beyrouth.

1988 : la première Intifada confirme le pouvoir sur la région d'Israël comme seul pôle capitaliste dynamique. Les Palestiniens sont mis au pas au

profit des autres États de la région, Il ne faut pas oublier que la Jordanie s'était auparavant fait remarquer par le massacre de milliers de Palestiniens, en expulsant l'OLP (Septembre noir, 1970 – jusqu'en 1971).

1991 puis 2003 : les deux guerres du Golfe marquent la fin de l'intégration rentière régionale autour des pays du Golfe.

2006 : l'intervention au Liban fignole les choses et maintient le pays dans un état de fractionnement et d'impuissance.

2011 : les « Printemps arabes » montrent l'incapacité des classes dominantes locales, dont la richesse procède plus du pillage que de la valorisation, de porter une restructuration endogène de la région.

2020 : les « Accords d'Abraham » sous l'égide américaine lient l'argent du Golfe à la puissance technologique et capitaliste d'Israël. En effet, il est bien beau d'avoir beaucoup d'argent venant d'une rente et d'une matière première surgie du sol, mais depuis l'Espagne et le Portugal des XVI^{e} et XVII^{e} siècles, on sait que cela ne signifie pas la véritable richesse comme l'exposa très bien Adam Smith.

Dans tous ces épisodes (il y en eut bien d'autres comme les accords d'Oslo, en 1993, et de Paris, en 1994, qui, avec la complicité de l'OLP, enterrèrent pour trente ans la « question palestinienne ») Israël fut toujours le fer de lance et la contrainte au développement capitaliste régional. Jusqu'au début des années 2000, cela avait toujours été conflictuel et la question palestinienne revenait de part et d'autre sur le tapis.

Aujourd'hui, en 2024, à la suite des fameux « Accords d'Abraham », l'extermination des Palestiniens se fait en accord avec ces pays. Il est vrai que l'Iran (qui n'est pas en majorité un « pays arabe ») est prêt à se battre jusqu'au dernier Palestinien, mais l'Iran ne peut affirmer sa puissance régionale qu'en affirmant son nationalisme ethnico-religieux (très relatif en matière économique) ce qui simultanément contrarie en grande partie ses ambitions régionales. L'Iran peut cristalliser des contradictions locales et les présenter même comme mondiales, mais il n'a aucun avenir à proposer. De plus, il semble ouvert à la volonté de certains pays du Golfe, comme l'Arabie Saoudite, d'essayer de l'intégrer régionalement.

Tout se passe entre Israël et les « États » du Golfe, « États » fantoches, simples enclaves pétrolières ou gazières, bancaires et refuges de tous les trafics, résultats du savoir-faire anglais en matière de découpage colonial. Les États comme l'Égypte ou la Syrie, ceux qui ont connu les « Printemps arabes » sont actuellement hors-jeu, leur classe dominante ayant montré son incapacité à se

restructurer. Rien ne peut advenir dans la région sans l'élimination des Palestiniens, vus comme subversifs et minorité nationale.

La question de la « surnuméralité » de la force de travail disponible est toujours relative. Même Israël ne peut se passer maintenant d'une portion de la main-d'œuvre palestinienne. Cette question ne doit pas être seulement comprise comme une constante linéaire du MPC (ce qu'elle est conceptuellement), elle n'a de sens comme configuration des contradictions du MPC et de la lutte des classes que contextuellement et localement avec des moments qui deviennent parfois le paradigme de la situation générale. Cela d'autant plus que dans la relation entre Israël et les Palestiniens, l'élimination d'une population « superflue » est emblématique en ce qu'elle se conjugue avec le recentrement national idéologique et économique des États.

Éliminer physiquement le maximum de Palestiniens et refouler les survivants vers l'Égypte, État déchu sous perfusion, est le but de guerre d'Israël[114]. C'est ce que le Hamas avait bien vu venir et anticipé. La réaction israélienne est absolument logique et conforme aux intérêts de tous les États de la région et au-delà, c'est-à-dire les principales puissances mondiales. Puissances pour lesquelles la sortie de la crise de la mondialisation sous supervision américaine[115] initiée dans les années 1990 doit se faire dans la constitution d'espaces nationaux ou régionaux plus ou moins autonomes et protégés, éléments fondamentaux de réorganisation de la globalisation. Les États-Unis étant les premiers à donner l'exemple du protectionnisme expansif, forts de leur évidente supériorité technologique, financière et militaire, ils changent les règles du jeu pour en demeurer les maîtres et Israël est leur « atout » (quelque peu turbulent parfois) dans la région. Mais il s'y trouve ces foutus Palestiniens que l'on avait « oubliés » sous la chicote « juive », puisque c'est ainsi que l'État d'Israël dorénavant se définit lui-même.

Cependant la « toute-puissance israélienne » et l'extermination actuelle (2024) des Palestiniens ne se comprennent plus, comme lors des guerres précédentes, comme la construction d'espaces de production et de reproduction enchâssés dans une série de niveaux d'échelle dans la

[114] La décision d'Israël, en octobre 2024, d'interdire d'ici trois mois les activités de l'UNRWA à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, vise à y contribuer. UNRWA, déjà très affaiblie par la destruction méthodique de ses structures à Gaza et par les attaques et les entraves en Cisjordanie ; ainsi que par la suspension par les États-Unis, décidée en janvier 2024, de leur contribution à son financement, décision suivie par une quinzaine de pays (dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, le Japon...).

[115] Voir, dans ce numéro, le texte « Ukraine 2022 ».

déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, nécessitant des sous-traitants plus ou moins légitimes. Dans une perspective clausewitzienne, le « but de guerre » est toujours la fin de la guerre et la négociation avec des interlocuteurs que l'on a « réservés ». En « résolvant la question palestinienne » par l'élimination physique des Palestiniens et Palestiniennes jusque dans leur descendance, Israël pousse à son paroxysme la logique de la « mondialisation sous supervision américaine » *au point où elle se détruit*. De « Venise triomphante », fer de lance de l'expansion capitaliste au Moyen-Orient, Israël devient une « Constantinople assiégée », déblayant le terrain d'une réorganisation capitaliste moyen-orientale au-delà des modalités de la mondialisation sous supervision américaine. Dans le prudent attentisme iranien, dans les arrangements en cours entre Qom et La Mecque n'excluant pas ceux entre La Mecque et Jérusalem, avec le poids de la Chine et de la Russie, avec *le fractionnement de la société israélienne*, Israël peut, dans la crise actuelle de la mondialisation et les réorganisations régionales, ne plus être que *l'enclave* de « haute technologie » de la région. Et sa « toute-puissance » n'être que le chant du cygne.

L'article initial, ici un peu complété et modifié, est paru le 3 août 2024 sur le site dndf.org

Gaza : « une militarisation extrême de la guerre de classe en Israël-Palestine »

Texte publié sur le site « Le serpent de mer »

« À ce stade, l'objectif de cette « guerre » est de noyer les prolétaires surnuméraires de Gaza sous les bombes sans autre objectif que de les « calmer », de rappeler la hiérarchie qui sépare les groupes humains dans cette région du monde. Un chien mord, on abat la meute. »

Entretien avec Emilio Minassian, 30 octobre 2023.

1.Tu t'intéresses à ce qui se passe en Palestine depuis longtemps, sans pour autant être un militant pro-palestinien. Qu'est-ce qu'une critique tournée vers la révolution a à dire de ce qui se joue là-bas ?

Je dirais que la première chose, c'est de considérer qu'il n'y a pas deux camps, l'un palestinien et l'autre israélien. Ces gens vivent dans un même État et dans une même économie. Au sein de ce même ensemble, disons israélo-palestinien – mais qui relève entièrement d'Israël –, les classes sociales non seulement s'inscrivent dans des différences de statuts juridiques sur la base de critères ethno-religieux, mais sont « zonées ». La bande de Gaza a progressivement été constituées en « réserve-prison » dans laquelle sont fixés deux millions de prolétaires renvoyés aux marges du capital israélien. Mais ce dernier demeure leur maître en dernier instance. Les Gazaouis utilisent la monnaie israélienne, consomment des marchandises israéliennes, ont des pièces d'identités émises par Israël.

La « guerre » actuelle correspond en fait à une situation de militarisation extrême de la guerre de classe.

Une « terre pour deux peuples », une telle grille de la situation en Israël-Palestine est aberrante. Nulle part dans le monde, la terre n'appartient aux peuples. Elle appartient aux propriétaires. Tout ça peut sembler très théorique, mais l'existence même des rapports sociaux viennent renvoyer cette idée des « camps » à ceux à qui elle appartient : les dirigeants.

Les camps de réfugiés de Cisjordanie, qu'on pourrait considérer comme le cœur battant de la « Palestine », continuent d'être des banlieues de Tel-Aviv. J'ai passé des soirées à écouter des travailleurs journaliers d'un de ces camps raconter comment l'ethnicisation de la force de travail se déployait sur les chantiers de la capitale israélienne : les promoteurs juifs ashkénazes, les prestataires Palestiniens de 1948 pour le passage de la main-d'œuvre des Territoires occupés, les contremaîtres juifs sépharades eux aussi arabophones, etc. Et puis tous les autres prolétaires importés : les Thaïlandais, les Chinois, les Africains, qui, sans-papiers, sont en réalité ceux dont la situation est la pire.

Tout ça ne peut pas se mélanger, car chaque groupe a un statut et une place distincte dans les rapports de production. Mais ces mondes ne sont pas poreux, ils sont emboîtés, se regardent, se connaissent.

Des dizaines de Thaïlandais exploités dans l'agriculture sur le pourtour de la bande de Gaza se sont retrouvés tués et enlevés par le Hamas. Maintenant, les patrons israéliens retiennent leurs salaires d'autres pour les forcer à travailler en zone de guerre. Toute critique sociale un peu conséquente doit, dans le cadre de ce qui se passe en Israël-Palestine, intégrer aussi le point de vue des travailleurs thaïlandais. Ce pays n'a pas davantage vocation à appartenir aux prolétaires palestiniens qu'aux travailleurs thaïlandais.

N'est-ce pas un peu botter en touche que de tenter de passer au-dessus de la « question nationale » en Israël-Palestine ?

Israël est parvenu à produire une situation unique au monde : l'intégration d'un prolétariat lui-même ethnicisé (« juif ») à l'État, contre le reste du prolétariat, également ethnicisé (« arabe »). L'État israélien a organisé l'accumulation d'un capital « national » en un temps record, il a organisé l'importation d'un prolétariat « national » et s'est érigé en gardien de l'existence et de la reproduction de ce dernier, menacé qu'il serait dans son existence même par une autre frange prolétarienne (« palestinienne »). Mais si l'on déchausse les lunettes de la fantasmagorie de « l'État garant de l'existence des gens », il apparaît que le prolétariat juif d'Israël constitue une sorte de butin de guerre aux mains de l'État.

Ce n'est pas le cas du côté du prolétariat palestinien, au sein duquel les dynamiques de lutte ont conservé une certaine autonomie, cohabitant de manière complexe avec les logiques instrumentales de leur encadrement politique nationaliste.

Cela peut sembler contre-intuitif, mais je pense qu'il faut considérer que le Hamas est un sous-traitant d'Israël pour la gestion du prolétariat de la bande de Gaza. Comme je le disais, ce dernier, en dernière instance, « relève » du capital national israélien. Tant que celui-ci n'a pas fait le choix d'autoriser le développement d'une autre entité capitaliste, « palestinienne », à ses côtés, le

prolétariat gazaoui, même parqué, est inscrit dans ses circuits. Or, cette situation ne peut se passer d'une formation sociale externalisée chargée de la régulation des encagés – il n'y a pas de prison sans matons.

Ce qui se passe n'est pas une guerre inter-impérialiste. C'est essentiellement une « affaire interne », dans laquelle les camps « nationaux » sont un écran de fumée. Dans les événements actuels, il n'y a pas de lutte prolétarienne. La militarisation des antagonismes produite de concert par le Hamas et la classe dirigeante israélienne, produit une « résistance » qui ne contient aucune logique de lutte prolétarienne autonome, même balbutiante.

Ce n'est pas une guerre, mais c'est une gestion du prolétariat surnuméraire avec des moyens militaires qui sont ceux de la guerre totale, de la part d'un État démocratique, civilisé, appartenant au bloc central de l'accumulation. Ces milliers de morts-là me semblent avoir un sens particulier. Ils dessinent une image terrifiante de l'avenir – des crises du capitalisme à venir.

Mais une gestion du prolétariat surnuméraire par voie de tapis de bombes qui, dans la manière dont elle est regardée comme légitime par l'ensemble des États centraux de l'espace capitaliste, inscrit, je crois, ce qui se passe actuellement dans une offensive globale. En France, ce caractère global est particulièrement saillant : on est entré dans une phase où même des formulations politiques derrière des mots d'ordres humanistes sont réprimées – dès lors qu'elles pourraient rencontrer une activité de rue des classes dangereuses. Il n'y a pas d' « importation » du conflit. Il y a une offensive globale. En ce sens, la lutte, pour nous en France, se joue bel et bien ici, contre la France. Nous avons notre propre nation à trahir, toujours, dès que c'est possible.

2.Qu'est-ce que le Hamas a à gagner à une telle situation ?

Avant le 7 octobre, mon idée de la situation était la suivante. D'un côté, une offensive de l'extrême-droite coloniale, à la fois pour annexer la Cisjordanie et s'emparer des leviers de l'État israélien. De l'autre, deux appareils d'États palestiniens, vivant exclusivement de rentes, ayant seulement intérêt à se reproduire en tant que tels. J'avais en tête que ces pouvoirs étaient sur la défensive, et que ce à quoi ils se préparaient avant tout, c'était à affronter une

perte de contrôle sur les populations à leur charge, à la fois à Gaza et en Cisjordanie.

Parmi mes interlocuteurs en Cisjordanie, qu'ils soient universitaires de gauche ou sous-prolétaires armés, tout le monde me disait il y a quelques mois : « Le Hamas ne soutient pas la résistance sur le terrain. Il pense à ses propres intérêts. »

Et de fait, le Hamas ne s'est pas comporté en organisation de lutte, mais en structure militaire, en État. Mais son opération a ceci de particulier qu'elle contenait nécessairement la perspective d'une riposte israélienne face à laquelle il serait en situation d'imposante infériorité. Le Hamas se comporte en État mais sans les moyens d'un État, et il sacrifie une partie des intérêts d'une partie de son appareil et de sa base sociale à Gaza, dans l'espoir d'avoir davantage à l'avenir. Nombre des chefs vont, par ailleurs, perdre la vie dans cette affaire.

L'opération du 7 octobre constitue, de la part d'une classe dominante, un comportement étonnant, mais qui s'explique avant tout, je pense, par les contradictions qui traversent le Hamas lui-même. C'est une hypothèse, mais il n'est pas inenvisageable que l'opération du 7 octobre ait été conçue par la branche armée du Hamas, sans grande concertation avec la direction politique. (On peut aussi imaginer que l'ampleur de la brèche qui s'est ouverte dans le mur ait surpris les concepteurs de l'attaque eux-mêmes, qui peut-être cherchaient à mener une sorte d'opération-suicide, sans s'attendre à un tel effondrement militaire israélien, qui a ouvert la porte à des massacres de grande ampleur.)

L'opération du Hamas ne relève en rien d'un délire millénariste fanatique. C'est un pari risqué, mais qui peut porter ses fruits. Les options entre les mains d'Israël sont réduites. Il y a la voie de la négociation, celle de la guerre régionale et pas grand-chose entre les deux. Mais ça demeure un pari, car il n'est pas sûr que l'État et le capital israélien vont faire le choix d'une stabilisation.

Dans tous les cas, l'étape « massacre » par tapis de tombes est inévitable, mais ça c'est une autre question, elle ne pose en rien souci aux dirigeants, évidemment.

Tu dis que le Hamas se comporte en État, mais sans en avoir les moyens. Tu dis aussi que s'il sacrifie certains de ses intérêts, c'est pour en avoir davantage par la suite. Est-ce que tu peux préciser ?

Tout simplement être reconnu dans le cadre de négociations. Sans doute pas en vue d'un accord de paix, on n'en est pas là et, en réalité, je pense que ni le Hamas ni Israël n'ont d'intérêt pour un accord global. Mais l'éradication du Hamas, du point de vue israélien, n'est pas sérieusement envisageable. En montrant sa capacité militaire, le Hamas cherche à se montrer incontournable dans le rapport de force régional.

L'échec de la reprise des négociations entre l'Iran et les États-Unis ces dernières années démontre que l'heure n'est pas aux « solutions ». Pour le Hamas, il s'agit, tout le monde le dit, de gripper la solution américaine d'un accord israélo-saoudien. Ce qu'il a à gagner dans l'affaire, c'est d'abord s'imposer comme interlocuteur aux pays arabes de la région, c'est poursuivre la marginalisation de l'OLP [Organisation de libération de la Palestine, dont fait partie le Fatah, mais aussi le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)] en Cisjordanie et au Liban. C'est conquérir des petits marchés de la représentation palestinienne au détriment de son concurrent de l'OLP.

Les intérêts en jeu sont-ils vraiment aussi étroits ?

Je ne sais pas bien comment répondre à cette question. Évidemment, cette opération militaire et la guerre qu'elle enclenche doivent aussi être regardés dans un contexte mondial où les canaux de régulation capitaliste sont en train de se casser la gueule.

La guerre est toujours, je crois, une tentative de solution à crise de la valorisation capitaliste, comme opération de désaccumulation. Mais elle est aussi l'expression du bouleversement de l'équilibre qui préside au rapport État-capital. Elle est un moment de crise où le contrôle du capital, du capital global, sur l'État se desserre au profit de l'accaparement de l'État par certains secteurs capitalistes particuliers, voire de clans, de politiciens. La guerre entre capitalistes n'est pas seulement une guerre entre impérialismes. Elle met aux

prises des acteurs multiples, qui, en l'absence de garde-fous, vont parfois faire des paris risqués, jouer une carte pour tenter de profiter d'un bouleversement des forces en présence. C'est à un engrenage de ce type qu'on assiste depuis la guerre en Ukraine. Les fronts gelés se réveillent : on a eu le Karabagh, maintenant c'est Gaza.

Les états-majors avancent, tentent des plans, testent les résistances, se jettent à l'eau. C'est ce qu'ils ont spontanément envie de faire, tout le temps. Ce qui nous surprend depuis deux ans, c'est à quel point les garde-fous qui les retenaient semblent sauter.

Quelle est la nature de la domination du Hamas sur les gens à Gaza ? Comment assoit-il son pouvoir ; quels gains ses chefs en retirent-ils ; quels liens (ouverts ou non) entretiennent-ils avec Israël ?

Le Hamas est un mouvement issu de la mouvance des Frères musulmans. Comme un peu partout dans le monde arabe, il se développe dans les années 1970-1980 au sein de la petite bourgeoisie palestinienne, dans les Territoires et dans la diaspora. Depuis son entrée dans la lutte contre Israël à la faveur de la première Intifada, cette base sociale s'est élargie à des segments plus prolétariens, avant que le contrôle du territoire gazaoui et sa militarisation ne change profondément sa nature. Il s'est retrouvé, comme on l'a dit, dans la position d'un appareil d'État, avec la nécessité d'intégrer beaucoup d'intérêts catégoriels divers et antagonistes, de jongler entre eux, de les arbitrer. Et, parallèlement, comme Gaza n'est pas un vrai État, le Hamas s'est aussi transformé en un parti-milice, comparable au Hezbollah au Liban.

Cette double évolution a une dimension contradictoire. J'émets l'hypothèse que la guerre actuelle marque en quelque sorte la victoire de la deuxième logique sur la première. La branche armée l'a emporté sur l'appareil d'État ; les circuits rentiers militaires (en provenance d'Iran) l'ont emporté sur les circuits rentiers civils (en provenance du Qatar).

Le Hamas est un mouvement interclassiste, ce qui explique ses mouvements erratiques. La bourgeoisie commerçante de Cisjordanie a fini par s'y reconnaître massivement au mitan des années 2000 : le mouvement a gagné les

élections législatives de 2006 en tant que parti de l'ordre : il promettait de mettre fin au chaos sécuritaire, de faire taire les armes, de combattre la corruption, de développer un appareil d'État probe, assurant l'ordre social, avec une redistribution sociale basé sur la charité. Il apparaissait, paradoxalement, comme le parti anti-Intifada, et la majorité des notables des deux centres économiques de Cisjordanie, Naplouse et Hébron, se sont rangés à ses côtés à l'époque, tout en demeurant liés à des intérêts économiques jordaniens. Le Hamas a gagné les mêmes élections législatives à Gaza, mas en y mettant en avant des mots d'ordres de résistance et d'embrigadement militaire qui visaient le lumpenprolétariat des camps de réfugiés. Non dans une logique de soulèvement ou de mouvement social, mais de clientélisme militaire. Contrairement à la Cisjordanie, il n'y a pas à Gaza de bourgeoisie marchande et urbaine.

L'interclassisme, depuis, n'a pas explosé. Le Hamas continue de manier des logiques de mobilisations contraires. Le chef de sa branche armée, Mohammad Deif, est une sorte d'icône mythique, un rescapé de moult tentatives d'assassinat ciblés. Il est érigé en James Bond pour parler aux ados des camps de réfugiés, tandis que des leaders en costards traînent dans les hôtels 5 étoiles du Qatar et mangent toutes sortes de bonnes choses avec des ministres et des capitalistes du monde arabe ou turc. Et si c'est la frange Mohammad Deif qui lance une opération comme celle du 7 octobre, la frange costard-cravate la laisse faire parce qu'elle nourrit de secrets espoirs d'en récolter les fruits dans les couloirs diplomatiques.

Je suis plus circonspect quant à ce qu'en pense la bourgeoisie compradore de Gaza-city, alors que ses villas se font raser par les bombes.

Quelles sont les caractéristiques de l'exploitation des prolétaires à Gaza ?

J'ai passé pas mal de temps en Cisjordanie, mais je ne connais pas directement la bande de Gaza. Du fait de sa situation politique et géographique, collé à un espace d'intense accumulation capitaliste, on pourrait dire que Gaza est une grosse « poubelle » d'Israël. Mais même dans les poubelles des capitalistes il y a des divisions sociales.

C'est une sorte de ghetto, en somme ? Concrètement, est-ce que les prolétaires gazaouis ont du travail (formel ou non), ou faut-il les tenir majoritairement pour des surnuméraires ?

« Surnuméraires », dans le sens où le travail à Gaza ne permet presque nulle part d'accumulation capitaliste. Les capitaux qui circulent à Gaza proviennent essentiellement de rentes (et encore, ce sont de bien petites rentes) : rente de l'aide extérieure (Iran et Qatar), rentes de situations de monopoles (les tunnels). Les profits générés ne découlent pas de l'exploitation du travail par des capitalistes. La reproduction des prolétaires et la valorisation sont deux processus distincts, comme dirait l'autre. Les patrons sont dans leur écrasante majorité petits et l'État ne régule rien.

Gaza un espace complètement à l'écart des circuits de valorisation capitalistes, comme bien d'autres périphéries du monde. Il n'y a pas de « bourgeoisie nationale », car il n'y a pas de capitaux gazaouis. Il n'y a pas non plus de « bourgeoisie traditionnelle » comme en Cisjordanie ou à Jérusalem – ces vieilles familles assises sur un capital marchand et foncier poussiéreux mais encore efficient dans les rapports sociaux. En revanche, il y a bien à Gaza une forme de nouvelle bourgeoisie « compradore », assise sur des rentes de circulation. Ce n'est pas une classe au sens strict, c'est une formation sociale qui tire des revenus massifs de sa position d'intermédiaire dans les échanges avec les capitalistes étrangers (par opposition à une bourgeoisie ayant des intérêts dans le développement de l'économie nationale).

Une partie de cette bourgeoisie coïncide avec l'appareil politique du Hamas, car les capitaux qui circulent sont largement issus d'une rente de nature géopolitique, ils proviennent d'États tels que le Qatar ou l'Iran. Mais il y a aussi d'autres rentes, par exemple liées à la circulation frontalière avec l'Égypte. Des fortunes se sont bâties autours des tunnels de contrebandes, et là on est plutôt dans la figure du féodal mondialisé – typiquement un rapport patrons-travailleurs. Il y a eu en 2007 d'intenses affrontements armés entre des formations sociales claniques et l'appareil politico-militaire du Hamas à Rafah, dans le sud de la bande, avec pour enjeu la taxation de la circulation des marchandises.

Le Hamas, au contraire de l'Autorité palestinienne (AP), n'est pas en charge des services publics, ce n'est pas lui qui paie les salaires : ceux-ci sont toujours à la charge de l'AP. C'est d'ailleurs un enjeu de chantage permanent : régulièrement, l'AP coupe ou réduit les salaires des fonctionnaires de Gaza pour affaiblir le Hamas.

Régulièrement aussi, et sans doute en partie en conséquence, il y a des mobilisations « sociales », qui réclament la dignité – typiquement l'eau, l'électricité, les salaires. Le Hamas les réprime, plus ou moins violemment, avec une certaine retenue néanmoins qui laisse penser qu'il fait attention à ne pas jeter de l'huile sur le feu. La présente offensive militaire fait suite à un épisode de ce type qui s'est déroulé cet été. On peut facilement imaginer qu'il y a un lien, ou en tout cas une logique, qui lie ces deux types d'événements.

La contestation du Hamas-gestionnaire et le soutien au Hamas-combattant ne sont pas du tout antagonistes. Le premier s'attaque à votre dignité, tandis que le second la venge. Sans le Hamas-combattant, le Hamas-gestionnaire aurait sans doute à affronter une contestation plus importante à Gaza.

Tu dis que tu « connais » mieux la Cisjordanie que Gaza. Entre ces deux territoires, y a-t-il d'importantes différences ou au contraire assiste-t-on à deux variantes d'une même logique ?

La bande de Gaza est depuis longtemps cette « poubelle » à surnuméraires que j'évoquais plus haut. Un minuscule territoire vers lequel ont été poussé en 1947-1948 un flot de réfugiés, qui a submergé la population locale, essentiellement paysanne. Il n'y a aucune ressource là-bas. En Cisjordanie, la formation de classe est différente, avec des villes et des notables. Et il y a des ressources agricoles et hydrauliques, qu'Israël s'accapare. Les salaires sont deux fois plus élevés, il y a quelques industries, qui reposent sur une intégration relative entre la classe compradore de l'AP et le capital israélien. Le Fatah, qui gouverne les villes, est un parti qui n'a plus de cohérence sociale. En 2006, il a perdu les élections contre le Hamas. En 2007, il a fait un coup de force, soutenu par Israël et les États-Unis, pour conserver les leviers de la puissance publique dans les villes de Cisjordanie, « abandonnant » Gaza au Hamas. Depuis, il n'a plus de légitimité basée sur une quelconque forme de procédure

démocratique. Son pouvoir repose sur la coopération avec Israël, dissimulée derrière des discours nationalistes qui sonnent creux. Il gouverne des enclaves séparées les unes des autres, toujours plus encerclées par la colonisation, dans lesquelles l'armée israélienne pénètre régulièrement. Quant au prolétariat de Cisjordanie, il est plus intégré que celui de Gaza au capital israélien. Beaucoup de travailleurs palestiniens de Cisjordanie bossent, légalement ou illégalement, sur le territoire israélien ou dans les colonies. Ils ont des liens économiques avec les Palestiniens de 1948, dotés de la citoyenneté israélienne ; ils parlent souvent hébreu.

Que se passe-t-il en Cisjordanie actuellement ? Que fait le Fatah ? Existe-t-il des forces sociales ou politiques qui aient un caractère plus ou moins prolétarien, qui pourraient se renforcer dans le moment de la crise ?

La bande de Gaza me semble pour l'instant perdue du point de vue des possibles quant à une activité prolétarienne. Il en va autrement dans les villes de Cisjordanie, où la lutte inter-palestinienne pour le contrôle politique chemine depuis des années avec des manifestations autonomes de la lutte des classes. Le contrôle social est assuré conjointement par un appareil sécuritaire tenu par des capitalistes compradores tributaires d'Israël et des baronnies urbaines liées à la Jordanie. La cohérence de cette classe ne cesse de se déliter, le Fatah ne régule plus rien, et tout le monde essaie de se tailler son fief au détriment des autres. L'événement attendu qui était censé clarifier tout ça était la mort du dinosaure paranoïaque Mahmoud Abbas, mais les choses vont nécessairement s'accélérer.

Le Hamas, depuis quinze ans, est entré en dormance en Cisjordanie. Aucune activité publique ni militaire directe. Il entretient des loyautés, mais discrètement. Les groupes armés qui ont réapparu dans le Nord (Naplouse, Jénine, Tulkarem) ne lui sont pas liés. Cette passivité donnait l'impression que le Hamas avait entériné la situation et ne voulait pas briser le statu quo. Au sein des groupes armés des camps de réfugiés, cela lui donnait mauvaise presse : il était le revers du Fatah, que de la gueule, des intérêts politiques distincts de ceux du peuple. Et là, cette opération : ça change clairement la donne en termes de perception. Le blason, qu'on le veuille ou non, va s'en trouver

sacrément redoré. Déjà, on voit le drapeau hamsaoui agité un peu partout dans les manifs, ce qui était inimaginable il y a un mois. Le Hamas va-t-il directement contester le pouvoir à l'AP en Cisjordanie ? C'est peu probable, du fait que ses activités sont étroitement surveillées non seulement par l'AP mais aussi par Israël, et les enclaves palestiniennes de Cisjordanie ne forment pas un territoire cohérent, il ne peut être tenu militairement sans négocier la chose avec l'armée israélienne. Mais il peut changer de stratégie, soutenir d'une manière ou d'une autres les activités des groupes armés.

Quoi qu'il en soit, les choses vont nécessairement bouger. L'AP va avoir du mal à maintenir sa mainmise sécuritaire. La cohérence de la classe politico-sécuritaire va être soumise à rude épreuve.

L'armée et les colons, parallèlement à l'offensive sur Gaza, ont lancé une série d'attaques en Cisjordanie. Cette offensive va s'intensifier, avec son lot de massacres, plus circonscrits qu'à Gaza, mais aussi sans doute plus « auto-organisés ».

Je ressens une certaine excitation pourtant à l'idée que la chape de plomb faite de répression et d'immobilité produite par l'AP depuis 15-20 ans soit balayée, et que l'écroulement de la police permette l'explosion sociale tant attendue depuis des années. Les rapports de classe en Cisjordanie sont d'une violence exceptionnelle. La bourgeoisie de Cisjordanie a longtemps profité de la situation de coopération avec Israël, elle s'est gavée, il serait bon qu'elle serre un peu les fesses.

Depuis un moment il y a une contestation sociale en Israël, contre Netanyahou et en particulier sa réforme de la justice. Quelles conséquences ces luttes ont-elles (si elles en ont) dans la situation actuelle ? Dans quelle mesure les résistances « civiles » de la population israélienne (par exemple les récentes luttes contre la réforme de la justice) expriment-elles de telles aspirations ?

La guerre me semble aussi être le symptôme de la perte de cohérence de la classe capitaliste ; et en même temps l'unité militaire vient dissimuler cette perte de cohérence. L'écroulement militaire israélien du 7 octobre semble largement découler de la lutte qui traverse la classe capitaliste israélienne et qui,

pour la première fois, a atteint l'institution militaire. La lutte, ces derniers mois, a été intense et s'est déversée dans la rue. Le vieil Israël, ashkénaze, bourgeois, laïc et militaire, qui accumule verticalement à Tel-Aviv, s'est affronté à l'extrême-droite au pouvoir, séfarade, revancharde et qui accumule horizontalement dans les collines de Cisjordanie. Mais dans ces manifs, rien de prolétarien n'a jamais débordé. Pire : rien de démocratique, au sens « civil », comme tu dis. Le prolétariat en Israël, qui subit pourtant un niveau d'exploitation élevé, est muselé par son intégration existentielle à l'État militaire.

L'union nationale guerrière vient provisoirement mettre cette lutte au sein de la classe dominante israélienne sous le tapis : pour noyer Gaza sous un tapis de bombes, tout le monde est d'accord ; et pour instaurer une chape de plomb sécuritaire aussi. Depuis la mobilisation générale, la chasse à l'ennemi intérieur est ouverte. Elle concerne les poignées de gauchistes qui subsistent, mais aussi et surtout le prolétariat musulman (les Palestiniens de 1948), dont le moindre mouvement de solidarité envers les victimes des bombardements indiscriminés est traqué. Que se passera-t-il dans quelques mois ? La guerre va-t-elle entraîner un alignement de la classe dominante sur le parti des colons ? Celui-ci, pour être méprisé pour son arriération religieuse par la majorité de la bourgeoisie, n'en est pas moins le plus en phase avec une mobilisation tournée vers la chasse à l'Arabe qui n'est sans doute pas prête de cesser.

3. Penses-tu que la grille d'analyse purement coloniale est opérante pour définir les rapports entre Israël et le prolétariat palestinien ?

Oui et non, évidemment.

On est dans une situation où ce qui est en jeu, c'est moins l'exploitation d'une force de travail indigène que la gestion d'une population prolétarienne excédentaire, dans des proportions uniques au sein des centres d'accumulation capitalistes. Pour chaque travailleur avec un contrat de travail en Israël, il y en a un autre maintenu dans une des grandes banlieues fermées que constituent les centres de peuplement sous juridiction palestinienne : la bande de Gaza et les villes de Cisjordanie. Ça fait près de cinq millions de prolétaires parqués à quelques kilomètres de Tel-Aviv, invisibles, vivant de la vente de leur force de

travail au jour le jour, gardés par des soldats pour qu'ils ne sortent pas de leurs cages.

Ce grand enfermement, cette opération de séparation entre prolétaires utiles et prolétaires surnuméraires sur une base ethnico-religieuse, débute en même temps que s'amorce le processus de paix, qui est en réalité un processus d'externalisation du contrôle social des surnuméraires. Auparavant, dans les années 1970-1980, les Palestiniens étaient massivement employés par le capital israélien.

En ce sens, le terme « colonial » est quelque peu impropre pour désigner le rapport social qui a cours depuis le début des années 1990 en Israël-Palestine. Il a en outre le désavantage d'entériner une opposition entre deux formations nationales, qui sont en réalité produites et reproduites ensemble. Prolétaires palestiniens et israéliens sont les segmentations d'un même ensemble. Ce qui se joue depuis le 7 octobre doit être regardé comme une négociation par la violence entre le sous-traitant gazaoui et son employeur israélien. Cela doit en ce sens être nettement distingué de l'activité de lutte des prolétaires palestiniens, face à laquelle les sous-traitants du Hamas et de l'AP sont en première ligne. Elle qui n'a jamais cessé, mais à laquelle l'embrigadement nationaliste va porter un sale coup, en tout cas à Gaza.

Au-delà de toute considération morale, le terme de « résistance », qui renvoie à l'imaginaire colonial, me semble impropre pour désigner l'opération militaire du 7 octobre : les intérêts du Hamas ne sont pas ceux des prolétaires, ils ne sont pas ceux – pour reprendre le vocable en vigueur – du « peuple palestinien ». Les prolétaires de Gaza, quel que soit le résultat de cette négociation, seront les grands sacrifiés – ils le sont déjà. Actuellement, si Israël se sentait pousser les ailes de se débarrasser de son sous-traitant, cela voudrait dire qu'il se sent les ailes de se débarrasser de ses prolétaires surnuméraires gazaouis. L'un ne peut aller sans l'autre.

Mais d'un autre côté, je pense qu'on ne peut pas se passer d'une grille d'analyse basée sur le colonial.

Israël hérite de cette logique européenne qui consiste à « animaliser » la force de travail sur la base de critères raciaux, à tracer une barrière entre monde civilisé et monde pré-civilisé. Ce paradigme agit à plein régime en Israël, et de

manière assumée. Présentement, on massacre les Gazaouis selon cette logique : on les noie sous les bombes sans autre objectif politique que de les « calmer », de rappeler la hiérarchie qui sépare les groupes humains dans cette région du monde. Un chien mord, on abat la meute.

Il faut rappeler que ces frontières entre le civilisé et l'animal sont mouvantes. Elles ont été, et demeurent, agissantes au sein même de la citoyenneté israélienne juive. Les juifs arabes (mizrahis) ou éthiopiens (fallashas) étaient longtemps du mauvais côté de la barrière, et constituaient des sortes de supplétifs indigènes utilisés pour calmer d'autres indigènes.

Le colonial, comme héritage de la période coloniale à proprement parler, génère une sorte d'économie « pulsionnelle » autour de laquelle se noue la construction des catégories sociales – et c'est d'ailleurs juste l'image grossie de ce qui se passe dans l'ensemble de la « forteresse » constituée par les pays centraux de l'accumulation capitaliste, on le voit avec le transfert immédiat de la « guerre de civilisation » en France.

La dynamique actuelle, et sa logique de mise en réserve des prolétaires surnuméraires, charrie un torrent d'affects construits sur l'humiliation. Devant l'impossibilité d'intervenir collectivement sur le rapport social, l'impuissance produit une logique de ressentiment double : recherche de reconnaissance d'un côté, de vengeance de l'autre.

C'est parce qu'ils n'ont pas de bourgeoisie sur laquelle ils s'appuient, parce qu'ils n'ont pas de prolétariat qu'ils exploitent eux-mêmes, que des politiciens comme ceux du Hamas sont amenés à s'appuyer sur l'exploitation de ces affects, dont ils deviennent l'incarnation – faute de mieux, faute de plus.

Pour en revenir à Israël, si l'on considère que l'accumulation capitaliste repose largement sur « l'économie de guerre » permanente + sur l'appropriation foncière + sur l'exploitation du prolétariat palestinien plus ou moins formel, faut-il considérer comme résolument impossible toute « solution » (ex. : « à deux États ») ?

À partir des années 1990, quand Israël veut se débarrasser de la gestion de la main d'œuvre palestinienne des Territoires, il la confie à un sous-traitant, l'Autorité palestinienne. Mais Israël ne respecte pas le contrat qui était censé

conduire à une forme de souveraineté symbolique. Il maltraite son sous-traitant. Alors le sous-traitant se révolte : c'est la deuxième Intifada, où se mêle une lutte de l'AP contre son employeur et une lutte prolétarienne tous azimuts, contre Israël et contre le sous-traitant, mais qui se révèle étouffée par la triangulation. À l'issue de cette séquence historique, la sous-traitance de l'AP se scinde. Un sous-traitant maltraité mais docile en Cisjordanie ; un autre maltraité et remuant à Gaza. Le Hamas a beau être traité en ennemi, le fait est qu'Israël, dans ce contexte, ne peut se passer de sous-traitant.

Revenons rapidement sur ce processus et son échec. Pourquoi les capitalistes n'ont pas saisi la « paix » qui consistait à soutenir un « processus national » palestinien à Gaza et en Cisjordanie ? Ce qui leur tendait alors les bras, c'était l'ouverture d'un marché régional avec les pays alentours, la possibilité d'investissements dans des pays où la main d'œuvre est bon marché. Il aurait suffi de laisser à l'Autorité les attributs d'un État-croupion, financé à bout de bras par des donneurs extérieurs, qui serait demeuré un marché captif. La réponse à cette question pour moi n'est pas tranchée. J'émets deux hypothèses. La première est celle du poids du capital « militaire », soutenu par la rente militaire qui se déverse sur Israël en provenance des États-Unis. Ce capitalisme militaire, lié au secteur de la haute technologie, est internationalisé par-dessus la tête du marché régional. La deuxième hypothèse inscrit l'échec du processus de paix dans cette grande catastrophe qu'a constitué la tentative de remodelage du Moyen-Orient opéré par les États-Unis dans les années 2000. Ce serait alors dans l'attente de la fluidification de la circulation des capitaux dans la région par voie militaire qu'Israël se serait maintenu, avant de se figurer qu'il était possible d'avoir la sous-traitance sans avoir besoin de céder quoi que ce soit aux autorités en place dans les réserves palestiniennes. Cela a tenu près de vingt ans. Dans ce contexte a même fini par se dégager la perspective de l'ouverture de nouveaux marchés dans le monde arabe (les accords dits d'Abraham, et de nouvelles perspectives de pax americana avec l'Arabie saoudite), et c'est sans doute cette situation qui vient de voler en éclats. Ce qui s'est manifesté le 7 octobre, c'est que l'équation du beurre et de l'argent du beurre n'est pas tenable : il va falloir traiter avec les geôliers palestiniens des réserves palestiniennes pour contenir les ghettos-réserves constitués sur son territoire, ou s'en débarrasser, ce qui ouvrirait clairement une nouvelle page

dans l'histoire de la violence capitaliste dans les pays du bloc d'accumulation central. Ce n'est pas impossible. Ça fait frémir.

L'idée de « peuple palestinien », pour passer outre les divisions sociales, n'en est-elle pas moins opératoire, y compris au sein des classes dominées ?

La critique sociale, c'est, je crois, avant tout la production de catégories permettant de penser les antagonismes en termes de contradiction sociales. Dans un contexte comme celui d'Israël-Palestine, cela peut sembler une opération qui vient tordre les catégories subjectives qui circulent, et sur la base desquels les affects de combat se construisent, sur ce qui est perçu comme identité.

L'idée de « peuple palestinien » comme catégorie opposée à « Israël », est évidemment efficiente à plein d'endroits : sur les papiers d'identité, et dans la plupart des esprits, aussi comme mode de légitimation pour des luttes prolétariennes.

Mais l'ethnicisation des rapports sociaux a une histoire, qui est d'abord celle des classes dominantes : c'est celle de la formation d'une bourgeoisie juive capitaliste venant éradiquer une bourgeoisie féodale-marchande arabe ; la fusion de cette bourgeoisie avec un État militaire, etc. Les prolétaires se retrouvent embarqués dans cette ethnicisation des antagonismes au sein de la classe dominante.

Il ne faut jamais perdre de vue que dans la « lutte palestinienne », y compris celle menée sous la bannière du Hamas, il faut lire avant tout une lutte menée par les classes sociales dominantes arabes – ou de ceux qui aspirent à les investir – pour leur intégration au capital israélien. Les intérêts des prolétaires, pour se retrouver parfois sous la bannière de la lutte nationale, sont, en dernière instance, contradictoires avec ceux de leur bourgeoisie.

Je pense qu'il y a une solidarité à apporter non pas à la « résistance palestinienne », mais aux luttes menées par les prolétaires contre les conditions d'existence qui leur sont faites. Or les prolétaires luttent sous les drapeaux qui s'offrent à eux. Ce n'est pas le drapeau qu'il faut regarder, mais bien les luttes eux-mêmes. Un drapeau palestinien, et même un drapeau du Fatah ou du

Hamas, sont potentiellement des étendards de lutte, qui, selon les contextes, échappent aux gestionnaires politiques. Au demeurant, ce n'est pas parce que c'est des islamistes qu'il faut chier sur le Hamas, mais parce que c'est un appareil d'encadrement du prolétariat, un État en gestation.

Reste que cette critique sociale peut parfois apparaître comme incroyablement froide et éloignée d'un vécu de lutte qui mobilise d'autres catégories. La casquette que j'enfile pour parler matérialisme dialectique à froid n'est pas la même que lorsque la situation se déploie sous mes yeux, avec sa violence, ses luttes, ses subjectivités.

Dans un contexte aussi chargé en termes d'identifications, une critique matérialiste ne prend-elle pas le risque d'apparaître trop détachée ?

Il me semble que dans un tel contexte, il y a un enjeu à tenir, non pas une position, mais un point de vue, une méthode. Un regard révolutionnaire consiste d'abord à ne pas se laisser aveugler par l'autonomisation de catégories morales maniées par le gauche. J'en perçois deux qui, actuellement, menacent constamment, dans les conversations, d'écraser une pensée tournée vers la dialectique.

La première est le réflexe de la déploration sur le thème de « le prolétariat n'est pas comme on aimerait qu'il soit » : prolétaires musulmans antisémites, prolétaires juifs racistes. Outre que cette pensée – qui consiste à regarder l'intériorité du prolétaire depuis une position intellectuelle – est par nature bourgeoise, elle est particulièrement inappropriée dans une situation qui est celle d'un antagonisme où aucune forme d'autonomie prolétarienne ne se manifeste.

Ce qui se déploie actuellement est une logique d'embrigadement du prolétariat, d'une part, et de pur massacre de prolétaires surnuméraires de l'autre. Alors certains vont regretter le bon vieux temps où les formations politiques palestiniennes (et, de ce fait, suppute-t-on, le peuple lui-même) étaient de gauche. Il me semble que c'est idiot. L'idéologie des groupes politiques, dès lors qu'on considère que ceux-ci sont d'abord en lutte pour que leurs dirigeants s'érigent et se reproduisent en classe dirigeante, est secondaire. Quant aux

méthodes, je voudrais simplement rappeler, par exemple, que c'est un commando du FDLP [Front démocratique de libération de la Palestine], une formation palestinienne idéologiquement d'extrême-gauche (et liée à des éléments de l'extrême-gauche israélienne), qui a commis le massacre de 22 enfants dans une école de Ma'alot en 1974.

Un deuxieme réflexe de pensée problématique consiste à laisser la métaphysique s'introduire dans l'analyse. Cette pensée métaphysique est contenue dans l'idée de répétition, qui fige et sidère. Elle est à l'œuvre dans les élaborations autour des « massacres de juifs » ; mais aussi autour de la « tragédie palestinienne ». Ces élaborations, qui peut-être s'élaborent de manière autonome dans les tréfonds de la psyché, n'en sont pas moins des purs produits de la manière dont la pensée bourgeoisie déplace les rapports sociaux dans le ciel des idées.

Laissons tomber les histoires de farce et de tragédies : l'histoire ne se répète pas : les antagonismes qui se déploient sont toujours, avant tout, des antagonismes actuels.

Commentaires sur l'entretien avec Emilio Minassian

Entretien du 30 octobre 2023, publié sur dndf.org le 2 novembre 2023

C'est un des très rares textes qui ne se limitent pas à faire de l'attaque du Hamas sur le territoire israélien et de la riposte israélienne une simple manifestation, un exemple, de la « crise mondiale » (stagnation capitaliste, suraccumulation et sous-consommation, surnuméraires, capital excédentaire, financiarisation, etc.), mais analysent, *en tenant compte de ce « cadre »*, la spécificité politique sociale, régionale des acteurs en présence et les caractères spécifiques de leur affrontement et de leur conduite (on peut appeler « texte » l'ensemble des réponses de Minassian dans la mesure où elles sont très articulées et construites).

Avant de venir dans les « détails », l'analyse de Minassian repose sur une conception générale de la lutte de classe que ses propos les plus éclairants parfois et souvent contredisent.

La lutte de classe, même déclarée inexistante ou en dehors « du point de vue des possibles » comme à Gaza (contrairement selon lui à la situation en

Cisjordanie) demeure le *référent* qui juge les circonstances sans envisager simultanément que la lutte des classes n'est pas une pureté référentielle mais toujours circonstanciée. Pour Minassian, il n'y a « lutte de classe » que dans une activité dite « autonome » du prolétariat. Mais une telle chose n'existe que dans les projets et les pratiques des « autonomes ». Le prolétariat est toujours une classe se construisant comme « embarquée » (expression utilisée par lui) et c'est précisément parce qu'elle est embarquée qu'elle peut se retourner contre elle-même, c'est-à-dire son nécessaire embarquement.

La lutte de classe apparaît chez Minassian comme une sorte de norme conceptuelle. Mais cette norme n'est efficace que dans la seule mesure où on la considère comme un concept et non comme une vérité toujours là, *même dans son absence* (telle que purement conçue). La « lutte des classes » devient l'instance supérieure du jugement des faits. Mais ce jugement ne porte alors que sur sa propre existence. C'est-à-dire que l'on ne produit pas une compréhension critique de la lutte des classes dans ce qu'elle est et dans ses termes existants, mais selon ce qu'elle pourrait être ou aurait pu être. Il faut avoir le concept, mais le considérer comme tel. On retrouve chez lui, toujours sous-jacente à l'exposition factuelle et à son analyse, les formalisant, la problématique convenue de la « radicalité » qui fait de la lutte des classes une sorte de substrat malmené par les circonstances, sans considérer que les « circonstances » sont *sa seule existence*.

Minassian affirme, dès les premières lignes : « il n'y a pas deux camps, l'un palestinien et l'autre israélien. Ces gens vivent dans un même État et dans une même économie ». Cependant, il ajoute immédiatement que « ce même ensemble », au sein duquel vivent les uns et les autres, « relève entièrement d'Israël ». Immédiatement on voit poindre les « deux camps » préalablement niés, d'autant plus qu'il insiste (et on peut le suivre absolument) sur le fait que « les classes sociales non seulement s'inscrivent dans des différences de statut juridiques sur la base de critères ethno-religieux, mais sont "zonées"». Il déclare ensuite : « La "guerre" [guillemets dans le texte] actuelle correspond en fait à une situation de militarisation extrême de la guerre de classe .» S'il s'agit d'une « guerre de classe » et si les classes « s'inscrivent dans des différences de statut juridiques, etc. » et si « l'ensemble relève entièrement d'Israël », *alors il y a « deux camps »*. La pureté de la lutte de classe dût-elle en souffrir. Peu après, il insiste avec raison sur « l'ethnicisation de la force de travail » : « Tout ça ne peut pas se mélanger, car chaque groupe a un statut et une place distincte dans les rapports de production ».

Il n'y a peut-être et certainement qu'un seul ensemble mais il y a « deux camps », encore une fois tant pis pour la pureté de la lutte des classes.

Contre la « grille de la situation en Israël-Palestine » d' « une terre pour deux peuples », il est vrai comme le dit Minassian que « les rapports sociaux renvoient cette idée des "camps" à ceux à qui elle [la terre] appartient : les dirigeants ». Il est bien beau de déclarer que : « Nulle part dans le monde, la terre n'appartient aux peuples. Elle appartient aux propriétaires. » Il se trouve que beaucoup de ces propriétaires ou simplement exploitants sans titre de propriété se sont retrouvés dans des camps après 1948 et qu'en Cisjordanie, après 1967, l'accaparement des terres et des ressources en eau par les colonies, la destruction des plantations d'oliviers et autres, soulèvent la colère et animent la lutte des Palestiniens. Il se trouve, qu'à des titres divers, le « peuple » peut être propriétaire. Il est vrai que si l'on revient aux premières « révoltes arabes » (c'est le terme de l'époque) en 1929 puis en 1936, sous le mandat britannique, contre la colonisation juive, elles sont tout autant dirigées contre cette dernière que contre les propriétaires (les *effendis*) qui, eux-mêmes sans titre de propriété formel (leurs possessions relevant de concessions du sultan), vendent les terres aux colons juifs. Il n'empêche que c'est une vision anachronique de la propriété foncière que de ne pas reconnaître que pour l'exploitant cette terre était *la sienne* et qu'il en a été expulsé.

On peut toujours dire que « Ce pays n'a pas davantage vocation à appartenir aux prolétaires palestiniens qu'aux travailleurs thaïlandais. » C'est très joli, d'autant plus que c'est une tautologie (les prolétaires sont par définition sans propriété).

Passons sur le « prolétariat juif d'Israël » comme « butin de guerre aux mains de l'État » et qui n'aurait conservé « aucune autonomie de dynamique des luttes », nous en arrivons au cœur de la problématique de Minassian, là où le texte est le plus intéressant, mais là également où il se débat entre la « lutte de classe » et ses « circonstances », son « embrigadement ». Et c'est justement parce que ses propres ambigüités théoriques recouvrent l'ambigüité des situations réelles que son texte est passionnant, parce que ce qui ressort c'est que lutte de classe et « embrigadement » ne sont pas des termes qui se contrediraient l'un l'autre (de la même façon que nous intégrons le niveau *national* quand nous parlons de « révolution russe » ou « allemande » ; la Commune de 1871 était-elle « nationaliste » ?)

« …du côté du prolétariat palestinien [au contraire de son homologue juif israélien] les dynamiques de lutte ont conservé une certaine autonomie, cohabitant de manière complexe avec les logiques instrumentales de leur encadrement politique nationaliste ».

C'est tout à fait exact mais *ça fonctionne* (ce que le concept de lutte de classe tel qu'envisagé par Minassian, demeurant dans la simple antinomie des termes, ne permet pas de comprendre) et les « camps nationaux » ne sont pas « un écran de fumée », sauf à considérer que cette fumée asphyxie bel et bien tous les acteurs.

« Dans les événements actuels, il n'y a pas de lutte prolétarienne », peut-être bien, mais le problème c'est qu'il y a *des prolétaires en lutte*. Sont-ils simplement embrigadés, détournés, enfumés ? « La militarisation des antagonismes produite de concert par le Hamas et la classe dirigeante israélienne, produit une résistance qui ne contient aucune logique de lutte prolétarienne autonome, même balbutiante. »

Que signifie l'expression : « la lutte de classe autonome du prolétariat » ? Quel est le sens et quels sont les présupposés (non interrogés) d'une telle proposition ?

Heureusement la lutte de classe est toujours pleine de surdéterminations et de contradictions, c'est ce qui, dans son propre cours, peut l'amener à se retourner contre elle-même en tant que lutte de classe et reconnaître dans le fait nécessaire de lutter en tant que classe sa propre limite. Le dépassement des classes s'inscrit dans le cours de la lutte de classe dans la mesure où cette dernière n'est jamais « autonome ».

On retrouve une même vision « étapiste » de la formation d'une conjoncture révolutionnaire dans la « Postface » d'*Intérêts matériels* (livre regroupant des textes de la revue italienne *Il Lato Cattivo*[116]). Premier temps : la « lutte autonome » (Minassian) ou « l'affirmation du prolétariat » (*ILC*) ce qui est identique ; second temps : la révolution/communisation.

Mais, il ne peut y avoir de remise en cause de la lutte du prolétariat « en tant que classe » (sa limite) que dans l'intrication de cette lutte dans ses surdéterminations qui à l'intérieur même de la lutte classe ne peuvent pas ne pas être. Peut-on imaginer une classe « pure » qui ne soit pas construite dans tout un réseau d'implications d'abord avec le capital et par là-même avec toutes sortes de rapports sociaux. C'est parce qu'elle est intrinsèquement construite dans et par des surdéterminations pouvant en elle devenir des contradictions (genre, race, nation, interclassisme …) que la lutte de classe devient sa propre limite et peut se dépasser (en ce qui concerne le genre – les femmes et les hommes – la contradiction interne à la lutte de classe redouble le fait que la

[116] Éd. de l'Asymétrie, Toulouse, 2023.

contradiction prolétariat/capital n'est telle que par la contradiction femmes/hommes et réciproquement).

Toutes les surdéterminations envisageables ne sont en fait que l'existence même de l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire ce qui doit être aboli. C'est un processus interne dans la contradiction avec le capital et non pas des « étapes ».

Ce qui est essentiellement reproché à la bande de ploutocrates et bureaucrates corrompus jusqu'à l'os de l'Autorité palestinienne c'est leur enrichissement au milieu de la misère, mais c'est avant tout la source de leur enrichissement, c'est-à-dire ne pas avoir accompli ce qu'ils étaient censés faire : créer un État palestinien au lieu de collaborer de façon subordonnée avec Israël à toutes les répressions et tous les trafics. Considérer le nationalisme palestinien comme « embrigadement » de la lutte de classe des travailleurs palestiniens et qui plus est comme ce qui les empêche de se retrouver avec les « prolétaires juifs israéliens » c'est considérer la lutte de classe à la fois, d'une part comme une pureté conceptuelle et, d'autre part, comme devant en tant que telle être réellement existante ou *devant exister* dans les faits qui, eux, ne sont toujours que la coagulation de déterminations multiples et circonstancielles. Ce n'est que là, dans cette coagulation, que la lutte de classe existe, mais c'est aussi parce que nous en possédons le concept que nous pouvons en comprendre les conjonctures historiques et circonstancielles.

Nous avons déjà indiqué que, depuis 1948, le problème palestinien résume le problème du développement du capital au Moyen-Orient, chaque phase de ce développement étant une tentative de résolution ou d'élimination du problème. La première Intifada était essentiellement une révolte du prolétariat palestinien, cependant toute la limite de cette révolte se trouvait précisément dans l'adjectif « palestinien », et donc dans son corollaire, l'imposition et le développement des rapports sociaux capitalistes comme occupation israélienne. C'est de cette situation que procédait le contenu nationaliste de la première l'Intifada, c'est-à-dire de la spécificité de la genèse, et de la forme historique, de l'opposition entre prolétariat et capital dans cet espace de la Palestine. Il ne s'agissait donc pas d'une révolte prolétarienne s'engluant dans le nationalisme (ce qui suppose toujours une sorte de « pureté imaginaire » de la lutte du prolétariat), mais d'un nationalisme qui était à la fois la dynamique et la limite inhérentes à cette révolte, de par la définition et la production sociales et historiques du prolétariat *palestinien*. Ce nationalisme, comme tous les nationalismes au Moyen-Orient ne revigore pas la société traditionnelle, il combat et accélère la déstructuration des rapports sociaux

traditionnels dont l'effondrement est confirmé par l'importance de plus en plus grande des mouvements islamiques qui sont *le contraire du traditionalisme*.

Les négociations qui furent ouvertes à Madrid le 30 octobre 1991 amorcèrent la mise en place d'un statut d'autonomie *sans retrait d'Israël*. Idéalement la force de travail palestinienne devait passer sous la houlette d'élites modernes (issues de l'OLP qui ne manquait pas de cadres sortis des meilleures universités occidentales) assurant son contrôle et l'articulation de sa reproduction avec les besoins israéliens. Ce qu'avec raison, Minassian appelle les « sous-traitants » et il souligne bien que tout sous-traitant est toujours en conflit avec son donneur d'ordre. À ce moment-là, l'OLP couvre le mouvement et fait la chasse aux petits groupes radicaux s'opposant à cette « bourgeoisie » dont elle est devenue la représentante, ce qui, à terme, reviendra pour elle à se saborder. Mais déjà, dans sa fin, la première Intifada se nourrissant des échecs et des difficultés de ce nationalisme, le « soulèvement » se colorait, avec l'islamisme, d'un au-delà du strict nationalisme (il l'intègre en le retravaillant et le subvertissant) dans une « identification » de plus en plus abstraite au fur et à mesure que l'avenir se bouchait.

Avec la seconde Intifada (9/2000-2/2005), le nationalisme qui était, dans la première, une limite inhérente à la lutte, et même *en tant que tel la constituait*, accède à l'autonomie sous la figure de « l'Autorité », cela face à Israël posé lui-même *comme État et non plus comme rapport social*. Ce qui aurait pu donner lieu à une claire lutte nationaliste entre « nations » bascule. En effet, il fallait pour assurer le contrôle des Territoires une Autorité palestinienne « légitime » mais cette nécessité et sa mise en œuvre délégitimaient immédiatement cette « Autorité ». C'est l'origine et le contenu de la seconde Intifada : à la fois opposition et désenchantement des Palestiniens vis-à-vis de « l'Autorité » et de leur « État », et tentatives sans perspective de cet « État » de s'affirmer par un harcèlement militaire contrôlé à l'encontre d'Israël. L'affrontement avec Israël fut presque immédiatement pris en main et contrôlé par « l'Autorité ». Celle-ci ne pouvait laisser le mouvement contre Israël se développer sans être elle-même menacée, mais si cette prise en mains a pu être beaucoup plus rapide que lors de la première Intifada c'est que le prolétariat palestinien, contre Israël, ne trouvait plus dans le nationalisme la forme et la dynamique de sa lutte ; sa forme et sa limite n'étaient plus le nationalisme politique mais le renvoi de sa reproduction et de sa survie à la production d'une identité « ethnique » culturelle et historique. Le nationalisme

politique était devenu l'affaire de « l'Autorité » et de ses organes sous le regard plus ou moins bienveillant et désabusé de la population.

La disjonction entre la population palestinienne et « l'Autorité » qui constituait le nœud de la seconde Intifada ne signifiait rien d'autre que la caducité d'un État palestinien. Caducité à l'œuvre dans les modalités mêmes de la constitution de cet « État » après Madrid et Oslo. Si cet « État » fut caduc avant même d'exister pleinement et si la population palestinienne dans sa révolte conservait une extrême méfiance à son égard, c'était qu'il ne pouvait dépasser la contradiction qui présidait à son impossible gestation.

Avec les accords politiques d'autonomie de 1993 et les accords économiques de 1994, Israël conserve la souveraineté globale sur les Territoires. L'autonomie a « paradoxalement » renforcé la dépendance vis-à-vis d'Israël. La population est plus que jamais à la merci des autorités israéliennes, mais à la différence de la période de la première Intifada c'est une population exaspérée et surtout démobilisée (la seconde Intifada repose sur la participation active d'une minorité seulement), l'installation de « l'Autorité » a détruit progressivement les structures sociales, politiques et associatives qui avaient encadré la première Intifada. Elle a provoqué la crise du «mouvement national palestinien ». Dans un article du *Monde diplomatique* de mars 2001, Nadine Picaudou livrait une analyse efficace de ce paradoxe.

« *Au-delà même des liens formalisés dans les accords d'autonomie, la réalité de la dépendance économique des territoires palestiniens à l'égard de l'État hébreu entretient des réseaux d'intérêt qui unissent le "complexe militaro-marchand" proche de l'Autorité nationale aux responsables israéliens sans lesquels l'importation des produits de première nécessité, dont bénéficient les sociétés publiques palestiniennes ne pourrait s'exercer. L'ambiguïté fondatrice du statut d'autonomie condamne ainsi l'Autorité palestinienne à l'impossible gageure de conduire le combat national en collaborant avec l'occupant. Elle lui impose aussi de mener à bien simultanément deux étapes historiques distinctes : celle de la libération nationale et celle de la construction de l'État. La première demeure inachevée alors même que la seconde est déjà amorcée.* ».

Il arrive dans les luttes de libération nationale que l'étape de la construction de l'État commence avant même que soit achevée celle de la libération nationale, mais ce n'est jamais en collaboration avec la puissance coloniale (sauf quand cette puissance sait l'issue inéluctable et qu'elle préserve

la suite), c'est alors la « communauté politique » à laquelle s'adresse cet État qui n'est pas définie. Par exemple, les réfugiés établis dans les camps de Cisjordanie ont refusé de participer à la vie communale des municipalités cisjordaniennes passées sous le contrôle de « l'Autorité » : se reconnaître comme citoyens de ces municipalités c'était abandonner le droit au retour (c'était aussi lâcher les subsides et les services – logement, santé, éducation, formation professionnelle, aides sociales, secours... – de l'UNRWA). Ces municipalités, quant à elles, résistèrent à leur subordination par rapport à « l'Autorité » car aucune règle précise de leur rapport avec elle n'était fixée au nom de la poursuite de la lutte contre l'occupant. « L'Autorité » ne parvint à se légitimer ni en tant qu'État ni, de par sa collaboration génétique avec l'occupant, en tant qu'organe de lutte de libération nationale. De cet anachronisme, de cette ambiguïté et en conséquence de la simultanéité des deux étapes historiques découlent le déroulement un peu surprenant de la seconde Intifada.

Au début de la seconde Intifada, la lutte contre Israël fait une première victime : l'Autorité palestinienne, et entérine le fait qu'elle a totalement perdu pied en Cisjordanie. En décembre 2000, trois mois après le début de la seconde Intifada, une délégation de diplomates convoyée par de hauts responsables de l'Autorité palestinienne est accueillie à coups de fusil et de pierres par les réfugiés du camp de Khan Younès, à Gaza, « signe de la confiance limitée que la direction inspire à sa base ». (*Le Monde* du 29 décembre 2000.) Durant le mois de janvier 2001, parallèlement aux émeutes, encore spontanées, aux barrages et points de contrôle de l'armée israélienne, les actions contre les colons se doublent d'une élimination systématique des responsables économiques liés à « l'Autorité » : « les profiteurs du processus de paix ». Pendant ce temps, Arafat ne sort pas de Gaza et le pouvoir ne fonctionne plus en Cisjordanie, les ministères sont vides, les fonctionnaires ne viennent plus au bureau. « Depuis le début de la deuxième Intifada, et à une exception près, le soir de Noël, Yasser Arafat ne s'est pas montré à Ramallah, pourtant considérée comme sa capitale en Cisjordanie. » (*Le Monde* du 2 février 2001). La révolte palestinienne était alors tout autant dirigée contre Israël que contre le système d'intrication d'intérêts avec Israël sur lequel était fondée l'Autorité palestinienne, c'était tout un système d'exploitation tant au niveau du travail que de la consommation qui était plus ou moins consciemment visé ; *le nationalisme politique du soulèvement ne pouvait plus être alors qu'un mot d'ordre affiché, sans grande réalité*. De son côté, l'État d'Israël n'a pas cherché à sauver l' « Autorité » devenue obsolète. Il ne lui reversait plus les taxes de douane palestiniennes qui représentaient 60 % de ses revenus et poursuivait son action en détruisant systématiquement toutes ses

représentations et ses possibilités de fonctionnement étatique *sans que cela ne soulève d'indignation particulière à la base de la population palestinienne*. Après la destruction de Jénine (2002), Arafat a préféré ne pas s'y rendre pour ne pas y affronter l'hostilité de la population.

La reprise en mains du soulèvement par le Fatah et l'OLP n'a pas du tout la même signification lors de la seconde Intifada que lors de la première. La reprise en mains de la première Intifada par la direction de l'OLP n'avait fait que formaliser les limites de la révolte du prolétariat palestinien qui *en tant que telle* se construisait *elle-même* comme révolte nationale. La seconde Intifada avait perdu ses illusions nationalistes et étatiques. La militarisation du conflit par des brigades du Fatah répond à *l'ethnicisation et à la culturalisation de la lutte de classe en Palestine*. Celle-ci ne fut pas une manipulation israélienne permettant à Israël de souder autour de l'État son propre prolétariat devenu remuant dans la période de crise que traversait alors l'économie et ses troupes mobilisables devenant en partie réticentes au service dans les Territoires. Elle résultait des conditions mêmes d'exploitation de la main-d'œuvre palestinienne qui n'était plus aussi indispensable pour Israël qu'auparavant (recours à l'immigration). Sa reproduction devenue aléatoire dans son rapport direct au capital israélien est renvoyée à des solidarités primaires comme la famille, le village, le quartier, la mosquée et ses services, et aux prestations de l'UNRWA pour les réfugiés. La répression israélienne dans son extrême violence immédiate (370 morts et 10 000 blessés dans les trois premiers mois) fut le résultat de ce changement de nature du rapport d'Israël à la main-d'œuvre palestinienne et à l'éventuelle constitution d'un État palestinien. L'Autorité palestinienne, déconsidérée de façon essentielle par la *corruption inhérente à sa politique de construction nationale*, en militarisant immédiatement le conflit répondit bien sûr, dans la mesure de ses moyens, au niveau de la répression israélienne, mais surtout chercha à *replacer le soulèvement dans une perspective nationale*. Perspective dont le caractère militaire, face auquel la population est spectatrice sympathisante, marque l'artificialité. Par cette militarisation, l'Autorité palestinienne cherchait à priver d'espace et d'oxygène *la révolte culturaliste du prolétariat* mais elle ne pouvait gommer sa propre caducité qui était celle de la perspective *nationaliste* que la seconde Intifada avait mise à jour.

Tandis que l'Autorité palestinienne s'effondrait, les islamistes voyaient leur dynamique *politique* brisée mais s'accroître leur emprise *sociale*.

La disjonction en profondeur qui apparaît, dans la seconde Intifada, entre la population palestinienne et « l'Autorité » signifie que la question

palestinienne abandonne son « enveloppe nationale », et n'est plus qu'un problème social qui dans la période actuelle se trouve ethnicisé. La seconde Intifada était-elle une lutte de classe ou une lutte ethnique, ce qu'elle semble être devenue ? La question est malheureusement fausse, il n'y a pas de contradiction entre les deux, les expressions ethniques de la lutte contre Israël ne retirent rien au caractère prolétarien de cette lutte dussions-nous en souffrir. Dans la situation politique qui était née des changements de l'utilisation et de la reproduction de la main-d'œuvre palestinienne, la défense de la condition prolétarienne était ethnique parce qu'Israël le voulait et le voulait bien plus que l'OLP qui allait là à sa perte.

C'est la situation actuelle, l'extermination des Palestiniens de Gaza, l'écrasement et le confinement de ceux de Cisjordanie sur des aires de plus en plus réduites et de plus en invivables, et l'encerclement-colonisation de Jérusalem-Est qui éclaire et donne sens aux deux Intifadas. Dans les aires périphériques du capital (et pour les segments du prolétariat périphérisés à l'intérieur des aires centrales), la production ethnique des prolétaires surnuméraires est l'ultime forme de leur existence de prolétaires ou de l'impossible accession à la confirmation de cette identité dans la reproduction du capital. Comme partout, le prolétariat ne peut s'opposer au capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe, ici en Palestine, l'ethnicisation est la forme pauvre et violente de la reconnaissance de la disparition de l'identité ouvrière ou de son impossible production.

Il ne suffit pas de dire que l'ethnicisation de la lutte de classe en est une limite si l'on ne dit pas comment cette limite existe et surtout comment en elle c'est la définition même du prolétariat comme classe qui apparaît dans la lutte de classe même comme une limite. Partout dans le monde où nous sommes entrés, le prolétariat ne peut lutter contre le capital, dans ses revendications les plus immédiates, sans que ses luttes ne dressent face à lui sa propre existence comme classe comme la limite de sa lutte. Dans l'islamisme ou le Hamas c'est sa propre existence qui se dresse face à lui, c'est le mode de production capitaliste, c'est-à-dire Israël, qui rappelle aux Gazaouis qu'ils sont des prolétaires, c'est-à-dire « de trop ».

Il est illusoire dans un avenir prévisible d'espérer une quelconque jonction entre les luttes du prolétariat israélien et du prolétariat palestinien. L'aggravation de la situation du prolétariat israélien et la quart-mondisation du prolétariat palestinien appartiennent bien aux mêmes mutations du capitalisme israélien, mais cela ne nous donne pas pour autant les conditions de la moindre

« solidarité » entre les deux, bien au contraire. Pour le prolétaire israélien, le palestinien au bas salaire qui était un danger social est devenu un danger physique. Pour le prolétaire palestinien, les avantages que l'Israélien peut conserver reposent sur son exploitation, sa déshumanisation systémique, sa relégation accrue et l'accaparement des territoires. Cette division nationaliste et de plus en plus ethnique du prolétariat ne sera pas dépassée par une simple extension des luttes de classe au Moyen-Orient ni même dans l'ensemble du monde occidental. Même si nous n'en sommes pas encore là, la montée en puissance de mouvements nationalistes à l'intérieur des classes ouvrières occidentales peut nous laisser imaginer des luttes ouvrières dont la solidarité internationale sera le cadet des soucis (c'est un euphémisme) et segmentant encore plus la classe. Dans le cadre de la Palestine, l'ethnicisation des luttes de classe, tant du côté juif que du côté palestinien, est bien la limite actuelle de la lutte de la *classe ouvrière* juive et de la *classe ouvrière* palestinienne, et elle apparaît bien comme limite dans cette non-jonction.

La lutte de la classe ouvrière ne peut pas dépasser cette limite ethnique en se développant comme luttes de la classe ouvrière aussi « autonomes » qu'elles soient car elles se constitueront toujours, par définition, à l'intérieur des catégories du mode de production capitaliste. La seule condition de ce dépassement réside en ce que la lutte de la classe ouvrière contre le capital s'attaque à sa propre existence comme classe, c'est-à-dire lorsque le prolétariat se transforme lui-même. L'ethnicisation de la lutte de classe est une forme extrême de la contradiction entre le prolétariat et le capital se situant au niveau de la reproduction du mode de production et mettant en jeu la production des classes elles-mêmes, en cela elle est une limite et une limite qui peut être dépassée. La disparition de toute confirmation d'une identité ouvrière et la disparition de tout projet de réorganisation sociale sur la base de ce qu'est la classe (même le nationalisme disparaît) entraînent que lutter en tant que classe devient la limite interne de la lutte de la classe. Dans les aires périphériques du mode de production capitaliste, la production par le prolétariat de toute son existence dans le capital, la coalescence entre l'existence de la classe et sa contradiction avec le capital ont pour conséquence que la reproduction du capital est, en tant que reproduction même, la limite de toutes les luttes. Mais cette limite générale de la période actuelle de la lutte de classe prend ici, en Palestine, de par l'absence de développement *local* des déterminations spécifiques de la subsomption réelle du travail sous le capital comme intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital (le « compromis fordiste » maintenant reconfiguré, voire « filet de sécurité »), la forme particulière de l'ethnicisation culturelle et

historique de la classe ouvrière et de son extermination quand elle devient surnuméraire. Dans les aires centrales ce sera l'appartenance citoyenne à la communauté nationale jusqu'à et y compris la « préférence nationale ».

Les travailleurs ont une patrie, c'est en se supprimant comme travailleurs qu'ils n'en ont plus.

Dans un mode de production capitaliste dont la forme de la mondialisation est en crise, la guerre civile, la guerre externe ou sa menace devient le lieu de l'estimation, de la régulation et de la mise en place des rapports de force dans la lutte des classes et entre les classes dominantes se réinstallant nationalement. La violence devient un mode de régulation *à toutes les échelles* et entre tous les acteurs de la reproduction du mode de production capitaliste.

Après avoir longuement exposé, de façon convaincante et pertinente, qu'il n'y avait dans les événements actuels à Gaza (la chose est moins évidente en Cisjordanie) aucune « autonomie », ni « balbutiements de luttes prolétariennes », Minassian à la fin de l'entretien déclare : « Je pense qu'il y a une solidarité à apporter non pas à la "résistance palestinienne", mais aux luttes menées par les prolétaires contre les conditions d'existence qui leur sont faites. Or *les prolétaires luttent sous les drapeaux qui s'offrent à eux* [nous soulignons]. Ce n'est pas le drapeau qu'il faut regarder, mais bien les luttes elles-mêmes. Un drapeau palestinien, et même un drapeau du Fatah ou du Hamas sont potentiellement des étendards de lutte, qui selon les contextes échappent aux gestionnaires politiques. »

Tout cela est parfaitement exact, mais comment va-t-il faire la distinction entre « les luttes menées par les prolétaires » et la « résistance palestinienne » quand ces mêmes prolétaires « reprennent les drapeaux ». Bien sûr, il y a comme critère le contenu des luttes, mais alors pourquoi ces luttes prennent ces drapeaux qui « s'offrent à eux » ? Faut-il dire à ces prolétaires qu'ils sont « embrigadés » et qu'ils se trompent ou faut-il considérer que la lutte de classe est toujours pleine de contradictions par lesquelles elle existe, se développe et parfois grâce à elles les surmonte.

Dire, dans les circonstances présentes à Gaza ou en Cisjordanie qu'il n'y ni « autonomie », ni « balbutiements de luttes prolétariennes », c'est considérer que la lutte de classe n'existe que quand elle est conforme à nos concepts et conceptions théoriques ou idéologiques particulières. Il est

remarquable que brusquement Minassian revienne sur une vision beaucoup plus relativiste et circonstanciée de la lutte de classe.

Nous sommes d'accord avec lui pour dire que ce qui menacerait fondamentalement la domination israélienne c'est la révolte du prolétariat palestinien contre ce qu'il nomme, à juste titre, les « sous-traitants » de cette domination, ce qui fut en partie l'objet de la seconde Intifada. Ce que « l'Autorité », à l'époque, a très rapidement cherché à étouffer en militarisant la révolte. Mais une telle perspective, dans son purisme, est-elle réaliste ? Comme le dit Minassian, le Hamas, le 7 octobre 2023, a plus agi en « structure militaire » (« en État », comme il l'ajoute est une autre question) qu'en « organisation de lutte ». Depuis 2007 et les régulières opérations militaires israéliennes sur Gaza, peut-il exister une différence entre les deux en ce qui concerne la lutte contre la domination israélienne, tant qu'elle ne passe pas par celle contre ses « sous-traitants » ? D'autant plus que le cours de la guerre d'extermination de la population menée par Israël et l'élimination systématique de tout interlocuteur plus ou moins légitime amènent à penser qu'il ne s'agit plus de trouver des sous-traitants.

On ne peut que suivre la justesse de l'analyse de Minassian, quant au jeu entre le « Hamas combattant » et le « Hamas gestionnaire » ; quant à la nature de la domination du Hamas sur « les gens de Gaza » ; quant à sa politique jouant sur les intérêts divergents des États du Golfe (Iran compris) ; quant à sa stratégie vis-à-vis d'Israël dont la population de Gaza paye abominablement les frais, tout en ayant, semble-t-il redoré son blason à ses yeux. Mais c'est précisément cette dernière ambigüité que la problématique de Minassian ne peut qu'éluder sans reconnaître que ce « blason redoré » (aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie) ne pourrait être sans tout ce qui définit le Hamas. Comme il le dit : « Devant l'impossibilité d'intervenir collectivement sur le rapport social [prolétaires surnuméraires], l'impuissance produit une logique de ressentiment double : recherche de reconnaissance d'un côté, de vengeance de l'autre. » C'est exactement ce à quoi correspond et ce à quoi répond le Hamas. Il se peut que ce ne soit qu'un terrifiant pis-aller, que le résultat d'une « impossibilité », mais ce n'est là que de la conjecture normative, pour l'instant c'est ce qui est.

Théorie Communiste

Gaza 2024, réponse à Théorie Communiste

« Ouaip. Des choses dans le texte du camarade RS me semblent bien vues et d'autres me laissent plus perplexe (aux endroits où son texte commente le mien).

Je reconnais qu'il y a du normatif qui traîne dans la manière que j'ai (que j'ai eue) de me figurer les choses, en particulier dans la mise en avant d'un "il n'y a pas" (de lutte prolétarienne). C'est vrai que cette manière de penser ne va pas, et je suis d'autant plus reconnaissant au camarade RS de souligner la chose que ses remarques, quelque part, aident à combler un écart (si si) de positionnement dont je ne sais souvent que faire (un ultragauche franchouillard face à ce qu'il perçoit comme une forme de mystique nationale des "gens" là-bas).

Là où je pense être en porte-à-faux, c'est dans la manière dont RS pointe comme problématique "il y a" (des luttes autonomes). Là, c'est lui qui me semble poser quelque chose de normatif, de l'ordre de "tant que les prolétaires ne se suppriment pas leurs luttes reproduisent le rapport social".

Au passage : par "autonomie", je voulais, bien sûr, évoquer celle de luttes et non celle du prolétariat-en-tant-que-classe. Quelque chose de l'ordre de la "lutte dans la lutte", contre l'encadrement, contre les hiérarchies au sein des directions politiques "nationales", qui chemine à côté de la lutte entre fractions capitalistes. Ce n'est donc pas un "hors de l'embrigadement", que je voulais pointer, mais du remue-ménage en son sein, la manifestation d'intérêts matériels divergents dans l'usage des drapeaux sous lesquels on se mobilise, des conflits qui portent un rapport de force matériel, une activité de lutte qui, en retour, implique une répression de la part de l'encadrement (national), cela sous le drapeau et l'idéologie dominants (nationaux). Aucune "pureté", aucune auto-affirmation en tant que classe dans cette affaire, ou alors je ne me me comprends pas moi-même.

Le camarade RS évoque à plusieurs reprise "les Palestiniens" comme sujets. Il affirme que "la majorité des Palestiniens soutient le Hamas et se reconnaît en lui". Là, je pense qu'il loupe quelque chose. Non que ça ne soit pas "vrai"

(qu'en savons nous et qu'est-ce que ça voudrait bien dire ?), mais parce que je suis persuadé qu'il y a du sens à creuser derrière ce qui apparaît comme un "sentiment" national, à ne pas prendre pour argent comptant le cercle subjectivation-représentation.

En théorisant en mode (post-)ultragauche, on donne certes "notre" forme théorique à la division sociale dans l'ensemble national palestinien, mais, à côté de ça, non seulement les antagonismes existent, mais il me semble qu'ils sont vécus de manière primordiale, plus primordiale (c'est à dire plus active) que la subjectivation-représentation. Les contradictions sont mouvantes dans le temps et l'espace, se développent en se heurtant aux limites qu'elles portent – les antagonismes sociaux sont embrigadés ici, en incapacité de l'être ailleurs, silencieux souvent, et, oui, en Palestine elles butent presque nécessairement sur une forme de surdétermination nationale qui, ce n'est pas rien de le dire en ce moment, "existe". Et je pense qu'il y a un intérêt à creuser et à comprendre l'activité de lutte des prolétaires comme dynamique dans les conjonctures données, parce que la passion du communisme, comme dirait l'autre, marche sur deux jambes : elle est une obsession pour le capital comme rapport social mais elle est aussi un regard porté sur les luttes depuis les vacillements de celui-ci.

Bref, mais tout ça ne dit rien de ce qui se passe de manière continue depuis le texte que RS critique (et encore une fois merci à lui, aussi parce que toute la profondeur historique qu'il donne dans la suite de son texte est précieuse). En novembre, j'avais envie d'interroger l'activité de lutte des surnuméraires (d'où la focalisation sur le rapport embrigadement-autonomie et le truisme du "y a/ya pas") ; à l'heure d'aujourd'hui, c'est la logique du massacre sans fin des surnuméraires, dans le cadre d'une "guerre" dont la forme me semble assez inédite dans l'histoire, qu'il serait avant tout nécessaire d'interroger, quitte, peut-être, à "ne rien dire des Palestiniens". »

Minassian, le 28 août 2024

Européennes 2024

La lutte de classe n'est jamais « pure » et c'est tant mieux. En France le Rassemblement National (RN) est le premier parti choisi par les votants ouvriers, employés et chômeurs, et le second chez les jeunes qui votent[117]. On ne peut plus relativiser ce fait au motif que l'abstention serait le premier parti chez les ouvriers et les classes populaires. Si, au fil des scrutins, l'extrême droite progresse dans toutes les catégories sociales, la progression la plus importante se produit au sein des classes travailleuses. De même, le vote des femmes pour le RN, auquel elles ont été longtemps rétives, se banalise et rejoint celui des hommes. Nous n'allons pas pour autant adhérer au RN et encore moins nous en réjouir. Mais regarder les choses comme elles sont et considérer que la lutte des classes peut emprunter des chemins très tortueux, et si nous combattons ces chemins ce n'est pas au nom d'une vérité de « l'autonomie prolétarienne » en pensant que ces prolétaires se sont faits détourner ou manipuler. Dans *TC* 18 (février 2003), à la suite de la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour des présidentielles, nous écrivions : « Si vous avez l'âme trop sensible pour être intimement persuadé que le prolétariat n'est qu'une classe de la société capitaliste, il est conseillé de renoncer à la lecture de ce qui va suivre ».

Combattre la « droitisation extrême » d'une grande partie des classes ouvrières partout dans le monde occidental et leur nationalisme partout dans le monde ne peut se faire au nom d'un aveuglement, d'une « erreur » ou d'une manipulation de ces dernières, mais en explicitant la situation réelle actuelle des rapports de classes dans le mode de production capitaliste qui produit cette « droitisation extrême ». Pour simplifier : l'ennemi principal n'est pas, par exemple, en France, le RN ou Reconquête, l'AfD en Allemagne, etc., mais toutes les politiques et les mesures ordinaires actuelles de reproduction du rapport d'exploitation aussi bien immédiatement dans le procès de travail que dans la reproduction sociale de la force de travail qui ont légitimé tous les thèmes du RN (ou d'autres organisations politiques équivalentes) et les ont promus en expression politique du mécontentement économique et social, du déclassement et de la « dignité ouvrière », une identité fantasmée mais aussi constamment niée et méprisée et que le racisme peut être à même de mettre en forme.

[117]Pour plus de précisions sur la sociologie électorale, voir à la suite les commentaires 7 et 8.

« La sociologie du vote RN ne repose plus sur une structuration en matière de classes ou de catégories socioprofessionnelles mais sur une structuration en matière de classement subjectif de l'individu dans la société. L'électeur ne se définit plus en fonction des groupes définis par L'Insee, mais selon une représentation de sa propre situation, de sa dynamique sociale […] Le premier ressort du vote est un sentiment de déclin social aux multiples facteurs : la sensation qu'un diplôme n'assure plus la mobilisation [mobilité ?] sociale d'autrefois, la perte de valeur sur le marché du travail, un déclin perceptible jusqu'au sein de la cellule familiale, avec le sentiment de vivre moins bien que la génération au-dessus et la crainte que ce soit encore pire pour celle d'en-dessous. […] la question de l'immigration ne relève pas uniquement du train identitaire, mais aussi de la situation sociale des votants. Des personnes pour lesquelles l'immigration est symptomatique d'un déclin, d'une mise en concurrence déloyale sur le terrain professionnel ou dans l'accès aux services publics [118].» C'est tout à fait exact, mais le « déclassement » est plus ou moins redoutable selon que vous êtes ouvriers, petits employés, précaires « permanents » ou gros actionnaires du CAC 40. La thèse du « déclassement » peut cependant expliquer la scission *électorale* qui s'est produite à l'intérieur de la classe ouvrière et des « classes populaires » entre le vote RN et le vote « La France insoumise » (LFI). On constate un succès de la liste RN dans les vieux bastions ouvriers du Nord et de l'Est[119], autour de l'étang de Berre dans la

[118] Luc Rouban, in *Le Monde* du 12/6/24. C'est en gros la thèse défendue par les sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux à la fin des années 1990-début des années 2000 (voir plus loin).

[119] Il est comique de lire dans *Extrême droite, la résistible ascension* (s/dir Ugo Palheta, Éd. Amsterdam, 2024) que de tels résultats seraient dus aux « nouveaux arrivants » dans ces territoires. Il est vrai que selon certains textes de ce livre, à 1600 euros par mois on n'est plus un « vrai ouvrier ». En ce qui concerne l'esprit général de ce livre nous laissons au jugement du lecteur le paragraphe stupide et grandiloquent suivant de la *Préface* : « Face au Front Populaire, porté par des femmes et des hommes politiques d'un immense talent, plusieurs générations levées grâce à l'inlassable travail de formation intellectuelle, d'éducation militante et d'initiative politique pensé et voulu, de longue date, du Parti socialiste (PS) à La France insoumise (LFI), en passant par le Front de gauche, par ce *praeceptor Galliae* qu'est Jean-Luc Mélenchon [depuis la fin de l'Ancien régime le ridicule ne tue plus], la panique a saisi, etc… ». Remarquons ici, dans le « travail d'éducation », la discrète absence du Parti communiste, mais surtout comment les ouvriers et autres prolétaires doivent attendre leur « éducation » de « l'immense talent de femmes et hommes politiques ». Il est vrai que l'on peut, en caricaturant à peine, considérer LFI comme une bande de diplômé.e.s bac + 5 ou 7 (sorte d'élite surnuméraire ou non) se cherchant une base d' « idiots utiles » en connivence, depuis quelques années, avec le PIR qui en serait les sous-traitants institutionnels :

« Il ne saurait y avoir de progrès dans la lutte contre le racisme institutionnel si ceux qui en sont les principales victimes sont exclus des sphères de contrôle, de décision et de conception. Ils doivent y être présents en toute autonomie. Tout cela pose évidemment la question de leur auto-organisation mais aussi le problème immense de *leur représentation politique dans le champ institutionnel* [souligné par nous]. […] Il y a des mesures à prendre pour faciliter l'accès des indigènes aux instances de représentation et d'autorité. » (Sadri Khiari, *Le PIR est avenir*, *in* Bouteldja et Kiari,

région marseillaise, le Territoire de Belfort, des percées significatives dans les anciens bassins miniers des Cévennes ainsi qu'à Nantes et Saint-Nazaire, même si le vote Nouveau Front Populaire (NPF) reste important chez les ouvriers, employés et chômeurs, comme dans le reste du pays. En revanche LFI engrange des scores exceptionnels en Seine-Saint-Denis, à Vénissieux, à Vaulx-en-Velin, etc. Là où, comme l'écrivait Xelka à propos de l'absence des cités dans le mouvement des Gilets jaunes, on est déjà « la France d'en dessous la France d'en bas [120] ».

Mais alors, pourquoi ce ne sont pas des forces politiques dites de gauche qui ont été les réceptacles de cette « dignité ouvrière », du « déclassement » et du « mécontentement » ?

Pour accéder au pouvoir, et selon la dynamique inhérente à la social-démocratie, pour laquelle la parole pertinente et autorisée vient d'en haut, et dans le cadre de l'effondrement du programmatisme[121], ces forces se sont

Nous sommes les Indigènes de la république, Éd. Amsterdam, 2012, p. 257). Il s'agit « d'accéder aux sphères décisionnelles de l'État » (Khiari et Bouteldja, *op. cit.*, p. 226). Toute la *réalité* du PIR pourrait se résumer en une formule à l'adresse de l'État : « cooptez-nous et on vous garantit la tranquillité ».

[120] *TC* 27, p. 226

[121] De façon générale, on peut dire que le programmatisme repose sur une pratique et une compréhension de la lutte des classes dans laquelle une des classes, le prolétariat, trouve, dans sa situation à libérer, les fondements de l'organisation sociale future qui devient un *programme à réaliser*. Dans la lutte des classes entre le prolétariat et le capital, le prolétariat est l'élément positif qui fait éclater la contradiction, la révolution est alors *l'affirmation du prolétariat* : dictature du prolétariat, conseils ouvriers, libération du travail, période de transition, État dégénérescent, autogestion généralisée, « société des producteurs associés », etc. La résolution de la contradiction est donnée comme un des termes de la contradiction. Le prolétariat est alors investi d'une *nature révolutionnaire* qui le fait être contradictoire au capital, et qui se module selon des conditions historiques plus ou moins « mûres ». Le programmatisme n'est pas seulement une théorie, il est avant tout la pratique du prolétariat dans laquelle la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste (de la social-démocratie aux Conseils ouvriers) est positivement le marchepied de la révolution et du communisme. Il est la pratique du prolétariat depuis le début du XIX[e] siècle, jusqu'à la fin des années 1960. Cependant, lié de façon essentielle à la période de subsomption formelle du travail sous le capital, il se « décompose » sous la forme spécifique de l'identité ouvrière dans la première phase de la subsomption réelle à partir des années 1920.

Avec la subsomption formelle dont le mode absolu d'extraction de la plus-value est le fondement, la domination du capital se résout en une contrainte au surtravail, sans que le travail lui-même soit entièrement spécifié comme travail salarié. En effet la distinction entre le travail créateur de valeur et le travail créateur de plus-value ne s'effectue pas dans le procès de production, mais par le premier moment de l'échange (l'achat-vente de la force de travail). Dans le procès de production, l'extraction de plus-value sous un mode absolu implique que produire plus de plus-value c'est forcément produire plus de valeur (ce qui n'est plus le cas avec l'extraction de plus-value sous son mode relatif). De plus, en subsomption formelle du travail sous le capital, le procès de travail n'est pas un procès de travail adéquat au capital, c'est-à-dire dans lequel l'absorption du travail vivant par

recentrées depuis les années 1980 sur les classes moyennes à fort capital intellectuel (reconnu), ce qui les a totalement éloignées des fondements mêmes de cette « dignité », de ses valeurs, de son vécu, de ses craintes. Recentrage et éloignement largement favorisés par le fort affaiblissement du tissu syndical, associatif et culturel qui organisait les classes populaires tout en constituant une base de la gauche, ce « mouvement ouvrier » qui se faisait l'expression politique, « réformiste » ou « révolutionnaire », de leurs luttes et intérêts, dans le cadre du programmatisme. L'effondrement de ce dernier a été principalement celui du PC, ce qu'il en reste devenant encore plus gestionnaire et dépendant d'alliances électorales avec le PS (et les Verts). Même s'il obtient encore des scores honorables dans certains de ses fiefs historiques, il s'avère inapte, incapable de se faire une expression de ce déclassement et de ce mécontentement ouvriers, malgré ses positions contre la « mondialisation libérale », pour la « souveraineté nationale » et une immigration « régulée ». Quant à LFI, à l'électorat interclassiste, important chez les jeunes, les « quartiers », les grandes villes et les restes du « mouvement ouvrier », son « populisme de gauche » ne parvient pas à lui permettre de capter massivement ce déclassement et ce mécontentement ouvriers.

En devenant donc les principaux idéologues et acteurs de la dénationalisation de l'État, au nom de l'universalité, de l'indifférence républicaine (c'est-à-dire, pour parler clair, au nom de l'indifférence de la matière humaine exploitable) et d'un progressisme renouvelé, ces forces politiques, essentiellement le PS et ses alliés, sont apparues comme les responsables de toutes les injustices en coordination manifeste avec les partis de droite ordinaire, abandonnant leur ancienne base sociale et électorale. Tous

---

le travail mort est le fait du procès de travail lui-même (développement de la machinerie) ; les forces sociales du travail (coopération, division du travail, science) ne sont pas objectivées dans le capital fixe ; la reproduction de la classe n'est pas intégrée dans la reproduction spécifique du capital (consommation, modes de vie, reproduction sociale de la force de travail). Le capital n'a pas fait sienne, dans son cycle propre, la reproduction collective et sociale des travailleurs.

Le capital, dans son rapport au travail, se pose lui-même comme une puissance extérieure. La révolution est alors, pour le prolétariat, sa propre libération, son affirmation. La lutte de classe a pour contenu l'affirmation du prolétariat, son érection en classe dominante, la production d'une période de transition, la formation d'une communauté ouvrière fondée sur le travail productif. Le prolétariat est déjà, dans la contradiction qui l'oppose au capital, l'élément positif à dégager. Le prolétariat est en effet, alors, à même d'opposer au capital ce qu'il est dans le capital, c'est-à-dire de libérer de la domination capitaliste sa situation de classe des travailleurs, et de faire du travail la relation sociale entre tous les individus, leur communauté, de libérer le travail productif, de prendre en main les moyens de production, de se libérer de l'anarchie marchande capitaliste, de la propriété privée. Cela revient à vouloir faire de la valeur, dans sa substance de travail abstrait, un mode de production. C'est tout ce contenu là, théorique et pratique, de la lutte de classe du prolétariat que nous appelons programmatisme.

membres éminents du Parti socialiste : Delors était président de la Commission européenne, Lamy de l'OMC, Strauss-Kahn du FMI et Badinter entérinait la refonte du Code du travail. Glucksmann, le fils de son père « nouveau philosophe », avec son allure d'éternel étudiant, a fait de ces individus les figures tutélaires de sa campagne. Simultanément, cette gauche (mais aussi le PC) a contribué, par ses propres analyses et pratiques, proclamées « réalistes » et « humaines », aux aspirations sécuritaires et anti-immigrés (voire islamophobes) qui se sont développées depuis les années 1980...

La nature même de la crise de cette phase du mode de production capitaliste (MPC) pose *la nation* comme le cadre « naturel » des luttes et du « mécontentement » (voir plus loin). Là-dessus la Droite et l'Extrême Droite sont beaucoup plus crédibles dans la mesure où elles figent le thème national en l'ethnicisant culturellement, contrairement au nationalisme « révolutionnaire » de la Gauche. Il ne faut pas perdre de vue que, même lors de la belle époque du mouvement ouvrier, l'internationalisme était un *internationalisme* [122].

« L'idée originelle du patriotisme populaire et révolutionnaire, était fondée sur l'État plutôt que sur le nationalisme, puisqu'elle est liée au peuple souverain lui-même, c'est-à-dire à l'État exerçant le pouvoir en son nom [123].» Mais le « peuple souverain » est aussi la racine moderne du nationalisme. L'État-nation est un dérivé du « droit des peuples ». Dans la nation comme corps des citoyens, les droits de ceux-ci leur donnent un rôle dans le pays et font de l'État en quelque sorte le leur. Hobsbawm poursuit : « L'action même de démocratiser la politique, c'est-à-dire de transformer des sujets en citoyens, tend à produire une conscience populiste qui, sous certains éclairages, se distingue difficilement d'un patriotisme national ou même chauvin [124].» En bref, « ce pays est en quelque sorte mien ». Hobsbawm souligne l'ambigüité de ce « patriotisme national » : « La conscience de classe qu'avaient acquise les classes ouvrières de nombreux pays dans la décennie précédant 1914 sous-entendait, sans que cela soit dit [au contraire, cela était le plus souvent une caractéristique centrale de tous les programmes ouvriers : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène » (Jaurès). Voir également toutes les déclarations d'Engels et des dirigeants de la Social-démocratie allemande, etc., nda] la revendication des Droits de l'homme et du citoyen, et donc d'un patriotisme potentiel. La conscience politique de masse, ou conscience de classe [même si on conserve ce concept extrêmement

[122] Voir la Postface de Il latto cattivo, *Intérêts matériels*, Éd. l'Asymétrie, 2023.
[123] Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Éd. Gallimard, 1990, p. 113.
[124] *ibid*, p. 115.

douteux de « conscience de classe », l'identification ici faite avec « conscience de masse » est problématique], impliquait une conception de la "patrie", ainsi que le démontre l'histoire aussi bien du jacobinisme que des mouvements comme le chartisme[125]. »

Si le patriotisme de LFI se ressource à des origines telles qu'exposées par Hobsbawm, il se trouve qu'actuellement, en Europe, comme en Amérique latine (combiné dans certains États à un panlatino-américanisme), aux États-Unis, en Chine, en Inde ou au Japon, le nationalisme ancré à droite retrouve, dans un tout autre contexte, le caractère social qu'il avait perdu dans l'entre-deux-guerres et qui s'était évanoui après la Seconde guerre mondiale (hormis dans les mouvements dits de « libération nationale » qui n'avaient pour la plupart aucune « nation » à se mettre sous les dents). Face à la crise de toutes les déterminations de la restructuration des années 1970-1980, le « caractère social » s'inscrit à nouveau dans le nationalisme quand *la mondialisation* qui était la forme développée de cette restructuration *apparaît* dans sa crise comme l'origine et le vécu de toutes les misères[126]. Pas plus maintenant que dans l'entre-deux-guerres, « nation » et « classe » sont immédiatement séparables, les gens ne revêtent pas des identités comme des chaussures en sachant qu'on ne peut en porter qu'une paire à la fois[127]. Jusque dans les années 1970-1980, la Gauche aussi a toujours été nationale mais la lutte des classes se déroulait, avant tout, d'un côté comme de l'autre dans un cadre national. Ce cadre allait tellement de soi, dans la mesure où il était construit par les modalités mêmes de la valorisation et de la reproduction du rapport capitaliste, qu'il était impensé. Maintenant, à la suite de la crise amorcée de la mondialisation *il peut et il doit être revendiqué comme tel*. Pour comprendre le « retour » du cadre national ou nationaliste, il faut ici faire un détour par la crise de la mondialisation telle que mise en forme par les États-Unis à la fin des années 1980[128].

---

[125] *ibid*, p. 115.

[126] Nous appelons « vécu » les formes d'apparition des rapports de production dans les relations fétichistes constituant la vie quotidienne. C'est là où se déroulent les luttes de classes. Voir « Vie quotidienne et lutte des classes », in *TC* 27.

[127] Il faut voir l'extraordinaire succès de la gauche dans les pays non fascistes quand elle voulut récupérer le sentiment national et patriotique durant la période antifasciste. Au milieu des années 1930, le mouvement communiste rompit délibérément avec la tradition à la fois de la Seconde et de la Troisième Internationale, qui avait plus ou moins abandonné aux États bourgeois et aux politiciens petits-bourgeois les symboles du patriotisme.

[128] On trouvera dans les textes « Ukraine 2022 » et « A fair amount of killing », un plus ample développement relatif à la mondialisation sous supervision américaine et à sa crise.

Actuellement, depuis la crise de 2008, celle du mode de production tel que restructuré dans les années 1970-1980, la contradiction à résoudre mondialement est celle de la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail qui était le principe même de la mondialisation de l'accumulation. *Il s'agit de réarticuler mondialement l'accumulation du capital et la reproduction de la force de travail globale*.

Dans la crise de 2008, la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail de dynamique de la mondialisation est devenue son entrave, les sections I et II de la reproduction ne s'articulent plus, la crise de suraccumulation est devenue identique à la crise de sous-consommation, l'équilibre financiarisé de sous-investissement qui avait maintenu le taux de profit s'effondre dans la gabegie monétaire et l'inflation des profits renforçant la déconnexion. Si nous considérons la déconnexion comme l'essence et la dynamique de la mondialisation de ces quarante dernières années c'est alors *un monde* qui est entré en crise et doit se renouveler.

En séparant la valorisation et la circulation du capital de la reproduction de la force de travail, la mondialisation a brisé les aires de reproduction cohérente dans des délimitations nationales et régionales. Après s'être restructuré *mondialement* dans les années 1970-1980, contre Keynes et Ford, en déconnectant la valorisation du capital de la reproduction de la force de travail, le mode de production est maintenant miné par un retour de manivelle de ce qui fut la dynamique de ces trente ou quarante dernières années.

Une renationalisation des économies dépassant/conservant la globalisation, une « définanciarisation »[129] du capital productif, de nouvelles modalités d'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital ne sont pour l'heure que des interrogations et des hypothèses.

Dans cette crise de la mondialisation, entre « patriotes » et « mondialistes », (pour reprendre les termes du RN) c'est à l'échelle mondiale une guerre civile idéologique qui se déroule (avec des États qui cristallisent ces idéologies : France, États-Unis, Italie, Hongrie, Russie, Chine, Royaume-Uni), sauf que des fractions importantes des « mondialistes » sont prêts, sous certaines conditions, à laisser les clés de la boutique aux « patriotes », en

[129] Une financiarisation contrôlée prenant en compte les intérêts souverains stratégiques et socio-territoriaux des États dominants.

alliance avec une partie de la droite, dans la mesure où ils géreront la crise de la mondialisation et le renouveau de cette dernière, nécessairement sous d'autres formes.

Face à un État traversé par et agent de la mondialisation, la citoyenneté (ou, dans certains pays, la lutte pour une « véritable citoyenneté ») est devenue l'idéologie sous laquelle est menée la lutte de classe ou au moins la reconnaissance de la figure de la « dignité ouvrière ». La citoyenneté, c'est l'appartenance à la communauté nationale, appartenance qui peut aller, dans certaines conditions, jusqu'à et y compris la « préférence nationale ».

Si nous revenons en arrière seulement d'une vingtaine d'années, en France (et en Europe) la « préférence nationale » était la construction d'un groupe « racial » à partir des critères qui ne le sont pas, il s'agissait d'une résistance à la relégation sociale contre ceux qui en étaient désignés comme les symboles *et les fourriers*. C'était ainsi que, dans de larges fractions de la classe ouvrière, la défense de la « respectabilité ouvrière » devenait « préférence nationale » qui se construisait *à partir des critères de la respectabilité ouvrière* comme délimitation d'un groupe « racial » à combattre, et non comme affirmation d'un « nous » comme « la France », « la patrie », voire « la chrétienté ». L'« identité nationale » ne se substituait pas à l'identité ouvrière, c'était l'identité ouvrière qui faisait de la « résistance » sous la forme de *l'identité nationale qui avait toujours été une de ses déterminations*. « Résistance », mais il ne s'agissait pas d'un anachronisme, elle avait totalement changé de contenu en retravaillant certaines de ses déterminations : de volonté de libération du travail du salariat, elle était devenue l'affirmation, menacée en tant qu'ordre social, du travail *salarié* tel qu'idéalement existant dans le mode de production capitaliste. S'affirmer citoyen national, démocrate et républicain, c'était conjurer l'anxiété de basculer dans la précarité, l'inquiétude pour l'avenir, et affirmer comme inhérent à la citoyenneté le « droit » menacé à la protection sociale et à la promotion sociale.

À l'extrême fin des années 1990 Stéphane Beaud et Michel Pialoux, dans *Retour sur la condition ouvrière* pouvaient écrire : « Si ce vote [le vote pour le Front National, nda] revêt sans nul doute une forte dimension protestataire, on ne peut méconnaître le fond structurel sur lequel se détachent les relations ouvriers français - ouvriers immigrés aujourd'hui, c'est-à-dire le contexte de *vulnérabilité de masse* (pour reprendre l'expression de Robert Castel) […] : la détérioration des conditions sociales d'existence (niveau de vie, insécurité, angoisse de l'avenir), la concurrence au travail, la diminution des espoirs de promotion (pour soi et ses enfants), la hantise du déclassement

social, l'espoir et la déception liés à la poursuite d'études. C'est sur cette toile de fond que l'on peut comprendre l'attrait exercé par les thématiques du Front National, notamment celle de la préférence nationale, dans les milieux populaires[130].» L'enquête de Beaud et Pialoux fait ressortir que la « cristallisation raciste » se fixe moins sur le comportement des parents immigrés à l'usine (il s'agit d'une enquête sur les usines Peugeot et la région de Sochaux-Montbéliard) que sur celui de leurs enfants à l'extérieur. La fracture n'est plus conçue seulement comme une affaire interne à la classe ouvrière, mais en termes de plus en plus ethnicisés. Ce faisant, ces jeunes (malgré quelques réussites individuelles) sont perçus comme faisant peser sur les autres enfants et sur leurs familles le plus gros des risques, celui qui consiste à faire capoter la stratégie d'ascension sociale dans le travail, par l'école ou par le quartier habité.

Sous le titre « La respectabilité ouvrière, enjeu véritable des tensions racistes », Beaud et Pialoux développaient l'analyse suivante : « On peut se demander si le passage au Front National d'un nombre croissant d'ouvriers ne gagnerait pas à être interprété comme une forme de protestation amère, voire désespérée, contre le "moralisme de gauche ". […] Il nous semble important d'insister sur l'aspect éminemment réactif du vote Le Pen : il y a là une manière viscérale de dire la haine sociale qui habite de plus en plus d'ouvriers, […]. Ce qui est en jeu à travers le vote FN des ouvriers c'est bien la respectabilité de personnes qui ont travaillé dur toute une vie pour acquérir leur maison, bien élever leurs enfants, se construire une bonne réputation, etc. Cette respectabilité, qui effectivement peut paraître dérisoire à ceux qui sont éloignés des milieux populaires, les ouvriers peuvent aujourd'hui la perdre brutalement. De diverses manières : par le chômage qui frappe le ménage, par le déclassement de leur lieu d'habitat (comme pour ceux qui, il y a vingt ou trente ans, ont construit dans un endroit aujourd'hui menacé par la paupérisation sociale ou ont acheté dans une cité " à la dérive "), mais aussi par la contestation diffuse de leur système de valeurs, que ce soit le localisme ou l'autochtonie disqualifiés au profit du cosmopolitisme ou du "métissage ", ou encore par la remise en cause de la division sexuelle du travail. Or cette respectabilité ouvrière, […], est aujourd'hui moins bien défendue et paraît fortement menacée. […] Ce qui par exemple nourrit l'exaspération des ouvriers français [et souvent des immigrés anciens, nda] habitant dans les villes ouvrières de la région, c'est le contraste entre le discours sur l'immigration des hommes politiques – l'arrêt de l'immigration légale et la lutte prioritaire contre l'immigration clandestine – et les réalités locales. […]. Ces nouveaux immigrés

[130]Stéphane Beaud, Michel Pialloux, *Retour sur la condition ouvrière*, Éd. Fayard, 1999, p. 376.

qui arrivent le plus souvent dans le cadre du regroupement familial, sont soupçonnés d'avoir eu recours à d'autres voies, illégales ou paralégales, notamment le mariage avec des Français(es) d'origine immigrée. […]. Si cette nouvelle immigration est accueillie avec défiance, ce n'est pas nécessairement par réflexe "raciste" mais parce qu'elle ne fera, aux yeux des habitants de ces quartiers, qu'aggraver les problèmes structurels rencontrés à l'école et dans le quartier. […]. C'est en réaction aux promesses non tenues et aux discours moralisateurs des "élites" qu'une sorte de cynisme ouvrier se développe contre les valeurs universalistes et républicaines, celles que défendent les "intellectuels" (au sens ordinaire) accusés d'oublier ou de nier les formes les plus concrètes de la concurrence sociale auxquels les ouvriers – les "petits" – sont confrontés au jour le jour [131].»

Quand Beaud et Pialoux font leur enquête et en rédigent les résultats, depuis plus de quinze ans le chômage de longue durée, la relégation liée à la perte d'emploi, la réclusion dans les HLM dégradées, la compression des revenus, l'échec scolaire des enfants, rapprochent les conditions de l'ex noyau dur de la classe ouvrière de celles des groupes dont ils pouvaient se croire éloignés, ou qu'ils pouvaient imaginer moins bien armés qu'eux. Dans le même sens un texte de la *Fondation Copernic* ajoutait : « Le bulletin Le Pen [le Père] devient l'expression de la hantise d'être précipité à nouveau dans le monde auquel ils entendaient échapper, une manière de restaurer une identité, de conjurer le déclassement. Il n'est pas jusqu'au racisme ordinaire qui ne soit, alors, une façon de marquer la distance qu'ils voudraient ne pas voir abolie avec ceux qui sont encore un peu moins qu'eux. […]. Maintenant, c'est désormais par opposition à ceux qui occupaient auparavant les emplois les plus dévalués que toute une frange du monde ouvrier, au chômage, joue son identité [132].» Cette identité ne peut plus être celle du métier, de la solidarité dans la lutte (si celle-ci existe ponctuellement, c'est quotidiennement une situation d'isolement technique et de concurrence individuelle qui domine), ni celle générale de la condition ouvrière devenue si instable. Le procès de travail atomise les ouvriers et les met en concurrence jusque dans son organisation matérielle : responsabilisation individuelle sur la qualité, les délais ; éloignement physique des postes de travail ; éclatement des horaires ; évaluation personnelle et entretien avec le supérieur direct. L'atomisation est telle et la perte de l'identité ouvrière confirmée par et dans la reproduction du capital si inexorable que l'État et la Nation, les communautés les plus abstraites et parce que les plus abstraites, peuvent seules être la communauté de cette

[131] *Ibid.*, p. 398-399-400.
[132] *Fondation Copernic*, *le Monde* du 14 juin 2002.

individualisation (comme ailleurs la religion, remaniée, lorsque les communautés traditionnelles éclatent). Tout se mêle ici : l'identité nationale et l'ancienne fierté du travail.

Dans l'adhésion actuelle à l'extrême droite, c'est l'affirmation d'être une classe qui se donne dans toutes les caractéristiques du fonctionnement du mode de production capitaliste, *sans que cette affirmation soit la médiation d'un quelconque au-delà*. Mais, auparavant cette adhésion populaire d'une large fraction de la classe ouvrière et des petits employés contenait déjà un paradoxe : en assumant d'un côté toutes les déterminations, clivages, etc. de leur reproduction et de leur exploitation, elle était, de l'autre, une protestation contre ce même fonctionnement qui leur interdisait une représentation sociale et politique légitime.

La protestation assumait tous les linéaments de la concurrence entre prolétaires, de la division du travail, de l'individualisation des rapports de travail, etc. Ce n'était une protestation que dans la mesure où, bien que complètement contenue dans le fonctionnement du mode de production, elle était complètement « interdite » par sa restructuration. La disparition de l'identité ouvrière différencie totalement cette situation du fascisme[133].

La disparition de l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction propre du capital a mis en crise tout le mécanisme et la légitimité de la représentation politique démocratique. Cette disparition avec sa représentation *politique* qui était incluse en elle, remet en cause *à l'intérieur de la démocratie* la légitimation démocratique de la lutte des classes.

Avec la désagrégation du « mouvement ouvrier », ses instances et institutions, la démocratie représentative s'est effondrée en même temps que *la politique* qui est le rapport réciproque de l'État à la *société civile* (transcription en termes étatiques des rapports de production). Les néo-fascistes deviennent libéraux, mènent une politique d'austérité, la plupart se rallient à l'Union européenne et à l'OTAN, tandis que la gauche et la droite rivalisent de « réformes » du code du travail et des retraites.

La *représentation* pacifiée en « volonté générale » d'une société reconnue comme nécessairement conflictuelle (c'est là toute la force de la démocratie) est un travail et non un reflet. C'est-à-dire que dans le

[133] Dans la transition de la subsomption formelle du travail sous le capital à la subsomption réelle, avec l'intégration de sa reproduction dans le cycle propre du capital, le fascisme n'existe que sur la base de l'affirmation du travail, en en inversant totalement les finalités par la violence d'État, là où cette transition se conjugue avec une faible unification préalable de la classe dominante.

fonctionnement démocratique de l'État, la réification et le fétichisme sont des *activités*, c'est la politique comme partis, débats, délibérations, rapports de force dans la sphère spécifique de la société civile, décisions. Tout cela a quasiment disparu, est reconfiguré et désamorcé comme avec les « Cahiers de doléances » suite à la lutte des Gilets jaunes[134]. Le problème de la démocratie est actuellement de ne plus connaître qu'une seule particularité de la totalité sociale apte à concourir, la disparition de l'identité ouvrière et de sa représentation a entraîné toutes les autres dans son naufrage. Or, seule, comme particularité politique, la classe dominante n'est rien, rien en tant que faire-valoir universel. Dans la disparition du jeu démocratique, la bourgeoisie joue son universalité. Il y a un malaise fondamental dans la représentation politique. Partout, les médiations de la violence des rapports sociaux s'effritent[135].

En France, comme dans les autres « pays démocratiques », c'est le travail de représentation qui est en crise. Partout c'est la disparition de l'identité ouvrière et par là de sa représentation politique social-démocrate et/ou communiste (on peut inclure ici les Travaillistes anglais ou les Démocrates américains) qui déstabilise le fondement politique de l'État démocratique. Celui-ci était la pacification d'un clivage social que la démocratie reconnaissait comme réel au moment où elle en était la représentation comme affrontement entre citoyens. La démocratie était la reconnaissance du caractère irréductiblement conflictuel de la « communauté nationale », de ce point de vue la reconnaissance de la classe ouvrière a été historiquement au cœur de la construction de la démocratie, elle en fut même le moteur et le critère. Dans les formes politiques actuelles du cours de la crise, on peut relever une crise de *l'hégémonie* de la classe capitaliste. Domination et hégémonie ne sont pas identiques, il peut y avoir domination sans hégémonie. L'hégémonie consiste à produire le cadre incontournable des débats et des oppositions, c'est imposer à l'autre les termes mêmes de son opposition, d'une certaine façon la revivification économique et politique du thème national tend à restaurer cette hégémonie. Quand cela s'effondre ne reste, pour les plus mal placés dans le jeu, que le gourdin. Derrière chacun des appareils d'État, de ses « services », il y a plus que la force. L'État est par définition une machine qui transforme la violence réciproque parcourant toutes les facettes de la lutte des classes en seule violence légitime, celle de la reproduction du mode de production capitaliste ; mais cela ne fonctionne qu'à la condition que l'État ne soit pas réduit à ses diverses bandes armées.

[134] En ce qui concerne les négociations entre « partenaires sociaux », voir, dans ce numéro, leur évolution, dans la « Réponse à Brassier ».

[135] Nous reprenons cette analyse en la circonstanciant dans le texte « Émeutes 2023 ».

Si c'est sous la forme de la citoyenneté que s'exprime actuellement la limite dans la lutte de classe du fait de lutter en tant que classe, cette limite est très fragile dans la mesure où elle ne contient ni une confirmation de la classe dans la reproduction du capital (bien au contraire), ni la production d'une identité de substitution comme le patriotisme, ni, surtout, aucun projet qui soit en propre celui du prolétariat.

On pouvait, dans un premier temps considérer le vote ouvrier pour l'extrême droite comme une *protestation ouvrière*, non pas de la classe ouvrière contre le mode de production capitaliste mais contre la disparition de la possibilité de sa *représentation* sociale et politique. En une quinzaine d'années le contexte et la nature de cette « protestation » ont changé. Beaud et Pialoux écrivaient à la fin des années 1990-début des années 2000, en pleine expansion de la « mondialisation sous supervision américaine ». La crise de cette dernière change complètement et mondialement le paysage social de la lutte des classes. Ce qui était une « protestation » devient une « confirmation ». *Les classes populaires » (avec des nuances) sont embarquées dans les politiques néo-libérales et « nationales » mêmes de la classe dominante, tout en en contestant les souffrances qu'elles provoquent.*

La « protestation » du début des années 2000 n'a pas disparu mais elle est devenue dans les années 2010 une *adhésion*. Il s'agit d'une affirmation de l'existence d'une large fraction de la classe ouvrière qui, s'appuyant sur la nostalgie d'un passé révolu et largement fantasmé, est, avant tout, *actuelle* car elle n'est pas celle de l'identité ouvrière, même fétichisée dans la représentation politique. C'est une affirmation ouvrière qui ne fait qu'*assumer* et *valoriser* toutes les catégories actuelles des modalités de l'exploitation et de sa reproduction jusque dans la segmentation de la force de travail et qui n'envisage et ne porte aucun au-delà (quelle que soit la nature de celui-ci : État social, victoire du travail, socialisme soviétique, etc.). Elle se distingue de l'affirmation de l'identité ouvrière en ce qu'elle n'affirme *que* l'existence du capital tel qu'il est, mais c'est aussi là, dans toutes ses segmentations de races, de genre, individualisations, qu'existe la classe ouvrière.

Si le mouvement s'amorce au début des années 2000, *l'extrême droite se trouve maintenant légitimée (ou en situation de l'être) du point de vue des classes dominantes par la crise de la mondialisation* et sa capacité supposée à gérer non seulement le nationalisme en le tempérant (voir Giorgia Meloni et son flirt avec Ursula von der Leyen) mais surtout les conséquences catastrophiques, sociales, sociétales et sur les « libertés » que ce nationalisme

aura sur lesdites « classes populaires »[136]. En Europe comme aux États-Unis, des fractions importantes de la grande bourgeoisie et de la haute structure techno-politique d'État (dont les divergences ont alimenté la dynamique capitaliste depuis la Seconde Guerre) sont prêtes, encouragent et avalisent la plupart de ses thèmes. De son côté, l'extrême droite est redevenue subtilement néo-libérale, capable de s'articuler avec cette bourgeoisie, tout en se faisant l'expression de grosses fractions des prolétaires et des classes moyennes qu'elle pourrait canaliser et utiliser. Ces fractions de la bourgeoisie sont prêtes à laisser les clés de la boutique à l'extrême droite qui sait qu'elle ne peut prendre les clés ou participer au gouvernement qu'alliée ou avec l'aval d'une partie de la droite conservatrice « classique ». Déjà les gouvernements hongrois, polonais (de 2015 à 2023), suédois (soutien sans participation), italien, finlandais, slovaque, néerlandais, autrichien (à plusieurs reprises), croate, belge ont acté la chose et en France la relation de Bardella et Ciotti nous l'annonce. Une relation et un accord défendus (le 13/6/2024) par Yves Thréard, éditorialiste du *Figaro,* avec la bénédiction de Bolloré, de C. News, et autres. Pour une partie importante de la classe dominante, en France, Macron n'est plus l'homme de la situation. Dans le même numéro du *Figaro*, on peut lire : « Eric Ciotti a forcé l'histoire de LR. En annonçant un accord électoral avec le RN, il a voulu prendre acte de la réalité d'un rapport de force, considérant que ce rapport de force permettrait de transgresser l'ultime tabou de la vieille maison de la droite républicaine[137]: celui de l'alliance interdite avec la formation de Marine Le Pen. […] LR est *in fine* le dernier des Mohicans, continuant à s'astreindre scrupuleusement aux préceptes du "cordon sanitaire", là où la gauche de gouvernement, décomplexée, n'hésite pas à s'allier, pour des motifs d'efficience électorale, avec des formations dont le degré de diabolisation dans l'espace public est beaucoup plus élevé que celui du RN ».

Pour certaines fractions de la bourgeoisie, le RN allié à une partie de la droite conservatrice et économiquement libérale (comme Meloni et Forza Italia en Italie) est le premier choix (c'est la stratégie la plus pertinente, celle de Marion Maréchal Le Pen, qui l'emporte) ; le « Front populaire » style Glucksmann-Ruffin pourrait, à la rigueur, aussi convenir[138]si la situation sociale leur semblait l'exiger.

---

[136] Voir la première livraison de la chronique de la crise sur le site *Hic Salta*, et Astarian et Ferro, *Le ménage à trois de la lutte des classes*, éd. L'Asymétrie, 2019, p. 342 et p. 347-348.

[137]« Tabou » déjà plusieurs fois transgressé.

[138] Mais ce « deuxième choix » nécessite la rupture du « Front populaire », ce que la campagne forcenée sur « l'antisémitisme » de *La France insoumise* s'efforce de produire (cf. *Le Monde diplomatique*, octobre 2024).

La crise de la « mondialisation américaine » dont la racine est la crise de la [double] déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail remet l'État-nation sur le devant de la scène autant pour la classe dominante que pour les classes exploitées qui, dans ce contexte nationalisé (contexte doublement nationalisé : à la fois comme affirmation nationaliste interne et comme conflits entre nations), deviennent *le peuple* « originel ». La contradiction interne originelle de l'État-nation entre d'une part, son expression adéquate du pouvoir de la bourgeoisie puis de la classe capitaliste et, d'autre part, l'affirmation qui lui est inhérente du « peuple souverain » connaît des hauts et des bas, des phases de tension ou de calme, elle existe et se développe sous des formes constamment différentes aussi bien au long de l'histoire anglaise (le chartisme – moment essentiel, très peu souvent pris en compte), allemande, polonaise, française que dans les Républiques d'Amérique latine (où l'intervention de l'Armée est l'enjeu aux résultats très changeants des luttes de classes) ou en Chine, dans les dictatures ou les démocraties.

La politique actuelle, dans la configuration de la lutte des classes qu'elle met en forme (la lutte des classes n'existe jamais que surdéterminée) produit une ethnicisation politique, culturelle du « Peuple » qui redevient « peuple » pour reprendre la terminologie de Pascal Ory[139]. Chez Ory le peuple – sans majuscule – ce sont tous ces éléments appelés « protonationaux » – langue, coutumes, culture, origine, religion – par Hobsbawm ; le « Peuple » – avec majuscule – c'est son devenir politique dans l'État-nation par la proclamation *politique* de sa souveraineté. Le nationalisme arabe ou iranien avait très peu à voir avec l'Islam sunnite ou chiite, le nationalisme indien avait peu à voir avec l'Hindouisme. De même si l'immense majorité des habitants de l'Afrique subsaharienne sont de « peau noire », aucun État ne s'est fondé sur la « négritude » (malgré Senghor ou Césaire). Actuellement, l'État-nation se « ressource » dans le « protonational » quand ce dernier réinvente le « Peuple » comme « peuple ». Quitte, en France, à habiller ce « peuple » de République et de laïcité.

Le nationalisme ou l'ethnicisation sont actuellement de plus en plus constitutifs de la lutte des classes. En France pour les émeutes de 2005 ou de 2023, parler seulement de jeunes prolétaires ou de surnuméraires sans considérer la racisation des émeutiers n'a aucun sens ; considérer la guerre civile au Soudan, en grande partie une lutte des classes, sans considérer les clivages ethniques qui la sous-tendent c'est se réfugier dans des abstractions

[139] *Qu'est-ce qu'une nation*, éd. Gallimard

qui ne feraient que s'habiller de formes imposées ; de même les émeutes en Nouvelle Calédonie sont une lutte de classe qui met d'un côté des Kanaks et de l'autre des Caldoches, des « métros » et *l'État français*.

Dans le contexte français actuel, sous la forme des valeurs nationales (République, laïcité, etc.), de la « préférence nationale » (expression française mais parfaitement traduisible en anglais, américain, hongrois, slovaque, espagnol, portugais, italien, chinois, japonais, indien, etc.), la classe dominante s'est, pour l'instant, emparée des contradictions de classes relatives à toutes les mesures et réformes qu'elle prend à l'encontre des classes dominées (au premier chef, la classe ouvrière active ou au chômage). Contre ces mêmes mesures, la classe ouvrière réagit majoritairement au nom de la citoyenneté et de la nation : « être français » c'est être « respecté », « vivre dignement » et avoir une « bonne retraite ». « On voit se former, ce qui n'a rien d'étonnant, des mouvements de défense des acquis de la citoyenneté sociale qui se concentrent sur la fonction de garantie de l'État (ou, comme on dit en France, de la République), mais qui deviennent de ce fait même des mouvements de défense de la nation et du principe de souveraineté nationale sacralisé et idéalisé (ce qui les conduit le cas échéant, dans ce qu'on en est venu à appeler la combinaison rouge-brun, à rejoindre pratiquement ou théoriquement les revendications de préférence nationale et à justifier les politiques de discrimination contre les immigrés)[140]».

Cependant, même si l'expression est galvaudée, cela revient aussi à « chevaucher le tigre » de la « souveraineté populaire » (inhérent à ce « nationalisme »). Les luttes pour les salaires, les conditions de travail et de vie, la protection sociale, ne sont pas totalement écrasées et fondues dans ce « nationalisme ». Depuis la Grèce de la période Syriza, puis dans les grandes manifestations qui ont parcouru l'Amérique latine du Chili au Brésil en passant par l'Argentine et l'Équateur, les Gilets jaunes en France, ou le soulèvement iranien, sans remonter aux « printemps arabes » dont le nationalisme est constitutif (« Le Peuple veut »), les contradictions de classes à la fois traversent et sont reconfigurées dans les termes du « peuple souverain » qui les surdéterminent comme en témoigne (dans ses limites) des Appalaches à New-Delhi la sociologie électorale.

Si, jusque à présent la classe dominante détermine le cadre de la lutte s'étant emparée par la « nation » de la formalisation de l'opposition à sa propre politique pratique, il n'empêche que les contradictions de classes (essentielles)

[140] Étienne Balibar, « Communisme et citoyenneté », *Actuel Marx*, n°40, second semestre 2006 p. 152.

aussi bien *internes aux classes dominées* – interclassisme – que de celles-ci vis-à-vis des modalités de l'extraction de plus-value que la crise de la mondialisation impose à la classe capitaliste de mettre en œuvre demeurent au cœur de la situation.

Les luttes les plus classiques pour les salaires ou la préservation de l'emploi à l'intérieur des entreprises n'échappent pas au contexte général du « repliement national » et du protectionnisme (la réindustrialisation et les relocalisations stratégiques comme mantra de tout l'éventail politique), de même que celles relatives au Welfare reconfiguré et aux protections sociales. Aucun de ces phénomènes n'est nouveau, c'est leur conjonction faisant système qui l'est dans une conjoncture générale de la reproduction capitaliste qui reconfigure les modalités de domination et d'exploitation exercées par la classe dominante. Revendiquer « le Peuple souverain » c'est confirmer le mode de production capitaliste, mais c'est aussi l'antagonisme interne de sa forme politique adéquate, celle de la « représentation », forme en décomposition avancée depuis la disparition de l'« identité ouvrière ». Ce qui, ici spécifiquement, mine le processus ordinaire de la subsomption par le capital de sa contradiction avec le prolétariat par lequel la classe dominante s'empare de la contradiction à elle qu'elle suscite et formalise et des luttes que ses réformes provoquent[141], c'est que le « Peuple souverain » n'est pas « un » et que la référence *matérielle* de sa « souveraineté » n'est pas la politique mais *la vie quotidienne* qui amalgame toutes les formes de manifestation de la reproduction du capital, de la politique aux plus terre à terre du prix des yaourts (TC 27)[142]. Quand son pouvoir d'achat s'effondre, le « Peuple souverain » a des doutes sur sa « souveraineté ». Ce qui mine également le « Peuple souverain » (comme expression) dans son antagonisme à la classe dominante c'est qu'il a constamment sur ses marges, mais très proches, les « assistés », les « cas sociaux » qu'il conçoit comme des menaces permanentes de tomber dans cette masse flottante et toujours renouvelée des surnuméraires.

---

[141] Voir livre Syriza, *La Cigarette sans cravate*

[142]Nous appelons vie quotidienne l'ensemble des activités par lesquelles le travailleur *se* met en relation, de façon régulière et prévisible, avec ses conditions aussi bien de travail (les moyens de production) que de consommation, à partir du moment où elles ne sont plus présupposées par l'appartenance préalable du travailleur à une communauté. Cette routine de la mise en relation s'effectue dans l'ensemble des *formes d'apparition* des rapports de production constitué comme *vécu* par l'activité d'un *sujet*.

On peut schématiquement représenter le mouvement général de la façon suivante : La vie quotidienne c'est : rapports de production => reproduction qui n'est pas répétition => rapports de distribution => autoprésupposition du capital => toutes les formes d'apparition => les formes s'autonomisent => rapport aux rapports de production => idéologie => sujet (phénoménologie) => vie quotidienne.

Et, avant tout, les populations racisées, populations racisées « qui se trouvent "en dessous" [de lui et qui lui] apparaissent comme d'autant plus menaçantes qu'elles représentent à la fois une norme de déchéance contre laquelle il s'agit de se défendre, par la revendication de la blanchité[143] et de francité, mais aussi un concurrent. Un concurrent d'autant plus redoutable que les avantages de cette blanchité sont perçus comme fragiles, remis en cause par des mécanismes échappant à leur contrôle, que ce soit la mondialisation, le retrait de l'État social et de sa logique d'universalité des droits, l'arrogance des élites politiques et intellectuelles ou les transformations d'un marché du travail structuré de façon croissante par le capital social et la logique des diplômes. […] Les groupes racisés ne sont pas tant perçus comme des étrangers, des éléments extérieurs à la société, mais bien davantage comme des "étrangers de l'intérieur", c'est-à-dire des faux nationaux toujours en manque de la véritable essence nationale. Être racisé en France aujourd'hui c'est avant tout subir un "déni de francité". […] C'est pourquoi du reste l'islamophobie est le nom actuellement dominant du racisme même si l'"islam" ne renvoie pas en tant que tel à une race, tout comme d'ailleurs le terme d'"immigré". Le fantasme raciste consiste alors à restituer l'intégrité supposée perdue ou menacée de la nation en la débarrassant d'une façon ou d'une autre de cet élément dissolvant. Le conflit de classe est ainsi déplacé en conflit racial, toujours présenté comme une forme de purification nationale. [...] L'extrême droite actuelle promet du protectionnisme et une forme de redistribution interne aux classes populaires, consistant à déshabiller les uns pour soi-disant mieux vêtir les autres. […] Ce programme social est vague et criblé de contradictions. […] Les avantages symboliques et les micro-privilèges matériels de la blanchité sont dérisoires comparés aux ravages d'un cadre capitaliste néolibéral que l'extrême droite ne ferait que radicaliser si elle parvenait au pouvoir, notamment en écrasant toute contestation [144]». Cette réalité qui mine le « Peuple souverain » est la proclamation constante et vivante de « l'irréalité » de son existence de « Peuple souverain » et le lui rappelle.

Il y a, en outre, dans l'ascension du nationalisme d'extrême droite, *de plus en plus populaire*, une autre source de contradictions insurmontables. Ce nationalisme renferme une sorte de mystère : son antiféminisme, son homophobie et sa transphobie virulents jusqu'à, pour certains, des restrictions confinant à l'interdiction en ce qui concerne l'avortement ; lutte contre une

[143] Voir la note 9 des commentaires de dndf : «Éléments de contexte de notre camarade AC, ex blog Carbure ».
[144] Stathis Kouvélakis, « Prendre au sérieux l'alliance des tours et des bourgs . Pour un antiracisme de classe », 11/01/2025, disponible sur le site *Contretemps*.

supposée « théorie du genre » destructrice d'une différence « anthropologique » entre les hommes et les femmes. Bien sûr le RN met la pédale douce sur la question, mais pour *Fratelli d'Italia* ou la *Ligue* en Italie ce n'est pas le cas, ni pour *Vox* en Espagne ou l'AfD en Allemagne sans parler de la Pologne dirigée par le PiS entre 2015 et 2023 ou de la Hongrie[145]. Le nationalisme aime « les femmes » mais pas le féminisme. Pourquoi les mouvements nationalistes d'extrême droite sont-ils aussi férocement antiféministes et masculinistes (malgré Georgia Meloni, Marine Le Pen, Alice Weidel), certains, pas toujours minoritaires, comportant même des fémonationalistes ? Bien sûr le thème de l'autorité qui est « par nature » paternelle et masculine. Mais ce n'est là encore que de l'ordre du discours. Au fondement de l'antiféminisme, il y a le refus de l'universalisme paradoxal du MPC, que cet universalisme soit celui du genre ou du « cosmopolitisme » dont les gauches ont été (ou sont devenues : PC...) l'expression la plus constante. Ce en quoi elles sont actuellement, pour de larges fractions des électeurs, délégitimées en ce qui concerne leur prise en charge du cours du MPC, à moins d'un *aggiornamiento* de leur part toujours possible (voir Mélenchon et Quatennens). Par définition, l'*identité* se doit d'être anti-universaliste, donc masculine (puisque les hommes n'ont pas de sexe). Dans le MPC, l'universalité est intrinsèquement contradictoire, à la fois nécessaire et contrariée par la mécanique même de toutes les instances de sa propre reproduction qu'il présuppose. Le nationalisme dans les configurations actuelles doit produire des mécanismes identitaires non contradictoires et homogènes, les étrangers et les femmes difficilement intégrables dans ces mécanismes doivent être soit rejetés soit effacés. Au risque d'être sérieusement bousculé par des puissantes mobilisations féminines comme en Pologne.

Contre un islam fantasmé, le nationalisme revendique la liberté des femmes dans la mesure où elles demeurent des femmes (c'est le grand mérite de Christine Delphy d'être allée au-delà de cette vision des choses en montrant la continuité de la « condition féminine »). La question du patrimoine est centrale dans le nationalisme, qu'il soit un territoire ou une culture. Le nationalisme ne peut que se référer à la « tradition » des patronymes, des prénoms, de la langue. De ce point de vue, le nationalisme se doit d'être garant de la distinction stable et « naturelle » entre les hommes et les femmes au prix d'un paradoxe. Si les femmes sont renvoyées du côté de la « nature » et les hommes les représentants de la « culture », en cadrant les femmes dans leur

[145] Pour quelques-uns des leaders de l'extrême droite ce ne fut pas toujours le cas. Au début des années 2000, aux Pays-Bas, un Pym Fortuyin se revendiquait homosexuel et « hédoniste » affirmé, de même Pia Kjaerskaard (cheffe du Parti du peuple danois) qualifiait Jean-Marie Le Pen de « « figure du passé ». Alice Weidel, la très radicale dirigeante de l'Afd, est lesbienne et vit avec une Suisse d'origine Sri-Lankaise.

rôle, cette « culture » peut se présenter comme allant de soi : une *norme naturelle,* reformulée par l'idéologie naturalisante de la nation (le *demos* devient fondement d'un *ethnos*).

Le « peuple souverain » est bien sûr une construction interclassiste, mais le problème que rencontre la critique de l'interclassisme est souvent de croire que les classes en présence forment simplement une somme, qu'elles s'additionnent tout en demeurant des éléments discrets bien définis et délimités en eux-mêmes. Finalement l'interclassisme ne les affecterait pas; en fait, dans cette vision, la pratique (toujours circonstanciée) comme constitution des classes n'existe pas, la pratique est réduite à une manifestation de l'être. C'est bien à partir de ses intérêts propres que chaque composante se retrouve dans un mouvement interclassiste, mais l'interclassisme est alors pour chacun de façon *interne*, le cours de son action propre. L'interclassisme n'est pas une addition mais la résultante de ces intérêts propres intérieurement affectés par leur coexistence, *se fondant* dans une revendication commune, *les conflits apparaissant alors sur la base de cette pratique et de cette revendication commune*. Toutes les classes et segments de classes présents dans un mouvement interclassiste ne se contentent pas de se côtoyer, ils agissent ensemble et les uns sur les autres, pratiquement et politiquement, que ce soit pour s'exclure, pour s'allier, pour nier leur propre existence ou celle de l'autre, pour s'affronter ou simplement se caractériser eux-mêmes. La nation ou, plus militant, la « souveraineté populaire » est la formulation actuelle efficiente de l'interclassisme quand « le Peuple » – au sens de Ory – s'oppose à la classe dominante *dans le cadre même qui est le sien*. Le « populisme » (dits de droite ou de gauche) a certainement de beaux jours devant lui dans la mesure où il embarque toutes les contradictions de classes dans sa mise en forme et son langage. La classe dominante se délecte de l'opposition populiste qui, sans manipulation, justifie qu'elle s'empare de toutes les oppositions dans la mesure où il ne s'agit que de *résoudre ses propres problèmes sans en nier les conflits*. S'il faudra (et faut peut-être dès maintenant) lutter contre la spécificité des politiques d'extrême droite, c'est en soulignant qu'elles sont, pour l'essentiel, l'expression de l'ensemble de la classe dominante (économique, sociale, idéologique et politique). Être simplement contre le RN, c'est tomber dans ce « piège »[146].

[146] *Le Monde* a publié, le 21/9/2024, un article intitulé : *Le RN courtise les patrons avec un programme libéral mais coûteux*. En résumé : la réduction de la TVA sur les énergies, la TVA à 0 % sur les produits de première nécessité, la taxe sur les rachats d'actions, la taxe sur les dividendes excessifs, le plafonnement de la flat tax ont disparu du programme immédiat tout en demeurant plus ou moins officiellement dans le « programme fondamental », tandis que le cabinet de Le Pen assume leur pure et simple disparition et qu'un de ses représentants déclare : « C'est la

Pour plagier Marx dans les *Gloses sur le roi de Prusse et la réforme sociale* la dynamique que nous cherchons à mettre au jour dans la configuration nationale actuelle de la lutte de classe est celle de la « révolte économique à âme politique ». Et l'on retrouve ici la question de la légitimité de l'État et de la crise de la représentation. Le « Peuple souverain » désigne la tendance des classes sans influence politique à mettre fin à leur isolement de l'État et du pouvoir. Mettre fin à cet isolement, c'est promouvoir le « Peuple », tel que reconstruit par le « Peuple » lui-même comme « peuple » – fantasmatiquement redevenu « protonational » – et proclamer celui-ci comme

---

réconciliation des intérêts nationaux avec la liberté d'action de l'entreprise. L'État doit être au service de l'économie et pas l'inverse ». Les aides aux entreprises ne sont pas touchées, de nouvelles niches fiscales sont même envisagées et la fiscalité sur la transmission des entreprises jusqu'à 50 000 salariés serait supprimée. Non seulement, comme l'écrit *Le Monde*, il s'agit d'un « alignement du programme du RN sur celui de LR et des conservateurs anglais » mais encore sur les proclamations du dit « néolibéralisme » ou « ordolibéralisme » depuis 50 ans, sans remonter aux diatribes de Ludwig von Mises ou de Friedrich Hayek dans l'après-guerre.

« Hégémonique au sein de l'électorat populaire qui se déplace encore pour voter, le RN se révèle en fait souvent favorable aux intérêts des grandes entreprises, des propriétaires immobiliers et des ménages aisés. » (*Le Monde*, 28/6/20024). En résumé :

Les députés RN ont déposé une proposition de loi (non examinée) visant à détricoter la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU)) qui oblige les communes en zone urbaine à proposer un taux minimal de logements sociaux.

Les mesures de baisse d'impôts bénéficient souvent à un public très large … et aisé. Ainsi la baisse de la TVA sur les carburants vise à alléger la facture des familles vivant loin de leur lieu de travail, mais profiterait à tous les conducteurs, y compris urbains et aisés, disposant de gros véhicules, gourmands en essence. Le soutien aux détenteurs de SUV se retrouve dans la position adoptée contre le malus au poids pour les véhicules thermiques en 2023.

L'exonération d'impôts sur le revenu pour les moins de 30 ans et pour leurs entreprises bénéficierait elle aussi, principalement, aux ménages et aux entrepreneurs fortunés. Les ménages les plus modestes ne sont en effet pas imposables. Les 10 % de moins de 30 ans les plus aisés capteraient les deux tiers de cette manne puisée dans le budget de l'État.

Le RN a soumis des propositions propres à abroger les droits de succession pour les héritages inférieurs à 150 000 Euros. Selon la dernière étude de l'Insee, en 2018, moins de 15 % des Français transmettaient des héritages supérieurs à 100 000 euros et étaient dont soumis à l'impôt. Les bénéficiaires de cet amendement se trouveraient donc dans cette tranche.

Pour l'agriculture, au Parlement européen, les élus RN se sont prononcés contre toute forme de contrainte en soutien à l'agrandissement des exploitations et contre un approvisionnement à 100 % français pour la viande servie en restauration collective.

Sur la « réforme » de l'assurance chômage, les élus RN ont approuvé la contracyclicité qui durcit les règles d'indemnisation quand le chômage baisse et les assouplit quand le marché du travail se détériore. Sur le sujet, les députés RN ont défendu la fin de l'indemnisation des chômeurs ayant refusé un CDI à la fin d'un CDD.

Le RN s'est systématiquement opposé à une augmentation du smic ou à l'indexation des salaires sur l'inflation.

Le RN a proposé d'interdire du droit de vote aux élections professionnelles les travailleurs précaires et les employés ne maîtrisant pas la langue française.

étant *immédiatement* l'État. Le populisme, à peu de choses près, n'est rien d'autre, mais l'État ne peut être que l'État de la classe dominante, c'est la contradiction interne de la chose.

La reconfiguration voire la restructuration de la valorisation du capital en blocs plus ou moins homogènes a *hégémoniquement* défini, comme nationalisme, la nature de l'opposition qu'elle peut susciter. Comme si les oppositions à la restructuration étaient déjà intégrées plus ou moins conflictuellement (mais dans des termes définis) à sa dynamique. Les dés de la lutte des classes paraissent pipés.

Le capital s'empare toujours des termes de sa contradiction avec le prolétariat dans la mesure où l'exploitation qui est le rapport contradictoire fondamental est une implication réciproque non symétrique de ses termes. Le rapport d'exploitation est une *subsomption* du travail sous le capital qui détient les conditions de la reproduction contradictoire du rapport. Cela pouvait être le cas durant tous les cycles de luttes programmatiques de la « libération du travail » et de l'érection de la classe ouvrière en classe dominante. Cependant, nous avons aujourd'hui une configuration différente des choses. Là où, dans le cadre du programmatisme, se dessinait, dans la lutte des classes, un au-delà du MPC, aujourd'hui la nation n'en dessine aucun. La contradiction entre capital et travail est toujours fondamentalement subsumée sous le capital comme pôle de cette contradiction. Quand la nation devient de part et d'autre le langage de la contradiction, ses termes mêmes sont occultés et ne définissent, pour le travail, aucun au-delà. Quand c'est par la nation, la République, la citoyenneté que s'effectue cette subsomption de la lutte de classe, elle s'est comme élevée à un second degré dans la mesure où il ne s'agit plus maintenant d'achever et de dépasser en l'accomplissant la « révolution bourgeoise ». Ramener la subsomption *nationale* actuelle à celle du programmatisme ayant le travail comme langage et enjeu c'est faire une lecture *rétroactive* du programmatisme, c'est-à-dire considérer son impossibilité non dans ses propres termes et sa propre pratique mais à l'aune de la conceptualisation *actuelle* de son impossibilité.

À propos de Bardella, *Le Monde* (*ibid.*) écrit : « Ses emprunts à M. Macron sur la politique économique se multiplient : baisse des impôts, simplification des normes… Et leur seul vrai marqueur d'opposition économique – l'abrogation de la réforme des retraites – semble s'éloigner de jour en jour. »

Il est vrai que, en Italie, le gouvernement Meloni s'est illustré par la suppression du « revenu de citoyenneté », équivalent du RSA, et le renforcement de l'autonomie budgétaire des régions pour les services publics de la santé et de l'éducation, qui creuse les inégalités entre les régions du Nord et du Sud.

C'est cependant dans cette situation que les contradictions apparaîtront très rapidement : la déception populaire vis-à-vis du nationalisme affiché et pratiqué par la classe dominante qui ne peut manquer de revêtir pour le « peuple » une dimension de catastrophe sociale[147] ; l'impossible occultation de ceux désignés comme « autres » et là présence/absence des femmes.

Si une partie importante des classes dominantes dans toutes leurs variantes, de la grande bourgeoisie bien assise, des nouveaux condottieres milliardaires de la Tech, du capital financier, des multinationales de l'industrie décident de jouer cette extrême droite en alliance avec des partis ou segments des droites « officielles », c'est à la fois comme instrument politique de la crise de la mondialisation et *instrument d'une nécessaire reconfiguration voire restructuration* encore balbutiante et en grande partie imprévisible dans les affrontements de son déroulement. S'ils jouent l'extrême droite et ce type d'alliance c'est qu'elle leur semble la plus à même de gérer le fondement même de la crise et, quelle que soit la façon dont la chose se réalise, la nécessaire renationalisation (ou en blocs régionaux, ou en réseaux non spatialement délimités en frontières) des aires de valorisation et de péréquation en relation avec une reconnexion (à définir) de la reproduction de la force de travail. Si cette partie importante de la classe dominante dans toutes ses variantes est prête à laisser les clés à l'extrême droite et ses alliés, c'est en sachant non seulement que celle-là devra (et elle en manifeste déjà l'intention) tempérer et ajuster son « programme », et qu'elle a les moyens de l' y contraindre, mais surtout en ce qu'elle est l'expression adéquate de la préemption réalisée sur « l'opposition populaire » en engageant et mobilisant le peuple dans la reconfiguration voire la restructuration, de la mondialisation en en contrôlant les réactions quand ses ravages se manifesteront. Mais ce n'est qu'à ce moment-là, lors de ces ravages et des réactions qu'une restructuration, qui n'est jamais un plan, pourrait réellement se dessiner dans une période intense de lutte des classes (avec toutes les idéologies) et de conflits entre aires capitalistes centrales et entre celles-ci et un « Sud global » (ce qui multipliera les niveaux de contradictions – les mettant en abyme – et d'embrigadement du prolétariat).

Il semble que ce qui était décrit dans *TC* 25 comme « une séquence particulière » est appelé à durer et à avoir sa propre dynamique. Les termes de cette séquence, pour l'instant, totalement prédéfinis par le mode de production capitaliste et mis en œuvre délibérément par la classe capitaliste et son personnel politique peuvent contenir des antagonismes les sortant de leur

[147] Il serait intéressant d'être informé et attentif à ce qui se passe en Italie après la victoire de Meloni. Il semble que pour le moment sa politique européenne et interne n'ait en rien entamé sa popularité, ce qui semble aller provisoirement à l'encontre des thèses avancées ici.

prédéfinition. Si actuellement les contradictions sociales (« fondamentales ») sont politiquement surdéterminées, le « peuple souverain » peut réserver bien des surprises à ceux qui le mettent en œuvre et le préemptent comme l'opposition de sa Majesté.

Commentaires

Une première version de ce texte, « Européennes 2024 », a été publiée le 15/06/2024 sur le site des nouvelles du front (dndf). Elle a entraîné un certain nombre de commentaires que nous publions ici à la suite comme une poursuite et un enrichissement du texte initial.

1 *Un passant*

15/06/2024 à 18:38

Ce texte est bienvenu dans le déluge antifasciste qui fait son front populaire, comprendre du Peuple et du peuple selon les distinctions et l'articulation que fait ce texte en revenant avec Hobsbawm sur le lien historique du programmatisme avec le nationalisme.

Le premier paragraphe et son explicitation donnent la boussole du positionnement critique en posant les choses sur la base des rapports de classe.

Tout à fait d'accord sur le fait que l'intérêt que trouverait aujourd'hui la classe dominante à passer le relai du pouvoir d'État de Macron au RN et à la droite ciottiste pourrait se renverser si l'alliance Ruffin-Glucksmann (Hollande…) l'emportait, les "spécificités" de l'extrême droite en moins (antiféminisme et racisme). Comme on dit banalement, la bourgeoisie tient ses deux fers au feu. On verra…

Ça n'en fait pas pour autant du Nouveau front populaire une alliance contre nature entre les forces de gauche gouvernementales, supposés sociaux-démocrates et anticapitalistes. Sociaux-démocrates ils le sont tous des plus mous aux plus durs, Ruffin revendique le label et Poutou va à la soupe. LFI a même recruté un antifa comme candidat ce qui est assez différent du sens de ses scores racisés dans les quartiers populaires.

La question de "l'immersion théorique et physique" me semble pertinente, mais vraiment très complexe quant à ses formes d'interventions possibles. Il

faut souhaiter qu'elles ne prennent pas (uniquement) celle de polémiques dans le milieu.

En attendant, j'avoue ne pas bouder mon plaisir, en passant, devant la haine de classe et la hargne des milieux gouvernementaux et médiatiques à leur solde comme à celle de l'extrême droite.

2 *Un passant branché*

19/06/2024 à 13:13

… sur l'actualité de la campagne électorale, et notamment celle de Jordan Bardella, qui accélère la normalisation politique du RN bien au-delà de sa dédiabolisation accomplie par Marine Le Pen, jusqu'à Serge Klarsfeld, il fallait le faire ! (Voir les résultats des européennes chez les Français d'Israël, même tenant compte d'une énorme abstention).

Il s'agit maintenant pour eux de se montrer à même de gérer les affaires du grand capital aux yeux de ses dirigeants économiques, en même temps que se défaire des affichages avec les authentiques fachos (rejet de Zemmour, promesse de dissoudre le Gud…).

Parallèlement, la bollorisation des médias se poursuit (voir un article de *The Conversation*), ce qui laisse augurer de la privatisation programmée de l'audiovisuel public.

Il n'y a pas un jour où une prise de parole où Bardella ne donne des gages de sa sagesse.

Suivre, en même temps, les enquêtes de terrain montrant que non seulement le RN ne fait plus peur, mais que ses électeurs ne comprennent plus la haine qu'il déclenche à gauche, dont la campagne antifasciste tombe souvent à plat, au-delà des militants du front populaire.

Parallèlement, l'ensemble du front populaire se trouve lui diabolisé, taxé d'extrême gauchisme pour accord avec LFI et Mélenchon (en passant, il est incontestable que depuis des mois, Corbières, Autain et Ruffin ont des activités discrètes pour s'en débarrasser). En 20 ans, c'est la stratégie de Mélenchon qui l'a emporté, avec une capacité à garder un lien électoral dans les couches populaires, et à en tisser un avec la population musulmane et, politiquement, avec les décoloniaux (Bentoussi, "Notre police assassine", ex proche du PIR,

candidate LFI). Remarquons que les critères de prise de distance de la gauche vis-à-vis de LFI sont similaires à ceux de Macron. Les médias s'en donnent à cœur joie de remuer ce caca.

Vu que je ne peux pas me relire ni me corriger, mes billets sont de l'authentique improvisation. Ça doit être un rien décousu, mais de fil rouge !

3 *pepe*

19/06/2024 à 17:20

So what ?

4 *Un passant*

19/06/2024 à 18:09

@pepe

Si ça s'adresse à moi… Il me semble que ces éléments corroborent la thèse du texte « Européennes ». Encore faut-il le vérifier dans le cours quotidien de la vie politique, ce que j'essaye de faire.

La posture antifasciste du Front populaire apparaît à côté de la plaque, y compris sur le plan électoral, au vu des sondages qui n'indiquent pas pour l'heure un renversement de tendance en sa faveur contre le RN. Rien à voir avec 2002 et Jean-Marie Le Pen.

Si Bardella convient à la grande bourgeoisie pour succéder à Macron, cela suppose qu'il embarque le prolétariat de préférence à la gauche. La campagne indique que ce serait son choix.

Maintenant, si ce n'est pas clair, ou faux, ou pas intéressant, j'en resterai là. Le monologue n'a rien de passionnant.

5 *pepe*

26/06/2024 à 09:54

« Il faudra peut-être revenir, à nos risques et périls physiques et théoriques, à quelques pratiques militantes : participer aux manifs qui ne manqueront pas

d'avoir lieu, tracts, affiches, en s'immergeant, avec les principes énoncés ici, dans les mouvements de contestation. »
Personnellement, je ne me vois pas très bien m'associer aux manifs et autres mouvements qui vont être clairement campistes, le peuple de gauche contre les fachos. Avec en sous-entendus, en plus qu'on aura sous les yeux les classes moyennes qui défendent leur bout de gras contre les prolos qui ont voté RN pour défendre le leur.

6 *duende*

29/06/2024 à 19:33

…"les prolos qui ont voté RN pour défendre le leur."

Vraiment ?
Une défense de leur condition? Ou bien un manque de lucidité exceptionnel aggravé d'une xénophobie galopante.

7 *salle des machines*

03/07/2024 à 09:34

Sociologie des électorats – Législatives 2024

« Malgré la progression et l'élargissement du socle, les fondamentaux de l'électorat RN restent d'actualité. Les meilleurs scores sont enregistrés auprès des soutiens traditionnels, avec 57 % de suffrages chez les ouvriers (12 points de plus qu'en 2022), 44 % chez les employés (+19 points), 49 % chez les non-bacheliers (+21). Mais le socle électoral s'est aussi considérablement élargi, comme en témoigne l'augmentation du vote RN chez les retraités (de 12 % à 31 %), les femmes (de 17 % à 32 %), les moins de 35 ans (de 18 % à 32 %), dans la tranche supérieure de revenus (de 15 % à 32 %) ou encore dans les grandes villes (de 13 % à 28 %). On est à 37 % sur l'ensemble des salariés, soit plus d'un "collaborateur" sur trois. Les moins bons scores sont enregistrés au niveau des cadres et des plus diplômés, mais là aussi le vote RN a doublé (de 11 % à 22 %).

En comparaison, l'électorat du Nouveau Front Populaire est plus typé : jeune, diplômé, citadin en forçant le trait. Il ressemble beaucoup à celui de la NUPES 2022, avec une progression de 2,3 points (25,7 % en 2022, 28 % aujourd'hui) relativement homogène sur l'ensemble des catégories socio-démographiques. L'alliance de gauche a ainsi été choisie par la moitié des votants de moins de 25 ans, par 40 % des 25-34 ans, par encore 30 % des 35-49 ans, mais seulement 25

% des 50-70 ans et 20 % au-delà. Elle a obtenu 10 points de plus dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants (33 %) que dans les communes rurales (23 %). Elle a davantage performé chez les plus diplômés, avec 37 % de suffrages auprès des "bac+3 et plus", pour 17 % chez les non-bacheliers. Ces différences trouvent leur traduction dans le vote selon la profession des électeurs, avec un NFP à 34 % chez les cadres et les professions intermédiaires, pour 21 % chez les ouvriers et 20 % chez les retraités. Nous avons là l'ensemble des zones de force au sein desquelles le Nouveau Front Populaire a devancé le RN : les 18-24 ans (+15 points pour le NFP), les cadres (+13), les Bac+3 et plus (+15) et, à un degré moindre, dans les grandes agglomérations (+5).»

8 *Un passant*

03/07/2024 à 14:41

L'enquête complète (comportant analyse des abstentionnistes)

https://www.ipsos.com/fr-fr/legislatives-2024/sociologie-des-electorats-legislatives-2024

Il faudrait être particulièrement attentif à l'évolution de l'électorat ouvrier, dans le basculement du vote PCF vers le vote RN et parallèlement LFI selon les zones comme l'a relevé RS. Quasi paradigmatiques sont l'éviction de Fabien Roussel et les difficultés de Ruffin, mais aussi le fauteuil du remplaçant de Quatennens près de Lille malgré la dissidence NFP féministe.

Parallèlement cette sorte de reconstitution de la "ceinture rouge" en région parisienne, à forte composition racisée, l'inverse des anciens bassins miniers.

Enfin, s'agissant du péri-urbain pro-RN où les prolos vont travailler en voiture en passant par les ronds-points, établir le rapport avec les Gilets jaunes, avec, en passant, un souvenir ému pour les camarades disparus qui y voyaient des annonces d'écarts communisateurs.

On est bien peu de choses (et surtout des mots, en fait).

9 *pepe*

05/07/2024 à 15:10

Éléments de contexte de notre camarade AC, ex blog Carbure :

« PRIVILEGE BLANC ET PREFERENCE NATIONALE »

« C'est sans doute une vérité pénible à entendre, mais la "préférence nationale" qui est au cœur du "programme" du RN (ou disons de son idéologie officielle) existe déjà bel et bien dans les faits. *A minima*, il s'agit de tout ce qu'on place (ou masque) sous le terme de "discriminations", c'est-à-dire tout ce qui constitue l'existence quotidienne réelle des personnes racisées. Emploi, logement, éducation, rapport à la police, etc. on connaît la liste et elle est longue. Faire exister "*de jure*" (dans la loi) ce qui existe *de facto* socialement, ça n'est certes pas rien : c'est réaliser la conjonction entre le racisme institutionnel et le racisme social, le racisme-des-racistes (ou des je-suis-pas-raciste-mais), mais c'est aussi faire sauter la barrière de l'invisibilisation du racisme réel. C'est mettre à nu la France comme pays raciste. Mais il faut le savoir : le RN n'existe pas sans le racisme, et au-delà des vicissitudes électorales, le problème, ce n'est pas Bolloré, Macron, la connerie humaine ou le RN, le problème réel c'est le racisme tel qu'il structure la vie sociale en France, et depuis longtemps. C'est cela qu'il faut comprendre et contre quoi il faut lutter. Et on ne pourra pas défaire le racisme en France sans reconnaître que la France est raciste.

Ci-dessous, un petit texte écrit en 2020 (un thread Twitter à l'origine, d'où la forme segmentaire), sur le "privilège blanc". Ce terme est certes problématique et je ne le reprends pas intégralement à mon compte, mais la symétrie avec l'idée de "préférence nationale", si on comprend bien ce qu'elle recouvre, est tout de même frappante. »

AC

https://www.facebook.com/alain.cornedieu

« Sur le "privilège blanc" : bien ou mal choisie, cette expression rend aujourd'hui publiquement compte d'une réalité qui est constamment voilée. Il faut aller au cœur du problème : ce n'est pas seulement qu'il "vaille mieux" être un prolétaire blanc que racisé, c'est surtout que pour des masses de prolétaires français, une relative ascension sociale, lors des Trente glorieuses, a été permise par l'assignation des "travailleurs immigrés" d'abord, puis des nationaux racisés, aux travaux les moins qualifiés.

Ce processus de racisation s'est effectué socialement non seulement par l'assignation au travail, mais par l'assignation territoriale, lorsque les prolétaires Blancs se sont mis à quitter les banlieues, engageant un procès de séparation sociale qui n'a jamais cessé.

Tout ceci ne peut être compris en dehors de l'histoire de la colonisation française. Les américains ont l'esclavage, La France a l'esclavage ET la colonisation. Les imaginaires, les méthodes de gestion, tout s'y rapporte sans arrêt.

Si la guerre d'Algérie demeure aussi présente dans le racisme français, c'est parce qu'elle est le modèle d'une guerre contre-insurrectionnelle qui fait partie intégrante du procès de racisation. C'est cette guerre qui a forgé l'image de l'Arabe en France.

C'est aussi pour cela qu'il est impossible de séparer le racisme de son traitement policier, qui est le premier maillon de ce qu'on appelle racisme d'État. Et que le spectre de la guerre civile flotte sur la question.

De façon générale, sans revenir sur ce procès historique, la racisation ne peut se comprendre sans 1) la volonté de ceux qui se constituent comme "Blancs" de la perpétuer, 2) la résistance de ceux qui la subissent. Cette double dynamique constitue le cœur du procès de racisation.

C'est une lutte, qui ne peut être comprise en dehors de la lutte des classes, mais ne se résume pas à elle. C'est une polarisation hiérarchisée : la place des Blancs n'y est pas équivalente à celle des racisés. Il n'y a pas de "racisme anti-Blanc".

On ne peut comprendre le racisme si on refuse de voir que certains y ont intérêt, et que le spectre de ces intérêts couvre un ensemble social très large, qui va du prolétaire au patron en passant par l'État : c'est la société qui est raciste, il n'y a de "racistes" qu'à cette condition.

Si aujourd'hui on n'admet pas tout cela, on ne peut comprendre le vote ouvrier pour le FN, pas plus que les contorsions de LFI autour de cette question. On ne comprend pas non plus la gestion policière des quartiers, et la persistance de la race.

C'est cette persistance, en dehors des catégories de l'exploitation du travail ouvrier, qui fait que des personnes racisées de classe moyenne ou moyenne sup. entrent aujourd'hui dans cette lutte. Le "Blanc pauvre" ne subit pas d'assignation de race, le "Noir riche" si.

Le terme de "privilège blanc" condense de façon polémique cette histoire et cette problématique, c'est son mérite. Il ne peut être compris comme privilège accordé à des individus, mais comme une distinction d'ensemble. Ses limites sont la culpabilisation ou le nombrilisme.

Les prolétaires femmes et racisé.e.s, par la place particulière qu'ils/elles occupent dans la crise de reproduction sociale capitaliste, mettent la dissolution conflictuelle des identités de race et de genre au centre de la perspective communiste de l'abolition des classes. »

https://blogs.mediapart.fr/…/180620/sur-le-privilege-blanc.

10 *Un passant*

05/07/2024 à 19:44

So What ?

Je partage peu ou prou les "éléments de contexte" de AC, mais qu'est-ce qui est déterminant dans la situation qui fait monter le vote RN ?

Ce n'est pas pour nous le racisme, encore moins un prétendue fascisation de de ses électeurs. C'est pour faire court, le déclassement, ou la peur de tomber plus bas, où se trouve déjà une grande part de la population racisée. Mais celle-ci possède sa hiérarchie sociale, entre "issus de" et nouveaux immigrants, ceux que le RN veut plus encore refouler. C'est si vrai que le RN a aussi des adhérents et des électeurs maghrébins, certes peu nombreux, mais ce n'est pas la question. Car eux, ce n'est pas a priori le racisme qui les attire là, c'est cette condition de classe, ou plutôt de déclassement, qui submerge même leur refus du racisme à l'encontre de leurs pareil.le.s de ce point de vue de couleur non privilégiée (ici c'est un euphémisme). Alors oui, ceux-ci peuvent dire "Je ne suis pas raciste, mais…". Ce qui nous éclaire sur le fait que des "Blancs" peuvent le dire sincèrement aussi.

Reste à voir ce qui prime pour nous dans l'analyse. C'est une évidence que cela renvoie à ce qui a déjà été dit sur le rapport classe/racisation, ou à relire le présent texte de RS sans mettre la charrue du racisme avant les bœufs de la lutte de classes, telle qu'elle est restructurée dans la séquence.

11 *nononyme*

07/07/2024 à 20:02

Nous sommes au cœur d'une tiersmondialisation des pays occidentaux c'est-à-dire à une dévaluation de la valeur salariale dont la forte immigration n'est qu'un des éléments de sa réalisation. Mais si nous entrons dans une phase de repli national/protectionniste, cette tiersmondialisation devra se poursuivre et passer par la dévaluation salariale du prolétariat qui demeure sur place. Le sauve-qui-peut à droite du prolétariat de souche ne le sauvera pas de sa dévaluation, au contraire elle devrait s'accélérer. Le racisme n'est qu'une des techniques de cette dévaluation.

Les commentaires qui suivent sont postérieurs à la publication sur dndf du tract (reproduit ci-dessous) issu du texte « Européennes 2024 » et distribué à Marseille à la veille du second tour des Législatives.

12 *Un passant*

09/07/2024 à 12:50

Trêve de plaisanterie. Quelques remarques en marge de ce tract. J'ai plus haut soutenu le principe d'une "immersion" tout en soulignant les difficultés de la forme. Si les enjeux sont clairs et ressortent du texte, l'objectif visé l'est moins.

D'abord, à mon souvenir c'est une première de la part de *TC*, puisqu'à l'époque de *Meeting* et *SIC*, il n'y a pas eu ce type d'intervention, ce qui m'apparaît comme une inflexion de la " pratique théorique".

Seconde hypothèse, c'est un peu une bouteille à la mer (très polluée), comme pour chercher, non des adeptes, mais tout de même à renforcer le potentiel d'expression de *TC* en participants actifs. En effet le fond et la forme ne laissent pas entendre une cible massive, compte tenu du décalage avec l'idéologie prégnante de l'antifascisme et pour le dire d'un mot désuet, de la "collaboration de classe" (préemption…).

Troisièmement, la perspective immédiate d'un pouvoir d'État d'extrême droite est écartée par le résultat des législatives. Par conséquent c'est l'option d'une gestion des affaires du capital par la gauche NFP ou une coalition qui est à l'ordre du jour, puisque en tout état de cause c'est le rôle de l'État (cf. citation en exergue). Cela devrait apporter quelques amendements au contenu de ce tract dans la suite.

Enfin, peut-être serait-il judicieux de modifier le titre de ce sujet, puisque le tract invite à venir chez dndf après les législatives, au-delà des Européennes.

13 *Doc Sportello*

14/07/2024 à 13:07

Traduction allemande du tract : https://kommunisierung.net/Die-Ladenschlussel-zu-den-vorgezogenen-Parlamentswahlen-in-Frankreich

14 *Un passant*

18/07/2024 à 21:33

Pauvre classe ouvrière qui ne peut même plus compter sur l'abbé Pierre pour aller au paradis avec ses femmes abolitionnistes du genre.

Pauvre Dauvé considérant que les périodes non révolutionnaires sont propices à la théorie, à ressortir comme guides aux beaux jours quand on n'a pas le temps de penser ce qu'on fait.

Pauvres de nous qui attendons la fin dont on ne sait plus quoi, du mois peut-être, pour toucher la retraite augmentée de la prime Mélenchon.

Pauvres de "les gens" qui n'ont vraiment aucune classe… à détruire.

Pauvre de lundi matin quand il n'y aura plus de dimanche.

Pauvre de dndf quand on n'a rien à dire.

Pauvre de moi, en passant

15 *Un passant*

24/07/2024 à 14:09

Quelques remarques, dont à vrai dire je me demande si elles sont bien utiles sur la situation créée par les Européennes, la dissolution et les législatives.

La représentation démocratique a explosé, est-il dit, au point qu'aucun parti se réclamant de la démocratie ne respecte le vote de ceux qui l'ont porté au (non-)pouvoir. Paradoxalement, le RN-Ciotti serait le plus légitime de ce point de vue. Le vote d'adhésion fait que le principe du front républicain se retourne contre ses auteurs.

La macronie semble s'achever par l'inverse de ce qu'elle avait initié, l'explosion des blocs traditionnels de gauche et de droite (PS et Républicains ou prédécesseurs post-gaullistes), sur la base d'un mélange d'une économie politique de droite et d'une culture sociétale de gauche, celle-ci de plus en plus abandonnée durant le second quinquennat. On voit potentiellement se reconstituer un bloc de gauche plus ou moins social-démocrate et une droite englobant le centre macroniste.

Le plus frappant, à l'opposé de la période historique du Front populaire des années 30, est l'absence quasi absolue de soutien prolétarien ou du "peuple" de gauche à ceux qui s'en réclament et agissent dans une bulle politique, voire politicienne, ainsi coupée de ses bases. Un sondage indique que 90 % des Français considéreraient que les hommes politiques sont malhonnêtes. Les discours semblent tourner à vide et tomber à plat.

Je n'ai aucune idée de ce qui peut se passer dans cette instabilité politique programmée. Macron n'a pas nécessairement perdu son pari d'une coalition avec Wauquier. La vraie question porte sur le type de luttes qui peuvent résulter d'une aggravation de la situation sociale.

En attendant, des jeux beaucoup et du pain un peu. Pour Macron, mieux vaut Céline Dion que Julie Castets. En plus d'être insupportable, il a des goûts de chiottes, et pour ne rien arranger, John Mayall est mort.

Ça ne peut pas nous empêcher d'avoir le blues.

Copie du tract distribué à Marseille la veille du second tour des Législatives.

Au soir des résultats, avec l'arrivée en tête du « Nouveau front populaire » nous avons pensé nous être complètement trompés. Mais deux mois après, à la suite des pitreries sur le choix du Premier ministre, et la nomination de Barnier, avec la bénédiction du RN, il semblait que le point de vue n'était pas si erroné. Quant à Bayrou, ce n'est pas la girouette qui tourne mais le vent.

Les clés de la boutique (tract)

L'ennemi principal ?

Le Rassemblement National (RN) est le premier parti ouvriers, employés et chômeurs, nous n'allons pas pour autant y adhérer et encore moins nous en réjouir. Mais regarder les choses comme elles sont : les prolétaires ne se sont faits ni détourner, ni manipuler.

Combattre la « droitisation extrême » d'une grande partie des classes ouvrières partout dans le monde occidental et leur nationalisme partout dans le monde ne peut se faire au nom d'un aveuglement ou d'une « erreur ». Si le RN est devenu *l'ennemi principal* ce n'est que porté par toutes les politiques et les mesures « ordinaires » de droite ou de gauche qui ont accentué l'exploitation, attaqué la situation des chômeurs et des retraités, « karchérisé » les « étrangers » quelle que soit leur nationalité. Ces politiques ont fait du RN le parti à même de représenter une « dignité ouvrière » fantasmée comme nationale. Et, c'est ainsi que le RN est devenu l'expression politique de cette « dignité » en promouvant une identité nationale efficace s'alimentant au « sentiment de déclin », au racisme et à la citoyenneté.

La gauche ?

Les forces politiques de gauche n'ont pas été majoritairement les réceptacles de cette « dignité ouvrière », du « déclassement », du « mécontentement » et de la « valeur travail » bafouée.

Pour accéder au pouvoir, ces forces se sont recentrées sur les classes moyennes à fort capital intellectuel (universitaire), en devenant les principaux idéologues et acteurs de la mondialisation de l'économie dans les années 1990-

2000. Delors fut président de la Commission européenne, Lamy de l'OMC, Strauss-Kahn du FMI. Ces forces ont été les agents de toutes les injustices liées à l'exploitation mondiale de la force de travail en accord avec les partis de droite ordinaire.

Partout le protectionnisme se renforce y compris militairement, les nouvelles formes de la mondialisation s'annoncent musclées et cahoteuses. Quand dans la crise actuelle de la mondialisation *la nation* et la *citoyenneté* apparaissent comme un « rempart » et le cadre « naturel » des luttes et du « mécontentement », la droite et l'extrême droite sont beaucoup plus crédibles dans la mesure où elles figent le thème national en l'ethnicisant culturellement.

Laisser les clés de la boutique ?

Entre « patriotes » et « mondialistes », (pour reprendre les termes du RN), les « mondialistes » sont prêts, sous certaines conditions, à laisser les clés de la boutique aux « patriotes » dans la mesure où ils géreront la crise de la mondialisation.

Après avoir avalisé tous ses thèmes, les classes dominantes dans leurs diverses fractions, la grande bourgeoisie bien assise, les nouveaux condottieres milliardaires de la tech, le capital financier, les multinationales de l'industrie, jouent cette extrême droite comme l'instrument d'une politique nationaliste face à la crise de la mondialisation en tempérant et ajustant leur « programme » (voir l'Italie, la Suède, les Pays-Bas et autres). Mais surtout l'extrême droite est l'expression de la préemption réalisée sur « l'opposition populaire » en engageant et mobilisant « le peuple » au nom de la nation dans la restructuration de la mondialisation. Quand les ravages de cette restructuration se manifesteront, c'est elle qui est supposée la plus à même de contrôler les luttes et les diriger sur les pires objectifs.

L'État-nation revient sur le devant de la scène autant pour la classe dominante que pour les classes exploitées qui, dans ce contexte nationalisé, *s'embarquent dans les politiques mêmes de la classe dominante*.

Hégémonie et préemption des luttes ?

Avec la désagrégation du « mouvement ouvrier », ses instances et institutions, la démocratie représentative s'est effondrée. Le vote de

« protestation » du début des années 2000 n'a pas disparu mais il est devenu dans les années 2010 puis 2020 une *adhésion*. Sous la forme des « valeurs nationales » et de la République dont tout le monde se gargarise en y mettant des contenus très légèrement différents, la classe dominante a comme préempté les contradictions de classes relatives à toutes les mesures et réformes qu'elle prend à l'encontre des classes dominées (au premier chef, la classe ouvrière active ou au chômage) en surfant sur la division raciale du travail. Avec la nation, l'hégémonie de la classe dominante consiste à imposer aux classes dominées les termes mêmes de leur opposition. Cependant, ce cadre devenu incontournable qu'est l'identité nationale, travaillé par la lutte de classe, passe indifféremment de la « souveraineté nationale » à la « souveraineté populaire ». Souvenons-nous des Gilets jaunes.

Ce qui mine la préemption par la classe dominante de la contradiction à elle qu'elle suscite c'est que le « Peuple souverain » n'est pas « un ». Le cadre matériel de cette « souveraineté » n'est pas la politique mais *la vie quotidienne*. Dans son « unicité », la souveraineté est laminée par le prix des yaourts, les violences policières, le chaos des divisions que sont les conditions d'exploitation. Et, dans la vie quotidienne, quand son pouvoir d'achat s'effondre, le « Peuple souverain » a des doutes sur sa « souveraineté ». Ce qui mine également le « Peuple souverain » c'est qu'il a constamment sur ses marges, mais très proches, les populations racisées et les surnuméraires qui sont la proclamation constante et vivante de « l'irréalité » de son existence comme « Peuple souverain » et le lui rappellent.

Le « Peuple souverain » du nationalisme d'extrême droite a encore un autre problème : son antiféminisme et son homophobie virulents jusqu'à des restrictions confinant à l'interdiction du droit à l'avortement. Bien sûr le RN met la pédale douce, mais pour *Fratelli d'Italia* ou la *Ligue* en Italie ce n'est pas le cas, ni pour *Vox* en Espagne ou l'AfD en Allemagne. Le nationalisme aime les femmes *à leur place* et donc pas le féminisme. Le nationalisme doit produire une identité nationale homogène, les étrangers et les femmes difficilement intégrables dans ce mécanisme doivent être soit rejetés soit effacées. Ce sont les mobilisations des femmes qui ont largement contribué à retourner la majorité électorale en Pologne.

Ce n'est que contre l'islam que le nationalisme revendique la liberté des femmes.

Le RN, un piège ?

S'il faut lutter contre la spécificité des politiques d'extrême droite, leur racisme, le danger physique et matériel pour tous ceux et celles qui n'ont pas le bon faciès, c'est en soulignant qu'elles sont l'expression de l'ensemble de la classe dominante (économique, sociale, idéologique, administrative et politique). *Être simplement contre le RN, c'est tomber dans le « piège » de la préemption et de l'hégémonie*. C'est cependant dans cette préemption que les contradictions peuvent rapidement apparaître : la déception populaire vis-à-vis du nationalisme affiché et pratiqué par la classe dominante qui ne peut manquer de revêtir pour le « peuple » une dimension de catastrophe sociale ; l'impossible occultation de ceux racialement désignés comme « autres » et la présence/absence des femmes.

Le « Peuple souverain », traversé par ces contradictions fondamentales, peut éclater et réserver bien des surprises.

Pour plus : voir sur le net le site *des nouvelles du front* dndf.org

Émeutes 2023 - Statistiques et sentiments

(à propos des émeutes de juin 2023 en France)

« Quand la statistique pénètre les masses le sentiment devient une force matérielle »

(*Anonyme*)

Il n'y aura pas de statistiques.

Multiplier les statistiques pour dire comme les « élus locaux », les « médiateurs sociaux » et les associations «citoyennes et responsables » : « Nous vous avions prévenus, ça va exploser », n'explique et ne rend compte de rien en ce qui concerne les *événements* : ni leur forme, ni le moment, ni le contenu, ni les cibles. Le meurtre de Naël est une rupture du pacte que constitue l'« économie morale » d'E. P. Thomson, face à cette rupture, c'est la revendication d'avoir une existence sociale légitime et reconnue qui s'élève. Dans l'action, toutes les données objectives, « explicatives » existent comme sentiments, deviennent sentiments : de la haine et de la vengeance, au jeu, à la fête, à l'aspiration à une « vraie vie » et à la belle projection imaginaire de soi reprenant un instant le contrôle de sa vie. Les jeux vidéo, pourquoi pas ? Tout le monde agit dans des forêts de références et de symboles, les conditions objectives formalisées par les statistiques ne mettent jamais personne dans la rue si ce n'est transmutées par les modalités du vécu.

Toute pratique opère sous une idéologie, le sentiment (vengeance et haine face au mépris et à un avenir plombé, envie de la marchandise-distinction inaccessible) en est une. Le sentiment est un rapport aux rapports de production, il s'agit même de la forme la plus évidente, la plus immédiate de l'interpellation des individus concrets en sujets concrets. Mais « l'individu concret » n'est pas un substrat premier, il est lui-même produit dans la reproduction du mode de production dans toutes ses formes d'apparition et tout son fétichisme. C'est l'individu concret qui s'auto-interpelle comme sujet. Les adolescents racisés, et d'autres de condition proche, se sont auto-interpelés en sujets, pas sous la même idéologie évidemment qu'un ouvrier ou un retraité. Le sentiment : haine, vengeance, envie de consommer non seulement des produits Aldi ou Lidl mais aussi des téléphones dernier cri, jeu et affirmation de soi. Contre le déni constant de leur existence, la négation de leur

individualité et de leurs compétences et aspirations sociales, l'idéologie spécifique des jeunes émeutiers est précisément de se revendiquer soi-même comme « humain », la dignité est la forme la plus pure du sujet. Le sentiment ne représente pas leurs conditions d'existence réelles mais leur rapport à ces conditions et c'est dans ce rapport qu'ils se constituent en sujets et en tant que tels agissent et luttent adéquatement à leur existence réelle telle que définie et existante dans une situation sociale et politique particulière.

Après s'être restructuré *mondialement* dans les années 1970, contre « Keynes et Ford » (en Occident), en déconnectant la valorisation du capital de la reproduction de la force de travail, le mode de production est maintenant miné par un retour de manivelle de ce qui fut la dynamique de ces trente ou quarante dernières années.

Il y eut les Gilets jaunes qui mirent la vie quotidienne dans tous ses aléas, ses piles et ses faces, au centre de la lutte des classes et interpellèrent l'État comme le responsable de la distribution, du revenu, de la richesse des uns et de la pauvreté des autres.

Il y eut le long épisode relatif à la réforme des retraites où l'intersyndicale parvint tout du long à encadrer le mouvement, parce que, mouvement mort-né, il n'avait pour horizon que la défaite dont l'intersyndicale était la forme adéquate. Mais, dire qu'il n'avait de but que sa défaite est non seulement faux mais surtout méprisant vis-à-vis des millions de gens qui étaient dans les rues et parfois en grève. On peut dire peut-être que son horizon était la défaite, il n'y avait que peu d'illusions là-dessus, mais l'horizon n'est pas le but. Une lutte et même une manif aussi encadrée qu'elle soit est toujours un moment d'existence d'un groupe si ce n'est d'une classe dans tous les aléas de sa diversité et de son existence. Quelle que soit la lucidité que l'on peut avoir, on peut toujours espérer infléchir ou retarder les choses. Et de toute façon il y a le bonheur et la nécessité d'être là avec ou sans illusions. Réforme des retraites qui, articulée avec celles de l'assurance chômage, de l'apprentissage et de la formation, des lycées professionnels et de leur financement, modifie tout le parcours de la vie au travail. Mais, dans sa défaite annoncée, apparut l'évidence de la crise de la démocratie représentative dans l'accumulation de tous les expédients constitutionnels pour imposer une décision déjà prise avant toute « discussion ».

Il y eut la période Covid avec ses confinements et la répression territorialement ciblée pour qui y dérogeait.

Il y eut la radicalité écologique contre les grands chantiers du capital. Mouvements assemblant nombre de militants aux « aspirations anticapitalistes », si ce n'est qu'en filigrane ou ouvertement, on y trouvait souvent la promotion du paysan, de la petite production marchande et du petit commerce, mais coopératifs si possible, « locaux, équitables, bios ».

Il y a l'inflation, phénomène magique, comme venu d'une autre planète pour frapper durement les produits de la consommation la plus courante.

Et chaque fois il y a l'État et ses diverses bandes armées. L'État c'est le gourdin. Derrière chacun de ses appareils, de ses « services », il y a la force. C'est une machine qui transforme la violence réciproque parcourant toutes les facettes de la lutte des classes en seule violence légitime, celle de la reproduction du mode de production capitaliste. Avec la désagrégation du « mouvement ouvrier», de ses instances et institutions, avec le fractionnement de la représentation ouvrière, la démocratie représentative s'effondre en même temps que *la politique* qui est le rapport réciproque de l'État à la *société civile* (transcription en termes étatiques des rapports de production). Les néo-fascistes deviennent libéraux, mènent une politique d'austérité, se rallient à l'UE et à l'OTAN, tandis que la gauche et la droite rivalisent de « réformes » du code du travail et des retraites.

La *représentation* pacifiée en « volonté générale » d'une société reconnue comme nécessairement conflictuelle (c'est là toute la force de la démocratie) est un travail et non un reflet. C'est-à-dire que dans le fonctionnement démocratique de l'État, la réification et le fétichisme sont des *activités*, c'est la politique comme partis, débats, délibérations, rapports de force dans la sphère spécifique de la société civile, décisions. Tout cela a disparu, ou n'a plus d'effets productifs. Le problème de la démocratie est actuellement de ne plus connaître qu'une seule particularité de la totalité sociale apte à concourir, la disparition de l'identité ouvrière et de sa représentation a entraîné toutes les autres dans son naufrage y compris les associations, fronts ou mouvements de « banlieues » ou « quartiers populaires ». Or, seule, comme particularité politique, la classe dominante n'est rien, rien en tant que faire-valoir universel. En effet, seule la classe dominante peut faire valoir son intérêt particulier comme intérêt universel de la société comme ensemble. Or dans la disparition du jeu démocratique, la bourgeoisie joue son universalité. L'universalité sans détermination devient une totalité vide. Il y a un malaise fondamental dans la représentation politique. Partout, les médiations de la violence des rapports sociaux s'effritent.

C'est le travail de représentation qui est en crise. Partout c'est la disparition de l'identité ouvrière et par là de sa représentation politique social-démocrate et/ou communiste qui déstabilise le fondement politique de l'État démocratique. Celui-ci est la pacification d'un clivage social que la démocratie reconnaît comme réel au moment où elle en est la représentation comme affrontement entre citoyens. La démocratie est la reconnaissance du caractère irréductiblement conflictuel de la « communauté nationale », de ce point de vue la reconnaissance de la classe ouvrière a été historiquement au cœur de la construction de la démocratie, elle en fut même le moteur et le critère. Dans les formes politiques actuelles du cours de la crise, on peut relever une crise de *l'hégémonie* de la classe capitaliste. Domination et hégémonie ne sont pas identiques, il peut y avoir domination sans hégémonie. L'hégémonie consiste à produire le cadre incontournable des débats et des oppositions, c'est imposer à l'autre les termes mêmes de son opposition. Quand cela s'effondre, ne reste, pour les plus mal placés dans le jeu, que le gourdin.

Il faut lire un journal anglais (*The Guardian*, 29 juin) pour trouver le témoignage le plus pertinent relatif aux émeutes de cette fin du mois de juin 2023 : « C'était la guerre, je pense vraiment que les jeunes ici se considèrent en guerre. Ils y voient une guerre contre le système. Ce n'est pas que contre la police, ça va plus loin que ça, sinon on ne verrait pas ça partout en France. Ce n'est pas seulement la police qui est attaquée, mais les mairies et les bâtiments publics qui sont visés. La mort de cet adolescent a déclenché quelque chose. Il y a beaucoup de colère mais ça va plus loin, il y a une dimension politique, un sentiment que le système ne marche pas. Les jeunes se sentent discriminés et ignorés »

Quand la relégation dans des quartiers abandonnés par les services publics où la seule présence de l'État c'est la police se comportant comme une bande rivale, où l'emploi est une chimère, la pauvreté une banalité, la vie associative rendue difficile ou détruite, et la violence quotidienne de tous les trafics la réalité, il ne s'agit pas de s'intéresser seulement aux conditions matérielles objectives, mais aussi au processus de subjectivation, c'est-à-dire la façon dont les individus ressentent eux-mêmes *quotidiennement* leur place dans les rapports de production. L'acceptation d'un « système », dans son autoprésupposition, est aussi régulée par des principes normatifs, des valeurs et des obligations. La révolte survient quand les jugements de valeur, les sentiments, vis-à-vis du fonctionnement de la société apparaissent comme transgressés, quand le « système » ne permet plus la possibilité matérielle d'y survivre, quand sont outrepassées les normes et les « principes moraux » qui

quotidiennement contrôlent et régentent le « racisme ordinaire » et le mépris des « pauvres ». Pour la jeunesse des « quartiers », être la « France d'en dessous la France d'en bas » était la norme, mais le meurtre, le confinement sanitaro-policier et l'inflation ont bousculé cette norme, le « contrat » est rompu, l'attaque de la « bande rivale » (l'État), le pillage de nécessité ou non (mais qui peut définir le « nécessaire ») deviennent *nécessaires* pour l'individu concret interpellé alors comme sujet concret.

Gilets jaunes, manifestants contre la réforme des retraites, écolos radicaux de Sainte- Soline, adolescents racisés des « quartiers populaires » tout cela ne se rencontrera pas, ne « convergera » pas tant que chacun restera ce qu'il est. Rien de plus pathétique et pitoyable que ces appels au « mouvement ouvrier » à soutenir la révolte des jeunes de banlieues. Le Pen, Meloni, Vox, l'AfD et consorts en Europe, Trump, Bolsonaro ailleurs, sont en réserve de la démocratie comme contre-feu possible à un éventuel, conjoncturel, événement devenant osmose, *non ce que fut mais de ce qui fit* les Gilets jaunes, la résistance à la réforme des retraites, les luttes écolos radicales, la révolte des pauvres racisés (quelle que soit de par le monde leurs formes d'existence). Cette classe étrange que l'on nomme « prolétariat » ne se constitue que dans la remise en cause par tous et toutes les opprimé.e.s / exploité.e.s de ce qui les définit et non dans leurs revendications en tant que tels et telles.

07/2023

Brève histoire de la mondialisation sous supervision américaine et de sa sénescence

(Tout ce texte est largement inspiré, même de façon critique, du livre de Benjamin Bürbaumer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, Éd. La Découverte, 2024)

Comme, dans ce numéro, le « Propos d'étape » l'annonce, dans leur diversité les textes rassemblés ici trouvent une certaine unité, un certain fondement commun dans la crise de la mondialisation sous supervision américaine. Cette mondialisation n'était que la mise en forme la plus générale, la forme la plus développée, des déterminations essentielles de la restructuration du mode de production capitaliste, c'est-à-dire de l'exploitation, initiée dans les années 1970. La limite et la contradiction de cette mondialisation apparurent, dans la crise débutée en 2008, dans ce qui était sa dynamique même : la déconnexion entre la valorisation du capital (fleurissant dans la mondialisation), et la reproduction de la force de travail. Il faut bien que la *reproduction élargie* se boucle, on peut distribuer tous les dividendes imaginables, mais, même les riches, comme disait le grand-père de Lilli dans *La Gloire de mon père*, n'ont « qu'une bouche et qu'un trou du cul ». Si la Chine tente de court-circuiter la supervision américaine de la mondialisation, c'est que pour l'une comme pour l'autre, la faillite de leur complémentarité dans la déconnexion, les amène à construire des ensembles susceptibles de reconnecter, dans le cadre d'une profonde reconfiguration de la globalisation, la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Tel est maintenant le défi auquel est confrontée, au travers de ses conflits, la classe capitaliste mondiale. La géopolitique n'est que l'expression au travers de toute une série de médiations de contradictions essentielles de l'accumulation du capital[148].

Dans les années 1970, dans la mesure où « L'hégémonie correspond à une configuration internationale où un État est en situation de faire de son type d'organisation sociale un modèle universel et de garantir avec les moyens de contrainte dont il dispose un ordre international ouvrant aussi aux États et régions subordonnées des perspectives de stabilité et de développement [149]», un changement en profondeur du capitalisme américain, en tant que fraction

[148] Nous y revenons dans le texte « Ukraine 22 », dans ce numéro.

[149] Benjamin Bürbaumer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, Éd. La Découverte, 2024, p. 12-13.

dominante du capitalisme mondial (y compris vis-à-vis du « Bloc soviétique ») devait être opéré.

Aux États-Unis, le capital transnational proposait une sortie, et l'intégration de la Chine dans la mondialisation en cours du capitalisme faisait partie de la réponse à cette crise. Quand les investissements à l'étranger provoquaient une réduction des coûts de production, la fraction transnationale du capital américain (et, secondairement, celles du Japon, du Royaume-Uni, de la France,...) a vu ses intérêts converger avec ceux du secteur financier (déjà à l'avant-garde de la mondialisation avec le marché des euro-dollars dans les années 1960) pour former une alliance en faveur de la libre circulation des capitaux et des marchandises. Cette libre circulation signifiait la flexibilisation des taux de change[150], en conséquence la réduction des dépenses publiques et de la fiscalité et, enfin, la précarisation, dans ses divers aspects, de tous les emplois.

Ce qui définit la mondialisation « sous supervision américaine », imposant le « libre »-échange, la libre circulation des capitaux, c'est le découpage du capital productif en participations financières, la prise de contrôle d'une partie significative du capital national d'un pays tiers, c'est-à-dire la désorganisation du capital national des pays-cibles qui perdent des projets cohérents et distincts de la politique internationale des États-Unis.[151] La politique d'autres pays s'y articulait, au point parfois de s'y confronter, comme celle du Japon (sur leur territoire même et au Mexique, ainsi qu'en Asie de l'Est), et de quelques pays européens.

Avec de nombreuses mesures de dérégulation (financières, du marché du travail, privatisations et mise en concurrence dans les services publics) l'avancée décisive de la mondialisation sous supervision américaine a eu lieu sous Jimmy Carter (1977-1981). La hausse violente des taux d'intérêt en 1979, connue comme « choc Volcker », provoqua un afflux de capitaux aux États-Unis. Mais auparavant, déjà sous Gerald Ford (1974-1977), l'encadrement des flux financiers par les autorités publiques est remplacé par des produits assurantiels de couverture offerts par les sociétés de Wall Street ; les statuts du

[150] La flexibilisation des taux de change remet en cause l'indépendance nationale de la création monétaire (mise à part la grande latitude d'action des États-Unis). L'« inflation rampante » et l'endettement en grande partie national permettaient de financer les dépenses sociales étatiques.

[151] Bürbaumer voit étrangement la fin de Bretton Woods annoncée par Nixon en 1971 comme contraire à cette internationalisation du capital transnational américain, alors qu'évidemment elle assure une domination sans conteste du dollar : « Le dollar est notre monnaie. Mais c'est votre problème » (John Connaly, secrétaire américain au Trésor, à Bernard Ésambert, conseiller de Pompidou, en 1972).

FMI sont révisés en 1976 : institutionnalisation des changes flottants, suite aux accords de la Jamaïque (1/1976). Les États-Unis avaient mis fin à leur propre contrôle des capitaux en 1974 et promu la dérégulation financière.

En 1981, Reagan apporte la touche finale et absolument fondamentale, la touche sans laquelle le reste est un château de cartes : le resserrement monétaire est couplé au démantèlement de pans entiers de l'État-providence, aux réductions d'impôts au bénéfice des entreprises et des investisseurs, aux coupes budgétaires, aux attaques contre les syndicats. Les interactions économiques avec la Chine jouent alors un rôle crucial pour que cette attaque des capacités de réalisation du marché intérieur états-unien ne soit pas catastrophique. Dans le même mouvement, en 1985, avec les accords du Plaza, le Japon ouvre ses marchés financiers et accepte de participer à la dévaluation du dollar ; de même, en Europe, le « Marché unique » de la CEE entérine une dérégulation financière générale. Les crises provoquées par le « choc Volcker »[152] sont une opportunité pour ouvrir les « pays périphériques » à une libéralisation sans précédent, au travers des privatisations, du démantèlement du (modeste) droit du travail, de la réduction de la fiscalité des entreprises ; de nombreuses sphères de profit s'ouvrent alors dans ces pays. Cependant, en 1982, à la suite de la décision de la Fed, la fuite massive de capitaux avait souligné la fragilité de la déréglementation complète de la circulation des capitaux. En 1988, le Comité de Bâle régulant les réglementations bancaires privées et les relations entre banques centrales définit l'obligation pour les banques d'augmenter leur capital en fonction du risque de leurs actifs. Le résultat fut une massive réorientation des fonds vers les actifs les plus sûrs : les obligations du Trésor américain. D'un côté l'expansion des flux financiers n'était pas restreinte, de l'autre leur expansion finançait les déficits américains.

« Plus la libéralisation d'un pays est achevée, plus les multinationales peuvent s'approprier ses joyaux économiques, […] cette gestion a probablement précipité le plus grand transfert d'actifs en temps de paix des propriétaires nationaux vers des propriétaires étrangers au cours des cinquante dernières années. Mais il est fondamental de comprendre que ces conditions ne favorisaient pas formellement les entreprises d'un pays au détriment de celles d'un autre. Un indice important du rôle de superviseur général du capitalisme mondial joué par l'État américain réside dans le fait qu'il n'a pas profité de son influence auprès du FMI et des pays débiteurs pour obtenir des avantages

[152] Pour une explication détaillée, voir les textes « Le grand détournement » et « Sur terrain instable » sur le site realite.world

spécifiques pour les firmes états-uniennes. Le Trésor a même rejeté un fléchage de la restructuration en leur faveur, ce qui aurait été un aveu d'échec dans la supervision du capitalisme global. L'objectif de l'État américain n'a jamais été d'ouvrir les différentes régions au seul capital transnational américain ; dès le départ, il s'agissait de rendre les différents pays du monde, y compris l'espace postsoviétique après 1991, accessibles au capital transnational en général, peu importe son origine. Construire le capitalisme global exigeait non seulement une puissance de feu financière considérable, mais aussi un travail de coordination substantiel entre acteurs publics et privés de différents pays que seul l'État américain était alors capable de mener [153].»

Il ne peut y avoir de capital dominant que celui qui offre une reproduction globale du capitalisme et une perspective viable aux capitaux dominés. Les « années Reagan » ont marqué la construction d'un ordre mondial centré sur les États-Unis. Ces mêmes années ont défini à la fois la puissance de la dynamique de la mondialisation sous supervision américaine, et la contradiction qui la mine : la double déconnexion de la valorisation du capital et de la reproduction de la force de travail. À partir des années Reagan : « …la part croissante des 10 % et surtout des 1 % les plus aisés dans les richesses totales […] s'est en effet traduite par un recul des capacités de consommation relatives de l'immense majorité de la population américaine. […] Deux options existent : on peut baisser les prix relatifs des biens de consommation ; ou viser une certaine stabilisation grâce à l'endettement. De fait, les deux options ont été mobilisées, et la Chine y a joué un rôle crucial [154].»

Les États-Unis ont joué sur les deux tableaux en s'appuyant sur deux dynamiques : « … la transformation postsocialiste et la fin des expériences développementistes d'une part ; la libéralisation des flux commerciaux et financiers d'autre part. La première a produit un doublement de la force de travail mondiale. […] Pour pouvoir exploiter cette force de travail abondante et relativement bien formée, les capitaux devaient néanmoins pouvoir y accéder. C'est là que la libéralisation est intervenue. Décider de ce que des ouvriers chinois ou roumains produisaient présupposait généralement de pouvoir investir dans ces pays – d'où le rôle crucial de la libéralisation des flux de capitaux. Or les investissements dans des pays étrangers ne peuvent engendrer des profits que s'il est possible de distribuer à travers le monde les marchandises qui y sont produites.

[153] B. Bürbaumer, *op. cit.*, p. 51.
[154] *Ibid.*, p. 60

« À quoi bon produire du prêt-à-porter au Bangladesh – que la population locale ne peut consommer à cause de salaires extrêmement faibles qui attirent justement les multinationales du textile – si son exportation est finalement peu rentable en raison de droits de douane, quotas ou différences réglementaires ? […] Certaines grandes multinationales ont également été en mesure d'exercer un pouvoir considérable sur des fabricants étrangers sans même en être les propriétaires formels. Pour cela, il suffisait de disposer des leviers permettant de *contrôler les chaînes globales de valeur* [nous soulignons], à savoir la propriété des technologies clés et l'organisation des réseaux de distribution indispensables à la production[155].»

D'une part, la pression sur les prix avait pour but de pallier la très faible croissance des salaires de la majorité des Américains, d'autre part le crédit s'est envolé. Ces mesures ont augmenté artificiellement les capacités de consommation d'une majorité d'Américains relativement appauvris.

Ce qu'on appelle « chaînes globales de valeur », n'est pas une simple division du travail à l'échelle mondiale fragmentant le processus de production lui-même et le séparant de la production des technologies clés, de la distribution, du financement (changes, crédits, placements financiers). La fragmentation est une captation et une monopolisation des moments de l'ensemble de la chaîne pouvant assurer les profits les plus élevés, le plus souvent sous la forme de surprofits et de rentes sur la « propriété intellectuelle ». En revanche, pour les « pays périphériques » c'était se procurer les dollars nécessaires au remboursement de leurs fortes dettes (aggravées ou produites par la mondialisation...).

« Derrière l'apparence d'une simple réorganisation technique de la division géographique du travail se cachent des changements majeurs dans les rapports de forces entre capitaux des pays avancés et capitaux des pays périphériques, mais aussi plus généralement *entre travail et capital* [nous soulignons], rendus possibles par le nœud financiarisation-mondialisation. En effet, les protagonistes des chaînes globales de valeur sont les firmes leaders. Elles supervisent la fabrication d'un bien à partir d'une série d'usines souvent dispersées dans différents pays, chacune fournissant un bien intermédiaire indispensable à l'assemblage du bien final, qui a lieu dans des pays où le coût de la main-d'œuvre est faible. Si, dans le détail, on peut identifier une variété de motifs constitutifs de la formation de la chaîne – la réduction des risques par la multiplication des implantations, la baisse des coûts de production (force de

[155] *Ibid.*, p. 60-61.

travail, terres, énergie, matières premières) ; l'augmentation de la flexibilité – un point commun émerge. Tous ces motifs contribuent à redresser la profitabilité du leader au détriment de nombreux fournisseurs, obligés d'accepter une concurrence acharnée pour s'insérer dans un petit nombre de chaînes, et surtout de leurs employés. Les firmes leaders sont généralement de grandes firmes issues des pays avancés dont l'activité se concentre sur le contrôle oligopolistique de l'accès aux marchés finaux et qui visent le monopole sur les technologies clés. Loin d'homogénéiser le monde, la mondialisation consiste en l'exploitation de son hétérogénéité par les multinationales. […] Grâce aux chaînes globales de valeur, les multinationales réalisent des profits sans accumulation, ou plutôt des profits fondés sur une accumulation par correspondance, qui impose aux fournisseurs la charge de l'investissement[156] .»

Même si au cours du processus de formation de la mondialisation, l'État américain a veillé à ne pas biaiser explicitement la dérégulation en faveur du capital transnational américain, ce processus présentait et assurait de fait des avantages pour les multinationales américaines, les grandes firmes étant de façon disproportionnée américaines. « Alors que l'économie américaine représentait 29 % du PIB mondial en 1998, elle fournissait près de la moitié des 500 plus grandes multinationales[157] .»

En proportion des profits nationaux, les bénéfices enregistrés par les filiales étrangères de firmes multinationales américaines sont passés de moins de 10 % dans l'après-guerre à 20 % dès les années 1980 et à environ 35 % dans les années 2020. Si on ajoute aux revenus de l'investissement productif ceux des placements financiers, le rapport explose dans les années 1980, se situant en moyenne autour de 67 %. Les multinationales américaines se sont approprié des profits colossaux dans le reste du monde et notamment en Chine. Le taux de profit américain a pu remonter à partir des années 1980, malgré l'absence d'une véritable relance de l'accumulation aux États-Unis.

La « doctrine Clinton[158] » consistait à éliminer les obstacles au commerce et surtout à l'investissement états-unien, ses principaux succès furent la mise en place de l'ALENA (Accord de Libre-Échange Nord-Américain : Canada, États-Unis, Mexique, signé en 1992) et de l'OMC, ainsi que l'intégration de la Chine dans la mondialisation. Au cours des années 1990, la Chine se renforce surtout en tant que plateforme de production pour l'exportation et de rapatriement sans entrave des profits. Les dévaluations

[156] *Ibid.*, p. 93-94.
[157] *Ibid.*, p. 61.
[158] Voir, dans ce numéro, la note 9 dans « Ukraine 22 ».

successives du renminbi par rapport au dollar entre 1981 et 1994 ont représenté un double cadeau aux multinationales étrangères : le pouvoir d'achat de leurs investissements en Chine a été multiplié, tandis que les exportations depuis ce pays sont devenues incroyablement compétitives.

Selon Bürbaumer, cette mécanique bien huilée souffrait d'un maillon faible : « La mondialisation impliquant par définition une *multitude de souverainetés étatiques* [nous soulignons], les États-Unis sont incapables de maîtriser intégralement le processus même sur lequel leur stabilité reposait. C'est sur fond de cet édifice fragile qu'il faut comprendre la montée en puissance de la Chine. Susceptible de défier la supervision américaine du capitalisme global, elle risque de mettre en cause non seulement la profitabilité des multinationales, mais aussi la stabilité politique sur le sol américain [159].»

Bürbaumer considère la « multiplicité des souverainetés étatiques » comme le fond du problème en ce qui concerne la crise de la mondialisation sous supervision américaine (d'où le sous-titre de son livre). Nous considérons, en revanche, que ces « souverainetés étatiques » sont définies ou redéfinies par la mondialisation elle-même, elles ne sont pas, pour la plupart, en elles-mêmes le problème. Les souverainetés étatiques ne deviennent un problème que lorsque la crise de la mondialisation dont le fondement est la double déconnexion les remet sur le devant de la scène, et les place en situation de pouvoir être un élément du dépassement de la contradiction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail.

Les objectifs fondamentaux associés à la participation de la Chine à la mondialisation ont divergé dès le départ : relancer la profitabilité des grandes firmes et maintenir de bas salaires réels grâce à des importations massives de biens de consommation de faible coût d'un côté ; accélérer le développement et la puissance nationaux de l'autre. Les premières zones économiques spéciales (ZES) sont créées en 1979, à partir de là, l'ouverture chinoise est lente, heurtée et graduelle[160]. Entre 2000 et 2004, les entreprises créées par des investisseurs étrangers réalisent encore plus de 50 % des exportations de la Chine. Jusqu'en 2008, dans les secteurs les plus gourmands en technologies, les entreprises à capitaux exclusivement étrangers sont totalement incontournables : elles comptent pour 70 % des exportations dans l'équipement électronique et leur part monte à 80 % dans les machines-outils, voire à 90 % pour les ordinateurs et équipements associés. Hors les entreprises

[159] B. Bürbaumer, *op. cit.*, p. 64-65.
[160] Voir : Chuang, *La transition de la Chine vers le capitalisme*, à paraître aux Éd. Senonevero/Entremonde.

étrangères, la Chine demeurait un exportateur de biens manufacturés à faible contenu technologique.

L'objectif chinois du « développement national » a consisté à sacrifier le marché intérieur. « Le démantèlement du service public et l'inflation ont conduit à une déflation des revenus réels. […] Dans la même veine, il est permis de douter de l'existence d'une nouvelle classe moyenne dont les capacités de consommation irrigueraient l'ensemble de l'économie chinoise. […] En réalité, à peine 13,39 % de la population chinoise correspond au seuil de 10 à 20 dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat) que les économistes et organisations internationales retiennent habituellement pour définir la classe moyenne. […] Plus que l'émergence d'une classe moyenne, on assiste à la transformation des paysans en ouvriers. C'est en fin de compte une prolétarisation cohérente avec la tendance à la baisse du taux de consommation (51 % du PIB en 1980, 37 % en 2020) [161].»

La pression à la baisse des salaires en Chine non seulement permet leur contrôle dans le reste du monde et se transmet du fait de l'extraversion de l'économie chinoise. *L'insertion chinoise est un moment de la déconnexion.*

« Depuis le début de la libération, en ratio du PIB, la consommation a subi une baisse notable alors que l'investissement a connu une forte hausse. Depuis les années 2000, le taux d'investissement gravite même autour de 40 %, soit près du double des pays avancés. La mobilisation d'un tel volume de capitaux à des fins d'investissement a été rendue possible par la baisse de la part du travail dans le revenu national. Dans le même temps, cette accumulation rapide a engendré une augmentation considérable de la productivité du travail – au point de dépasser la capacité de l'économie chinoise à créer des emplois. S'est ensuivie une multiplication de chômeurs urbains qui, combinée à l'afflux de travailleurs ruraux, a œuvré au maintien d'une armée de réserve industrielle limitant la hausse des coûts de la main-d'œuvre. La raison principale de la hausse de la productivité du travail se trouve dans l'utilisation renforcée de machines. Or cette utilisation accrue de biens d'équipement pesait en l'absence de réels progrès technique sur l'efficacité du capital. Alors qu'en 1980, il fallait deux à trois dollars d'investissement pour obtenir un dollar de croissance supplémentaire, il fallait en 2000 quatre dollars d'investissement pour le même résultat. Issue du cœur du processus d'accumulation, cette diminution de l'efficacité du capital est au fondement de la baisse du taux de profit en Chine depuis les années 1990. Afin de compenser cette baisse, les entreprises ont alors été incitées à augmenter

[161] *Ibid.*, p. 98-99.

leur masse de profit en produisant plus. Autrement dit, elles ont entretenu des surcapacités de production (au grand bonheur des firmes leaders) et reconduit ainsi une accumulation dont elles tiraient proportionnellement de moins en moins de bénéfices [162].»

Surcapacités et « surnuméraires »[163] se répondent. Le choix de la relance par la surproduction peut surprendre. Elle a exacerbé la déconnexion originaire et manifeste de l'expansion chinoise entre la demande intérieure et l'investissement. En 1992, durant la « révolte de Tian'anmen », les « troubles » ne sont pas limités à une protestation étudiante et démocratique et comportent une forte composante ouvrière due à la mise sous pression de tout le secteur public. Au moment du gigantesque plan de relance succédant à la crise de 2008, Bo Xilai, favorable à une meilleure redistribution est exclu du Parti Communiste Chinois au 18e congrès (2012) qui officialise le leadership de Xi Jinping et la victoire du courant libéral. Dès 2008-2009 la Chine a enregistré entre 20 et 36 millions de chômeurs supplémentaires. Le plan de relance de 2008 accentue la suraccumulation (villes fantômes et surcapacités) tout en instaurant un gel des salaires et une réduction des cotisations patronales.

La conquête des marchés étrangers se fait alors plus agressive dans les secteurs stratégiques : technologies de l'information, automobile, construction navale, acier, ingénierie mécanique. Avec le lancement, quelques années après, des Nouvelles Routes de la Soie, les entreprises chinoises chassent sur les terres du capital transnational américain. Il fallait inverser la tendance du taux de profit : avant la crise de 2007-2008, les dépenses de recherche et développement n'ont jamais dépassé le faible taux de 1,5 % du PIB. En outre, la diffusion du progrès technique par les investissements directs rencontrait des obstacles d'assimilation liés au manque d'experts. Les entreprises chinoises devaient s'engager elles-mêmes dans les échanges internationaux afin de diminuer la surproduction et de moins dépendre des firmes leaders étrangères. L'État renforce son contrôle sur l'ouverture économique en procédant à une restructuration des entreprises d'État qui a abouti à la formation de conglomérats monopolistiques dans des secteurs cruciaux, comme les ressources naturelles, les télécommunications, la finance et les travaux publics : « Parmi les 500 plus grandes entreprises chinoises en 2012, on comptait 310 entreprises publiques qui représentaient 80 % du chiffre d'affaires et 90 % des profits de cette liste. Les trente premières places de ce classement étaient toutes occupées par des entreprises sous contrôle étatique qui faisaient partie

[162] *Ibid.*, p. 95-96.
[163] Voir, dans ce numéro les problèmes soulevés par cette notion dans « Gaza 2024 » et « Sur *Stoff* N°1 »

des plus grandes firmes mondiales. Reflet de la puissance des conglomérats, la liste des 500 plus grandes firmes mondiales du magazine *Fortune* comptait en 2020 non plus 10 entreprises chinoises, comme en 2000, mais 124 dont 91 sous contrôle étatique [164].» Pour les cadres du Parti, outre les avantages matériels, il s'agit *d'empêcher la formation d'une classe capitaliste* puissante identifiant ses intérêts avec ceux du secteur privé et des sociétés transnationales. Même parmi les 100 plus grandes firmes privées, 95 sont sous le contrôle d'une personne impliquée dans l'État-Parti.

Quand Bürbaumer écrit : « La Chine, tenue par l'impératif de stabiliser sa propre dynamique d'accumulation par la conquête des marchés mondiaux, en est venue à questionner l'organisation même de la mondialisation [165].», il faudrait plutôt renverser les causalités : c'est la crise de la *mondialisation sous supervision américaine* dont le fondement est la double déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail qui a amené la Chine à « questionner l'organisation même de la mondialisation ». Mais elle la « questionne » dans les termes mêmes du problème. L'affrontement actuel (2025) entre les États-Unis et la Chine n'est que la *forme géopolitique* de la crise de la mondialisation sous supervision américaine, sans en changer les termes. En effet, le régime d'accumulation extraverti de celle-ci est essentiellement le produit de son intégration dans la mondialisation sous supervision américaine, sur la base et dans la dynamique de sa politique d'un développement économique « complet » et de puissance, qui s'en trouve largement modelé, tout en en profitant

.

Dans ce cadre, la stratégie chinoise actuelle est efficace, mais ne présente pas, contrairement à l'affirmation de Bürbaumer un « caractère novateur et subversif [166]». La stratégie chinoise de mettre en place, à son avantage, une nouvelle infrastructure pour l'économie mondiale ne bouleverse pas, comme le montre le développement du capitalisme en Chine (nous n'écrivons pas « capitalisme chinois »), la double déconnexion à l'origine (et fondement) de la mondialisation telle que définie dans sa supervision américaine.

Il est vrai, comme le souligne Bürbaumer, que « Si la rivalité sino-américaine est aujourd'hui si intense, c'est parce qu'elle ne porte pas simplement sur des parts de marché, mais sur les marchés en tant que tels. […] L'enjeu premier concerne les infrastructures mêmes sur lesquelles est

[164] *Ibid*, p. 112-113.
[165] *Ibid*., p. 115.
[166] *Ibid*., p. 118.

construite la mondialisation. […] En effet, les gains engrangés grâce au contrôle des infrastructures de l'économie mondiale sont autrement importants et durables que des gains de parts de marché ponctuels ». Dans la mondialisation sous supervision américaine, les États-Unis gardaient la main sur les principaux goulets d'étranglement de l'économie mondiale. Les pays connectés par les NRS (Nouvelles Routes de la Soie) se voient intégrés dans une nouvelle division territoriale du travail : sécuriser l'accès à des matières premières stratégiques ; connexion avec l'Asie centrale et développement de l'Ouest chinois.

La part du contenu national dans les exportations chinoises n'a cessé de croître depuis le début des années 2000. Grâce à un développement technologique rapide, la Chine peut se passer d'une portion croissante de composants étrangers ; elle les produit localement et se débarrasse ainsi de plus en plus des entreprises étrangères captant une partie de ses revenus d'exportation.

Pour les entreprises chinoises il s'agit maintenant de *fixer les normes*, les réglementations techniques, c'est-à-dire détenir un avantage compétitif institutionnalisé. L'obligation d'utiliser des brevets constitue des rentes, les normes créent des dépendances durables, aujourd'hui 35 % des contributions aux normes relatives à la 5G viennent de firmes chinoises. Il n'empêche que les États-Unis et leurs partenaires subordonnés ouest-européens, sud-coréens ou taïwanais gardent pour l'instant la main sur l'infrastructure technique mondiale. L'innovation permanente sur la taille des puces échappe encore aux entreprises chinoises et le monopole sur les technologies nécessaires à leur découpage est détenu par une seule entreprise néerlandaise tenue en laisse par l'administration états-unienne.

Depuis quelques années les entreprises chinoises ont entamé un rattrapage technologique dans ce domaine.

« Néanmoins, pour l'heure, ce rattrapage technologique ne se traduit pas en revenus sonnants et trébuchants pour la Chine. Sa balance de revenus associés à l'utilisation de la propriété intellectuelle s'est dégradée au cours des dernières décennies et elle est aujourd'hui fortement négative, à hauteur de 35 milliards de dollars en 2022 […] À l'inverse les États-Unis jouissent d'un solde positif de plus de 77 milliards en 2022. Ce qui montre que le monde entier utilise les brevets américains [167]».

La bataille des puces est au cœur de la course pour la supériorité économique mondiale ; « La conception des puces est incomparablement plus

[167] *Ibid.*, p. 146.

exigeante que leur fabrication qui est elle-même autrement plus sophistiquée que leur assemblage. Historiquement, la Chine est avant tout présente dans le dernier segment. Les producteurs taïwanais et sud-coréens fabriquent et la conception se déroule dans les pays du centre capitaliste mondial surtout aux États-Unis. […] cette segmentation implique une hiérarchie en termes de leviers politiques [priver un assembleur des puces les plus avancées le conduit dans une impasse durable] […] Cette situation asymétrique rend la Chine vulnérable aux technologies étrangères. Ses avancées en matière d'IA ou dans d'autres domaines de pointe dépendent de composants importés et conçus ailleurs en particulier de la technologie clé que représente les semi-conducteurs. Plus la Chine progresse dans les domaines de haute technologie, plus elle s'expose au bon vouloir des fournisseurs de puces étrangers et surtout à celui de leurs gouvernements[168] .»

Les États-Unis sont toujours en mesure de contrôler les nœuds centraux de la chaîne de valeur de l'économie des semi-conducteurs. Même pour les puces de 7 nanomètres (actuellement la norme la plus avancée est de 3 nanomètres, 2 nanomètres est en cours de réalisation), les fabricants chinois restent dépendants de machines de haute précision étrangères. Mais dans ce domaine des hautes technologies, la situation évolue vite. La Chine y investit d'énormes moyens. Elle vise à un découplage technologique d'avec les États-Unis, en créant un « système indépendant, autosuffisant et contrôlable ».
Répliquant aux sanctions américaines précédentes (avant Trump), Huawei a développé son propre système d'exploitation, *solide* rival d'Android et d'iOS (Apple). Il se développe en dehors de la Chine, surtout dans le monde non occidental où il est en train de se généraliser. Ajoutons que la Chine est à la pointe dans de nombreuses technologies de la « transition énergétique ».

Mais ce qui assure encore aux États-Unis la supervision globale de la mondialisation, son organisation et sa police, c'est, accompagnant leur puissance militaire, la suprématie financière et monétaire du dollar qui leur procure un pouvoir extraterritorial confortant la reproduction des rapports sociaux capitalistes sur leur propre territoire national. Cette reproduction définit tout *capitalisme national* (l'expression de capitalisme national est préférable à celle de capital national en ce qu'elle renvoie à un système et non à une relation de propriété ou d'origine) dans la segmentation de la péréquation *toujours tendancielle* du taux de profit.

Bürbaumer analyse et expose la suprématie du dollar au travers des fonctions de la monnaie, il en distingue trois : intermédiaire des échanges, unité

[168] *Ibid.*, p. 152.

de compte, réserve de valeur [c'est proche mais pas exactement identique à la nomenclature de Marx – *Contribution* ; *Capital* ; *Grundrisse*].

En tant que moyen d'échange, le dollar est la « monnaie clé » c'est-à-dire la monnaie servant d'intermédiaire entre deux monnaies moins internationalisées. Le dollar assure 90 % des échanges et il est le principal moyen d'intervention sur le marché des changes pour protéger la valeur d'une monnaie nationale.

En tant qu'unité de compte, le dollar est la monnaie dans laquelle sont facturées les transactions privées, il fonctionne alors comme un étalon mesurant la valeur des marchandises échangées. « Dans la sphère publique, l'unité de compte s'exprime par l'ancrage des taux de change. L'ancrage traduit la valeur d'une monnaie nationale exprimée en monnaie internationale. […] La part du dollar dans l'ensemble des ancrages représente 54 % en 2019 […] une baisse par rapport au point culminant de 60 % en 1998 [169].» L'Euro occupe la seconde place avec 29 % des ancrages. Même si aucune percée du renminbi n'est identifiable à l'échelle mondiale, « Les autorités monétaires malaisiennes, philippines, singapouriennes et thaïlandaises accordent désormais plus de poids au renminbi qu'au dollar dans la gestion des changes[170] .»

En tant que monnaie de réserve : le placement de l'épargne nécessite une monnaie liquide et stable avec des marchés d'une grande profondeur et présentant une multiplicité d'actifs possibles. Le dollar arrive en tête suivi de l'Euro, le renminbi n'apparaît pas dans les statistiques.

La *domination monétaire* dépend de plusieurs critères :

1) Disposer d'une grande économie nationale. Critère nécessaire mais pas suffisant :
   l'économie chinoise est la deuxième du monde, sa monnaie n'occupe pas le deuxième rang.
2) Être solidement inséré dans l'économie mondiale. Pourtant la Chine plaque tournante des exportations ne peut que marginalement facturer dans sa propre monnaie.
3) Être une monnaie de réserve : avoir des marchés financiers développés. Là, pour l'instant, la Chine est hors-jeu[171], malgré une indéniable progression : la détention d'actifs chinois par des opérateurs étrangers a presque triplé entre 2017 et 2020 mais le volume de départ était si faible que la multiplication est rapide. Le renminbi est cependant la principale monnaie de réserve en Russie,

[169] B. Bürbaumer, *op. cit.*, p. 179.
[170] *Ibid.*
[171] *Ibid.*, p. 184, et 193 à 196.

Inde, Corée du Sud, Brésil, Afrique du Sud, Australie[172]. La Chine vise la mise en place d'une autre infrastructure financière mondiale dans laquelle l'État jouerait un rôle stabilisateur plus affirmé. La popularité croissante du renminbi bénéficie également de la transformation croissante du dollar en arme politique explicite : sanctions financières ; bannissement du circuit des échanges globaux ; gel des actifs ; couper l'accès à la finance libellée en dollars. Cela affaiblit la confiance internationale et de nombreux pays accumulent de l'or. La Chine a construit avec les pays traversés par les Nouvelles Routes de la Soie une alternative, appelée CIPS, à Swift (entreprise néerlandaise, entièrement soumise à sa dépendance au dollar, assurant et sécurisant les paiements internationaux). Mais, le contournement de Swift par CIPS reste limité : 80 % des paiements sur CIPS reposent en fait sur la messagerie de Swift. Les 20 % restant c'est le commerce « sanctionné » avec la Russie.

4) Être une grande puissance militaire : gage de stabilité. La montée en puissance militaire de la Chine et la modernisation de l'APL (Armée populaire de libération) progressent à un rythme rapide. Selon l'organisme de coordination des agences de renseignement américaines, « Pékin accélère le développement des capacités clés », elle a les moyens de relever un défi mondial. Dans certains domaines, elle a déjà égalé ou dépassé les États-Unis. Sa marine, par exemple, est la plus grande au monde et compte la plus forte proportion de navires récents. Son développement est fondamental pour sa politique de puissance dans l'Indo-Pacifique et pour protéger les voies maritimes stratégiques pour ses approvisionnements et son commerce. Mais l'US navy garde l'ascendant technologique (pour l'instant ?), et elle a un énorme avantage sur la Chine car elle dispose de bases partout sur la planète.
5) Enfin : promouvoir un ordre international « désirable » vis-à-vis des autres États, c'est-à-dire proposer un « projet politique mondial ». La Chine, face à la politique des États-Unis de Trump, se pose comme responsable, élément de stabilité dans les relations internationales, et affirme défendre le multilatéralisme. Se présentant comme la porte-parole des divers pays du « Sud global », elle reprend et instrumentalise (comme le fait la Russie...) leurs critiques de l'« Occident » et leur propose d'échapper à sa domination politique et économique. Mais (pour le moment ?) cela reste des ébauches ou des déclarations d'objectif.

[172] *Ibid.*, p. 199.

Les États-Unis remplissent *encore* tous ces critères, mais d'une façon qui ne va plus d'elle-même. Il faut prendre aussi en considération la persistance de l'or et son importance croissante exprimant une méfiance croissante vis-à-vis du dollar. Il est très important de considérer de façon distincte l'évolution des différentes fonctions de la monnaie. En effet, en tant que moyen d'échange, le renminbi jouit d'un énorme potentiel de montée en puissance. Cela avait été la trajectoire du dollar avant de supplanter la livre comme monnaie de réserve. Aujourd'hui le plus grand importateur de pétrole est la Chine, son « pétroyuan » est accepté par le Venezuela, la Russie, l'Iran et l'Indonésie et il peut être recyclé à Shanghai (cela n'est pas sans rappeler la stratégie américaine des pétrodollars en 1973-1974, les dollars étant replacés aux États-Unis), l'Inde et le Pakistan utilisent le renminbi[173] pour acheter du pétrole russe.

« Pour les États-Unis, la perte de leur privilège monétaire [ils peuvent s'endetter "indéfiniment" avec leur propre monnaie] se révélerait très coûteuse. Ce dernier est en effet sous-jacent à la profitabilité du capital transnational américain et au pouvoir extraterritorial de l'État américain. C'est une pièce maîtresse de la supervision du capitalisme global. Bénéficier d'une manne d'argent réellement magique facilite le financement de la paix sociale à l'intérieur et favorise le déploiement du *soft power* à l'extérieur, ainsi que l'entretien d'un réseau étendu de bases militaires à travers le monde. […] Pour le reste du monde la dépendance au dollar est une source de vulnérabilité. Les pays gravitant dans l'orbite de Washington tendent à s'en accommoder docilement, mais tel n'est certainement pas le cas de Pékin. *Produit de l'intégration de la Chine dans la mondialisation, son régime d'accumulation extraverti pousse les autorités du pays à accorder une attention particulière aux goulets d'étranglement internationaux* [nous soulignons]. À l'instar de la mise en place de ses propres infrastructures physique, technique et numérique, Pékin promeut activement l'internationalisation de sa monnaie. Au vu de l'effet de réseau sous-tendant la suprématie du dollar et la volonté de fer de Washington de préserver son privilège exorbitant, c'est nécessairement une démarche méthodique de longue haleine. Et ce d'autant plus que la Chine promeut en même temps *une autre variété de marchés financiers* [idem], capitalistes d'État, pour l'économie mondiale. […] *Sous-produit de la mondialisation sous l'égide américaine, l'ascension de la Chine engendre bel et bien des fissures dans l'édifice sur lequel se fonde le privilège exorbitant des États-Unis »*

[173] *Ibid.,* p. 214-215.

L'histoire monétaire depuis les accords de Bretton Woods (1944), puis les transformations de la fin des années 1960-début des années 1970 (eurodollars et pétrodollars, « choc Nixon », accords de Nairobi puis de la Jamaïque), les soubresauts de la domination (« choc Volcker » : 1979-1982, et accords du Plaza : 1985) et la crise financière de 2008 soulignent que le « privilège monétaire », régulièrement remodelé, est un souci constant des États-Unis. En 2008, alors que le système financier américain est sur le point d'imploser, « paradoxalement » c'est la Fed qui s'impose comme prêteur en dernier ressort mondial, elle « sauve le monde » en l'inondant de dollars (système des swaps[174]).

Après 2008, l'adoption de politiques monétaires conventionnelles et « non conventionnelles », produit une offre illimitée de liquidités en dollars mais sélective selon les pays[175]. La légère et passagère augmentation des salaires que l'on a pu observer est toujours demeurée inférieure à celle de la productivité.

Les États-Unis cherchent alors à *éviter la mise en place de mesures protectionnistes*. Au sommet du G20 de Londres en 2009, ils font adopter une coordination des plans de relance nationaux. Ils mettent en mouvement la négociation d'un traité de libéralisation avec l'Union européenne (TAFTA), un autre avec plusieurs pays asiatiques (TPP), c'est l'agenda de libre-échange le plus ambitieux depuis l'ALENA et le Cycle d'Uruguay dans les années 1990. « En pensant que le cours de la mondialisation allait tranquillement reprendre après la crise, Washington semblait avoir omis la variable "Chine" dans l'équation [176].» Mais, *l'essentiel* n'est pas d'avoir « oublié la variable chinoise » mais ce qui est à la racine de cet « aveuglement » : la poursuite et la fuite en avant dans la déconnexion entre la valorisation du capital (dominée par le capital transnational) et la reproduction de la force de travail. Déconnexion mondialisée dont la formidable expansion chinoise était le résultat et la condition du succès.

---

[174] Un swap est un contrat établi entre deux parties afin d'échanger un flux financier contre un autre flux, selon un échéancier fixé à l'avance (durée, montant des paiements, méthode de calcul de ces paiements). Il en existe différents types : taux, devises, actions, matières premières, créances diverses. A la suite de la crise de 2008, le système des swap a consisté en un échange de monnaie entre les États-Unis et des pays à monnaie menacée.

[175] Voir Quinn Slobodian, *Le capitalisme de l'apocalypse : ou le rêve d'un monde sans démocratie,* Éd. du Seuil, 2025 (première édition anglaise : 2023). Le livre est intéressant mais le titre est bêtement racoleur et le sous-titre est stupide : pas besoin de rêver, c'est déjà le cas pour les 3/4 des habitants de la planète et, là où elle existe, la démocratie est tributaire de son inexistence ailleurs.

[176] B. Bürbaumer, *op. cit.*, p. 106.

La crise de la mondialisation sous supervision américaine montre à l'évidence que la dite mondialisation n'est pas une extension homothétique du mode de production capitaliste à la surface du globe. Elle a un centre (lui-même hiérarchisé), s'organise en réseaux, en lignes de communication et de transports physiques et numériques (qui nécessitent également des infrastructures, sophistiquées et coûteuses), elle détermine une division internationale du travail à l'intérieur des chaînes de valeur très hiérarchisées en vertu de la captation du profit. Tout cela signifie que c'est seulement en apparence que les profits du capital transnational sont fonction d'un marché mondial le plus ouvert possible, et que toute restriction de la circulation internationale des capitaux et des biens et services lui serait défavorable. Les multiples sanctions imposées par les États-Unis depuis les présidences d'Obama jusqu'à leur envolée tous azimuts sous Trump II en 2025 restreignent justement cette circulation et semblent contrevenir aux intérêts des multinationales. Il apparaît que le capital transnational américain ne soutient pas n'importe quel marché mondial mais la mondialisation qu'il a façonnée, c'est-à-dire un marché mondial qui lui est ouvert : « Dans la mesure où la montée en puissance de la Chine est justement porteuse d'un bouleversement dans les chaînes globales de valeur, le capital transnational américain est appelé à ajuster ses préférences politiques internationales. […] Contrairement aux politiques défensives de protection du marché américain demandée par le capital national en réaction à l'insertion de la Chine dans la mondialisation, le capital transnational revendique aujourd'hui le soutien offensif de Washington pour perpétuer son emprise sur le marché mondial. […] Cette convergence des différentes fractions du capital facilite la mise en place de politique offensive à Washington[177] .»

Cette politique ne cherche pas à mettre en cause l'intégralité des chaînes globales de valeur mais de les contrôler tout en poursuivant une politique voulant creuser et approfondir l'écart technologique. L'embargo et les mesures américaines ne ciblent ni les activités à faible valeur ajoutée des fournisseurs chinois dans les chaînes globales de valeur ni les principaux investissements américains en Chine ni, finalement, certaines importations jugées sensibles économiquement et politiquement (comme tous les produits électroniques : risque d'inflation forte et de favoriser, par exemple, le principal concurrent d'Apple, Samsung).

En 2024, Bürbaumer pouvait encore écrire : « À l'heure actuelle, les États-Unis et leurs plus proches alliés peinent à produire un consentement au-

[177] *Ibid.*, p. 162-164

delà du cercle de l'Atlantique nord. Lors de l'édition 2023 de la Conférence de Munich sur la sécurité […] les dirigeants européens et américains n'ont pas ménagé leurs efforts pour convaincre les pays de la périphérie de l'importance de la guerre en Ukraine…[178] »

Deux ans après, en 2025, dans la même enceinte, lors du discours du vice-président, J. D. Vance, le choc provoqué par le retournement américain est violent[179]. Les États-Unis décident de faire voler en éclats le « consentement au sein des alliés proches ». À « l'adhésion volontaire » des pays soumis à l'autorité de la puissance hégémonique se substituent le chantage et la force. À la supervision économique et politique hégémonique du capitalisme global, les États-Unis, menacés, ont substitué la bataille pour la domination de zones spéciales, d'enclaves, de filières, des sources de matières premières, de chaînes de valeur, au-delà de toute organisation supranationale et réglementaire. Dans les « périphéries », la menace militaire et la suppression des aides font ou veulent faire des États des espaces ouverts sans réelle souveraineté, contrecarrant leur volonté, stimulée par la crise de la mondialisation, d'avoir, contre l'Occident, davantage de souveraineté, cela souvent sous la « protection » de la Russie ou de la Chine. De son côté Xi Jinping dans chacune de ses interventions au Forum de Davos se présente comme le champion de l'*intégration* économique mondiale et de la prise de décision *multilatérale*. En 2017, le sommet des « Routes de la Soie » a réuni 29 chefs de gouvernement et d'État et des représentants de 139 pays ainsi que le secrétaire général de l'ONU et la directrice générale du FMI. On peut comparer cette politique chinoise avec la première présidence de Trump : retrait américain du Conseil des droits de l'homme à l'ONU, retrait du traité nucléaire avec l'Iran, retrait de l'Unesco, retrait de l'OMS, retrait de l'accord de Paris sur le climat, blocage du renouvellement des juges à l'OMC, retrait du partenariat transpacifique, retrait de plusieurs traités de maîtrise des armements, reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, reconnaissance de l'annexion du Golan, hausse des droits de douane sur les importations depuis la Chine et d'autres pays. La seconde présidence de Trump n'est pas partie pour nous décevoir.

[178] *Ibid*., p. 217.

[179] Depuis le changement de stratégie nucléaire par les États-Unis en 1962 sous la présidence Kennedy, la valeur réelle de la garantie américaine est sujette à caution. Les États-Unis passent de la doctrine des « représailles massives » à la formule de la « réponse flexible » et entendent rester maîtres du choix des armes à employer. « *Si la France est attaquée*, dit alors de Gaulle, *il est certain que les Américains interviendront. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est quand et comment ils interviendront…*». De plus, les États-Unis se sont toujours employés à saborder toute velléité de défense européenne commune plus ou moins autonome.

Il est toujours possible d'affirmer et de soutenir qu'une évolution économique ou sociale ne fait que poursuivre la précédente en en changeant seulement les formes. Cela est souvent exact. Mais quand les changements de formes proviennent et sont formalisés par l'instance politique de l'État en tant qu'inhérente et nécessaire dans le mode de production capitaliste, il ne s'agit pas que d'un habillage ou d'un emballage. La politique et l'idéologie existent et sont des forces matérielles quand elles pénètrent les masses (pour parodier Marx : on reconnaîtra une des formules les plus idéalistes et les plus réalistes de Marx-le-jeune). On peut soutenir que la politique américaine suit une voie semblable depuis Obama jusqu'à Trump I puis II, en passant par Biden, cela serait totalement exact si on négligeait que *Trump existe*. Il faut définir la rupture que signifie « l'emballage trumpien ».

Toutes les crises depuis le XIX^e^ siècle commencent dans l'exacerbation des dynamiques de l'accumulation précédente telles qu'elles avaient produit la crise (la cartellisation et l'hypertrophie de la section I à la fin du XIX^e^ siècle ; la politique de Hoover aux États-Unis en 1930 ; le partage de la valeur ajoutée en faveur des salaires au début des années 1970).

Même s'ils ne se limitent pas à cela, Trump et les mouvements d'extrême droite soutenus par les États-Unis sont l'exacerbation (en Occident) de cette dynamique : éclatements des cohérences nationales, aggravation du démantèlement/reconfiguration de l'État-Providence (filet de sécurité, plus ou moins étendu), précarisation et flexibilisation, segmentations sociales avivées, développement et activation du racisme, destruction de toute homogénéisation étatique, tout doit être pris en charge par des entreprises privées (avec subventions), restriction des subventions ou interventions publiques plus ou moins *générales* et/ou *redistributives* (nationales ou internationales). Toutes ces attaques touchent particulièrement les femmes (est-ce un effet ou une intention ?). Tout ce qui a mené à la crise est exacerbé dans « l'empire du chaos » que fut la mondialisation sous supervision américaine : mise en abyme du zonage ; zones franches industrielles ou portuaires, paradis fiscaux, qui trouent les « économies nationales » ; fracturer tout ce qu'est l'État (« social », réducteur des « inégalités territoriales ») y compris aux États-Unis par la mise en œuvre du projet libertarien, non pas pour l'utopie de détruire l'État mais pour s'en emparer (Musk, Thiel, Zuckerberg, etc.) ; réduire fortement ou supprimer les réglementations sociales, environnementales, et en faveur des « minorités » ; détruire ce qui peut être « national » et encore plus « supranational » (Union européenne) et peut-être même l'OTAN, au moins les mettre en grande difficulté ; sabotage de toutes les institutions

gouvernementales non directement marchandisables. Le citoyen ne peut plus être qu'un entrepreneur de soi et un client consommateur[180] . Voici l'idéal, l'utopie mobilisatrice qui guide l'action. Son « triomphe » est à relativiser ! La finance aux USA, la Fed, beaucoup de multinationales (y compris de la Tech : Microsoft) critiquent, font pression contre, ne se retrouvent pas (totalement) dans la radicalité de cette fraction politico-économique de la classe capitaliste du pays. De plus, cette dynamique est intriquée et en confrontation avec (principalement) la Chine et sa fuite en avant comme exacerbation de son rôle et de sa puissance dépendants et largement issus de la mondialisation sous supervision américaine, malgré ses efforts, inaboutis, pour développer un solide marché intérieur et se doter d'un poids éminent dans la géopolitique mondiale. Comme celle d'autres États, la politique qu'elle mène n'est pas une réaction « passive », totalement déterminée et agie par les États-Unis, par Trump.

Dès la fin de la guerre froide, la politique américaine consistait à promouvoir un « nouveau désordre mondial[181] » et à prévenir et empêcher toute *menace d'émergence d'une nouvelle puissance rivale* : « Notre premier objectif est de prévenir la réémergence d'un nouveau rival, que ce soit sur le territoire de l'ancienne URSS ou ailleurs […] Nous devons maintenir les mécanismes destinés à dissuader d'éventuels concurrents de seulement aspirer à jouer un rôle plus large sur le plan régional ou mondial. » (*Document d'orientation stratégique pour les années 1994-1999*, publié par le Pentagone, in *Le Monde* 26/5/1992). Alain Frachon, dans ce numéro du *Monde* commente : « Un tel passage visait, notamment, certains des plus proches alliés des États-Unis, le Japon, l'Allemagne et, plus largement, l'Europe de la CEE à l'heure où les douze entendent renforcer leur coopération en matière étrangère, voire en matière de défense. » Le même document du Pentagone insistait sur la nécessité de « créer des habitudes de coopération pour éviter la renationalisation des politiques de sécurité et fournir à tous une sécurité à plus bas prix et à moindre risque ». Il soulignait aussi que « le maintien d'une capacité nucléaire stratégique reste essentiel pour dissuader l'utilisation des forces nucléaires qui existeront toujours dans l'ancienne URSS » et Frachon ajoute : « un des scénarios de guerre envisagé par le Pentagone est une attaque de la Russie contre la Lituanie, *via* la Pologne ».

[180] Voir Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion, 1945-1990*, Éd. La Découverte**,** 1990 et *L'Empire du chaos*, Éd. La Découverte**,** 2002 ; voir aussi Quinn Slobodian, *Le Capitalisme de l'apocalypse*, Éd. Le Seuil**,** 2025

[181] Pierre Lellouche, *Le nouveau Monde*, Éd. Grasset, 1992.

Depuis, la principale mesure du « pivot asiatique » de la politique étrangère américaine, annoncé par le président Obama en 2011, a consisté à déployer 60 % des capacités navales et militaires du pays dans la région de l'Asie-Pacifique. Dans ce contexte, l'Ukraine de Zelinsky n'est qu'un pion et un pion arrive très rarement à reine avant qu'une tour ou un fou ne le mange. Le « fou » c'est Trump. Le deal de Trump avec Poutine semble être : soit la guerre continue et « toi camarade Poutine tu vas t'épuiser et finir lessivé » (les dépenses militaires de la Russie représentaient, en 2024, 40 % de son PIB), soit on arrête la guerre : « OK, l'Ukraine ne reviendra pas dans ses frontières de 2014 » avant l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass, « tu pourras garder la Crimée, annexer des territoires occupés et obtenir une partie de tes exigences stratégiques si elles ne contrarient pas mes intérêts majeurs. » En attendant, après avoir accusé Zelensky « de prolonge[r] les tueries » et menacé de réduire l'envoi d'armes à l'Ukraine, par l'accord du 30/4/2025 Trump obtient pour les États-Unis l'accès aux ressources minières et d'hydrocarbures de ce pays qui, cependant, «conserve l'entière propriété et le contrôle de ces ressources ». Cet accord, qui n'est pas un remboursement (direct) des aides reçues, ne s'accompagne pas d'une garantie de sécurité accordée à l'Ukraine. Il est peut être l'amorce d'investissements, après conflit (gelé ou réglé), dans des secteurs prometteurs ou stratégiques de ce pays. S'emparant d'importantes ressources minières et fractions de l'économie ukrainienne, les États-Unis poursuivraient alors leur politique de fragmentation du monde à toutes les échelles dans la mesure où leurs capitaux (industriels, commerciaux et financiers) sont *les seuls à pouvoir prétendre à son unification*. Mais voilà, être les maîtres de l'unification est aujourd'hui menacé d'où l'exacerbation, une sorte de fuite en avant dans une série de relations asymétriques où les États-Unis ont le dessus. Il est plaisant de voir la Chine jouer le rôle de défenseur du *statu quo*.

Dans cette fuite en avant, la politique américaine s'est avérée contre-productive pour leur hégémonie : « Lorsqu'ils [les États-Unis] ont sorti l'artillerie lourde financière contre la Russie, début 2022, ils postulaient implicitement que le reste du monde les suivrait. […] Leurs plus proches alliés – le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, l'UE, le Japon et quelques autres – ont certes suivi. […] Dans le reste du monde, la réticence, voire le refus, a prévalu. Et la tentative d'isoler la Russie s'est clairement soldée par un échec. […] Cette prise de distance n'équivaut pas pour autant à un rapprochement organisé et conscient avec la Chine, et encore moins à un soutien à la Russie[182].» Pour les pays de la « périphérie », le souci principal portait sur les

[182]B. Bürbaumer, *op. cit.*, p. 238-241.

conséquences des sanctions sur le prix de l'énergie et de l'alimentation, ainsi que le risque de voir à toute occasion leurs avoirs en dollars également confisqués.

Mais, à son insu, cette réorganisation embarque un passager clandestin : une recomposition de la mondialisation en grands ensembles nationaux, régionaux ou multinationaux connectés entre eux mais relativement cohérents quant aux déterminations de leur reproduction comme aire d'accumulation capitaliste. « Sur le plan international, Vance [référence au discours de Munich du 14 février 2025] esquisse également un nouvel ordre illibéral marqué par le retour de la puissance. Les puissants de ce monde sont en concurrence et en négociation pour discuter de l'avenir de la planète ; les plus petits s'adaptent à la marge de manœuvre limitée qui leur est attribuée. Les négociations font fi des valeurs morales et du droit international, jugés biaisés idéologiquement en faveur du libéralisme progressiste et contraire aux intérêts nationaux. Les relations entre États sont transactionnelles et *ad hoc* : on dialogue sur un sujet, on se confronte sur un autre. […] *Paradoxalement, l'administration Trump accélère donc la fin du moment unipolaire américain* [nous soulignons] qui a suivi la chute du bloc soviétique et prend acte de l'existence d'un monde multipolaire fait de grandes puissances en tension. Elle entérine l'affaiblissement de l'ordre international libéral établi après la Seconde guerre mondiale et promeut une diplomatie d'hommes forts. Ce darwinisme social multipolaire reconnaît à chaque puissance le même objectif, celui d'être « *great again* » ; et que le meilleur gagne par tous les moyens[183] .»

Superviser le capitalisme mondial est une affaire très matérielle et très pratique qui ne se déroule pas qu'à Wall Street : 60 000 militaires américains sont stationnés au Proche-Orient ; entre 80 et 100 000 en Europe – en augmentation malgré le « pivot Asie-Pacifique ». Les États-Unis affirment leur supériorité militaire le long des principales routes d'approvisionnement mondiales comme celles de l'Indopacifique et de la mer de Chine méridionale par où transite près de 40 % du commerce maritime mondial. Par sa vitesse d'intervention et sa logistique, c'est bien l'armée américaine dans son ensemble qui assure un ordre international conforme au capital transnational américain : aujourd'hui, les États-Unis entretiennent près de 750 bases militaires extraterritoriales réparties dans environ 80 pays. Entre 1980 [suite à la « révolution » iranienne] et 2020, l'armée américaine est intervenue à partir de ses bases sur place dans 15 pays de la zone Proche-Orient/Asie centrale/Asie du sud. Les interventions américaines depuis 2001 en

[183] Marlène Laruelle, in *Le Monde*, 25 février 2025.

Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Pakistan et au Yémen ont fait plus de 940 000 morts civils et combattants[184].

Les États-Unis contrôlent un espace autrement plus grand que leur territoire national, tout en demeurant un *capital national*. L'expansion extraterritoriale et même mondiale d'un capital national transforme sa nature mais ne le supprime pas en tant que tel.

Outre les guerres impliquant le « leader » et/ou ses rivaux directs, se multiplient celles « locales » directement liées également à la mondialisation : « Leur déclenchement et leur perpétuation s'ancraient distinctement dans les possibilités économiques offertes par cette dernière. Ainsi l'intensification des activités extractivistes, la fluctuation des prix des matières premières et plus généralement la hausse des inégalités due à la thérapie du choc ont facilité le déclenchement de conflits armés. En effet, les perspectives de rentes associées à l'appropriation des ressources naturelles, offertes aux fournisseurs des multinationales en quête de matières premières, ont rendu la monopolisation des terres par la force attirante. En même temps, les seigneurs de guerre ont besoin de travailleurs pour exploiter le sol et le sous-sol. La vulnérabilité économique des populations locales, induite par la thérapie du choc, fournissait aux entrepreneurs de la prédation la main-d'œuvre indispensable à leurs affaires [185]». Ces conflits n'illustrent pas la faillite d'un État (sauf à en avoir une vision idéale) mais sont une manière de s'insérer dans la mondialisation.

Selon le « paradoxe » relevé par Laruelle, en même temps qu'ils essaient de vassaliser l'Europe, les États-Unis reconnaissent l'existence d'un espace russe, de même il ne s'agit pas de détruire la Chine, la menace principale, mais de l'endiguer dans son expansion aussi bien géographique que technologique. Si une telle perspective est actuellement clandestine, comme un « *alien* » dans les conflits présents, c'est que sa réalisation ne dépend pas d'un *plan* de la classe capitaliste mondiale. Elle est suspendue à l'éventuelle existence et défaite d'une phase intensive de la lutte de classe fondée pour le prolétariat sur sa remise en cause en tant que classe dans sa contradiction avec le capital ; remise en cause enracinée dans toutes les caractéristiques du rapport d'exploitation inauguré par la restructuration des années 1970-1980 maintenant en crise sous la forme de la mondialisation sous supervision américaine. Une éventuelle restructuration ne pourra s'effectuer qu'à l'encontre des caractéristiques du rapport d'exploitation antérieur. Si la nation, la citoyenneté, le peuple sont le langage des luttes actuelles c'est une préemption bien fragile

[184] Voir B. Bürbaumer, *op. cit.*, p. 259.
[185] *Ibid.*, p. 264.

des luttes qu'effectuent ainsi les classes dominantes. La nation ne peut plus être la réponse (si la mondialisation doit être reconfigurée, il n'y aura cependant aucun retour en arrière) ni pour elles-mêmes, c'est-à-dire pour leur propre existence de classe capitaliste, ni vis-à-vis des prolétaires. C'est un jeu dangereux pour la classe capitaliste dans la mesure où, du côté des prolétaires, la nation contient suffisamment de failles et de contradictions pour remettre en cause ce dans quoi ils s'étaient définis[186].

Le Proche et Moyen-Orient est une autre région du monde où s'exprime la fuite en avant de la mondialisation sous supervision américaine dans sa crise, embarquant là également *son* « *alien* ». Pourvu que persistent et se consolident les enclaves existantes (on peut considérer Israël comme une de ces enclaves) des réseaux mondiaux de valorisation dans les chaînes de valeur commerciales, financières, productives (même si à long terme la chose est suicidaire), la politique américaine exacerbe les fragmentations, au risque de déstabiliser profondément l'Égypte ou la Jordanie. Toutes les enclaves, zones franches, etc., nécessitent que grouillent à leur périphérie une main-d'œuvre corvéable à merci : la question des « surnuméraires » est toujours relative. Faire de Gaza une « Riviera » c'est l'annonce dans le style Trump. Mais le Liban qui jouait le rôle de plateforme financière du Moyen-Orient et de paradis fiscal est en faillite (incontrôlable). Cette « Riviera » c'est le « projet » d'un nouveau centre off-shore dans la région, un doublon de Dubaï qui échapperait à toute emprise étatique précise, « projet » manifestant, malgré son irréalisme quasi délirant, cette fuite en avant.

L'extermination, la déportation ou le parcage dans des camps des Gazaouis, conjugué à l'écrasement des Palestiniens de Cisjordanie et à l'intensification de la colonisation, vise avant tout à anéantir toute perspective d'un quelconque État palestinien**,** soulageant par la même occasion tous les États arabes de la région. Cependant la politique génocidaire du Premier ministre israélien Nétanyahou et de son gouvernement contrecarre une organisation de la région en un ensemble cohérent poursuivant la démarche initiée par les « Accords d'Abraham » (2020) et pouvant aller jusqu'à inclure l'Iran comme le présagent les négociations entreprises avec l'Arabie saoudite et même directement avec les États-Unis. D'une certaine façon il s'agirait de ressusciter le projet de grand royaume arabe que l'Angleterre avait fait miroiter durant la Première Guerre mondiale (ce qu'à plus petite échelle avait tenté de réaliser l'Irak de Saddam Hussein en 1991 puis en 2003).

[186] Voir, dans ce numéro, **«** Européennes 2024 ».

De ce point de vue, la guerre actuelle contre les palestiniens depuis octobre 2023 peut inaugurer une nouvelle période dans l'histoire du mode de production capitaliste dans la région s'inscrivant ainsi dans la lignée des guerres antérieures qui ont scandé les étapes du développement capitaliste au Moyen-Orient.

Que cela soit en Ukraine, au Moyen-Orient ou dans bien d'autres régions du monde, essentiellement l'Indo-Pacifique, la coercition et la menace deviennent pour les États-Unis le moyen principal pour faire face à une hégémonie fragilisée y compris en direction des « alliés ». Cette fragilisation et la démarche chinoise de démolition de la supervision américaine du capitalisme global engendrent « une nouvelle panique patronale aux États-Unis ».

« Mais, cette fois, celui qui a su orienter à son profit la panique des années 1970, le capital transnational américain, est en état de siège, et la défense s'annonce autrement plus difficile. La fabrication de la mondialisation a permis à la fois de discipliner les travailleurs américains et de capter d'immenses réservoirs de profits dans des pays étrangers incapables de résister à la suprématie américaine. Aujourd'hui, les États-Unis ne sont plus la seule grande puissance capitaliste. La Chine, progéniture de cette organisation du marché mondial, ambitionne d'en changer les règles. Ainsi, elle fait planer une menace directe sur les profits des multinationales américaines. Cette menace est d'autant plus sérieuse que la perte du contrôle sur les règles du marché mondial risque de rétroagir sur la stabilité intérieure des États-Unis. Le scénario catastrophe du capital transnational américain serait effectivement le retour d'un cycle de révoltes populaires sur fond de perte de vitesse sur les marchés étrangers [187].»

« L'enjeu est la supervision du capitalisme global. Mais, dès lors que l'on sort de cette *naïveté infantile de la pure logique géopolitique* [nous soulignons], les tensions sino-états-uniennes s'annoncent comme une des facettes de la crise plus générale du capitalisme contemporain, crise à la fois économique, sociale et écologique. [….] *le point de départ de cette tension mondiale réside dans la lutte de classes, aux États-Unis comme en Chine* [nous soulignons]. La forme du capitalisme contemporain est issue de la répression du mouvement social pour freiner la faiblesse de la rentabilité du capital. Le capitalisme actuel, celui pour le contrôle duquel se déchirent à présent Chine et États-Unis, est le produit de cette répression [188].»

[187] B. Bürbaumer, *op. cit.*, p. 293.
[188] *Ibid.*, p. 298.

Ajoutons : il est le produit de cette répression mais *ne peut le rester* dans la mesure où cette répression est aujourd'hui son problème manifeste de par la déconnexion entre la valorisation du capital et les reproduction de la force de travail résultant de cette répression et qu'il s'agit maintenant de surmonter dans une nouvelle configuration mondiale.

La fuite en avant dans « l'Empire du chaos » revigore toutes les formes de nationalisme ou même d'infra-nationalisme embarquant toutes les politiques identitaires des extrêmes droites européennes. Chaque segment du capitalisme mondial tend à se valoriser *singulièrement* dans la mesure où le chaos demeure la règle. Ainsi la Hongrie de Victor Orban vitupère contre les règles européennes (tout en se battant et négociant pour récupérer des fonds de l'UE bloqués pour des manquements à ses règles) et, dans le même temps, s'ouvre aux entreprises chinoises, le slovaque Fico aimerait faire de même face au désinvestissement allemand, l'Italie de Meloni et Salvini**,** première bénéficiaire du plan de relance européen, se verrait bien en tête de pont des États-Unis dans l'Union Européenne quitte à s'opposer à ses règles communes et, parfois, à s'en affranchir tout en profitant de son marché unique. Quand Sophia Besch et Tara Varma[189] écrivent que « l'alliance transatlantique, et plus largement le projet européen sont attaqués de l'intérieur par des dirigeants et des mouvements déterminés à réviser l'ordre mondial à leur avantage [190]», elles confondent les effets de la fuite en avant chez les « comparses » avec une réorganisation de « l'ordre mondial ». Ni Meloni, ni Le Pen, ni Orban ne pensent « réviser l'ordre mondial à leur avantage », tout au plus s'y insérer *dans les termes mêmes de sa crise*[191]. Ce qui n'empêche que cela puisse dessiner « une nouvelle alliance transatlantique qui pourrait remodeler, voire démanteler, le projet européen lui-même[192]». Il semble évident que le projet MAGA vis-à-vis de l'Union européenne veut dissoudre les régulations fiscales et normatives européennes conçues comme des entraves à la « libre activité » des entreprises américaines, principalement celles des magnats de la Tech. La victoire électorale de Trump en 2024 « a enhardi un groupe de dirigeants européens désireux de limiter l'influence de l'UE sur leurs politiques nationales. Ils prônent un retour au nationalisme, qui rejette toute supervision supranationale en matière d'énergie, de migration, de régulation des

[189] La première est chercheuse senior à la Fondation Carnegie pour la paix internationale ; la seconde est chercheuse invitée à la Brookings Institution.
[190] *Le Monde*, 19 février 2025
[191] À une toute autre échelle et toute proportion gardée, c'est une mécanique semblable que l'on trouve à l'œuvre dans des aires comme le Soudan ou la République Démocratique du Congo (etc.), où la guerre intérieure est une compétition pour l'insertion dans les chaînes de valeur mondiale
[192] S. Besch et T. Varma, *op. cit.*

plateformes numériques, et de défense. En promouvant *une souveraineté plus insulaire*, [nous soulignons dans la mesure où l'image illustre bien la mondialisation sous supervision américaine dans sa crise, à condition de considérer que toutes les îles baignent dans un même océan mondial] ils remettent en cause les institutions même qui ont assuré la stabilité et la croissance de l'Europe d'après-guerre [193].» Ce qui échappe aux autrices de ce texte stimulant c'est que les « institutions » [si tant est que des institutions assurent la croissance : elles l'organisent, la freinent ou la stimulent] qu'elles évoquent étaient *déjà* la mise en forme de *l'internationalisation* capitaliste américaine, c'est-à-dire de l'interdépendance hiérarchiquement subordonnée des modalités *nationales* d'accumulation. Ce qui leur échappe c'est la mise en perspective historique de la mondialisation.

Ce qui leur échappe également c'est que la mondialisation, inaugurée à la fin des années 1970-début des années 1980 est, dans le même mouvement, déstructuration ou très forte structuration, tout dépend du niveau d'échelle à partir duquel on regarde les choses. La mondialisation souligne les profondes différences territoriales existantes, mais elle fait plus que les souligner, elle fait de ces différences une hiérarchie dans une totalité qui leur échappe. Ce qu'exprime la « souveraineté insulaire » c'est la crise de la totalité. Ce retour au nationalisme n'est, pour l'instant, qu'une insertion dans la crise de la mondialisation sous supervision américaine.

L'attaque « de l'intérieur » du « projet européen » par des « dirigeants européens », n'est que la manifestation de l'envers (un retour de manivelle) de ce « projet » : « Les ensembles politico-économiques "supranationaux" qui tendent à se mettre en place à la fois pour relativiser le cadre national, donc contourner l'État national social, et pour produire les mécanismes d'intégration étatique des conflits sociaux à une échelle élargie, comme c'est le cas typiquement de l'Union européenne, sont *systématiquement construits sur des écarts dans les conditions de vie ou des mécanismes d'inégalité et d'exclusion interne* [nous soulignons], qu'il n'est pas question de réduire mais de prolonger un certain temps, au besoin par le moyen de nouveaux "élargissement" de l'espace communautaire, …[194] » Si « les nationalistes européens devraient abhorrer l'idée de faire le jeu de l'Amérique », mais que « pour l'instant, cela ne semble pas les déranger[195] », c'est que leur nationalisme est le produit même de la mondialisation sous supervision américaine dans sa

[193] *Ibid.*
[194] Étienne Balibar, « Communisme et citoyenneté », *Actuel Marx*, n°40, second semestre 2006, p. 149-150.
[195] S. Besch et T. Varma, *op. cit.*

crise, avec toute la construction idéologique qui l'accompagne. Mieux vaudrait peut-être écrire « cela ne semble pas *trop* les déranger » : les déclarations, les réactions qui s'ébauchent actuellement montrent que ce n'est pas, ou plus, si univoque et simple. Trump perturbe leur inclination pro-américaine (même si sa « gentillesse » actuelle pour Poutine plaît secrètement à la plupart d'entre-eux) vu les réactions souverainistes des populations qui les forcent à des acrobaties. Tout au plus, à l'image de Meloni, ils essaient de manger à tous les râteliers, UE et États-Unis.

« Cet illibéralisme ne se contente pas de critiquer les valeurs libérales et progressives il avance un projet politique réel, fondé sur un socle idéologique solide et cohérent dont J. D. Vance s'est fait le chantre [discours de Munich, 14 février 2025]. On peut le résumer ainsi : la souveraineté de l'État-nation est primordiale et ne peut être limitée par des lois ou des institutions supranationales ; la société ne peut fonctionner sans autorité morale, et cette autorité peut conduire à des formes d'autoritarisme à l'encontre des institutions démocratiques si celles-ci sont jugées dysfonctionnelles ou "capturées" par les élites "*woke*" ; les lois doivent être faites pour la majorité, non pour les minorités ; les sociétés doivent être culturellement homogènes, les étrangers peuvent s'y intégrer en acceptant l'assimilation, mais non en demandant le multiculturalisme ; les individus ne sont pas des cartes blanches en termes d'identité, mais sont pétris d'histoire et de géographie, des marqueurs identitaires doivent être protégés et valorisés ; les normes culturelles en matière de famille, de sexe et de genre ne peuvent évoluer rapidement [196].»

Les extrêmes droites jouent leur rôle dans « l'Empire du chaos ». Le nationalisme est pour le moment celui de la destruction ou de la forte réduction du supranational (régulation, normes) dans la réaffirmation/recréation américaine des chaînes de valeur (c'est-à-dire contrôle des moments dominants de la chaîne où il y a existence de surprofits). Sans hésiter à fragmenter le « territoire national » (subventions, incitations fiscales, suppressions ciblées de certaines contraintes réglementaires, etc., voir la politique régionale de Meloni) et à segmenter la population. Déconstruire le « national » pour le réaffirmer dans une nature différente : MAGA. Le national américain (lui-même désossé) devient comme le nœud proliférant de la fragmentation mondiale du national. Il est plus ou moins amusant de voir l'UE qui dérégule de plus en plus, être attaquée comme organe régulateur et normatif. En effet, elle réduit ses mesures de réglementation, c'est la « boussole pour la compétitivité » (1/2025) d'Ursula von der Leyen, pour limiter

[196] Marlène Laruelle, in *Le Monde*, 25 février 2025.

radicalement la charge administrative de l'UE en « simplifiant l'environnement réglementaire », cela stimulé par le « plan Draghi » (2024). Il s'agit, par exemple, des dérégulations amoindrissant les règles du Green deal. Politique de dérégulation qui se veut maîtrisée et responsable : « Une dérégulation massive pourrait s'avérer pour l'UE un désastre auto-infligé qui mettrait sérieusement à mal ce qu'il lui reste de crédibilité en tant que créatrice de règles[197] .»

Toutes les caractéristiques et les conflits actuels renforcent la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail et il faudra bien que d'une façon ou d'une autre la question soit « résolue ». Mais pour le moment, y compris pour les nationalismes, il n'y a comme tendance dominante qu'un renforcement de cette déconnexion, même s'ils sont susceptibles de basculer, selon les circonstances vers un nationalisme plus social et populaire.

Vouloir détruire ou réduire fortement les fonctions sociales publiques de l'État (même si elles ont toujours existé en fonction de la reproduction des rapports sociaux de production capitalistes – mais leur changement de « formes » n'est pas indifférent), c'est recomposer la population en clientèles découpées, en segments d'« acteurs » et de consommateurs différenciés. Mais c'est aussi, dans cette destruction, produire une communauté antérieure à l'État, une communauté, une identité originelle, essentielle que l'État aurait dévoyées par ses politiques sociales, « progressistes » et « mondialistes ». Toute « déviance » vis-à-vis de la norme dominante idéologiquement définie est considérée comme relevant d'un usage abusif, car à usage particulier, des ressources de l'État bénéficiant à des assistés et/ou à des profiteurs, ou comme une menace. Le principe, c'est que tout ce qui n'est pas dans la norme (homme, « femme moderne *mais* restant à sa place *essentielle* », blanc, hétéro, « national » travailleur.se, etc.) est composé d'assisté.e.s et/ou de profiteurs.ses, dans la mesure où chaque individu est un « acteur » et un client en concurrence sur des ressources limitées, ou est une menace existentielle pour « les valeurs, la culture, l'identité de la communauté nationale », et pour sa pérennité. Actuellement c'est le travail de décomposition de l'État (« social ») qui induit les positions « sociétales » et non des déterminations inhérentes à un nationalisme « en soi ». Cette décomposition induit une recomposition sociale primaire dont la visée intentionnelle est dirigée contre les femmes, les « non assimilés », les « communautaristes », les assistés et/ou profiteurs « nationaux » ou « non nationaux », les LGBT, etc., et entérine la crise de la représentation politique. Cependant, toutes les femmes, tous les descendants de l'immigration

[197] A. Alemanno, *Les Échos*, 20/2/25.

et les immigrés, toutes les personnes « bénéficiant » d'aides sociales ne sont pas visés et affectés en bloc et avec la même intensité. Voir, par exemple, le RN, et même la politique de Trump, qui veillent bien à cibler avant tout les « sans-papiers » (d'ailleurs partout sans cesse fabriqués par des réglementations et des mesures politiciennes) et les réfugiés déclarés illégitimes (presque tous...). À l'épreuve du pouvoir, l'Italie de Meloni régularise et fait appel à des centaines de milliers de travailleurs immigrés, à la demande du patronat ; la Hongrie d'Orban en fait venir des masses. Quant aux femmes, et même aux LGBT, sauf pour les trans, cela dépend des pays et des partis d'extrême droite (certains comptent des fémonationalistes et des gays nationalistes, unis au reste surtout par le racisme et l'islamophobie).

Ce socle idéologique n'est pas forcément l'apanage des extrêmes droites et de fractions de la droite, il peut être énoncé, dans une version sophistiquée proclamée éclairée et réaliste, par des intellectuels modérés et « respectables ». Un panel de ces derniers a publié dans *Le Monde* daté du 10 avril 2025, une tribune intitulée : « La critique du wokisme n'a rien à voir avec le poutinisme ni avec le trumpisme ». On peut y lire que « L'idéologie woke […] prétend défaire de façon systématique par le biais de la "déconstruction", jusqu'au fondement du sens commun… ». Dans cet outrage au « sens commun », on trouve la « façon de réécrire l'histoire en fonction des attentes supposés des "dominés" [guillemets dans le texte], au mépris de tout élément de démonstration positive », en outre, « l'identitarisme délirant » de cette idéologie baptisée « wokisme » consiste à « faire taire » et à « taxer de sexisme » ceux qui « défendent la présomption d'innocence, de racisme lorsqu'ils refusent l'éradication du critère du mérite au nom de la discrimination positive, d'islamophobie lorsqu'ils invoquent la laïcité, de transphobie lorsqu'ils s'opposent à la mutilation des mineurs, … ». Enfin le « wokisme » (toujours lui) aide le « trumpisme » et le « poutinisme » « … en sapant les fondements de l'universalisme et de l'Occident démocratique, servant ainsi les intérêts de puissances comme la Russie de Poutine ou la Chine de Xi. En témoigne notamment l'usage que font ces deux régimes de la critique du colonialisme pour attaquer l'Occident et ses libertés démocratiques – l'idéologie décoloniale n'étant sans doute pas pour rien dans l'indifférence d'une partie de la jeunesse envers la cause ukrainienne. »

Il y a quelques années, on pouvait lire sur une pancarte lors d'une manifestation : « Je ne sais pas ce qu'est le féminisme, mais j'ai été traitée de féministe chaque fois que j'ai refusé d'être traitée comme une serpillère » ; de même personne ne sait ce qu'est le « wokisme », mais quiconque refuse de

s'incliner devant « l'universalisme de l'Occident démocratique » et « colonial », devant « le mérite mérité » de ses représentants et « l'innocence » de leur sexualité sera traité de « wokiste »[198]. On comprend le souci de ces intellectuels de se démarquer du « trumpisme » ou du « poutinisme » (comme pour le « wokisme », l' « identitarisme », ils sont les seuls à savoir ce que ces « ismes » recouvrent) tant les ressemblances sont grandes et pourraient susciter la confusion chez de mauvais esprits « déconstructeurs »[199].

Comme l'écrit Marlène Laruelle, le « projet politique réel » et ajoutons économique, est si bien « fondé sur un socle idéologique solide et cohérent » qu'il embarque de nombreuses fractions des classes dominantes en Occident (avec nos beaux universitaires universellement occidentaux et démocrates) produisant une idéologie sous laquelle peuvent se reconnaître et espérer trouver une expression institutionnelle les luttes de classes telles que la crise présente de la mondialisation sous supervision américaine les travaille et les définit.

Cette crise fait apparaître des thèmes proches dans d'autres parties du monde, mais qui ne semblent pas jouer le même rôle, vu la nature de l'insertion de ces pays dans la mondialisation (nationalisme en Inde, en Chine, etc.). Néanmoins, en Occident ou dans le « Sud global », de nombreuses luttes, très diverses, ne nourrissent pas un tel nationalisme, une telle idéologie, de celles récentes au Chili, au Soudan, en Inde, en France (Gilets jaunes), en Iran, en Équateur, à celles actuelles en Argentine (contre la politique de Millei...) en passant par le renversement du pouvoir au Bangladesh (et tant d'autres pays).

Mai 2025

[198] Entre les curés et les profs d'universités, aucune étude statistique ne permet de connaître le palmarès des agressions ou de « l'ordinaire » domination sexuelle.

[199] Nous en arrivons à regretter les Derrida et autre Foucault que nous avons tant critiqués.

État / États

(Du *capital* aux capitalismes nationaux)

Il est relativement facile à partir du concept de mode de production capitaliste de déduire l'existence et la nécessité de l'État, il est plus difficile à partir du concept de l'État dans ce mode de production d'en déduire la multiplicité (changeante…). La production théorique relative à la question, soit raisonne à l'instar de Marx et de l'« économie classique » sur la base d'un « capitalisme pur » et passe de l'État à la multiplicité des États sans production théorique abstraite, soit considère le cours historique comme premier et déterminant et considère alors la chose comme résolue dans un « capitalisme historique » (cf. Immanuel Wallerstein).

Cependant l'actualité géopolitique tendue a marginalement ramené la question au jour. Nous considérerons d'abord deux textes qui abordent les questions connexes du passage abstrait de l'*État* à la multiplicité des États et du *capital* à la multiplicité des capitaux : *Prolégomènes sur le « système des États »*, de Raffaele Sciortino et Robert Ferro[200] ; *La théorie matérialiste de l'État, les transformations du système capitaliste des États*, de Joachim Hirsch[201]. Puis nous avancerons notre « solution ».

« Suivant la méthode marxienne, nous cherchons à esquisser la transition de l'État capitaliste en général – une notion qui n'est adéquate qu'au plus haut niveau d'abstraction – à une pluralité d'États qui se déploient et se rapportent les uns aux autres dans un *système d'États*. Selon nous, un tel système, en tant que véritable contrepartie politique du mode de production capitaliste dans son existence réelle, doit être analysé comme faisant partie d'une totalité : le marché mondial. » (Sciortino et Ferro*, op. cit.,* ainsi que pour les citations suivantes). En prenant comme point de départ l'État et non son fondement, la constitution d'un capital national, les auteurs ont déjà présupposé une partie de la réponse à la question posée dans son abstraction dans la mesure où l'existence de l'État résulte et est une fonction de ce fondement. S'il est souvent question de « sous-ensembles économiques » correspondant à la multiplicité des États, ces « sous-ensembles » ne sont pas produits, malgré la très intéressante perspective considérant le « système d'États » comme « un moment de différenciation interne (ou autoréflexion, à la Hegel) du marché mondial lui-même ». C'est avec raison qu'ils considèrent le

[200] Article publié sur le site de la revue *Endnotes* et en traduction française sur le site dndf.
[201] Éd. Syllepse, 2025 (première édition, allemande : 2005).

« système d'États » comme faisant partie de la totalité : le marché mondial qui est un système d'États. Mais en ayant posé le « système d'États » comme faisant partie du marché mondial comme totalité, la question originelle posée *dans son abstraction* est résolue dans ses prémisses dans la mesure où ce système est « la contrepartie politique du mode de production capitaliste *dans son existence réelle* [nous soulignons] ».

La question originelle disparaît dans ce qui ressemble à une tautologie, au point que dès le paragraphe suivant on peut lire : « Dans cet article, notre point de départ consiste en trois hypothèses de base qui seront *considérées comme acquises* [nous soulignons] dans la suite de la discussion. » Nous n'avons rien à dire sur la première hypothèse affirmant que le mode de production capitaliste est le mode de production mondialement dominant, en revanche la deuxième est plus surprenante au regard de la question posée : « La deuxième est que l'architecture politique prédominante qui accompagne le développement du MPC à l'échelle mondiale se présente sous la forme d'un "système d'États" issu de la généralisation planétaire de l'État moderne (national ou multinational). » Donc « l'esquisse » au niveau conceptuel (abstrait) de la « transition de l'État capitaliste en général » à une « pluralité d'États » est évacuée. C'est une hypothèse « considérée comme acquise ». Il est vrai que prendre l'État comme point de départ pour la déduction abstraite du multiple dans le concept même et non les capitaux nationaux à partir du « capital », c'est déjà présupposer, dans la concurrence universelle, la constitution acquise d'ensembles plus ou moins cohérents de capitaux. Il y a là un biais dans la question dont la solution pouvait être considérée comme acquise. Plus loin dans le texte, on peut alors lire : « Comme *suggéré* [nous soulignons] au début de cet article, l'État capitaliste n'existe pas autrement que comme une pluralité d'États. » Si cela est « suggéré » ou considéré comme « acquis », ce n'est jamais conceptuellement produit malgré les diverses annonces en ce sens parsemant le texte.

« Si le caractère concurrentiel du système interétatique est donc compris par les marxistes comme une conséquence du caractère concurrentiel des relations économiques, la *raison d'être* du système étatique lui-même, c'est-à-dire d'un ensemble articulé composé d'une pluralité d'États en interaction, est liée à deux explications opposées : la première considère cette pluralité comme une sorte de vestige des conditions dans lesquelles l'émergence du capitalisme s'est produite historiquement à partir des sociétés précapitalistes. […] La seconde explication, au contraire, considère la pluralité des entités comme une caractéristique adéquate du MPC dans son existence concrète, par

intuition d'un lien fort et nécessaire entre le niveau économique (les nombreux capitaux concurrents) et le niveau politique (les nombreux États) sans toutefois pouvoir expliquer ce lien de manière satisfaisante. » Selon les auteurs, le « structuralisme » a échoué à « déduire le système interétatique des catégories plus abstraites de l'analyse du MPC ». La chose est à la fois possible en ce qui concerne la catégorie de l'État et sa multiplicité, de même que la déduction, à partir du capital en général, de configurations cohérentes de capitaux désignées comme « capitalisme national ». Ils poursuivent : « Notre approche dans cet article n'est évidemment pas étrangère aux préoccupations de la seconde approche que nous venons d'évoquer. Néanmoins, notre méthode diffère de cette dernière en ce qu'elle ne procède pas de la séparation de la théorie et de l'histoire, mais cherche plutôt à intégrer cette dernière à la première … » Les auteurs évoquent alors de façon très allusive « la voie tracée par Marx, lui-même, dans *Le Capital* » et une brève remarque de Lukács (très mal référencée comme toutes les autres « citations ») dans *Histoire et conscience de classe*. Nous n'en saurons pas plus sur cette « méthode » qui mixe les deux approches.

Face à une improbable combinaison non explicitée, nous en resterons aux quelques indications données par Marx dans deux préfaces du *Capital* :

« …l'analyse des formes économiques ne peut s'aider du microscope ou de réactifs fournis par la chimie ; l'abstraction est la seule force qui puisse lui servir d'instrument[202] ».

« Certes le procédé d'exposition doit se distinguer *formellement* du procédé d'investigation. À l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori*[203] .» Il aurait été intéressant d'avoir une vue plus large de l'affirmation de Lukács.

Quand, dans une grande subdivision de leur texte intitulée « De l'État en général au système d'États», on lit : « …l'État en général devient l'État au *singulier*, s'inscrivant nécessairement dans un réseau de relations qui le transcende largement », rien n'a été produit, tout a été présupposé : « l'État en général devient État au *singulier* » parce qu'il s'inscrit dans un « réseau de

[202] Marx, *Préface de la première édition du Capital*, Pléiade I, p. 548.
[203] *Postface de la seconde édition allemande du Capital*, Pléiade I, p. 558.

relations qui le transcende ». La multiplicité est présupposée dans le « réseau de relations », ce qu'il aurait fallu produire. Il est possible ensuite de poser de façon pertinente pourquoi les États sont en concurrence, d'avoir une riche analyse du marché mondial comme « totalité immanente, et non transcendante », de considérer l'articulation de « sous-ensembles économiques », de cerner précisément comment l'État prend en compte et projette les intérêts privés à l'étranger, comment le dit « capital national » est un arbitrage de l'État entre les intérêts nationaux et étrangers (à condition d'ajouter comment les « intérêts étrangers » peuvent être absorbés dans la définition des « intérêts nationaux »), *mais la question que l'on s'était posée a été évacuée* dans un mix jamais explicité entre « histoire » et « structure ». S'il est fréquent qu'une théorie réponde à des questions qu'elle n'a pas posées, il arrive parfois qu'elle ne réponde pas à une question qu'elle pose.

Revenons sur cette phrase sibylline : « Néanmoins, notre méthode diffère de cette dernière [le "structuralisme" ayant échoué à déduire le système interétatique des catégories plus abstraites de l'analyse du MPC] en ce qu'elle ne procède pas de la séparation de la théorie et de l'histoire, mais cherche plutôt à intégrer cette dernière à la première … ».

Ferro et Sciortino évoquent alors de façon très allusive « la voie tracée par Marx, lui-même, dans *Le Capital* » suivant laquelle « l'agencement des concepts et les relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres ne résultent "ni d'une séquence purement logique, ni d'une organisation purement conforme aux faits historiques" ». Les quelques mots entre guillemets de second ordre sont donnés comme une citation de Lukács dans *Histoire et conscience de classe*[204] (très mal référencée). Nous n'en saurons pas plus sur cette « méthode » qui mixe les deux approches si tant est qu'elle les intègre.

Il est très difficile de retrouver la si brève citation de Lukács, cependant une rapide relecture d'*Histoire et conscience de classe* permet de cerner deux passages d'où la « citation » pourrait être extraite : page 54 et page 200. Il semble étonnant que Lukács se contente de présenter une sorte d'eau tiède entre abstraction et histoire.

Commentant *Misère de la philosophie*, Lukács écrit : « Or, dit Marx, "les catégories économiques ne sont que les expressions théoriques, les abstractions des rapports sociaux de la production". Et si son principal ouvrage théorique n'a que partiellement adopté cette méthode d'*exposition* [souligné dans le texte] historique des problèmes à cause de ses dimensions et

[204] Éd. de Minuit, 1960

de l'abondance des problèmes particuliers qui y sont traités, cela ne doit pas masquer la *similitude réelle dans la façon de traiter les problèmes* [idem]. *Le Capital* et l'*Histoire des doctrines économiques* sont, de par l'essence de leur objet, une œuvre dont la structure interne signifie, pour le fond, un approfondissement du problème que *Misère de la philosophie* posait et esquissait brillamment et avec une grande largeur de vu[205].» Non seulement Marx n'adopte pas cette « méthode d'exposition » mais encore dans la *Postface* à l'édition allemande du *Capital* il explique pourquoi il ne l'adopte pas, « partiellement » ou non. Lukács expose très bien ensuite la nature spécifique de l'« exposition historique » dans la construction conceptuelle.

Dans un autre texte de *Histoire et conscience de classe* (p. 200-201), on trouve : «… comme Marx l'explique dans sa polémique contre la fausse dissociation entre le principe (c'est-à-dire la catégorie) et l'histoire, opérée par le pseudohegelien et kantien vulgaire Proudhon, si on soulève la question : "pourquoi tel principe s'est manifesté dans le XI^e^ ou dans le XVIII^e^ siècle plutôt que dans tel autre, on est nécessairement forcé d'examiner minutieusement quels étaient les hommes du XI^e^ siècle, quels étaient ceux du XVIII^e^, quels étaient leurs besoins respectifs, leurs forces productrices, leur mode de production, les matières premières de leur production, enfin quels étaient les rapports d'homme à homme qui résultaient de toutes ces conditions d'existence. Approfondir toutes ces questions, n'est-ce pas faire l'histoire réelle, profane des hommes dans chaque siècle, représenter ces hommes à la fois comme les auteurs et les acteurs de leur propre drame ? Mais du moment que vous représentez les hommes comme les acteurs et les auteurs de leur propre histoire, vous êtes, par un détour, arrivé au véritable point de départ, puisque vous avez abandonné les principes éternels dont vous parliez d'abord"[206] .»

Si on lit, chez Lukács, les paragraphes immédiatement précédents, le *mix* entre « abstraction-structure » et « histoire » que Ferro et Sciortino évoquent rapidement comme leur « propre méthode » se révèle être étranger à dont il s'agit chez Lukács.

« La connaissance de l'histoire commence pour le prolétariat avec la connaissance du présent, avec la connaissance de sa propre situation sociale et le dévoilement de sa nécessité (au sens de genèse). Genèse et histoire ne peuvent coïncider ou, pour parler plus exactement, être des moments du même processus que si, d'une part, toutes les catégories dans lesquelles s'édifie

[205] Lukács, *op. cit.*, p. 54-55.
[206] *Misère de la Philosophie*, Éd. Costes, p. 135 ; Éd. Sociales, 1968, p. 124.

l'existence humaine apparaissent comme des déterminations de cette existence même (et non simplement de sa compréhension possible) et si, d'autre part, leur succession, leur liaison et leur connexion se montrent comme des moments du processus historique même, comme caractéristiques structurelles du présent. Succession et liaison interne des catégories ne constituent donc ni une série purement logique, ni un ordre selon une facticité purement historique. "Leur succession est bien plutôt déterminée par le rapport qu'elles ont entre elles dans la société bourgeoise moderne et qui est exactement l'inverse de celui qui apparaît comme leur rapport naturel ou qui correspond à la série de l'évolution historique" (Marx, *Introduction de 1857*).[207]»

[La traduction des Éditions Sociales (1957) de cette dernière citation de Marx donne pour la fin de la phrase : « …ou correspondre à leur ordre de succession au cours de l'évolution historique ». Celle des *Grundrisse* (Éditions Sociales, 1980, p. 42) donne : « Il serait donc à la fois infaisable et erroné de ranger les catégories économiques dans l'ordre où elles ont été historiquement déterminantes. Leur ordre est, au contraire, déterminé par les relations qui existent entre elles dans la société bourgeoise moderne et il est précisément à l'inverse de ce qui semble être leur ordre naturel ou correspondre à leur ordre de succession au cours de l'évolution historique. »]

« Succession et liaison internes des catégories ne constituent donc ni une série purement logique, ni un ordre selon une facticité purement historique. » écrit Lukács. Nous pouvons supposer que Ferro et Sciortino font librement référence à cette phrase ou une autre équivalente. Mais cela n'a rien à voir avec leur « panaché » d'abstraction et d'histoire. L'histoire, chez Lukács, comme chez Marx (*Introduction de 1857*), est totalement intégrée dans l'abstraction structurelle. Il aurait été surprenant de la part d'un auteur comme Lukács de se laisser aller à une construction des déterminations qui ne se résolve pas dans une « totalité concrète » *présente*, *théorique* et *abstraite*. D'ailleurs, dans sa citation de *Misère de la Philosophie,* il s'abstient de citer les premières lignes du paragraphe qui pourraient (un peu trop) « historiciser » la problématique de Marx.

Ce qui est surprenant chez Ferro et Sciortino c'est, tout en l'évoquant, leur mécompréhension de ce qu'est une *structure conceptuelle déductive*. *D'une part*, ils citent le passage de *L'Introduction de 1857* sur la différence entre d'un côté, l'apparition historique des catégories économiques d'une structure et, de l'autre, leur agencement conceptuel dans la structure du mode

[207] Lukács, *op. cit.*, p. 200.

de production capitaliste qui ne correspond pas à leur procès historique d'apparition ; mais, *d'autre part*, ils conservent le « procès historique » *tel quel* (à la différence de Lukács) pour « tempérer » le procédé de déduction abstraite (du général au particulier) par un peu d'induction (l'inverse).

Joachim Hirsch, dans le premier chapitre de son livre (*op. cit.*), « Les points fondamentaux de la théorie matérialiste de l'État », pose une question semblable à celle de Sciortino et Ferro et y « répond » par une autre variante tautologique, sans toutefois apporter des éléments d'analyse d'intérêt équivalent aux leurs.

« Un regard sur l'histoire montre clairement que, né d'un rapport de compétition entre puissances, l'État capitaliste moderne s'est d'emblée posé comme système étatique international. La question de savoir si la pluralité étatique existante est une caractéristique structurelle du capitalisme ou le résultat de contingences historiques, fait l'objet de controverses importantes dans les débats actuels autour des théories de l'État. […] Or toute une série d'arguments de poids plaident en faveur de l'hypothèse selon laquelle l'existence d'une multiplicité d'États en compétition les uns avec les autres ne serait pas seulement un fait caractérisant une période historique donnée, mais une propriété fondamentale de la forme politique capitaliste et représenterait une condition essentielle de la permanence et du développement de ce mode de production. » (p. 77-78).

Hirsch apporte quelques lignes plus loin sa réponse à la question qu'il avait si parfaitement cernée.

« La raison pour laquelle cette multiplicité des États représente une propriété *constitutive* du capitalisme et non un phénomène historiquement contingent, est que non seulement les contradictions et antagonismes sociaux attachés au mode de socialisation capitaliste [détermination étrangement absente du texte de Sciortino et Ferro], c'est-à-dire les conflits entre les classes et la concurrence, se manifestent dans la "particularisation" de l'État, à part de la société, mais que celle-ci est en même temps le produit de la concurrence entre les États. Le système interétatique est une expression structurelle des rapports capitalistes de classes et de concurrence. » (p. 78).

Après avoir énoncé sa conception fondamentale de l'État qui, comme organe séparé, peut incarner une « volonté générale transcendant les inégalités

et les rapports d'exploitation et de domination présents dans la société » Hirsch revient sur la raison « structurelle » de la multiplicité des États[208].

« Ce qui est décisif, c'est que la mise en place et la préservation de cette forme supposent que soit tracée une frontière qui sépare de tous les autres États chacun de ces États particuliers avec ses relations et ses compromis de classes institutionnalisés. Dans un État mondial, ces derniers ne seraient pas possibles et l'État-fétiche ne serait plus opérant. […] Si cette forme de régulation entre les classes peut effectivement atteindre son but, cela tient à ce que les classes sociales qui se confrontent au niveau du procès mondial de valorisation et d'accumulation, se divisent politiquement elles-mêmes *du fait de l'existence d'États-nations qui se concurrencent* [nous soulignons]. » (p. 79).

C'est parce que la lutte des classes et ses « compromis » se déroulent à l'intérieur d'un État distinct d'un autre État qu'elle ne peut que produire et s'effectuer que dans la multiplicité des États. « Les rapports de classes restent fragmentés à l'échelle des États. » (p. 80). Dans la raison d'être de la multiplicité des États (les luttes de classes) l'existence d'États distincts est présupposée comme sa propre cause. En bref : les États sont multiples parce qu'ils doivent être distincts et se concurrencer à partir de ce qu'ils sont comme distincts et multiples.

Cependant, même dans sa tautologie, Hirsch se distingue de Ferro et Sciortino. Il considère la particularisation de l'État (séparation et autonomisation) vis-à-vis de la « société » comme la résultante d'une relation conflictuelle entre les classes (dont, il est vrai, il conçoit la régulation sur le mode du compromis en tant que nature de l'État), alors que chez Sciortino et Ferro, dans la relation entre capital et travail, l'État n'apparaît que comme le gestionnaire assurant une relation nécessaire à la reproduction du système et non simultanément comme l'organe répressif (dans toutes ses fonctions) du maintien d'une contradiction[209].

---

[208] La critique de la conception de l'État par Hirsch comme organe séparé de la société parce qu'organe de « compromis » n'est pas ici notre objet, nous y reviendrons plus loin. Si nous pouvons être d'accord avec Hirsch pour considérer cette « représentation de la volonté générale » comme le « fétichisme » de l'État », c'est sur la nature de cette représentation et surtout sur son processus de production que portera la critique. Hirsch, malgré quelques formules « radicales » demeure un social-démocrate … de gauche.

[209] Il est vrai qu'*Endnotes* dans son n° 3 a décrété que le rapport entre prolétariat et capital n'était pas une contradiction. À la lecture de la Postface du recueil de textes d'*Il Lato cattivo* (Ferro) et d'un livre de Sciortino (non publié en français), cette absence relative à l'État n'est peut-être pas accidentelle.

La croissance capitaliste et/ou l'accumulation du capital présuppose(ent) des différences de taux de profit, c'est-à-dire différents niveaux de productivité et différents taux de plus-value dans différents secteurs de l'économie. Ces différents secteurs peuvent être des continents, des aires d'échanges réguliers et complémentaires, des régions ou des branches d'activité. L'essentiel c'est la différence et le dénivellement. La nature même de la concurrence capitaliste fait qu'une péréquation intégrale du taux de profit et de productivité entre tous les secteurs est une impossibilité. La même concurrence qui pousse vers une péréquation tendancielle du taux de profit, pousse simultanément vers la suppression tendancielle de cette égalité du taux de profit entre diverses branches, ou aires.

Dans sa *Préface* de 1894 au troisième livre du *Capital*, Engels indique à propos de la transformation de la plus-value en profit et de la disparité des taux de profit que « cette disparité est une "perturbation" ; dans les sciences exactes, il n'est pas d'usage de considérer une perturbation calculable comme la réfutation d'une loi [ici, la loi de la valeur] [210]» et « cette disparité entre les différents prix et leurs valeurs respectives est-elle une réfutation du principe de la valeur ? Nullement [211]».

Le taux général de profit moyen ou général est un concept, pas une réalité. « Le concept n'est pas d'emblée, immédiatement, la réalité et la réalité n'est pas immédiatement son propre concept. Du fait qu'un concept possède le caractère essentiel d'un concept, donc qu'il ne coïncide pas d'emblée, *prima facie* [au premier coup d'œil], avec la réalité dont il a fallu d'abord l'abstraire, de ce fait il est toujours plus qu'une simple fiction, à moins que vous n'appeliez fiction tous les résultats de la pensée, parce que la réalité ne correspond à ces résultats que par un long détour et, même alors, ne s'en rapproche jamais que de manière asymptotique. En va-t-il autrement du taux général de profit ? Il n'existe à chaque instant que d'une manière approchée. S'il vient à se réaliser dans deux établissements jusqu'à coïncider jusque dans le moindre détail, si tous deux obtiennent dans un exercice donné exactement le même taux de profit, c'est pur hasard ; dans la réalité, les taux de profit varient en fonction de multiples circonstances, d'une entreprise à l'autre et d'une année à l'autre, et le taux général n'existe qu'en tant que moyenne de nombreuses entreprises et sur toute une série d'années[212] .»

[210] Nous pouvons avoir quelques réticences quant à l'assimilation de la loi de la valeur comme identique aux lois des sciences exactes. Ce qui importe ici, c'est de considérer les perturbations comme inhérentes à la loi et ne la remettant pas en cause.

[211] Engels, *op. cit.*, *Le Capital*, Éd. Sociales, L 3, t. 1, p. 18

[212] Engels, *lettre à Schmidt*, 12 mars 1895, in *Lettres sur le Capital*, Éd. Sociales, p. 416-417.

Parmi toutes les médiations qui jalonnent « le long détour » entre « la réalité » et « les résultats de la pensée », il en est une qui joue un rôle fondamental et qui met en œuvre, met en forme et travaille la « longue série des années » et la « multiplicité des entreprises », c'est l'État. Ce dernier, par sa politique plus ou moins protectionniste, par l'aménagement du territoire, l'émission de la monnaie centrale, l'organisation du crédit, la régulation bancaire, la répartition des enveloppes budgétaires, l'aménagement de la fiscalité, les règles, encouragements et subventions aux investissements et, *last but not least*, toutes les lois, règlements et décrets relatifs au salaire, à la formation de la main-d'œuvre, à la reproduction de la force de travail, n'impose pas un taux de profit moyen général mais *organise sa réalité tendancielle*. Si les différences entre taux de profit sont absolument nécessaires à l'accumulation du capital (recherche perpétuelle de surprofits), il n'empêche que surplombant et organisant les différences entre entreprises, entre branches ou entre les régions, il y a les différences se constituant comme nationales. La mécanique même de la péréquation du taux de profit dans ses différences nécessaires à sa propre existence non seulement implique alors l'État mais encore la multiplicité des États. Nous avons ici la *genèse théorique* de ce que l'on peut appeler « capital national » ou mieux « *capital intérieur* » dans la mesure où l'*aire de péréquation* dont l'État est le résultat, le garant et le reproducteur et qu'il organise ne se limite pas aux capitaux dont la nationalité est identique à celle de l'État mais à tous ceux investis sur son territoire. On peut définir le capital intérieur comme *la reproduction sur un territoire par l'activité de l'État qui en fait un territoire national des rapports sociaux de production et de distribution capitalistes*.

Ce que l'on peut appeler une aire de péréquation n'est pas une île. Dans un paragraphe consacré au « marché monétaire » mais dont la teneur est ensuite généralisée à tous les marchés, Marx dans un exercice de haute voltige dialectique, articule marché national et marché mondial : « De même que le marché se subdivise grosso modo en marché intérieur et marché extérieur, le marché intérieur lui-même se divisant à son tour en marché des actions nationales, fonds national, etc. et fonds étrangers, actions étrangères, etc. Mais ce développement fait partie, à proprement parler, du marché mondial qui n'est pas seulement le marché intérieur dans ses rapports avec tous les marchés étrangers existant en dehors de lui, mais, en même temps, le marché intérieur de tous les marchés étrangers conçus à leur tour comme composante du marché national[213].».

[213] *Grundrisse*, Éd. Sociales, t. 1, p. 222.

Dans le premier chapitre de son *Introduction à l'économie politique*[214], Luxemburg commet une grande erreur en faisant du « capitalisme mondial » et du « capitalisme national » les termes exclusifs l'un de l'autre d'une alternative[215]. Lorsque, en prison, en 1916-1917, au paroxysme de la Première Guerre mondiale, elle reprend son manuscrit**,** elle écrit : « Rien n'est plus frappant aujourd'hui, rien n'a une importance plus décisive pour la vie politique et sociale actuelle que la contradiction entre ce fondement économique commun unissant chaque jour plus solidement et plus étroitement tous les peuples en une grande totalité et la superstructure des États qui cherche à diviser artificiellement les peuples, par les poteaux-frontières, les barrières douanières et le militarisme, en autant de fractions étrangères et hostiles les unes aux autres. […] Aujourd'hui, sous la domination du capital, le point névralgique du système social réside dans la croyance en la mission de l'État bourgeois sur la terre. Et comme aujourd'hui, sur les puissantes vagues de l'économie mondiale de graves ennuis commencent déjà à surgir et à s'amonceler, que des tempêtes s'y préparent qui balaieront le "microcosme" de l'État bourgeois de la surface de la terre comme un fétu de paille, la "garde suisse" scientifique de la domination capitaliste se précipite aux portes du

[214] Éd. Anthropos, 1970. Le titre allemand de l'ouvrage de Rosa Luxemburg est *Einführung in die Nationalökonomie*. Jusqu'au début du XX[e] siècle, le terme *Nationalökonomie* désigne en Allemagne ce qu'en Angleterre ou en France était « l'économie politique ». Cela soulève une énigme : pourquoi Marx dans la *Contribution* (1859) ou dans le sous-titre du *Capital* (1867) emploie le terme de « politischen » à la place du terme allemand convenu ?

[215] « Selon le professeur Schmoller [ponte de l'Université et cible de Luxemburg], la science de l'économie politique est née sur l'ordre de l'absolutisme éclairé. Selon le professeur *Bücher* [idem] le mode de production capitaliste tout entier n'est que le fruit de la volonté souveraine et des plans ambitieux des princes absolus. […] Certes l'instauration de grands États bureaucratiques centralisés était une condition indispensable du mode de production capitaliste, mais elle n'était elle-même qu'une *conséquence* des nouveaux besoins économiques de sorte qu'on est beaucoup plus près de la vérité en renversant la phrase de *Bücher* : la centralisation politique est "essentiellement" un fruit de la maturation de l' "économie politique", c'est-à-dire de la production capitaliste. Dans la mesure où l'absolutisme a eu sa part incontestable dans ce processus de maturation historique, il a joué ce rôle en instrument aveugle des tendances historiques, avec la même absence totale d'idées qui l'a fait s'opposer aussi à ces tendances dès que l'occasion s'en présentait. » (*op. cit.*, p. 59-60). Les mesures prises pendant deux siècles par l' « instrument aveugle » n'ont jamais perdu de vue leur objectif et manifestaient une certaine suite dans les idées. Soit les « tendances historiques » sont insuffisantes pour entraîner leur conséquence politique et il faut une action spécifique de l'État, action soumise à des conditions nationales ; soit il faut admettre qu'elles ne se manifestaient pas en Flandres, en Lombardie, en Toscane (et alors Machiavel n'a pas existé) ou en Campanie. Les mêmes « tendances historiques » ont éliminé l'Espagne et le Portugal pour des siècles et marginalisé provisoirement les Provinces-Unies. À croire que l'épiphanie des « tendances historiques » n'a eu lieu qu'en France et en Angleterre, à retardement en Prusse ou en Suède.
Quant aux exemples de l'opposition de ces mêmes États aux « tendances » (*op. cit.*, p. 60), pour la mémoire de Luxemburg, passons-les sous silence.

donjon, c'est-à-dire de l' "État national" pour le défendre jusqu'à son dernier souffle. Le fondement de l'économie politique actuelle, c'est une mystification scientifique dans l'intérêt de la bourgeoisie[216].» En un mot, face à l'interconnexion mondiale des économies (l'interconnexion mondiale du début du XX^e siècle diffère de la mondialisation des années 2000), l'État bourgeois, l'État national, ne serait plus qu'une mystification politique « superstructurelle ». Dans le cadre des théories du programmatisme, la relation nécessaire entre « interconnexion mondiale » (ou actuellement, mondialisation) et les États nationaux est une problématique interdite. La bourgeoisie ne fait plus que gérer des divisions superstructurelles que le propre développement du capitalisme qu'elle a conduit balaie. Le communisme n'est plus que la mise en forme rationnelle du développement capitaliste au-delà de son anarchie.

En fait, l'État joue un double jeu dans la péréquation du taux de profit et dans *sa scansion différentielle* : d'une part il détermine et fixe un *moment* de la péréquation mondiale, d'autre part, selon la fixation qu'il promeut, il accélère, par attrait ou répulsion, la mobilité des capitaux et donc *remet sans cesse en cause* son propre rôle de moment scandant la péréquation afin de *se conforter* comme moment. L'État et le capital national sont des paradoxes en procès.

Quand, dans *Le Capital*, Marx reprend dans le chapitre sur la rente foncière absolue le mécanisme de la péréquation générale du taux de profit, il insiste sur le fait qu'il s'agit d'une « hypothèse [qui] repose sur la répartition proportionnelle, sans cesse changeante, du capital social total, entre les diverses sphères de production ; sur le va-et-vient perpétuel des capitaux ; sur leur transférabilité d'une sphère à l'autre, bref sur leur libre mouvement entre les diverses sphères de production, qui sont autant de champs d'investissement pour les fractions autonomes du capital social total. Nous admettons ici qu'aucune entrave (tout au plus une entrave occasionnelle et temporaire) n'empêche la concurrence des capitaux de ramener la valeur au prix de production […], ce qui entraîne la répartition proportionnelle de la plus-value excédentaire de cette sphère de production entre toutes les branches exploitées par le capital. Mais si le contraire se produit, si le capital se heurte à une force extérieure, qu'il n'arrive pas à vaincre ou qu'il ne peut vaincre qu'en partie ; si cette force restreint son investissement dans certaines sphères de production, ne l'admettant que dans certaines conditions qui excluent – entièrement ou en partie – la péréquation générale de la plus-value pour donner le profit moyen, il

[216] *op. cit.*, p. 40-41.

y aura évidemment, dans ces sphères-là, constitution de surprofit, provenant de l'excédent de la valeur des marchandises sur leur prix de production[217] .»

Évidemment, la « force extérieure » que Marx va analyser ici et prendre en compte c'est la propriété foncière. Contrairement à cette dernière, si les entreprises ont de multiples façons de préserver les surprofits qu'elles ont pu engendrer, ces façons sont toujours temporaires et les obstacles finissent toujours par être renversés. Il existe cependant un « obstacle » qui pour être plus ou moins temporaire n'est pas *occasionnel*, et qui est une « force intérieure », c'est l'État ou plutôt *les États* qui de produits de la péréquation tendancielle et de sa scansion deviennent des acteurs de celle-ci[218]. Leur rôle comme moment scandant la péréquation les impose comme « obstacle » dans le mouvement où ils encouragent, sollicitent ou freinent le « va-et-vient des capitaux » et leur « libre mouvement », qu'il s'agisse de mouvements financiers, de certaines exportations de produits, de transfert de technologies ou de circulation de la main-d'œuvre. « Obstacle » continuellement « temporaire » dans la mesure où toutes les murailles de Chine finissent par être renversées, mais toujours renouvelé dans la mesure où l' « obstacle » n'est pas « occasionnel » mais inscrit nécessairement dans le mouvement même dont il est « obstacle » et qu'il entretient : la péréquation toujours tendancielle des taux de profit : « Le taux général de profit existe seulement comme tendance, comme mouvement d'égalisation des taux particuliers de profit [219]». Si, comme l'ajoute Marx, « la concurrence entre capitalistes est elle-même ce mouvement d'égalisation », la reproduction même de chaque capital implique des fonctions qui le dépassent (monnaie, législation, sécurité, infrastructures, …), il ne les trouve pas toutes faites mais les constitue, ce faisant chaque capital se trouve embarqué par la concurrence dans un rapport à ses semblables que, de façon fluctuante, la concurrence limite en un certain nombre d'ensembles appelés nationaux.

La concurrence hiérarchise par les transferts de valeur, la cession par les capitaux particuliers des uns aux autres d'une partie de leur plus-value et par la mobilité des capitaux (en les égalisant…) non seulement les entreprises et les branches de production, mais aussi les territoires tels qu'organisés par *les États dans la mesure où ils sont territorialement des moments de la péréquation*. Il ne suffit pas d'insister sur la diversité, encore faut-il souligner que la diversité est hiérarchisée. Si la péréquation est le « communisme capitaliste » (Marx à Engels, 30 avril 1868), à l'intérieur de ce communisme,

[217] Marx, *op. cit.*, L. 3, t. 3, p. 145.
[218] Nous nous limitons ici à une approche fonctionnaliste de l'État.
[219] Marx, *op. cit.*, L. 3, t. 2, p. 32

certains sont plus égaux que d'autres comme en témoigne la mondialisation que le capital a impulsé et mis en forme au cours des années 1980 sous supervision américaine. La surface financière du pays est déterminante ainsi que la capacité à développer sur son sol, avec l'environnement adéquat, des leaders mondiaux à la pointe des innovations technologiques structurantes et déterminant la productivité générale (autour de laquelle s'organisera la loi de la valeur) et l'extraction de plus-value sous son mode relatif et coagulant les entreprises « étrangères » dans son *capital intérieur*. Considérer la diversité comme hiérarchie permet de retrouver dans la définition du capital intérieur (devenant national) comme étant la reproduction des rapports sociaux capitalistes de production et de distribution sur un territoire, *la péréquation qui est la racine conceptuelle définissant mondialement le morcellement territorial étatique*. Dans le même mouvement où le mode de production capitaliste ne peut être sans État, où cet État est un moment nécessaire de la péréquation du taux de profit, en tant que tel, c'est-à-dire en tant que moment nécessaire, cette même mécanique de la péréquation implique la diversité et sa hiérarchie.

En bref et au risque de la répétition : si nous considérons la péréquation *toujours tendancielle* des taux de profit, nous avons simultanément la constitution d'éléments discrets et leur multiplicité nécessaire. La concurrence universelle entre les capitaux singuliers fait du mouvement tendanciel de la péréquation, dont elle est l'origine, la coagulation d'ensembles de capitaux vis-à-vis d'autres ensembles posés comme équivalents. En outre ces éléments ou ensembles que l'on peut qualifier de capitaux nationaux (ou mieux de capitalismes nationaux) sont de par leur fondement et leur constitution toujours évolutifs et intègrent leur concurrence réciproque et leur expansion (réussie ou non). La péréquation implique, en outre, toute sortes de nécessités et de fonctions autonomes vis-à-vis des capitaux particuliers : monnaie, législation de la propriété, formation et gestion de la force de travail, « maintien de l'ordre », défense et toutes sortes d'appareils idéologiques de domination. C'est-à-dire l'État.

Un capitalisme national se définit par sa capacité, sur un territoire dont l'existence même renvoie à la péréquation tendancielle (on ne peut cependant limiter sa constitution et ses frontières à des facteurs strictement économiques), de reproduction des « rapports sociaux de production capitalistes [220]». Pour chaque capital national, cette capacité de reproduction intègre son expansion concurrentielle et l'intégration, dans sa capacité

[220] Nicos Poulantzas distingue « rapports de production » et « rapports sociaux de production », les seconds désignant l'émergence de « l'effet global » dans les premiers de telle sorte qu'ils deviennent des rapports de classes ou « rapports sociaux de classes ».

reproductive, de capitaux d'origine étrangère, c'est-à-dire venant d'autres aires de péréquation constituées comme nationales. Ces aires s'interpénètrent sans jamais se confondre du fait même de leur dynamique tendancielle d'existence.

La péréquation, pour être sans limite, est toujours scandée par des espaces se constituant dans cette scansion en espaces nationaux. L'État comme multiplicité des États n'est pas, dans l'abstraction du capital, un accident historique.

À propos de la postface « Entre histoire et posthistoire »

(À propos de la postface « *Entre histoire et posthistoire* »
In *Il Lato Cattivo* « Intérêts matériels », Éd. de l'Asymétrie, 2023, p. 211 à 238)

Une remarque générale : cette postface n'est lisible que par une cinquantaine de personnes dans le monde, non en raison de sa difficulté théorique, mais du fait qu'elle est un roman à clés dont peu de personnes possèdent les clés. Sans que nous nous prenions pour le centre du monde, cette postface est, dans sa quasi-totalité, une critique des thèses de *Théorie communiste* (*TC*) : restructuration, nouveau cycle de luttes, surestimation d'aspects marginaux des luttes, etc. Même la conclusion sur « une classe agissant strictement en tant que classe pouvant abolir les classes » est une question emblématique de *TC* qui ici se dispense de toute référence. Les termes de « programme » ou de « programmatisme » eux-mêmes ne sont pas explicités ne serait-ce que par une note. *TC*, évidemment l'objet central de cette postface, n'est citée qu'anecdotiquement, au passage, pour *un texte de 1986*. Cette unique citation ou référence n'est peut-être pas sans but précis : comme il ressort de toute cette postface il s'agit de montrer que les 40 dernières années – minimum – n'ont pas existé, donc on reprend une citation de *TC* de 1986 et on sous-entend « regardez c'est toujours pareil ». Ce qui n'empêche que, par ailleurs, des fragments de *TC* soient littéralement recopiés (sans références). Même si c'est la meilleure chose qu'il puisse arriver à une production théorique, on peut s'interroger sur les raisons (théoriques ?) d'une telle attitude. Passons aux choses sérieuses.

Toute cette postface d'*Il Lato Cattivo* (*ILC*) baigne dans une sorte de nostalgie (critique) du « mouvement ouvrier » qui fait de la fin du « bloc de l'Est » une « nouvelle défaite du prolétariat » (p. 213).Une telle affirmation peut surprendre de la part d'auteurs plus ou moins issus de l'Ultragauche et s'étant réclamés de la « théorie de la communisation ». Mais toute la postface consiste à brûler ce qui avait été adoré et adorer ce qui avait été brûlé.

Si, comme le soutient cette postface dans sa conclusion, nous devons avoir un retour de l'affirmation du prolétariat comme préalable à son abolition, alors, faut-il regretter, certes avec répugnance, ce qui avait été la garantie exemplaire de cette affirmation, sa plus belle formalisation : le bloc de l'Est et ses *contorni* occidentaux.

Comprendre la fin du « bloc de l'Est » comme une « nouvelle défaite du prolétariat », c'est confondre la révolution et *sa* contre-révolution ?

La contre-révolution bolchévique fut de façon essentielle *l'achèvement* (dans les deux sens du terme) de la révolution dans cette phase historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital, phase dans laquelle elle ne pouvait qu'être la montée en puissance de la classe à l'intérieur du capital et déboucher sur son affirmation comme pôle dominant de la société. La contre-révolution bolchévique s'articule alors nécessairement avec la révolution. Les Gauches, même la Gauche germano-hollandaise, en restèrent à une critique formelle[221], elles ne saisirent jamais la véritable nature de la révolution russe et surtout celle de sa contre-révolution : révolution ayant pour contenu l'affirmation autonome de la classe ouvrière et par là-même trouvant, dans la capacité du travail à revendiquer la gestion de la société, donc dans ce qui est sa puissance même à l'intérieur du capital, acquise dans le passage en subsomption réelle, *sa limite se formalisant contre elle-même*, comme une contre-révolution que les partis issus de la Seconde Internationale furent plus ou moins aptes, selon leur situation spécifique, à prendre en charge, à formaliser. Implacablement, la révolution comme affirmation de la classe se transforme en gestion du capital et se renverse en contre-révolution à laquelle elle fournit son propre contenu.

Pendant 70 ans, le « malheur » de la classe capitaliste soviétique fut de rester entachée et liée à son péché originel, c'est-à-dire à ce dont elle demeurait la contre-révolution spécifique[222]. Ce n'est que dans la restructuration des années 1970-1980 que cette classe put se dépouiller de son péché originel (comme au même moment les États-Unis, avec Reagan, se débarrassaient du *New Deal*). En Allemagne, il fallut le pouvoir de la social-démocratie, puis le « National-socialisme » ; en Italie, il fallut le fascisme qui dans le cadre de l'affirmation du travail en inverse totalement les finalités ; même en Amérique latine les contre-révolutions de cette phase sont spécifiques. La contre-révolution soviétique est demeurée la forme paradigmatique et paroxystique de ces contre-révolutions.

En cela seulement on peut dire que sa disparition du bloc de l'Est fait partie de la défaite générale de « l'identité ouvrière » sous toutes ses formes. De même pour la disparition du mouvement ouvrier qui, à notre propre désespoir et nos velléités « radicales », en subsomption réelle du travail sous le capital, a magistralement défendu et conforté la classe ouvrière dans la reproduction

[221] La Gauche italienne, quant à elle, soutint l'ineptie d'un pouvoir politique prolétarien et communiste sur des rapports de production capitalistes. Sur ce thème, et les activités et théories des Gauches, voir *Histoire critique de l'ultragauche* (deuxième édition), Roland Simon et Les Chemins non tracés, Éd. Senonevero, 2015.

[222] Les Chinois se sont débarrassés plus rapidement de cette tare.

propre du capital. De là à être nostalgique (critique) de la Banlieue rouge, de Maurice Thorez ou de Palmiro Togliatti, il y a un pas à ne pas franchir.

Il est exact que « le mouvement ouvrier était un frein à la restructuration » (*ILC*), est-ce que pour autant on le regrette en attendant son retour ou est-ce qu'on analyse la nouvelle configuration de la contradiction quitte (peut-être) à surestimer parfois certains éléments (la question de la surestimation – induction ou déduction – est bien résumée dans *TC* 25, p. 18 par un courrier d'un camarade d'*Endnotes*[223]). Il est vrai que *TC* peut paraître « chercher dans les luttes quelque chose de plus que la défense des intérêts immédiats » (Postface – qui ne cite pas *TC* dans cette « dérive » –, p. 215). Mais que signifie « la défense des intérêts immédiats » ? Quels sont ces intérêts immédiats, dans quelle configuration ils se situent, quels sont leurs résultats, comment se déroule la lutte, quel est l'adversaire « immédiat », quels sont le

[223] « Je pense que si tu lis un texte de *TC* comme *L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle*, il est difficile d'accuser *TC* d'utiliser des préjugés pour produire le communisme à partir de théorèmes. Toutes leurs approches consistent à analyser les luttes actuelles dans leur particularité matérielle précisément comme étant problématiques – c'est-à-dire posant le problème de la communisation. Ce problème se pose au travers de la contradiction qui caractérise la configuration du rapport de classe dans le cycle/la période actuelle, au travers de l'illégitimité de la revendication salariale et du caractère asystémique des revendications ouvrières. Cette illégitimité ou asystémie des revendications ouvrières amène le prolétariat à vivre sa propre existence comme classe comme une contrainte extérieure objectivée dans le capital, c'est-à-dire la formation d'une identité ouvrière positive, affirmative, est impossible. Dans cette configuration contradictoire du rapport de classe, l'analyse de *TC* est que l'action de classe elle-même est en auto-contradiction, auto-contraignante ou autodestructive : elle constitue une limite. La nature auto-contradictoire de la lutte de classe dans ce cycle est marquée par l'*écart* dans l'action du prolétariat entre lutter comme classe et remettre en cause l'existence de la classe ou l'appartenance de classe. La formation de cet *écart* est théorisée par *TC* comme la dynamique du cycle actuel. On pourrait dire que cette "analyse limite" est elle-même limitée, ou, qu'elle ne représente simplement que des théorèmes postulant la communisation comme un dépassement produit par le jeu entre limite, dynamique et *écart*. Elle aurait alors une composante spéculative, dans la mesure où *TC* eux-mêmes affirment seulement que le problème de la communisation est simplement posé par les luttes actuelles. Ils essayent vraiment, pourtant, de fonder leur analyse sur des luttes actuelles, empiriques. On peut être en désaccord avec le schéma interprétatif avec lequel *TC* lit ces luttes, mais ce schéma ferait au moins valoir que si leur théorie de la communisation était au départ de nature *déductive*, elle était dorénavant *inductive* (relevant du caractère matériel des luttes elles-mêmes). Dans nombre de leurs textes, *TC* souligne à plusieurs reprises la nécessité d'établir un lien théorique entre les luttes actuelles et la révolution comme communisation (non que les luttes actuelles recèlent un germe de la révolution future comme communisation, mais bien que la communisation est posée dans le jeu entre dynamique, limite et écart : c'est ce jeu qu'ils théorisent comme engendrant le dépassement produit des rapports sociaux capitalistes). Je pense que la question se ramène à savoir si tu penses que la schématisation historique de *TC* est arbitrairement plaquée sur les luttes, les adaptant à un ensemble de théorèmes fonctionnant *a priori*, ou si tu trouves que leur analyse est convaincante et que tu considères que cette schématisation est adéquate à la nature changeante des luttes de classe et au rapport d'exploitation dans les périodes qu'ils identifient. »

cadre politique et les organisations, la situation nationale ou internationale de la chose ? Admettons qu'*il n'y a rien de plus*, mais cette défense (ou attaque ?) dans une certaine époque de la contradiction avec toutes ses déterminations change pas mal de choses. La « sagesse » frappée au coin du « bon sens » est la pire des spéculations. Pour défendre un tel point de vue sans tomber dans le « bon sens », il fallait l'envergure théorique de Christian Charrier dans *La Matérielle* [224].

Si, « des luttes atypiques extrêmement minoritaires ont été montées en épingle » (p. 215), quelques exemples auraient été les bienvenus. L'analyse de ces luttes par *TC* est peut être fausse (voir, en note 3, le propos d'un camarade d'*Endnotes*), mais dans le chapitre « Annonce » de *L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle* (brochure *TC*, supplément au n° 20, 6/2006) ; dans « Revendiquer pour le salaire » (*TC* 22, 2/2009) et dans « C'est au présent que nous parlons de communisation » (*TC* 24, 12/2012), ou plus récemment avec les « Gilets jaunes » (*TC* 27) les luttes en question ne sont pas « extrêmement minoritaires » ni « atypiques ».

« On ne voit rien qui conforte l'hypothèse d'une remise en question des classes déjà inscrite dans le cours quotidien des luttes. » (p. 215). La « théorie de la communisation » n'aurait alors été qu'une erreur, une illusion. *ILC* se conforme à l'injonction de Saint Rémi à Clovis lors de son baptême : « Courbe la tête fier Sicambre ! Brûle ce que tu as adoré, adore ce que tu as brûlé ! »

Nous sommes d'accord avec *ILC* pour reconnaître que la « représentation des luttes est devenue très problématique » (p. 217) et que le « populisme » remplace les PC et la Social-démocratie. Mais *ILC* l'affirme s*ans que l'on sache pourquoi* et sans définition et problématisation du populisme (ce que, pour notre part, nous abordons dans *TC* 27 : texte sur les Gilets jaunes). En effet, toute explication obligerait à revenir sur la restructuration, la configuration de la contradiction et sur le fait que la défense du bout de gras n'a pas ou plus toujours forcément le même sens et qu'elle peut être *significative* (voir « Revendiquer pour le salaire », *TC* 22). Situer et problématiser la revendication « basique », c'est là tous les interdits du « bon sens ».

L'offre politique n'est plus fondée sur une « identité ouvrière » mais sur une « identité nationale » (p. 218-219). Si cette affirmation doit être tempérée, il est exact que nous avons là une tendance forte de la période. Mais

[224] Éd. Entremonde, collection *Senonevero*, 2018.

il faut expliquer la chose : d'abord ce que signifie l'« offre politique », comment elle est produite/construite et pourquoi, dans quels termes historiquement particuliers, la « représentation » tant politique et sociale que syndicale est un problème. En ce qui nous concerne, la question est largement abordée dans le texte « Tel Quel » (*TC* 24), intégralement traduit en 2013 par les camarades d'*ILC*.

Globalement, *ILC* néglige que cette « identité ouvrière » était une construction idéologique (se donnant comme identique aux rapports de production), confirmée dans la reproduction du capital et se construisant vis-à-vis des femmes et des immigrés (avec l'alliance fluctuante mais déterminante de l'OS et de l'OP). Pour passer d'une identité à l'autre, il y a beaucoup d'éléments et de médiations à prendre en compte (voir *TC* 25, « Une Séquence particulière ») et à remettre sur la table : la théorie des crises (suraccumulation et sous-consommation, *TC* 22, 2/2009)) et la question de l'État (État dénationalisé). Bref, ce passage est inexplicable sans toute une théorie de la restructuration *et de sa crise*. Si l'identité ouvrière revient (p. 220), pourquoi pas (?), cela n'aura rien à voir avec ce qu'elle fut (nous reviendrons à la fin de ces notes sur la « persistance » du programmatisme).

On peut critiquer le devenir en idéologie de la « théorie de la communisation » de par les transformations sociales et géopolitiques en cours, de par la crise de la mondialisation, le retour de l'État-nation comme mise en forme de la lutte de classe, la crise du capital tel que restructuré dans les années 1970-1980, mais pas en soutenant que : « Le monde d'après la restructuration s'est mis à ressembler au monde d'avant » (p. 216, plus loin il s'agira d'oscillations). Pour *ILC* : « quelque chose cloche dans la narration de la restructuration », quelque chose « erronée dès le départ » (encore une fois, seule *TC* est susceptible d'être visée ici). Ce qui est erroné, c'est de ne pas considérer les 40 ans – minimum – entre la mise en place de la restructuration et sa crise.

Si « Le monde d'après la restructuration s'est mis à ressembler au monde d'avant », ce serait avant tout parce que « La mondialisation bute sur la persistance de l'ancien » (p. 220). *ILC* aime bien « l'ancien » : mouvement ouvrier, pays de l'Est, nation protectrice, etc. Mais non. D'abord, la mondialisation n'est que *la forme la plus développée de la restructuration*, pour comprendre pourquoi elle bute, il faut en venir à son fondement, c'est-à-dire la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. À partir de ce fondement (voir, dans ce numéro, « Ukraine 22 ») on comprend que la mondialisation ne bute pas sur « l'ancien » mais *sur ce qu'elle*

a elle-même produit et les contradictions qu'elle a générées. Tous les exemples d'*ILC* : « démocraties illibérales », « repli sur soi », tout cela n'est pas ce qui avait été banni mais ce qui a été produit en minimum 40 ans (mais ces 40 ans sont l'interdit d'*ILC* et de beaucoup d'autres). On ne retrouvera pas la période bénie où nous avions simultanément, en France, le PC, la CGT et l'IS et, en Italie, le PC, la CGIL et les opéraïstes. Et une classe bien délimitée dans sa représentation, auprès de laquelle nous pouvions, à loisir, jouer la « mouche du coche ».

La croyance en « l'unification mondiale du capital » (p. 221), aurait été une des erreurs dans la « narration » de la restructuration. Mais, jamais personne (sauf Marx et Engels dans le *Manifeste*) n'a envisagé une telle unification et considéré la mondialisation comme *unification*. Pour *TC* (puisque c'est d'elle dont il s'agit), bien au contraire, la « mondialisation » fut un découpage déconstruisant, ou modelant, toutes les cohérences nationales ou régionales, la mise en abyme de zones à vocation particulière, un paysage en mosaïque, voir « Tel quel » (traduit en italien par *ILC*).

Si « La marée mondialisatrice se retire » : elle ne se retire pas comme un « accident » survenant toutes les six heures, elle est en crise mais dans cette crise elle ne découvre pas d'anciens récifs ou pics, mais *ses propres créations* dont tous les nationalismes qu'elle a produits dans sa destruction des aires cohérentes viables ou le modelage de leur développement, et la segmentation des « chaînes de valeur ». La Chine relance son marché intérieur (p. 226-227), pour l'instant ce n'est pas vraiment une réussite (*Le Monde* 21/2/2024 ; *Le Monde Diplomatique,* 12/2023). Même les Chinois ne savent plus à quel Confucius se fier pour produire un « vrai » marché intérieur.

« La mondialisation s'est déclinée d'emblée dans les différents pays selon leur capacité d'insertion propres, c'est-à-dire spécifiquement nationales, au sein du cadre mondialisé. » (p. 223). OK, mais alors il ne faut pas évacuer la question qui s'ensuit : qu'est-ce que le « cadre mondialisé » (à le considérer comme un cadre) a changé globalement et au sein de chacun de ces États par rapport à la situation précédente, celle de Bretton Woods ?

Pour « la partie des théoriciens de la communisation » qui parlèrent de la restructuration des années 1970-1980, cette dernière ne fut jamais, comme le prétend *ILC* présentée comme « *la coupure la plus radicale* dans l'histoire du mode de production capitaliste» (p. 212), mais comme une deuxième phase de la subsomption réelle du travail sous le capital. Comme d'habitude, il n'y a ici aucune référence à *TC,* qui est dans la « sphère de la communisation » la seule

revue à avoir théorisé la restructuration et ne pas avoir seulement dit « les choses changent » ni réduit cette restructuration à la mondialisation (comme s'il n'y avait que le décor qui évoluait).

Nous retrouvons toujours le même *grand interdit* : la restructuration dans son fondement comme reconfiguration de l'exploitation, c'est-à-dire de la contradiction entre prolétariat et capital[225]. *Quarante ans minimum ne doivent pas avoir existé*.

Le « retrait de la marée mondialisatrice » découvre un paysage dans lequel *ILC* se sent plus à l'aise, celui des États-nations, « créations populaires », protectrices et cadre possible du retour de l'identité ouvrière et de son affirmation. Avec le rôle de la nation comme protection et défense, perce ici (p. 214) leur ambigüité sur le « nationalisme ». La valorisation de la nation vient de ce que la restructuration n'est pas conçue dans son principe mais seulement dans sa forme la plus développée : la mondialisation. Le « recours à la nation » dans les luttes actuelles n'est à aucun moment théoriquement compris et construit à partir des déterminants spécifiques de la crise de la restructuration (nature de la crise, relations entre rapports de production et rapports de distribution, État dénationalisé vécu et désigné comme « responsable », etc.).

On a là comme une sorte de glorification des États-nation, véritables « créations populaires ancrées dans l'Histoire » contre la mondialisation instituée par « quelques individus autour d'une table [sic] » (p. 221). Là, *ILC* prend de la hauteur, celle de ceux qui regardent l'Histoire. « Tout dépend de l'échelle » nous disent-ils, mais nous, nous n'avons qu'une échelle avec peu de barreaux, contrairement à Bordiga et à eux qui possèdent une échelle de pompiers.

Il est exact que « toutes les classes s'adressent à l'État » (voir aussi p. 222), mais l'explication par le « poids de l'Histoire » est un peu simpliste. Jusque-là, dans d'autres textes du livre, *ILC* avait insisté sur le fait que le « poids de l'histoire » n'existe que dans sa reconstruction au présent. Il faut expliquer par les circonstances actuelles cette « adresse » et non par la nation fondamentale. On retrouve ici leurs trois textes de référence: *Facteurs de race*

[225] Nous devons préciser que récemment sur le site de *Hic Salta*, dans leurs chroniques de la crise (que l'on soit ou non d'accord sur tout, ces chroniques sont une base incontournable à toute compréhension de la situation économique actuelle), Bruno Astarian et Robert Ferro reconnaissent que les années 1970-1980 furent marquées par une restructuration simplement qualifiée de « postfordiste ». sans autres précisions.

et de nations dans la théorie marxiste, de Bordiga ; *Qu'est-ce qu'une nation ?,* de Pascal Ory et toutes les ambiguïtés de « *L'Origine…* » d'Engels [226].

Selon Bordiga, repris par *ILC* ; « le processus de systématisation des unités nationales dans les aires extra-occidentales est loin d'être conclu » (p.228). Mais les États issus des décolonisations (« pacifique » ou armées) n'ont absolument rien à voir avec les processus nationaux des XVII° au XIX° siècles en Europe occidentale ou centrale. Le texte de Bordiga date de 1953, c'est-à-dire de la rupture avec Damen (1952), entre autres choses, sur cette « question nationale ».

ILC peut faire une description historiquement plus ou moins exacte de l'apparition de l'État-nation en Europe occidentale (p. 228-229). Le problème c'est la perspective dans laquelle ces États-nations sont inscrits, il ne s'agit pas d'un trend séculaire momentanément et quasiment accidentellement interrompu par quelques personnes « autour d'une table ». Cette Nation, ce nationalisme, dans lequel tend à s'articuler et se configurer actuellement la lutte de classe est le produit de la crise de la mondialisation (crise de son fondement) et de l'État dénationalisé. L'une et l'autre ne furent pas une simple parenthèse historique dans un demi-siècle toujours occulté.

À la suite de Bordiga, *ILC* admet que « La revendication nationale n'est pas notre revendication » (p. 230), ce qui n'empêche que l'on va « se lancer pour elle » car le cadre national est, contre toute évidence, proclamé « protecteur » (p. 230). Il faut donc le défendre, que cela plaise ou non[227]. Il faut renouer avec le « peuple souverain » comme si c'était *maintenant* une étape de l'hypothétique révolution communiste. Étape nécessaire pour être au niveau de la remise en cause de l'État-nation par la mondialisation. Revendiquer le « peuple souverain », c'est retrouver la Nation. On retrouve les arguments ineptes de Bordiga en 1953. « Forcés de réagir », les individus « redécouvrent les vertus de la nation » (p. 232). Il n'y a là aucune analyse critique de la nation et de son retour comme formalisation de la lutte de classe. Les individus redécouvrent les vertus de l'État-nation qui « subsumé par les organes du supra-national » avait « sapé le mouvement ouvrier ».

Mais, on ne s'arrête pas en si bon chemin,

[226] Le texte de Bordiga fait l'objet de notes de lecture que l'on trouvera à la suite du commentaire de cette « Postface ».

[227] Dans *Le ménage à trois de la lutte des classes* (Éd. L'Asymétrie, 2019), Astarian et Ferro (membre d'*ILC*) soulignent que la « démondialisation » avec son cortège de protectionnisme serait synonyme de « la mise en jachère d'une masse importante de capitaux et de salariés » (*op. cit.*, p. 342).

Il faut retrouver « la grande ambition nationale de la bourgeoisie historique » et « le plus haut niveau de développement de la nation qui rejoint la Rome antique ». On est en plein péplum. Parler de « nation » pour Athènes ou pour Rome c'est de la folie : les hoplites de Miltiade contre les hordes barbares de Darius. Mais la « Grande Théorie » doit construire l'Histoire comme un grand développement nécessaire dans lequel le théoricien s'infiltre. Il est vrai que certaines choses peuvent resurgir, mais de par une dynamique qui leur est totalement étrangère *et non de par leur persistance*. La résurgence est alors une illusion. À grimper à l'échelle on risque l'ivresse des cimes et voir la « communauté germanique » imprégner encore le capitalisme allemand (p.225). À force de vouloir rivaliser avec Engels et les absurdités de Bordiga (*Facteurs de race...* – voir à la suite) on en arrive à dire n'importe quoi au nom du « poids de l'histoire ».

Il faut ensuite donner de la « profondeur historique » et philosophique à de telles extravagances, l' « Homo sapiens » fera l'affaire dans son « rapport à la nature (la sienne propre et l'extérieure) ». (p. 231). Comme rapport, cette distinction (intérieur/extérieur) est incohérente (même si nous la trouvons occasionnellement chez Marx), mais elle joue son rôle dans le texte d'*ILC*. Au fond de l'affaire de la « succession des modes de production » il y aurait le rapport de l'espèce « Homo sapiens » à la nature, « la sienne propre » (?) ainsi qu'à celle qui lui est « extérieure » (?) et le « devenir social » de ce rapport dans ses deux versants.

- La distinction « intérieur » / « extérieur » est incohérente. Elle n'est fondée que sur une vision de l'Homme devant s'accomplir au travers de l'aliénation (nature extérieure) nécessaire jusqu'à un certain moment pour réaliser sa nature intérieure[228] qui consiste à se regarder artistiquement ou spirituellement le nombril.
- Ce rapport à la nature (les deux) a un « devenir social ». Ce rapport, dans sa fameuse dualité, est donc présupposé comme ce qui *a* un devenir social et n'*est* pas un devenir social. Sinon *exit* toute la référence à la baudruche « Homo sapiens »[229].

La citation d'Engels qui vient à l'appui est totalement tautologique : « les institutions sociales sont déterminées par le stade de développement de la famille ». Donc la famille est un préalable fondant les institutions sociales. Ou alors, si la famille est elle-même une institution sociale elle ne détermine pas les

[228] Pour une critique de la distinction et de la relation entre « nature intérieure » et « nature extérieur », voir l'Annexe : « À propos de " nature intérieure" et de "nature extérieure" ».
[229] *Ibid.*

institutions sociales sous lesquelles elle existe. Sauf (et c'est là que tout dérape complètement) si l'on pose comme un *donné* les « liens du sang » (et leur « devenir social ») et cela jusqu'à *la nation* qui les transforme *tout en s'y fondant* (au secours). Tribu et nation relèveraient de la « nature intérieure » autre que le « travail » relevant, quant à lui, du rapport à la « nature extérieure ». On peut trouver toutes sortes d'arguties pour relier les deux « natures », mais cela ne fera que renvoyer au vide conceptuel de leur distinction.

La Patrie devient l'extension du phénomène naturel : « la filiation dans sa détermination naturelle » (cf. les « Enfants de la Patrie »). « Plusieurs *ethnos* se font *démos* » : les sans-papiers ont intérêt à raser les murs (ils ont de toute façon intérêt mais pas parce que la nation est un dérivé de l'*ethnos*).

Le rapport à la « nature intérieure » étant la poursuite de *l'ethnos* (p. 233), le drame actuel réside en ce que : « Le supranational met sous une tension extrême l'organisation du rapport à la nature intérieure » (p. 234). Malheur au supranational qui a mis sous tension la famille, la tribu, la nation, et, par-là, le « devenir social des liens du sang ».

Il n'existe pas de « devenir social des liens du sang », car les liens du sang sont déjà une construction sociale, il n'y a rien de plus compliqué que les relations exogamiques des aborigènes en Australie, par exemple. Mais, Bordiga s'imagine que les « Iroquois » et les « Dakotas » sont des pures « souches sanguines » (*Facteurs de races* …) et pourquoi pas les Napolitains et les Milanais. On retrouve dans *ILC* toutes les sentencieuses absurdités du Grand Récit bordiguiste. Il y aurait des « liens du sang » qui ne seraient pas des liens sociaux (au début était le « tas » où tout le monde au fond de la caverne baisait indifféremment avec, comme seule limite, l'usage instinctif de la massue), mais naturels et devenant sociaux (ici on va placer les femmes pour les faire disparaître aussitôt, il est bien connu que les femmes c'est la nature et les liens du sang …). Tout anthropologue ou ethnologue sérieux sait que ce qui est baptisé « liens du sang » est une reconstruction sociale de ce qui est alors baptisé « nature ». *Les « ethnies » ont une histoire* et sont loin d'être des regroupements fixes avant que les colonisations aient besoin administrativement de les délimiter et de les fixer.

Pour Bordiga ou Pascal Ory (les références d'*ILC*), les fondements de la nation ce sont l'ethnie, le sang, la langue, les coutumes communes, les frontières naturelles (les Alpes, le Rhin, les Pyrénées, l'Oural, etc.). Le Napolitain ne se souvient pas de la célèbre apostrophe d'un leader du *Risorgimento* après l'unité : « Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons

faire les Italiens .» Pour eux, c'est comme si tout cela (l'ethnie, le sang, la langue, les coutumes communes, les frontières naturelles) avait d'abord une existence, comme des « éléments passifs » *préalables*, attendant *d'être mis en mouvement par la bourgeoisie*. Page 232, nous apprenons qu'il faut considérer le « triptyque famille-tribu-nation » de façon diachronique et synchronique et qu'en conséquence la nation est « le devenir social du lien de sang ».

Avec les liens du sang, *naturellement*, nous en arrivons aux femmes, il faut bien en parler tout de même… Après nous avoir dit : « nous n'accordons pas aux rapports h/f [hommes/femmes] un statut antagonique ou contradictoire » (p. 232), *ILC*, cependant, ne « sous-estime pas la contrainte qui s'exerce sur les femmes, le contrôle de leur capacité reproductive, ou encore la division sexuelle des activités – dans le travail comme dans le non-travail. C'est que la coopération entre les sexes y prévaut sans cesse, quel que soit le système de parenté par ailleurs, et que les femmes elles-mêmes y sont de plus en plus partie prenante au fur et à mesure que le triptyque famille-tribu-nation se développe, en englobant les unités les plus simples dans l'unité la plus vaste et complexe [on aura compris que la nation est le développement le plus vaste issu de la famille, nda …]. *C'est l'exploitation de classe qui rend contradictoire cette coopération sociale et pousse son développement* [nous soulignons]. » (p. 232-233). Mais alors : c'est « contradictoire » ou non ? Comme dans la dialectique normande, ça le devient sans l'être.

Quel que soit le système de parenté, *en soi* (s'il n'y avait pas ce fichu « rapport d'exploitation »), de la famille à la nation en passant par la tribu, entre hommes et femmes, ça coopère, tout baigne ; mais voilà**,** la « coopération sociale » par essence harmonieuse malgré le « contrôle » et la « contrainte » est rendue « contradictoire par l'exploitation de classe ». Comme si la « coopération » entre les hommes et les femmes n'était pas constitutive de toutes les formes de l'exploitation de classe.

Il y aurait un « rapport à la nature intérieure » existant pour lui-même qui aurait été « dénaturalisé » par l'exploitation de classe. Sans l'exploitation de classe, la nation aurait été l'achèvement dans le sang (mais non sanglant) de cette « coopération ». L'objet du rapport homme/femme c'est « l'ensemble des coutumes » (p. 233) ; Cela ne mange pas de pain et surtout ça noie le poisson.

Le « devenir contradictoire » de cette « coopération sociale » ne serait que l'effet des rapports sociaux en tant que rapports à la « nature extérieure », comme si ces rapports à la dite « nature extérieure » n'incluaient pas la reproduction de l'espèce comme sa principale force productive. Il y aurait

comme un mouvement propre de la « nature intérieure », plus ou moins détourné par la « nature extérieure ». Comme l'écrit *ILC*, il est exact que « La reproduction de la population n'est pas réductible à la simple reproduction de la force de travail », mais s'il est question de « coutumes » ce n'est que dans le sens où cette reproduction s'effectue toujours sous un régime idéologique nécessitant toutes sortes de rapports non strictement économiques et de contraintes.

En conclusion, du haut de son échelle, *ILC* nous demande de considérer « les métamorphoses du MPC comme de simples oscillations[230] » (p. 236), car « la grande refondation théorique de la communisation n'a pas abouti » (p. 235). C'est peut-être vrai et on ne peut pas échapper à la question, mais il faudrait développer une critique autrement plus pertinente de cette théorie et ne pas rétropédaler avec un air plein de bon sens vers le pire du programmatisme. On retrouve le sens du titre de cette postface : revenons à l'Histoire, son « poids », sa permanence, tout le reste n'aurait été qu'élucubrations de quelques « agités du bocal ».

La « démarche anti-programmatique de la théorie » serait devenue idéologique : « à "sortir du programmatisme", on finit par sortir de l'histoire » (p. 237). On sait que le programmatisme (ou plutôt certaines caractéristiques du programmatisme) est indépassable à l'intérieur de la lutte de classe (voir Annexe À propos de « nature intérieure » et « nature extérieure »). C'est exact, mais il ne s'agit plus que d'une suite de caractéristiques elles-mêmes soumises à une configuration qui n'est plus celle du programme. Reprenant une formule de *TC*, *ILC* écrit : « …agissant strictement en tant que classe », cela veut dire « s'affirmant en tant que telle ». Ah bon ! il ne nous reste plus qu'à essayer de ressusciter l'URSS qui nous manque tant.

Pour *ILC*, si le prolétariat est « une classe qui n'est plus confirmée au sein de la reproduction capitaliste », il faudrait donc qu'en premier lieu « cette classe retrouve cette confirmation dans le cadre d'une nouvelle restructuration » (p. 238). Et c'est reparti comme en 14, comme si l'incontournable nécessité d'agir en tant que classe était équivalente à la « confirmation » et non pas trouver dans cette action même sa limite.

[230] « Mouvements de tout corps qui va et vient en sens contraire. […] Mouvement d'un pendule qui, allant et venant alternativement en deux sens contraires, se balance à droite et à gauche d'un point central… » (Littré). Les oscillations ne sont en définitive qu'une forme illusoire de *l'Invariance*.

Il est évident, si nous lisons un peu entre les lignes, qu'*ILC* est non seulement nostalgique du programmatisme mais qu'il en espère et attend son retour, de même que celui du prolétariat seul contre tous : toutes les classes faisant bloc contre lui.

Cette chose (le « seul contre tous ») est une proposition théorique nécessaire (qui permet de raisonner) mais qui historiquement n'a jamais existé et n'existera jamais. Il ne s'agit pas de prôner l'interclassisme, mais de considérer que l'interclassisme peut être une configuration propice des luttes de classes. C'est toute la question des « mesures communisatrices » qui sont l'osmose de l'affirmation et de l'abolition du prolétariat qui absorbe de larges couches de la société ou non (si c'est non, il est écrasé). Cracher actuellement sur l'interclassisme, c'est comme « pisser contre le vent dans la steppe » (proverbe kazakh). Il ne s'agit pas de le valoriser mais de voir ce qui le porte, le travaille et dans quel sens, quels rapports de forces, etc.

« C'était la première révolution [la Commune] dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale même par la grande masse de la classe moyenne de Paris – boutiquiers, commerçants, négociants – les riches capitalistes étant seuls exceptés. La Commune l'avait sauvée, en réglant sagement cette cause perpétuelle de différends à l'intérieur même de la classe moyenne : la question des créances et des débiteurs. Cette même partie de la classe moyenne avait participé à l'écrasement de l'insurrection ouvrière en juin 1848 ; et elle avait été sur l'heure sacrifiée sans cérémonie à ses créanciers par l'Assemblée constituante [231].» Il faut aussi lire la suite où il est question du paysan parcellaire. Bien sûr, de nos jours, les mesures ne seraient pas celles de 1871, mais le processus serait le même *à la différence* que l'affirmation du prolétariat comme seule classe « capable d'initiative sociale » est dans son « initiative » son abolition (ce qui n'était pas le cas en 1871).

On peut admettre que la lutte de classe actuelle comporte un « inévitable moment programmatique » mais il s'agit de savoir ce qu'est cet « inévitable moment »

Il faut faire attention de ne pas confondre le programmatisme comme système historique ou (employons le terme) « structure » de la contradiction de classes avec les éléments qui en sont constitutifs. Ces éléments existent, « perdurent » (?) mais ne font plus sens *comme système* (période historique), *leur existence et signification est prise dans une autre structure*, où ils

[231] Marx, *La guerre civile en France*, Éd. Sociales, 1963, p. 69.

deviennent des éléments dynamiques de la contradiction dans un processus autre. Bien sûr ils seront là, mais *ils ne font plus eux-mêmes système*. Le programme ne reviendra pas comme tel.

Ces éléments :

1) La révolution est toujours action d'une classe particulière, cette particularité est toujours réactivée pour elle-même (pas immédiatement comme limite) face au capital donc toujours un moment programmatique (une sorte de constante dont le sens est donné par la contradiction du moment).

2) La subsomption réelle du travail sous le capital et la subsomption formelle sont des périodisations mais aussi deux modes constants du MPC. La subsomption réelle réactive la subsomption formelle sous sa domination. On sait que la forme absolue de l'extraction de plus-value est reliée au programme (voir *TC* 14, p. 33-34 et *Histoire critique de l'Ultragauche* - 1ère édition -, p. 286-287).

3) La révolution, dans chaque cycle de luttes, se relie toujours aux luttes quotidiennes. Si actuellement *lutter en tant que classe est la limite de la lutte de classe*, cela suppose la disparition du mouvement ouvrier et de l'identité ouvrière, mais aussi ce moment de retour pour soi de la classe *qui ne peut s'accomplir*. L'impossibilité du programmatisme implique l'existence d'un moment programmatique (voir, dans *Je lutte des classes*, Éd. Senonevero, 2012, sur le syndicalisme et l'autonomie : p. 97 à 100, et sur le mythe de l'unité ouvrière idéale : p. 7 à 10). Toujours une impossibilité dans ses propres termes (limite interne).

4) Il y a rupture dans les années 1960-1970, mais une rupture qui continue.

5) La décomposition du programmatisme (1920-1970) n'est pas un essoufflement de la période antérieure mais une configuration nouvelle (voir *TC* 14, p. 35 et *Histoire critique de l'Ultra Gauche*, *op. cit.*, p. 288-289) : affirmation/destruction de toutes les médiations de l'affirmation du prolétariat (« la balle dans le pied ») ; plus terre à terre : intégration de la reproduction et de la défense de la condition

prolétarienne à l'intérieur de la reproduction du capital.

6) Le dépassement du programmatisme est produit en cohérence avec le programmatisme lui-même à partir de ses impasses et contradictions produites (*Histoire critique...*, op. cit., p. 273 et *TC* 14, p. 26).

7) La plus-value absolue demeure toujours la forme générale de la plus-value : assujettissement du travail quels que soient les procédés utilisés (Marx, *6ème chapitre inédit du Capital,* Éd. 10/18, p. 217). La plus-value absolue : base générale du MPC (*Capital*, Éd. sociales, L. I, t. 2 , 1973, p. 184).

Annexe : À propos de « nature intérieure » et « nature extérieure »

Quelques citations de *Le travail et son dépassement*[232] pour poser le problème

« Dans les deux premières parties de notre recherche, nous nous sommes efforcés de définir le travail en tant que forme historiquement déterminée de l'autoproduction humaine. Cette *forme nécessaire du devenir* [nous soulignons] est au fondement de l'ensemble de l'évolution historique : le travail engendre un rapport social scindé en classes, dont la contradiction détermine non seulement, directement, l'évolution du travail et de son exploitation, mais aussi le contenu et les modalités de toutes les activités particulières qui ne sont pas elles-mêmes du travail. La définition du travail a ensuite permis de mettre en perspective le mouvement historique comme devenir du sujet, être naturel et humain, dans le contexte d'une nature qui lui est antérieure et extérieure. Produit par le sujet, ce devenir a un sens : il est le processus par lequel l'homme rend adéquat à sa subjectivité le rapport à la nature qui est la condition de sa vie. En l'occurrence, il socialise son rapport à la nature, intègre sa détermination naturelle comme un moment de son rapport à soi, de sa socialité (contradictoire). [*On a là le fondement du double rapport : nature extérieure / nature intérieure*] » (p. 125).

« À l'origine du procès historique du travail, nous avions un sujet en situation d'immersion virtuelle dans la nature (virtuelle dans la mesure où la subjectivité ne se produit pas dans l'animalité, mais surgit par rupture avec celle-ci) et devant produire un rapport à la nature qui soit présupposé par son rapport à soi. Avec la crise capitaliste, on parvient au terme de ce procès historique : dans le capital, le rapport à la nature est entièrement et directement présupposé par le rapport entre les classes. » (p. 132).

« On a dit que le travail produit la nature dans une forme telle que le rapport de l'homme à la nature soit présupposable par l'homme. On peut dire de façon identique que le travail produit une succession de rapports sociaux dont le sens est d'intégrer de plus en plus la présupposition naturelle. Nous avons vu que le travail inscrit le rapport à la nature dans la sphère de la subjectivité en posant la propriété. » (p. 153).

[232]Bruno Astarian, *Le travail et son dépassement*, Éd. Senonevero, 2001.

« … sa vie naturelle n'est pas d'emblée adéquate à son essence subjective. » (p. 154).

« Nous avons vu que la division de la société en classes est une conséquence de la détermination naturelle, qui impose à l'activité humaine d'être soit travail soit non-travail. » (p. 168).

« … le rapport social du capital réalise la vérité de tout le cycle de l'aliénation. » (p. 86).

« C'est dans le rapport des classes et nulle part ailleurs que, tout au long du cycle de l'aliénation, on trouve le rapport de l'homme à soi comme sujet en devenir. » (p. 75).

« … la raison pour laquelle le travail est contradictoire n'est pas le fait qu'il est exploité, mais qu'au contraire l'exploitation est la réalisation sociale de sa nature intimement subjective-contradictoire. » (p. 67).

« Si le travail ne faisait que transformer la nature, s'il ne consistait qu'à poser une nature nouvelle à la place de l'ancienne, il resterait tout aussi objectif en soi qu'auparavant et ne pourrait être considéré comme intégration du rapport à la nature dans le rapport à soi. Le surproduit, en tant qu'accumulation progressive d'objets naturels transformés *dans les mains de la propriété*, nous livre alors le sens humain du travail. » (p. 60).

« La preuve de la subjectivité du travail, c'est donc son exploitation. En produisant le surproduit et en permettant le non-travail, le travail fait la preuve qu'il n'est pas qu'objectivité en soi, mais aussi production de socialité et production de la présupposition sociale de la vie naturelle de l'homme. » (p. 59).

« L'homme est humain d'emblée *et* doit devenir humain. […] Ce "donné" contient virtuellement tous les développements de la subjectivité, dans la mesure où il a pour corollaire la liberté, l'universalité et la conscience de l'homme par rapport à la nature en soi. Mais ces virtualités doivent être confirmées, réalisées. […] L'homme est humain et devient humain. » (p. 41).

« La question des origines n'est, de ce point de vue, qu'un cadre de départ, un moyen d'exposition de concepts fondamentaux qui seront mis en mouvement pour produire le déroulement de l'histoire. […] La justesse de la démarche vient simplement de la nécessaire présupposition théorique de toute vision de l'histoire qui veuille faire sens. » (p. 40).

« Demander aux contradictions historiques de rendre compte de leur raison d'être, c'est reconnaître que, derrière les contradictions sociales, il y a la production d'un sens qui est identique à l'essence subjective de l'homme, laquelle explique ces contradictions en dernière analyse. Loin de chercher l'essence dans les origines naturelles de l'homme, il faut alors affirmer que *l'essence de l'homme c'est le communisme* [nous soulignons], qu'au niveau le plus général nous définirons comme l'adéquation à soi de la subjectivité. » (p. 42).

« Revenons à l'homme juste surgi dans la nature. Cet homme est imparfait, non développé, rudimentaire. Son inadéquation a deux aspects étroitement liés. D'une part, il est entouré d'une nature "naturelle", vierge qui ne permet pas que sa vie objective naturelle se développe *à partir de lui* […] Il en découle, d'autre part, que son rapport à soi est étriqué, limité, à la mesure même où la loi naturelle y contredit l'autodétermination du sujet. L'autoproduction de l'homme va donc passer par la production d'un monde objectif, c'est-à-dire d'un *rapport* à la nature, y compris la sienne propre, qui soit adéquat au déploiement de la subjectivité. » (p. 42).

« … ces attributs du sujet [liberté, universalité, conscience] ne sont pas des acquisitions progressives de l'homme, par exemple grâce au développement des forces productives. Ils ne se réalisent dans l'histoire que parce que, dès le départ, ils sont contenus dans l'essence même de l'homme-sujet. » (p. 39).

« Pour anticiper sur ce qui sera développé plus loin, disons donc que l'objectivation de la subjectivité, c'est le rapport social de l'homme. Bien sûr, ce rapport social ne se situe pas dans l'air, il est indissociable d'un rapport à la nature ; mais ce dernier n'est qu'un moment de l'autoproduction sociale de l'homme. Le vrai objet de l'homme, c'est l'homme lui-même, et la forme objective de la subjectivité, c'est le rapport social. » (p. 47).

Quelques commentaires

La limite de la critique du travail

Chez Astarian, la distinction entre nature intérieure et nature extérieure ne se « situe pas dans l'air », elles sont « indissociables », cependant il les distingue ou les dissocie tout de même. La distinction n'est pas « un

moment de l'autoproduction sociale de l'homme », mais un moment d'une téléologie folle qui fait de l'histoire et des modes de production le déploiement nécessaire d'une essence de l'homme (n'oublions pas que « le communisme est cette essence », p. 42). Comme si l'histoire avait à être produite et prouvée. Le « travail » est un concept, c'est-à-dire une abstraction du développement historique réel permettant de le construire comme concret pensé. Il n'est pas ce qui aurait produit l'histoire, ce qui aurait fait qu'il y a eu aliénation et histoire. Le grand danger, c'est d'effectuer le « saut spéculatif » qui fait passer le concept comme concret pensé au concept comme dynamique de l'histoire, comme ce qui ferait qu'elle a eu lieu (voir Marx à propos de « l'illusion de Hegel »[233]). L'histoire n'a jamais à être produite, c'est là la frontière du matérialisme, de même que le concept est un concret pensé et non le moteur du réel (ou de l'effectif). Le sujet de la théorie du communisme n'est pas d'expliquer pourquoi il y a eu de l'aliénation, mais pourquoi il peut ne plus y en avoir et la réponse à cette question n'a rien à voir avec celle relative à une origine contenant « virtuellement » son développement et n'existant que pour produire son dépassement. L'explication du premier point n'a pas à dépasser la compréhension, l'appréhension théorique de l'histoire ; le second se confond avec la conceptualisation du cours du mode de production capitaliste comme contradiction entre le prolétariat et le capital.

Astarian est le roi de ce qui est indissociable mais dissocié, de ce qui est d'emblée à condition qu'il se produise, de ce qui est totalement définitoire mais rudimentaire, de ce qui est virtuel mais déjà-là parce que virtuel, etc.

Ce qui finalement est le pire dans toute cette logomachie c'est que l'on y retrouve encore une fois la relation de la théorie aux « idiots utiles ». Ces derniers ne sont là que pour réaliser le « sens de l'Histoire » au profit de « l'Homme ». Avec une grande cohérence, Astarian, après un petit tour de piste, les fait disparaître en tant que classe dans l' « activité de crise » en conséquence logique d'une de ses formules fondamentales : « Retenons pour l'instant qu'un tel saut ["le saut dans l'inconnu de la liberté absolue"] requiert l'existence d'un rapport social interindividuel pour être possible. *Aucun rapport de classe ne peut évoluer de lui-même vers un tel dépassement* [nous soulignons] dans la mesure où la classe implique la contingence de l'individu et, ce qui revient au même, sa subordination absolue à la détermination naturelle de l'activité sociale. » (p. 165). Même les « idiots », trop « naturels », ne sont pas « utiles » très longtemps.

[233]Marx, *Introduction de 1857*, in *Grundrisse*, Éd. Sociales, 1980, p. 35.

La grande limite de toute « critique du travail »[234] réside dans le fait qu'elle a placé *dans* l'activité, comme essence de celle-ci, ce qui est le fait de rapports sociaux historiques et contingents

Chez Astarian le mouvement premier, fondateur, est celui de l'auto-aliénation de l'homme à l'égard de lui-même, tout le reste en découle : l'ouvrier, le travail aliéné (permettant de « matérialiser » l'auto-aliénation de Feuerbach), la propriété privée, etc. Le point de départ c'est l'auto-aliénation de l'homme comme être générique : l'auto-mouvement de son essence, celle-ci définie comme genre, comme universalité interne liant les individus de façon naturelle (cf. « 6° thèse sur Feuerbach »). D'où, deux conséquences : l'incapacité à faire de l'histoire une réalité (sauf, si tout est donné d'emblée et que « le communisme est l'essence de l'homme », à en faire une très mauvaise plaisanterie) et, corollairement, la question téléologique par excellence, reprise de Marx et parcourant tout le texte d'Astarian : « Comment l'homme en vient-il à aliéner son travail, à le rendre étranger ? Comment cette aliénation est-elle fondée dans l'essence du développement humain ? Nous avons déjà fait un grand pas dans la solution de ce problème en transformant la question de l'origine de la propriété privée en celle du rapport du travail aliéné à la marche du développement de l'humanité. Car lorsque l'on parle de la propriété privée, on pense avoir affaire à une chose extérieure à l'homme. Et lorsqu'on parle du travail, on a directement affaire à l'homme lui-même. Cette nouvelle façon de poser la question implique déjà sa solution [235].». Solution qui doit être si évidente que Marx ne la formule jamais explicitement quand il pose la question. Mais Astarian, lui, a la solution.

« Le travail est le devenir de l'homme dans l'aliénation ». Cette « solution » à la « *nécessité de l'aliénation* » consiste à dire que la nécessité de l'aliénation est de produire les conditions de sa suppression, nous sommes en pleine téléologie, à laquelle Marx règle son compte de façon encore ambigüe dans *L'Idéologie Allemande*. La critique du travail n'est dans les *Manuscrits de 1844* que la critique de l'auto-aliénation de l'essence de l'homme. Toute critique du travail fonctionne de cette façon-là, dans la mesure même où elle part de l'aliénation de l'activité d'un sujet pour déduire le « cadre social » de cette aliénation.

[234] Voir *TC* 17, « Pour en finir avec la critique du travail ».
[235] Marx, *Manuscrits de 1844*, Éd. Sociales, 1972, p. 68-68, cité par Astarian, p. 28.

Est-ce la différence d'objet de l'activité qui peut différencier travail et non-travail, c'est-à-dire peut-on faire intervenir ici une différence entre action sur une nature extérieure et action sur une nature intérieure? Non ! La production, dans une forme supposée la plus « matérielle », transforme l'homme dans ses rapports sociaux ; et même, plus pragmatiquement, la potière du néolithique qui crée les décors de ses poteries est la pourvoyeuse d'une production symbolique autrement plus déterminante que tous les Léonard de Vinci ou tous les Mozart. Tout comme, de nos jours, les bureaux d'études du look de la Tesla ou les ingénieurs de l'INRA créant de nouvelles variétés de pommes de terre ou de tomates font plus pour la vision que l'homme a de lui-même que Jeff Koons ou Pierre Boulez. Chez Astarian, l'art, la religion, etc. (non-travail) font partie de l'activité productive de l'homme sur sa « nature intérieure ».

Sur le concept de mode de production

« Bizarrement », il y a un concept très peu utilisé par Astarian ou seulement comme une dénomination historique jamais définie, c'est le concept de mode de production. En effet, le concept de *mode de production* rend vraiment *indissociable* l'appropriation des *conditions matérielles d'existence* et les rapports de production.

Bien sûr Astarian et Ferro disent que c'est « indissociable » mais seulement dans la mesure où la relation de l'homme à ses conditions matérielles naturelles d'existence ne peut être *immédiate* en ce qu'il est un être générique qui en conséquence se distingue de son activité matérielle et ne pourrait l'accomplir conformément à son essence générique que dans un rapport social. Le rapport social (indissociable ?) est en fait *une conséquence* de « l'essence de l'homme » (telle que présupposée) dans son rapport à la nature. Cela n'est alors « indissociable » que dans la mesure où d'une part, une cause conceptuelle et abstraite et, d'autre part, une conséquence empirique et historique peuvent l'être. Aristote n'avait pas prévu un tel syllogisme.

Un mode de production se définit par la façon, toujours spécifiée historiquement, dont les hommes produisent. Il n'est pas la simple addition ni même articulation des rapports de production, il est la combinaison des formes sociales de la production, des travailleurs et des moyens de production[236], c'est la manière spéciale d'opérer cette combinaison qui

[236]cf. Marx, *Le Capital*, L 2, t 1, Éd. Sociales, 1974, p. 38.

distingue les différents modes de production. Il est la théorie des conditions matérielles de la production en ce que celles-ci indiquent et incluent toujours les rapports sociaux dans lesquels on produit, il est l'unité des forces productives et des rapports de production vue comme mode historique d'appropriation par les hommes de leurs conditions d'existence et de reproduction. Althusser résume la chose en disant que le mode de production est le concept de l'unité homme-nature et en même temps de l'unité du rapport homme-nature et des rapports sociaux : « Le concept de mode de production contient donc le concept de l'unité de cette double unité [237]». Le mode de production n'est pas seulement le concept totalisant de façon synchronique des rapports de production qui se présupposent les uns les autres (travail salarié, capital, rente, par exemple), en les unifiant, il les unifie comme forme d'appropriation par les hommes de leurs conditions matérielles d'existence. C'est le concept matérialiste par excellence.

L'analyse des forces productives est systématiquement inscrite dans la définition d'un mode de production, elle n'est pas la simple énumération ou description des aspects « techniques » de la production. « L'analyse des forces productives n'apparaît pas comme un préalable technique ou géographique, exposant les conditions ou les bases sur lesquelles peut s'édifier une structure "sociale" d'institutions et de pratiques humaines, comme une limitation essentielle, mais extérieure, imposée à l'histoire : elle est au contraire intérieure à la définition de la structure sociale d'un mode de production (aucune définition de "mode de production" ne peut être considérée comme satisfaisante qui n'enveloppe la définition des forces productives qui en sont typiques) ; elle transforme donc complètement le sens du "social" [238]». Les forces productives sont une relation à l'intérieur de la combinaison activité/objet/moyen de travail.

Un mode de production c'est alors la combinaison de trois éléments (travailleurs, non-travailleurs, moyens de production : c'est-à-dire modalités d'appropriation des moyens d'existence) selon deux relations qui peuvent coïncider ou être disjointes : propriété, possession. Cette combinaison rend indissociable l'appropriation des conditions matérielles d'existence et les rapports sociaux de cette appropriation.

Pourquoi une société se définit-elle toujours (« communisme exclu » qui n'est pas une société) comme mode de production ? Jamais, dans aucune société, il n'y eut coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale (la

[237]Louis Althusser, in *Lire le Capital*, Éd. Quadrige / PUF, 2008, p. 384
[238]Étienne Balibar, in *Lire le Capital*, op. cit., p. 484.

chose existe mais se contredisant elle-même dans le MPC). L'homme est un être objectif (qui se complète avec des objets extérieurs qu'il fait devenir pour lui). Tout au long de son histoire, la non-coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale qui est cette histoire même et qui n'a ni à être prouvée, ni produite abstraitement, prenait la forme, chez cet être objectif, de la séparation (de l'objectivation) de l'acte productif et de la production d'avec eux-mêmes, objectivation devenant le caractère social de son activité individuelle. Séparation, objectivation, aliénation, au cours de l'histoire de la séparation de l'activité d'avec ses conditions, constituèrent celles-ci en économie, en rapports de production, en modes de production. Cette activité de l'homme comme être objectif, médiation entre la vie individuelle et la vie sociale est par là-même la maîtresse et l'objet du rapport entre les hommes. Avec l'abolition du capital, c'est l'homme lui-même, le libre développement de son individualité, qui deviennent le but, le moyen, l'objet de cette activité objective.

Le concept de mode de production introduit déjà en lui celui de rapport de production. Les deux concepts se définissent simultanément, néanmoins le premier nous donne la lumière générale dans laquelle baigne le second.

Rapports de production, cela signifie les rapports sociaux que les hommes entretiennent entre eux dans le procès de production de leurs conditions matérielles d'existence, rapports essentiellement médiatisés par leurs relations (propriété, possession) aux moyens de production (apparaissant comme tels – « moyens de production » – de par cette relation) et de subsistance. Les rapports de production sont une manière particulière de combiner les éléments du *procès de travail*, de les médiatiser (dans le mode de production capitaliste ces éléments « forment un tout, mais dont l'autonomie est poussée jusqu'à l'antagonisme et à la personnification respective [239]». Les rapports sociaux de production déterminent donc les positions respectives des différents « agents » de la production les uns par rapport aux autres dans le procès social de production. Il n'y a pas de rapports sociaux de production sans division *sociale* du travail. Le moment central des rapports de production dans les différents modes de production est la relation de propriété ou de possession aux moyens de production (cf. le texte sur « Les formes qui ont précédé le mode de production capitaliste » dans les *Grundrisse*). Même et surtout dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx souligne que la relation aux moyens de consommation et à leur mode de distribution est

[239]Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Éd. 10/18, 1971, p. 184.

secondaire (non pas sans importance, mais dépendante), ce qui l'amène à critiquer toutes les formes d'approche du communisme en termes de distribution. Pour toutes les sociétés, ce n'est donc pas dans les formes de l'échange ou de la distribution qu'il faut chercher la base de tout l'édifice social mais « c'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée[240] .»

Les rapports sociaux ne reposent pas sur un quelconque « fondement économique », ils sont directement des rapports sociaux de production dans lesquels, de façon chaque fois spécifique sont définies la politique, la religion où la parenté, avec leur autonomie, leur inclusion, leur place déterminante. S'il est exact que le mode de production matérielle ne peut pas se concevoir en dehors de la vie sociale, politique et intellectuelle, cela n'est pas une raison pour renverser les choses (ce qui en définitive ne change rien) et dire : « ce sont les "rapports sociaux" compris comme intersubjectivité, qui sont déterminants ». Que seraient alors ces « rapports sociaux » ? Ils ne seraient que des formes autonomisées du mode de production, un fétiche supplémentaire. L'économie, en tant que sphère autonome et par là déterminante est elle-même un fétiche induit par le mode de production capitaliste comme complexe spécifique de rapports sociaux. Dans le mode de production capitaliste, les formes du rapport entre les classes sont des formes directement économiques, elles sont inscrites dans les déterminations du procès de production, et se présentent comme affrontement de forces à l'intérieur de certaines limites (journée de travail, salaire, profit et ses subdivisions). Dans les modes antérieurs, la lutte des classes, si elle est insérée dans les déterminants du mode de production n'a pas directement une forme économique, elle ne peut même que se développer et prendre conscience d'elle-même que sous des formes « extra-économiques ». C'est ce qui, a posteriori, lui confère une séduisante poésie pour les individus de la société capitaliste qui lui attribuent alors les qualités semblant manquer à la période actuelle : vision générale des destinées humaines, libération sociale générale, utopie... Ce sont les caractéristiques mêmes de la révolution communiste qui, bien qu'issues du seul mode de production capitaliste, nous amènent à nous retourner avec tendresse vers ce passé.

[240]Marx, *Le Capital*, L 3, t 3, Éd. Sociales, 1974, p. 172.

Si malgré la diversité des rapports de production et de leur combinaison historique en mode de production, on élimine les formes spécifiques et les différences entre ces modes de production pour ne retenir que ce qui leur est commun, un point commun essentiel est le fait que : « si l'on prend une production sociale quelconque […] on peut toujours distinguer entre la partie du travail dont le produit est directement consommé individuellement par les producteurs et leurs familles et une autre partie – abstraction faite de la portion entrant dans la consommation productive – qui est toujours du surtravail, dont le produit sert à satisfaire les besoins généraux de la société, quelle que soit la distribution du surproduit et quelque personne que ce soit qui fasse office de représentant de ces besoins sociaux[241] .» Le capital n'a point inventé le surtravail, non seulement partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production, mais encore la distinction entre travail nécessaire et surtravail peut même s'étendre aux sociétés « sans classes » qui ne sont en fait que des sociétés où les classes existent dans un autre élément que l'économie.

En effet, il ne peut y avoir surtravail sans une productivité du travail permettant de le prolonger au-delà du temps nécessaire au producteur pour se procurer son entretien, mais ce n'est jamais cette productivité, quelle qu'en soit le degré, qui est la cause de la plus-value et de l'exploitation, le surtravail implique sous une forme ou une autre un rapport d'exploitation parce qu'il implique une différenciation sociale. Surtravail et exploitation sont donnés simultanément et : « Cela n'a jamais lieu sans l'aide de la force qui soumet l'un à l'autre, travailleur et non-travailleur[242]». Si une partie de la société peut réaliser ce coup de force contre une autre partie c'est que, dans aucune forme sociale jusqu'à aujourd'hui, l'activité sociale et l'activité individuelle n'ont coïncidé. Quelles que soient les formes de société, la communauté, l'activité sociale, ont toujours pris une forme indépendante et autonome par rapports aux individus dont elles sont la communauté. Cela peut être le rapport de parenté, l'ancêtre commun, le totem, la religion des ancêtres, les « forces de la nature ». Il n'y a pas de fonctions sans agents, cette forme sociale indépendante peut même être l'assemblée de tous les membres de la communauté, cela n'empêche que cette assemblée n'est jamais la simple somme de ses éléments. Déjà, dans les sociétés paléolithiques, les rituels mortuaires montrent des hiérarchisations sociales marquées. Sur cette base, au cours de la néolithisation, se forment les premiers

[241]Marx, *Le Capital*, L 3, t 3, *op. cit.*, p. 252.
[242]Marx, *Le Capital*, L 1, t 2, Éd. Sociales, 1973, p. 185.

États théocratiques (autour des temples à Sumer) formalisant et approfondissant le coup de force déjà présent dans toutes les formes sociales antérieures. Au chalcolithique, les inégalités se rigidifient devenant héréditaires, au moment où les échanges s'organisent sur de plus vastes espaces et que la métallurgie, la roue, le chariot, l'expansion des chevaux domestiques modifient qualitativement la force productive du travail. À parler clair : le « communisme primitif » est une vaste blague et les questions posées en termes d'origine sont toujours suspectes.

Pour aller à *l'essentiel*, un mode de production déterminé consiste alors dans la reproduction des contraintes que condense l'appropriation du surtravail ou, dit autrement, dans l'ensemble des conditions sociales qui déterminent et reproduisent le mode matériel spécifique d'exploitation. À l'époque capitaliste, l'appropriation du surtravail s'opère dans des formes directement économiques, à d'autres périodes les rapports de parenté, la religion fonctionnent comme rapport de production, c'est en restituant les conditions et les effets de cette articulation complexe (où l'économique ne se donne pas toujours en clair comme on serait tenté de le chercher en transposant simplement les conditions capitalistes sur les modes de production antérieurs) et non en empilant des superstructures sur des infrastructures que l'on construit un mode de production.

En résumé, la définition d'un mode de production nous laisse quatre critères discriminants pour décider si un « objet social » quelconque, tel qu'il a été conceptuellement découpé et construit, est un mode de production ou non.

Il est un mode historiquement spécifique de production par les hommes de leur vie matérielle, en ce sens il inclut la définition de forces productives qui en sont typiques.

Il est une forme sociale d'appropriation du surtravail des producteurs directs par une classe de propriétaires/possesseurs des moyens de production.

Il est une structure, c'est-à-dire une totalité où les parties ne sont pas pour elles-mêmes, mais par le tout et dans le tout, même si l'unité de ce tout est l'unité d'un tout structuré, hiérarchisé, comportant des niveaux distincts qui coexistent et s'articulent selon des modes de déterminations spécifiques.

Il a pour principal résultat sa propre reproduction, il possède en lui-même toutes les conditions de sa propre reproduction et de tous les rapports qui le constituent. La production est reproduction.

En deçà de ces quatre critères on ne peut pas parler de *mode de production*. On ne peut considérer cette définition comme trop « exigeante » et soutenir qu'un seul critère, par exemple, serait suffisant dans la mesure où les quatre se déduisent les uns des autres.

Annexe : Sur Bordiga : de L'État et de la Nation

Bordiga : *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*

La version du texte de Bordiga que nous commentons ici a été « récupérée » sur le net, en conséquence les références de pages ne sont que relatives à cette version.

Première partie (24 pages)

Reproduction de l'espèce et économie productive, deux aspects de la base matérielle du processus historique

Pour Bordiga et *Programme Communiste*, la cible générale du texte n'est pas Staline ou « l'idéalisme bourgeois », mais la scission de Damen qui s'oppose à la défense des luttes de libération nationale[243]. Même en 1952, Bordiga a un emploi si extensif du terme de « nation » que non seulement il ne veut plus rien dire mais il est source d'une grande confusion théorique. Il s'agit souvent d'Empire ou de cités, le terme de nation est alors circonscrit à des réalités *locales* qui n'ont pas d'existence *politique*.

Passons dans les premières pages sur les bêtises débitées sur un ton sentencieux et arrogant relatives à « la vie de l'espèce », les individus, la reproduction sexuée, la reprise du thème du « matriarcat » et que dans la « *gens* » : « hommes et femmes s'unissent indifféremment » ; de même que dans ces « phratries », qualifiées par Bordiga de « communistes » (p. 8), il n'y aurait « aucune autorité constituée » (p. 5). Cependant lorsque ces « phratries communistes » se rencontrent il y en a une qui fait de l'autre ses esclaves : et hop ! voilà le début de la division des sociétés en classes (p. 8).

« On peut dire d'une façon très générale que le passage du facteur racial au facteur national correspond au passage de la préhistoire à l'histoire.

[243] Cela est explicite dans les premières lignes de l'article sur le même sujet dans *Programme communiste* n° 82, avril 1980.

Par nation, il faut entendre un ensemble dont l'ethnie n'est qu'un aspect, et un aspect d'ailleurs rarement dominant. » (p. 8).

Cependant, sans jamais être explicitement défini, tant la chose paraît évidente à Bordiga, le « facteur racial » est identique aux liens du sang organisant « les premières communautés ». Or, d'une part, ces « liens du sang » n'ont rien de biologique étant constamment construits si ce n'est socialement inventés ; même l'endogamie ne constitue pas une « race ». D'autre part, il y a chez Bordiga l'idée que la « constitution des races » est un fait biologique et non le fait social de distinctions opérées socialement, historiquement, économiquement et idéologiquement. Si nous en revenons à l'histoire bordiguiste, le passage du « facteur racial » au « facteur national » se situerait donc aux alentours de 3000 av. JC. Laissons de côté le paléolithique, tout le néolithique (environ de -10 000 à environ -3000, datations très variables selon les aires) serait donc dominé par le « facteur racial », c'est-à-dire « les liens du sang » assimilés à la race. Quand Bordiga (p. 9) cite Engels écrivant : « La race est elle-même un facteur économique [244]», nous devons ajouter qu'Engels ne donne aucune explication complémentaire. Dans les *Formen*, Marx parle effectivement des « liens du sang », mais comme organisation sociale de la « communauté » sans leur donner une valeur biologique *prédéterminante*, d'autant plus que dans toutes les sociétés « primitives » ces liens comportent toutes sortes d'organisations inclusives ou exclusives qui s'éloignent de la stricte généalogie. Jusque dans la famille paysanne médiévale (même à l'époque du servage) toute une mécanique relative aux héritages (différente selon les régions en Europe) permettait d'exclure de la « succession » par le système de la dot (concernant les filles mais aussi souvent des héritiers mâles) certains membres de la famille (tout le monde, y compris le seigneur y trouvant son compte). Bordiga semble tenir l'état-civil des « origines » quand il affirme que : « Les premiers groupes [Ah ! la mythologie du « premier » et des « origines »] sont strictement consanguins [évident, puisque il est bien connu que tout le monde copule avec tout le monde au fond de la caverne]. » (p. 9).

Ensuite arrivent « le mélange des sangs » et le « mélange des races » [on ne sait toujours pas ce qu'est une race, qui semble se réduire à une sorte de famille incestueuse : le genre « crétin des Alpes »], mais le Grand Communiste aux idées larges se moque de la morale catholique et bourgeoise car il sait que cela prépare la fin de toute discrimination raciale. Mais nous ne savons pas si cette fin est l'œuvre du mode de production capitaliste ou celle du communisme. Il semble que ce soit un peu des deux, le second achevant le

[244]Lettre à Borgius, 25 janvier 1894.

travail en profitant du terrain préparé par le premier [nous sommes là exactement dans les limites critiques du marxisme soulevées par Karl Korsch dans *Livre des abolitions*[245].

« Mais à l'origine [retour à « l'origine »], ce qui caractérise un peuple, c'est son économie et le degré de développement de sa technique de production en même temps que son type ethnique. » Soit nous pouvons décomposer à l'infini, localement, « la technique de production » et le « peuple » disparaît ; soit nous pouvons rassembler cette technique en quelques grandes catégories et le peuple disparaît à nouveau. Quant au type ethnique : le Hun mongol est-il du même « type ethnique » que le Turc ou le Hongrois ? Bordiga nous parle aussi de la langue qui fait le peuple, mais est-ce le Toscan ou le Napolitain ?

Quelques pages plus loin, Bordiga revient en quelques phrases hallucinantes sur la question.

« Comme on le sait, ni la propriété privée ni les institutions du pouvoir de classe n'apparaissent encore dans les anciennes communautés ou phratries. Mais on y trouve déjà le travail et la production, et c'est cela qui constitue la base matérielle à laquelle se réfère le marxisme, et qui dépasse largement l'étroite acception juridique et économique du terme. C'est à cette base qu'est reliée, comme nous l'avons montré la "production des producteurs", c'est-à-dire la reproduction des membres de la tribu qui se perpétue *avec une pureté raciale absolue* [nous soulignons]. Dans cette *gens* à l'état pur [?!], il n'y a d'autre autorité que celle du membre adulte, sain et vigoureux sur les jeunes qu'il faut élever et préparer à une vie sociale simple et sereine. » (p. 20).

Page 3 de la deuxième partie, Bordiga remet le couvert tellement le mythe du « communisme primitif » est nécessaire à son grand récit téléologique de l'Histoire de « l'espèce ». Non seulement le « communisme primitif » est en tant que tel nécessaire comme ce qui se retrouve après s'être perdu, mais encore nécessaire comme *origine* : pas de grand récit téléologique sans le concept d'origine. L'origine c'est l'affirmation d'un « Un » non encore dissocié.

Du fond de la caverne où il était présent, Bordiga nous livre un témoignage *de visu* : « À ces époques reculées [va savoir de quoi il s'agit], l'élément ethnique agit encore à l'état pur, à l'état vierge pour ainsi dire, dans la communauté primitive de travail, de fraternité et d'amour qui règne dans les

[245]Karl Korsch, *Livre des abolitions*, Éd. de l'Asymétrie, 2024.

anciennes et nobles tribus et *gens*. […] Tous sont de sang pur et donc égaux… » (p. 3, deuxième partie).

Chapitre intitulé : *Base économique et superstructure* (pages 11 à 14)

Bordiga commence par quelques considérations intéressantes sur la distinction et la relation entre « base économique » et « superstructures », mais on s'aperçoit vite que cela ne sert qu'à introduire un pitoyable plaidoyer en faveur de l'État soviétique : l'État « a pris des formes prolétariennes » (que cela est bien enrobé), mais ce n'est pas facile de changer les rapports de production qui eux « reçurent une impulsion pour leur transformation en rapports capitalistes… ». Rien sur le fait que cette « impulsion » impliquait sous une forme spécifique, dès la « révolution », la formation d'une classe capitaliste nouvelle qui a rapidement intégré les éléments de la bourgeoisie et les agioteurs précédents, de même que l'armée intégrait les officiers tsaristes.

« Au lendemain de la Révolution d'Octobre, les rapports de production sont de fait en partie précapitalistes, en partie capitalistes (et pour une part quantitativement négligeable, post-capitalistes) ; mais la forme historique ou plutôt le mode de production historique n'est plus capitaliste, mais potentiellement prolétarien et socialiste. C'est cela qui compte ! » C'est « capitaliste, mais « plus capitaliste » et « potentiellement prolétarien » ; Comprenne qui pourra, surtout quand il y a de la « potentialité ».

Nous sommes ici loin du sujet du texte : « facteurs de race et de nation », à moins de penser qu'un tel embrouillamini est propre aux Slaves. Mais la cible du texte est, on le sait, la scission de Damen qui avait osé soutenir que l'URSS était tout simplement un « capitalisme d'État ».

Dans la suite du chapitre, Bordiga s'attaque à la question de la « langue nationale » en prenant pour cible les thèses de Staline.

« Une des thèses fondamentales de tous les textes marxistes sur cette question est que la revendication d'une langue nationale est une caractéristique historique de toutes les révolutions antiféodales. En effet cette langue est indispensable à l'établissement de liens et à la communication entre les différentes places commerciales du marché national qui vient de se former, ainsi qu'à la circulation sur tout le territoire national des prolétaires arrachés à la glèbe et à la lutte contre l'influence des formes religieuses, scolastiques et culturelles traditionnelles qui reposent d'une part sur l'usage du latin comme

langue savante, d'autre part sur l'émiettement de la langue populaire parlée en dialectes. » (p. 17-18).

Globalement, nous pouvons être d'accord avec cette première thèse de Bordiga, malgré de grosses approximations historiques : en France, le français est décrété langue nationale en 1539 sous le règne de François I^{er} ; si au début du XVI^{e} siècle, la féodalité sort très affaiblie des crises du siècle précédent, il est difficile cependant de considérer l'époque comme une « révolution antiféodale ». Plus que liée à une « révolution antiféodale », la langue nationale est liée à la création lente d'un marché national sous l'égide d'un pouvoir territorial national. Quant aux « prolétaires arrachés à la glèbe », en France, en Italie, en Allemagne, en Espagne, il faut parfois attendre le début du XX^{e} siècle pour qu'ils se comprennent entre eux.

Ensuite Bordiga soutient, avec raison, qu'une langue devenue « langue nationale » est toujours la langue de la classe dominante, qu'elle n'est jamais située « au-dessus des classes ».

Cependant, à partir des années 1840 jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, les conflits de langues entre l'Allemand et le Tchèque ou les langues slaves du sud montrent qu'il n'y a pas de relations nécessaires entre nations ou nationalités et langue nationale, celle-ci pouvant s'imposer au-delà de sa supposée « nationalité ». Au « Parlement » de Vienne**,** en 1848, alors que le pouvoir impérial s'est réfugié à Salzbourg, l'utilisation de la langue tchèque est interdite ce qui coupe la parole aux quelques représentants des paysans exposant leur situation contre les propriétaires allemands, hongrois ou Polonais. Engels approuve l'interdiction ; il ne manquerait plus que l'on se perde dans la cacophonie d'une tour de Babel avec des centaines de patois. Ni Engels, ni Bordiga à sa suite ne tiennent compte de l'intrication, dans l'Empire austro-hongrois, des conflits nationaux et des conflits de classes.

Cela n'infirme pas la thèse de Bordiga sur la « langue nationale » comme langue de la classe dominante mais la relativise énormément dans la mesure où on ne peut faire coïncider « nation » et langue dite « nationale » qui est imposée. Le manque de relativité sociale et historique de Bordiga vient d'une vision essentialiste de la nation comme moment premier et non construit. La thèse de Bordiga sur la « langue nationale » présuppose la nation comme entité potentiellement déjà-là (l'ethnie, le sang…) et à mettre en forme, alors que c'est sa construction qui fait la nation. *Même si cette construction n'est pas le fruit du hasard*. Une revendication de langue nationale peut s'opposer à une révolution « antiféodale » comme en témoignent les Tchèques

et les Slaves du sud entre 1848-1852 contre la bourgeoisie et les aristocrates allemands et Hongrois. Les paysans polonais eux-mêmes refusent, en 1846, de s'engager derrière leurs seigneurs contre l'Autriche et se livrent à un massacre de nobles, ce qui fit hésiter ces derniers, en 1848, à leur faire appel contre le pouvoir autrichien.

On trouve quelques erreurs bizarres dans le texte de Bordiga : « les gens cultivés parlaient latin, le peuple toscan » (p. 19). Pétrarque puis Dante, le papiste, écrivent en toscan qui contrairement à l'affirmation de Bordiga n'est pas la langue du peuple, au moment de l'unification italienne il est parlé alors par moins de 5 % de la population « italienne » ; en revanche**,** Spinoza, précurseur des Lumières bourgeoises, écrit en latin.

Comme la quasi-totalité des auteurs s'attaquant à la question nationale, la formation et la définition du territoire national sont laissées dans l'ombre, toujours considérées comme un donné, un acquis. Au pire, comme chez Bordiga, l'ethnie, le sang, la race – tous ces termes étant confondus – semblent être la présupposition du territoire.

Deuxième partie (14 pages)

Le poids relatif du facteur national dans les différents modes historiques de production. Interprétation marxiste de la lutte politique.

De la race à la nation

« Le passage du groupe ethnique, ou "peuple", à la "nation", ne se produit qu'en liaison avec l'apparition de l'État politique, dont les caractéristiques fondamentales sont la délimitation territoriale et l'organisation de la force armée, ce passage ne peut donc se faire qu'après la dissolution du communisme primitif et la formation des classes sociales.» (p. 1).

[Pour le « marxisme », le concept de « communisme primitif » est une pure construction théorique nécessaire à la grande dialectique de la négation de la négation avec son passage obligé par l'aliénation, et visant à faire du communisme une sorte de nécessité anthropologique de l'espèce. Pour la bourgeoisie, la notion a une valeur idéologique différente, elle expose le passage du désordre indifférencié à l'ordre, de même que l'invention du matriarcat justifie la mise en ordre patriarcale.]

Chez Bordiga, la « dissolution du communisme primitif » avec sa *gens* pur-sang a été réglée en une page précédemment : passage à la « complète propriété privée » et du « mariage apparié à la monogamie » (p. 22, I[ère] partie). Il faut croire que le « communisme primitif » avait, dès la fameuse « origine », un coup dans l'aile et que ce stade général de l'histoire de l'espèce était finalement limité à l'Empire romain.

Bordiga poursuit : « Nous rattachons la catégorie "race" au fait biologique et la catégorie "nation" au fait géographique. » (p. 1). Il introduit ensuite une autre distinction : « Il faut toutefois faire une distinction entre la nation en tant que fait historique défini, et la nationalité, qui doit se comprendre comme un regroupement déterminé par les deux facteurs, racial et politique à la fois. […] La race est un fait biologique … » (p. 1).

Si « la race est un fait biologique », « En revanche la classification des hommes par nation ne découle pas d'un fait biologique ou ethnologique mais purement géographique : elle dépend en général du lieu où ils sont nés… » (p. 2). Cette distinction au premier abord radicale entre « nation » et « race » subit quelques aménagement du fait du terme intermédiaire : la « nationalité ». Il est vrai, comme l'écrit Bordiga que de « multiples nations présentent un difficile imbroglio de plusieurs nationalités. » (p. 2). Si dans ce texte la nationalité ne se confond pas avec la nation, elle la précède même si une nation en combine plusieurs. La « nationalité », dans ce texte se définit « non plus seulement par la race [notons le « non plus seulement »] », mais par « la langue, les coutumes, les mœurs, la culture. »

Dans un texte antérieur d'un an (*Redresser les jambes aux chiens*, mai 1952), Bordiga, beaucoup plus explicite écrivait : « La formation d'États-nations de race et de langue en principe uniformes est la condition optimale pour substituer la production capitaliste à la production médiévale, et toute bourgeoisie lutte dans ce but, même avant que la noblesse réactionnaire soit renversée. Cette organisation en États nationaux est pour les travailleurs une étape nécessaire… [246]». Dans le texte même de 1953 (*Facteurs de race...*), page 8, Bordiga était beaucoup moins catégorique quant à la distinction entre « nationalité » et « nation », l'ethnie étant un aspect de la nation. Dans ce texte de *Programme communiste*, la bourgeoisie active mobilise pour constituer la nation des « éléments passifs antérieurs ; le sang, la race, l'ethnie, la langue, etc. Les éléments des nations modernes existaient partout. » (p. 15). Plus loin dans le texte (nous y reviendrons), Bordiga déclare que l'État-nation unitaire

[246] Cité dans « Le rôle de la nation dans l'histoire », *Programme Communiste* n° 82, avril 1980, p. 17.

allemand n'a existé qu'avec l'annexion de l'Autriche : malgré leur distinction initiale, la nation territoriale ne se porte jamais aussi bien que quand elle coïncide avec la nationalité.

Mais demeure la question : comment se définissent et se délimitent les nations ? Et même, en amont, celle-ci : comment se fait-il que l'extension des marchés connaisse et produise sa propre limitation ?

Quand Bordiga aborde la question du territoire ce n'est pas à partir de la bourgeoisie et du mode de production capitaliste mais de la dissolution de la *gens*. Il cite alors Engels (*L'origine de la famille...*) : « Par rapport à l'ancienne organisation gentilice, l'État se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants d'après le territoire. Comme nous l'avons vu, les anciennes associations gentilices, formées et maintenues par les liens du sang, étaient devenues insuffisantes, en grande partie parce qu'elles impliquaient que leurs membres fussent attachés à un territoire déterminé et que, depuis longtemps, ces attaches avaient cessé d'être. Le territoire demeurait, mais les *gens* étaient devenus mobiles. On prit donc la division territoriale comme point de départ. » (p. 4). Quand Engels analyse ici la production de l'État à Athènes, il fait un énorme contresens dû autant aux recherches historiques auxquelles il avait alors accès qu'à ses propres présupposés idéologiques. La réforme territoriale de Clisthène dont il est ici question brise l'implantation locale des dèmes en répartissant les représentations en bandes territoriales contenant chacune une part de « montagne » (domaine des petits paysans libres), une part de « plaine » (domaine des aristocrates et des *gens*, une part de côte (domaine des artisans et marchands), ainsi les *gens* dominantes étaient absorbées par les deux autres composantes. Si la *gens* disparaît ce n'est pas parce qu'elle était « devenue insuffisante », c'est qu'il y avait à ses côtés un grand nombre de personnes qui ne faisaient partie d'aucune *gens*. Les réformes territoriales liées à l'avènement de la « démocratie » en Grèce suivent la période des tyrannies durant laquelle les familles aristocratiques eurent très peur du pouvoir et de la violence de la « plèbe ». Certaines de ces familles (les Alcméonides à Athènes – Clisthène puis Périclès – et d'autres dans d'autres cités) avaient compris que pour garder le pouvoir, il fallait le transformer.

Il est tout de même très étonnant (mais pas tant que ça) qu'un marxiste comme Bordiga nous présente les évolutions historiques comme des sortes de phénomènes naturels sans que l'on y aperçoive un soupçon de lutte des classes. Quand en 508 av. JC, Clisthène revient au pouvoir à la suite d'une sorte de coup d'État, après avoir été chassé d'Athènes par les chefs d'une autre

gens, il lui faut l'appui du « démos » qui n'appartient à aucune *gens*. Malgré les réformes de Solon (en 594 av. JC), avant même la « révolution territoriale » de Clisthène et toujours par la suite, les *gens* demeurent des associations aristocratiques qui se disputent le pouvoir après la mort de Périclès en 429 av. JC (c'est-à-dire après la période de domination difficile des Alcméonides).

Il est important de faire ressortir la liaison essentielle entre État et territoire, à condition de ne pas transformer chaque terme en substance scandant le développement de l'humanité ou de « l'espèce » : « l'origine », « le communisme primitif », « la *gens* », « la propriété », « les classes », « la famille patriarcale », « l'État », « le territoire », etc. Nous aurions ainsi de grandes « Idées », de grandes instances apparaissant dans l'Histoire universelle et gouvernant (sous l'égide d'un mystérieux et irrépressible développement des forces productives) la succession des modes de production, ces derniers n'étant plus que des formes dans lesquelles ces « Idées » » se réalisent successivement, dans la mesure où « l'origine » doit se perdre afin de se retrouver sous une « forme supérieure ».

Le territoire de la cité grecque, n'est pas celui de l'Empire romain, ni celui de la monarchie féodale ou de l'État capitaliste. Ce n'est pas l'« Idée » de territoire qui évolue comme si elle avait été révélée au monde un beau jour de 508 av. JC.

Sous-tendant toutes les énormités tant théoriques qu'historiques de ce texte, il y a cette conception providentielle de l'histoire dans laquelle des entités produites et historiquement spécifiques sont vues comme des principes et des processus propres qui se perpétuent : l'État-Nation dépassant/conservant la « race » (même si la pureté virginale en a pris un coup)

Quand Bordiga revient à la cible réelle de son texte, c'est-à-dire Damen, qui combat le soutien aux luttes de libération nationale, il affirme bien que les nationalités (ici malgré la réserve précédente identifiées à « nation ») sont un « produit historique » (p. 3). Mais, même si les nations sont dans un avenir communiste assez lointain « appelées à disparaître », il ne s'agit pas « de négliger ce processus fondamental qu'est le processus national » qui, comme il est dit quelques lignes au-dessus, « présente des origines et des cycles bien déterminés ». « Processus fondamental » et « réalisation » : les bases mêmes de toute construction spéculative. Quand Bordiga expose la réalisation historique de ce « processus national » au travers des Hébreux bibliques, de la Grèce classique, de la période hellénistique, de Rome, etc., les nécessités de la

« réalisation » nécessitent de grossières « approximations » (au mieux) historiques.

Ce n'est pas une histoire des luttes de classes, des contradictions internes et des dynamiques de chaque mode de production que nous présente Bordiga, mais l'histoire de « processus » qui survolent et se moquent des luttes de classes.

« L'histoire des luttes sociales et des guerres civiles dans les murs mêmes de Rome est bien connue, mais ses vicissitudes ne diminuent pas la solidité et l'homogénéité de la superbe construction qui assume l'administration de toutes les ressources productives des pays lointains, qui les couvre d'œuvres durables ayant les fonctions productives les plus diverses : routes, aqueducs, thermes, marchés, forums, théâtres etc. [on peut se demander pourquoi Bordiga ne tient pas le même discours à propos de l'impérialisme américain qu'il déteste tant]. […] La décadence et la chute de l'empire romain mettent fin à la période de l'histoire antique où la nationalité et l'organisation en États nationaux représentaient des facteurs décisifs allant dans le sens de l'évolution des forces productives. » (p. 8). Le flux du « processus national » va s'interrompre, mais qu'à cela ne tienne, ce n'est qu'une « éclipse » (p. 9) et qui plus est une « éclipse » nécessaire à sa poursuite : « Les barbares approchent [n'en déplaise à Bordiga et à son armée romaine « nationale », ils formaient déjà l'essentiel de cette dite armée. Déjà sous la République, la réforme de Marius, en 104 av. JC, en avait fait une armée professionnelle rétribuée], forts de leur organisation en *gens*, mais pas encore mûrs pour constituer des États et pour fonder de véritables nations. L'ombre du Moyen Âge féodal se profile : mais c'est là encore, comme l'affirme Engels, *une nécessité déterministe, inhérente au développement des forces productives* [nous soulignons]. » Nous voilà rassurés, c'est certainement la même « nécessité » qui avait poussé Huns et autres Mongols à pousser les Germains massivement au-delà du *limes*.

Malgré quelques « vicissitudes », la Providence avait prévu un rôle essentiel pour ces barbares germains dans le grand devenir du principe national : « les nationalités modernes » (Engels, *L'Origine...*, cité par Bordiga, p. 10).

« …la doctrine marxiste classique considère comme une donnée historique positive non seulement l'organisation des anciens peuples barbares et nomades en États territoriaux, mais aussi la nature nationale des États, *leur coïncidence avec la nationalité* [nous soulignons], c'est-à-dire avec une

communauté qui repose non seulement, dans une certaine mesure, sur la race, mais aussi sur la langue, la tradition et les coutumes de tous les habitants d'un territoire géographique vaste et stable. ». Voilà une description pittoresque des premiers royaumes barbares « vastes et stables » réunissant une « population homogène ». Qu'importe, pourvu que le principe poursuive sa route semée d'embûches et, qu'à chaque « étape » on puisse retrouver les déterminations conservées des étapes précédentes comme dans toute bonne téléologie.

Est-ce que Bordiga s'aperçoit de toute la fantaisie de sa démarche quand il éprouve le besoin de la distinguer de l' « idéalisme bourgeois » ?

« Tandis que l'historien idéaliste voit dans la nationalité un fait général, présent toujours et partout où existe une vie associée [qui sont ces historiens ? Bacon, Hobbes, Machiavel, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Diderot, Leibniz, Kant, etc. cherchent le principe qui précisément constitue les lois, les États et qui les transforme. Thiers, Mignet, Thierry s'occupent de la constitution des nations avec les luttes entre classes sociales.[247]], nous, marxistes, lui attribuons des cycles historiques déterminés. » (p. 11). On ne voit pas vraiment en quoi les « cycles historiques déterminés » d'un principe (« processus ») diffèrent de son existence présente, toujours et partout (si ce n'est à l'origine, mais il y a peu d'historiens, même idéalistes, qui évoquent la nationalité de l'Homo habilis face à celle du Paranthropus robustus).

Il faut reconnaître cependant qu'à la différence de « l'historien idéaliste » anonyme (et encore il arrive à ce dernier de concevoir l'unité de l'humanité et la paix perpétuelle, cf. Kant), Bordiga déclare : « La nation et son influence matérielle disparaîtront en même temps que le capitalisme et la démocratie bourgeoise, mais pas avant [où nous allons retrouver Damen, tout aussi anonymisé dans ce texte que « l'historien idéaliste »] : la formation d'États nationaux sera même indispensable pour que l'avènement du capitalisme moderne puisse être considéré comme achevé dans les différentes aires géographiques. » (p. 11). Le Tchad, le Niger, la Centrafrique, le Soudan, la Birmanie : États nationaux modernes achevant le processus ? Le découpage impérialiste du Moyen-Orient : Syrie, Irak, Liban : États nationaux modernes ? Ces États témoignent bien d'une certaine façon de l'avènement du « capitalisme moderne », mais loin de son processus s'étendant à « toutes les aires géographiques » le « processus national » y fut importé et imposé.

[247] Voir Louis Althusser, *Politique et Histoire, de Machiavel à Marx*, Cours à L'École normale supérieure, 1955-1972, Éd. du Seuil, 2006.

Mais, ce qu'il y a de plus inepte dans la méthode de Bordiga (en liaison avec toute sa téléologie), c'est qu'il existerait dans un mode de production (n'importe lequel) un « achèvement ». Qu'il existe des contradictions *nécessaires* qui peuvent produire *conjoncturellement* le dépassement d'un mode de production est une chose, qu'il existe un achèvement du cours de ce mode de production en est une autre. Supposer l'existence de cet achèvement relève pleinement d'une conception idéaliste de l'histoire qui, partant d'un (ou plusieurs) principes ou Idées, postule par là-même le cours de ce principe et son achèvement puisque ce principe finit par se retrouver, au travers des « ruses de l'Histoire », lui-même comme accompli.

En abordant la « période féodale », Bordiga donne une définition de l'État national destinée à montrer qu'il n'y a pas d'État national durant cette période contrairement à la protohistoire de la chose durant l'Antiquité classique :

« L'État territorial est un État national non seulement quand son pouvoir s'impose sur tout le territoire grâce à une force armée (ce qui était déjà vrai pour les Égyptiens et les Assyriens, et plus tard pour les Saliens ou les Bourguignons, etc.), mais quand le commerce des produits du travail et des biens peut se faire sur tout le territoire et entre des points éloignés de ce territoire. Au niveau de la superstructure juridique, ceci s'exprime dans le fait que les citoyens jouissent des mêmes droits dans toutes les circonscriptions de l'État. C'est seulement alors que l'État est une nation. Au sens du matérialisme historique, la nation est donc une communauté organisée sur un territoire où s'est constitué un marché intérieur unitaire. Ce résultat historique va de pair avec *une certaine communauté de sang* [nous soulignons] mais surtout de *langue* [souligné dans le texte], (on ne fait pas de commerce sans parler !) d'usages et de coutumes.» (p. 12).

Il est possible sur bien des points de souscrire à cette définition. Elle souffre cependant tout d'abord de ne pas être historiquement située. Certains éléments peuvent correspondre aux monarchies absolues de l'Europe occidentale ou même aux empires de l'Europe centrale et orientale, incluant même l'Empire ottoman. D'autres éléments ne peuvent être considérés comme valides qu'à la suite des révolutions du XVIII^{e} siècle : il n'y a pas de marché unifié en France et encore moins de citoyens jouissant des mêmes droits avant la Révolution. Le marché unifié peut ailleurs accompagner des différences de droits selon les « circonscriptions » : aux XVI° et XVII°s. des

marchands et des hommes d'affaires juifs unifient le marché polonais au profit et comme agents de l'aristocratie foncière sur la base d'une paysannerie quasiment sans droits. Plus directement, dans les années 1950, Bordiga avait sous les yeux des États nationaux fédéraux où les droits pouvaient être différents selon les régions, sans parler du racisme structurel de la « nation américaine ».

Malgré tout, nous pouvons, sur ces points, considérer la définition de Bordiga comme « juste » en ce qu'elle fixe ce que l'on pourrait appeler un « idéal type ». Cependant, cette définition laisse un point capital dans l'ombre, mais cela concerne la quasi-totalité des théoriciens ou historiens ayant abordé la question : quels sont les critères, les conditions, la nature des limites ayant présidé à la constitution de ce territoire national ? Le sang et la langue ne viennent qu'après, le premier comme pure construction mythologique selon les besoins du moment (le Peuple politique invente le peuple « originel »), la seconde comme résultat et non cause du marché national, plus haut Bordiga pouvait écrire que de Lübeck à Amalfi, l'italien – quel italien ? – servait de langue marchande commune. Il est à nouveau lourdement symptomatique de sa démarche téléologique de retrouver le « sang » et même la langue dans l'État national qu'accidentellement il avait qualifié de « purement territorial ».

Nous en arrivons finalement au cœur du sujet :

« La révolution nationale n'est pas notre révolution, la revendication nationale n'est pas notre revendication, et elles ne représentent pas pour l'homme la conquête d'un avantage irréversible et éternel. Mais le marxisme [c'est-à-dire moi, Amadeo Bordiga] les considère avec intérêt, voire avec admiration et passion, et lorsque le cours de l'histoire les remet en cause il est prêt [qui ? le marxisme ? combien de divisions ?], en temps et lieu décisifs, à se lancer dans la lutte pour elles. Ce qu'il faut étudier, c'est le degré de développement des cycles historiques, en délimitant correctement les aires et les phases. Si mille ans se sont écoulés entre le développement des peuples primitifs du bassin méditerranéen et celui de l'Europe occidentale, il est parfaitement possible que le cycle national moderne de l'Occident soit clos alors que celui des peuples d'une autre race, d'un autre cycle et d'un autre continent reste encore ouvert avec son potentiel révolutionnaire pour une longue période. »

Il est très difficile de trouver une comparaison aussi aberrante que celle-ci. Comme si le capitalisme n'avait pas fait entrer les « peuples » dans une histoire universelle (cf. *Idéologie allemande)*, comme si on pouvait encore considérer les évolutions régionales comme indépendantes bien que hiérarchisées (non indépendantes parce que hiérarchisées). Bordiga devrait se souvenir que Lénine « justifiait » la révolution en Russie par la théorie du maillon le plus faible d'une économie capitaliste mondiale. Mais, pour Bordiga, le principe doit, imperturbable, poursuivre son cours à travers la planète.

Dans les années 1950, « le marxisme » devait donc « se lancer dans la lutte » pour ce qui ne pouvait être dans l'élaboration théorique de Bordiga que des révolutions bourgeoises poursuivant dans d'autres aires ce qui fut accompli en Occident. Les luttes de libération nationale des débuts de la seconde moitié du XXe siècle ont posé d'énormes problèmes à toutes les organisations d'extrême gauche ou d'ultra gauche, mais toujours en termes concrets de rapports de classes, jamais comme la nécessité historique de l'État-nation devant s'imposer à l'échelle de la planète.

On peut prendre comme seul exemple un éditorial de *Socialisme ou Barbarie* à propos de la guerre d'indépendance de l'Algérie : « Même si demain l'indépendance doit permettre à une minorité autochtone d'exploiter "en toute propriété" les masses algériennes, il n'en est pas moins vrai que la lutte actuelle exprime aux yeux des masses le refus de l'exploitation telle que l'exerce l'impérialisme étranger, sous la forme la plus brutale, la plus élémentaire et la plus complète [248].». L'attitude de beaucoup combina, dans la mesure du possible, une condamnation du colonialisme français et de la répression, une position théorique très critique vis-à-vis du pouvoir indépendantiste en gestation, et souvent une solidarité pratique. Au même moment la revue-groupe *Noir et Rouge* est beaucoup moins nette dans la critique des luttes de libération nationale et de leur devenir[249].

Troisième partie (21 pages)

Le mouvement du prolétariat moderne et les luttes pour la formation et l'émancipation des nations.

Obstacles féodaux à la naissance des nations modernes

[248] « Prolétariat français et nationalisme algérien », *Socialisme ou Barbarie* n° 24, mai-juin 1958.
[249] Sur la question, en ce qui concerne *Socialisme ou Barbarie* et *Noir et Rouge*, voir *Histoire critique de l'Ultragauche*, 2nde édition, Éd. Senonevero, 2015.

Dès les premières lignes de cette troisième partie, Bordiga reprend sa définition de la nation : « périmètre géographique », « circulation économique libre », « droit positif », et encore et toujours « communauté de race et de langue » (p. 1-2).

L'affirmation qu'il « n'existe pas de nation sans État » est juste : soit que l'État fasse la nation ; soit que la lutte de libération nationale ne puisse exister sans avoir en elle la constitution d'un État, en effet la lutte de libération nationale réfère à une nation sans « encore » d'État.

Pages 4-5, Bordiga donne une analyse intéressante de la lutte entre Guelfes (partisans du pape) et Gibelins (partisans de l'empereur du Saint-Empire romain germanique) qui, à partir du XI^e^ siècle, domine tout le Moyen Âge italien (Dante était gibelin : *La Divine Comédie,* 1305). La papauté soutient les petites républiques communales marchandes (le régime féodal s'est très peu et très mal implanté en Italie ; le servage n'y domina jamais), mais les rivalités incessantes aussi bien à l'intérieur de chacune des factions qu'entre elles font pencher une partie de la bourgeoisie en faveur d'un État unique que représente l'empereur.

- « *Chatoyantes superstructures de la révolution capitaliste* »

Tous les systèmes unitaires (fiscalité, administration, marché, droit) accompagnant la montée des rapports bourgeois (marchands et manufacturiers) créent le peuple et conjointement la nation. En Allemagne, la Réforme substitue à une hiérarchie universelle des hiérarchies « nationales » (p. 8).

« Toute révolution bourgeoise est une révolution nationale. » (p. 7).

Et son corollaire : « La bourgeoisie n'a pas fait une révolution mondiale, mais toute une gamme, tout un éventail de révolutions nationales, et il n'est pas dit que nous les ayons encore vues toutes. » (p. 9).

Bordiga termine le chapitre par une citation du *Manifeste* donnant une sorte de synthèse de la genèse de l'État-nation.

« Chacun de ces stades de développement de la bourgeoisie s'accompagna d'un progrès politique correspondant. Ordre opprimé lorsque régnaient les seigneurs féodaux, associations armées s'administrant elles-mêmes dans la commune, ici république urbaine indépendante, là tiers ordre taillable de la monarchie, puis, à l'époque de la manufacture, contrepoids à la noblesse dans la monarchie appuyée sur les divers ordres ou absolue et pierre angulaire des grandes monarchies en général, la bourgeoisie s'est enfin conquis, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, la suprématie politique exclusive dans l'État représentatif moderne. Les pouvoirs publics modernes ne sont qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière. La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle extrêmement révolutionnaire […] La bourgeoisie se trouve engagée dans une lutte continuelle : contre l'aristocratie au début ; plus tard contre les éléments de la bourgeoisie elle-même dont les intérêts entrent en contradiction avec les progrès de l'industrie ; *en permanence contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers* [nous soulignons]. »

Même si dans les cités italiennes le développement du capitalisme marchand était fondu dans le système féodal avec ses privilèges et ses monopoles, ce qui, lié à une exploitation féroce du *contado* paysan, contribua à l'impasse séculaire du développement capitaliste en Italie, on peut considérer cette synthèse comme à peu près pertinente d'un point de vue historique et descriptif. Mais elle laisse dans l'ombre un problème : le sujet opérant une « révolution nationale » et produisant l'État-nation est *a priori* déjà prédéfini comme *national* dans la mesure où il agit dans un cadre lui-même prédéfini comme national. L'État-nation comme « aboutissement » est présupposé dans les termes de départ. Donc présence d'une question qui n'est pas posée : comment se construit ce sujet appelé « bourgeoisie nationale » et en quoi son action d'uniformisation, de centralisation est alors possiblement définie comme « nationale » et s'opposant « *en permanence à la bourgeoisie de tous les pays étrangers* » ?

La synthèse de Marx et Engels dans le *Manifeste* est une synthèse *historique* de différentes étapes *présupposant ses éléments*. Il faut considérer les différentes étapes comme l'action *d'un sujet qui se constitue lui-même comme national dans ce cours historique*, non seulement de par les circonstances de son émergence (qu'il ne cesse en réalité de modifier), mais surtout de par les « nécessités de son être » : création d'un espace marchand unifié ; conditions de libération de la main-d'œuvre (structures foncières).

Ce national n'est ni présupposé, ni un cadre politico-territorial donné, la bourgeoisie créant l'État-nation a bouleversé tous les cadres géographiques existant non seulement dans leurs « frontières » mais encore dans leur substance intérieure et, qui plus est, a constamment bouleversé les propres cadres qu'elle produisait : trouvant en elle-même ses propres *limites* « nationales » de constitution, elle qui est par nature mondiale. *La nation est une contradiction interne de la bourgeoisie*.

- « *Entrée du prolétariat sur la scène historique* »

« […] les masses prolétariennes trouvent leur voie dans le sillage de la bourgeoisie révolutionnaire. » (p. 9)

- « *Luttes prolétariennes et cadre national* » (p. 11)

Même si le prolétariat « ne peut engager sa lutte que dans un cadre national et ne peut avoir que dans ce cadre un parti politique de classe » (p. 11), le prolétariat « doit construire une société internationale, tout en comprenant que la revendication de l'unité nationale est *utile jusqu'à un certain stade* [nous soulignons] mais toujours en tant que revendication bourgeoise. […] Ici, du point de vue contingent, formel et juridico-constitutionnel, le prolétariat, en se constituant en État de classe (dictature), doit se constituer en État national, tout ceci de façon transitoire [*bien sûr*…] » (p. 11-12).

De « l'utilité jusqu'à un certain stade de la revendication nationale » au prolétariat « se constituant en État national », toutes ces inepties dogmatiques, débitées dans les années 1950, après deux guerres mondiales et Staline, se passent de commentaires.

- « *Stratégie prolétarienne dans l'Europe de 1848* » (p. 12)

Bordiga expose ici, sans aucun recul ni critiques les thèses de Marx et Engels défendues dans *La Nouvelle gazette rhénane*, c'est-à-dire, en bref : la

« révolution double[250] ». Précisons, ce que ne fait pas Bordiga (pour qui toute l'histoire de l'humanité et de la lutte des classes se résume à la plume de Marx et d'Engels), que la théorie et la stratégie de la « révolution double » sont combattues à l'intérieur même de la *Ligue des communistes*, ce qui conduisit à sa dissolution.

« La stratégie européenne de 1848 voit donc la classe ouvrière aux prises avec les différents États avec deux tâches colossales : aider à achever la formation des États nationaux bourgeois indépendants [*et encore pas tous*, voir Roman Rosdolsky : *Friedrich Engels et les peuples sans histoire, la question nationale dans la révolution de1848*[251]], et essayer de renverser le pouvoir des bourgeoisies déjà victorieuses comme de celles qui n'ont pas encore vaincu. » (p. 14). Bordiga évoque à peine en une demi-phrase l'insurrection de juin 1848 qui ne colle pas vraiment avec ce schéma stratégique (p. 14).

C'est la suite immédiate qui importe :

« Avec ses hauts et ses bas, avec l'affrontement des forces matérielles antagonistes, l'histoire a allongé les délais de ce processus, mais elle n'a pas entamé ce qui était le pivot de la stratégie d'alors : on ne pourra vaincre sur le second point si on n'a pas vaincu sur le premier, c'est-à-dire si on n'a pas surmonté les derniers obstacles qui s'opposent à l'organisation de la société en États nationaux. […] L'histoire n'a pas démenti ce schéma, mais elle [l'histoire ?] n'a pas eu l'occasion de l'appliquer… » (p. 14). En conséquence de « l'allongement des délais », la stratégie « non appliquée » et donc « non démentie » demeure d'actualité, après 1848 en Europe (en dehors de la France et de l'Angleterre) et bien sûr dans le « tiers-monde » des années 1950. Quand en France, en 1914 et 1939, les prolétaires se rallient à leur bourgeoisie nationale, il ne s'agit pour Bordiga que d' « un démenti infligé à leur tradition » : « La constitution unitaire et centralisée de l'État-nation est de l'intérêt des bourgeois, en tant que forme de leur pouvoir de classe, mais aussi de l'intérêt des prolétaires jusqu'au moment de sa réalisation car c'est de là que naît l'alignement politique de classe qui permettra d'arracher à son tour le pouvoir à la bourgeoisie nationale. » (p. 18). D'une telle remarquable stratégie, l' « histoire » ne nous a livré comme résultat que le massacre des prolétaires entre eux au service de ces nations dont ils avaient si vaillamment participé à la construction.

[250] Pour une présentation critique de cette thèse, voir *TC* 12, février 1995, « La révolution prolétarienne », et la Postface d'*Histoire critique de l'Ultragauche.*
[251] Éd. Syllepse, 2018.

Pour Bordiga le « processus national » en lui-même comme force idéale n'est pas le produit des luttes de classes mais quelque chose qui les traverse et les surmonte. Ainsi, en France, la lutte des classes sous la I^ère^ République, Thermidor, l'instauration du I^er^ Empire n'ont aucune importance n'étant que des moments de la réalisation du processus nécessaire supérieur (p. 15).

En ce qui concerne l'Allemagne, Bordiga écrit en 1953, qu'il n'existe pas d'État unitaire allemand, celui-ci n'a existé que sous Hitler avec l'annexion de l'Autriche. Dans les années 1950, il existerait donc trois Allemagnes (l'Est, l'Ouest et l'Autriche) (p. 16). Le prolétariat de ces trois Allemagnes doit-il lutter pour la constitution d'une grande Allemagne centralisée et unitaire ? La réponse de Bordiga reste dans le flou

Troisième partie, suite (12 pages)

Le mouvement du prolétariat moderne et les luttes pour la formation et l'émancipation des nations

« Le cycle historique de la formation des États nationaux bourgeois, parallèle à la diffusion de l'industrialisation et à la formation des grands marchés, embrasse indéniablement l'Angleterre, la France, l'Allemagne [Bordiga avait écrit plus haut que le véritable État unitaire allemand n'avait existé qu'avec l'annexion de l'Autriche], l'Italie. D'autres puissances mineures peuvent être considérées comme des nations établies : Espagne, Portugal, Belgique, Hollande, Suède, Norvège. La revendication marxiste s'étend de manière typique à la Pologne, et vaut surtout comme déclaration de lutte ouverte contre la "Sainte Alliance " formée par la Prusse, la Russie et l'Autriche. Mais dans la vision marxiste, ce cycle s'achèvera sans que soit résolu, entre autres, le problème des Slaves de l'Est et du Sud-Est. » (p. 3).

« …la constitution des États nationaux modernes comme *condition de la révolution ouvrière* [nous soulignons] concerne une aire qui s'arrête à l'est de la Pologne, en englobant éventuellement une Ukraine, et une Petite Russie bornées par le Dniepr. Voilà l'aire européenne de la révolution, celle qui devait

être investie la première, et le cycle qui prélude à la période suivante, celle de l'action purement classiste, se clôt pour cette aire en 1871.» (p. 4)

L'évidence qui n'effleure absolument pas Bordiga tout à ses schémas d'une histoire idéelle, c'est que la période qui suivit fut majoritairement l'exact inverse de « l'action purement classiste ».

Il est vrai que trois pages plus loin, on apprend que : « La consigne [action purement classiste, défaitisme général] a été *trahie* [nous soulignons] par deux fois à l'échelle mondiale, en 1914 et en 1939. » Qu'à cela ne tienne : grâce à nos « patientes reconstructions » et « nos répétitions inlassables […] elle devra être reprise, lors d'un futur tournant historique ». (p. 7).

- *Époque impérialiste et résidus irrédentistes*

« La libération et l'égalité de toutes les nationalités, irréalisables dans le cadre du régime capitaliste, sont des formules bourgeoises et contre-révolutionnaires. *Toutefois* [nous soulignons], les résistances que les nationalités opprimées ainsi que les petites puissances semi-coloniales ou sous protectorat opposent aux grands colosses étatiques capitalistes sont des forces qui concourent à la chute du capitalisme. » Donc, un projet « bourgeois et contre-révolutionnaire » concourt à « la chute du capitalisme. Voilà de la dialectique ! L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Syrie, le Liban, Cuba, le Vietnam, l'Égypte, etc. ont concouru à la chute du capitalisme.

Bordiga ne s'intéresse pas qu'aux conflits entre les « colosses étatiques » et les « petites puissances », il s'occupe aussi des guerres entre les « colosses ».

« La victoire des démocraties occidentales et de l'Amérique dans la première et la seconde guerres mondiales [Bordiga omet de citer, au moins pour la seconde, l'URSS] a retardé les possibilités de révolution communiste, alors que l'issue inverse les auraient accélérées. » (p. 9).

Mais alors il fallait soutenir l'Allemagne, le Japon, l'Italie, malgré la « consigne » du défaitisme général ou combiner un peu les deux. Il est difficile de voir en quoi la victoire de l'Allemagne, etc. aurait accéléré les possibilités révolutionnaires ; rappelons que, tout en la dénonçant, pour Engels suivi par Bordiga, la démocratie est le meilleur régime pour l'expression des antagonismes de classes. Le retard apporté à la révolution proviendrait de ce

que ce sont les États capitalistes les plus forts qui ont gagné, mais l'issue inverse ne pouvait que signifier que c'était les autres qui étaient les plus forts. Même la Providence historique est du côté des gros bataillons contre les petits. Et nous assistâmes à « la colonisation américaine de l'Europe » (p. 11). Bordiga se retrouve en communion avec le général de Gaulle qui, refusant en 1964 de se rendre à la commémoration du débarquement de Normandie, aurait déclaré selon Alain Peyrefitte : « Vous voudriez que j'aille commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi. »

De Bordiga à de Gaulle et vice versa, les voies de la Providence historique sont impénétrables.

Sur Stoff [252]

Surnuméraires, spectacle de la marchandise. Et après ?

Plus que dans une sorte d'éditorial très ambigu (voir plus loin), c'est dans le cours du texte sur l'antisémitisme que *Stoff* livre sa ligne et son projet : « Pour nous qui tenons à faire en sorte que nos efforts théoriques fournissent *comme une orientation* [nous soulignons] dans des antagonismes sociaux effectifs, il n'y a pas d'autre voie que celle qui part des problèmes pratiques rencontrés dans les luttes, celle qui commence par nommer et par interroger les limites tant matérielles qu'idéologiques contre lesquelles ces luttes se heurtent. » (p. 85). Mais pour « nommer et interroger les limites » encore faut-il avoir une théorie qui distingue telle pratique, telle chose, comme « limite ». C'est cet impensé et ce refus de penser une théorie qui constitue la théorie de *Stoff*. Une théorie qui comme toute théorie ne peut pas ne pas être spéculative et envisager « ce qu'il se passe » de façon performative, c'est-à-dire, en quelque sorte, un « acte de foi », mais qui s'interdit de se penser comme tel. C'est la force et tout l'intérêt de *Stoff*, à condition d'une « lecture symptomale »[253].

« *Notre parti pris contre cette société n'est pas un acte de foi. Il part de l'expérience du capitalisme vécue comme une double impossibilité. L'impossibilité d'une vie qui n'impliquerait pas la destruction plus ou moins directe de ses propres conditions écologiques et sociales ; l'impossibilité d'une vie dévolue à la poursuite constante et indéfinie d'une reproduction marchande qui nous rend superflus* [254].»

« Une double impossibilité » ?

[252] Revue disponible sur stoff.fr - Plusieurs de leurs textes et critiques sont disponibles sur dndf.org

[253] La « lecture symptomale » est une lecture « qui entend interroger les textes sur ce qu'ils doivent à ce qu'ils ne maîtrisent pas. Un texte n'est pas seulement intéressant parce qu'il organise logiquement, par les argumentations qu'il développe de façon apparemment rigoureuse, mais aussi par tout ce qui désorganise son ordre, par tout ce qui l'affaiblit : les difficultés subjectives (comment dire ce que l'on a du mal à comprendre) et objectives (la complexité du contexte) à situer et à cerner une problématique explicite dans toutes ses implications. » (Jean-Marie Vincent, « La lecture symptomale chez Althusser », in *Politique et philosophie dans l'œuvre de Louis Althusser*, Université Paris 8, PUF, 1993).

[254] Première phrase, p. 5, de « l'Édito » intitulé « Trame », c'est-à-dire « *Stoff* ».

Dès la première phrase de l'édito « Trame », il n'y a plus de contradictions dans le MPC, il ne s'agit plus que de *phénomènes* sociaux, c'est-à-dire de déterminations du rapport du capital à lui-même comme pôle du rapport *dans son objectivité*. Tout en découle, tout se situe au niveau des formes d'apparition, des appartenances dans leur relation à la « tension à la communauté », de la marchandise, de l'échange et d'une humanité dans son ensemble plus ou moins réduite à des surnuméraires réels ou potentiels *regardant* passer l'accumulation infinie du capital et des marchandises.

Revenons à la première phrase de l'édito : être « contre cette société » est un « parti pris » et non un « acte de foi » car il repose sur cette « double impossibilité ». Quelle est alors la nature de cette « double impossibilité » ? Elle apparaît à la fois comme un fait objectif (écologique et social), mais simultanément cette « double impossibilité » est une « expérience vécue ». Qui (individus, classes, humanité, etc.) vit cette « expérience » ? On ne le sait pas, il s'agit de ceux rendus « superflus » par « *la poursuite constante et indéfinie d'une reproduction marchande* », c'est-à-dire, en gros, tout le monde. Il est vrai que plus loin les « superflus », devenus « surnuméraires » définiront le prolétariat (« cette force de travail qui ne sert bientôt à rien », p. 19). Mais alors cette « classe » n'est plus le pôle d'une contradiction interne du mode de production capitaliste (MPC) mais se trouve face aux « impossibilités » propres du capital, face auxquelles il faudra bien qu'elle trouve un moyen de s'en sortir, le communisme étant un de ces moyens (ou non).

Comme si toutes les catégories du MPC n'incorporaient pas la contradiction qu'est l'exploitation, comme si elles n'étaient une contradiction que vis-à-vis d'elles-mêmes, c'est-à-dire *seulement* dans leur existence de pôle du rapport.

On peut mettre cette problématique en relation avec ce qui parcourt tous les textes : occultation de l'exploitation à laquelle se substitue une aliénation diffuse sur la base de l'échange et de la marchandise : « l'émeute interrompt souvent, provisoirement, le cours des choses marchandes et l'humiliation quotidienne ». Mais, heureusement, persiste « la morose résistance qu'impose encore et toujours le travail salarié », est-ce que cette « morose résistance » interrompt le « cours des choses marchandes » ? La « critique sociale » se substitue aux contradictions de classes, ces dernières étant les grandes absentes de *Stoff*. Les « surnuméraires » devenant tout au long du numéro la définition du prolétariat, l'exploitation comme contradiction de classes est alors invisibilisée. Nous pouvons constater actuellement toute une idéologie qui se construit autour des « surnuméraires » qui, sans que cela soit

son intention, fait de la contradiction entre des classes qu'est l'exploitation une simple impossibilité du pôle capital vis-à-vis de lui-même (cf. la première phrase de l'édito). Le prolétariat n'est pas le « regroupement indifférencié des surnuméraires » (p. 11) et il n'est pas « inutile à cette société » (*idem*).

Les « surnuméraires » sont une surdétermination de la contradiction centrale qu'est l'exploitation. La surdétermination est loin d'être une sorte de fioriture, mais ce par quoi, à certains moments la contradiction existe concrètement[255]. L'existence des surnuméraires prise pour elle-même comme signe de l'impossibilité du capital pour lui-même l'occulte comme surdétermination du rapport d'exploitation. Les surnuméraires ne définissent pas le prolétariat, ils existent dans la contradiction qu'est l'exploitation, c'est-à-dire dans la relation contradictoire fondamentale entre travail nécessaire et surtravail, l'un et l'autre n'existant qu'en supprimant son opposé nécessaire.

Qui est ce « nous » pour qui « l'aspiration au communisme ne cesse de s'affirmer, autant son affirmation effective ne cesse de s'éloigner » (édito). Il est vrai que ce « nous » est assommé par « le déclin de l'identité ouvrière ». Comme si ce « déclin » gommait l'exploitation comme contradiction de classes. Que veut dire « tension à la communauté » quand ce n'est pas explicitement rattaché à la lutte des classes, c'est-à-dire à un processus qui est précisément celui d'une division et qui passe par cette division. L'essentiel de la problématique de *Stoff* semble construite sur une sorte de dialectique entre « identités » (dont « l'identité ouvrière ») et l'« universel » qui serait un « vrai universel » qui, au-delà des identités, refonderait « l'humanité en déshérence » face à la marchandise. Mais il y a une lutte des classes entre les deux qui est le contraire de l'universel, qui se fonde, en fait, sur la haine de l'universel qui, en tant que tel, est toujours l'idéologie des classes dominantes (subsomption).

Il semble que fondamentalement, dans *Stoff*, la « possibilité révolutionnaire » (appelons cela ainsi) n'est envisagée que comme le résultat de l'impossibilité du programmatisme: le prolétariat ne peut plus s'affirmer donc il y a une possibilité de négation de sa condition. On aboutit à cela dans la

[255] « [Il faut reconnaître] l'existence réelle, en grande partie spécifique et autonome, irréductible donc à un pur *phénomène*, des formes de la superstructure et de la conjoncture nationale et internationale. […] Jamais la dialectique économique ne joue *à l'état pur*, […] jamais dans l'Histoire on ne voit ces instances que sont les superstructures, etc., s'écarter respectueusement quand elles ont fait leur œuvre ou se dissiper comme son pur phénomène pour laisser s'avancer sur la route royale de la dialectique, sa majesté Économie parce que les Temps seraient venus. Ni au premier, ni au dernier instant, l'heure solitaire de la "dernière instance" ne sonne jamais » (Louis Althusser, « Contradiction et surdétermination » [1962], in *Pour Marx*, Éd. Maspero, 1965, p. 113).

mesure où la restructuration des années 1970 n'est conçue que comme un procès de disparition de la situation antérieure :

« L'impossibilité de l'affirmation de classe dans le cadre réformé de la reproduction du capital […] dans la recherche d'une autre communauté d'appartenance » (toute la p. 21).

La redéfinition de la contradiction qu'est l'exploitation au travers de cette restructuration n'est jamais positivement envisagée et définie (au niveau de la reproduction, etc.), la fin de « l'identité ouvrière » n'est que constatée. Si « la science des échecs prolétariens antérieurs fonctionne de façon si admirable » [cf. la polémique entre Dauvé et *TC* et sa reprise dans le Numéro 1 d'*Endnotes* [256]] , ce n'est pas parce qu'il y aurait un « escamotage dans le présent de tout ce qui pourrait préfigurer un autre devenir » (p. 21), c'est parce que les conditions présentes permettent de comprendre ces échecs dans les termes mêmes de la lutte des classes du moment et non de façon normative, c'est-à-dire en regard d'une révolution et d'un communisme invariants, toujours identiques qui n'auraient pas aboutis, soit par un manque de l'action prolétarienne, soit de par des conditions immatures. Il est évident que la configuration actuelle de la contradiction entre les classes[257] n'exclut en rien la possibilité d'un nouvel échec (dans *TC* 25, le texte « Une séquence particulière » pose même la question de l'existence des linéaments d'une nouvelle restructuration). La question d'un « nouvel échec » dépasse largement « la recherche d'une autre communauté d'appartenance » par les « surnuméraires » (p. 21 toujours).

Dans *Stoff* la constatation de la fin de l'identité ouvrière, de la faillite du programmatisme, la définition du prolétariat comme « surnuméraires » (et « quasiment inutile au nouveau monde »), l'accent mis sur la marchandise et son infinie extension, le jeu entre appartenances et « tension à la communauté », n'aboutissent pas à la définition de nouvelles modalités de la

[256] https://endnotes.org.uk/translations/endnotes-sortez-votre-macchab

[257] Avec la restructuration achevée dans les années 1980, la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. Il s'agissait de la subversion de tout ce qui était devenu une entrave à la fluidité de l'auto présupposition du capital dans son « double moulinet » (*Le Capital*, Éd. Sociales, L I, t. 3, p. 19-20). La contradiction entre le prolétariat et le capital a alors pour contenu essentiel son propre renouvellement, dans sa contradiction avec le capital qui le définit comme classe, le prolétariat se remet lui-même en cause. L'incontournable et nécessaire lutte en tant que classe devient la limite de la lutte de classe. Auparavant, il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital ne pouvait se situer à ce niveau, en ce qu'il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe.

contradiction entre le prolétariat et le capital mais à l'apparition d'un « nouveau collectif » (p. 22).

« Ce qui se joue à présent, après l'échec du mouvement ouvrier et du travailleur en tant que membre d'une classe appelée à prendre la relève de la bourgeoisie, c'est donc la constitution d'un nouveau collectif, lequel va conférer un autre contenu à l'antagonisme avec le rapport hégémonique. » (p. 22). Il s'agit bien sûr, dans les pages citées (p. 21 à 24) d'expliquer le populisme et la fabrication du peuple. Page 24, on lit : « On le voit le populisme est d'abord une *tension à la communauté* qui s'origine dans la situation actuelle du prolétariat. » Mais, si le prolétariat est invoqué c'est pour être aussitôt révoqué dans la perspective du dépassement de ce qui est appelé « l'économie développée » où apparaît le « nouveau collectif » suite à la « désintégration du prolétariat » (p. 22).

« ...l'échec de la socialisation capitaliste défait l'inclusion dans la consommation abondante ... » (p. 23).

« ...d'énormes cohortes incomplètement socialisées, pour qui la débrouille au jour le jour, le tout petit commerce et les prestations de service informelles dessinent le visage modernisé de la survie. Cette précarité ne forme en aucun cas un mode de vie alternatif, un monde commun, ni même une contrainte à être révolutionnaire ... » (p. 23). Malgré leur augmentation, en Occident ces « énormes cohortes » restent en fait minoritaires (et *parfois* un moment de transition individuelle de certains de leurs membres vers des emplois plus stables). Ailleurs, bien que fortes, on voit plutôt la croissance, absolue et relative, du salariat, précaire et/ou avec peu de protections réglementaires et sociales ; les deux éléments s'articulant partiellement d'ailleurs (ex. : le rôle de relais/distributeur et la puissance économique des marchés africains tenus par une myriade de ces femmes composantes de ces « cohortes »).

La surévaluation, contre l'évidence, de ces « énormes cohortes » semble être déterminée par les conceptions de *Stoff* et les nourrir.

On aurait pu écrire : et « *encore moins une contrainte à être révolutionnaire* », car il s'agit là d'une population exploitée dans les mécanismes de l'échange qui constitue éventuellement une masse de manœuvre énorme dans le cadre d'une contre-révolution. Mais *Stoff* limite tellement son analyse du mode de production et de ses « contradictions » au

niveau de la marchandise et de l'échange que le passage du « ni même » à « bien au contraire » est, pour *Stoff*, impensable.

« La fin du monde ouvrier, et aussi de toutes les sociétés qui n'auront même pas connu une phase de prolétarisation classique avec l'industrialisation, pose ainsi la question de l'appartenance nouvelle, c'est-à-dire de la restauration du lien social [restauration ??, le lien social des rapports de production capitaliste a-t-il été effacé ? nda] comme somme de rapports entre les individus, rapport auxquels l'argent ne suffit plus à donner une forme [le manque d'argent est toujours la « mise en forme » du « rapport » (quel « rapport »?)] Une appartenance à même de protéger contre la violence de l'échange ...».

« Nous assistons au retour plus ou moins discret d'*un état d'existence extérieur à la société* [souligné par nous], un en-dehors, que certains facteurs liés aux colonisations et aux restructurations d'après-guerre ont aidé à surmonter, en Occident, au cours des deux derniers siècles. […] la dimension contrariée de l'appartenance de classe tend à se transcender dans une communauté qui cependant ne perd *pas complètement* sa détermination sociale [nous soulignons le côté un peu « flou » du « pas complètement. »] (p. 23).

S'il est absolument vrai que « nous n'avons pas fini d'entendre parler du *peuple* » (p. 24), il n'y a pas pour autant « d'appartenances nouvelles ». Il n'y a que la crise et la misère des appartenances actuelles qui font le « peuple ».

On ne sait jamais s'il s'agit d'une crise et d'une phase particulière dans le rapport de classe (exploitation et existence des classes) ou s'il s'agit d'un rapport nouveau (« nouveau collectif ») se substituant au rapport de classes. Comme si *Stoff* n'osait pas aller au bout de ses intuitions et de sa problématique.

L'ambiguïté que cultive *Stoff* est manifeste page 25 : « ...*le peuple* qui n'est autre que le prolétariat dans ses conditions actuelles de déshérence... », qui permettent la capture politicienne du peuple par certaines fractions des classes moyennes sous l'égide du populisme.

Mais, à la suite (toujours p. 25) : « Si l'on tient la classe ou le parti ou la lutte des classes comme le sujet révolutionnaire ou comme la révolution en devenir, alors il n'y a de peuple que chimérique et le rôle de la théorie serait ici de dénoncer la chimère. Si en revanche l'époque permet de voir ce sujet ou ce devenir comme un mirage, ou comme un écho de ce qui a été et qui n'est plus,

alors le *peuple*, ou la multitude de peuples, peut être le nom actuel du devenir, et la virtualité d'une appropriation historique qualitative, en rupture avec l'insensé d'une production infinie sous laquelle nous avons été arrachés en masse à toute appartenance. » Là, le peuple n'est plus « le prolétariat dans ses conditions actuelles de déshérence » mais purement et simplement ce « nouveau collectif », nouveau sujet s'élevant contre « l'insensé d'une production infinie » qui nous a « arrachés à toute appartenance ». Quelle appartenance ? l'existence dans la société de classes capitaliste, même celle du surnuméraire, du « mort de faim » est toujours une appartenance tout aussi « essentielle » que celle du citoyen romain ou du chef de famille germain même si nous sommes passés de l' « individu objectif » à l'« individu contingent » (dont la contingence n'a rien de contingent). *Rien ne se substitue à la lutte des classes, tout la transforme et la module*. Poursuivons : « Le nom de peuple dirait dans ce cas la difficulté à naître d'un rapport social inédit, cette communauté d'après l'économie [qu'est-ce que l'économie ? nda] qu'appelle la désaffiliation de masse, et dont le procès constitutif ne se manifeste pas comme une rupture révolutionnaire». Si le paragraphe suivant définit alors le « populisme » comme la réponse des classes moyennes à ce procès, le procès lui-même est bel et bien défini comme « le nom actuel du devenir en rupture ... etc. » et comme la naissance « d'un rapport social inédit, cette communauté d'après l'économie... ». La lutte des classes et le prolétariat : aussitôt évoqués, aussitôt disparus. Ce n'est pas un « rapport social inédit » que devrait invoquer *Stoff*, mais un mode de production inédit. C'était évidemment plus difficile à écrire.

À la fin du texte « Populisme, une trajectoire politique de l'humanité superflue », le dernier chapitre s'intitule « Communisme ? » (p. 37).

« Dans la mesure où nul ne saurait identifier les signes annonciateurs d'une révolution communiste – à supposer qu'une telle révolution constitue, ou a pu constituer, un devenir possible du capitalisme – , nul ne sait non plus si le cours actuel nous en rapproche ou non. » (p. 37). Ce qui n'empêche pas *Stoff* d'écrire que « l'aspiration au communisme ne cesse de s'affirmer ». Admettons ..., c'est la suite qui est étonnante.

Le communisme comme pure possibilité et éventualité n'est pas envisagé comme un accident, une rupture possible dans le cours de la lutte des classes, comme une conjoncture de luttes et de contradictions bouleversant les modalités de la reproduction et l'économie comme « dernière instance » , c'est-

à-dire comme une éventualité se rattachant à des pratiques et à des luttes de classe actuelles dans un mode de production capitaliste défini, mais comme la réaction à un « accident industriel », à une « guerre nucléaire », une « catastrophe écologique », à condition que cela affecte « les strates instruites de la classe moyenne ». Il s'agirait d' « un événement qui de par sa soudaineté déjouerait les lois du séparatisme social par lequel se compartimente si bien le malheur, en obligeant à affronter immédiatement la question de la survie de tous. » (p. 37). Remarquons que jusqu'à aujourd'hui, toutes les catastrophes ont plutôt accentué le « séparatisme social ». Mais ce n'est là qu'un détail… Le communisme n'est plus alors le résultat d'une révolution, d'une lutte où s'exacerbe le « séparatisme social » (qui éventuellement se résorberait conflictuellement par les mesures communisatrices), mais le résultat de la nécessité de coopérer pour survivre. Cette « coopération » est tout de même hiérarchisée, en effet les « adultes sympas » avec « leurs jardins partagés », « leurs cuisines communautaires », « leurs squats » en feraient des « mesures qui socialisent réellement ». On sent bien la « relative ironie » de ce paragraphe, mais s'il est vrai que la production théorique a toujours un problème à définir son « public » et a souvent évité la question, *Stoff* a cerné son lectorat.

De leur côté les « surnuméraires » (« beaufs motorisés » pas très sympas en temps ordinaires) apporteraient ce qu'il faut « d'encanaillement » aux « cuisines communautaires » pour en arriver au « point de départ pour l'organisation de l'existence des surnuméraires aux dépens de la société et de son État » (p. 37). Tout cela ne pourrait être encore qu'une alternative, mais non : « Tenant compte qu'il n'y a pas de place sur terre pour deux organisations sociales différentes quand la loi de l'accumulation infinie [il serait bon que de temps à autre *Stoff* précise que cette « loi de l'accumulation infinie » c'est la loi tendanciellement contradictoire de l'extraction « infinie » de surtravail, nda] loge au cœur de l'une d'elles, cette lutte ouverte serait une lutte à mort. » (p. 37). Face à la société de « l'accumulation infinie » naît une « communauté » issue des « noces traumatiques des cyclistes diplômés et des beaufs motorisés » (*idem*). Alors, au contact des « cyclistes diplômés » (qui jusque-là n'était pas dans une relation de classe avec la « populace » mais seulement, selon *Stoff*, dans la « petite différence narcissique » - *idem*) : « ...la populace ou le peuple [« ayant atteint une conscience juste du fonctionnement de la société » p. 37, nda], selon le point de vue que l'on adopte, reconnaîtrait à ce stade son problème comme étant celui du *communisme* [souligné dans le texte]. » (p. 37). N'oublions pas que les « noces » se déroulent sous un feu d'artifice nucléaire. Imaginons « l'encanaillement à grande échelle des paroissiens du mode de vie éthique » (p. 37) durant une « guerre nucléaire »

dans les « cuisines communautaires » et « les jardins partagés » circulant à bicyclette sous les drones. Il est vrai que *Stoff* prévient qu'il s'agit d'une « modalité *inattendue* d'encanaillement [nous soulignons] ».

En fait « surnuméraire » c'est le « prolétariat et le prolétariat c'est « virtuellement » (potentiellement) tout le monde : « l'espèce humaine » comme l'écrit *Stoff*. Comme régulièrement dans leurs écrits, la lutte des classes et le prolétariat ne sont convoqués que pour disparaître aussitôt dans la mesure où la société actuelle n'est que celle de la marchandise, de l'échange, de l'abstraction des individualités, etc.

Le dépassement sera donc l'instauration de « l'universel concret » (p. 38). Le concept n'est pas anodin :

« L'universel est l'identique à soi avec la signification expresse qu'en lui est contenu en même temps le particulier et singulier. » (Hegel)[258].

« *L'universel, même s'il se pose dans une détermination demeure là ce qu'il est. Il est l'âme du concret auquel il est immanent, sans obstacle et égal à soi-même dans la variété et la diversité de ce concret. Il ne se trouve pas emporté dans le devenir, mais se continue inaltéré au travers de ce même devenir, et a la force d'une auto-conservation invariable, immortelle. […] L'universel véritable, infini, qui immédiatement est tout aussi bien dans soi particularité que singularité, doit maintenant tout d'abord être considéré de façon plus précise comme particularité. Il se détermine librement ; sa finitisation n'est pas un passer, qui n'a lieu que dans la sphère de l'Être ; il est puissance créatrice en tant que négativité absolue qui se rapporte à soi-même. Il est, entendu comme cette puissance créatrice, le différencier dans soi, et celui-ci est déterminé du fait que le différencier est un avec l'universel.* » (Hegel)[259].

On peut être d'accord avec cette vision de « l'incommensurable [qui] fait retour sous le signe de l'égalité » (*Stoff*, p. 38), ou de la « communauté » comme « la médiation entre la singularité irréductible de chaque vivant et l'universel » (*idem*). Mais, là où le bât blesse, c'est quand tout cela ne résulte que d'un dépassement de et n'est situé qu'en opposition à « l'échange » auquel cette « communauté » se « substitue » (p. 38). Or l'échange ne devient la forme

[258] *Encyclopédie – Science de la logique*, § 164, Éd. Vrin, p. 410).
[259] *Science de la logique* – doctrine du concept, Chap. I, A, Éd. Aubier, p. 71-74.

générale des relations en société que dans l'universalisation de la production de marchandises qui dépend de l'apparition d'une marchandise particulière : la force de travail dans le mode de production capitaliste. Une telle communauté (appelons-la à la suite de Hegel « universel concret ») ne se substitue à l'échange non pas comme aliénation quasi humaine et universelle mais à l'exploitation de la force de travail qui était son fondement et ne s'y substitue en conséquence que dans la contradiction et les luttes que cette exploitation implique en elle-même et même vis-à-vis d'elle-même.

Stoff donne parfois l'impression de revisiter les textes de l'*IS*, si ce n'est même ceux de Camatte. Comme si un cycle de luttes qui avait, dans la théorie, commencé par la critique de ces productions devait, en s'achevant, les retrouver (étrange négation de la négation).

Autres points en vrac

« Des maisons d'édition aux vernissages mondains, en passant par les échelons d'une carrière universitaire, théorique ou militante, *personne n'échappe au souci narcissique de sa propre postérité* [nous soulignons]». Mais de qui, à qui et de quoi *Stoff* à l'intention de parler ici ?

Cette fin de l'édito laisse perplexe : à qui s'adresse ce texte ? On s'en fout de « l'expérience esthétique » du « Grand art », de son opposition à « l'industrie culturelle » (le mépris d'Adorno pour la reproduction mécanique de la musique est le pire de « l'École de Francfort ») et du revival situ de « l'aliénation des spectateurs ».Tout le monde n'a pas « le souci narcissique de sa propre postérité », fréquente les « vernissages mondains », a un problème avec « les échelons d'une carrière universitaire » ou trouve un contenu et un sens à « une carrière théorique ou militante ». Et tandis qu'entre « dominants » et « subalternes » (p. 9) [termes que l'on ne peut pas employer sans explications, termes pertinents si on les pose au travers des toutes les instances de la *reproduction* du MPC, nda] quelques *happy few* ont la coquetterie de s'imaginer faire « le choix de l'anonymat », le restant des mortels ne sont plus que des ombres qui « arrachent une part d'imaginaire au cauchemar quotidien » (p. 9). Que tout cela est bien écrit ! S'il ne s'agit pas de « faire peuple », il faut, pour le moins, éviter de faire de son ego, dilaté, la norme de ce qui est vécu dans cette société.

Cet Édito qui enjoint de « se salir les mains et les plonger dans les eaux boueuses du réel [il ne faut pas exagérer et faire les marioles, sur ce terrain

théorique ce n'est que notre plume que nous trempons dans les eaux boueuses du réel et seulement après les avoir conceptuellement décantées… nda] » (p. 8) pose les problèmes inhérents à la production théorique et immédiatement les évacue : « Les catégories de l'économie politique [on aurait préféré : catégories de la « *critique* de l'économie politique »] sont pour nous le résultat d'une modélisation du capital qui n'épuise cependant pas ce complexe de rapports qu'est la société capitaliste. À donner trop d'importance aux catégories, aux "abstractions réelles" et à leur supposé pouvoir autonome sur des individus, qui ne seraient alors que des masques de caractère, on finit par évacuer l'histoire » (p. 7). Dans le « masque de caractère » nous avons reconnu, au-delà du latin *persona*, la critique du « porteur » (*träger*) d'une fonction du mode de production capitaliste. Mais, pour que cette critique fonctionne, il faudrait reconnaître que « l'individu » loin d'être un donné allant de soi est déjà un problème et une production (cf. les premières pages de Marx dans l' *Introduction de 1857*).

Couper court à tous les « sens de l'histoire » (ce qui est central dans *Stoff* et en fait tout l'intérêt) n'implique pas de rejeter aux « poubelles de l'histoire » les classes et leur contradiction définie par l'exploitation au profit d'une relation pas vraiment définie entre une prolifération des identités et une « tension à la communauté » sur fond d' « économie ». Il n'y a plus que des « subalternes » et des « dominants » dans un monde de la marchandise, de l'échange et du spectacle, monde dans lequel toutes les vaches sont grises. C'est au travers de toutes les médiations et instances de la *reproduction* du MPC qu'il faut parvenir à définir les classes qui ne sont pas un calque des rapports de production. Là on peut rejoindre les critiques de *Stoff* vis-à-vis d'une certaine théorie (y compris en partie *TC*) mais il faut passer par les métamorphoses nécessaires des rapports de production. On pourrait schématiquement représenter les choses de la façon suivante : rapports de production => reproduction qui n'est pas répétition => rapports de distribution => autoprésupposition => toutes les formes d'apparition => les formes s'autonomisent => rapport aux rapports de production => idéologie => sujet (individu) => vie quotidienne.

« Non seulement les différents rapports, les différents moments deviennent autonomes et adoptent des modes d'existence étrangers les uns aux autres et apparemment indépendants les uns des autres, mais encore ils se présentent comme propriétés immédiates de choses ; ils prennent une forme réifiée [il est important de souligner que la « forme réifiée » est en fait identique à la forme de sujet, la réification c'est la naissance du sujet, il faut revoir ça

chez Lukács, dans *Histoire et conscience classe*]. Ainsi les agents de la production capitaliste vivent-ils dans un monde magique et leurs propres relations leur apparaissent comme propriétés des choses, des éléments matériels de la production. Or c'est *sous les formes ultimes, les plus médiatisées* – sous des formes où à la fois la médiation non seulement est devenue invisible, mais où s'exprime leur contraire direct – *que les figures du capital apparaissent comme les agents réels et les supports immédiats de la production*. Le capital porteur d'intérêts personnifié dans le capitaliste financier, le capital industriel dans l'*industrial capitalist*, le capital donnant une rente dans le propriétaire foncier en tant que propriétaire de la terre, et enfin le travail dans le travailleur salarié. C'est sous ces figures fixes, incarnées en des personnalités indépendantes qui, en même temps, apparaissent comme simples représentants de choses personnifiées, qu'ils entrent en concurrence et s'engagent dans le procès de production réel. La concurrence présuppose cette extériorisation. Ce sont les formes qui existent conformément à sa nature, conformément à l'histoire de sa nature et dans son apparence à la surface, elle n'est elle-même rien d'autre que le mouvement de ce monde à l'envers. Dans la mesure où dans ce mouvement, les connexions internes s'imposent, elles apparaissent comme une loi mystérieuse[260]. »

C'est justement parce que les classes sont composées de « *persona* » et de « *träger* » qu'elles ne se confondent pas avec les strictes fonctions dans les rapports de production. Sur cette base, c'est-à-dire à condition de *produire* les choses, on peut rejoindre toute la critique d'un certain usage mécanique, « réducteur » et « stérile » des catégories théoriques. Globalement, nous pouvons être en accord avec les thèses énoncées *finalement* par *Stoff*, là où réside un problème c'est quand *Stoff* ne « boucle » pas la critique, là où il faudrait considérer qu'au travers de toutes ces médiations ce sont les « connexions internes qui s'imposent » qui, il est vrai, ne s'imposeraient pas sans ces médiations *inhérentes à leur propre existence et développement* comme « connexions internes » (ce que l'on peut appeler une « conjoncture »).

On a du mal à suivre le cheminement de *Stoff* quand de l'existence des classes et de leur contradiction le discours ne se veut que celui des « formes de manifestation » (*Erscheinungform*) qui ne manifesteraient rien. Le refus légitime de la « réduction » en arrive à évacuer ce dont les « formes de manifestation » pourraient être la manifestation (voir dans l'édito la « polémique » avec les « magiciens de la critique », p. 8). Ce n'est pas, en gros, sur les conclusions que portent nos réserves mais sur la façon d'y parvenir, ce

[260] Marx, *Théories sur la plus-value*, Éd. Sociales, t. 3, p. 604.

qui, bien sûr, n'est pas sans conséquences sur les conclusions et surtout sur les conséquences pratiques que l'on en tire quant à la compréhension des contradictions sociales et des luttes actuelles.

S'il ne faut pas évacuer l'histoire, c'est-à-dire l'événement, les aléas, ce qui va au-delà de ses causes, il faut cependant que « l'histoire » (aléatoire) et les fonctions (*persona*, *träger*) soient connectées. En faisant la critique qui lui convient d'un certain « déterminisme », *Stoff* se décharge en quelques phrases bien balancées d'affronter le problème. Ce qui n'empêche pas dans le texte sur le populisme d'annoncer théoriquement « une crise sans retour de la société occidentale » (p. 13).

Au-delà de ce strict commentaire de *Stoff*, il semble qu'actuellement, notre petit milieu de production théorique se scinde en deux tendances : une qui ne se soucie que des formes d'apparition, des attributs en ne les considérant même plus comme « formes d'apparition », c'est-à-dire dans leur connexion réelle qui ne se comprend théoriquement que dans la production d'un « concret de pensée » ; l'autre qui, face au bouillon de culture qu'est présentement la lutte des classes, fait un retour dogmatique et réductionniste aux fondamentaux.

Sans faire aucun amalgame, tant les différences sont grandes, nous verrions dans la première tendance *Endnotes*, l'*Appel*, *Stoff,* la résurrection de Camatte et d'autres, dans la seconde Astarian et Ferro (*Le ménage à trois*, mais certains textes d'Astarian sont beaucoup plus ambigus quand il se réfère à son humanisme fondamental), *Temps libre* (après leur période « cryptositu »), *Tant qu'il*, etc. Pour nous, il ne s'agit pas de chercher une voie médiane mais de produire les formes de manifestation comme telles (exploitation, *rapports de production et nécessité interne de leurs métamorphoses*).

Pour finir

Sur l'antisémitisme :

Dans la critique des approches de l'antisémitisme, la conclusion reste en suspens, le raisonnement n'est pas « bouclé ». C'est vrai qu'un « bouclage » est extrêmement délicat à manier. Comparons d'un point de vue *strictement formel*, et à grands coups de serpe, avec la production du « groupe femme ».

Les femmes font des enfants, aucun intérêt en soi pour faire de cela une identité particulière si ce n'est la population comme principale force productive dans tous les modes de production jusqu'au MPC inclus. D'où la construction d'un fait sans signification sociale en lui-même comme construction sociale d'un groupe particulier avec le contrôle qui va avec dans toute société de classes (castes, clans, fonctions, etc., ici pas d'importance) définie par l'appropriation des moyens de production. Dans l'ordre logique, il s'ensuit que la distinction entre hommes et femmes s'entretient et fonctionne sur sa propre dynamique et que les hommes en général ne sont pas les contremaîtres de la bourgeoisie ou autre.

Sur les Juifs, comment on boucle ? C'est-à-dire comment on explique que la construction sociale retrouve et s'applique à la « personne réelle ». *Stoff* dépasse (avec raison) les explications psychosociales, puis, après examen, les explications structuralistes-objectives (Postone, Bonnefeld) sont « évacuées » car ne tenant pas compte du « juif réellement existant ». Avec raison, le fondement de cette explication selon laquelle le juif pourrait être n'importe qui est rejeté et, dans la foulée, Sartre et son « le juif est le produit de l'antisémitisme » est critiqué. « Non », dit *Stoff*, il y a de vrais juifs, réels.

Mais alors, qu'est-ce qui fait du « juif réel », le juif de l'antisémitisme ? C'est là que *Stoff* s'arrête et on peut comprendre pourquoi, tant le terrain devient plus que glissant. La mélanine ne fait pas le « Noir », mais le « Noir » *socialement construit* se reconnaît à la mélanine ; l'utérus ne fait pas la « Femme », mais la « Femme » *une fois socialement construite* se reconnaît à l'utérus. Et le juif ?[261]

Sur Heinrich

Vraiment très intéressant, mais il caricature à son profit Althusser qui parle de « rupture en continu », sur plusieurs domaines et précisément, dans sa critique d'Althusser, Heinrich répète (sans le dire et contre lui) ce que dit Althusser lui-même dans *Querelle de l'Humanisme* (1967).

Heinrich :

« Il y a certainement une rupture chez Marx en 1845, mais je ne pense pas que l'on puisse réduire cette rupture à l'opposition entre science et idéologie – c'est

[261] On peut trouver un début de possibilité du « bouclage » dans Horkheimer et Adorno, *La dialectique de la raison*, Éd. Tel-Gallimard, 1974, p. 182 à 184.

trop grossier. Aujourd'hui, je rajouterais qu'il n'y a pas qu'une rupture mais plusieurs à des époques et à des niveaux très différentes. Althusser fut pour moi une expérience importante ; je partage aussi un certain nombre de critiques qu'il a formulées, mais je ne dirais pas aujourd'hui que je suis althussérien[262]. […] Dans tous ces champs [les "champs très distincts du savoir"], il y a eu des ruptures, de telle sorte que les systèmes de coordonnées théoriques ont changé. Mais ces ruptures n'étaient pas simultanées et ne peuvent pas être réduites à une seule et même grande rupture. » (*Stoff*, p. 99-102).

Althusser :

« Si l'on peut […] assigner à la "coupure" [guillemets dans le texte] quelque chose comme une date (1845), ce n'est jamais que le commencement d'un événement de très longue durée, et qui, en un sens, n'a point de terme. […] La "coupure" est donc elle-même un procès de longue durée qui comporte des moments dialectiques. […] L'étude des moments constitutifs d'une semblable "coupure" (inaugurant un "continent" nouveau) pourrait constituer une théorie du procès de la "coupure" et faire apparaître la *nécessité* des remaniements (moments) successifs, ou coupures [plus de guillemets] secondaires, qui, à travers l'apparition, la position et la solution d'une suite de problèmes nouveaux conduisent une science de ses commencements à sa maturité, à travers sa maturation. […] Cet événement est événement de longue durée, et s'il a bien, en un sens, un commencement, en un autre sens, il n'a pas de terme. […] *Toute science n'est jamais qu'une Coupure* [majuscule dans le texte] *continuée*, scandée de coupures ultérieures, intérieures. » (« La querelle de l'humanisme », in *Écrits philosophiques et politiques*, t. 2, Éd. Stock/Imec, 1997, p. 488-489).

[262] Il n'y a qu'un individu qui vit dans un monde appelé « académique » pour dire : « je suis » ou « je ne suis pas althussérien ».

Politique de l'écart

Ray Brassier, Politics of the rift on Théorie Communiste

Cet essai se penche sur l'antinomie de la lutte des classes, telle qu'elle a été formulée par Paul Mattick et développée par *Théorie Communiste*. Cette antinomie peut être formulée comme suit : alors que le capital s'accumule en exploitant du travail salarié, la reproduction du travail salarié reproduit les conditions d'exploitation qui propulsent l'accumulation du capital. Ainsi, en se reproduisant, le travail salarié reproduit les conditions de sa propre exploitation, c'est-à-dire le capital. Cela signifie que les acquis du travail contre le capital – de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail - sont arrachés à ses propres dépens : l'augmentation des salaires implique une augmentation du taux d'exploitation. Seule l'abolition du rapport de classe capitaliste peut mettre fin à ce cercle vicieux. La question est de savoir si cette abolition exige que les travailleurs s'emparent des moyens de production, ou si ces moyens sont devenus si étroitement liés à l'accumulation du capital que l'abolition du capital implique l'abandon de ces moyens et l'abolition de la production telle que nous la connaissons. *Théorie Communiste* insiste sur ce dernier point. La production sociale étant devenue inextricable de l'accumulation du capital et l'affirmation du travail inséparable de l'affirmation du capital, le communisme comme abolition du capital exige l'auto-abolition du prolétariat. La lutte des classes se déploie dans l'écart entre deux impossibilités : l'impossibilité d'affirmer le prolétariat sans affirmer le capital et l'impossibilité de nier le capital sans nier le prolétariat. La possibilité du communisme est-elle inextricable de cet écart entre cette impossible affirmation et cette impossible négation ? Ou bien faut-il plutôt élaborer une politique de l'écart susceptible de localiser la ligne de fracture entre ces impossibilités ?

L'antinomie de la lutte des classes

Dans l'un de ses derniers textes, "Révolution et réforme", Paul Mattick résume succinctement l'antinomie de la lutte des classes :

> « l'élévation des salaires ou l'amélioration des conditions de travail demande un accroissement de l'exploitation ou une

> réduction de la valeur de la force de travail. Cela assure le renouvellement de la lutte de classe au sein du processus d'accumulation. C'est la possibilité objective de ce dernier qui disqualifie la lutte économique des ouvriers comme moyen de développement de la conscience de classe révolutionnaire [263]».

Le capital n'augmentera la part de richesse sociale qu'il cède au travail qu'en augmentant la quantité de plus-value qu'il extrait du travail. Le capital s'accroît grâce à la lutte du travail pour augmenter sa part dans le capital : plus le travail obtient de richesses du capital, plus le travail est exploité par le capital. Les victoires des travailleurs consolident la monopolisation de la richesse sociale par le capital : la consolidation de leur influence sur le capital est aussi fragilisation de leur contestation du capital. Puisque l'intérêt ultime des travailleurs [*labor's ultimate interest*] est l'abolition du capital, l'obtention de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail est un acquis à court terme qui éloigne la perspective d'une victoire à long terme.

Mais les travailleurs ne peuvent pas plus s'abstenir de lutter pour les salaires qu'ils ne peuvent renoncer à la lutte pour vaincre le capital. Ils sont pris dans un double dilemme : s'ils abandonnent leur lutte pour les salaires, ils s'appauvrissent ; s'il ne le font pas, ils perpétuent leur propre exploitation. Dans la théorie marxiste orthodoxe, l'intensification des luttes ouvrières a engendré la conscience de classe et, partant, la conscience de la nécessité d'abolir la relation de classe qui sépare les producteurs des moyens de production. La lutte des classes culmine dans l'abolition des classes. La conscience réformiste devient révolutionnaire lorsqu'elle perçoit la nécessité d'abolir son propre être social (l'être social engendre la conscience capable de le transformer). Mais dans la pratique historique, la conscience résultant du pouvoir accru de l'organisation des travailleurs [*the increased power of organized labor*] ne cherche qu'à consolider l'être social qui l'a générée. Les travailleurs organisés deviennent les auxiliaires de la bourgeoisie. Au lieu de nier son être social, la conscience de la classe ouvrière le renforce. Qu'est-ce qui explique ce blocage ? La subjectivité ouvrière est coincée entre l'aspiration au statut dominant de la bourgeoisie et l'affirmation de son statut objectif dans l'ordre social. Elle y aspire parce qu'elle est subordonnée et elle est subordonnée parce qu'elle y aspire. Cette impasse convertit la conscience de l'être social en son affirmation, empêchant la conscience de classe de déboucher sur une impérative négation de classe.

---

[263] Paul Mattick, « Révolution et réforme », in *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?*

Cependant, cette neutralisation était seulement possible tant que le capital était assuré d'un taux d'exploitation croissant. Avec la fin du boom d'après-guerre du capital (qui a duré en gros de 1950 à 1973), la guerre de classe entre dans une nouvelle phase. La conscience de classe des capitalistes est ravivée par la puissance de la conscience de soi des travailleurs organisés ; elle lance une nouvelle offensive contre elle. La privatisation et la marchandisation [*marketisation*] s'intensifient. Alors que la bourgeoisie fait reculer les acquis sociaux de la classe ouvrière, la diminution de la puissance et de l'influence des travailleurs détériore les tampons matériels qui empêchaient la conscience de classe de reconnaître la nécessité de détruire la classe. Aujourd'hui, la maximisation de l'exploitation entraîne une augmentation de l'appauvrissement, dont les conséquences sont aggravées par des guerres impériales meurtrières et par un réchauffement climatique catastrophique. En menant la guerre contre la classe ouvrière, la conscience bourgeoise démembre l'être social, le sien comme celui de son adversaire. La guerre du capital contre le prolétariat mondial se ramifie en destruction du corps inorganique de l'humanité, la terre. Telle est la situation dans laquelle nous nous trouvons. La question est donc de savoir si la conscience de classe ravivée par la réorganisation naissante du travail se contentera de regagner ce qu'elle a perdu depuis 1973, ou si la reconnaissance de la destruction de son être social l'incitera à poursuivre l'abolition définitive à la fois du capital et de la classe.

La possibilité révolutionnaire

Cette esquisse omet tous les détails que l'on pourrait attendre d'une analyse ou d'une explication crédible. Mais elle permet de mettre en lumière une facette sous-estimée du matérialisme historique (une facette également soulignée par Mattick[264]). L'être social détermine la conscience et est

[264] *Ibid*, « De même que les relations capitalistes de prix sont la fois distinguables et indiscernables des relations de valeur, la superstructure dans toute formation sociale est à la fois séparable et inséparable de la structure socio-économique. Quand on parle de l'une, on parle de l'autre et, dans les deux cas, on ne fait que parler du processus social de production qui fait que la société existe. La conséquence évidente en est que tout changement fondamental de la société affecte simultanément sa " structure " et sa " superstructure ". Autrement dit, aucun changement politique, légal ou idéel, ne peut prendre place sans changement des relations de production et de l'état des forces productives de la société et ces changements fondamentaux ne peuvent se produire sans être accompagné d'altérations correspondantes dans la " superstructure ". Il est donc impossible de modifier un système social à partir de la seule " superstructure ", par exemple par le moyen de réformes politiques, car de tels changements doivent toujours s'arrêter dès qu'ils mettent en danger les relations sociales de production existantes. Un changement de ces dernières n'est possible que par une révolution qui renverse la " base " en même temps que la "

redéterminé par elle en retour. Mais le hiatus temporel qui sépare la détermination de la redétermination marque la non-coïncidence du sujet et de l'objet, ou l'écart entre l'être social en soi et l'être social pour soi. Cet écart est crucial pour comprendre l'interaction entre la dimension subjective et objective du matérialisme historique. Ce dernier ne concerne pas la détermination à sens unique de la conscience par l'être social, mais la détermination à double sens entre l'objectivation inconsciente de la pratique subjective (ce que nous faisons tous les jours sans savoir que nous le faisons) et la subjectivation consciente de la structure objective (ce que nous sommes obligés de faire, après avoir interprété consciemment notre être social). C'est le passage d'un moment à l'autre, et surtout la redéfinition de l'être social par la conscience de classe, qui détermine si la bourgeoisie maintiendra son être social ainsi que celui de la classe ouvrière, ou si le prolétariat niera pratiquement son propre être social en même temps que celui de la bourgeoisie. Le passage pratique de l'affirmation à la négation marque la transition d'une politique de classe réformiste à une politique de classe révolutionnaire. Pour effectuer cette transition, il faut saisir ce hiatus comme l'intervalle dans lequel l'histoire se fait. Cela implique d'appréhender et d'intervenir consciemment dans le fossé qui sépare les dimensions subjectives et objectives de l'être social et donc de savoir quand agir aux limites de la connaissance.

La possibilité révolutionnaire émerge dans l'intervalle entre les conséquences objectives de l'activité subjective et leur redéfinition subjective. C'est un truisme de dire que "la révolution prend du temps". Mais ce truisme a un sens réformiste et un sens révolutionnaire. Selon le premier, la transition révolutionnaire d'un mode de production à un autre reste un processus social : la transformation de la reproduction sociale nécessite son maintien. Le sens révolutionnaire insiste quant à lui sur le fait que la révolution n'est pas une transition mais un hiatus interrompant les processus sociaux habituels et même l'impératif de reproduction sociale lui-même. L'impératif révolutionnaire consiste à suspendre activement l'impératif de la reproduction sociale afin d'assurer son avenir, car continuer à l'affirmer, c'est compromettre cet avenir. On peut ajouter que dans la conjoncture actuelle, c'est précisément l'affirmation aveugle de la nécessité de continuer qui annule la possibilité de continuer. Le refus rassemble le passé, le présent et le futur de la reproduction sociale dans l'intervalle qui les suspend et tente de recréer leur possibilité future. La transition du capitalisme au communisme se fait en risquant la continuité de la transition.

---

superstructure " ».

La question est toutefois de savoir si la suspension des conditions existantes de continuité (c'est-à-dire les conditions existantes de reproduction sociale) forge une nouvelle continuité, radicalement différente, ou si la discontinuité générée par la négation de ces conditions mérite le nom de "communisme". C'est la différence entre le communisme comme dépassement [*sublation*] et le communisme comme abolition. La question va au-delà de la logique de la négation. Se demander si le travail peut reprendre son ascendant sur le capital suppose que la dynamique de la lutte des classes s'apparente au mouvement d'un pendule placé dans un milieu neutre, chaque pôle s'élevant alternativement. Mais l'histoire n'est pas un milieu neutre. Son irréversibilité infléchit cette dynamique et modifie irrévocablement la composition de ses forces.

Théorie Communiste, sur la déconnexion de la valorisation et de la reproduction sociale

La restructuration de la relation travail-capital initiée dans les années 1970 et prolongée dans les années 1980 et 1990 (parfois qualifiée de "néolibéralisme", terme que j'éviterai en raison de son imprécision) modifie les conditions de la lutte des classes. Pour certains, elle les modifie d'une manière qui rend historiquement obsolète une certaine conception de la révolution, c'est-à-dire la prise et le contrôle de la production par le prolétariat. Telle est la proposition de base de *Théorie Communiste* (*TC*), un groupe de théoriciens et de militants issus du cycle de luttes qui a éclaté de 1968 à 1977, dont le travail est consacré à réfléchir aux conséquences de cette restructuration[265].

Elle comporte trois composantes fondamentales : désindustrialisation et délocalisation ; privatisation et austérité ; financiarisation et crédit. Leur conséquence combinée est la "double déconnexion" de la reproduction de la force de travail de la valorisation et du revenu salarial de la consommation. La première déconnexion entraîne le "zonage" géographique de la valorisation, laquelle implique l'existence

> « des hypercentres capitalistes regroupant les fonctions hautes dans la hiérarchie de l'organisation des firmes (finance, haute technologie, centres de recherche…) ; des zones secondes avec

[265] For an introduction to TC, see "Théorie Communiste," Libcom →. For an overview and history, see "Interview with Roland Simon," Riff Raff, no. 8 →. See also Endnotes, "Bring Out Your Dead," in Endnotes, no. 1, "Preliminary Materials for a Balance Sheet of the 20th Century" (2008).

> des activités nécessitant des technologies intermédiaires, regroupant la logistique et la diffusion commerciale, zones à la limitation floue avec les périphéries consacrées aux activités de montage, souvent en sous-traitance ; enfin, zones de crises et « poubelles sociales » dans lesquelles prospère toute une économie informelle sur des produits légaux ou non [266]».

Si le zonage unifie la valorisation de la valeur, il morcelle la reproduction de la force de travail :

> « Chacune de ces zones a des modalités de reproduction spécifiques. Dans le premier monde : des franges à hauts salaires avec privatisation des risques sociaux imbriquées dans des fractions de la force de travail où sont préservés certains aspects du « fordisme » et d'autres, de plus en plus nombreuses, soumises à un « nouveau compromis ». […] Dans le deuxième monde : régulation par des salaires bas, imposés par une forte pression des migrations internes et la grande précarité de l'emploi, îlots de sous-traitance internationale plus ou moins stables, peu ou aucune garantie des risques sociaux, migrations de travail. Dans le troisième monde : aides humanitaires, trafics divers, survie agricole, régulation par toutes sortes de mafias et de guerres plus ou moins microscopiques, mais aussi par la revivification des solidarités locales et ethniques[267] ».

Il en résulte une "disjonction totale" entre la valorisation globale du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation. La réciprocité entre la production de masse et la reproduction de la force de travail, caractéristique du fordisme, disparaît. Il y a séparation entre la reproduction et la circulation du capital et celle de la force de travail. De plus, le zonage de la reproduction sociale renforce la segmentation du prolétariat, sa division par des processus de racialisation et de différenciation genrée [*gendering*] auxquels s'ajoutent des subdivisions ethniques et culturelles. La prolétarisation n'est plus la force d'homogénéisation sociale qui promettait d'unifier le prolétariat contre le capital : « Pour lui-même [le prolétariat] n'existe que l'immédiateté de la segmentation[268] ». La deuxième déconnexion associe

---

[266] *Théorie Communiste*, « Le moment actuel », publié dans *SIC, International journal for communisation.*

[267] *Théorie Communiste*, « Le moment actuel ».

[268] *Théorie Communiste* 20, 2005, « Théorie de l'écart ».

l'augmentation de la consommation à la baisse des salaires. L'endettement croissant permet aux dépenses des ménages de dépasser les revenus. Le risque macroéconomique est reporté sur les ménages, dont l'endettement devient la première source de revendication[269]. Ainsi, le point de départ de la crise des subprimes de 2008 n'est pas l'investissement en capital mais l'endettement des ménages. L'épargne instrumentalisée par les marchés financiers, une épargne dont le remboursement est sans fin, est celle des salariés : « Le salaire n'est plus un élément de la régulation d'ensemble du capitalisme[270] ».

Compte tenu de l'importance de cette thèse, il convient de s'arrêter sur les objections critiques à la thèse de la déconnexion. Selon une lecture charitable, le zonage de la valorisation peut être compris comme s'appliquant à différentes échelles géographiques et même à l'intérieur d'un seul État-nation : Le Brésil pourrait plausiblement englober les trois. Mais la thèse de la "double déconnexion" a fait l'objet d'une critique particulièrement virulente de la part de Bruno Astarian[271].

La critique d'Astarian peut être résumée en trois points principaux :

1) L'unification de la valeur n'existe que comme un assemblage de multiples capitaux différenciés par leur composition organique (rapport capital constant/capital variable et force de travail/moyens de production). Cette différenciation est hiérarchique et exclut toute péréquation globale du taux de profit. La totalité de la plus-value disponible n'est pas également répartie sous la forme d'un taux de profit unique entre tous les capitaux.

2) Si l'unification du capital mondial est relative, alors la reproduction de la force de travail est à la fois localement et internationalement différenciée, et en tant que telle plus ou moins adéquate à l'unité différenciée de la valeur.

3) En ce qui concerne l'endettement des ménages, il existe une différence entre le crédit à la consommation et le crédit immobilier. Si le premier permet d'augmenter les dépenses des ménages, il ne représente qu'une part mineure – environ 30 % – de l'endettement total des ménages. Le crédit à la consommation est principalement pratiqué dans cinq pays : les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, le Japon et l'Allemagne. Soixante-cinq pour cent de

[269] *TC* cite le travail de Michel Aglietta et de Laurent Berrebi, *Désordres dans le capitalisme mondial* (Éd. Odile Jacob, 2007).
[270] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».
[271] Bruno Astarian, « Où va Théorie Communiste? » *Hic Salta – Communisation*, 2010

la masse des dettes à la consommation sont concentrés dans ces pays. Comme on pouvait s'y attendre, la majorité du prolétariat mondial n'a pas recours au crédit à la consommation. Même aux États-Unis, le recours au crédit chez les prolétaires est relativement peu fréquent et les sommes concernées sont comparativement modestes. Selon les chiffres de la Réserve fédérale, entre 1998 et 2007, alors que l'endettement était présent à tous les niveaux de revenus et augmentait même au bas de l'échelle des revenus, ce sont les classes moyennes qui ont supporté la majorité du crédit à la consommation, et elles l'ont fait à la fois en plus grand nombre et pour des montants plus importants[272]. Cela n'exclut pas la prévalence du surendettement parmi les plus pauvres, mais cela implique que les salaires ont baissé par rapport à ce qui est considéré comme un niveau de vie normal aux États-Unis et que la "restructuration" invoquée par *TC* n'a pas encore produit tous ses effets. Quant au crédit immobilier, il ne fait qu'accroître la demande des ménages pour de nouveaux logements. Il faut donc déduire de cette masse totale de crédit les transactions concernant les logements anciens. En 2007, le nombre de transactions immobilières pour les logements anciens était de 5,7 millions de dollars, contre 0,7 million de dollars pour les logements neufs. Par conséquent, si l'endettement des ménages joue un rôle dans la stimulation de la demande globale aux États-Unis et en Europe, la masse prépondérante d'endettement qui alimente cette demande provient des classes moyennes plutôt que du prolétariat. Les revenus des classes moyennes comprennent une part plus importante de la plus-value, que ce soit sous la forme de salaires plus élevés, de primes ou, plus directement, de revenus du capital (intérêts, dividendes) et de bénéfices de petites entreprises ou d'entreprises personnelles. D'une manière générale, la propension à l'endettement des ménages est directement proportionnelle au revenu, qui détermine la capacité de remboursement. Ainsi, les riches s'endettent invariablement plus que les pauvres. La forte baisse des taux d'intérêt a incité les ménages à s'endetter à la limite supérieure de leur capacité et, dans le cas des subprimes, souvent au-delà. Mais la crise des subprimes est plus révélatrice de la manière dont la capacité de remboursement impose des limites à l'endettement des ménages que d'une dérive vers l'endettement de la consommation prolétarienne. Par conséquent, s'il est vrai de dire que le prolétariat américain et européen est endetté et que la crise financière de 2008 a été initiée par des défauts de paiement des plus pauvres, il est faux de prétendre que la consommation prolétarienne s'est déconnectée, simplement ou doublement, du salaire.

[272] "Changes in US Family Finances from 2004 to 2007: Evidence from the Survey of Consumer Finances," Federal Reserve Bulletin, février 2009. Cité par Astarian.

La critique proposée par Astarian nous plonge dans des questions d'économie politique que je ne suis pas qualifié à arbitrer. Il est toutefois intéressant de noter qu'elle sape la thèse de la déconnexion tout en réaffirmant la corrélation entre les salaires et la plus-value. La conséquence que *TC* tire de la thèse de la déconnexion – à savoir que la relation salariale n'est plus un élément régulateur vis-à-vis du capitalisme dans son ensemble – doit être abandonnée dans la mesure où le salaire reste déterminant pour la majorité du prolétariat. Mais la thèse de la déconnexion a un corollaire important qui mérite d'être pris en compte même si l'on rejette la thèse elle-même. Il s'agit de l'affirmation selon laquelle la relation salariale contemporaine est l'élément qui rend visible le caractère contradictoire de l'être prolétarien en tant que tel. Il indexe le chevauchement entre l'appartenance au prolétariat – la relation interne entre le travail salarié et la prolétarisation – et l'appartenance au capital – la relation externe entre le travail vivant et la valorisation. Si la première est une relation de nécessité interne, la seconde est une relation de contingence externe. Être prolétaire, c'est appartenir au capital. Il n'y a plus rien à affirmer dans la possession de la force de travail que la contrainte extérieure du capital : elle marque le travail du sceau de l'indigence de l'appartenance au capital[273].

La revendication salariale devient structurellement illégitime vis-à-vis du capital, et pas seulement antagoniste vis-à-vis de la maximisation de la plus-value. Le rapport salarial est désormais le lieu de la lutte du travail pour son existence, et non plus de la revendication de sa gestion. La disjonction entre valorisation et reproduction de la force de travail recentre la contradiction entre capital et prolétariat. Mais le prolétariat est désormais traversé par cette contradiction dans son existence même. Son identité en tant que classe lui est imposée de l'extérieur par le capital : « la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu'il trouve face à lui représentée par le capital, il ne trouve jamais sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont il est pourtant un pôle nécessaire[274] ». Le capital n'est plus contraint de négocier le rapport entre le travail excédentaire et le travail nécessaire ; il peut l'imposer par la force. L'illégitimité de la demande de salaires plus élevés rend la discipline de la force de travail partie intégrante de l'agenda capitaliste. Le gestionnariat coercitif complète la violence policière. Cette crise de la relation salariale condense la phase actuelle de la contradiction entre le travail et le capital. Le prolétariat n'est rien en dehors de la contradiction du rapport

[273] « De même que le peuple élu portait inscrit sur le front qu'il était la propriété de Jéhova, la division du travail inscrit au fer rouge sur l'ouvrier de manufacture la marque qui le désigne comme propriété du capital ». Karl Marx, *Capital*, I.
[274] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».

salarial. Il ne peut se reproduire indépendamment de ce rapport, mais en se reproduisant, il reproduit le rapport qui annule son indépendance. C'est la raison pour laquelle *TC* insiste notoirement sur le fait qu'il n'y a plus rien à affirmer dans l'être prolétarien, aucune caractéristique positive à défendre, aucune capacité indépendante à préserver : « le prolétariat n'est rien en soi, mais un rien plein de rapports sociaux qui font que, contre le capital, le prolétariat n'a d'autres perspectives que sa disparition[275] ». Être prolétaire, ce n'est plus être le rien capable d'être tout, c'est être le rien à travers lequel tout (l'ensemble des rapports sociaux) est non seulement conservé mais étendu dans sa plénitude homogène.

Critique du programmatisme et théorie de l'écart

Au cours de la période de montée en puissance de la force de travail, sa progression au sein du mode de production capitaliste s'est accompagnée de son identification à un prédicat spécifique : être un travailleur. C'est précisément cette identification qui est disqualifiée par l'écart croissant entre l'accumulation de la valeur et la reproduction du travail. La déconnexion entre valorisation et reproduction du travail, entre salaire et consommation, rend caduque la définition du communisme comme désaliénation du travail, expropriation des expropriateurs par la confiscation des moyens de production. C'est le schéma programmatique, selon lequel le communisme est compris sur la base de la transition du prolétariat comme classe en soi au prolétariat comme classe pour soi, l'auto-organisation et l'auto-affirmation du travail, ce que, de manière intéressante, *TC* considère comme commun aux léninistes et aux communistes de conseil, aux staliniens et aux anarcho-syndicalistes :

> « D'une manière générale, le programmatisme peut être défini comme une théorie et une pratique de la lutte des classes dans laquelle le prolétariat trouve, dans son élan pour se libérer, les éléments fondamentaux d'une future organisation sociale qui deviennent un programme à réaliser. Dans la lutte de classe entre le prolétariat et le capital, le prolétariat est l'élément positif qui porte la contradiction à son point d'explosion. La révolution est donc l'affirmation du prolétariat, qu'il s'agisse de la dictature

[275] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».

> du prolétariat, des conseils ouvriers, de la libération du travail, d'une période de transition, du dépérissement de l'État, de l'autogestion généralisée, de la "société des producteurs associés". L'un des termes de la contradiction est considéré comme sa solution[276] ».

Cette critique est historique et non métaphysique. Elle ne prétend pas que le programmatisme est une illusion que nous parvenons maintenant à percer, mais que s'il a été historiquement légitime, il ne l'est plus. Les conditions sociales qui l'ont rendu viable n'existent plus. Sur la base du diagnostic de l'obsolescence historique du programmatisme, *TC* avance l'idée de "communisation", non pas pour soutenir qu'il s'agit là de la vérité ou de l'essence jusqu'ici occultée du communisme, mais plutôt pour dire qu'il s'agit de sa seule forme actuelle historiquement viable. C'est l'abolition de l'État, des classes et de la division du travail, mais aussi de la marchandisation et de l'échange – une abolition qui ne découle plus de la dictature du prolétariat et dont le résultat n'est plus envisageable en termes de "libre association des producteurs". C'est une abolition en procès, mais une abolition qui n'est plus subordonnée à la reconstitution des rapports de production. Dans sa version la plus provocatrice, *TC* suggère que le communisme n'est pas la reconfiguration des forces et des rapports de production, mais l'abolition de l'objectivation sociale qui génère et est régénérée par ces forces et ces rapports. Nous examinerons cet aspect de leur pensée de manière plus critique ci-dessous. Pour l'instant, il convient de souligner que ce que *TC* appelle "communisation" découle de la saisie du caractère contradictoire de l'être prolétarien dans sa dépendance envers la force qui s'étend en l'annulant.

Bien qu'elle rende le communisme irréalisable en tant que programme affirmatif (la libération du travail vivant), cette contradiction produit un écart dans l'être social qui rend le communisme possible en tant que négation révolutionnaire. Il s'agit de l'écart entre deux impossibilités historiques : l'impossibilité d'affirmer le prolétariat sans affirmer le capital et l'impossibilité de nier le capital sans nier le prolétariat. La seconde négation a également été avalisée par le programmatisme, mais seulement en tant qu'elle était la conséquence de l'auto-affirmation révolutionnaire par laquelle le prolétariat s'est emparé des moyens de production. L'auto-négation suivait l'auto-affirmation, mais elles étaient rigoureusement séparées. La communisation découple la négation de l'affirmation (ce en quoi elle est profondément anti-nietzschéenne). Elle renverse la subordination de la négation au positif. L'écart

[276] *Théorie Communiste*, « Much Ado About Nothing », revue *Endnotes*.

est à la fois ce qui contraint le prolétariat à agir contre le capital, et ce qui limite son action. C'est un écart entre le prolétariat comme élément constituant du capital et le prolétariat comme négation du capital – écart entre ce qui empêche la lutte (le fait que le prolétariat ne peut agir en tant que classe) et dynamique qui la propulse (le fait que le prolétariat cherche à abolir ce qui le constitue en tant que classe, c'est-à-dire le capital). La lutte des classes est à la fois le produit et le présupposé de cet écart. La séparation des producteurs et des moyens de production, sans laquelle le capital ne peut fonctionner, n'est pas une création ponctuelle mettant en relation deux substances distinctes, le travail et le capital, mais un écart au sein duquel l'auto-expansion incessante, le capital, se nourrit de l'auto-épuisement incessant, le travail. L'écart conjugue le capital comme rapport à soi, posant réflexivement ses propres présupposés, et l'aliénation (*extranéisation*) du travail, scindé entre la force de travail, posée à travers la valorisation du capital, et le travail vivant, dont la reproduction obligatoire à travers la relation salariale est le véritable présupposé, à la fois sollicité et refoulé, du mouvement de valorisation. L'écart entre travail vivant et travail mort, ou travail et force de travail, par lequel la valeur se valorise elle-même, est aussi ce qui ne peut être totalement intégré dans la valeur autoréférentielle, la présupposition effective (*wirklich*), non posée, qui l'empêche de s'achever. Mais ce n'est pas parce que le travail vivant est une puissance autonome. Au contraire, il ne peut être substantialisé et séparé du travail mort dont sa vie dépend. L'aliénation du travail ne découle pas d'une séparation vis-à-vis d'une propriété (ou authenticité) antérieure. Elle désigne une condition d'évidement, ou de manque de substance, qui ne présuppose pas une plénitude originelle. La séparation des producteurs de la production n'est pas une aliénation originelle que le communisme annulerait en réunissant ce qui a été séparé, mais l'aliénation perpétuelle de l'écart, la contradiction inhérente à la marchandise-force de travail, qui fait que le communisme est historiquement immanent dans le cours quotidien de la lutte des classes.

La contradiction est une polarisation, opposant la reproduction d'une force de travail en constant amoindrissement à l'accumulation d'un capital en constante expansion. En tant qu'activité du prolétariat manifestant cette contradiction, la lutte des classes est nécessairement limitée, mais cette limite commence à s'effondrer lorsque, au cours d'une lutte initiée par une *revendication* (pour des salaires plus élevés ou pour une journée de travail plus courte), la détermination de la classe (être porteur de force de travail) commence à être reconnue comme une contrainte extérieure à abolir, plutôt que comme un élan interne (une capacité de production) nécessitant une libération. C'est cette rencontre avec leur propre limite qui pousse les luttes

initiées par des revendications, et donc conditionnées par la relation capitalistique, au-delà de ces revendications et donc au-delà de cette relation :

> « […] se prépare le dépassement de la lutte revendicative à partir de la lutte revendicative […]. Mettre le chômage et la précarité au cœur du rapport salarial ; définir le clandestin comme la situation générale de la force de travail ; poser – comme dans le mouvement d'action directe – l'immédiateté sociale de l'individu comme le fondement, à produire comme base de l'opposition au capital ; mener des luttes suicidaires comme celle de Cellatex et d'autres du printemps et de l'été 2000 (Metaleurop – avec des réserves –, Adelshoffen, la Société française industrielle de contrôle et d'équipements, Bertrand Faure, Mossley, Bata, Moulinex, Daewoo-Orion, ACT – ex-Bull) ; renvoyer l'unité de la classe à une objectivité constituée dans le capital comme dans la multiplication des collectifs et les vagues de grèves temporaires et intermittentes (France 2003, postiers anglais), sont pour chacune de ces luttes particulières des contenus qui construisent la dynamique de ce cycle *à l'intérieur et dans le cours* de ces luttes[277] ».

La revendication salariale des salariés est limitée par la révolte des chômeurs, mais les deux ne sont plus mis en concurrence pour une part de la plus-value accumulée par l'exploitation croissante des uns et l'intensification de la domination des autres. La limite de la revendication portant sur le travail nécessaire la lie à la révolte contre l'appauvrissement exprimée par ceux qui sont mis au rebut du surtravail : « Le travailleur ne peut plus briser, dans une libération du travail, la chaîne qui relie entre eux les termes de l'implication réciproque contradictoire entre surtravail et travail nécessaire[278] ». L'illégitimité de la revendication salariale unit salariés et chômeurs. Parce qu'il indexe la limite entre la force de travail valorisable et la force de travail non valorisable, le travail producteur de valeur conserve un rôle révolutionnaire central malgré la décentralisation de la production de valeur (sa dispersion spatio-temporelle). La reproduction sociale alimente la production de valeur ; elles ne peuvent être découplées sans abolir la production en tant que relation sociale. Si ce dernier objectif est le but ultime de la communisation, il ne peut être atteint sans

[277] *Théorie Communiste*, « Le moment actuel ».
[278] *Théorie Communiste*, « Le moment actuel ».

passer par des luttes ouvrières. C'est donc une erreur d'accuser les communisateurs de minimiser l'importance révolutionnaire des luttes ouvrières et, parallèlement, de surestimer la portée révolutionnaire des insurrections de travailleurs non salariés (une erreur que j'ai commise dans le passé). Il s'agit de reconnaître l'interdépendance entre les revendications salariales et les révoltes de non-salariés, contre la tendance du programmatisme à les dissocier. Si la seconde constitue la limite de la première, alors de la même manière, la révolte non salariée trouve sa limite dans la revendication salariale. L'insurrection ne peut être découplée de la lutte sur les lieux de production :

> « si la lutte de classe demeure un mouvement au niveau de la reproduction elle n'aura pas intégré en elle même sa propre *raison d'être*, la production. *C'est là actuellement la limite récurrente de toutes les émeutes et " insurrections ", ce qui événementiellement les fait définir comme " minoritaires "*. La révolution devra investir la production pour l'abolir en tant que moment particulier des rapports entre les hommes et abolir par là même le travail dans l'abolition du travail salarié. C'est là le rôle déterminant du travail productif et de ceux qui à un moment donné sont les porteurs directs de sa contradiction, parce qu'ils la vivent dans leur existence pour le capital à la fois nécessaire et superflue[279] ».

C'est cette insistance sur la façon dont la limite des luttes salariales les associe nécessairement aux luttes des non salariés, et vice versa, de sorte que le surtravail n'est que le revers du travail nécessaire, qui distingue la politique de l'abolition de la valeur conçue comme communisation, de la politique de la critique de la valeur (*Wertkritik*). Là où la critique de la valeur dissocie la logique de la valorisation de la relation de classe, reléguant ainsi la lutte des classes au rang de fétiche (c'est par exemple ce que fait Robert Kurz[280]), la communisation souligne leur interdépendance tout en distinguant la lutte des classes de l'affirmation du travail. Là où la critique de la valeur réduit le travail à un avatar de la valeur et identifie le capital à sa domination abstraite, minimisant l'exploitation du travail, la communisation souligne l'indissociabilité de la domination abstraite et concrète, et l'enchevêtrement de l'exploitation et de l'oppression, des luttes salariales et de la révolte non salariée. Plus significativement, la critique du programmatisme soutient l'inéluctabilité de la

[279] *Théorie Communiste*, « Le moment actuel ».

[280] Robert Kurz et Ernst Lohoff, « Der Klassenkampf-Fetisch: Thesen zur Entmythologisierung des Marxismus », *Marxistische Kritik*, no. 7 (août 1989).

lutte des classes tout en la débarrassant de sa subordination à la téléologie de la production.

Auto- et alloproduction

La contradiction entre la nécessité du prolétariat et sa contingence pour le capital (qui est la contradiction entre le travail nécessaire et le surtravail) est la condition de sa propre résolution. L'aliénation de l'appartenance de classe n'est pas seulement une forme conceptuelle déployée dans la théorie, mais le contenu de la pratique révolutionnaire. Le communisme ne peut émerger qu'en suspendant les conditions existantes de la reproduction sociale. Le prolétariat n'est pas la classe dotée du pouvoir de dissoudre les conditions existantes ; il est cette dissolution incarnée en tant que classe. Si le communisme part de la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence, il culmine avec la destruction par le prolétariat des formes sociales qui le perpétuent : « les entreprises, les usines, le produit, l'échange[281] ». Ce ne sont donc pas seulement la marchandisation, la classe, l'État, la division du travail qui sont des indices de transcendance, mais les rapports sociaux de production en tant que tels, dans la mesure où ils sont indissociables de la logique de l'échange (l'équivalence abstraite de la valeur). En abolissant cette dernière, la communisation met également fin à la première. La communisation est « autoproduction de l'humanité ne posant aucun rapport social comme présupposition à reproduire, autoproduction comme manque, passion, destruction et création constante, posant sans cesse le devenir comme prémisse[282] ».

Mais en même temps, reprenant à son compte la critique de l'idéalisme hégélien formulée par Marx dans les *Manuscrits économico-philosophiques* de 1844[283], *TC* insiste sur le fait que l'homme est « un être objectif (qui se complète avec des objets extérieurs qu'il fait devenir pour lui[284] ». L'humanité peut-elle se produire elle-même sans reproduire des relations

[281] *Théorie Communiste*, « Le moment actuel ».
[282] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».
[283] « Quand l'homme réel, en chair et en os, campé sur la terre solide et bien ronde, l'homme qui aspire et expire toutes les forces de la nature, pose ses forces essentielles objectives réelles par son aliénation comme des objets étrangers, ce n'est pas le fait de poser qui est sujet ; c'est la subjectivité de forces essentielles objectives, dont l'action doit donc être également objective. L'être objectif agit d'une manière objective et il n'agirait pas objectivement si l'objectivité n'était pas incluse dans la détermination de son essence. Il ne crée, il ne pose que des objets, parce qu'il est posé lui-même par des objets, parce qu'à l'origine il est Nature. Donc, dans l'acte de poser, il ne tombe pas de son " activité pure " dans une création de l'objet, mais son produit *objectif* ne fait que confirmer son activité objective, son activité d'être objectif naturel », Karl Marx, *Manuscrits de 1844.*
[284] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».

sociales préexistantes ? Il existe une tension entre l'affirmation selon laquelle l'humanité est un être objectif, tenu de se compléter en « faisant devenir pour elle des objets extérieurs » (notez l'évitement du terme « production »), et l'insistance sur le fait qu'elle peut le faire sans que cette causalité ne se transforme en un mode de production, objectivant un ensemble de relations sociales. La distinction clé se situe entre l'immanence objective de l'autoproduction et la transcendance de l'objectivation, ou alloproduction. Le capital est l'extrémité de l'alloproduction de l'humanité ; sa transcendance n'est que la variante la plus aiguë de l'objectivation de la production. Par conséquent, le dépassement du capital met fin à l'objectivation sociale de la production qui a conditionné toute l'histoire humaine antérieure :

> « Le dépassement des conditions existantes, c'est le dépassement de l'objectivation de la production. En cela le communisme est le dépassement de toute l'histoire passée, il n'est pas un nouveau mode de production et ne peut se poser la question de sa gestion. C'est une rupture totale avec les notions d'économie, de forces productives, de mesure objectivée de la production. L'homme est un être objectif (qui se complète avec des objets extérieurs qu'il fait devenir pour lui) ; tout au long de son histoire, la non-coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale qui est le fait même de son histoire et qui n'a ni à être prouvée, ni produite abstraitement, prenait la forme chez cet être objectif de la séparation (de l'objectivation) de l'acte productif et de la production d'avec lui-même, devenant le caractère social de son activité individuelle. Séparation, aliénation, objectivation, au cours de l'histoire de la séparation de l'activité d'avec ses conditions, constituèrent celles-ci en économie, en rapports de production, en mode de production. Dissolution des conditions existantes du mode de production capitaliste, comme classe, le prolétariat, sans se figurer que toute l'histoire passée n'avait comme but que de parvenir à cette situation est la présupposition, dans sa contradiction avec le capital, du dépassement de toute cette histoire [285]».

Pour *TC*, l'histoire de la production est une conséquence de cette non-coïncidence. Ils rejettent comme un « idéalisme » la proposition selon

[285] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».

laquelle l'histoire elle-même résulte de l'extériorisation et de la séparation de la production et du développement des forces productives. Mais si l'histoire de ce développement est simplement l'histoire de la contradiction entre le travail et le capital, alors la tâche n'est pas « d'expliquer pourquoi l'aliénation a existé mais pourquoi elle ne peut pas continuer à exister[286] ». La fin de l'aliénation, c'est la fin de la disjonction entre l'activité individuelle et l'activité sociale. Si l'origine de l'aliénation ne nécessite aucune explication d'un point de vue matérialiste, il en va de même pour la disjonction entre l'activité individuelle et l'activité sociale.

Mais à ce stade, une autre tension apparaît entre l'engagement de *TC* en faveur de l'immanence historique de la subsomption réelle et sa conception de l'histoire selon laquelle il y a non-coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale[287]. Pour un matérialiste historique, « individuel » et « social » sont des catégories historiques, tout comme « universel » et « particulier ». La « non-coïncidence » de l'activité individuelle et sociale peut-elle être abstraite de notre propre société historiquement spécifique et projetée rétroactivement [*retrojected*] comme étant l'origine de l'histoire humaine ? C'est précisément la démarche à laquelle *TC* s'oppose en ce qui concerne le « travail en général » considéré comme invariant supposé de l'histoire humaine. Le travail en général n'est que la rétrojection historique d'un travail abstrait historiquement spécifique. Il est difficile de voir comment le fait de poser la non-coïncidence de l'activité individuelle et sociale comme matrice de l'histoire est moins mystificateur que le fait de présenter l'histoire comme aliénation de la production.

Ceci est aggravé par la proposition répétée selon laquelle la singularité humaine préexiste aux relations de production, comme lorsque *TC* déclare que la communisation « supprime la société en tant que substance autonome du

[286] *Théorie Communiste*, « Much Ado About Nothing ».

[287] L'utilisation par *TC* de la subsomption réelle comme outil de périodisation a également fait l'objet de critiques. Voir *Endnotes*, "The History of Subsumption", *Endnotes, no. 2*, "Misery and the Value-Form" (2010). Ces critiques peuvent être résumées comme suit : 1) La subsomption réelle de la production n'entraîne pas la subsomption de quoi que ce soit au-delà de la sphère immédiate de la production, sauf par une extension illégitime du concept, qui est logiquement lié à celui de plus-value relative. 2) La subsomption formelle est une condition logique et historique de la subsomption réelle. Elle est une condition du capital. Ainsi, la subsomption formelle et la subsomption réelle ne désignent pas nécessairement des phases successives de développement. 3) Bien que la subsomption réelle soit logiquement inhérente au concept de capital, et donc une latence virtuellement implicite à sa création, sa réalisation n'est pas historiquement nécessaire. L'affirmation selon laquelle la subsomption réelle suit la subsomption formelle par nécessité historique est une confusion métaphysique entre la logique et l'histoire.

rapport entre les individus, qui se rapportent à eux-mêmes dans leur singularité[288] ». Cela revient à supposer que la singularité humaine subsiste sous les relations sociales capitalistes, n'attendant que d'être libérée. Mais ce qui distingue la singularité humaine de la singularité naturelle des grains de sable et des flocons de neige, c'est précisément le fait qu'elle se constitue dans et par les relations sociales. Tout se passe comme si les réserves contre l'autonomisation du travail vivant ne servaient qu'à sauvegarder la transcendance de la singularité humaine. C'est un autre symptôme de la tension entre l'engagement en faveur de l'immanence historique et l'insistance sur le fait que l'objectivation est une transcendance. C'est précisément l'importance accordée à l'immanence historique qui a motivé le rejet de l'autonomie du travail vivant et l'affirmation selon laquelle le prolétariat n'existe que dans et par la transcendance du capital. Mais alors que la détermination de la classe est entièrement dépendante du capital, les déterminations de la subjectivité, de la singularité et de l'individualité sont curieusement absentes de cette dépendance. Ainsi, ignorant apparemment ses propres critiques contre l'attribution d'une capacité d'action autonome au travail entendu comme auto-organisation, *TC* fait appel à l'auto-transformation du sujet de classe pour libérer la singularité humaine de son objectivation transcendante dans les relations sociales. L'auto-abolition du prolétariat est censée produire ce qu'ils appellent « l'immédiateté sociale de l'individu [289]» :

> « L'immédiateté sociale de l'individu, c'est la fin de cette séparation entre l'activité individuelle et l'activité sociale, qui avait constitué le fait pour l'homme d'être un être objectif en base du rapport entre son individualité et sa socialité. Ce n'est pas l'objectivité en elle même qui est en cause mais la séparation entre activité individuelle et activité sociale qui constitue l'objectivité en économie, en médiation entre les deux et définit l'activité humaine comme travail [290]».

Comment cette immédiateté sociale de l'individu peut-elle être postulée comme le résultat de la médiation historique si la séparation de l'activité individuelle et sociale est la condition immédiate (non produite) de la médiation historique ? Le matérialisme historique souligne non seulement la

[288] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».
[289] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».
[290] *Théorie Communiste*, « Théorie de l'écart ».

dépendance de l'humanité à l'égard de la nature, son corps inorganique, mais aussi la dépendance de chaque être humain à l'égard d'autres êtres humains pour produire ses conditions matérielles d'existence. La socialité de l'être humain fait autant partie de son être objectif qu'en font partie ses composantes organiques. Mais c'est précisément en enracinant la socialité dans les relations de production agissant « dans le dos » de la conscience que Marx rompt avec l'importance accordée par Feuerbach à la relation interpersonnelle en tant que « relation absolue » fondant la socialité. Marx remplace la socialité conçue comme une relation absolue par l'ensemble dynamique des relations sociales issues de la production matérielle. La socialité objective de l'être humain est fondée sur cet ensemble de relations sociales. Il n'est pas plausible d'opposer la socialité humaine, inséparable du caractère objectif et matériel de l'être humain, à l'objectivation de cette socialité dans les rapports de production, en insistant sur le fait que l'une est immanente et l'autre transcendante. L'importance accordée par les matérialistes à l'immanence est justifiée, mais pas l'insistance sur le fait que l'immanence ne doit pas être contaminée par la transcendance – la socialité objective par l'objectivation sociale. C'est précisément la séparation de l'immanence et de la transcendance, leur séparation en tant que pure subjectivité et pure objectivité, qui est idéaliste, alors que la reconnaissance de la nécessité d'enraciner la transcendance dans l'immanence, l'objectivation dans la subjectivation, est la marque du matérialisme marxien. Et c'est précisément la dynamique de l'extériorisation et de la séparation [*estrangement*, séparation-aliénation] – appropriation productive et expropriation consommatrice – qui permet de les articuler. Ici, *TC* (peut-être à la suite d'Althusser) suppose simplement que l'extériorisation présuppose l'intériorité tandis que la séparation présuppose l'authenticité. Mais l'extériorisation n'a pas besoin de présupposer une intériorité antécédente, tout comme la séparation n'a pas besoin d'impliquer une authenticité préalable[291]. L'intériorité est constituée rétrospectivement comme une conséquence de la séparation transcendante de l'extériorisation. L'objectivation est la séparation d'un processus d'appropriation productive sans origine ni fin. La séparation de l'activité de ses conditions n'est pas la prémisse de l'aliénation et de l'objectivation ; elle est une conséquence de l'aliénation de l'objectivation, tout comme la non-coïncidence de l'activité individuelle et de l'activité sociale. Les faire coïncider est la tâche de l'appropriation de la production. Ce n'est qu'alors que l'autoproduction – la production de la production – peut être conçue comme une extériorisation de la séparation qui ne mythifie pas rétrospectivement leur coïncidence immédiate.

[291] Ce que j'essaie de montrer dans "Strange Sameness: Hegel, Marx, and the Logic of Estrangement," *Angelaki: Journal of the Theoretical Humanities* 24, no. 1 (2019).

Peut-être est-il maintenant plus facile de saisir la difficulté fondamentale qui entache la plausibilité de l'auto-abolition prolétarienne comprise comme abolition de l'objectivation. En découplant la lutte des classes de l'appropriation de la production, la théorie et la pratique de l'écart découplent la lutte des classes de la politique conçue comme orientation stratégique autour de désirs qui sont plus que de simples enchaînements de besoins. Le problème devient celui de la discrimination tactique dans la destruction des conditions de production existantes. Mais en détruisant les moyens de production du capital, la lutte des classes détruit les moyens existants de reproduction du prolétariat. Le moment où la poursuite de la communisation menace d'intensifier la paupérisation capitaliste est le moment où la politique de l'écart remplace la gestion de la production par la gestion palliative des besoins. La discrimination tactique ne peut à elle seule résoudre le choix stratégique requis pour distinguer les moyens qui peuvent être suspendus de ceux qui ne peuvent l'être afin de découpler la reproduction sociale de la reproduction de la relation capitalistique.

Ray Brassier

Réponse de Théorie communiste au texte de Ray Brassier [292]

Prologue : « La politique de l'écart, sur Théorie Communiste »

« La dynamique de ce cycle de luttes n'est pas un principe abstrait relevant d'une nature contradictoire du prolétariat "dans son être", mais l'*écart* que certaines pratiques actuelles créent à l'intérieur même de ce qui est la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe. Agir en tant que classe comporte un écart par rapport à soi, dans la mesure où cette action comporte la propre remise en cause de la classe par rapport à elle-même : la négation par le prolétariat de son existence comme classe à l'intérieur de son action en tant que classe. C'est la dynamique de ce cycle et celle-ci existe, de façon plus ou moins *empiriquement constatable*, dans les luttes[293]. C'est par cet écart que certaines pratiques créent dans les luttes actuelles, à l'intérieur même de leur limite, que la communisation devient une question actuelle. Mais il ne s'agit que d'un écart à l'intérieur de la limite (agir en tant que classe), écart qui se crée de par la dualité que contient cette limite : n'avoir pour horizon que le capital / être en contradiction avec sa propre reproduction comme classe. » (*TC* 20).

« N'avoir pour horizon que le capital / être en contradiction avec sa propre reproduction comme classe », c'est la définition du cycle de luttes qui s'ouvre dans la restructuration des années 1970 et qui permet de qualifier la reconfiguration des rapports d'exploitation de restructuration.

Pour nous, le titre des commentaires de Brassier est déjà en lui-même problématique. Nous ne concevons pas la « théorie de l'écart » comme une « politique », ni comme un nouveau type d'intervention militante ou même simplement théorique ou « consciente ». Intervention qui serait enfin adéquate à la « contradiction de l'être du prolétariat ».

Ray Brassier (RB) écrit : « L'être social détermine la conscience et est redéterminé par elle en retour. Mais le *hiatus temporel* [nous soulignons] qui sépare la détermination de la redétermination marque la non-coïncidence du sujet et de l'objet, ou l'écart entre *l'être social en soi* et *l'être social pour soi* [idem]. Cet écart est crucial pour comprendre l'interaction entre la dimension subjective et objective du matérialisme historique. Ce dernier ne concerne pas

[292] « La politique de l'écart, sur Théorie Communiste », cf. texte ci-dessus
[293] Voir *TC* 20 et « C'est au présent que nous parlons de communisation », in *TC* 24.

la détermination à sens unique de la conscience par l'être social, mais la détermination à double sens entre l'objectivation inconsciente de la pratique subjective (ce que nous faisons tous les jours sans savoir que nous le faisons) et la subjectivation consciente de la structure objective (ce que nous sommes obligés de faire, après avoir interprété consciemment notre être social). C'est le passage d'un moment à l'autre, et surtout la redéfinition de l'être social par la conscience de classe, qui détermine si la bourgeoisie maintiendra son être social ainsi que celui de la classe ouvrière, ou si le prolétariat niera pratiquement son propre être social en même temps que celui de la bourgeoisie. Le passage pratique de l'affirmation à la négation marque la transition d'une politique de classe réformiste à une politique de classe révolutionnaire. Pour effectuer cette transition, il faut saisir ce hiatus comme l'intervalle dans lequel l'histoire se fait. *Cela implique d'appréhender et d'intervenir consciemment dans le fossé qui sépare les dimensions subjectives et objectives de l'être social* [nous soulignons] et donc de savoir quand agir aux limites de la connaissance. La possibilité révolutionnaire émerge dans l'intervalle entre les conséquences objectives de l'activité subjective et leur redéfinition subjective. »

Ce n'est que dans une certaine configuration historique de la contradiction entre les classes, celle du cycle de luttes actuel, que le prolétariat rencontre, sous des formes diverses, dans le fait de lutter en tant que classe, les limites de sa propre lutte[294]. Dans *TC*, nous n'avons jamais défini ce que nous

[294] On appelle cycle de luttes l'ensemble des luttes, des organisations et des théories qui constitue une pratique du prolétariat historiquement définie dans l'implication réciproque entre les deux termes de l'exploitation qui est la contradiction dynamique du mode de production capitaliste. Ensemble de pratiques et de luttes par lequel cette contradiction, dans chaque phase spécifique de son développement historique, porte la révolution et le communisme comme son dépassement.
Dans un premier temps, même si les repères chronologiques peuvent être identiques, le concept de cycle de luttes ne se confond pas avec celui d'une période historique du mode de production capitaliste. Dans le concept de cycle de lutes, la pratique du prolétariat est définie en tant que terme spécifique de la relation constituant une période historique. Mais cette pratique est un pôle d'une totalité par lequel cette totalité produit son dépassement.
La définition du concept de cycle de luttes s'articule autour de trois grands principes :
- *L'exploitation* comme contradiction entre le prolétariat et le capital se définit simultanément comme *implication réciproque* de ses termes et production de la *spécificité* de chacun d'eux quant à sa situation et à sa pratique. Ce n'est pas l'exploitation en soi, ou le développement du mode de production capitaliste qui portent leur dépassement, ils ne le portent que par la situation et l'activité spécifiques du prolétariat comme classe révolutionnaire en tant que classe du mode de production capitaliste.
- *La production historique* de la révolution et du communisme : révolution et communisme sont le dépassement que chaque cycle de luttes produit spécifiquement.
- *La contradiction entre le prolétariat et le capital* est simultanément la dynamique du développement du mode de production capitaliste et de son dépassement, il en résulte qu'un cycle

appelons « écart » comme ce qui est « à la fois ce qui contraint le prolétariat à agir contre le capital, et ce qui limite son action » (RB), ou « un écart entre le prolétariat comme élément constituant du capital et le prolétariat comme négation du capital ». De façon générale nous ne concevons jamais la contradiction entre le prolétariat et le capital comme une « contradiction de l'être du prolétariat ».

Il faut se débarrasser de ce « concept » de « conscience de classe » que personne (Marx y compris) n'a jamais pu définir sauf comme étant toujours ce qu'il manque.

La « conscience de classe » se réfère nécessairement à une organisation pérenne qui la représente et l'incarne et dans laquelle par étapes, par allers-retours les ouvriers sont destinés à se reconnaître puisque cette conscience est une potentialité de leur être (Lukács). La « conscience de classe » accompagne le syllogisme hégélien (repris par Marx, *Misère de la Philosophie,* 1847) du passage de la « classe en soi » à la « classe pour soi » (en passant par le moyen terme de l'organisation et du Parti). Le passage de la « classe en soi » à la « classe pour soi » justifie le « hiatus temporel » : il va falloir que l'en-soi devienne pour-soi. Ce qui signifie que l'on sait, malgré les « limites de la connaissance » ce qui doit advenir et ne peut qu'advenir dans la réalisation de ce « pour-soi ». Mais qui est ce « on » qui sait ? Le « hiatus temporel » justifié par le passage de l'« en-soi » au « pour-soi » justifie à son tour la politique, l'intervention enfin consciente de façon adéquate au *but*. Et nous en revenons à la lutte de classe conçue comme un sport de montagne où nous devons atteindre un sommet déjà là et existant d'une manière ou d'une autre, même si ce n'est que dans la potentielle conscience de classe.

On ne peut prendre la problématique de la révolution comme communisation et parler de politique et d'intervention consciente car il faudrait alors définir le *sujet* de cette intervention. Ce ne peut être la « classe » elle-même, puisqu'il s'agit d'une intervention dans le « hiatus temporel » entre la classe « en soi » et la même « pour soi ». *Qui est le sujet de la subjectivation ?* Même si l'on ne cherche pas un sujet du style Parti ou « les militants », la question de l'intervention consciente et de son sujet est obsolète dans la mesure où, dans ce cycle de luttes, le prolétariat ne peut plus se rapporter à lui-même que dans la considération de sa propre existence comme classe en tant que limite de son action, ce qui exclut la problématique de l'activité en tant que politique et intervention et donc du sujet de celles-ci, comme cela pouvait l'être

de luttes se définit en totalité comme rapport entre d'une part *le cours quotidien* de la lutte de classe et, d'autre part, *la révolution* et le communisme dans leur contenu historique.

dans la période programmatique. Il y a des actions, des buts que les luttes se fixent mais cela constamment pris dans la contradiction de l'existence en tant que classe comme *limite de l'action en tant que classe* et d'un mouvement général de production du dépassement essentiellement contradictoire vis-à-vis de lui-même. La conscience d'une telle contradiction n'implique en aucune façon que l'on en soit extérieur, que l'on ne vive pas et n'agisse pas dedans. Repérer, promouvoir les activités d'écart, en être quand nous y sommes en tant qu'individus définis à un certain point de la société, rien de plus. C'est-à-dire non en tant qu'individus universellement interpellés par l'injonction d'intervenir dans le « hiatus temporel ». Dans une telle structure contradictoire de la dynamique de la lutte des classes, une politique et son sujet ne pourraient être que le fait d'une divinité.

RB pose la question de la production historique avec ses aléas, ses décisions, ses luttes et ses limites assumées ou non, productives ou non. En d'autres termes, la problématique de la conscience de classe amène à poser en termes de politique et d' « intervention consciente » la critique du normativisme théorique. La lutte de classe ne résout aucune question, elle les pose, les produit en même temps qu'elle construit son dépassement. La question de la conscience, telle que la formule RB, suppose que le but existe déjà, que la lutte est sa recherche et non sa *production.*

La communisation est la production communiste du communisme, la lutte contre le capital est bien ce qui différencie les « mesures communisatrices » du communisme. L'activité révolutionnaire du prolétariat a toujours pour contenu de médiatiser l'abolition du capital par son rapport au capital, ce n'est ni une branche d'une alternative en concurrence avec une autre, ni un immédiatisme du communisme. Le prolétariat est toujours *aussi* la classe-objet du capital. Le capital est toujours là, l'activité même révolutionnaire du prolétariat comme classe se situe dans sa contradiction avec lui et dans sa définition dans cette contradiction, avec toutes sortes d'actions particulières prises dans ce rapport. Il y a et il y aura de l'économie, de la politique, du social, de l'idéologie, mais il ne faut pas poser les nouvelles questions dans des termes obsolètes.

Dans la réalité non-théoricienne, il n'y a pas de « hiatus temporel ». La « classe en soi » est toujours « pour soi » (si l'on veut utiliser ces termes), les prolétaires savent ce qu'ils font dans une situation donnée, ils sont toujours parfaitement conscients de leurs actions, de ce qu'ils sont dans le rapport d'exploitation, de ce qui les oppose au capital et à la classe des patrons et de ceux qui dirigent l'État. La « conscience de classe » c'est ce que les théoriciens,

tous plus ou moins transfuges des classes dominantes ou moyennes de chaque période, ont décidé de ce que devait penser et faire le prolétariat *au nom des nécessités de l'Histoire* dont ils sont les représentants auto-proclamés recherchant pour leur compte les agents voire les « idiots utiles ». Si, un jour, s'ouvre une période de luttes que l'on puisse qualifier de « communisatrices », ce n'est pas que le prolétariat aura enfin rejoint ou trouvé sa « conscience de classe », ce que, de toute façon, il ne pouvait que faire « conformément à son être », selon la catastrophique formule de *La Sainte* Famille[295] c'est que dans une certaine configuration historique de la contradiction entre les classes, le prolétariat rencontre, sous des formes diverses, dans le fait de lutter en tant que classe, les limites de sa propre lutte. Alors l'appartenance de classe devient une contrainte extérieure identique au rapport contradictoire au capital.

Le communisme est ce qui sort de la communisation

On ne peut pas envisager ce que devient ce que l'on appelle la production (production de la vie comme ensemble de relations métamorphosant en les incluant ce que nous nommons maintenant production matérielle ou de services) ou les relations interindividuelles sans considérer que c'est dans le processus de la communisation que prend forme et contenu l'abolition de la valeur et l'immédiateté sociale de l'individu. C'est le travail comme force productive et substance commune abstraite de toutes les activités qui, dans des circonstances très immédiates, devient un enjeu de la communisation et quelque chose à abolir. L'abolition de la valeur et l'immédiateté sociale de l'individu dans sa « singularité » ne sont pas une réflexion sur une nouvelle façon, la meilleure, pour organiser la production, ce sont des pratiques qui font de toutes ses déterminations constitutives des objets de luttes immédiates et multiples. C'est de cela que naît le communisme, c'est cela qui le constitue. *Bref, parler du communisme, sans parler de la communisation comme de sa constitution, comme si elle n'était qu'un moyen pour atteindre un but, est un non-sens.*

Le communisme n'est pas un projet, un but à atteindre préexistant et connu. Il *se construit dans les nécessités de la communisation et c'est de là qu'il sort*, dans cette lutte des classes et des femmes contre les hommes qu'est la communisation c'est une nécessité pratique que *la forme naturelle de chaque*

[295] « Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se *représente* momentanément. Il s'agit de savoir *ce que* le prolétariat *est* et ce qu'il sera obligé de faire, conformément à cet *être*. » (Marx, *la Sainte Famille*, Éd. Sociales, p. 48).

activité devienne sa forme sociale au-delà de toute équivalence[296]. Dans une situation révolutionnaire ou même insurrectionnelle ce qui définit « la communauté des prolétaires révolutionnaires » (Marx, *L'Idéologie allemande*, Éd. Sociales, 1968 ; nous reviendrons plus loin sur cette expression), consiste en ce que chaque activité contient et rend effectives et nécessaires ses déterminations, c'est-à-dire l'existence de toutes les autres activités[297]. Sa forme naturelle est sa forme sociale. Dans une période révolutionnaire ou insurrectionnelle, chaque individu sait que dans ce temps vécu immédiatement c'est de son activité propre dont il s'agit. Les pratiques ne diffèrent pas alors en quantité présupposant une qualité commune, mais en qualité excluant une quantification réciproque.

Toutes les questions relatives à l'objectivation d'une chose nommée « production » et à ce que l'on peut *maintenant* nommer « immédiateté sociale de l'individu » (sans société), auront été *pratiquement tranchées manu militari* quand un autre *mode d'être* émergera de la communisation et des mesures communistes. Les mesures communistes ne sont pas une abstraction déterminées par ce que devrait être le communisme mais par les nécessités des luttes *dans la crise d'un certain stade du mode de production capitaliste*.

Nous insisterons plus loin sur l'importance actuelle de la revendication salariale dans son illégitimité-asystémie à l'intérieur de la reproduction du capital, mais, dans la crise de la reproduction du rapport d'exploitation, le dépassement de la lutte revendicative, le saut qualitatif, est une attaque du côté des moyens de production. C'est leur abolition comme valeur absorbant le travail pour se valoriser. Cette abolition n'est pas une abstraction, c'est la destruction (qui peut être physique) de certains moyens de production, l'abolition des autres en tant qu'usines, entreprises agricoles, logistiques ou de services, dans lesquelles se définit ce qu'est un produit, *c'est-à-dire les cadres de l'échange et du commerce*, c'est la redéfinition de ces moyens, leur absorption dans les rapports qui deviennent des rapports individuels dans l'autotransformation des prolétaires. L'attaque contre la nature

[296] Le genre est directement une détermination des rapports de production en ce que la population, malgré les contradictions du travail dans le mode de production capitaliste demeure la principale force productive et celle dans laquelle se résument toutes les autres. L'exploitation, de par la loi de population spécifique du capital, est donc intérieure à la définition des femmes et à leur appropriation, et la contradiction entre les hommes et les femmes est intérieurement et conflictuellement constitutive du prolétariat.

[297] En dehors même d'une période révolutionnaire ou insurrectionnelle, lors d'une lutte qui se généralise et dure, il est remarquable de constater que « tout le monde » fait à peu près, au même moment, la même chose et que ce que font les « autres » est un élément immédiat de ce que chacun fait.

de capital des moyens de production, c'est leur emparement qui, ne se limitant pas aux stricts moyens de production, réduit ces derniers au rang de simples instruments remodelés devant satisfaire des besoins dans la lutte. Tout ce dont on s'empare est une extension de la gratuité. L'abolition de la valeur n'est pas un but en soi et en tant que telle un objectif des luttes : c'est l'abolition du public et du privé dont la valeur présuppose la constitution et la distinction ; de la production *et* de la reproduction ; c'est la lutte des femmes qui ayant de mauvais souvenirs à régler détruisent leur appropriation et exploitation spécifique et la distinction de genre ; c'est l'abolition de la division du travail telle qu'elle est inscrite dans le zonage urbain, dans la configuration matérielle des bâtiments, dans la séparation entre la ville et la campagne, dans l'existence même de quelque chose que l'on appelle une usine ou un lieu de production ou de services, dans l'autonomie et la personnification des fonctions intellectuelles et de décision, dans la segmentation racialisée de la force de travail. L'abolition de la valeur est une transformation concrète du paysage dans lequel nous vivons, c'est une géographie nouvelle des rapports entre les individus. *Abolir des rapports sociaux et en produire d'autres est une affaire très matérielle*.

Dans le cours de la lutte révolutionnaire, l'abolition de la valeur (substance et forme) c'est aussi le conflit nécessaire, interne à cette lutte, entre communisation et socialisation, l'apparition inévitable de formes d'autogestion ou d'alternatives radicales qui deviennent des obstacles à la poursuite du mouvement même qui les a fait naître[298]. Dans ce maelström de luttes contre les forces de la classe capitaliste et ses rapports de production toujours présents de façon protéiforme à l'intérieur même de l'action révolutionnaire, *toutes les activités sont spécifiques, particulières*. L'activité révolutionnaire se produit comme telle dans ces conflits, dans toutes les tâches à accomplir qui se décident et s'imposent. Toutes ces activités ne se relient entre elles que par leur caractère concret et leur finalité propre. Produire ou concevoir ceci ou cela, faire circuler tel bien à l'autre bout du monde pour que l'insurrection ne soit pas écrasée pour cause de famine ou toute autre raison, la nécessité de se déplacer en masse sur telle zone de la lutte, etc., tout cela relève de décisions,

[298] « La constitution du communisme est intriquée avec la constitution d'une forme ultime d'alternative héritière du socialisme. La tendance à la constitution d'instances cherchant à faire de l'emparement des moyens matériels une socialisation économique, sera permanente jusqu'à la communisation complète. Cette permanence d'une tendance "contre-révolutionnaire" au sein du mouvement de la révolution, c'est l'existence jusqu'au bout d'une dimension programmatique d'affirmation et de libération du travail. Le maintien de ce programmatisme est produit par l'existence non encore abolie du capital, tant que le capital existe face au prolétariat, même le prolétariat en train de l'abolir, c'est-à-dire en train de s'abolir lui-même, le prolétariat conserve un reliquat de positivité et même cette positivité du travail est réactivée dans le procès révolutionnaire puisque la reproduction sociale devient dans ce procès dépendant de l'action des prolétaires » (Bernard Lyon, « Communisation versus socialisation », *Meeting* 1, 2004, p. 21).

mais d'aucun calcul qui réduirait les activités et les personnes qui les accomplissent à une qualité commune. C'est cela la production de l'immédiateté sociale de l'individu, c'est-à-dire, à l'intérieur de la lutte des classes, la destruction de toute forme de subsomption. Dans le cours même de la révolution toute activité est déterminée et déterminante dans le flux continu de la pratique révolutionnaire qui n'a d'unité que dans la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine.

Lorsque nous disons « le communisme n'est pas un mode de production », ce que nous disons, c'est que la communisation comme lutte révolutionnaire détruit le rôle définitoire de la production qui fait des sociétés des modes de production et bouleverse ce qu'on y appelle production.

Le communisme peut être une « économie de temps » et une distribution de ce temps, l'universalité du développement et de la jouissance dépend toujours de l'économie du temps (même si c'est pour le plaisir de le gaspiller) et d'une distribution de ce temps. *Mais le temps ne mesure aucune relation entre les activités et/ou leurs « produits »*. C'est la qualité, c'est-à-dire le but spécifique de telle ou telle activité qui est déterminant et le caractère social de celle-ci n'a pas à être prouvé. Il n'y a là ni magie, ni mysticisme, l'effectuation de chaque activité contient son rapport aux autres activités, elle est, en elle-même, sa propre médiation aux autres activités et pratiques.

Si le communisme n'est plus une répartition du temps de travail social disponible (ce qui par là même est la disparition de cette notion) entre des activités existant comme mesurables selon une norme commune, c'est que l'effectuation même des activités, chaque activité productive (on peut dire que toutes le sont ou qu'aucune ne l'est) dans son procès est répartition du temps.

Le temps n'est plus une abstraction s'imposant de fait aux activités et aux produits et dans lequel tout s'écoule comme dans un milieu indéfini. L'idée du « même temps », de la « même durée », n'est évidente qu'avec l'évidence de la marchandise. Mais, même le temps de la valeur n'est pas ce temps linéaire homogène du sens commun. Le temps de travail social qui mesure la valeur produite est construit à partir de la distinction du travail socialement nécessaire et du temps dépensé en vain, non socialement nécessaire.

« D'emblée ce serait le caractère communautaire de la production qui rendrait le produit général et collectif. Dès lors l'échange qui s'effectue au début de la production, ne porterait plus sur des valeurs, mais sur *des activités déterminées* [souligné par nous] par les besoins et les buts collectifs : il impliquerait d'emblée la participation de l'individu au monde collectif des

produits. Mais sur la base des valeurs d'échange, l'échange doit d'abord rendre le travail général. Sur la base communautaire, il le serait avant l'échange ; autrement dit, l'échange des produits ne serait en aucune façon l'intermédiaire, grâce auquel l'individu participe à la production universelle. Il faut naturellement une médiation. Dans le premier cas, on part de la production autonome des individus particuliers, qui est déterminée et modifiée *post festum* par des rapports complexes : la médiation s'effectue par *l'échange des marchandises, la valeur et l'argent, autant d'expressions d'un seul et même rapport* [idem]. Dans le second cas, c'est la présupposition elle-même qui sert de médiation ; autrement dit, la présupposition c'est une production collective, la communauté étant le fondement de la production. D'emblée le travail de l'individu y est posé comme travail social. […] Dans le premier cas, le caractère social de la production n'est obtenu – *post festum* – qu'en érigeant les produits en valeurs et en les échangeant. Dans le second, le caractère social de la production est directement assuré. La participation au monde des produits et à la consommation n'a pas à passer par l'échange de travaux ou de produits dépourvus de liens entre eux[299] ». On doit tout de même remarquer le caractère ambigu ou « difficile » de ce qu'écrit Marx ici : le « directement » est tout de même « médiatisé », même si c'est la présupposition qui sert de médiation, il y a comme de l'eau dans le gaz de l'immédiateté sociale. Notre camarade Bernard Lyon (*TC* 13, 2/1997, p. 33) écrivait que la palabre était l'essence du communisme : il faut sortir de l'obsession psychorigide de la décision préalable organisatrice. C'est l'effectuation même de chaque activité (l'activité productive dans son procès) qui, dans son rapport aux autres activités, est répartition du temps et contient ses propres déterminations. C'est cela la « présupposition communautaire », ce n'est pas un « totalitarisme ». Rien n'est immédiatement transparent ou construit d'avance. Tout se palabre et se bricole même s'il ne peut s'agir d'un procès lisse, totalement fluide, sans focalisations et cristallisations engageant la suite des activités.

Pour reprendre certains exemples de Marx[300], la famille autarcique – si tant est qu'elle ait existé –, la tribu, Robinson, montrent que tout partage du temps n'est pas partage d'une seule valeur totale ni même l'existence de cette valeur. On peut discuter de la validité de ces exemples, tout comme de celui de la fameuse « société des producteurs associés », n'empêche qu'on ne peut évacuer la question. Partage du temps, distribution des activités, mais pas de valeur dans ces exemples. Non seulement pas de valeur d'échange mais encore pas de valeur. La valeur est toujours une réduction à l'identique comme

[299] Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Éd. Anthropos, t. 1, p. 109-110.
[300] *Le Capital*, Éd. Sociale, 1967, L. 1, t. 1, p. 89-90.

autonomisation vis-à-vis du particulier, elle est le caractère social de toute activité comme existant *post festum*. Il ne faut pas confondre « temps de travail socialement nécessaire » et partage ou distribution du temps social *qualitativement* entre des activités ne pouvant être ramenées à une qualité commune : activités particulières qui sont toujours déterminées dans un réseau immédiat d'autres activités. L'effectuation des activités est la relation aux autres et si l'on veut, de ce fait, la répartition qualitative et concrète du temps.

Dans la communisation, il n'y a pas d'*a priori* (un communisme à réaliser), ce sont les nécessités de la lutte qui définissent ce qui est à produire ou non, la production (dont la réalisation de services) devient une activité révolutionnaire parmi d'autres, c'est l'objet de la lutte révolutionnaire de la rendre telle. Cela implique la mise en rapport du lieu de production avec toutes les autres activités (double nécessité : faire circuler les « produits » et ne pas rester isolé sous peine d'écrasement par la répression, les rapports marchands ou la socialisation), et donc la négation de la production comme moment séparé de l'activité, négation de la séparation entre travailleurs et non-travailleurs, abolition de la distinction entre travail productif et non-productif (c'est-à-dire la disparition de ces notions), transformation des formes genrées et hiérarchiques de l'organisation du travail, etc. Tout cela n'est rien d'autre que l'établissement de rapports communistes entre les individus sans que rien ne soit « mesuré » et hiérarchisé.

La communisation n'a pas pour objet de construire une « société communiste », mais elle crée, conjoncturellement (au travers de tous les conflits internes au prolétariat et entre les femmes et les hommes), comme outil de lutte des rapports communistes entre les individus.

Dans une lutte, même révolutionnaire et communisatrice, le prolétariat demeure une classe par et dans le capital. Il ne s'organise pas sur la base du communisme, son activité révolutionnaire a pour contenu la dissolution de ce qui fait de lui une classe. C'est en tant que classe particulière qu'il abolit le capital et s'abolit, il faudra alors dépasser le « moment programmatique » inhérent à toute lutte de classe (même après la mort du programmatisme). Si le prolétariat abolit la valeur et si le mode d'être social qui en résulte est l'immédiateté sociale de l'individu c'est seulement parce que l'activité du prolétariat abolissant la valeur est médiatisée (n'existe que) par la relation de lutte avec le capital.

Marx résume ainsi, dans *L'Idéologie Allemande*, les « conditions » de la révolution : « … les éléments matériels d'un bouleversement total sont, d'une

part, les forces productives existantes et, d'autre part, la formation d'une masse révolutionnaire qui fasse la révolution, non seulement contre des conditions particulières de la société passée, mais contre la "production de la vie" antérieure elle-même, contre "l'ensemble de l'activité" qui en est le fondement [301]». Or, la création de ce que Marx appelle une « masse révolutionnaire » « ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, une révolution [302]». Tout cela semble tourner en rond, à moins que l'on ne prenne en compte d'une part, la critique adressée par Marx à tous les matérialismes (« jusqu'ici »), de ne pas considérer le monde sensible comme activité humaine concrète (première *Thèse sur Feuerbach*) et, d'autre part, que la pratique révolutionnaire est justement « la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine, ou autochangement » (troisième *Thèse sur Feuerbach*). Ce moment de l' « autochangement » peut être, dans les conditions actuelles, saisi comme ce moment particulier de la lutte de classes où le prolétariat produit sa propre définition comme classe comme une contrainte extérieure, existant dans le capital face à lui. C'est à ce moment-là que le prolétariat, en tant que classe, devient cette « masse révolutionnaire [303]».

La possibilité pour le prolétariat de devenir le sujet révolutionnaire (qui n'est pas une « potentialité ») ne gît pas dans le développement linéaire de caractéristiques qu'il posséderait dans son être de classe du mode de production capitaliste. Dans cette situation, ne se trouve que la possibilité d'entrer en guerre contre tout ce qui le définissait antérieurement, c'est beaucoup mais c'est tout. L'activité révolutionnaire du prolétariat est indissociablement une action de transformation des conditions sociales existantes et l'autotransformation de cette classe inhérente à cette activité dont la *possibilité* réside dans le fait que son existence comme classe n'est jamais une confirmation mais une contradiction à soi. La révolution aura à affronter la sclérose de la définition de la classe comme catégorie socio-économique et toutes les identités qui se constituent sur elles – nationales, ethniques, raciales, femmes et hommes etc. – comme ses surdéterminations, ses conditions d'existence. Ce ne sera pas une question intellectuelle revenant à savoir qui est qui, car cette sclérose et la lutte contre elle sera la confrontation de pratiques

[301] Éd. Sociales, 1968, p. 70.
[302] *Ibid.*, p. 68.
[303] Voir la réflexion sur le concept de prolétariat dans *TC* 27 : si toutes les classes sont des constructions résultant de la reproduction passant par toutes sortes d'instances non strictement économiques, le prolétariat comme classe n'est pas un calque des rapports de production, il n'est pas non plus la classe ouvrière. En ce qui concerne le prolétariat il faut ajouter qu'il s'agit d'une réalité toujours conjoncturellement déterminée existant dans et pour une pratique et une théorie de la lutte de classe.

intriquant la révolution et la contre-révolution … ainsi que la destruction et la résistance-réarrangement des distinctions et rapports de genre. La classe n'apparaît pas toujours en clair et même rarement (« il n'est pas dans la nature de la révolution de faire sonner l'heure de la dernière instance ») : c'est dans une multiplicité de pratiques et de contradictions avec le capital et de contradictions internes, de confrontations avec toutes sortes d'identités, d'actions à partir d'elles et de dépassement de celles-ci, qu'elle s'autotransforme en *classe communisatrice*, c'est-à-dire s'abolit.

Il est impossible de concevoir ce que nous avons abordé plus haut, ou plus exactement deviné, à propos de ce que pourrait être une conjoncture de luttes communisatrices, sans passer par la nature de la restructuration et de sa *redéfinition* de la lutte des classes. En dehors d'une vision linéaire, les hauts et les bas de l'accumulation ne sont pas sans importance, mais leur efficacité est toujours inscrite dans une structuration historique particulière de la contradiction entre prolétariat et capital.

Restructuration / cycle de luttes / identité ouvrière

Restructuration et identité ouvrière

RB résume en trois points la nature de la restructuration des années 1970-1980 telle que la théoriserait *TC* : « désindustrialisation et délocalisation » ; « privatisation et austérité » ; « financiarisation et crédit ». Il est exact que ces points peuvent être considérés comme des caractéristiques de cette restructuration. Mais ces déterminations de la restructuration telles qu'énoncées ne touchent pas au fondement de la question. RB conçoit que la restructuration qui a accompagné la crise de la fin des années 1960 au début des années 1980 a été une défaite ouvrière, la défaite de l'identité ouvrière, quelles que soient les formes sociales et politiques de son existence (des Partis communistes à l'autonomie ; de l'État socialiste aux Conseils ouvriers). C'est de cela dont il faut partir pour définir une restructuration.

« Parler de restructuration du mode de production capitaliste implique de se poser la question : qu'est-ce qui se restructure ? Le mode de

production bien sûr, mais c'est au noyau de ce qu'est ce mode de production qu'il faut aller, c'est-à-dire à l'exploitation. Ce qui se restructure c'est la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire que le critère de la restructuration ne se situe pas dans une accumulation de données sur le procès de travail, le salaire ou la mondialisation, mais se synthétise en un *changement de cycle de luttes*. En forçant le trait, on pourrait écrire que ce qui se restructure c'est le communisme. Toutes les transformations des modalités de l'exploitation ne deviennent restructuration du mode de production qu'en devenant un nouveau cycle de luttes[304]. »

Cette « identité ouvrière » dont la disparition a signé la défaite du cycle de luttes précédent et inauguré la restructuration reposait sur la contradiction qui se développe dans la première phase de la subsomption réelle du travail sous le capital (des années 1920 aux années 1960) entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en œuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes de l'appropriation par le capital, de cette force de travail, dans le procès de production immédiat, et dans le procès de reproduction. Situation conflictuelle qui, dans le cycle de luttes, se développe comme identité ouvrière qui trouve ses marques et ses modalités immédiates d'appréhension dans la « grande usine » ; dans la dichotomie entre emploi et chômage ; travail et formation ; dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs ; dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale ; dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'État ; dans le bouclage (toujours menacé) de l'accumulation sur une aire nationale.

Il s'agissait de tout ce qui était devenu une entrave à la fluidité de l'auto présupposition du capital. On trouve d'une part toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en ce qu'elles empêchent que toute la classe ouvrière (et/ou la force de travail potentielle), mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que telle, dans sa diversité, à tout le capital. On trouve d'autre part toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel.

Avec la restructuration achevée *dans son principe* dans les années 1980, la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. L'extraction de plus-value sous son mode relatif

[304]« La restructuration telle qu'en elle-même », *TC* 22, p. 18-19.

implique la transformation et l'absorption dans le cycle propre du capital de toutes les relations sociales, cela signifie la coïncidence entre production et reproduction et corollairement la coalescence entre la constitution et la reproduction du prolétariat comme classe et, par là-même, sa contradiction avec le capital.

La contradiction entre le prolétariat et le capital a alors pour contenu essentiel son propre renouvellement, d'où l'identité entre la constitution du prolétariat comme classe et sa contradiction avec le capital. Dans sa contradiction avec le capital qui le définit comme classe, le prolétariat trouve sa remise en cause. Ce n'est pas une « antinomie » *constitutive de son être* (voir plus loin) mais la configuration de la contradiction dans laquelle il est et dont l'horizon est le seul que nous pouvons avoir.

Quand n'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché et que n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est-à-dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (« pays de l'Est », « périphérie ») ne prédétermine cette transformation, cela entraîne une double déconnexion *qui n'est pas le principe même de la restructuration* mais une de ses déterminations nécessaires donnant forme à la mondialisation. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu.

À propos des deux déconnexions

RB ne conteste pas particulièrement la première déconnexion, celle entre la valorisation du capital et le « morcellement de la reproduction de la force de travail » (le zonage et sa mise en abyme), mais si on ne remet pas en cause la première il faut accepter la seconde. Éliminons quelques fausses compréhensions énoncées par RB de cette seconde déconnexion.

Nous n'avons jamais écrit dans un texte de TC :

« La deuxième déconnexion associe *l'augmentation de la consommation* à la baisse des salaires. » (RB à la suite de Bruno Astarian).

« Le risque macroéconomique est reporté sur les ménages, dont *l'endettement devient la première source de revendication*. » (*idem*).

Nous avons écrit, il est vrai, que « la relation salariale n'est plus un élément régulateur vis-à-vis du capitalisme dans son ensemble », nous avons même pu dire que cette déconnexion, après avoir été une dynamique de l'accumulation, était un élément dérégulateur qui faisait retour dans la crise actuelle[305]. Nous remercions Astarian pour sa bienveillante sollicitude théorique, mais jamais nous n'avons pu soutenir que le salaire ne demeurait pas « déterminant pour la majorité du prolétariat », et jamais nous avons eu besoin qu'on nous rappelle « la corrélation entre les salaires et la plus-value ».

En revanche nous avons écrit :

« Actuellement, la revendication salariale retrouve un caractère central dans la lutte des classes. Bien sûr, le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail est toujours définitoire de la lutte des classes. Mais, maintenant, dans la lutte sur ce partage c'est paradoxalement dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production et rien que cela, qu'apparaît pratiquement et conflictuellement, dans le rapport même au capital qui le définit comme classe, que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe. Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*[306]. »

Quand nous soutenons que la relation salariale n'était plus un élément régulateur vis-à-vis du capitalisme dans son ensemble, nous disons que la rupture de la relation entre les sections de la production assurant la reproduction de l'accumulation, de la relation entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, entre accumulation et réalisation, fut, durant quelques décennies au travers de la mondialisation, une dynamique de cette même accumulation qui s'est maintenant retournée en crise du « système ».

Il est vrai que « la thèse de la double déconnexion a fait l'objet d'une

[305]« Actuellement, depuis la crise de 2008, celle du mode de production tel que restructuré dans les années 1970-1980, la contradiction à résoudre mondialement est celle de la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail qui était le principe même de la mondialisation de l'accumulation. *Il s'agit de réarticuler mondialement l'accumulation du capital et la reproduction de la force de travail globale*. Il n'y aura pas de retour en arrière vers des formes d'accumulation nationale ou même de blocs. Dans l'affrontement entre les États-Unis, l'Union européenne, la Chine et la Russie, l'enjeu est de savoir quel bloc, au travers des rivalités et des alliances entre ces quatre puissances, pourra imposer un modèle *hiérarchisé* mais mondialement *vivable* pour les "vaincus". » (R S, *Ukraine 2022*, sur le site dndf).

[306]« Revendiquer pour le salaire », *TC* 22, 2/2009, p. 141.

critique particulièrement "virulente" (RB) de la part de Bruno Astarian » (il est bon de préciser qu'Astarian s'en prend surtout à la seconde déconnexion sans voir que les deux sont absolument liées et corollaires)[307].

« La consommation du prolétariat ne serait pas payée par les salaires, mais par du crédit » écrit Bruno Astarian (BA), mais dans le texte de *TC* « Le moment actuel (S*ic* 1) » on lit seulement que « les dépenses des ménages augmentent plus vite que leurs revenus » (nous aurions dû ajouter, il est vrai, « jusqu'à un certain point »). BA nous dit que cela ne concerne pas le prolétariat mais les « classes moyennes » et nous livre une définition performative des classes moyennes : « il y a de la plus-value incorporée dans leurs salaires » et elles ne sont pas « productives » (dans son ouvrage écrit avec Robert Ferro, *Le Ménage à trois de la lutte des classes*[308], Astarian semble être revenu sur cette seconde caractéristique). L'ouvrier qualifié, l'agent de maîtrise, l'ingénieur (toutes personnes qui empruntent généralement dans la classe des « prime ») sont des travailleurs productifs et bien malin qui peut dire si leur salaire est la valeur d'une « force de travail complexe » (Marx), si elle est payée au-dessus de sa valeur par un simple effet de marché, ou « incorpore une part de plus-value » (BA). Mais pour BA, sa définition a valeur de réalité. Mattick est moins « strict » et continue à accorder l'appellation d' « ouvriers » à ceux qui, outre la valeur de leur force de travail, touchent une part de plus-value[309].

L'attaque du salaire n'est pas de façon simple une constante linéaire du capitalisme allant en s'aggravant. Jusqu'au début des années 1970, du point de vue même du capital (c'est-à-dire de la classe capitaliste et de ses théoriciens), dans les aires centrales du capitalisme, la construction et reconnaissance, à la fois légitime et conflictuelle, du prolétariat comme interlocuteur national socialement et politiquement, mettait en forme un rapport d'exploitation du travail produisant ses propres conditions d'effectuation alors optimales du point de vue même de la valorisation du capital (effectuation incorporant toutes les segmentations de la force de travail entre hommes et femmes et l'immigration). La thèse de Mattick[310] selon laquelle le capital accorde des réformes en période de prospérité et les refuse en période de dépression, semble avoir pour elle la force de l'évidence et du bon sens, mais elle est historiquement fausse parce qu'elle repose sur une problématique erronée de l'histoire du mode de production qui gomme le fait même qu'il y ait *histoire*. La grande prospérité anglaise des années 1850 est un

[307] On trouvera en annexe une réponse à la critique d'Astarian relative à la première déconnexion.
[308] Éd. de l'Asymétrie, 2019.
[309] Paul Mattick, *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?*, Éd. Entremonde, 2011, p. 249.
[310] P. Mattick, *op. cit.*

des pires moments dans l'existence ouvrière, en revanche, les réformes du *New Deal* aux États-Unis, du Front populaire en France ou même « la politique sociale du Troisième Reich » (Tim Mason), certaines réformes mussoliniennes en Italie, surviennent en période de crise et témoignent du contraire ; en Europe occidentale, jamais la part des salaires dans la valeur ajoutée n'a été aussi importante que dans les débuts de la crise des années 1970. Il s'agissait de changements structurels dans le mode d'accumulation et non d'une simple affaire de comptabilité[311].

L'illégitimité (asystémie) de la revendication, c'est le contenu en acte, pratique, immédiat, dans l'activité de la classe, de la disparition de l'identité ouvrière en ce qu'elle ne pouvait exister que produite et confirmée dans une reproduction du capital telle que la revendication faisait système (et ce n'est pas une simple question quantitative). Les deux (asystémie et disparition de l'identité ouvrière) sont par-là indissociables. Le capitalisme restructuré a intégré l'attaque contre la valeur de la force de travail comme caractéristique fonctionnelle, structurelle et permanente destinée à ne jamais être achevée. La revendication est devenue illégitime, c'est-à-dire qu'elle ne fait plus système avec la reproduction du rapport d'exploitation comme contradiction *et* implication réciproque, ce que les délocalisations ont permis de renforcer. La disparition de l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital est corollairement la disparition de la légitimité de la revendication. Par légitimité nous n'entendons aucune reconnaissance juridique ou morale, ni l'absence de conflit, mais le fait de faire système dans l'implication réciproque entre prolétariat et capital. La mondialisation fut la structuration de cette absence de faire système. Depuis 30 ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée a subi une baisse spectaculaire et cela non seulement dans les pays centraux mais encore dans les pays émergents[312].

BA dit : cette baisse c'est le cours normal du capital qui lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit ; il faudrait alors expliquer l'augmentation de cette part de l'après-guerre au début des années 1970. Le capitalisme n'avait-il pas à lutter contre cette baisse tendancielle du taux de profit ? Pourquoi à partir des années 1970, le capitalisme ne peut plus composer avec cette augmentation ? Quel est le nouveau régime d'accumulation qui se met en place ? Ce n'est jamais de bon cœur que le capital voit augmenter les salaires

[311] Parce que les classes et leurs luttes ne sont pas un calque des rapports de production, le mode de production capitaliste n'est jamais une simple affaire de comptabilité, sinon l'extermination des Juifs d'Europe (entre autres) est incompréhensible.

[312] Cf. Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Éd. Page Deux, 2008 ; et même les documents de l'OCDE ou du FMI.

mais cela peut être un processus contradictoire mais fonctionnel dans un certain régime d'accumulation et cela peut ne plus l'être dans un autre[313]. C'est un élément de la « fameuse restructuration de *TC* » dit ironiquement BA (cité par RB). Des pays « sous-développés » sont devenus des puissances économique de premier ordre, des branches nouvelles ont vu leur développement exploser et devenir impérieuses, le procès de travail s'est profondément modifié, les modalités de l'achat-vente de la force de travail, les conditions de sa reproduction ont été bouleversées, la financiarisation du capital productif a modifié les conditions de la valorisation, de la formation du taux de profit et de sa péréquation, le mouvement ouvrier a disparu, le « monde socialiste » a disparu, mais « circuler il n'y a rien à voir » nous dit BA, ce n'est qu'une lubie de *TC* : la « fameuse restructuration[314] ».

BA reconnaît cependant l'importance du crédit à la consommation dans quelques pays centraux. Si on les additionne et si on considère leur poids dans l'économie mondiale cela commence «presque » à faire système. En outre, il est téméraire d'affirmer que le crédit à la consommation serait inexistant en Chine, en Inde, en Égypte, en Iran (pour ce dernier pays où existe l'emprisonnement pour dettes le nombre d'incarcération est impressionnant), etc.

En décembre 2014, on pouvait lire dans *Le Monde diplomatique* : « Première puissance économique du continent, l'Afrique du Sud est un colosse aux pieds d'argile. En août 2014, la faillite de l'*African Bank Investments Limited* (ABIL) a révélé l'hypertrophie du secteur des crédits à la consommation. Tout à sa folle quête d'un confort au-dessus de ses revenus, la nouvelle classe moyenne noire entraîne dans une dangereuse spirale spéculative une société gangrénée par les inégalités. » Non seulement, la spirale est dangereuse pour les banques, mais, en dehors de la « classe moyenne », elle fait des morts *dans la classe ouvrière*. Globalement, l'endettement des ménages s'établissait à 75 % de leurs revenus disponibles (57 % en 1994), cette croissance a été avant tout générée par celle du marché des prêts sans garanties qui ont triplé entre 2007 et 2014. *Le Monde diplomatique* parle d'une « version nationale de la crise des subprimes » : « Près de trente mille agences

[313] En France, à la suite des grèves violentes de l'été 1955 à Saint-Nazaire et Nantes, le patronat concède des augmentations des salaires réels (et non des « minima »), entre 22 et 25 %. Pour enrayer l'extension des luttes en région parisienne, les « accords Renault » (septembre 1955) prévoient une augmentation régulière des salaires rapidement généralisée à toute la métallurgie de la région.

[314] Il semblerait que dans son ouvrage avec Ferro (*op. cit.*), Astarian accepte la « fameuse restructuration » des années 1970-début des années 1980, même si elle n'est jamais caractérisée si ce n'est sous la forme spectaculaire de la mondialisation.

informelles de microcrédit, les *mashonisa*, aux taux d'intérêt mensuel frôlant les 100 %, envahissent les quartiers populaires. Il ne s'agit plus seulement de prêter de l'argent aux 250 000 fonctionnaires engagés depuis 2007 par l'État et aux cadres de la classe moyenne, mais également d'inciter les travailleurs pauvres du monde rural ou des townships miniers jusqu'alors privés d'accès au crédit classique, à consommer davantage. » Fin 2013, neuf millions de personnes, sur les vingt et un millions ayant contracté un emprunt accusent au moins trois mois de retard dans le remboursement de leurs traites, en 2014, 20 % de la capitalisation boursière de Johannesburg relevait de ces sociétés de crédit.

Le 17 août 2012, lors de la grève des ouvriers de la mine de platine de Marikana, la police tire, laissant 34 morts. « Parmi les causes du mouvement portant sur les salaires figure l'endettement des mineurs. […] les villes de la ceinture de platine, la zone où l'on extrait ce métal, sont devenues la "nouvelle frontière" de centaines de prêteurs d'argent, formels ou informels. Collecteurs de dettes et sociétés de recouvrement profitent des vides juridiques de la législation sur le crédit pour saisir parfois les salaires des mineurs endettés directement auprès de leur employeur. La longue grève sauvage – près d'un mois sans revenus – a forcé de nombreux ouvriers employés par Lonmin à contracter de nouveaux emprunts pour rembourser leurs arriérés [*ibid*]. »

Il est évident qu'une détermination de la reproduction mondiale du capital ne se retrouve pas à l'identique dans chaque aire de développement ou dans chaque État, mais les caractéristiques de l'accumulation des aires centrales commandent ce qui advient à d'autres niveaux dans la relation toujours hiérarchique de la reproduction à l'échelle mondiale avec des caractéristiques propres à chaque niveau. La mondialisation n'est pas une « totalité significative[315] ».

Bien sûr, il faut payer et les pauvres sont les premiers à être insolvables, mais personne n'a soutenu que le capital issu de la restructuration des années 1970 avait surmonté ses contradictions.

Les *subprimes* seraient, selon BA, insignifiants proportionnellement à la totalité des crédits immobiliers et des crédits à la consommation. L'*Inside Mortgage Finance* donne des chiffres sensiblement différents de ceux avancés

[315] Par « totalité significative », Hegel (reprenant les monades de Leibniz en forçant le trait) entend que dans une structure sociale (ou n'importe quelle « totalité »), chaque élément reproduit en son sein les caractéristiques de l'ensemble, ce qui annihile à l'intérieur de la structure toute construction hiérarchique entre les éléments.

par BA (qui donne, pour les *subprimes*, tout de même plus d'un tiers des crédits hypothécaires au plus haut de la vague) : les crédits *prime* fournis par année passent de 2500 milliards de dollars en 2003 à seulement 1000 en 2006, tandis que les crédits *subprimes* passent de 320 à 600. Au-delà de la proportion sur la totalité des crédits qui devient considérable c'est aussi la tendance qui importe (et pour le capital financier, toujours en équilibre dynamique, le flux est tout aussi important que le stock).

Donc, soutient BA, les crédits à la consommation ne s'adressent pas à la classe ouvrière. Voilà un rude camouflet à l'arithmétique. D'abord, il réduit le prolétaire (ou le travailleur productif) au pauvre (voir plus bas), ensuite le plus important pour le sujet n'est pas la part des crédits *subprimes* dans la totalité des crédits mais l'importance du crédit dans la consommation des prolétaires. Il se peut qu'ils ne soient pas les principaux emprunteurs, la question est celle de l'importance de leurs emprunts dans leur consommation, c'est-à-dire dans leur survie. Malgré cette importante restriction, il n'empêche que dans les chiffres mêmes donnés par BA, les crédits *subprimes* représentent au maximum de leur expansion plus du tiers des crédits immobiliers. En 2005, le *Housing and Urban Departement* impose des cibles aux institutions financières : 52 % des hypothèques rachetées par *Freddie Mac* et *Fannie Mae* devaient provenir de ménages gagnant moins que le revenu médian de leur région et 22 % de ces prêts devaient être accordés à des ménages gagnant moins de 60 % du revenu médian. Il est à noter que le marché des crédits *subprimes* est constitué majoritairement de crédits hypothécaires mais aussi de cartes de crédit, de locations de voitures et autres. Si la limitation de la consommation ouvrière n'était pas un problème et même une contradiction dans l'accumulation du capital pourquoi encourager celle-ci par le crédit à la consommation ? En 2006, 18 % des crédits *subprimes* étaient en défaut. Si la crise des *subprimes* a pu ensuite se répandre dans tout le système financier c'est mécaniquement par le système de la titrisation, mais fondamentalement parce que c'était la base même du régime d'accumulation qui était atteinte (la contraction des salaires).

L'analyse générale de la crise comme crise de la rentabilité du capital mettant à nu le capital fictif, ne doit pas, comme c'est trop souvent le cas, occulter l'objet même de cette crise qui n'a pas à être rangé dans le petit tiroir des apparences que l'on referme soigneusement avec la clé du «vrai ». La crise a éclaté parce qu'une forte proportion des salariés américains ne pouvait plus rembourser ces crédits *subprimes*. Dans le rapport salarial, c'était le fondement même de la financiarisation de l'accumulation capitaliste qui était touché. La

base véritable de tout le fonctionnement du capitalisme financier résidait dans la compression structurelle des salaires au niveau mondial qui jugulait l'inflation malgré l'alimentation constante en liquidités et autorisait les flux de plus-value validant les actifs créés jusqu'à ce que leur croissance nominale excède leur valeur de capitalisation (ce qui est la définition de la bulle). C'est précisément cette compression qui avec la crise des crédits immobiliers fait retour comme la contradiction même du système sous la forme d'une énorme crise de réalisation, c'est-à-dire de surproduction et, peut-être, une des raisons de l'inflation actuelle[316].

La crise de surproduction est la baisse tendancielle du taux de profit. La dualité de la théorie des crises, dans la théorie marxiste, entre crise de surproduction et crise de suraccumulation est une illusion qui, historiquement, au moment de la crise de la fin des années 1960, a été juste dans le cadre de la crise du « fordisme ». *Dans chaque crise, selon le développement antérieur du mode de production, il y a toujours un maillon faible qui cède en premier, donnant à l'ensemble sa coloration spécifique*.

Même si l'on soutient que cette crise du crédit ne touche que les pays centraux (ce qui est déjà énorme), la crise des *subprimes* a gangréné toute l'organisation du capital financier (titrisation) et touche au cœur la configuration mondiale fondée sur les États-Unis comme « consommateur en dernier ressort » ainsi que toute l'architecture du marché mondial des capitaux et de son approvisionnement en liquidités. L'approvisionnement mondial en liquidités à partir des déficits américains est antérieur à la fin des années 1990, mais à ce moment-là il se combine avec l'accumulation de réserves de change des pays émergents exportateurs qui se désendettent massivement après la crise asiatique des années 1997-1998.

Le consommateur en dernier ressort américain alimente à l'autre bout de la chaîne d'énormes excédents commerciaux (la Chine surtout, bien sûr). Ces excédents commerciaux, accumulés par les pays exportateurs sous forme de réserves de change (pour éviter l'appréciation de leur monnaie par rapport au dollar) sont re-prêtés sur les marchés financiers par l'intermédiaire des banques centrales et alimentent la création monétaire. Via la crise des *subprimes*, la crise du consommateur américain, c'est la crise de l'architecture

[316] Pour la vague actuelle d'inflation, on peut également prudemment avancer à titre d'hypothèse, la dématérialisation de la monnaie effectuée au milieu des années 1970. Dématérialisation entrant en contradiction avec tous les présupposés de la loi de la valeur et mettant en contradiction les diverses fonctions de la monnaie, certaines mêmes ne pouvant plus être assumées. Mais sans cette dématérialisation la financiarisation du capital productif qui fut le moteur et la forme de la mondialisation n'aurait pu exister.

mondiale de l'accumulation et de son zonage. Le rapport Chine/États-Unis était le paradigme de la dissociation entre valorisation mondiale du capital et reproduction de la force de travail. L'aspect financier de la relation ne doit pas masquer d'autres aspects fondamentaux : l'importation massive par les États-Unis de biens de consommation à (relativement) bas prix (cf. Walmart) produits en Chine (et quelques autres pays), en même temps que des entreprises américaines (et occidentales) investissent en Chine dans le cadre, contrôlé et orienté, de la politique de développement industriel et de montée en technologie de ce pays.

La suite du texte de RB est surprenante : après avoir avalisé la critique d'Astarian et avoir écrit : « La conséquence que *TC* tire de la thèse de la déconnexion – à savoir que la relation salariale n'est plus un élément régulateur vis-à-vis du capitalisme dans son ensemble – *doit être abandonnée* [nous soulignons] dans la mesure où le salaire reste déterminant pour la majorité du prolétariat. » (ce que nous n'avons jamais contesté), au chapitre immédiatement suivant, RB poursuit comme si de rien n'était : « La déconnexion entre valorisation et reproduction du travail, entre salaire et consommation, rend caduque la définition du communisme comme désaliénation du travail, etc. » et plus loin continue sur la thématique de « l'illégitimité de la revendication salariale ». La thèse est reprise d'une façon encore plus radicale que *TC* : « Le capital n'est plus contraint de négocier le rapport entre le travail excédentaire et le travail nécessaire ; il peut l'imposer par la force. L'illégitimité de la demande de salaires plus élevés rend la discipline de la force de travail partie intégrante de l'agenda capitaliste. Le gestionnariat coercitif complète la violence policière. »

« En attendant la révolution, on veut du pognon »

(banderole aperçue à Marseille lors des manifestions de 2010 contre la réforme des retraites).

Certes dans les pays centraux, même enjolivée et mythifiée *a posteriori*, la *relative* harmonie conflictuelle du rapport classe ouvrière/capital du fordisme, qui cependant recourait souvent à cette violence, a disparu du fait de la restructuration et de la mondialisation. « Relative harmonie conflictuelle » dans la mesure où le conflit avait un sens dans la dynamique capitaliste même : de 1946 à 1960, les États-Unis étaient touchés par les plus grandes grèves

jamais menées et les syndicats regroupaient 35 % des salariés ; de même en France, nous avons évoqué en note les grèves de l'été 1955. Cependant, la discipline et la violence policière sont des éléments constitutifs du procès d'exploitation capitaliste, modulées selon la période, la formation sociale, la conjoncture[317]. Certes cette violence est actuellement de plus en plus activée, sophistiquée et *généralisée*[318]. Malgré la violence policière et pénale maintenant omniprésente, on ne peut pas ignorer les diverses instances, reconfigurées ou nouvelles, cherchant à réguler par la négociation, accompagnée de luttes sociales plus ou moins institutionnelles, le rapport salarial tel que transformé par la précarité généralisée, dans ses divers aspects, dans les pays centraux.

Dans le cas de la France (avec de nombreuses similitudes dans l'aire occidentale), l'illégitimité de la revendication salariale s'est imposée « en douceur » au travers du « dialogue social » qui *institue* son effacement. Ce qui n'empêche de plus en plus fréquemment les « passages en force », les « 49-3 », les CRS et les gardes mobiles, les condamnations pénales, etc. pour tous ceux qui s'écartent du « dialogue social ».

En 1983, l'indexation des salaires disparaît en France, ainsi qu'à la même époque en Italie[319]. En 1984, Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures du gouvernement Mauroy évoque devant le Parlement européen la nécessité de renforcer le « dialogue social », terme jusqu'alors très peu usité. Pendant les années 1950 et 1960, en France on parle de « négociations de branches » ou d'« accords collectifs ». Ces accords portent alors surtout sur le pouvoir d'achat et le système de redistribution dans son ensemble. À la différence des États-Unis où un accord conclu dans un secteur syndiqué ne peut s'appliquer qu'au sein de celui-ci (même pas à l'échelle de toute la firme), en France existaient des procédures administratives d'extension des accords permettant de rendre obligatoire leurs dispositions d'un accord à toutes les entreprises de la branche. L'accord d'entreprise ne pouvait pas se situer en

[317] Le 1er mai 1920 une grève des cheminots marseillais entraîne une intervention de la police qui se solde à coups de revolver par cinq blessés : quatre policiers et un gréviste. André Totti, le leader syndicaliste est arrêté pour « complot contre la sûreté de l'État » (Robert Mencherini et Jean Doménichino, *Cheminots en Provence*, Éd. La vie du rail, 2001, p. 85-86).

[318] En France, un leader des « Gilets jaunes » a reconnu que la violence subie par eux était le lot habituel des « banlieues ».

[319] Voir la lutte dite des « auto-convocations » qui marque un changement de période : la fin de l'identité ouvrière dans ses déterminations socialement reconnues (cf. la brochure italienne *Prolétaires si vous saviez* et *Collegamenti* n° 13, 1984 : « Crise des syndicats et indexation du salaire »).

deçà des avantages prévus par les accords de branche qui étaient eux-mêmes soumis aux accords interprofessionnels.

« C'est dans un univers beaucoup plus complexe que le *dialogue social* prend son essor, un univers marqué par la mondialisation, une concurrence de plus en plus vive, une flexibilité accrue de l'emploi, l'essor de technologies qui bouleversent les organisations, la crise de l'État-providence. S'adaptant à ces transformations le dialogue social se veut beaucoup plus polymorphe que les négociations collectives d'hier[320]. » Le « dialogue social » entérine la décentralisation des règles, les accords d'entreprise sont dotés d'une grande autonomie vis-à-vis du Code du travail, jusqu'à l'inversion de la hiérarchie des normes. Les lois Auroux de 1982 imposant une obligation annuelle de négocier au niveau de l'entreprise ne sont pas étrangères à cette inversion. *Dorénavant la « préservation de l'emploi » et la « performance économique » constituent la base du « dialogue social ».*

Les formes de régulation sociale divergentes entre d'un côté les États-Unis, la France et les autres pays européens de l'autre (malgré leurs différences), tendent à converger depuis le début de ce siècle. L'entreprise est le cadre de la « négociation » dont les résultats peuvent déroger à toutes les règles légales en même temps que : « Depuis les années 1980 et l'ère Reagan, la loi se définit le plus souvent à partir des règles de flexibilité (ou "d'ubérisation") qui façonnent le marché du travail[321].» Les grands esprits se rencontrent.

En fait, en France, c'est dès 1969 avec la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas et de son conseiller social Jacques Delors (à nouveau à la manœuvre, 12 ans plus tard, avec Mitterrand) que le « dialogue social » (même si le terme n'est pas utilisé) se met à supplanter la loi comme modalité de l'illégitimité de la revendication salariale bien que le partage de la dite « valeur ajoutée » ne sera brièvement jamais plus favorable aux salariés qu'au tournant des années 1970. L'accord interprofessionnel sur la formation professionnelle est, en 1970, le premier accord conclu de façon autonome par les « partenaires sociaux » avant d'être repris par la loi : « Cet acte augure l'évolution des rapports entre le droit et la négociation tels qu'ils se généraliseront durant les années 2000 [322]». Il revient aux socialistes d'initier l'étape suivante avec les lois Auroux (1982) et l'obligation annuelle de négocier

[320] Guy Groux et Martial Foucault, *L'État et le dialogue social*, Éd. Presses de Science Po, 2023, p. 6.
[321] *Ibid*., p. 21.
[322] *Ibid*., p. 34.

dans l'entreprise. Alors que l'inflation lamine les salaires, dans le cadre d'une concurrence mondiale dans laquelle la France est mal positionnée, il s'agit de mettre chacun face à ses responsabilités en valorisant la place de l'entreprise qui est toujours « quelque chose à sauver ». En 1997, les lois Aubry reprenant de nombreuses formulations des lois Delebarre (1986) inaugurent les 35 heures sur la base de négociations contractuelles (la loi n'est qu'un cadre général, elle n'est plus impérative comme en 1936) échangeant la réduction du temps de travail contre son aménagement. Il faut se souvenir que l'année 1997-1998 fut celle du plus grand nombre de jours de grève après 1968. « Soucieux de l'application des lois au plus près des réalités économiques, le législateur considère le texte voté en 1998 comme transitoire (ou expérimental) et le soumet à une négociation dans les entreprises […] Lors des négociations au sein des entreprises, les employeurs ont souvent obtenu des compromis fondés sur un échange entre réduction du temps de travail et modulation de ce dernier, d'où des accords collectifs préconisant la mise en place d'horaires variables définis selon les besoins de la production et les activités de l'entreprise. Cet aspect particulier des accords conclus sera avalisé par le législateur : c'est la première fois que des normes de flexibilisation du temps de travail sont inscrites en tant que telles dans le Code du travail [323]». Les voies de l'intégration participative de l'illégitimité sont impénétrables.

En 2000, troisième étape : le Medef engage la bataille de la « refondation sociale ». Il s'agit d'entériner le renversement déjà bien entamé du rapport entre le contrat et la loi ce qui aboutit à plusieurs accords sur le chômage, l'insertion des jeunes, les retraites complémentaires. Il faudra cependant attendre Hollande puis Macron pour que l'inversion soit définitivement actée, et que légalement le salaire passe aux oubliettes (ce qui dans les faits était déjà le cas). Les ordonnances de 2017 (Macron) réalisent un tournant majeur : « La négociation collective inclut désormais des enjeux de performance, qui relevaient traditionnellement du pouvoir et des stratégies patronales. Après la sécurité sociale et le pouvoir d'achat, la performance devient l'un des grands *compromis sociaux* [nous soulignons] qui structurent l'ensemble du champ du dialogue social[324]. »

Dans le cours de cette histoire, un épisode est particulièrement pittoresque. En 2006, la loi sur « L'Égalité des chances » comportant le fameux CPE est adoptée par le Parlement mais face à la forte mobilisation de la jeunesse dans la rue, le gouvernement en diffère « définitivement » son

[323] *Ibid*., p. 37-38.
[324] *Ibid*., p. 52.

application. C'est alors, en 2007, qu'apparaît la « Loi Larcher » (actuellement plus ou moins président du Sénat). Il s'agit de faire en sorte que les relations individuelles ou collectives de travail fassent l'objet d'une concertation préalable avec les « partenaires sociaux » qui deviennent des « producteurs de droits ». Ainsi : « Un accord entre partenaires sociaux donne une légitimité à la réforme et évite des modifications en cas d'alternance politique [325].»

En 2004, la loi Fillon offre aux entreprises la possibilité de conclure des accords collectifs dérogeant à des accords couvrant un champ professionnel plus étendu comme les accords de branche. « Au milieu des années 2010, la mise en place de dispositifs visant à une autonomie accrue de l'entreprise s'est faite aux dépens de la branche. [...] Les ordonnances Macron (2017) ont redéfini de nouveaux équilibres, non seulement entre la branche et l'entreprise, mais aussi entre la branche et l'État. La branche a gagné en importance par rapport à l'État alors qu'elle avait été délaissée lors du vote de la loi El Khomry en 2016 [*nobody is perfect*, nda][326] .» Par exemple, les contrats à durée déterminée relèvent désormais des accords de branche (avec dérogations possibles) et non plus de la loi (rappelons que la faculté de l'entreprise de déroger aux accords de branche date des lois Auroux votées en 1982).

Durant les années 1950-1960, l'essentiel des accords collectifs portaient sur les salaires et le pouvoir d'achat[327]. En 2021, parmi les thèmes qui donnent le plus souvent lieu à des accords *signés dans les entreprises*, on relève d'abord l'épargne salariale et l'intéressement, puis le temps de travail, l'égalité professionnelle, les conditions de travail, l'emploi. Le salaire et les primes arrivent en queue. Dans des relevés guère postérieurs ce sont les accords sur le télétravail qui arrivent en tête (67 % en 2021). L'illégitimité de la revendication salariale s'accompagne d'une profonde confirmation par les accords de toutes les segmentations de la force de travail. *En France l'illégitimité de la revendication salariale est inscrite dans la loi, mais il n'y a plus de lois*.

[325] *Ibid*., p. 41.
[326] *Ibid*., p. 42.
[327] Le SMIG, régulièrement revalorisé en Conseil des ministres, est institué par la loi du 11 février 1950. Ce même jour sont instaurées les conventions collectives qui priment sur le contrat individuel de travail. Au début des années 1970 le Smic – remplaçant le SMIG – établit un lien entre salaire et croissance et l'indexation du pouvoir d'achat sur l'inflation, c'est l'échelle mobile des salaires supprimée en 1982 (merci Tonton). Entre 1950 et 1990, le salaire est l'objet du plus grand nombre d'accords collectifs avant que la classe capitaliste reprenne la main (qu'elle n'avait jamais vraiment perdue, encore que …) sur le thème de l'emploi promu en nouveau « compromis ».

C'est de la performance économique dont dépend « le maintien de l'emploi » qui constitue le fond des « négociations ». La France n'est pas une exception. En 1993 en Allemagne, la direction et les syndicats de Volkswagen signent un accord où : « Pour préserver 30 000 emplois menacés par la situation critique où se trouve alors l'entreprise, sont définies diverses clauses, parmi lesquelles une baisse du temps de travail impliquant une réduction importante de salaires[328]. » De même, aux États-Unis : « Les constructeurs automobiles de Détroit – General Motors et Chrysler – se sont engagés en 2008 dans un processus de restructuration qui a conduit le puissant syndicat UAW à accepter des sacrifices importants et une flexibilité en vue de la survie des entreprises[329]. » En France, dans le même registre, les gouvernements successifs imposent des « accords préventifs » : « loi sur la sécurisation de l'emploi » de Jean-Marc Ayrault ; en 2013, chez PSA, le « nouveau contrat social » stipule une plus grande flexibilité du temps de travail et une modification des salaires en ce qui concerne le travail de nuit ou du samedi (*idem* chez Renault, Michelin, Valéo et les Chantiers navals de Saint-Nazaire) ; enfin « ordonnances Macron » de 2017. « Dans ce cadre, les salariés acceptent de faire des sacrifices sur les salaires ou le temps de travail en échange de garanties concernant de nouveaux investissements ou la création de sites impliquant le maintien des effectifs, de nouvelles embauches ou l'absence de délocalisations[330]. »

Mais, en 2019, le disruptif Macron innove, dorénavant, dans les « Accords de performance collective » (APC), l'obligation de contreparties de la part de l'employeur disparaît. Alors que dans les négociations des années 1960, le salaire était considéré comme « un équivalent revendicatif général » compensant toutes les astreintes, avec le « dialogue social » c'est la « performance collective » qui a pris la place.

Dans la petite histoire institutionnelle de l'illégitimité ou asystémie de la revendication salariale, aujourd'hui (2024), dans le cadre des APC, « le poids des impératifs gestionnaires ou managériaux est d'autant plus réel que *la négociation collective n'est jamais niée* [nous soulignons]. Elle sert souvent d'appui institutionnel aux buts définis par le management, ce qui leur confère une légitimité conventionnelle due à l'influence qu'ils exercent sur les contenus des accords collectifs. Ainsi le management se présente désormais sous un double aspect : il est à l'origine de règles purement unilatérales qui relèvent de la gestion de l'entreprise tout en renvoyant à un contexte hybride où les règles

[328] Ibid., p. 64.
[329] *Ibid.*
[330] *Ibid.*, p. 65.

liées aux contraintes de la compétitivité se mêlent aux règles contractuelles de la négociation collective[331]. »

Enfin, selon ses déclarations au quotidien *Les Échos* du 15 décembre 2023, « afin d'améliorer le dialogue social », Olivier Dussopt (ministre du travail) envisage de réduire le délai de contestation en justice d'un licenciement de 12 à 2 mois : « C'est trop long et cela peut freiner les embauches » dit-il ; il faudrait également « abaisser la durée d'indemnisation des chômeurs de plus de 55 ans de manière à l'aligner sur celle des autres » ; il faut également « doubler le nombre de contrôles des chômeurs » et « remettre sur la table la question des droits d'assurance pour les salariés démissionnaires. »

Nous ne pouvons achever ce bref tour d'horizon, dans les pays centraux, du « dialogue social » qui entérine dans la « négociation » l'illégitimité de la revendication salariale sans référence à Robert Badinter (l'idiot sénile mais encore utile) et à ses recommandations pour la réforme du Code du travail (2016). Tout est garanti pour les salariés à condition du « bon fonctionnement de l'entreprise » : il est interdit d'employer un mineur de moins de seize ans « sauf exceptions » (art. 8) ; le contrat de travail est indéterminé, « sauf dans les cas prévus par la loi » (art. 13) ; un salarié ne peut être mis à disposition d'une autre entreprise, « sauf dans les cas prévus par la loi » (art. 18) ; le licenciement pour motif économique ne peut être prononcé « sans que l'employeur se soit efforcé [bel effort, nda] de reclasser l'intéressé, sauf dérogation prévue par la loi » (art. 28) ; la durée « normale » du travail est fixée par la loi, sauf : « les conventions et accords collectifs peuvent retenir une durée différente » (art. 33) ; le repos hebdomadaire est donné le dimanche, « sauf dérogations » (art. 35) ; tout salarié peut défendre ses intérêts par l'exercice du droit de grève, « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglemente » (art. 49) ; l'exercice du droit de grève ne peut justifier la rupture du contrat de travail, « sauf faute lourde imputable au salarié » (art. 50) ; « l'exercice, par le salarié, de son droit à saisir la justice, ne peut, *sauf abus*, donner lieu à sanction » (art. 60). La durée du travail sera « normale » (art. 33), la période d'essai sera « raisonnable » (art. 14), le préavis avant licenciement sera aussi « raisonnable » (art. 29), la rémunération assurera des « conditions de vie dignes » (art. 30). Pour « simplifier » et mettre fin aux dérogations sur dérogations, le mieux était de proclamer que *la dérogation était la règle générale*.

Le Droit du travail tel que rêvé par Badinter est un système formel systématisé, non contradictoire et saturé *qui ne peut exister tout seul*. Il lui faut

[331] *Ibid.*, p. 71.

d'un côté l'appareil répressif de l'État (voir les salariés de Goodyear ou d'Air France qui ont « abusé » du droit de grève ou d'expression) toujours là-derrière, mais qui n'intervient que quand c'est indispensable. À l'horizon, il y a toujours le gendarme qui veille, mais la plupart du temps il n'intervient pas parce que de l'autre côté, le Droit fonctionne à la condition qu'opèrent toutes sortes de syndicats, de commissions d'arbitrage et de concertation, de tribunaux, etc.

Le problème réside alors souvent dans la reconnaissance et l'efficacité de ces négociations et institutions. De la part des salariés, la défiance à l'égard des « partenaires sociaux » et notamment des syndicats si elle n'est pas générale est majoritaire. « Dans les entreprises où le dialogue social existe, seuls 25 % des salariés estiment qu'il est efficace ; pour 54 %, il existe mais n'est pas efficace tandis que 21 % affirment qu'il n'existe pas. Paradoxe ? C'est dans les grandes entreprises où l'implantation des syndicats est la plus forte et où le nombre d'accords collectifs est élevé que le dialogue social est perçu le plus souvent comme inefficace : 67 % des salariés l'estiment contre 44 % dans les petites et moyennes entreprises. […] À la question "pour défendre vos intérêts en tant que salariés, quel recours privilégier ?", le fait de se coordonner avec des collègues qui ont des préoccupations analogues vient largement en tête : 72 %. […] Avec les réseaux sociaux et le digital, l'essor de plateformes numériques d'expression collective et autonome regroupant des salariés est de plus en plus fréquent, à un point tel qu'elles constituent *un objet réel de préoccupations pour beaucoup de DRH et de syndicalistes* [nous soulignons][332]. » Nous pourrions montrer des transformations semblables, plus ou moins rudes, rapides et profondes, dans les autres pays européens, ainsi que, dans leur forte spécificité, aux États-Unis et au Japon.

Bien qu'il soit encore prématuré de conclure quoi que ce soit, il peut sembler que dans les pays centraux du capitalisme, il y ait un certain retour de la prise en compte de la revendication salariale (Allemagne, États-Unis entre autres)[333]. L'identité, dans la crise actuelle, entre crise de suraccumulation et de

[332] Enquête du CEVIPOF, 12/2022, p. 75-76-77.

[333] Il s'agit des aires capitalistes centrales de longue date. En Chine également (pays devenant « central » de façon particulière) on constate une nette augmentation des salaires, en partie pilotée par des normes souvent locales (le salaire minimum est différent d'une région ou métropole à l'autre). Cependant, malgré la volonté ou seulement le discours des instances dirigeantes relatifs à la constitution d'un « marché intérieur » : « Depuis une vingtaine d'années, la croissance a donc reposé avant tout sur un troisième facteur [dans les années 1980 et 1990, les deux principaux moteurs des performances chinoises étaient la transition de la main-d'œuvre de l'agriculture vers les emplois industriels et le rattrapage de la productivité], l'expansion sans précédent du stock de capital physique (bâtiments, installations, équipements). Cela se manifeste par un taux

sous-consommation signifie que la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail est devenue un problème (ainsi que celle entre salaire et revenu au travers du crédit). Dans cette identité de la crise, les déconnexions jumelles qui étaient fonctionnelles à une phase du mode de production deviennent contradictoires à sa propre poursuite.

En séparant la valorisation et la circulation du capital de la reproduction de la force de travail, la mondialisation a brisé les aires de reproduction cohérente dans des délimitations nationales et régionales. Toute la géographie de la reproduction mondiale du capital et son zonage en abyme se délite. Ce qui faisait système ne le fait plus : austérité, baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail n'alimentent plus les assignations sur une valorisation future du capital financiarisé qui s'alimente lui-même à la « planche à billets ». On ne reviendra pas en arrière, mais la mondialisation peut prendre un autre tour indéfinissable actuellement et qui ne pourrait être qu'une fonction de nouvelles modalités de la valorisation c'est-à-dire du rapport d'exploitation. S'il est trop tôt pour parler de « démondialisation », il est sûr que la crise de la mondialisation est là. La mondialisation n'était pas le fondement de la restructuration qui se trouvait dans le rapport même d'exploitation avec les deux déconnexions jumelles et la fluidité du double moulinet[334], mais elle était la forme de développement de la restructuration, sa forme manifeste générale.

La nécessité d'une reconfiguration du cycle mondial du capital supplantant la globalisation actuelle se fait jour. Mais une renationalisation des économies dépassant- conservant la globalisation, une définanciarisation du capital productif, de nouvelles modalités d'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital ne sont pour l'heure que des interrogations et des hypothèses. Cette reconfiguration pose la question de

d'investissement supérieur à 40 % depuis 2003 (contre 15 à 25 % pour les économies occidentales) au détriment de la consommation des ménages. Cette masse est en bonne partie financée par la dette sans être toujours orientée à bon escient ; les dérives du secteur immobilier suffisent à l'illustrer. » (Nathan Sperber, « L'Économie chinoise en panne ? », Le Monde diplomatique, décembre 2023)

[334]« Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. […] C'est le double moulinet du procès lui-même qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. […] Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié. » (Marx, *Le Capital*, Éd. Sociales, 1967, L. I, t. 3, p. 19-20).

l'insertion active de la Russie et surtout des puissances du « Sud » : Chine, Inde, Brésil, Indonésie.

Malgré ce « retour » incertain, maintenant le « dialogue social » est lui-même « menacé » sur sa droite (il est vrai que chaque phase historique du MPC s'effondre dans l'exacerbation de ce qui l'a menée à sa perte). Voici venir le temps du « dialogue sociétal » qui engage la « responsabilité sociale » des entreprises, ce qui, comme chacun sait, depuis le travail des enfants, l'esclavage, le travail à la chaîne, les cycles d'absorption et éjection des femmes est la première de leurs préoccupations. Il s'agit maintenant « d'éthique », de « principes d'égalité », de « question de genre », « d'enjeux environnementaux », de « luttes contre les discriminations ». En un mot de « vie quotidienne », mais en y réinsérant de façon fondamentale la question du salaire, dans les contradictions de son illégitimité, le prolétariat, posé au sein même du capital comme un « étranger », pourrait prendre le « dialogue sociétal » à son propre jeu.

Répétons que jamais *TC* n'a contesté que le salaire demeurait « déterminant pour la majorité du prolétariat » et nous pourrions même ajouter « pour la totalité ». Ne plus être un « élément régulateur » ne signifie absolument pas que cette déconnexion est sans importance sur la reproduction du rapport capitaliste et l'accumulation du capital, bien au contraire comme cela se manifeste aujourd'hui dans la cristallisation de la lutte des classes au niveau de la vie quotidienne (voir *TC* 27).

En se cristallisant dans la vie quotidienne la contradiction entre les classes se débarrasse comme l'écrit RB de « sa subordination à la téléologie de la *production* ». C'est exact, mais c'est ne pas avoir fait son deuil du programmatisme que de ne voir dans la situation présente que la disparition de l'ancien et de ses « obstacles » à la révélation de ce que aurait été toujours la révolution en ce que, jusque-là, elle ne pouvait être que « contrariée ». Dans le cycle de luttes actuel, critiquer le programmatisme comme la disparition de caractéristiques ou limites anciennes laissant enfin le champ libre à ce qui devait toujours être (par « essence » et « définition »), c'est ne pas voir que ce qui importe ce sont les caractéristiques qui dans ce cycle portent *positivement* son dépassement possible. Comme nous l'avons vu avec la « théorie de l'écart », ces caractéristiques ne renvoient pas à une « antinomie » constitutive de la lutte de classe mais à une configuration particulière de la contradiction

prolétariat/capital que nous avons commencée à cerner à propos de la restructuration.

Antinomie de la lutte des classes ?

« La lutte des classes se déploie dans l'écart entre deux impossibilités : l'impossibilité d'affirmer le prolétariat sans affirmer le capital et l'impossibilité de nier le capital sans nier le prolétariat [335].» (RB).

Puis, reprenant une thèse de Mattick (dans *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?*) : « Une augmentation des salaires implique une augmentation du taux d'exploitation. Seule l'abolition du rapport de classe capitaliste peut mettre fin à ce cercle vicieux. » (RB).

« En se reproduisant le travail salarié reproduit les conditions de sa propre exploitation. » (RB).

Existe-t-il, en dehors de toute position normative et de toute référence à une « nature révolutionnaire » du prolétariat, quelque chose que nous puissions nommer comme étant une « antinomie de la lutte des classes » ?

Il est vrai qu'avec le cycle de luttes actuel et les modalités de son entrée en crise existe une contradiction interne à la lutte de classe mais il ne s'agit là que de son propre cours et de sa *dynamique*. Pour *TC*, *il n'y a pas d'antinomie* parce que, contrairement à Mattick, nous ne concevons pas la contradiction entre prolétariat et capital selon une définition uniforme et constante se déployant selon un processus linéaire et évoluant simplement de façon quantitative selon des phases de prospérité ou de dépression. Mattick suppose une contradiction entre prolétariat et capital qui est, il est vrai, *conceptuellement* invariante, mais qui, de ce fait, serait *concrètement* toujours identique à elle-même, avec des hauts et des bas, des tendances au réformisme, ou à la radicalité, tout cela selon le degré de l'accumulation et les aléas du taux de profit, sans que ne soit jamais modifiée la configuration de la contradiction constituante de la lutte des classes (si ce n'est des phases d'effervescence et des phases de calme). Si cela est exact ce n'est que dans la mesure où cette substance invariante de la contradiction n'est qu'un concept et qu'elle ne *revêt pas des « formes » différentes*. Mattick est l'expression d'une fossilisation du programmatisme dans sa forme extrême et paradoxale : le conseillisme. Forme dans laquelle le programmatisme se contredit lui-même en demeurant une

[335] Brassier attribue par erreur cette phrase à *TC* 20.

visée de l'affirmation du prolétariat tout en critiquant et supprimant toutes les modalités de la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste, s'en remettant à un « être social » de la classe existant « potentiellement »[336] et destiné à se révéler quand tout ira vraiment très mal (ce thème de « l'être social contradictoire » du prolétariat revient régulièrement chez RB).

Dans le texte « Révolution et réforme » (cité par RB) inclus dans *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?*, Mattick « approche » le concept de programmatisme mais, selon son idéologie conseilliste, cela ne peut que demeurer purement *descriptif* dans une perspective quantitative et substantiellement linéaire de la lutte de classe qui n'aurait pas pu toujours être ce que, par essence, elle ne pouvait qu'être. Ce n'est pas alors *la configuration de la contradiction* qui est en cause mais des *circonstances* qui viennent la modifier et l'enrober[337].

Nous pouvons considérer *maintenant* que le programmatisme, *même dans ses versions les plus révolutionnaires* et même dans ses actes, du fait de son fondement, c'est-à-dire la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste, est *nécessairement réformiste*.

RB suit la problématique de Mattick relative au réformisme lorsqu'il écrit que « dans la pratique historique, la conscience résultant du pouvoir accru de l'organisation des travailleurs ne cherche qu'à consolider l'être social qui l'a générée. Les travailleurs organisés deviennent les auxiliaires de la bourgeoisie. Au lieu de nier *son être social* [nous soulignons], la conscience de la classe ouvrière le renforce. » C'est exact. Le problème survient quand RB pose la question de savoir ce qui explique ce blocage. Ce n'est un blocage que si l'on s'imagine que la « négation du prolétariat par lui-même » était de toute éternité le cours et le but de la lutte de classe (il est vrai, parfois, comme la suite incertaine de son affirmation). Il y avait bien contradiction à l'intérieur du programmatisme entre la « montée en puissance » ne pouvant être qu'accompagnement du développement du capital (le programmatisme révolutionnaire est nécessairement en lui-même réformiste) et l'affirmation autonome de la classe (affirmation qui potentiellement, à terme, selon la théorie et ses maîtres, deviendrait abolition de toutes les classes), mais cette contradiction était celle d'un seul et même mouvement, chaque terme

[336] La notion parfaitement téléologique de *potentialité* qui ne renvoie qu'à l'abstraction rétrospective du résultat qui est pensé en tant que tel comme sa propre origine, revient régulièrement dans le texte de Mattick et souvent dans celui de RB.
[337] P. Mattick, *op. cit.*, p. 195 à 205.

nécessitant son autre. Malgré ce qu'il peut par ailleurs en dire, pour RB, le programmatisme n'existe pas réellement, il n'est que le fruit de circonstances « *empêchant* [nous soulignons] la conscience de classe de déboucher sur une *impérative* [*idem*] négation de classe ».

Cette vision de la contradiction entre prolétariat et capital que reprend RB avec quelques variantes est chez Mattick corollaire de sa conception des crises. Les crises, pour celui-ci, se réfèrent à un principe unique, la baisse tendancielle du taux de profit, il ne s'agit que d'une répétition cyclique purement quantitative. Là également Mattick a « fondamentalement » raison, sauf qu'il gomme *sciemment* le fait qu'une crise de suraccumulation est de façon identique une crise de sous-consommation[338]. Ce qui dans sa théorie des crises est corollaire de sa conception linéaire de la lutte de classe réside dans sa façon de renvoyer les formes d'apparition des crises (suraccumulation, financière, commerciale, sous-consommation, déséquilibre entre les sections de la production, etc.) à l'inexistence vis-à-vis de leur noyau substantiel. Une seule

[338]« Le développement de la productivité sociale du travail se manifeste de deux manières : *primo*, dans la grandeur des forces productives déjà créées, dans le volume des conditions de production, – qu'il s'agisse de leur valeur ou de leur quantité, – dans lesquelles a lieu la production nouvelle et dans la grandeur absolue du capital productif déjà accumulé ; *secundo*, dans la petitesse relative, par rapport au capital total de la fraction de capital déboursée en salaire, c'est-à-dire dans la quantité relativement minime de travail vivant requis pour reproduire et mettre en valeur un capital donné en vue d'une production de masse, ce qui suppose en même temps la concentration du capital. » (*Le Capital*, L. III, t. 1, p. 259-260). À suivre attentivement le cours du développement de la productivité sociale du travail on s'aperçoit que la baisse tendancielle du taux de profit inhérente à ce développement est identique à la baisse relative de la part déboursée en salaire alors que la masse de la production et de la plus-value qu'elle contient s'accroît en proportion du développement de cette force productive sociale. La baisse tendancielle du taux de profit est alors égale à un problème de réalisation. « On produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse. » (*ibid.*, p. 270). En règle générale la théorie de la suraccumulation se contente de la première phrase, de la première partie de cette citation, oubliant la suite qui n'est, il est vrai, que la répétition de la première formulation, répétition que Marx effectue car son propos est aussi de démontrer contre les économistes, qui admettent une surproduction de capital, qu'une surproduction générale de marchandises est non seulement possible dans le mode de production capitaliste, mais encore qu'elle est la même chose que cette surproduction de capital. Il ne s'agit pas comme, de façon embarrassée, le suggère Mattick, d'une formulation « imputable soit à une erreur de jugement soit à une faute de plume » (*Crises et théories des crises*, Éd. Champ libre, p. 100) Sur cette question de la théorie des crises, voir « Too much monkey business », *TC* 22.

chose compte : il est de plus en plus impossible que les choses continuent ainsi[339].

Comme Mattick, RB ne conçoit pas *réellement* les ruptures et les reconfigurations de la contradiction de l'exploitation et donc de la structure de la contradiction entre les classes comme histoire et non comme instance perpétuelle se développant. « L'affirmation du statut objectif (de la subjectivité ouvrière) dans l'ordre social » qui « empêchait la conscience de classe de déboucher sur une impérative négation de classe » n'est pour lui qu'une « neutralisation seulement possible tant que le capital était assuré d'un taux d'exploitation croissant ». Avec la crise des années 1970, il n'y a pas chez RB de restructuration. Comme pour Astarian, pour Dauvé, *Échange, Il lato cattivo* et autres, ce que par inadvertance parfois est appelé « restructuration » n'est que la disparition de ce qui empêchait (neutralisait) la « conscience de classe » de reconnaître la nécessité de détruire la classe. La « neutralisation » s'effondrant, les choses pourraient alors enfin être ce qu'elles n'avaient jamais cessé d'être substantiellement, c'est-à-dire *potentiellement* : « Alors que la bourgeoisie fait reculer les acquis sociaux de la classe ouvrière, la diminution de la puissance et de l'influence des travailleurs détériore les tampons matériels qui *empêchaient la conscience de classe* [nous soulignons] de reconnaître la nécessité de détruire la classe » (RB).

Laissons de côté la « conscience de classe », c'est comme élément constituant le capital que le prolétariat peut être « négation du capital ». Abolir le capital est une *relation*, ce n'est pas être en soi « négation du capital », ni le retour de la conscience de classe sur l'en-soi de la classe. Il n'y a pas de nature contradictoire du prolétariat « dans son être ». Les luttes sont toujours parfaitement conscientes d'elles-mêmes sans jamais avoir à rejoindre ou se confondre avec la mythique « conscience de classe » adéquate à l'être[340].

---

[339] Dans un bref paragraphe de *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie* ? il semblerait qu'un doute effleure Mattick : « Lorsque, au cours de l'accumulation, la croissance de la composition organique commence à faire décroître au lieu d'augmenter la plus-value extractible, la période d'expansion s'arrête. » (*op. cit.*, p. 108). Nous avons là la thèse fondamentale. Cependant 12 lignes plus loin, Mattick ajoute : « Toutefois, le capitalisme est le siège de bien plus de contradictions que celles inhérentes à la production de valeur, il s'ensuit qu'une crise économique donnée n'est pas nécessairement liée à une baisse du taux de profit, due à des changements des relations de valeur au niveau de la production. Le désaccord entre l'offre et la demande peut être tel que soit gênée la réalisation de la plus-value produite, et la forme monétaire des relations de valeur peut conduire à des difficultés financières déréglant le mécanisme d'échange (*ibid.*). » Ajoutons que cette intuition n'est jamais développée et que les formes d'apparition selon les multiples contradictions du mode de production demeurent chez Mattick de simples fioritures de « l'essence des crises ».

[340] Dans ce que nous critiquons, nous considérons l'utilisation de la notion d'« être » comme identique à « essence » et non comme la relation de l'essence et de l'existence (ce qui ne changerait

On pourrait écrire quelque chose d'identique à propos de « l'être social du prolétariat » et qui plus est quand cet « être social » devient « contradictoire ». Il n'existe aucun « être social » du prolétariat, mais une relation d'implication réciproque avec le capital qui est le rapport d'exploitation et la subsomption du travail sous le capital. Si « l'essence humaine est l'ensemble des rapports sociaux » (ce qui signifie que ce que l'on prétend définir n'existe pas), de même « l'être du prolétariat » est son rapport au capital et il n'y a de contradiction que dans ce rapport et non dans un *être* dont la seule fonction serait de construire et de justifier une « nature révolutionnaire » toujours présente, toujours agissante mais … toujours contrariée. L'existence du prolétariat n'est que la série des apparitions qui le manifestent, sa « véritable nature » qu'on ne pourrait que pressentir ou supposer sans jamais pratiquement et historiquement l'atteindre n'existe que comme son concept. Il s'ensuit que la problématique du prolétariat se niant ou « autonégation du prolétariat » que l'on trouve dans le texte de RB repose sur des concepts essentialistes quant à la nature des classes et de leurs contradictions.

La notion d'autonégation du prolétariat est apparue à la fin des années 1960 aux termes d'un cycle de luttes qui s'était constitué sur deux pôles s'impliquant de façon antagonique : identité ouvrière et autonomie / auto-organisation. Sans remonter à *La Sainte Famille*, à *Misère de la Philosophie* ou à *L'Idéologie allemande*, cette notion a une histoire. Elle n'a pas été au début des années 1970 immédiatement l'exposition d'une « contradiction interne à la nature du prolétariat ». Cette contradiction interne ou « antinomie » est la sclérose idéologique des limites et impasses de l'ancien cycle de luttes se présentant imaginairement comme leur dépassement. « L'autonégation » fait de la contradiction entre le prolétariat et le capital une contradiction interne à un des termes : le prolétariat. La contradiction est hypostasiée dans un de ses termes, elle est alors réduite à l'essence de ce terme posée comme contradictoire.

En gros, de 1968 à 1974-1975, toutes les pratiques par lesquelles le prolétariat manifestait le refus de sa condition ainsi que les impasses de l'identité ouvrière et de sa forme ultime, l'autonomie, toutes les actions par lesquelles apparaissait la critique du communisme comme gestion ouvrière, étaient comprises de façon positive comme la preuve que le prolétariat ne pouvait que se nier. La critique de l'auto-organisation, de la libération du travail, de l'idéologie gestionnaire était la preuve et le fondement de la nécessité de la négation du prolétariat et en étaient même le procès pratique. Les limites

rien à notre critique).

et les impasses de l'ancien cycle de luttes étaient comprises comme aboutissant à la négation du prolétariat. La théorie de l'autonégation du prolétariat n'était que la théorie de l'échec d'un cycle de luttes et non celle d'un nouveau.

À partir du milieu des années 1970, la disparition de tous ces mouvements a entraîné que « l'autonégation du prolétariat » ne pouvait plus apparaître comme l'aboutissement naturel de son impossibilité à s'affirmer. L'autonégation devint alors l'idéologie d'une contradiction interne du prolétariat, contradiction toujours imprégnée d'humanisme[341]. Il n'y a pas de luttes en général du prolétariat, pas d'être révolutionnaire, mais le cours historique d'une contradiction dont le prolétariat est l'un des termes, les luttes et les cycles de luttes sont historiquement spécifiés, l'accumulation fait partie de la définition de la classe.

En dernière analyse, c'est de ce concept même de *prolétariat* dont il faut « se méfier ».

On ne peut pas identifier la classe ouvrière et le prolétariat. Dans le discours théorique issu des luttes de « 68 », le prolétariat est la recomposition toujours historique et conjoncturelle de diverses catégories sociales lorsque la classe ouvrière dans sa lutte se trouve confrontée à et affronte sa propre situation entraînant par là une polarisation sociale qui traverse toutes les catégories dominées de la société avec toutes les confrontations qui peuvent alors advenir. Le prolétariat c'est la classe ouvrière en contradiction avec sa propre existence, mais alors c'est une autre configuration de la lutte des classes qui se met en place, d'autres compositions qui retravaillent leur origine et leur cause. Le prolétariat est un *objet théorique*, ce qui ne signifie pas « imaginaire » ; entre classe ouvrière et prolétariat on change de niveau : le terme de « prolétariat » signifie que l'on considère les contradictions du mode de production capitaliste non seulement en tant que telles mais comme produisant leur dépassement[342]. C'est là que le concept de prolétariat (sous le vocable de « classe pour soi ») peut tomber sous la critique de la spéculation et de la téléologie.

---

[341] Pour une critique plus développée de la notion d'autonégation, voir *TC* 7, 7/1986, p. 5 à 9

[342] Il est remarquable que chez Marx (par exemple …) le terme de prolétariat est omniprésent de la *Critique de la philosophie du droit de Hegel* jusqu'au *Manifeste*, puis qu'il disparaisse presque complètement dans *Le Capital*. Sur ce thème classe ouvrière / prolétariat, voir « Les classes en général, le prolétariat en particulier et quelques autres choses » dans *TC* 27.

On peut alors *comprendre* (ce que l'intuition avait *immédiatement* saisi), que le prolétariat, quand il est substitué à classe ouvrière, est toujours *le nom par lequel le discours théorique désigne, à l'intérieur de lui-même, la classe révolutionnaire*, quels que soient historiquement le cours et le contenu de cette révolution.

Pour conclure sur tous ces points, *TC* ramène toutes ces questions à la question : « Comment une classe agissant strictement en tant que classe peut-elle abolir les classes ? » La question devient celle de la configuration toujours historiquement spécifique de la contradiction entre les classes (donc de la lutte des classes) constituant des « cycles de luttes ». L'« antinomie de la lutte de classe », pour en revenir à elle, ne peut pas exister pour *TC* dans la mesure où comme le souligne RB avec raison : *TC* « ne prétend pas que le programmatisme est une illusion que nous parvenons maintenant à percer, mais que s'il a été historiquement légitime, il ne l'est plus. […] Sur la base du diagnostic de l'obsolescence historique du programmatisme, *TC* avance l'idée de "communisation", non pas pour soutenir qu'il s'agit là de la vérité ou de l'essence jusqu'ici occultée du communisme, mais plutôt pour dire qu'il s'agit de sa seule forme actuelle historiquement viable ». Il n'existe pas d'antinomie comme une constante fondatrice de la pratique du prolétariat dans sa contradiction avec le capital et l'innervant substantiellement. À la suite de la restructuration du mode de production capitaliste (années 1970-début des années 1980), c'est-à-dire de la contradiction entre les classes que construit l'exploitation, le fait de lutter en tant que classe est devenu la limite même de la lutte de classe, c'est à l'intérieur de cette limite que se fonde sa dynamique actuelle, avec ses hauts et ses bas, ses allers-retours et ses « séquences particulières ».

C'est en reproduisant le capital et non en « s'auto-reproduisant » que le travail salarié reproduit les conditions de sa propre exploitation. En effet c'est toujours du côté du capital que se trouvent réunies les conditions du renouvellement du rapport, c'est le principe même de la subsomption du travail sous le capital.

De cette « antinomie » (qui pour *TC* n'en est pas une), RB déduit la question qu'il reprendra à la fin de son texte : « La question est de savoir si cette abolition (du rapport de classe capitaliste) exige que les travailleurs s'emparent des moyens de production, ou si ces moyens de production sont devenus si étroitement liés à l'accumulation du capital que l'abolition du capital implique l'abandon de ces moyens et l'abolition de la production telle que nous la connaissons. ». Là, RB confond deux questions. Il est évident (voir le

« Fragment sur les machines » dans les *Grundrisse* et les chapitres sur la manufacture et la grande industrie dans *Le Capital*) que les moyens de production existants sont absolument formatés par le capital, il ne peut donc y avoir que « l'abandon de ces moyens[343] ». En revanche, en ce qui concerne le communisme, l'abolition de ce que l'on nomme « production », comme activité particulière et particularisée à l'intérieur d'un flux de relations qui deviennent toutes (si l'on veut) « production », est une autre question que celle de l'abandon de « ces moyens de production ». C'est cette autre question que soulève RB dans sa critique de *TC* à propos de « l'objectivation » comme « production » des relations entre individus singuliers dans le « communisme ».

Production / répartition du travail social / temps libre

La suppression de la forme déterminée de la production sociale actuelle ne supprime nullement la nécessité de la répartition du « travail social » ; elle modifie son mode de manifestation. Dans le MPC, où l'ensemble du travail social s'affirme comme échange privé des produits individuels du travail, c'est la valeur qui préside à cette répartition (cf. Marx, *lettre à Kugelmann*, 11 juillet 1868). Dans une « société » communiste, la nécessité de la répartition s'impose comme le rapport de chacun dans son activité à tous les autres individus dont les activités présupposent, pour chacun, la sienne ; cela quelles que soient les formes d'*objectivation* que peut prendre cette *présupposition*. Quand Marx écrit que cette présupposition est la communauté comme médiation directe [344], nous percevons qu'il y a là comme un problème. Il faut donner un contenu concret à cette étrange « médiation » de l'immédiateté.

Nous supposerons (sans faire déborder les marmites de l'avenir) que le *temps libre* est la marque de la communauté ; qu'il est en pratique cette marque en étant alors la présupposition réciproque et le but des activités et des productions.

« Le capital crée une grande quantité de temps disponible, en dehors du temps de travail nécessaire à la société en général et à chacun de ses membres en particulier, autrement dit, une marge d'espace pour le développement de toutes les forces productives de chaque individu, et donc

[343] De nombreux textes de Marx et Engels ne sont pas aussi catégoriques. Le pire d'entre eux est le texte d'Engels contre Bakounine intitulé « De l'autorité » (1872), *in* F. Engels, K. Marx , *Le parti de classe, III, Questions d'organisation*, 1973, Éd. Petite collection maspero.
[344]Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique,* Éd. Anthropos, 1969, t. 1, p. 109-110.

aussi de la société. Cette création de temps de non-travail apparaît, pour le capital et les systèmes antérieurs, comme un simple temps de non-travail, du temps libre pour quelques-uns. Mais en ce qui concerne le capital, celui-ci augmente le temps de surtravail de la masse par tous les moyens de la science et de l'art, parce que sa richesse est directement fonction de l'appropriation du temps de surtravail, son but étant directement la valeur, et non la valeur d'usage. Il est ainsi, malgré lui, l'instrument qui crée les moyens du temps social disponible, qui réduit sans cesse à un minimum le temps de travail pour toute la société et libère donc le temps de tous en vue du développement propre de chacun [*on demeure encore ici dans la division dont on verra plus loin comment elle peut être surmontée*, nda].

« Cependant, il tend toujours lui-même à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer du temps disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail. Plus cette contradiction se développe, plus il se révèle que la croissance des forces productives ne saurait être freinée davantage par l'appropriation du surtravail d'autrui.

« *Les masses ouvrières doivent donc s'approprier elle-même leur surtravail* [nous soulignons]. De ce fait le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire. Le temps de travail nécessaire se mesure dès lors aux besoins de l'individu social, et le développement de la force productive sociale croît avec une rapidité si grande que, même si la production est calculée en fonction de la richesse de tous, le temps disponible croît pour tous. La richesse véritable signifie, en effet, le développement de la force productive de tous les individus. *Dès lors, ce n'est plus le temps de travail, mais le temps disponible qui mesure la richesse* [nous soulignons].

« Si le temps de travail est la mesure de la richesse, c'est que la richesse est fondée sur la pauvreté, et que le temps libre résulte de la base contradictoire du surtravail ; en d'autres termes, cela suppose que tout le temps de l'ouvrier soit posé comme du temps de travail, et que lui-même soit ravalé au rang de simple travailleur et subordonné au travail[345]. »

Cette contradiction en procès qu'est la création de temps libre sur la base du surtravail ne cesse de se manifester avec violence jusqu'à l'abolition du capitalisme. Le temps libre en tant que principe de la production dans le communisme est un dépassement du capitalisme, c'est son abolition sur la base

[345]Marx, *Fondements...*, Éd. Anthropos, t. 2, p. 225-226.

de son propre développement contradictoire, et de la socialisation de l'individu qu'il a lui-même posé de façon contradictoire.

« Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne saurait être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes[346]. » Les contradictions qui portent et fondent l'abolition du MPC sont elles-mêmes historiques. Marx parlait des forces productives et des rapports de production, Lénine et la gauche germano-hollandaise parlaient de la socialisation de la production, nous parlons du salaire et du temps libre.

Quand le capital d'une part pousse à la réduction du temps de travail à un minimum et d'autre part pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse, cette contradiction en procès n'est un processus économique objectif que dans la mesure où elle est le cours de l'exploitation et se construit comme contradiction entre le prolétariat et le capital. Dans cette contradiction, le capital n'est pas seulement sa propre caducité en acte, ni seulement le mouvement de l'exploitation définissant le prolétariat comme classe ayant la capacité de l'abolir, il est aussi la production de la possibilité du communisme. *Le capital définit le contenu de son dépassement dans ses contradictions actuelles* : la création du temps disponible : temps libre sur la base contradictoire du surtravail.

« Les masses ouvrières doivent s'approprier elle-même leur surtravail » : phrase étrange. D'une certaine façon, il s'agirait de rendre « vraie » la forme salariale, on la connaît comme mystification, mais en se fondant sur cette mystification même, revendiquer pour le salaire (direct ou indirect) permet de retourner cette mystification contre elle-même, de la rendre vraie. « L'autovalorisation ouvrière » fut avec raison un des grands thèmes de l'opéraïsme italien, mais « l'autovalorisation ouvrière » n'était cependant qu'une forme exacerbée de lutte ouvrière dans le cadre du fordisme. On peut comprendre aujourd'hui différemment, dans son illégitimité-asystémie, la revendication pour le salaire. Les luttes sur le salaire ne sont pas vaines.

À la suite de la double déconnexion de la reproduction de la force de travail (voir *supra*), la revendication salariale et plus généralement (au niveau

[346] *Ibid.*, t. 1, p. 96-97.

des formes d'apparition) la répartition de la richesse produite sont devenues le terrain où, même dans des mouvements et des luttes interclassistes et par elles, dans l'action du prolétariat, peut se préparer la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure et cela *au plus intime* de cette classe dont le rapport salarial est son existence physique-sociale de classe telle qu'elle existe dans et dépend du capital. Avec l'illégitimité de la revendication pour le salaire, dans l'activité du prolétariat, revendiquer et se heurter à sa propre existence comme classe comme étant la limite de son action ne sont plus les termes d'une alternative, termes exclusifs l'un de l'autre. Il existe maintenant une intrication structurelle entre d'une part être en contradiction avec le capital, ce qui inclut la revendication et, d'autre part, se remettre soi-même en cause comme classe qui n'est rien d'autre que son rapport au capital

Cette intrication entre revendiquer et se remettre soi-même en cause comme prolétaires qui est caractéristique de ce cycle de luttes et qui se résume dans l'appartenance de classe comme limite générale de l'action en tant que classe, se retrouve de façon spécifique jusque dans la revendication par excellence : la revendication salariale. C'est en elle-même qu'il faut chercher son *changement de signification*.

Bien sûr, le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail est toujours définitoire de la lutte des classes. Mais, maintenant, dans la lutte sur ce partage c'est paradoxalement dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production et rien que cela, qu'apparaît pratiquement et conflictuellement, dans le rapport même au capital que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe.

C'est à la contradiction entre travail nécessaire et surtravail que nous revenons : la revendication salariale est *totalement immergée* dans cette contradiction. La contradiction entre le surtravail et le travail nécessaire dans le capitalisme n'oppose pas deux termes existant chacun pour lui-même. La contradiction du travail nécessaire vis-à-vis du surtravail est une contradiction à lui-même : il n'existe que pour ne pas exister, il n'est la condition du surtravail que dans la mesure où le surtravail le supprime, le rend « superflu ». De même, le surtravail en rendant superflu le travail nécessaire le nécessite pour s'accroître.

« Le capitaliste n'échange pas directement du capital contre du travail ou du temps de travail ; il échange bien plutôt du temps de travail matérialisé dans les marchandises contre du temps de travail matérialisé dans la force

vivante du travail. Mais le temps de travail vivant échangé n'est pas une valeur d'échange, c'est la valeur d'usage de la force de travail[347]. » Dans sa lutte sur le salaire, le prolétariat imposerait au capital de rendre vraie la forme salariale ; la « réappropriation du surtravail » dans le salaire par le travail nécessaire, n'est rien d'autre que l'échange d'un temps de travail matérialisé dans les marchandises contre le temps de travail équivalent qu'est capable de fournir le travail vivant. Le travail vivant ferait alors payer sa valeur d'usage. L'idéologie sous laquelle opère cette lutte pour le salaire (direct ou indirect) encore une fois se révèle être une formidable force sociale, et non une mauvaise compréhension du réel, une erreur. La « réappropriation du surtravail » par le travail nécessaire ramène dans le cadre du salariat la capacité du prolétariat à se remettre en cause dans sa contradiction avec le capital. Elle est la limite de cette remise en cause, elle la rabat dans le cadre du salariat, mais elle exprime simultanément la racine de cette remise en cause.

Il est remarquable que Marx « conclut » son étude du capital comme contradiction en procès en proclamant : « Les masses ouvrières doivent donc s'approprier elles-mêmes leur surtravail ». Se « réapproprier le surtravail » est une contradiction dans les termes, mais c'est la nécessité de faire du *temps libre* le fondement de la reproduction sociale qu'exprime cette contradiction dans les termes. Que cela soit une contradiction dans les termes n'empêche que c'est ainsi que se produit, dans les contradictions de ce mode de production, le dépassement de la base contradictoire actuelle du développement du « temps libre » ou « temps disponible ».

On sait que, d'un côté, le capital donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la coopération pour rendre la création de la richesse indépendante du temps de travail qui y est affecté. De l'autre côté, il veut mesurer en temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, et les emprisonner dans les limites qui sont requises pour conserver comme valeur la valeur déjà créée. Il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis qu'il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. « C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie et de mort – pour le travail nécessaire[348]. » – nous utilisons ici la traduction des Éditions Sociales pour sa plus grande précision en ce qui concerne le sujet étudié ; en effet l'Édition Anthropos ne fait pas la différence

[347] *Ibid.*, p. 188.
[348] Marx, *Grundrisse*, t. 2, Éd. Sociales, p. 194

entre “surtravail” et “travail superflu”, utilisant toujours le premier terme, alors que Marx utilise deux termes différents[349]. Le but et la raison d'être du capital est de transformer le travail superflu en surtravail, le premier dans le capital ne peut avoir comme existence que la forme du second. Faire la différence entre travail superflu et surtravail semble donc, au premier abord, inutile, cependant ne pas faire la distinction, c'est se priver de saisir *le temps disponible ou le temps libre comme principe du communisme résultant des contradictions à l'œuvre dans le mode de production capitaliste.*

Dans les formes de la lutte des classes entre le prolétariat et le capital, la contradiction dans laquelle est enfermé le capital de par sa nécessité à transformer le temps de travail nécessaire libéré (travail superflu) en surtravail serait saisie. Mais ne serait pas saisi comment cette contradiction dans le cours le plus immédiat de la lutte de classe peut porter son dépassement, ainsi que le sens que peut avoir cette formule « irrationnelle » de la « réappropriation du surtravail ». En fait on ne saisirait pas le rapport entre travail nécessaire et surtravail comme contradiction, c'est-à-dire pouvant produire son dépassement.

Revendiquer pour le salaire jusqu’à un revenu déconnecté du travail (quelles que soient les façons dont la classe capitaliste envisage aussi la chose), l’extension du chômage au travers de la précarité, la création mondiale de surnuméraires à disposition (et parfois à exterminer) c'est, dans les contradictions du mode de production capitaliste, dans la configuration actuelle de la lutte des classes, signifier que le temps disponible peut ne plus avoir une base contradictoire. Revendiquer pour le salaire, se révolter contre un dénuement produit et sans perspective, peut être le creuset révolutionnaire où se mêlent toutes les contradictions et leurs formes d’apparition quand le temps disponible dégagé par le capital lui-même ne peut être converti en surtravail. C’est alors le travail nécessaire lui-même qui est en jeu.

En situant, dès maintenant, dans le cours immédiat de la lutte de classe, la contradiction capitaliste de la production du temps libre dans et par l'opposition au temps de surtravail, c'est le grand thème de la définition du communisme comme « règne de la liberté » et comme « société du temps disponible », que l'on ancre dans les luttes actuelles comme leur dépassement produit.

« Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de

[349]Cf. *MEW*, t. 42, p. 602.

quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction. C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail, mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc., des individus grâce au temps libéré et aux moyens créés par eux tous. [...] Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse. Le temps de travail comme mesure de la richesse pose la richesse comme étant elle-même fondée sur la pauvreté et le temps disponible comme existant dans et par l'opposition au temps de surtravail ou à la position de l'intégralité du temps d'un individu comme temps de travail et donc à la dégradation de cet individu en simple travailleur, entièrement subsumé sous le travail. [...] La capacité de jouissance est la condition de cette dernière, donc son premier moyen, et cette capacité est développement d'une disposition individuelle, est *force productive* [nous soulignons]. L'épargne de temps de travail égale augmentation de temps libre, c'est-à-dire de temps pour *le plein développement de l'individu, développement qui agit lui-même à son tour, comme la plus grande des forces productives, sur la force productive du travail* [nous soulignons][350]. Du point de vue du procès de production immédiat, cette épargne peut être considérée comme production de capital fixe ; *ce capital fixe étant l'homme lui-même* [nous soulignons]. Il va de soi, par ailleurs, que *le temps de travail immédiat lui-même ne peut pas rester dans son opposition abstraite au temps libre* [*idem*] – tel qu'il apparaît du point de vue de l'économie bourgeoise. Le travail ne peut pas devenir jeu, comme le veut Fourier, dont le grand mérite est d'avoir énoncé comme objectif ultime, non pas l'abolition du mode de distribution, mais celle du mode de production lui-même et son dépassement en une forme supérieure. Le temps libre – qui est aussi bien temps de loisir que temps destiné à une activité supérieure – a naturellement *transformé son possesseur en un sujet différent, et c'est en tant que tel qu'il entre alors dans le procès de production immédiat* [*idem*]. Ce dernier est à la fois discipline, si on le considère dans la perspective de l'homme en devenir, et en même temps exercice pratique, science expérimentale, science matériellement créatrice et s'objectivant, dans la perspective de l'homme tel qu'il est au terme de ce devenir, dans le cerveau duquel existe le savoir accumulé de la société[351]. »

[350] Nous avons ici l'articulation qui permet de dépasser la division relevée précédemment.
[351] *Ibid.*, p. 193, 196, 199, 200.

Marx pose d'abord, comme étant corollaire, le libre développement des individualités et la réduction du travail nécessaire *de la société*. Le temps disponible, le temps superflu, n'étant plus pris dans la contradiction du surtravail, la richesse n'est plus mesurée par le temps de travail mais par le temps disponible. Dans un deuxième temps, ce temps disponible comme libre développement des individualités devient force productive (Marx va même jusqu'à parler de « capital fixe » à propos de cet individu dans le communisme, par analogie avec le capital fixe de la société capitaliste, lui aussi mesure du temps superflu – pris dans la contradiction du surtravail). C'est là que la séparation établie au début du raisonnement s'abolit. *Le temps de travail immédiat ne reste pas dans son opposition abstraite au temps libre*, mais plutôt ce travail immédiat est *repris à l'intérieur du temps libre* après avoir été posé dans la séparation d'avec celui-ci. Marx ne sombre pas dans une vision mystique du communisme, où dire que l'Homme est pour chacun le contenu et le but de toute activité, où proclamer l'immédiateté sociale de l'individu posée comme *a priori,* revient à faire apparaître toute question sur le comment de cette immédiateté comme résolue par définition. C'est précisément dans cette reprise de l'activité productive immédiate, celle qui est *objet de choix et de calcul*, dans le libre développement des individualités qui se prennent elles-mêmes et leur rapport comme objet, que les rapports entre les individus sont le cours et le but de toute activité et que toute activité est activité productive. *La séparation est sans cesse abolie et reproduite*, c'est par la séparation, et donc la production de temps disponible, que l'homme est constamment le terme de la séparation, le terme de ce devenir (unité de l'activité productive immédiate et du libre développement des individualités) et tout aussi constamment son point de départ.

En situant, avec raison, comme nous venons de le faire, dans le cours immédiat de la lutte de classe, la contradiction capitaliste de la production du temps libre, nous sommes face à une nouvelle difficulté : la définition du communisme telle qu'elle résulte de la contradiction du temps libre dans le mode de production capitaliste apparaît comme conservant les déterminations de ce mode de production. La production qu'est la communisation abolit ce qui peut être considéré comme son point de départ et comme un obstacle à dépasser en produisant ses propres relations entre individus. Le temps libre lui-même ne peut être, de quelque façon que ce soit, conservé dans son opposition au « travail nécessaire de la société ». La difficulté ne peut être éliminée par quelques pirouettes dialectiques. À la différence de Marx, nous ne considérons pas cette approche du temps libre comme le *nec plus ultra* d'une société communiste, mais comme une de ses contradictions à constamment

surmonter (voir plus loin à propos de l'autonomisation de la communauté et de l'objectivation).

L'immédiateté sociale de l'individu, cela signifie fondamentalement l'abolition de la division de la société en classes, scission par laquelle la communauté est étrangère à l'individu. On peut approcher positivement ce que sont les individus immédiatement sociaux, ou plutôt ce que sont les rapports d'individus immédiatement sociaux : leur autoproduction dans leurs rapports réciproques n'implique jamais une reproduction dans un état qui serait une particularisation de la communauté, ce qui est impliqué par la division du travail, la propriété et les classes. Les individus immédiatement sociaux traitent consciemment tout objet comme activité humaine et dissolvent l'objectivité en un flux d'activités ; ils traitent leur propre activité comme particularisation *concrète* de l'activité humaine ; ils considèrent pratiquement leur production et leur produit (dans leur coïncidence) comme étant leur propre fin en soi et incluant leurs déterminations, leurs possibilités d'effectuation et leurs finalités ; et finalement ils posent la société comme étant à produire constamment dans le rapport entre individus, et chaque relation comme prémisse de sa transformation[352].

Si tout cela est exact c'est parce qu'il y a « calcul », « prévision » et « choix » en fonction des besoins que la communauté humaine se détermine, parce que cette dernière fait du temps disponible, de la création de temps superflu, le but principal et le principal moyen de la production immédiate correspondant à ces besoins. La prévision n'est pas un plan, sa réalisation est constamment relation des activités entre elles qui la modifie et lui ouvre d'autres perspectives et, sans cesse, d'autres prévisions. L'activité productive sera toujours discipline et obligation, cela n'est aucunement contradictoire avec le fait que chaque activité aura sa propre fin en soi, sauf à considérer le communisme comme la rencontre fortuite de dilettantes chics, combattant l'ennui et cultivant leur moi... en choisissant de cultiver des pommes de terre. Cette activité, comme *choix*, *discipline* et *obligation*, ne s'oppose plus au temps libre, d'abord parce que ce temps libre n'est plus le temps libre de quelques-uns, ensuite parce que le temps libre est la régulation même de cette discipline, son but *et son moyen*, mais enfin et surtout parce que c'est le même individu

[352] Nous renvoyons ici aux « Remarques à propos du communisme » (Bernard Lyon, *TC* 13, p. 33 à 36). On peut également se référer au livre de Léon de Mattis, *Utopie 2021*, Éd. Acratie, 2021. Même si les utopies sont par nature toujours sujettes à caution, l'exposé de Léon de Mattis, souvent très proche de William Morris (*Nouvelles de nulle part*), exprime, dans les limites inhérentes à l'utopie, ce que l'on pourrait dire de mieux du communisme dans la mesure où il faudrait en dire quelque chose.

qui participe à cette discipline et développe librement son individualité (comme étant le « capital fixe » de cette « société »). Il est constamment, lui-même, dans sa personne, le libre développement de l'individualité à l'intérieur de la discipline productive, et la discipline productive comme base et raison d'être du temps libre du développement de son individualité. Son *activité totale* est en elle-même séparation entre la discipline et la liberté, et abolition de cette séparation à l'intérieur de chacun des termes et dans leur unité.

Nous rejoignons ici une perspective mise en avant par l'*Internationale Situationniste* au début des années 1960 même si 60 ans plus tard elle ne peut plus se formuler exactement dans les mêmes termes : l'*IS* avait mis en crise toutes les problématiques du programmatisme tout en demeurant à l'intérieur de ce dernier.

L'*IS* critique explicitement l'idée marxiste d'extension du temps de loisir, et met en garde contre ceux (*Socialisme ou Barbarie*, à l'époque) qui mettent tout l'accent sur la nécessité de changer le travail, de le rationaliser, d'y intéresser les gens : ceux-ci prennent le risque, en négligeant l'idée du contenu libre de la vie (« un pouvoir créatif équipé matériellement ») de couvrir en fait une harmonisation de la production actuelle, un plus grand rendement. « La construction libre de tout l'espace-temps de la vie individuelle est une revendication qu'il faudra défendre contre toutes sortes de rêves d'harmonie des candidats managers du prochain aménagement social[353]. »

Cependant, dans le même temps où l'*IS* ne conçoit plus l'originalité même du communisme dans une modification du travail, dans un premier temps elle conserve celui-ci : le « pouvoir créatif équipé matériellement », qui est le principe de cette « société » communiste, se développe *au-delà du temps de travail classique*. Mais, dans un second temps, ce « pouvoir créatif » lui-même dépend de la « transformation du travail et l'appropriation de ce travail dans des buts et des conditions en tout différents du travail forcé existant jusqu'ici[354]. » Avec cette dernière proposition, nous sommes proches des thèses du Marx des *Grundrisse*[355].

[353] *Internationale Situationniste* 6, p. 4.
[354] *Ibid.*
[355] Il est peut-être utile d'ajouter que la première traduction en français des *Grundrisse* date de 1969. Anselm Jappe, dans la postface au *Carnet Marx* des lectures de Debord, ajoute même qu'à cette date Debord « ne semble pas l'avoir lu » (*La Librairie de Guy Debord*, Éd. L'Échappée, 2021, p. 302).

On retrouve le même balancement dans les textes suivants : « L'automatisation de la production et la socialisation des biens vitaux réduiront de plus en plus le travail comme nécessité extérieure, et donneront enfin la liberté complète à l'individu[356]. » Miser, à l'image de l'*IS* sur un développement complet de l'automatisation signifie que l'on comprend toute production matérielle comme en soi aliénation et que l'on envisage un secteur du travail allant en se rétrécissant à côté de « l'activité libre ». Sentant bien la difficulté, Debord et Canjuers avaient fourni dans *Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire* (1960), une « solution » au problème : « Ceci [l'apparition d'une activité productive du type nouveau, c'est-à-dire la domination effective, et la transformation délibérée de tous les aspects de la vie sociale, nda] ne signifie pas que, *du jour au lendemain* [nous soulignons], toutes les activités productives deviendront en elles-mêmes passionnantes. Mais travailler à les rendre passionnantes par une reconversion générale et permanente des buts aussi bien que des moyens du travail industriel, sera en tout cas la passion minimum d'une société libre[357]. » Ceci sent un petit peu la pirouette théorique. En effet, le communisme ne peut être la coexistence de deux sphères différentes, il ne peut y avoir certaines activités demeurées non-passionnantes, tandis que d'autres le seraient devenues. Debord et Canjuers donnent au paragraphe suivant une « vision » du communisme qui contredit leur « timidité » précédente, sans pour autant sombrer dans la parousie. « *Toutes les activités tendront à fondre en un cours unique* [nous soulignons], mais infiniment diversifié, l'existence jusqu'alors séparée entre les loisirs et le travail. La production et la consommation s'annuleront dans l'usage créatif des biens de la société. Un tel programme ne propose aux hommes aucune autre raison de vivre que la construction par eux-mêmes de leur propre vie[358]. » C'est dans ce rapport entre la tension à l'unité des activités et la diversité que le communisme existe et se projette comme histoire. Le communisme est la communauté humaine en construction permanente et en tension permanente entre l'universalité et la diversité parce qu'elle ne possède pas d'étalon abstrait entre les activités diverses (en cela également le communisme n'est pas une énième version de la «société transparente»).

Dire qu'il y a des problèmes qui ne se résoudront pas « du jour au lendemain » c'est vrai. Que le communisme ait à résoudre dans un premier temps des problèmes que lui lègue le capitalisme (inégalités de développement,

[356] « Manifeste », *Internationale Situationniste* 4, p. 36.
[357] Guy Debord, *Œuvres*, Éd. Gallimard, 2006, p. 516-517.
[358] *Ibid.,* p. 517.

contradiction entre hommes et femmes partout inscrite, transformation qualitative des instruments de production, des sciences et des techniques, élimination d'installations dangereuses, déconcentration de la population, suppression dans ses formes matérielles – inscrites dans l'espace – de l'opposition entre villes et campagnes, « réhabilitation » d'anciens espaces agricoles ou « naturels », élimination des diverses pollutions) ne crée pas pour autant une période ou des activités où il ne « fonctionnerait » pas selon ce qu'il est, d'après sa nature propre, et cela jusqu'à ce que soit atteint un certain niveau de développement qui est par nature absolument indéfinissable. En fait, ce que l'on considère la plupart du temps comme des questions à résoudre *dans les premiers temps du communisme*, ne sont le plus souvent que des « mesures communisatrices » que les prolétaires révolutionnaires devront prendre *dans le cours de la révolution*, en ce que cette dernière n'est pas le communisme contre le capital, mais *la production du communisme médiée par son opposition réelle au capital* (à son monde dans tous ses éléments), production pragmatique, et même tactique.

Le communisme n'est pas la fin de l'histoire, ni l'Humanité enfin parvenue à l'harmonie, il a des problèmes à résoudre hérités du mode de production capitaliste et peut-être même, en cette occasion de rupture avec toute l'histoire antérieure de l'aliénation, des problèmes hérités de modes de production antérieurs (la question mérite d'être soulevée). Il posera lui-même ses propres problèmes, générera des antagonismes et des dynamiques, ces problèmes et cette dynamique relevant de la tension à l'autonomisation de la communauté dans la mesure où *l'immédiateté sociale de l'individu est un ensemble de rapports et non une essence inhérente à chaque individu*. Mais quels que soient ces problèmes, ceux dont il hérite ou les siens propres, il fonctionnera d'emblée sur ses propres bases, sinon il ne sera pas. Avec la révolution, c'est toute détermination sociale préalable comme contrainte à reproduire (l'appartenance de classe, la distinction de genre), c'est toute présupposition antérieure à reproduire, antérieure aux rapports que les individus, en tant qu'individus, définissent entre eux en même temps qu'ils définissent leurs besoins, la satisfaction de ceux-ci et les modalités de cette satisfaction, qui sont abolies. Dans le capital, la société, comme principal résultat de la production, est subsumée sous le pôle capital qui, comme rapport social, est nécessairement objet. Dans le mode de production capitaliste, l'objectivité est la forme à reproduire du rapport social fondamental qu'est le capital, face à la subjectivité de l'activité qui lui est soumise et qui en tant que telle est l'autre terme du mode de production ou du procès de production. L'abolition des classes signifie tout autant l'abolition de l'activité comme

subjectivité, que de son produit comme objectivité face à elle. Mais la révolution, désobjectivation du monde, n'est pas la fin de l'objectivité des relations humaines.

Dans la mesure où, comme manifestation de soi, l'activité est libre parce qu'elle porte en elle sa propre fin, la production est production de soi par chaque individu dans la communauté ; est-ce à dire qu'il n'y a plus de production au sens jusqu'ici courant du terme ? Bien évidemment non. En outre, il ne faut pas se leurrer sur le mode de production capitaliste : le résultat principal de celui-ci n'est ni le produit, ni même dans celui-ci la partie représentant le surtravail, c'est la reproduction des rapports sociaux, des rapports entre prolétaires et capitalistes. C'est-à-dire que le résultat essentiel et le but de cette production sont bien les rapports que les hommes définissent entre eux. Où est alors la différence ? Que cette production doive obligatoirement passer par une production matérielle nous ramènerait à une conception bien triviale du capital et une conception mystique du communisme. Dans le capital, ce n'est pas la « chose » en tant que « chose » qui prédétermine la reproduction des rapports sociaux, et donc les définit comme non libres, mais le fait que cette « chose » est un rapport social, comme capital fixe ou comme capital circulant. Si le capital est nécessairement objectivité, c'est à partir de sa nature de rapport social et non l'inverse. Ce rapport social qu'est le capital a pour principal résultat sa reproduction comme tel, c'est-à-dire la reproduction des individus dans leurs rapports sociaux. Le mode de production capitaliste est un mode de production non parce qu'il doit passer par la production matérielle en tant que telle, mais parce que ces rapports sociaux ne peuvent se reproduire qu'en passant par une norme, un principe, qui ne peut exister qu'*objectivement* : la valeur. On peut, par goût du paradoxe, dire que le capital n'a d'autre but que la reproduction des individus dans leur rapports en tant qu'individus sociaux, mais cela n'est ainsi que si toutes les activités de ces individus sont ramenées à une norme commune extérieure à chacune d'entre elles, et, en tant que telle, cette norme ne peut exister qu'en s'objectivant, que comme production. En cela le capital est un mode de production, en cela le communisme n'en n'est pas un.

Dans le communisme, tous les rapports sont des rapports entre individus dont les *singularités* constituent la réalité de leurs relations. Partir de la production en tant que telle n'aboutit à rien. Il est tout aussi absurde de concevoir le communisme comme une organisation de la production, qui immanquablement ne peut que nous ramener à un égalisation comptable forcément abstraite des activités, que de le concevoir comme un pur rapport

intersubjectif dans lequel les hommes produiraient mais presque en se cachant, honteusement, et surtout *sans le faire exprès*. Dans un cas comme dans l'autre, en voulant parler du communisme, c'est du capital que l'on parle, parce qu'on ne l'a pas compris. Dans le premier cas, on ne l'a compris que comme un rapport social et non comme un rapport social nécessairement objectivé, si bien que l'on ne fait que changer les « formes » en conservant la nécessaire objectivation des rapports sociaux ; dans le second cas, on ne l'a pas compris comme rapport social ayant la reproduction sociale des individus comme résultat, on n'a vu cela que comme un effet de sa nécessaire objectivation productive, si bien que l'on veut aboutir à ce que l'activité humaine soit sa propre fin en supprimant l'objectivation, ce qui est absurde.

« Admettons que nous ayons produit en tant qu'hommes : dans sa production chacun de nous se serait doublement affirmé lui-même et aurait affirmé l'autre. J'aurai 1° objectivé dans ma production mon individualité, sa particularité, et j'aurai donc aussi bien joui, pendant mon activité, d'une manifestation vitale individuelle que connu, en contemplant l'objet, la joie individuelle de savoir que ma personnalité est une puissance objective, perceptible par les sens et en conséquence au-dessus de tout doute. 2° dans ta jouissance ou ton usage de mon produit, je jouirais directement de la conscience à la fois d'avoir satisfait dans mon travail un besoin humain et d'avoir objectivé l'essence de l'homme, donc d'avoir procuré l'objet qui lui convenait aux besoins d'un autre être humain ; 3° d'avoir été pour toi le moyen terme entre toi-même et le genre, d'être donc connu et ressenti par toi comme un complément de ton propre être et une partie nécessaire de toi-même ; donc de me savoir confirmé aussi bien dans ta pensée que dans ton amour ; 4° d'avoir créé dans la manifestation individuelle de ma vie la manifestation de ta vie, d'avoir donc confirmé et réalisé directement, dans mon activité individuelle, mon essence vraie, mon essence humaine, mon essence sociale[359]. »

Dès que l'on commence à parler de l'*Activité* humaine en général, c'est toute la question *des activités* dans le communisme qui devient insoluble. *Chaque activité* est sa propre fin parce qu'il n'y a pas de norme, il n'y a aucun principe d'égalisation ou de situation à reproduire. Le problème n'est plus alors de savoir si on passera ou non par une activité productive « matérielle », pour dire si cette activité peut être en elle-même sa propre fin. Elle acquiert cette caractéristique parce que c'est dans la production matérielle même que l'autre

[359]Marx, *Manuscrits de 1844*, Éd. Sociales, 1962, « Notes sur James Mill » in *Présentation*, p. XLV et XLVI.

homme et soi-même sont directement pris comme fin ou objet, comme l'écrit Marx dans sa langue de jeunesse.

« La description du communisme comporte en elle-même la tendance à être une tautologie. Elle a une fâcheuse tendance à fonctionner sur le modèle suivant : toute production matérielle, tout rapport entre les individus ne s'objectivent pas comme présupposé à reproduire parce que c'est le communisme ; le communisme est une "société" où rien ne s'objective comme présupposé à reproduire, sinon ce n'est pas le communisme. La description positive du communisme a tendance à consister à dire le mieux possible que tout est dans tout, à produire la tautologie la plus étendue possible dans ses déterminations, et donc à supprimer tous les problèmes, qui sont par définition résolus puisque c'est le communisme. Tout est dans tout et réciproquement. Une telle méthode de description a pour conséquence de décrire le communisme comme une société fusionnelle. La totalité ne se particularise pas réellement, les individus deviennent des accidents de la communauté : une ruche où chaque abeille serait consciente d'être une abeille individuelle. La totalité dans son devenir est immédiatement posée comme la nature de chaque individu, à partir de là il ne reste plus qu'à décliner ce thème de la façon la plus cohérente possible, c'est-à-dire de la façon la plus tautologique possible, et de la façon la plus étendue[360]. »

Il est évident que dans le communisme, l'homme demeure un être objectif (se complétant avec des objets extérieurs à lui qu'il fait devenir pour lui), mais dans le temps libre c'est lui-même, le libre développement de son individualité, qui devient le but, le moyen et l'objet de cette activité objective. Le communisme n'est pas la « fin de l'Histoire », constamment sa dynamique est *la contradiction sans cesse renouvelée entre l'immédiateté des relations entre les individus dans leur singularité et l'autonomisation, la fixation de ces relations* qu'elles ne peuvent manquer de produire. Il y aura toujours des lieux de production multiples et changeants, des focalisations et cristallisations plus ou moins éphémères de la production sociale et de sa répartition.

Cette tendance à l'autonomisation de la communauté que nous évoquions plus haut comme dynamique conflictuelle d'une « société communiste » peut revêtir des formes matérielles nécessaires et s'y appuyer dessus. Prises dans un flux continu d'activités, il faut cependant considérer *pour elles-mêmes* ces formes d'objectivation. Même pour des individus « immédiatement sociaux » et parce qu'ils le sont, « se compléter avec des

[360] *TC* 13, 2/1997, p. 36.

objets extérieurs qu'ils font devenir pour eux » n'est pas un procès lisse, transparent, peu épais, *immédiatement* maîtrisé et adéquat, sans rien à reproduire de préexistant. *L'immédiateté sociale est une constante production volontaire et consciente*. On ne peut faire l'impasse sur l'organisation fonctionnelle des moyens de production, les régularités et l'évolution des techniques, celles des connexions, réseaux, transports, ni l'impasse sur l'articulation des étapes de production, sur leur localisation (si nous énumérons cela dans ces termes actuels, c'est que nous n'avons pas d'autre lexique à notre disposition). Il s'agit bien dans cette objectivation de moments d'un flux d'activités toujours à construire et non d'une égalisation comptable forcément abstraite des activités.

Discipline, choix, prévision, objectivation, autonomisation, tout cela peut choquer si on propulse dans le communisme le rêve de l'individu actuel. C'est le petit individu tout imbu de lui-même de la société capitaliste parachuté dans le communisme qui pleure alors sur cette détermination de chacun par tous les autres comme sur une « contrainte ». Mais l'immédiateté sociale de l'individu n'est rien d'autre que cette contrainte. Cette détermination est d'une part, dans son contenu la disparition de tout ce qui peut être nommé produit, c'est-à-dire un objet présenté aux autres individus comme fini, comme entrant en tant que tel (fini) dans leur consommation. Il n'y a plus de produit parce que l'activité humaine est un flux infini, mais, d'autre part, la détermination, pour chacun, est là, elle n'est rien d'autre que l'ensemble de ses relations qui le définit en tant qu'individu singulier ayant une activité et une production particulières et elle s'objective dans les formes que peuvent revêtir les décisions à prendre. Le « flux infini » n'est pas un « donné » c'est une succession de pratiques qui le crée. C'est dans la dynamique des successions de pratiques, toujours à construire et pouvant devenir contradiction, que l'activité humaine devient infinie et que les mesures communisatrices sont elles-mêmes la production de l'immédiateté sociale de l'individu *sans société*. La doxa marxiste reconnaît à Fourrier sa critique du commerce et de la marchandise pour ne pas voir que l'essentiel c'est la théorie de *l'Harmonie*. Est-ce qu'un monde humain sans transcendance est possible ? La Révolution française a inventé la Nation et l'Être suprême avec la tendance à assimiler la célébration de l'une à celle de l'autre. On peut penser que si la révolution communiste produit une forme de transcendance de la « communauté », cette forme sera un des termes de la dynamique contradictoire de *cette révolution toujours inachevée qu'est le communisme*.

L'immédiateté sociale de l'individu n'est pas une transparence totalitaire. La vie individuelle dans ce qu'elle peut avoir de plus singulier dans son effectuation est la manifestation singulière, dans sa singularité même irréductible, de la vie sociale. Inversement toutes les activités collectives ne peuvent plus être distinguées selon des critères renvoyant d'un côté à la « contrainte » et à la « discipline » et, de l'autre, au « temps libre ». Toutes les manifestations de la vie accomplies avec d'autres et en même temps qu'eux, y compris celles que l'on appelait « production » sont redéfinies, déconstruites, reconstruites. Dans cette transformation des procédés et dispositifs matériels de la vie collective, l'immédiateté sociale est quelque chose de concret. Tout procédé de production transporte avec lui et objective des rapports sociaux de classe et de genre. La « production communiste », c'est-à-dire la totalité de la vie, est radicalement impensable à partir des branches productives, sphères sociales et procédés techniques actuels. Pour en revenir à une des questions soulevées par RB : leur destruction est une arme nécessaire dans la lutte révolutionnaire.

Le problème principal et récurrent de toute description du communisme n'est pas dans ce qu'elle dit, mais d'être une *vision*, une construction, un but, qui se place d'emblée au-delà de la révolution sans jamais considérer (c'est ce qu'elle a en propre comme vision) qu'elle occulte ce dont le communisme est le produit historiquement conjoncturel. Le communisme des ouvriers russes ou allemands entre 1917 et 1923 c'était celui que portait leur situation, leurs pratiques et leurs luttes ; de même les ouvriers occidentaux des années 1950-1960 se référant à l'Union Soviétique y voyaient le communisme en construction adéquat à leur existence et leurs luttes[361]. Critiquer le contenu de la vision sans la critiquer comme vision, c'est ne pas voir ce qu'en fait il faut critiquer.

[361] Dire que Marx ou quiconque en 1844 ou en 1875 avait défini le communisme dont nous parlons maintenant, ce sont des balivernes qui ne résistent pas une seconde à la critique. Malgré des flirts et des coquetteries dans la formulation, nous ne concevons plus, comme le « jeune Marx », la révolution comme le « regain de l'homme » par l'abolition de tout ce qui le sépare des manifestations aliénées de son essence. Nous n'avons plus besoin d'essence humaine, de classe virtuellement universelle, de tout cet appareil philosophique pour dire que la révolution communiste contient l'abolition du travail, des classes, de la valeur, de l'État et des hommes et des femmes : le capital comme contradiction en procès nous suffit. La révolution et le communisme sont une production historique scandée par les cycles de luttes dans leur succession ; nous ne savons de la révolution et du communisme que ce que produit le cours actuel de la lutte de classe. L'histoire du mode de production capitaliste ne réalise pas les conditions nécessaires à la « réussite » d'une révolution ou d'une nature révolutionnaire du prolétariat, de l'humain (ou autres substances) préexistantes mais produit dans chaque période ce que sont la révolution et le communisme. (Voir *TC* 21, 2007, « Karl Marx et la fin de la philosophie allemande »).

La question de « l'objectivation de la production » n'est pas une question « théorique » que l'on résout en parlant d'objectivité de l'individu dans son rapport aux autres, sa résolution existera (ou non) dans les pratiques communisatrices.

« Si le dépassement des conditions existantes, la communisation, c'est le dépassement de l'objectivation de la production, *ce n'est là que les mesures immédiates que les prolétaires auront à prendre pour ne plus l'être en abolissant les forces adverses de la classe capitaliste* [nous soulignons maintenant]. Le communisme est le dépassement de toute l'histoire passée, il n'est pas un nouveau mode de production. C'est une rupture totale avec toutes les déterminations de l'économie. L'immédiateté sociale de l'individu c'est la fin de cette séparation entre l'activité individuelle et l'activité sociale, qui avait constitué le fait pour l'homme d'être un être objectif en base du rapport entre son individualité et sa socialité et définissait son activité comme travail. Ce n'est pas, en soi, le fait, pour l'homme, d'être un être objectif qui est en cause mais la séparation entre activité individuelle et activité sociale qui constitue cette objectivité en économie et celle-ci en médiation entre les deux[362]. »

RB voit là dans *TC* une incohérence ou une contradiction : « Mais comment cette immédiateté sociale de l'individu peut-elle être postulée comme le résultat de la médiation historique si la séparation de l'activité individuelle et sociale est la condition immédiate (non produite) de la médiation historique. »

Au-delà de l'économie

Comme le reprend RB dans ce qu'il présente comme une contradiction dans *TC*, c'est à travers le travail et la production que s'est effectuée toute l'histoire passée. Que l'homme soit un être objectif[363] n'est en aucune façon une malédiction (bien au contraire) et ne fonde aucune « nécessité de l'aliénation ». Les hommes font leur histoire et celle-ci a été l'histoire de la différence entre leur activité en ce qu'elle est activité individuelle et leur activité en ce qu'elle est activité sociale. Dans cette différence, c'est ce qui prenait une allure et une existence extérieures à eux qui pouvait s'ériger en médiation ; c'est-à-dire leur activité objective dans la mesure même où, dans celle-ci, les hommes se prennent eux-mêmes pour objet (il est absurde de distinguer des pratiques portant sur une « nature extérieure » et d'autres sur

[362] *TC* 20, p. 76

[363] Un être qui se complète avec des objets extérieurs qu'il fait devenir pour lui (voir Marx, *Manuscrits de 1844*, Éd. Sociales, 1962, p. 136).

une « nature intérieure » à moins de croire que n'importe quelle annonce publicitaire ou n'importe quel *designer* ne fait pas le même travail que Rembrandt ou que le rapport entre les femmes et les hommes ne concerne pas le travail)[364]. La non-coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale, qui est le fait même de son histoire et qui n'a ni à être prouvée, ni produite abstraitement, a pris la forme, chez cet être objectif, de la séparation (de l'objectivation) d'un côté, de l'acte productif et de la production sous leurs formes sociales, d'avec, de l'autre, les activités singulières. Cette production et l'activité productive elle-même devenant, dans cette séparation, le caractère social de l'activité individuelle. Séparation, aliénation, objectivation, au cours de l'histoire de la séparation de l'activité d'avec ses conditions, constituèrent celles-ci en économie, en rapports de production, en mode de production.

Dans ce procès, du fait de la séparation, c'était l'objet qui devenait l'essentiel, et le rapport des hommes entre eux et à eux-mêmes l'accessoire ; ce n'est qu'alors que l'extériorité devient autonomisation et que cette objectivité autonomisée devient la seule relation légitime et totalitaire entre les hommes qui la produisent. Elle ne tolère aucune autre relation et fait de celles qu'elle produit elle-même comme *sa* subjectivité des passe-temps plus ou moins ridicules et à sa solde comme l'art, l'amour, le jeu, l'amitié ou la religion.

Cependant, il n'y a de réalité économique qu'avec le mode de production capitaliste. Il n'y a constitution de l'économie comme réalité et dynamique de la reproduction des rapports sociaux que dans la séparation totale du travail et de ses conditions objectives et la dissolution de l'appartenance à une communauté comme présupposition du travail de l'individu, qui membre d'une communauté travaillait comme tel. L'économie est corollaire du travailleur dans sa nudité en tant que simple travailleur, ce qui est un produit historique. L'économie est alors un ensemble de lois objectives régissant l'accroissement de la richesse sous forme de capital, ensemble de lois régissant le processus de la valeur se valorisant, de la valeur en procès. Ce n'est qu'avec le mode de production capitaliste que l'on peut dire qu'il y a constitution sous le nom d'économie d'un ensemble d'activités sociales (production, distribution, échanges, consommation), à la fois spécifiques, et dans leur spécificité définissant la totalité de la reproduction des rapports sociaux comme rapports économiques, c'est-à-dire constitution d'une objectivité des conditions du travail comme totalité face à la subjectivité du travail. Production, distribution, échanges, consommation, deviennent des

[364] Cette distinction est fondamentale dans les travaux de B. Astarian et reprise dans les derniers textes *d'Il Lato cattivo*.

activités particulières spécifiques en ce qu'elles deviennent les lois de reproduction des conditions objectives du travail, face au travail, face à sa subjectivité comme travailleur isolé, séparé de ses conditions et dont la reproduction apparaît comme le fait d'une nécessité extérieure et réellement comme l'action d'une volonté étrangère (le capitaliste).

Dans le mode de production capitaliste, l'activité de l'homme comme être objectif est parvenue, comme économie, à l'autonomisation (le « désencastrement » de Karl Polanyi). L'économie est ce moment des rapports de production où toutes les conditions objectives du travail se dressent face au travail, dans leur séparation d'avec lui, comme la *nécessité* de la reproduction du rapport. C'est une nécessité qui apparaît inscrite dans les choses. Ce qui n'est qu'un moment d'un rapport social de production devient la raison d'être du rapport et, immédiatement, ce rapport.

L'apparition de l'économie comme réalité dans la reproduction des rapports sociaux du mode de production capitaliste se comprend si l'on oppose ce mode de production à ce qu'il peut y avoir de commun à tous les modes de production précédents. Synthétisant les analyses des diverses formes de production précédant le capital, Marx écrit : « Voici ce qui, à ce propos représente l'essentiel : dans toutes ces formes où la propriété foncière et l'agriculture constituent la base de l'ordre économique et où la production de valeurs d'usage est donc le but économique, la reproduction de l'individu est impliquée dans ses rapports avec la commune, dont il est le fondement. Dans toutes ces formes nous trouvons : 1° l'appropriation de la condition naturelle du travail, la terre [...] n'est pas le résultat du travail, mais sa présupposition [...] la principale condition objective du travail n'apparaît pas comme produit du travail, mais se présente sous la forme de la nature [...] 2° Le travailleur n'apparaît pas dès l'abord dans cette abstraction qu'est le simple travailleur, puisqu'il trouve dans la propriété de la terre un mode d'existence objectif qui n'est pas le simple résultat de son activité mais une présupposition [...] Le comportement vis-à-vis de la terre, propriété de l'individu qui travaille, est immédiatement médiatisé par l'existence naturelle, plus ou moins transformée historiquement, de l'individu comme membre de la commune, par son existence naturelle comme membre de la tribu, etc. Ici l'individu ne se manifeste jamais isolément, tel le simple travailleur libre. Si l'on suppose que les conditions objectives de son travail lui appartiennent, il est lui-même posé subjectivement comme membre d'une commune, médiatrice entre lui et la terre. Son rapport avec les conditions objectives du travail est médiatisé par son existence de membre de la commune [...].

« Les Anciens ne se sont jamais préoccupés de rechercher quelle était la forme de propriété foncière, etc. la plus productive ou la plus fertile en richesses [...] la richesse n'apparaît pas comme le but de la production. La recherche porte toujours sur le mode de propriété le plus susceptible de former les meilleurs citoyens. La richesse n'apparaît comme fin en soi que chez les rares peuples marchands qui monopolisent le métier des transports et vivent dans les pores du monde antique, tels les Juifs dans la société médiévale. À présent, la richesse est, d'une part, une chose réalisée dans des choses, production matérielle, et l'homme s'y oppose comme sujet ; d'autre part, comme valeur, elle n'est que le pouvoir de commander le travail d'autrui dans le but non pas d'exercer une domination, mais d'en tirer des jouissances etc. Si elle est fin en soi, la richesse a une figure matérielle, soit de chose, soit de rapport médiatisé par la chose contingente et extérieure à l'individu. Ainsi, combien paraît sublime l'antique conception qui fait de l'homme [...] le but de la production, en comparaison du monde moderne où le but de l'homme est la production, et la richesse le but de la production[365]. » Laissons de côté une certaine vision idyllique des mondes antiques, ce qui importe ici c'est l'insistance de Marx sur la relation de l'individu à la communauté qui est à la base du travail. Même si nous pouvons interroger économiquement les sociétés antiques, médiévales ou asiatiques, l'économie n'existe qu'avec le mode de production capitaliste.

Dans le capital, l'objectivation et l'autonomisation en économie de toutes les catégories définissant l'existence de l'homme en tant qu'être objectif (ce qu'il ne cessera jamais d'être) signifient que la non-coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale, qui définissait le travail et la production comme le processus même de constitution des rapports sociaux en *rapports de production,* comme la substance de toute organisation sociale, *entre en contradiction avec elle-même en tant que non-coïncidence*.

Avec le mode de production capitaliste, le travail, la production, l'échange, la division du travail, la propriété, la valeur ..., toutes ces catégories posent la coïncidence entre l'activité sociale et l'activité individuelle ou singulière, comme réalisée dans l'activité des individus singuliers *au moment même où ils ne s'appartiennent plus*. Le capital a élevé l'activité individuelle au rang d'activité sociale dans la mesure seulement où la première est subsumée sous la seconde, où elle est *abolie en tant que telle*. C'est seulement parce qu'elle a une forme autonomisée que l'activité sociale donne *sa propre identité*

[365]Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, t. 1, Éd. Anthropos, 1969, p. 446, 447, 448, 449, 450.

à l'activité individuelle. Le capital a aboli la séparation entre l'activité individuelle et les formes sociales de cette activité à l'intérieur de la séparation elle-même, c'est-à-dire dans l'autonomisation en économie de toutes les catégories de l'activité des hommes en tant qu'êtres objectifs. *Les catégories du mode de production capitaliste sont une coïncidence du particulier et du général, mais seulement dans la subsomption du premier sous le second*. C'est en cela que la non-coïncidence entre en contradiction avec elle-même.

C'est alors le dépassement de l'existence objective des hommes comme travail, production, et selon l'ensemble des catégories définissant l'économie, qui est en jeu dans la lutte des classes et dans la contradiction entre les hommes et les femmes. L'activité de l'homme comme être objectif, parvenue, en tant que procès de socialisation, dans le capital, à l'autonomisation et à la contradiction avec elle-même, signifie, dans ce qu'est le prolétariat contre le capital et dans ce que sont les femmes contre les hommes et pour elles-mêmes, que le travail et la distinction de genre ne peuvent plus être ces *principes de production de société* qu'ils ont été jusqu'à maintenant.

La révolution communiste n'est pas une réponse aux « problèmes économiques » du capitalisme, dans la mesure où l'économie (c'est-à-dire l'objectivité de la production et par là la chose même nommée « production ») n'est pas une réalité neutre sous-jacente à toutes les formes sociales, mais une réalité historique chaque fois déterminée dans un mode de production particulier. *C'est alors le dépassement du caractère devenu limité de l'existence objective des hommes* comme travail, production, et selon l'ensemble des catégories définissant l'économie, qui est en jeu. Le communisme abolit la réalité même de toutes les catégories de l'économie : travail, forces productives, distribution, échange, et la possibilité même de définir une spécificité de la production. Abolir la valeur, c'est abolir tout « faire-valoir social » de l'activité singulière, c'est *abolir la société*. Non pas que les individus deviennent une collection de « Robinson », mais toutes les relations dans lesquelles ils se définissent n'acquièrent jamais une existence autre que ces relations elles-mêmes au risque, toujours présent, de l'autonomisation de leurs relations.

Nous avons essayé dans les pages qui précèdent de répondre à la critique par RB de ce qui serait dans *TC* un rejet de la notion même de production (bien que lui-même reconnaisse la fin de la « subordination à la téléologie de la production »). À la suite de cette critique et s'articulant avec elle, dans la thèse du communisme comme « immédiateté sociale de

l'individu », RB soupçonne *TC* de faire de la singularité de l'individu une *puissance à libérer* donnant son sens et son contenu au communisme.

Nous avons vu comment la communisation dans son processus, ses luttes, aussi bien internes que contre la classe capitaliste, construit et constitue un dépassement possible comme étant l'immédiateté sociale de l'individu dans sa singularité. C'est sur cette singularité qu'il s'agit maintenant de revenir de façon plus conceptuelle, elle n'est pas libérée, elle est tout autre n'étant plus une relation à la particularité et à l'universel.

La singularité est sociale

L'individu dans sa singularité la plus *immédiate* n'est pas un donné subsistant par lui-même enserré ensuite dans des formations sociales de plus en plus générales, aucun « je » n'existe d'abord pour lui-même avant d'être en rapport. Il n'est une singularité qu'en étant toujours en rapport avec d'autres singularités et en existant comme singularité dans ces rapports, dans une totalité de rapports (« tout rapport à soi n'existe que comme rapport aux autres », *Manuscrits de 1844*[366]). Ceux ou celles qui pensent que *TC* utilise des concepts *a* ou *trans*historiques (comme celui d' « individu singulier ») ont lu nos textes avec leur position selon laquelle un concept est quelque chose qui prend corps et se réalise. Si nous trouvons des constantes dans tous les modes de production jusqu'à maintenant nous ne pouvons que renvoyer ces lecteurs à la *Préface de 1857* et à la première phrase du chapitre I du *Manifeste du Parti communiste* : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes ». La lutte des classes est-elle ici un concept transhistorique ? Un concept n'est qu'un concept : la lutte des classes ne revêt pas des formes différentes parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont, chacune, la dynamique de leur propre transformation.

Dans un « vieux texte » de *TC*, *Individu, Société, Praxis*[367], nous opposions singularité et particularité de telle sorte que la première tombait hors du champ de la théorie en tant que hors du champ du social. C'était en partie une erreur.

Dans la logique hégélienne qui servait, entre autres, de fondement à ce texte, « La particularité est la relation qui lie entre elles la singularité et

[366]Éd. Sociales, 1962, p. 65-66.

[367] *Notes de travail* 5, 9/1978 ; texte repris en partie dans le chapitre 6, section 2 de *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, Éd. Senonevero, 2001.

l'universalité. Elle est l'universel réduit à une détermination ou le singulier élevé à l'universalité [368]. » C'est dans la particularité, dans le moment du particulier et à travers lui, que sont reliés le singulier et l'universel, relation dont le particulier est la médiation obligatoire, le moyen terme. Hors ce moyen terme, la singularité et l'universalité s'opposent de manière indifférente comme sujets abstraits, comme personne d'une part, et comme communauté alors tout aussi abstraite (sans déterminations) de l'autre, qu'il faudra ensuite relier *ou ne pas relier*. Si on considère l'individu face à la société comme quelque chose qui le domine et/ou que ses propres déterminations singulières excèdent, on ne peut saisir alors cette relation comme la propre définition de l'individu en tant que relation à une autre particularité et sa contradiction avec cette autre particularité (prolétaire et capitaliste ; femme et homme) comme ce qui le définit dans cette société. *C'est dans la relation définitoire de chacun qu'existe la contradiction et non dans quelque chose excédent la relation, sous peine de substantialiser les termes*. Être homme ou femme, de même que prolétaire ou capitaliste, n'appartient pas au singulier, mais au particulier, c'est l'utérus et la prostate qui appartiennent au singulier, mais ce singulier ne tombe pas en dehors de l' « universel » (pour parler comme Hegel), ou, dans les termes de ce qui nous importe, en dehors de la totalité sociale (du mode de production). Non seulement la particularité (appartenance de classe et appartenance de genre) fait du singulier un moment de la totalité, mais la totalité elle-même existe dans tous les pores de la singularité dont elle supprime l'indifférence.

Le point de départ, c'est la totalité sociale, le mode de production qui détermine le contenu et la nature de la relation entre les individus singuliers à partir de lui-même et par-là *ne fait exister les singularités qu'existantes et investies par la particularité* qu'elles ne peuvent, de par leur être-là, jamais excéder.

TC n'envisage aucune libération de la « singularité » comme le suggère RB dans son texte, mais, dans le communisme, la singularité n'a plus de compte à rendre à la particularité et à l'universel, n'étant plus existante dans sa définition par le particulier et l'universel. La singularité n'est pas libérée, elle est *tellement tout autre* que le terme n'étant plus la relation à ses deux déterminations est peut-être à abandonner. Quand Delphy (théoricienne du « féminisme radical ») écrit : « …notre vision d'un monde où toutes les différences individuelles auraient une place, mais où réciproquement *toutes les différences seraient traitées comme individuelles* [souligné par nous][369] », c'est

[368]Hegel, *Propédeutique philosophique*, Éd. de Minuit, Troisième partie « Le Concept », p. 131, § 91.
[369]Christine Delphy, *L'ennemi principal*, Éd. Syllepse, 2002, t. 2, p. 344.

de l'immédiateté sociale de l'individu (sans société) dont il s'agit. Ou quand Marx écrit dans *L'idéologie Allemande* ; « L'état de choses que crée le communisme est précisément la base réelle qui rend impossible tout ce qui existe indépendamment des individus[370]. » Il n'y a là aucun grand arc historique qui se réalise et s'achève : « …cet état de choses existant est purement et simplement un produit des relations antérieures des individus entre eux. *Pratiquement* [nous soulignons], les communistes traitent donc les conditions créées par la production et le commerce avant eux comme des facteurs inorganiques, mais ils ne s'imaginent pas pour autant que le plan ou la raison d'être des générations antérieures ont été de leur fournir des matériaux…. [371]»

L'immédiateté sociale de l'individu n'est pas un but à atteindre relevant d'une définition préalable du communisme. Comme nous l'avons vu, *c'est le processus révolutionnaire qui formate sa résolution*. « *Dans la communauté des prolétaires révolutionnaires* [nous soulignons] qui mettent sous leur contrôle toutes leurs propres conditions d'existence et celle de tous les membres de la société, c'est l'inverse qui se produit [*a contrario* de "l'individu moyen", nda] : *les individus y participent en tant qu'individus* [*idem*][372]. » Il est évident dans la problématique de *L'Idéologie allemande* que « le contrôle de leurs conditions d'existence » ne réfère pas aux conditions antérieures (à ce que « les prolétaires restent ce qu'ils sont ») mais au « changement des circonstances identique à la transformation de soi ». *Dans la mesure où elle n'est plus en rapport définitoire avec rien qui la subsume, peut-on encore parler de « singularité » ?* Parfois les mots nouveaux nous manquent. Devons-nous parler seulement d'individus vivant leurs rapports multiples comme diversité fondamentale et celle-ci comme fondement de leurs rapports ?

En revanche, ce qui caractérise l'aliénation, c'est toujours la reproduction de la particularité sociale de l'individu, comme « individu moyen », c'est toujours l'*existence comme présupposition d'une particularité sociale qu'il faut reproduire*[373]. « La propriété des moyens de production [et, pourrions-nous ajouter, la distinction de genre, nda] correspond à une forme déterminée et limitée de la communauté et donc d'individus ayant des facultés

[370] *op. cit.*, p. 97.
[371] *Ibid.*
[372] *Ibid.*, p. 96.
[373] L'aliénation consiste à être étranger à soi, mais ce « soi » est lui-même un terme de l'aliénation. « Tel individu, telle communauté » : l'extranéisation de soi est dans « l'être » même, dans la définition du soi qui se sépare. Il n'y a de « soi » qu'existant dans *sa* séparation (*son autre*). La séparation de l'individu et de la communauté est inhérente à la nature même de cet individu actuel dans cette communauté.

et un développement aussi étroits que la communauté qu'ils forment. Le but de cette communauté et de ces individus ainsi que la condition de la production, c'est la reproduction de ces moyens déterminés de production et de ces individus avec leur particularité aussi bien qu'avec les structures et les rapports sociaux qui les déterminent *et dont ils sont le support vivant* [souligné par nous][374].» *A contrario*, dans le communisme, « L'homme ne se reproduira pas comme unilatéralité mais comme totalité. Il ne cherchera pas à demeurer quelque chose qui a déjà été mais s'inscrira dans le mouvement absolu du devenir[375]. » Cette nécessité d'une particularité sociale à reproduire est quelque chose que le prolétariat trouve face à lui, dans son rapport à la classe capitaliste, et les femmes face aux hommes, en ce que la reproduction de la totalité et donc du rapport entre les parties est toujours donnée dans cette partie, la classe capitaliste et/ou les hommes, qui ont un rapport particulier à la totalité en ce qu'ils en représentent la reproduction comme une autoprésupposition. Cette aliénation est une détermination de l'exploitation et de la distinction de genre où les parties n'ont pas un rapport identique à la totalité. En tant que partie, le prolétariat et les femmes ne sont parties de cette totalité que défini.e.s, subsumé.e.s ou approprié.e.s sous ou par l'autre partie. L'activité et la vie propres de cet individu particulier (prolétaire ou femme, ou les deux) lui deviennent étrangères.

Mais, la particularité n'est pas *la cause explicative* de toute détermination individuelle singulière (un cadre boit du whisky et écoute de la musique classique, etc., mais nous en trouverons toujours un qui boit du pastis et écoute du rap), *elle est le principe totalisateur* d'organisation des déterminations (les causes de celles-ci sont d'une diversité infinie : Marcel Proust est un bourgeois, mais il est vrai que tous les bourgeois ne sont pas Marcel Proust). Elle est ce principe totalisateur car elle est la production du lieu même de cette totalisation : *l'individu isolé produit en tant que tel comme individu singulier* face aux rapports sociaux comme « nécessité extérieure », « simples moyens pour atteindre ses buts particuliers ». Rapports sociaux dont l'individu isolé est lui-même *résultat* et *condition*. Dans le MPC, la singularité c'est « l'isolement », mais « l'époque qui engendre ce point de vue, celui de l'individu isolé est précisément celle où les rapports sociaux (revêtant de ce point de vue un caractère général) ont atteint le plus grand développement qu'ils aient connu» ; l'homme est « un animal qui ne peut s'isoler que dans la société » et plus précisément dans la « société bourgeoise »[376] [377].

[374]Marx, *Fondements...*, Éd. Anthropos, t. 2, p. 34.
[375]*Ibid.*, t. 1, p. 450.

Il n'y a pas de poupées russes

Le développement des rapports sociaux capitalistes est la condition même d'apparition de cet individu singulier (voir dans les *Grundrisse* les chapitres sur « Les formes antérieures » : « individu singulier / contingent » vs « individu objectif »). En lui-même, abstraction faite de toutes les caractéristiques qu'on peut lui adjoindre, il est, dans sa *singularité*, et même dans l'illusion dans laquelle il s'entretient lui-même d'excéder toujours la particularité qui ne lui apparaît que comme inclusion et conditionnement, un produit social. Répétons : « Ce n'est qu'au XVIII[e] siècle, dans la "société bourgeoise", que les différentes formes de l'ensemble social se présentent à l'individu comme un simple moyen de réaliser ses buts particuliers, comme une *nécessité extérieure* [souligné par nous][378]. »

La particularité n'est pas un attribut de la singularité. Ce serait considérer *l'individu singulier* comme défini par une multitude de déterminations diverses dont l'une, plus fondamentale, serait son appartenance de classe ou de genre, mais toujours comme élément de sa singularité. Avec le mode de production capitaliste, *l'apparition* de l'individu singulier dans sa contingence est un renversement des déterminations : *c'est la singularité qui ainsi inclut la totalité* fondant l'individu comme une *personne*. Dans la personne, la totalité comme ensemble des rapports sociaux est considérée comme une « abstraction inhérente à l'individu », comme une « universalité interne ». La particularité devient une qualité de l'individu singulier (parmi d'autres qualités : force physique, taille, coefficient intellectuel, prostate, utérus ou – comme l'avait écrit un camarade aujourd'hui disparu – : « parce que sa cousine lui avait fait découvrir "l'origine du monde" »... etc.) gonflé en « personne », en totalité creuse qui n'est totalité qu'en apparence.

Il est absurde de partir des personnes et, soit de concevoir le mouvement social comme une interaction qui les dépasse, soit comme la forme absolue de la liberté individuelle d'un sujet agissant de son propre fait,

[376]Marx, « Introduction de 1857 », in *Contribution à la critique de l'économie politique*, Éd. Sociales, 1957, p. 150.

[377] Dans l'édition de 1977 de *Contribution*..., on trouve à la place d' « individu isolé », « individu singulier singularisé ». En outre, à la place de « l'homme est un animal qui ne peut s'isoler que dans la société » (1957), on trouve « qui ne peut se constituer comme individu singulier que dans la société. » (1977). La notion de singularité retrouve toute sa place.

[378]Marx, « Introduction de 1857 »..., *op. cit.*, p. 150.

mu par ses forces et ses intérêts propres. Il ne s'agit pas d'un mouvement en deux temps, où les rapports sociaux se manifesteraient dans des choses et où ces choses se personnifieraient. Le mouvement ne part pas d'individus qui s'aliéneraient dans des objets (leurs rapports sociaux objectivés), objets monstrueux (capital, travail, terre) qui se personnifieraient en eux (capitalistes, travailleurs, propriétaires fonciers), qui pomperaient la richesse des hommes les réduisant à l'état de pantins. Les rapports sociaux des individus particuliers se manifestent comme qualité naturelle de choses (leur mouvement comme mouvement de ces choses, procès de celles-ci, qui semblent mues par leur propre volonté) et, simultanément, corollairement, ces individus particuliers, dont les rapports sociaux se réifient, se manifestent comme des *personnes*, c'est-à-dire incluant *dans leur singularité* leur rapport au tout et aux autres *particularités* comme une détermination *inhérente* à l'individu dans sa singularité du fait même de ce qui constitue la singularité.

« Tout cela montre avec la dernière évidence que le capitaliste comme tel n'est qu'une fonction du capital, et le travailleur une fonction de la force de travail[379] .» Si le capitaliste n'est que le capital, le travailleur, le travail, l'homme, le masculin, la femme, le féminin, ce n'est pas parce que ces catégories ou fonctions les manipulent, leur imposent leur volonté, en quelque sorte de l'extérieur, ce qui, en réaction, laisserait du champ à leur liberté. Ils sont en tant qu'individus, avec conscience et liberté, fonction et figure des rapports de classes et de la distinction de genre. Dans le MPC, les individus existent comme individus isolés, indifférents les uns aux autres, et sur cette existence isolée peut se fonder l'« erreur » d'analyser le fait que le capital implique le capitaliste, etc., comme le simple fait que l'individu-capitaliste n'a pas une conscience vraiment libre et que cette conscience n'est que les nécessités du capital, ou pour les hommes et les femmes d'être un homme ou une femme. Dans ce cas en effet, l'on pose le rapport social (appartenance de classe ou distinction de genre) comme extériorisé d'un côté et les individus isolés de l'autre, on ramène ensuite les nécessités du rapport social extériorisé à une expression consciente dans la tête de multiples individus (hommes ou femmes, tantôt capitalistes, tantôt travailleurs). On part uniquement de la situation des individus apparaissant comme immédiate dans la société capitaliste *comme d'un donné*, sans critiquer la production de l'apparence fétichiste que cette situation représente. Mais partant de cet individu isolé et privé comme d'un donné, on ne peut plus différencier la particularité et la singularité, dans la mesure où la totalité devient soit la rencontre de ces individualités, soit une entité autonome, plus ou moins monstrueuse, pesant sur eux, et non un

[379]Marx, *Économie II*, La Pléiade, p. 403.

processus de particularisation absolument légitime vis-à-vis de la singularité puisque *la produisant comme telle*.

Cette inversion est la façon réelle dont les rapports de production n'agissent que *dissimulés* en tant que volontés et décisions de sujets. Mais alors toute la construction sociale s'efface d'elle-même dans le moment où elle s'effectue dans la mesure où il lui est inhérent d'être le fait d'un sujet qui n'existe plus comme « porteur », « représentant » ou « fonction », mais sujet constitutif et constituant.

Les rapports sociaux se manifestent alors comme extérieurs et non voulus car résultats du choc de volontés qui dépassent chacune d'elles. À ce moment-là, la particularité et la singularité ont été confondues, cette confusion c'est la *personne* et sa *liberté*. Cette *liberté* ne provient pas d'une singularité irréductible qui excéderait toujours (de par l'infini de ses attributs) la particularité conçue comme un de ses attributs (c'est l'erreur fondamentale), mais de la particularité elle-même. Au caractère aliéné de la communauté, à l'apparente contingence de l'intégration sociale et donc à cette liberté de s'y soumettre ou non, correspond un homme aliéné, individu privé et isolé, en tant que tel incarnation vivante du pôle des rapports sociaux (classes et genre) qu'il représente. La liberté c'est l'aliénation[380]. « Cette chose est dite libre qui existe par la seule nécessité de sa nature et est déterminée par soi seule à agir : cette chose est dite nécessaire ou plutôt contrainte qui est déterminée par une autre à exister et à produire quelque effet dans une condition certaine et déterminée [Spinoza][381]. » Dans sa correspondance, Spinoza précise : « Que le nécessaire et le libre s'opposent l'un à l'autre, cela n'est pas moins absurde et me paraît contraire à la raison […] Vous me semblez donc ne pas faire de différence entre la contrainte ou la violence et la nécessité[382]. »

Il y a de la contradiction dans la particularité

« Tant que la contradiction n'est pas apparue [entre "forces productives" et "formes d'échanges", nda], les conditions, dans lesquelles les individus entrent en relation entre eux sont des conditions inhérentes à leur individualité, elles ne sont nullement extérieures et seules, elles permettent à ces individus déterminés et existant dans des conditions déterminées de

[380] Seule la confusion de la singularité et de la particularité ferait de cette formule une formule orwellienne.
[381] Baruch Spinoza, Éd. Flammarion, *Éthique* I. 7.
[382] Spinoza, *op. cit.*, « Lettre LVI à Hugo Boxel ».

produire leur vie matérielle et tout ce qui en découle *ce sont donc des conditions de leur manifestation active de soi et elles sont produites par cette manifestation de soi*. En conséquence, tant que la contradiction n'est pas encore intervenue, les conditions déterminées, dans lesquelles les individus produisent *correspondent donc à leur limitation effective, à leur existence bornée*, dont le caractère limité ne se révèle qu'avec l'apparition de la contradiction et existe de ce fait pour la génération postérieure. Alors cette condition apparaît comme une entrave accidentelle, alors on attribue à l'époque antérieure la conscience qu'elle était une entrave[383].»

Le propre du MPC est d'avoir fait de cette « apparition de la contradiction » non un résultat (plus ou moins final) de son développement, quelque chose ne devenant effectif qu'à un certain stade, mais une détermination constitutive. Si les femmes ne veulent pas rester ce qu'elles sont c'est que leur propre situation est une contradiction dans et pour le mode de production capitaliste lui-même : le travail nécessaire comme problème. La population comme principale force productive dans le capitalisme ne va pas de soi[384].

De même, les prolétaires ne veulent pas rester ce qu'ils sont. Ce mode de production prépare en son sein, une lutte de classe qui abolissant le capital, ne pourra échapper à la question, pour chacun, des « conditions inhérentes à son individualité », question déterminée par cette « contradiction apparue » et à dépasser, c'est-à-dire ici être un « homme », une « femme », un « prolétaire ». Cette « contradiction apparue » que Marx dans *L'Idéologie allemande* identifie comme celle entre « rapports d'échange » et « forces productives », nous pouvons maintenant la reformuler plus synthétiquement comme : «Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale. […] Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse [385].» Le rapport contradictoire du capital et du travail à l'intérieur du mode de production capitaliste est identique à l'apparition de la reproduction genrée de l'humanité comme contradiction du fait de ce même mode de production. C'est ainsi que se construit le capital comme contradiction en

[383] Marx, *L'idéologie allemande*, Éd. Sociales, 1968, p. 98.

[384]« Le mode de production capitaliste est le premier mode de production qui a un problème structurel, dans sa propre dynamique d'accumulation et de reproduction, avec le travail et la population. Par là, il est le premier mode de production dans lequel la distinction de genre est non seulement une oppression et un conflit, mais encore une contradiction (*TC* 23). »

[385]Marx, *Fondements*..., *op. cit.*, p. 222.

procès, dans cette relation toujours aléatoire et conflictuelle entre contradiction de classes et contradiction entre les femmes et les hommes.

La pratique révolutionnaire est coïncidence de la transformation des circonstances et auto-transformation. La question des conditions inhérentes à l'individualité n'apparaît pas au « terme révolutionnaire » du mode de production capitaliste, elle lui est inhérente. Individu et classe et/ou genre ne s'opposent pas de façon extérieure.

Si dans une activité de classe, il peut y avoir production d'individus immédiatement sociaux, c'est que dans ce qu'est une classe, l'individu isolé ne masque pas ou n'est pas un état antérieur à la constitution en classe dont il serait le matériau. Dans le mode de production capitaliste, les rapports sociaux que les hommes définissent entre eux apparaissent comme rapports entre individus, mais ces rapports sociaux n'existent en tant que tels qu'en apparaissant ainsi, qu'à partir du moment où ils sont rapports entre des individus « isolés », ainsi *ils apparaissent ce qu'ils sont* : une non immédiateté sociale de l'individu, c'est-à-dire des rapports de classes. *L'individu « isolé » ne masque rien*. C'est tout le rapport social entre des classes qui est précisément sa propre transposition en rapports entre des individus « isolés », individu « isolé » dont la forme sociale s'étend jusqu'à ce que nous avons appelé l'individu singulier (comme pourrait le montrer n'importe quelle enquête sociologique plus ou moins bourdieusienne – *habitus* –). L'individu existe comme membre d'une classe, il n'y a ni opposition ni masque entre ces termes et cela jusqu'à l'individu dans sa singularité ; c'est pour cela que l'action de classe peut produire l'appartenance de classe comme contrainte en tant qu'action de classe même.

Avec le capital nous sommes passés de l'individu *objectif* à l'individu *contingent*. La formule qui se supprime elle-même selon laquelle « l'essence de l'homme c'est l'ensemble des rapports sociaux » (*Thèses sur Feuerbach*) en cache une autre : *pour chaque individu être l'ensemble des rapports sociaux est une contradiction du fait même de ces rapports sociaux* dont la contingence est pour chacun la forme de leur nécessité. Mais la contingence est précisément ce qui n'est pas contingent mais structurel : *la contradiction apparue*. Si la contingence était contingente elle pourrait être comme ne pas être, or dans le mode de production capitaliste, la contingence est la définition « intérieure » même de l'individu dans son rapport à la société et au monde. Chaque individu est intrinsèquement « insatisfait de lui-même » (« ne veut pas rester ce qu'il est ») pour reprendre l'expression de Marx dans *l'Idéologie Allemande*.

« Stirner croit ici que les prolétaires communistes qui révolutionnent la société et établissent les rapports de production et les formes des relations sur une base nouvelle, c'est-à-dire sur eux-mêmes, *en tant qu'hommes nouveaux* [nous soulignons], sur leur nouveau mode de vie, restent "ceux qu'ils étaient dans le passé". La propagande inlassable que font les prolétaires, les discussions qu'ils organisent entre eux quotidiennement, prouvent à suffisance *combien peu eux-mêmes veulent rester "ceux qu'ils étaient"* [*idem*], et combien d'une manière générale, ils souhaitent que les hommes ne restent pas "ceux qu'ils étaient". Ils ne resteraient "ceux qu'ils étaient dans le passé" que si, avec saint Sancho, ils "cherchaient la faute en eux-mêmes" ; mais ils savent trop bien que c'est seulement lorsque les conditions seront modifiées qu'ils cesseront d'être "ceux qu'ils étaient" et c'est pourquoi ils sont décidés à modifier ces conditions à la première occasion. Dans l'activité révolutionnaire, se changer soi-même et changer ces conditions coïncident[386]. » La dernière phrase répète à l'identique une proposition des *Thèses sur Feuerbach*. Le thème est récurrent dans *l'Idéologie allemande*, c'est le cœur de la conception de « l'auto-émancipation du prolétariat » : les prolétaires, agissant en tant que classe, abolissant leurs propres conditions d'existence qui les définissent, se transforment eux-mêmes. Ils ne sont le « regain » de rien et *ne libèrent rien*, ils ne font que partir de leur condition existante dans *cette* société. À propos de « la phrase de Saint Simon relative au libre développement des dispositions naturelles des individus[387] .» Marx ajoute : « Son expression exacte [de cette phrase, nda], c'est cette absurdité selon laquelle les individus qui forment la société veulent conserver leur individualité, rester ce qu'ils sont, tout en exigeant de la société une transformation qui ne peut émaner que de leur propre transformation. »

L'exploitation n'est pas une contradiction « économique ». En rester au partage de la valeur produite dans la journée de travail c'est ne pas concevoir ce partage comme partage de la *valeur*, c'est-à-dire comme réalisation de la forme sociale du travail devenant étrangère à l'ouvrier et ne pas concevoir tout ce qui en découle. Ce qui en découle, c'est la baisse tendancielle du taux de profit comme étant une contradiction entre des classes (le prolétariat toujours nécessaire, toujours de trop), c'est la définition elle-même du prolétariat comme classe, c'est-à-dire particularisation d'une même communauté définie comme totalité par la subsomption du travail sous le capital, c'est cette appartenance à la communauté comme séparation d'avec celle-ci, c'est la constante non-confirmation du prolétariat en contradiction

[386] Marx, *Idéologie allemande*, *op. cit.*, p. 242.
[387] *Ibid.*, p. 525.

avec sa propre existence comme classe dans le capital, c'est pour le prolétariat le fait que sa propre existence de classe passe par la médiation d'une classe antagonique qui détient les conditions mêmes de sa reproduction, c'est la définition du cours contradictoire du capital comme histoire de la lutte de classes. L'exploitation ne se constitue en contradiction que dans ses trois moments : achat - vente de la force de travail ; procès de production ; transformation de la plus-value en capital additionnel. Ces trois moments font que ce nous appelons « classe » n'est pas un calque des rapports de production, mais qu'*à partir d'eux* (eux-mêmes n'existant que dans les métamorphoses nécessaires de leur reproduction[388]) les classes se constituent dans l'ensemble de la *reproduction* incluant toutes sortes de rapports non strictement économiques et conjoncturels.

La « pratique révolutionnaire » n'est pas un simple aboutissement au moment de « La Révolution », mais l'auto-mise en cause des sujets (qui touche tout ce qui est convoqué comme sujet), mise en cause qui est une détermination inhérente à la lutte de classe. Mais si la mise en cause des sujets est une détermination inhérente à la lutte de classe, est-ce qu'on ne peut pas définir la lutte de classe comme la mise en cause des sujets (leur insatisfaction inhérente vis-à-vis d'eux-mêmes)[389] ?

Quand il est question du « communisme », il est simpliste et erroné de rejeter le concept d' « Unique » de Stirner et Marx ne le fait pas. La question ne se situe pas dans la singularité incommensurable des individus et de leurs activités telles que Stirner les pose, mais dans la signification et le rôle que Stirner leur donne : « Par conséquent, l' "unicité" comprise comme épanouissement original et conduite individuelle comme on l'a exposée plus haut, non seulement suppose tout à fait autre chose qu'une bonne volonté et une conscience honnête, mais juste le contraire des divagations de Sancho [elle suppose une révolution communiste, nda]. Chez lui, l'"unicité" n'est que l'embellissement de la société existante, une gouttelette de baume pour l'âme en peine, l'âme impuissante que la misère a rendue misérable. [...]. Et il supposait [Stirner] non seulement des besoins égaux, mais des activités égales, de sorte que chacun pouvait remplacer l'autre dans le "travail humain". [...] Qu'est-ce qui permet à Sancho, en général, de parler d'incomparabilité [l'« unicité », nda], alors qu'il laisse subsister l'argent qui est, en pratique la comparaison personnifiée, alors qu'il se soumet à l'argent et se laisse estimer à cet étalon universel pour se comparer à d'autres ? Il est donc flagrant qu'il

[388]La reproduction n'est pas une répétition, il suffit de considérer la transformation de la plus-value en profit.

[389] Il n'est pas évident que l'on puisse renverser la proposition.

dément lui-même son incomparabilité. [...] Au demeurant, l'incomparabilité peut s'entendre dans diverses acceptions. La seule dont il s'agit ici, l'"unicité" au sens d'originalité, suppose que *l'activité de l'individu incomparable se distingue elle-même de l'activité de gens égaux* [nous soulignons][390].»

Cette « unicité » est l'abolition de « l'individu moyen », c'est-à-dire de toutes les classes. « Unicité », abolition des classes, trouvent leur origine dans la capacité des prolétaires à s'autotransformer en s'affrontant, dans le capital, à leur propre existence comme classe : « Cette subordination des individus à des classes déterminées ne peut être abolie tant qu'il ne s'est pas formé une classe qui n'a plus à faire prévaloir un intérêt de classe particulier contre la classe dominante[391]. » Ne plus faire prévaloir d'intérêt de classe particulier, *à partir de sa propre situation et de sa propre lutte comme classe*, c'est la contradiction même de la lutte en tant que classe (l'appartenance de classe comme contrainte extérieure) d'où peuvent surgir les pratiques communisatrices.

La notion d'immédiateté sociale de l'individu ne renvoie pas à l'individu libre isolé de la société bourgeoise parvenu à son stade idéal de réalisation. Un rêve libertarien : l'individu comme petit entrepreneur de lui-même réussissant toujours car on aurait supposé par hypothèse qu'il coïncide avec la société. L'immédiateté sociale n'est pas non plus le rêve un peu inquiétant de la société transparente qui renvoie à toute une téléologie de l'aliénation : perte de l'identité et retrouvaille qui suppose que la perte n'est que le processus de la retrouvaille par laquelle seulement la perte elle-même existait.

Dans de nombreuses fictions communistes a disparu que ce qui définit l'individu n'est pas une abstraction qui lui est inhérente mais l'ensemble des rapports sociaux. C'est l'individu et la communauté qu'il faut penser simultanément et pas seulement une somme d'individus dont chacun serait le point de départ absolu. Il faut penser l'individu et la communauté simultanément, c'est alors la *détermination* (appelons-la comme Spinoza « nécessité » et non « contrainte ») qui peut légitimement apparaître, car le rapport avec les autres est alors ma propre définition. Les autres existent comme nécessité, pour moi, de ma propre existence, mon activité inclut leur existence et celle-ci est une détermination nécessaire de la mienne, sa définition objective. Tel individu, telle communauté, telle détermination : j'aurai peut-être envie de parler du « sens de la vie », mais s'il y a des choses à faire, je les ferai.

[390]Marx, *Idéologie allemande*, in Œuvres, Philosophie, La Pléiade, p. 1321-1322, et Éd. Sociales, *op. cit.* p. 482-483.
[391]*Ibid.*, Éd. Sociales, p. 93.

Annexe : Réponse à la référence de Brassier aux critiques de Bruno Astarian sur la double déconnexion

Réponse à la référence aux critiques de Bruno Astarian relatives à la première déconnexion : entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail.

C'est la critique de « l'illégitimité de la revendication salariale » qui est au centre de la critique de Bruno Astarian (BA), cette critique se développe comme celle de la double déconnexion de la reproduction de la force de travail exposée dans le texte « Le Moment actuel » *(Sic* 1, 2011*)* ou *Revendiquer pour le salaire* (*TC* 22, 2009).

BA écrit : « *Enfin, la reproduction de la force de travail serait doublement déconnectée de la valorisation du capital. Voyons ce que signifie ce dernier point.*

La première déconnexion vient de ce que la reproduction du capital est unifiée au niveau mondial, mais que la reproduction de la force de travail est fragmentée en trois zones géographiques qui elles-mêmes se démultiplient en abîme dans chaque zone. On pose ici que la reproduction du capital est unifiée au niveau mondial comme un absolu statique. Certes, l'unité d'ensemble du procès capitaliste se réalise au niveau mondial, mais cela n'exclut nullement des différenciations internes. L'unité n'existe que comme assemblage de capitaux différenciés (notamment par le degré de composition organique) dans des rapports hiérarchiques qui interdisent que la péréquation du taux de profit soit jamais achevée en un seul taux de profit mondial. Au contraire, ce qu'on appelle la mondialisation a consisté à construire des oligopoles transnationaux à partir d'oligopoles nationaux (souvent par des privatisations), unifiant ainsi le monde pour ces grandes entreprises multinationales et bloquant à leur faveur la péréquation générale. Ces entreprises reposent sur une masse importante de sous-traitants qui ne participent pas à la même péréquation du taux de profit. Le système se construit de façon pyramidale, est en constante évolution, mais sans que la domination des grands oligopoles sur les différents secteurs soit jamais remise en cause par de nouveaux entrants, petits capitalistes débutants (exceptions dans certains secteurs high tech). De la sorte, la plus-value totale disponible ne tend pas à se répartir de façon égale sur tous les capitaux en un taux de profit unique. L'avenir de la Chine, avec ses prétentions internationales,

sera de ce point de vue passionnant à suivre. Si donc la péréquation du taux de profit est bloquée, à leur profit, par les grandes entreprises multinationales, l'unification du capital mondial est relative. Et la reproduction de la force de travail, avec ses différenciations internationales et locales, est en bonne adéquation avec cette unité faite de différences. »

Où BA a-t-il vu que l'unification était un « absolu statique » ?

« L'espace de l'accumulation capitaliste c'est celui des inégaux niveaux de développement, de la dépendance et de l'échange inégal. Cet espace est simultanément fragmenté et homogène. La fragmentation réside dans la transformation de la valeur en prix de production, l'homogénéité dans la péréquation des taux de profit. Depuis les travaux d'Arrighi, de Wallerstein, de Braudel, de Samir Amin et de Palloix sur l'internationalisation du capital jusqu'à ceux plus récents de Michalet, de Carroué ou de Adda, il y a une constante : que ce soit l'internationalisation ou la mondialisation, l'une ou l'autre se définissent dans la "dialectique" entre les différenciations territoriales (nationales ou régionales) et l'homogénéisation, toujours hiérarchisée, liée à l'accumulation du capital. » (*TC* 19, juin 2004, p. 41).

« La déstructuration n'est qu'une illusion d'échelle, elle est restructuration et cohérence à l'échelle mondiale principalement au travers de l'organisation des firmes multinationales. On peut objecter que celles-ci n'assurent qu'une fraction minoritaire de la production capitaliste mondiale. Nous répondons qu'elles contrôlent et hiérarchisent les secteurs dans lesquels elles sont actives et que pour la quasi-totalité des entreprises elles sont le passage obligé pour accéder au marché. » (*TC* 22, février 2009, p. 83).

« Une péréquation mondiale du taux de profit est toujours quelque chose en mouvement et le capital financier en est le principal vecteur, son action supprime les entraves à la péréquation interne et externe : ouverture des marchés ; fin des derniers « capitalismes d'État ». Cette péréquation contient par définition la dévalorisation d'une partie du capital existant. C'est, par exemple, la dévalorisation et le recentrage des conglomérats coréens, leur ouverture aux capitaux étrangers ou le rachat de certains par des firmes transnationales, et pas seulement par d'autres conglomérats, imposés par le FMI ; c'est, en ce qui concerne les composants électroniques (environ 1/3 des exportations de l'Asie du Sud-Est) dont le prix s'effondre, la remise à niveau

entre capital installé et valeur produite (la valeur d'une marchandise c'est sa valeur actuelle de reproduction). » (*TC* 15, février 1999, p. 3).

Ce que décrit BA comme hiérarchisation, oligopoles, etc., c'est précisément l'unification mondiale de la valorisation du capital que jamais personne n'a vu comme un espace homogène ni un « absolu statique ». Mais BA ajoute une chose étrange : « Ces entreprises [les multinationales, nda] reposent sur une masse de sous-traitants qui ne participent pas à la même péréquation du taux de profit ». Si elles ne participent pas à la même péréquation du taux de profit, d'où proviennent alors les surprofits des « oligopoles » ? L'oligopole est une réponse facile aux problèmes soulevés par la péréquation du taux de profit. C'est bien parce qu'il y a cette tendance constante à la péréquation qu'il y a des oligopoles et que ceux-ci sont constamment menacés et pas seulement dans les secteurs high-tech. BA confond l'inachèvement permanent de la péréquation et de la formation d'un taux de profit mondial avec le « blocage de la péréquation générale » pour reprendre son expression. Il transforme le premier en le second. Il reprend sans la formuler explicitement sa théorie de la *péréquation duale* (voir dans *Hic Salta* 1, 1998, *«* La période actuelle : limite de l'exclusivité de la plus-value relative et déclin final. *»*). Il y a de la hiérarchie, de la sous-traitance mais finalement les deux grands ensembles (oligopoles multinationaux et sous-traitants) sont comme juxtaposés, comment font-ils système si les uns et les autres ne participent pas à *la même péréquation* ? BA néglige quelques fondamentaux. En dehors même de toute situation d'oligopole et de formation de surprofits, la simple péréquation du taux de profit fait qu'un capital à très haute composition organique, employant proportionnellement à sa masse totale peu de force de travail, se voit gratifier d'une masse de plus-value sans commune mesure avec ce qu'il a mis dans le « pot commun ».

BA semble formuler une énième conception de l'impérialisme où le « capitalisme central » ne se reproduirait plus qu'en pillant les périphéries et les sous-traitants (« l'impérialisme » pouvant être interne à une « aire nationale »), mais alors il faudrait que statistiquement les échanges entre centre et périphéries soient autrement plus important pour expliquer à eux seuls la reproduction capitaliste. En considérant que cette mondialisation est à l'œuvre depuis maintenant 40 ans, si le mécanisme décrit était vrai tel qu'il est décrit, le mode de production capitaliste ne devrait plus régner qu'entre New-York et Chicago, autour de Los Angeles, de Munich et de Tokyo.

Dans le secteur automobile les évolutions technologiques et industrielles se traduisent par la montée en puissance des grands équipementiers qui captent une part croissante de la valeur ajoutée. Dans les dix dernières années, on est passé de quinze grands constructeurs mondiaux à six. Si cela n'est pas dû exclusivement à la puissance des équipementiers, cela signifie cependant que les firmes multinationales, vite définies comme oligopoles, ne sont pas à l'abri de la concurrence et même de faillite et de la disparition (cf. également les cimentiers, les sidérurgistes, le BTP, le matériel ferroviaire et même les compagnies pétrolières, etc.). Tout laisse à penser qu'il doit se jouer quelque chose au niveau de la péréquation du taux de profit d'un peu plus complexe que le manichéisme de BA.

Avec la sous-traitance électronique, la sous-traitance, qui jusque-là fonctionnait dans des échelles régionales ou nationales, fonctionne dans une échelle mondiale et comme dans l'automobile, cette sous-traitance commence à absorber une part croissante de la valeur ajoutée.

Ce transfert massif des usines aux grands sous-traitants s'accompagne d'un recours tout aussi massif à l'emploi précaire et aux bas salaires, l'externalisation devient rapidement synonyme de délocalisation des activités. En effet le rachat par les sous-traitants des usines qui appartenaient aux donneurs d'ordres s'accompagne d'une brutale rationalisation, de licenciements massifs et de la concentration du secteur. Là également la cohérence et la structure sont ailleurs : à l'échelle mondiale. Structure unitaire il y a.

Au Japon, le bastion historique autour de Nagoya continue à rassembler 87 % des emplois japonais de Toyota avec 12 usines, le siège social, la logistique, mais le centre financier chargé de gérer les flux mondiaux du groupe est à Londres. À ce rassemblement autour de Nagoya échappent trois usines récentes à Tokyo. Au Japon même, Toyota est entouré d'un énorme réseau de sous-traitants organisé sur un modèle pyramidal (1er, 2e et 3e ordre). Ce réseau permet, depuis l'après-guerre, une segmentation fine des marchés locaux du travail à travers un fort dualisme qui réserve précarité et bas salaires aux sous-traitants.

Tout le dispositif productif est intégré et hiérarchisé à l'échelle mondiale. C'est là qu'il y a unification qui n'a jamais voulu dire égalité et identité. La mondialisation souligne les profondes différences territoriales existantes, mais elle fait plus que les souligner, elle fait de ces différences une hiérarchie dans une totalité qui leur échappe. La dualité n'est qu'une illusion

d'échelle, elle est restructuration et cohérence à l'échelle mondiale principalement au travers de l'organisation même des firmes multinationales que BA nous présente comme participant à *une autre péréquation* ou pire, hors de toute péréquation, fixant leurs prix comme bon leur semble (voir sur le site « *Hic Salta* », le texte à propos de l'inflation actuelle). Mais, en fait, même la « dualité » de BA nous dit que la valorisation du capital est un processus mondialement unifié.

À propos de cette « première déconnexion », nous écrivions (*TC* 22, février 2009, p. 138) : « Là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la main-d'œuvre s'installe cette disjonction au travers d'un zonage en abîme de l'espace de reproduction du capital (ce qui définit la mondialisation) où cette dernière est unifiée mais pas la reproduction de la force de travail. Dans ce zonage, unifié par le capital financier, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail a disparu. La mise en abîme du zonage maintient malgré la rupture entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, des marchés mondiaux en expansion et une extension planétaire de la main-d'œuvre disponible, cela en dehors de leur relation nécessaire sur une même aire de reproduction prédéterminée. »

Ce que dit ensuite le texte « Le Moment actuel » (*Sic* 1, 2011) : « Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage, il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Chacune de ces zones a des modalités de reproduction spécifique. […] La disjonction est totale entre la valorisation mondiale unifiée du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation. Entre les deux, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui définissait le fordisme, a disparu. ». Pour BA tout est adéquat : le petit sous-traitant valorise pauvrement son capital et paye en conséquence ses ouvriers ; le grand oligopole mange le max de plus-value (produite ailleurs mais alors quid de la clôture de la péréquation…) et autorise une reproduction « agréable » de sa force de travail. C'est-à-dire que tout est adéquat (chacun pour soi avec *sa* force de travail) à condition de considérer chaque capital comme un isolat. Contre vents et marées, face à la « fameuse restructuration de *TC* », BA n'a jamais renoncé à une de ses thèses d'il y a maintenant 50 ans : le mode de production capitaliste comme une « peau de chagrin ».

Annexe : Contradiction P/K = dvpt K

Cette formule est, depuis *TC* 2, le fondement de toutes les productions de *Théorie Communiste*. Publié en 1979, *TC* 2 est le résultat des « Notes de travail » rédigées, et confidentiellement distribuées, entre 1977 et 1978.

Pour le *fun* et pour avoir l'air scientifique et sérieux, on peut développer la formule et l'écrire ainsi :

$$\not C\ \mathrm{P/K} = \not C\ tn/st = \frac{pl}{c+v} = \not\not C\ tn = \Delta\ \mathrm{K} = \updownarrow = \uparrow\downarrow$$ [392]

Épargnons nous l'écriture de la formule dans le langage de la logique formelle, ce qui n'aurait pas été totalement sans intérêt car on considère ici la formule comme une suite d'égalités, donc pouvant être lue dans n'importe quel ordre et en inversant les termes. Cependant on peut discuter de l'ordre, à ce moment-là il faudrait introduire les connecteurs formels de conjonction, de disjonction, d'alternative exclusive, d'inclusion, d'implication. Il est évident que cet ordre des égalités n'est pas innocent dans la mesure où la théorie n'est pas une science (voir « Propos d'étape », dans ce numéro) et a nécessairement une détermination *idéologique* de convocation (interpellation) d'un sujet (rapport aux rapports de production) dans une structure.

Cela dit, il est sûr que parmi les « théoriciens », des opéraïstes à toutes les variantes de la « théorie de la communisation », la formule raccourcie de départ ($\not C$ P/K = Δ K) apparaît comme une évidence partagée. Là où commencent les problèmes, c'est quand il s'agit de soumettre chaque développement, chaque proposition, à la formule sans la contredire[393]. À ce moment-là, le développement « logique » précédent n'est plus aussi largement partagé.

La proposition de base implique un certain nombre de conséquences qui, elles, ne sont pas unanimement partagées. C'est à l'aune de cette

[392] $\not C$: contradiction ; $\not\not C$: contradiction à soi ; Δ : développement ou accumulation ; *pl* sur c+v : le taux de profit ; ↕ : tension à l'abolition, ↑↓ : tension à l'abolition dissociée/écart ; tn : travail nécessaire ; st : surtravail, pl : plus-value.

[393] Il est sûr que, en ce qui concerne les propositions théoriques, on ne peut pas construire des « tables de vérité » comme en logique formelle, on peut cependant soumettre les propositions à leur cohérence.

proposition qu'il faut considérer les thèmes habituels de la production théorique.

- *Pas de distinction entre développement économique objectif et la contradiction qu'est l'exploitation comme lutte des classes* : cette dernière n'est pas une conséquence. Ce qui n'empêche de considérer l'existence de l'objectivité comme un moment de la contradiction quand, à chaque cycle, toutes les conditions de la reproduction se trouvent du côté du Capital (« capital en soi » ou « capital potentiel »).
- *L'accumulation est définitoire du prolétariat* : « La contradiction du rapport de production et du procès de production capitaliste, la baisse [tendancielle] du taux de profit est la contradiction de classe qui oppose le prolétariat au capital, le développement du capital n'est pas sa réalisation mais son histoire réelle, *elle ne revêt pas des formes différentes parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont la dynamique de leur propre transformation.* » (*Notes de travail* 3, mai 78).
  « L'activité du prolétariat ne se définit pas par rapport à l'accumulation qui serait une condition, simplement parce qu'on ne peut définir le prolétariat sans intégrer l'accumulation dans cette définition. Le stade de l'accumulation du capital n'est pas un ensemble de conditions par rapport à un prolétariat défini de façon statique une fois pour toutes mais fait partie de la définition même de la classe au travers de l'exploitation. » (*TC* 2, p. 21).

- *Pas de « nature révolutionnaire » du prolétariat* : « Pris en eux-mêmes chaque moment de la lutte de classes n'est que moment du procès et développement du capital, il est alors évident que ce n'est que par des contorsions théoriques que l'on pourrait arriver à montrer qu'ils sont la manifestation à un moment donné de la tendance révolutionnaire inhérente au prolétariat ; inversement s'acharner à montrer que dans ce moment la pratique du prolétariat ne vise aucun dépassement du capital est tout aussi faux et vain, dans un cas comme dans l'autre *on ne dépasse pas la problématique consistant à appréhender la lutte de classes comme le mouvement d'une contradiction invariante et plastique modelée par l'accumulation* du capital qui en fin de compte lui *demeure étrangère*, l'agissant comme condition. » (*TC* 2, p. 21).
- *Pas de norme de la vraie ou potentielle activité révolutionnaire* : cela découle des deux points précédents, mais cela peut être considéré

comme théoriquement et politiquement le principal point discriminant. Là où une théorie se met en défaut vis-à-vis de la proposition initiale (contradiction P/K = dvpt K) qu'elle avait ou aurait pu faite sienne, c'est en *fixant un moment historique de la lutte de classe* comme la vraie pratique enfin révélée ou comme celle ayant toujours existé mais n'ayant pu aboutir pour des raisons diverses. En conséquence également, pas de condamnation d'une pratique au nom d'un « essentialisme de classe ».

- *Pas de téléologie* : si la contradiction prolétariat/capital est égale au développement du capital, elle ne représente, n'est la réalisation, la forme de manifestation de rien d'autre. Pas de sens de l'Histoire ni comme succession nécessaire des modes de production relevant d'un principe transhistorique, ni même à l'intérieur du MPC. Si je dis : la période de la Commune de Paris et celle de la Révolution russe ou de la Révolution allemande sont toutes les deux « lutte de classes » (contradiction entre le prolétariat et le capital), c'est une évidence ; mais si je dis : cette abstraction, la contradiction entre le prolétariat et le capital, *se réalise* ou même seulement *existe* dans ces périodes concrètes, la relation historique entre ces périodes et, de façon générale, l'histoire de la lutte des classes deviennent *mystiques*. L'abstraction générale n'est pas une propriété du concret.
- *Le prolétariat n'existe pas deux fois* : une fois comme classe reproductrice du capital et se battant dans les limites de cette reproduction et une deuxième fois comme tension au communisme. Dans la critique du programmatisme dont la proposition initiale est le fondement, il faut abandonner toutes ces dualités : « classe en soi » et « classe pour soi », « lutte interne à sa reproduction » ou « lutte externe créant d'autres rapports », « prolétaire » ou « être générique », c'est à la même fausse question que l'on cherche à répondre : quelle est, face ou dans la reproduction quotidienne, la *nature révolutionnaire* du prolétariat et quelles sont les conditions de l'actualisation de cette nature, comment se manifeste-t-elle ?
- *La définition d'une contradiction* (l'exploitation) : c'est un peu la synthèse. La définition de cette contradiction doit satisfaire à une contrainte théorique. L'exploitation est simultanément la contradiction dynamique et reproductrice du capital et la contradiction portant le communisme comme sa résolution. C'est l'essence même de la proposition initiale : ce qui fait du prolétariat une classe du mode de production capitaliste en fait identiquement une classe révolutionnaire.

On peut « formaliser » la chose :
Séparation produite / reproduite / approfondie en continu, intérêts opposés => implication réciproque => auto-présupposition du capital, subsomption => une contradiction pour elle-même (travail nécessaire toujours de trop / toujours nécessaire) => l'accumulation fait partie de la définition du prolétariat => a) les situations ne sont pas symétriques (conséquence de la subsomption) => b) la contradiction est une histoire ; a) et b) => dépassement comme révolution et communisme *historiques*.

Les éditions SENONEVERO

Ligne éditoriale

La collection SENONEVERO s'attache à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme.

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes - le prolétariat comme la bourgeoisie - et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Théorie Communiste participe aux éditions SENONEVERO

Déjà parus

LE TRAVAIL ET SON DEPASSEMENT *Bruno ASTARIAN*

LE DEMOCRATISME RADICAL *Roland SIMON*

FONDEMENTS CRITIQUES D'UNE THEORIE DE LA REVOLUTION
Roland SIMON

LE MOYEN ORIENT *Théo COSME*
Histoire d'une lutte de classes 1945-2002

RUPTURE DANS LA THEORIE DE LA REVOLUTION
Textes 1965-1973 Collectif *Présentation de François DANEL*

A L'ASSAUT DU CIEL *Steve WRIGHT*
Composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien

LES EMEUTES EN GRECE *Théo COSME*

HISTOIRE CRITIQUE DE L'ULTRA GAUCHE *Roland SIMON*
Edition préparée par Les chemins non tracés

OUVRIER CONTRE LE TRAVAIL *Michael SEIDMAN*

DE LA POLITIQUE EN IRAN *Théo COSME*

« JE LUTTE DES CLASSES » *Louis MARTIN*

CALIBAN ET LA SORCIERE *Silvia FEDERICI*
Femme, corps et accumulation primitive

HISTOIRE CRITIQUE DE L'ULTRA GAUCHE
Nouvelle édition augmentée

« LA CIGARETTE SANS CRAVATE » *Théo COSME*
Syriza, la dette, le boutiquier et les luttes de classes en Grèce

L'ÉMEUTE PRIME *Joshua CLOVER*

LA MATERIELLE *Christian CHARRIER*

A L'ASSAUT DU CIEL *Steve WRIGHT*
Histoire critique de l'opéraïsme - nouvelle édition augmentée

SUR LES GILETS JAUNES *Tristan Leoni*
Du trop de réalité – Avril 2023

INTÉRÊTS MATÉRIELS - *Il Lato Cattivo*
Interventions 2017-2022 Mars 2023

A paraître en 2026 :

Du travailleur immigré au musulman par *Louis Martin*

Chuǎng : la transition au capitalisme en Chine

sur internet : https://senonevero.eu

Théorie communiste, Déjà parus

Théorie Communiste n° 1 (Avril 1977) Le Prolétariat.
Théorie Communiste n° 2 (Janvier 1979) La production du Communisme.
Théorie Communiste n° 3 (Mars 1980)
Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle - Les luttes de classes de 67 à 75 - Le développement économique de la crise (1967/1975).
Théorie Communiste n° 4 (Décembre 1981)
Des luttes actuelles à la révolution
Théorie Communiste n° 5 (Mai 1983)
La production de la théorie communiste.
Théorie Communiste n° 6 (Mai 1985) Théorie Communiste : Synthèse.
Théorie Communiste n° 7 (juillet 1986) Le nouveau cycle de luttes.
Théorie Communiste n° 8 (Novembre 1987) La notion de cycle de luttes.
Théorie Communiste n° 9 (Mai 1989)
Le prolétariat et le contenu du communisme.
Théorie Communiste n° 10 (Décembre 1990)
La grève des cheminots de l'hiver 86/87.
Théorie Communiste n° 11 (Juin 1993)
Moyen Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.
Théorie Communiste n°12 (Février 1995)
La révolution prolétarienne 1848 – 1914. Sur la restructuration
Théorie Communiste n°13 (Février 97)
Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. Etat, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.
Théorie communiste N° 14 (Décembre 97)
L'Ultra-Gauche. "Théorie communiste".
Théorie Communiste n°15 (Février 99)
L'objectivisme- La lutte des chômeurs et précaires - "L'alternative".
Théorie Communiste N° 16 (Mai 2000) La communisation.
Théorie Communiste N° 17 (Septembre 2001)
Le démocratisme radical et ses critiques.
Théorie Communiste N° 18 (février 2003) après Gênes. La seconde Intifada
Théorie Communiste N° 19 (Juin 2004) Sur la restructuration.
TC Editeur : **Le journal d'un gréviste**. Sur la grève de nov.déc. 95 – Avril 96
Tract (en collaboration avec *Alcuni fautori della comunizzazione*) A fair

amount of killing.
Théorie communiste N° 20 (novembre 2005) Théorie de l'écart
Théorie communiste N° 21 (février 2007)
La lutte anti- CPE.Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande
Théorie communiste N° 22 (février 2009)
Du capital restructuré à sa crise – La perspective communisatrice
Théorie communiste N° 23 (Mai 2010)
Franchir la pas Distinction de genres, programmatisme, communisation
Théorie Communiste N° 24 (décembre 2012) La conjoncture- Classes et genre
TC Editeur : **Soulèvement arabe, classes / genre** (avril 2014)
TC Editeur : **68, année théorique…, etc. / de l'Ultragauche à la théorie de la communisation** (janvier 2015)
Théorie communiste N° 25 (mai 2016) Une séquence particulière
Théorie communiste N° 26 (mai 2018) Le kaléidoscope du prolétariat
Théorie communiste N° 27 (Février n2023)
Vie Quotidienne et lutte des classes

Un nouveau site de TC est en cours de constitution. Entretemps, on trouve pas mal de choses intéressantes sur ce site google :
https://sites.google.com/site/theoriecommuniste/home

En particulier, « la soute 2026 » :
https://sites.google.com/site/theoriecommuniste/la-soute-2026?authuser=0
"La soute" est un espace où nous publions en vrac des travaux en cours, travaux non publiés, notes de lecture ou autres annexes au travail de la revue Théorie Communiste.
Nous reprenons aujourd'hui cette nouvelle version de la soute avec les quatre dossiers de notes de lectures de TC pour un ouvrage à venir autour de "Etat-nation et capitalisme".

Vous trouverez également à la suite de ces notes , celles qui ont servi à la conception du N° 26, au moment où nous venons d'en réimprimer 100 exemplaires devant la demande qui ne s'est pas démentie depuis sa parution.

Nous attirons également votre attention sur le fait que nous sommes très proches des camarades qui animent le blog dndf, où nous intervenons souvent et publions des articles et commentaires régulièrement. dndf.org